

ÖT KONTINENS

**Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeli Tanszék
tudományos közleményei**



EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM

BUDAPEST

2006

ÖT KONTINENS

**Az Új – és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
tudományos közleményei**

EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM

BUDAPEST

2006

ÖT KONTINENS

Az Új – és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
tudományos közleményei

EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM

© **Szerzők, 2006**

© **Szerkesztő, 2006**

Szerkesztőbizottság:

Balogh András (elnök)

Székely Gábor

Búr Gábor

Szerkesztő:

Majoros István

majorosi49@t-online.hu

Ce volume est édité par le soutien du Ministère de l'Enseignement dans le
cadre du programme Balaton

ISSN: 1589-3839

Kiadja:

Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék,

ELTE BTK

1088 Budapest, Múzeum krt. 6-8.

Tel.:0036-1-4855204

torteneti@ludens.elte.hu

Nyomdai Munka: ROBINCO KFT

Budapest

Sommaire

Première partie	5
Gergely Fejérdy (<i>Université Catholique Pázmány Péter</i>) La place de la Hongrie dans la politique étrangère de la France entre 1944 et 1949	7
Catherine Horel (<i>CNRS, Université de Paris I</i>) L'Europe centrale 1945-1989: une région imaginaire	25
D. Gusztáv Kecskés (<i>Institut d'Histoire de l'Académie hongroise</i>) La politique étrangère de la France envers l'Europe centrale et orientale de 1946 à 1956. Le cas hongrois	35
István Majoros (<i>Université Eötvös Loránd de Budapest</i>) Remarques sur la menace soviétique en Europe centrale dans les années 1930	47
Mária Ormos (<i>Université de Pécs</i>) L'Europe centrale dans les années 1930	55
Traian Sandu (<i>Université de Paris III</i>) Géostratégie du deuxième élargissement à l'est Nouveaux membres, nouveaux voisins	65
Deuxième partie	89
Erzsébet Bodnár (<i>Université de Debrecen</i>) Alexander I: Reformer and Diplomat	91
Gábor Búr (<i>Université Eötvös Loránd de Budapest</i>) Колониальная политика Габсбургской империи	103
Ramachandra Byrappa (<i>Université Eötvös Loránd de Budapest</i>) The Evolution of the Japanese Democracy. Towards a New Paradigm	111
Katalin Csósz-Jutteau (<i>CIEH - Paris</i>) L'école et le mouvement des pionniers en Hongrie avant 1989: un exemple de fusion	129

Gergely Egedy (<i>Universität Eötvös Loránd de Budapest – Universität Corvinus de Budapest</i>)	
Democracy and Conservative Thought in Victorian England	149
Géza Gecse (<i>Universität Eötvös Loránd de Budapest</i>)	
Старые и новые элементы в русском внешнеполитическом мышлении от Горбачёва до Ельцина	161
Róbert László Holndonner (<i>Universität Eötvös Loránd de Budapest</i>)	
September 11, 2001 and its international ramifications under the first presidency of George W. Bush	193
Sarolta Klenjánszky (<i>Universität Eötvös Loránd de Budapest</i>)	
Culture et propagande dans la guerre froide: Le cas de l'association France-Hongrie (1945-1975)	211
Beatrix Laura Leitmann (<i>Universität Eötvös Loránd de Budapest</i>)	
The national identity of the Israeli Diaspora	235
Zoltán Prantner (<i>Universität de Szeged</i>)	
Sozialistischen Doktrinen, wirtschaftliche Perspektiven Entstehung der diplomatischen Beziehung zwischen Ungarn und Kuwait, 1961–1963	247
Csilla Riga (<i>Universität Eötvös Loránd de Budapest</i>)	
Die Abkühlung im Verhältnis zwischen Deutschland und Rußland 1874-1875	261
János Lajos Szabó (<i>Universität Eötvös Loránd de Budapest</i>)	
Norway and European integration Prelude and consequences of the 1972 referendum	273
Péter Szilágyi (<i>Universität de Szeged</i>)	
The admission of Hungarian-Libyan diplomatic connections in reflection of sources from the National Archives of Hungary	289

PREMIÈRE PARTIE

Les textes du colloque franco-hongrois tenu à Paris le 22 septembre 2005
dans le cadre du programme BALATON

L'Europe centrale et les grandes puissances 1930 - 2004

Gergely Fejérdy

*La place de la Hongrie dans la politique étrangère de la France entre
1944 et 1949*

**La perte de la position de grande puissance. Les questions principales de la
politique étrangère française à la fin de la seconde guerre mondiale**

Les spécialistes qui s'intéressent à l'histoire des relations internationales et à la diplomatie réfléchissent souvent à la question de la signification des termes: grande, moyenne et petite puissance. L'analyse approfondie de cette problématique n'est pas l'objectif de cette étude. Mais si l'on examine la politique étrangère de la France après la seconde guerre mondiale, il faut souligner le fait que la défaite des mois de mai et juin 1940 ont entraîné pour ce pays la perte de sa position de grande puissance.¹ La France, peu à peu libérée, a dû se rendre compte que son poids international s'était réduit et qu'elle était devenue une «*puissance moyenne*».² Cela signifie, selon le professeur Jean-Claude Allain, qu'elle «*possède la capacité de résister partiellement, mais effectivement à la pression adverse, seule ou à la faveur d'un réseau d'appuis extérieurs que, précisément, cette capacité lui permet d'avoir acquis sans dépendance unilatérale... sa sécurité intérieure sans recours à l'assistance extérieure.*»³ La transformation de la France en puissance moyenne a eu des conséquences importantes sur sa politique étrangère en Europe après la seconde guerre mondiale.

Bien que la reconnaissance à l'étranger du gouvernement provisoire dirigé par le général De Gaulle n'allait pas de soi,⁴ la plupart des politiciens français rêvaient toujours d'un statut de grande puissance pour leur pays. Les dirigeants français et une grande partie des diplomates avaient beaucoup de mal à accepter la perte du poids français dans les affaires internationales et ont essayé de trouver les moyens pour le renforcer.

A la fin de la seconde guerre mondiale, la principale préoccupation de la France était de faire obstacle à une éventuelle agression de l'Allemagne. Tous les projets de la politique étrangère ont été subordonnés à cette problématique, la «*question allemande*». Retrouver la reconnaissance européenne et internationale de la France était naturellement en rapport direct avec ce sujet: le statut de grande puissance était une garantie contre l'ennemi. Plusieurs solutions⁵ avaient déjà été proposées dès 1943 pour traiter la «*question*

¹ SOUTOU, Georges-Henri, *Le deuil de la puissance (1914-1958)*. IN: (VILLEPIN de, Dominique et al.), *Histoire de la diplomatie française*, Perrin, Paris 2005. 794-795. (*Histoire de la diplomatie française...*)

² FLEURY, Antoine, *Les petits Etats dans la politique européenne aux XIX^e et XX^e siècles*. IN: DEMOULIN-DUCHENNE (ed.), *Les petits Etats et la construction européenne*, Actes de la VII^e Chaire Graverbel d'études européennes 2001-2002, P.I.E.-Peter-Lang, Bruxelles 2002. 16-17.

³ ALLAIN, Jean-Claude (ed.), *La Moyenne Puissance au XX^e siècle: recherche d'une définition*. Acte du colloque organisé au Mans du 9 au 11 mars 1987, IHCC, Paris 1989. 14.

⁴ BOZO, Frédéric, *La politique étrangère de la France depuis 1945*. la Découverte, Paris 1997. 6.

⁵ *Histoire de la diplomatie française...*, 804-805.

allemande», mais c'est l'option sécuritaire, attribuée au général De Gaulle, qui a été retenue. Ce choix a renforcé l'opposition au rétablissement d'une Allemagne unie, et a conduit à consolider l'alliance française avec l'URSS, et non pas seulement avec les anglo-saxons. C'est ainsi que la première démarche spectaculaire de la politique étrangère française a été la signature du pacte franco-soviétique, par De Gaulle et Staline, le 10 décembre 1944. Le Général résume ainsi l'essentiel de ce pacte: «*Nos deux pays étant les voisins immédiats de l'Allemagne, ce sont les plus intéressés à s'unir pour leur défense commune...*»⁶ Dans ses *Mémoires*, il ajoute que la signature de cet accord donnait satisfaction aux Français: «*le public voyait dans l'affaire un signe de notre rentrée dans le concert des grands Etats.*»⁷

Cependant ce traité d'alliance ne porta pas pleinement les fruits espérés, car en réalité il devint rapidement clair que Staline n'avait aucun intérêt à une France forte. C'est ainsi du fait des Soviétiques que Paris n'a été invité à aucune des deux conférences déterminantes du XX^{ème} siècle, ni à Yalta, ni à Potsdam. Bien que sur la pression des Britanniques, la France ait pu participer à l'occupation de troisième Reich, en tant que quatrième puissance (tolérée), et qu'elle ait eu une place parmi les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, ces résultats n'étaient qu'apparents et ils n'ont pas permis à Paris de regagner sa qualité antérieure de grande puissance. La France a toutefois tenté de profiter de son statut soit disant spécial, et de jouer un rôle de médiateur et de défenseur des petites et moyennes puissances. L'objectif français était de retrouver une sorte d'équilibre en Europe. La diplomatie française voulait prévenir les conflits sur le continent, en essayant de trouver des compromis, sans mettre à l'écart ses propres intérêts. Ces trois questions (le renforcement du poids international de la France, l'Allemagne et une Europe équilibrée) étaient d'autant plus importantes pour la France que sa suprématie dans ses colonies, notamment en Asie, était mise à mal au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Lorsqu'on analyse les traits de la politique étrangère française concernant l'Europe Centrale et Orientale, et notamment la Hongrie, ce contexte ne doit donc pas être perdu de vue. Les diplomates du Quai d'Orsay et le général De Gaulle voyaient en cette région du continent, comme en 1918, un moyen pour la France pour réaliser ses objectifs de politique étrangère. Mais en pratique, plusieurs conceptions, souvent contradictoires, s'opposaient.⁸ Alors qu'au début, jusqu'à la fin de l'année 1945, la diplomatie française a été dirigée principalement par la peur du redressement de l'Allemagne, il est devenu rapidement clair pour plusieurs diplomates du Quai d'Orsay, et pour De Gaulle lui-même, que l'avancée soviétique en Europe Centrale et Orientale

⁶ REMY, Pierre-Jean, *Trésor et secrets du Quai d'Orsay*, Paris, JC Lattès, 2001. 861. Lettre adressée à sa mère.

⁷ DE GAULLE, Charles, *Mémoires de Guerre*, vol. III. Plon, Paris 1989. 676.

⁸ Dans son étude Antoine Marès donne les exemples concrets ces projets de différentes personnes. MARES, Antoine, *La France Libre et l'Europe centrale et orientale (1940-1944)*, Revue des Études slaves, Institut d'Études slaves, tome 54^e, fascicule 3, Paris 1982. 332-335.

était une menace pour la sécurité et les objectifs de la France.⁹ Cela a conduit Paris à être officiellement présent le plus vite possible dans chaque pays de cette région, et non seulement dans les Etats qui étaient traditionnellement ses alliés.

La Hongrie vue de Paris, de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la reprise des relations diplomatiques

Grâce à ses facteurs géographiques, la Hongrie a été l'un des derniers pays à sortir de la guerre. L'armée soviétique a atteint le 25 août 1944 la frontière (de l'époque) de l'Etat.¹⁰ Jusqu'à cette date, la Hongrie n'avait pas encore été touchée par les conflits armés sur son territoire, même si le pays avait été occupé dès le mois de mars de la même année par les Allemands. L'amiral Horthy, dirigeant la politique hongroise, essaya de profiter de cette indépendance partielle, et tenta de négocier avec les puissances alliées et de s'élever contre le troisième Reich, afin que le bassin des Carpates soit préservé des opérations militaires.

Dix jours avant la reconnaissance du gouvernement provisoire de la France, la tentative des Hongrois échoua, le régent fut arrêté par la Gestapo, Budapest perdit définitivement sa liberté, et la Hongrie devint, jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, un sanglant théâtre d'opérations. Ce changement a alourdi les relations franco-hongroises, déjà bien complexes depuis 1942. A la suite de l'internement à Sigmaringen du maréchal Pétain au mois d'août 1944, le représentant du gouvernement de Vichy à Budapest, Jules Brévie est rentré en France. Les affaires de la légation ont été reprises par l'ancien premier secrétaire, Christian Charmasse, qui servait depuis 1938 en tant que diplomate dans la capitale de la Hongrie. Pendant toute cette période, la représentation française a été surveillée par la Gestapo.

Avec l'avancée de la guerre, le 2 juin 1944, le gouvernement provisoire est né du Comité français de la libération nationale (CFLN). Celui-ci avait des rapports ambigus avec la Hongrie, considérant ce pays comme douteux car Budapest était allié à l'Allemagne, et suspectant les employés de la légation française pour leurs relations avec Vichy. Il espérait toutefois aussi pouvoir renforcer à long terme son influence en Hongrie, en neutralisant les tendances germanophiles. La politique extérieure française disposait de renseignements relativement satisfaisants sur la situation en Hongrie, jusqu'au siège de la capitale hongroise. Elle s'appuyait sur les sources des représentations diplomatiques dans divers pays,¹¹ sur les informations militaires des anglo-saxons, avec l'accord de Londres, ainsi que sur les émigrés hongrois qui

⁹ Henri Froment-Meurice, souligne, dans ses Mémoires, le nom de deux diplomates, Jean Laloy et Jean-Marie Soutou, qui ont joué un rôle particulièrement important dans la reconnaissance de cette menace. cf. FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai. Mémoires 1945-1983*, Fayard, Paris 1998. 69. 146.

¹⁰ UNGVARY Krisztián, *Budapest ostroma*, Corvina, Budapest 1998. 11.

¹¹ C'est ainsi par exemple que l'ambassade de France à l'Ankara fut une source importante concernant les événements en Hongrie. Ministère des Affaires Etrangères Archives Diplomatiques, (MAE AD), Z-Europe, Hongrie, vol. 15.

s'étaient enfuis de leur pays.¹² Les messages codés, et envoyés au gouvernement provisoire via Beyrouth, avec l'aide d'un poste de radio par le secrétaire de l'attaché militaire de la légation française à Budapest, le sous-lieutenant Noël Clavel,¹³ ont joué également un rôle non négligeable. Avec l'approche de l'armée soviétique, cette liaison secrète est toutefois devenue techniquement impossible au milieu de mois d'octobre 1944.¹⁴ Néanmoins, un message chiffré de Paris arriva le 10 octobre à Budapest, ordonnant que la représentation des intérêts français soit confiée au directeur de «*Danubia Textil S.A.*», chef du «*Comité de Gaulle*», Paul Giraud, jusqu'à ce que l'ancien ambassadeur, le comte Robert Dampierre, captif des Allemands, reprenne ses activités.¹⁵ Cette démarche fut particulièrement importante, car la capitale hongroise s'est trouvée dès le mois de novembre dans la ligne du front, ce qui empêcha progressivement le contact entre les deux pays. Les employés de l'ambassade durent entrer dans la clandestinité, et plusieurs d'entre eux furent arrêtés par la Gestapo. Avec la guerre, même le bâtiment de la légation fut détruit.¹⁶

Pendant tout ce temps, dans les cercles de la diplomatie française, plusieurs projets ont été élaborés concernant l'avenir de l'Europe Centrale, et notamment du bassin danubien. Déjà le 24 octobre 1944, une commission interministérielle s'est réunie pour examiner le contexte économique et la possibilité de renforcer la présence française dans cette région.¹⁷ Dans une analyse détaillée, le 6 janvier 1945, Maurice Dejean souligne qu'il faut prendre en considération la nouvelle réalité des intérêts français dans la région à l'est de l'Allemagne, et qu'il est nécessaire de changer la politique de la petite entente.¹⁸ Cette étude insiste sur le fait qu'«*avant de déterminer pour l'avenir sa politique danubienne, la France devra sans doute plus que dans le passé tenir compte des conceptions des autres grandes puissances. Il y a toutefois de sérieuses chances pour qu'elle soit appelée à jouer en Europe centrale un rôle important. Elle est en effet la seule grande puissance qui ait été directement associée au sort du continent depuis 1940. Aussi les peuples libérés attendront-ils d'elle une compréhension et une objectivité particulières. Inquiets à tort ou à raison des visées*

¹² Centre Historique des Archives Nationales de France (CHAN), 457 AP 77. la situation en Hongrie par J. E. Paris.

¹³ Le sous-lieutenant Noël Claver était un agent de renseignements. Il fut, par un poste de radio, en contact à partir 1942 avec le général de Gaulle par le Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA) de Beyrouth. Ce dernier office était l'antenne qui s'occupait de réunir les informations concernant le Proche Orient ainsi que les Balkans et le sud de l'Europe Centrale. cf. BAJOMI Lázár Endre, *Ego Sum gallicus captivus, Magyarországra menekült francia hadifoglyok emlékezései*, Európa, Budapest 1980. 313.

¹⁴ MAE AD, Z-Europe, Hongrie vol. 1. télégramme n° 104. Beyrouth, le 2 septembre 1944.

¹⁵ cf. FEJERDY Gergely, *La Question de la représentation des intérêts français en Hongrie à la fin et après la Seconde guerre mondiale*, Revue d'histoire diplomatique, n° 2. 2005. 170-171.

¹⁶ Pendant le siège de Budapest, le bâtiment de la légation qui se trouvait dans la rue Fő 17., a été touché par l'impact des bombes et par une explosion, qui ont rendu cet édifice inutilisable. cf. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, (CADN), Budapest, vol. 52. note n° 66. Budapest, le 30 mars 1945. ou BAJOMI Lázár, 289, 291. et FEJERDY, 171-173.

¹⁷ MAE AD, Z-Europe, Généralités, vol. 28. folio 39.

¹⁸ Documents Diplomatiques Français (DDF) 1945. I. n° 8. Imprimerie Nationale, Paris 1998.

politiques des Soviets et des entreprises économiques anglo-saxonnes, ils lui accorderont facilement leur confiance, car ils auront foi en son désintéressement. L'Angleterre, les Etats-Unis et l'Union Soviétique pourront trouver en elle un auxiliaire précieux pour leur contact avec les nations danubiennes, et un médiateur éventuel dans les différends qui opposent celles-ci les unes aux autres...» Cette analyse, adressée au ministre des Affaires étrangères, décrit en ces termes la Hongrie: «*Il existe en outre, à Moscou des préjugés nettement défavorables contre la Hongrie... surtout du fait que les 12 millions de Magyars apparaissent comme un élément potentiel de résistance à l'influence russe plus sérieux qu'aucune des nations avoisinantes... il y a des chances assez sérieuses pour que l'occasion soit offerte aux Alliés de gagner les Hongrois à un prix relativement bas et de les «intégrer» dans une Europe centrale réorganisée. Cette politique serait conforme à nos intérêts, car une Hongrie dont les demandes les plus justifiées seraient repoussées, constituerait un foyer de troubles...»*

Bien que le siège de Budapest, les opérations militaires sur le territoire hongrois, ainsi que les difficultés de fonctionnement des affaires extérieures françaises¹⁹ aient retardé les démarches concrètes, il y a une volonté nette du gouvernement provisoire de Paris en direction de la reprise rapide des relations diplomatiques entre les deux pays. Le prestige de la France en Europe centrale, notamment en Hongrie, malgré l'échec de sa politique étrangère entre les deux guerres, devait favoriser cet objectif.²⁰ Dans cette région de l'Europe la France, avec sa tradition de démocratie et de défense de la culture occidentale, était en effet vue comme un exemple.²¹

Le Quai d'Orsay était toutefois conscient de la nécessité de passer par les Soviétiques pour rétablir les relations avec la Hongrie. Le 17 mars 1945, Dejean, chef du département politique, a ainsi informé l'ambassadeur de France à Moscou, le général Catroux, que Paris reconnaissait Paul Giraud comme représentant des intérêts français en Hongrie, jusqu'à ce qu'il soit possible d'envoyer un diplomate professionnel dans ce pays.²²

Cette intervention était d'autant plus importante qu'un ancien évadé français des camps de prisonniers de guerre allemands, le lieutenant Léon Wahl, profitant du chaos qui régnait après la guerre dans la capitale hongroise, s'était installé de sa propre autorité dans le palais d'Edelsheim à Buda, en tant que représentant officiel de ses compatriotes. Son action a été rapidement découverte et il y a été mis fin.²³

¹⁹ Le Quai d'Orsay s'est installé définitivement au mois d'avril 1945 à Paris, et par une ordonnance du 19 juin 1945, le ministère des Affaires étrangères a été réorganisé. KESSLER, Marie-Christine, *La Politique étrangère de la France, acteur et processus*, Presses de Sciences Po., Paris 1999. 96-97.

²⁰ Pierre Cot attire l'attention sur ce phénomène dans sa note détaillée du mois d'août 1944. CHAN, 457 AP, 83, note de Pierre Cot, 116.

²¹ SCHREIBER, Thomas, *Les actions de la France à l'Est ou les absences de Marianne*, L'Harmattan, Paris 2000. 24-25.

²² FEJERDY, 174-175.

²³ CADN, Budapest, vol. 52. Budapest, le 9 mars 1945, la note du Colonel Halier à Paul Giraud.

Pendant ce temps, le chef de l'armée soviétique dans la capitale hongroise a autorisé provisoirement le fonctionnement de la représentation des intérêts français dirigée par Paul Giraud. La réponse officielle n'est cependant arrivée qu'après le déménagement de la Commission de contrôle interalliée à Budapest, le 17 avril 1945 lorsque le maréchal Vorochilov, président de cette autorité internationale, a interdit personnellement l'activité du chef du «*Comité de Gaulle*».

Moscou a en effet essayé de profiter des difficultés causées par la guerre sur la communication entre Paris et Budapest, et tenté d'atermoyer la reprise des relations bilatérales ainsi que la présence diplomatique de la France en Hongrie. Le gouvernement provisoire dirigé par de Gaulle s'est référé au fait qu'entre les deux pays il n'y avait pas eu d'état de guerre, mais Moscou a utilisé ce même argument pour empêcher le projet du Quai d'Orsay d'envoyer une mission militaire dans la capitale hongroise. Paris n'a toutefois pas abandonné ses projets. Au-delà des objectifs de politique extérieure présentés plus haut, la multiplication des problèmes concernant la protection des intérêts français a joué pour cela un rôle non négligeable. Il était d'autant plus important pour Paris de convaincre Moscou d'autoriser une représentation à Budapest qu'il fallait impérativement trouver des solutions pour des questions telles que le rapatriement des prisonniers de guerres évadés de l'Allemagne et réfugié en Hongrie,²⁴ les biens français endommagés par la guerre, l'approvisionnement de la colonie française, etc.²⁵ Le 1^{er} novembre 1945, après de longs mois d'échange d'une multitude de télégrammes diplomatiques, et après la lettre mandante du général de Gaulle, Paul Giraud a reçu l'autorisation définitive de la Commission de contrôle interalliée. Mais à ce moment, le Quai d'Orsay avait déjà d'autres objectifs. Après les élections législatives le 4 novembre 1945, lorsqu'il est devenu possible de reprendre les relations diplomatiques avec Budapest, Paris a voulu régulariser définitivement son rapport officiel avec la Hongrie. Le Quai d'Orsay a désigné Robert Faure, l'ancien deuxième secrétaire à Belgrade, pour préparer la reprise de contact. Cependant, Moscou ne souhaitait toujours pas que la France, par sa présence à Budapest, renforce sa position en Europe Centrale et Orientale. Il a donc fallu attendre deux mois pour qu'enfin, le 16 janvier 1946, un diplomate professionnel français puisse avoir une autorisation d'entrer en Hongrie. Dix jours plus tard, le 28 janvier, Paris a reconnu le gouvernement hongrois et les relations diplomatiques ont été ainsi rétablies.²⁶

Entre doutes et espérances

A la fin de mois de janvier 1946, la diplomatie française a pu enfin prendre pied en Hongrie, dernier sur ce point des pays d'Europe Centrale et Orientale.

²⁴ Savoir plus sur l'accueil hongrois des prisonniers de guerre français évadés, BOROS Zsuzsa, *Les prisonniers de guerre français évadés d'Allemagne en Hongrie pendant la Seconde Guerre mondiale*, Nouvelles Études Hongroises, 1974. 177–188; ainsi que MÜLLER Viktória, *L'action d'André Hallier en Hongrie en faveur des évadés français. Souvenirs d'un attaché militaire (1942-1945)*, Pécs, Specimina Nova, 2000. 53-64.

²⁵ FEJÉRDY, 176-178.

²⁶ Ibidem, 178-180.

Les diplomates chargés des questions de cette région ont dû se rendre compte, une fois de plus, que leurs initiatives ne pouvaient pas être réalisées dans cette partie du continent sans l'autorisation de Moscou. La Hongrie leur est apparue traitée particulièrement sévèrement par les Soviétiques.

Plusieurs fonctionnaires du Quai d'Orsay se sont inquiétés de voir se vérifier les peurs formulées déjà à la fin de la seconde guerre mondiale, selon lesquelles Staline utiliserait entre autres l'idéologie du panslavisme pour pouvoir renforcer son influence dans les pays de l'Europe centrale et orientale.²⁷ Selon les analyses du Ministère des Affaires étrangères français, à part la Hongrie,²⁸ tous les pays de cette région étaient plus ou moins facilement gagnés par cette propagande, permettant à Moscou d'assurer plus aisément son emprise sur ces derniers. Le Kremlin a essayé de créer une espèce de bloc slave, docile à ses consignes, pour qu'il puisse renforcer son influence et sa puissance en Europe.²⁹ Dans le cas des Hongrois, les Soviétiques n'ont pas pu utiliser «*la carte*» du panslavisme, ni de l'orthodoxie, car ni l'un ni l'autre ne correspondaient à ce peuple. Il a donc fallu que Moscou soit plus prudent et sévère vis-à-vis de la Hongrie, pour que les Magyars plutôt rebelles, attirés par l'occident, acceptent l'influence du Kremlin.³⁰ Ce n'est donc pas par hasard que les Soviétiques ont essayé d'empêcher, ou au moins de retarder, l'arrivée des représentants des cultures occidentales à Budapest, car ils n'avaient pas les moyens de les équilibrer. La France était particulièrement inquiétante pour Moscou, car elle avait un prestige et une reconnaissance considérables au sein des intellectuels hongrois.³¹

Bien que le Quai d'Orsay ait tenté de mener une sorte de politique neutre,³² en suivant la direction tracée par le général de Gaulle, qui avait démissionné entre temps, il est devenu de plus en plus clair pour certains diplomates³³ que

²⁷ Les compte-rendus de la conférence de Sofia ou l'analyse détaillée faite au mois de juillet 1945 qui a pour titre: «*L'Union Soviétique et le monde slave*», soulignent ce phénomène. MAE AD, Z-Europe, Généralités, vol. 29. folios, 1-50.

²⁸ L'étude du mois de juillet 1945 note que «*la Roumanie n'est pas ethniquement slave, mais elle est du moins orthodoxe et quelque peu slavisée. Déjà les auteurs panslavistes du 19^e siècle l'englobaient dans la Panslavie, ainsi du reste que la Hongrie.*» MAE AD, Z-Europe, Généralités, vol. 29. folio 13.

²⁹ Ibidem. folio. 99. note du conseiller politique de Baden-Baden, n° 612 Eu, le 11 octobre 1945.

³⁰ Les rapports militaires prouvent la même thèse. Par. ex. le rapport du 22 mai 1946. Service Historique de l'Armée de Terre, (SHAT), 10 T 354.

³¹ Pendant la guerre, en 1941, un atelier intellectuel fut créé, l'Institut Teleki Pál, très connu pour sa francophilie. C'est là que la revue nommée «*Revue d'Histoire Comparée*» fut rédigée à partir de 1943. cf. DENIER, Georges, *Francia-Magyar kulturális kapcsolatok, A Francia Intézet Magyarországon, 1947-1989*. Magvető-L'Harmattan, Budapest 1990. 39. La présence de la culture française a été vivement soutenue, entre autres, par le sous-secrétaire d'Etat Zoltán Bassola, et par Dezső Keresztury, qui était ministre des cultes et de l'instruction publique et directeur de l'Eötvös Kollégium. cf. MACHER Anikó, *La diplomatie culturelle entre la France et la Hongrie de 1945 à 1949, vue de Hongrie*, IN: Mélanges de l'école française de Rome, Italie et Méditerranée (MEFRIM), Tome 114/1. 2002. 255.

³² *Histoire de la diplomatie française...* 821-822.

³³ Les diplomates français étaient divisés sur la problématique de l'URSS, mais en 1946, ils étaient d'accord pour le réexamen de la politique française vis-à-vis de Moscou. SANTIARD,

l'URSS n'acceptait pas la médiation française entre l'est et l'ouest, et ne tolérait pas d'autre influence que la sienne dans les pays d'Europe centrale et orientale, comme le montrait le cas de la Hongrie. Cela menaçait non seulement la position internationale de Paris, mais aussi l'équilibre européen et la sécurité de la France. Le communiqué de la conférence de Potsdam montre clairement ces peurs. En dehors des cas de l'Allemagne et de l'Italie, le gouvernement français a été éliminé des négociations et des signatures des traités de paix avec les pays vaincus.³⁴ La diplomatie française a protesté³⁵ contre cette mesure et a essayé, autant que possible, de faire parvenir aux délégations concernées ses remarques ou propositions notamment au sujet des frontières, et des questions ethniques. Les dirigeants de la politique extérieure de Paris y soulignent l'importance de la sauvegarde de la «*liberté d'opinion*» des intéressés dans les négociations des traité de paix, pour garantir les solutions qui devaient permettre une stabilité de longue durée en Europe.³⁶

Le Quai d'Orsay et plusieurs personnages influents³⁷ ont essayé de créer un courant de sympathie en faveur de la Hongrie, mais sans succès. Les dirigeants hongrois ont vainement espéré que par le biais de l'ambassadeur hongrois à Paris, Paul Auer, ou d'autres personnes qui jouissaient d'une haute considération dans les cercles politiques français, une pression pourrait être exercée, au sujet des traités de paix. Le 8 juin 1946, le ministre des Affaires étrangères français, Georges Bidault a déclaré à la délégation gouvernementale hongroise dirigée par le premier ministre «*qu'il est pessimiste en ce qui concerne les préparations de traités de paix... L'objectif le plus important pour la politique étrangère française est d'obtenir le plus rapidement possible la paix et une situation stable en Europe, même si les traités de paix ne sont pas satisfaisants. A part cela, son but personnel est d'empêcher qu'il y ait beaucoup d'hommes sous une domination étrangère. ... Malheureusement, cette opinion ne garantit pas le succès.*»³⁸

On peut donc constater que les cercles gouvernementaux de Paris, qui souhaitaient avant tout la stabilisation rapide de l'Europe centrale et orientale

Etienne, *Les diplomates français en 1946 le problème soviétique au coeur de la déchirure*, Revue d'Histoire Diplomatique, n° 2. 1996. 141-156. SOUTOU, Georges, *La guerre de Cinquante Ans, les relations Est-Ouest 1943-1990*, Fayard, Paris 2001. 156.

³⁴ FÜLÖP Mihály, *Késői bűnbánat Trianonért, Nagy-Britannia és Franciaország szerepe a magyar békeszerződés kidolgozásában 1945-46*, Külpolitika, 1997/3. 56.

³⁵ Le 8 août 1945, le ministère des Affaires étrangères a diffusé une circulaire pour les postes diplomatiques. Ce texte affirme que la France n'est tenue par aucun accord conclu sans elle et qu'elle s'intéresse à toute question importante concernant l'Europe, en particulier les règlements concernant les pays vaincus. Le ministre Georges Bidault y ajoute à la fin de cette lettre: «*Les indications sur la teneur des réponses françaises vous sont transmises à titre confidentiel. Vous vous en inspirerez cependant dans les conversations que vous pourriez avoir à ce sujet avec les milieux officiels de votre résidence.*» DDF, 1945 II. Imprimerie Nationale, Paris 2000. n° 93. ou DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, Paris 1990. 438.

³⁶ CADN, Budapest, n° 33. Discours d'ouverture de Georges Bidault. le 29 juillet 1946. folio 5.

³⁷ Entre autres Ernest Pezet, vice président du Sénat. MAE AD, Z-Europe, Hongrie, vol. 8. folio. 82. ou Léon Blum, président du conseil cf. Politikátörténeti Intézet, (PIL) 283/12/60. folio 128.

³⁸ Magyar Országos Levéltár (Archives Nationales de Hongrie) (MOL), XIX-J-1-k, France, 4. d. 4/aa/247/mk-1946.

tout en évitant les erreurs tragiques du lendemain de la première guerre mondiale, étaient, d'une certaine manière, favorables à la Hongrie en ce qui concerne les traité de paix. Cependant la France, mesurant peu à peu la réalité de ses possibilités diplomatiques, plutôt que de chercher à modifier les traités de paix, domaine dans lequel elle n'avait aucune influence, a finalement mis l'accent sur la relance des relations bilatérales. C'est ainsi que le nouvel ambassadeur de France à Budapest, Henri Gauquié, le 19 juin 1946, lors de la présentation de ses lettres de créance a déclaré: «*je m'efforcerai de travailler à la consolidation des liens qui existent entre nos deux pays, notamment dans les domaines culturel et économique.*»³⁹

Effectivement, la légation, s'appuyant sur les structures et les institutions existant déjà avant la guerre, a tenté de rendre plus visible et plus active la présence française en Hongrie. La direction des relations culturelles, créée au sein du Quai d'Orsay à l'été 1945, malgré ses soucis financiers, a encouragé l'expansion de la langue et de la culture françaises dans ce pays où les influences anglo-saxonne et russe commençaient à prendre le relais de l'influence allemande, traditionnellement dominante. La France a tenté d'entrer en concurrence avec les grandes puissances déjà présentes en Hongrie en réorganisant des lectorats français au sein des universités, en relançant l'activité de l'Alliance Française, en subventionnant des lycées confessionnels réputés francophones (Gödöllő et l'internat de ND. Sion) ainsi que les établissements enseignant la langue française, et en rétablissant des liens intellectuels et artistiques entre les deux pays. Le plus difficile était la diffusion de films ou d'émissions radiophoniques, même si dans ce dernier domaine la France avait une avance considérable⁴⁰ par rapport aux Soviétiques et aux Américains. La lutte contre l'influence politique et culturelle des grandes puissances n'était pas évidente, même si les autorités hongroises concernées étaient très favorables à une présence française plus forte. Dès le mois de novembre 1945, un plan pour un traité culturel entre les deux pays a été lancé. A l'été 1946, Gauquié a transmis au Quai d'Orsay le projet du gouvernement de Budapest, avec le commentaire suivant: «*Etant donné l'instabilité qui caractérise la situation en Hongrie, il ne peut être question que de solutions provisoires...*»⁴¹ Paris a envoyé Raymond Warnier pour étudier les conditions dans lesquelles les œuvres culturelles françaises étaient accueillies dans ce pays. L'observateur du Quai d'Orsay était très favorable à un traité culturel avec la Hongrie et dans son rapport il a encouragé l'idée d'établir un Institut Français à Budapest. Cette dernière initiative a été vivement soutenue par les cercles académiques aussi bien que politiques dans les deux pays. Budapest a même mis à la disposition de la France un appartement au centre de la ville pour ce nouvel institut. A peine une année après la réouverture de la

³⁹ MOL, XIX-J-1-k- France, 3.d. 4/a/30.635/3-1946.

⁴⁰ MAE AD Relations Culturelles, Enseignement, vol. 64. télégramme n° 15. Budapest, le 14 janvier 1947.

⁴¹ Ibidem. Télégramme n° 283. le septembre 1946.

représentation diplomatique de la France en Hongrie, Paris a donc réussi à y obtenir une influence importante.

Le gouvernement français était conscient qu'il était indispensable, pour renforcer sa politique étrangère dans la région, de traiter avec soin les questions des rapports économiques et commerciaux. Bien que la représentation dirigée par Giraud ait repris le contact avec le ministère hongrois spécialisé, et ait attiré l'attention des responsables parisiens au mois de décembre 1945 sur le renforcement de la présence économique de nombreux pays européens, la réaction du gouvernement français a été très modérée. Dans son premier rapport, le conseiller commercial de l'ambassade a recommandé l'ajournement de la reprise des relations économiques.⁴² Jacques Diemer a souligné que les occupants tenaient ce pays dévasté et ruiné par la guerre dans un chaos qui ne permettait pas la résolution satisfaisante des questions commerciales et financières. La situation était d'autant plus difficile dans ce domaine que beaucoup de biens français avaient déjà été endommagés par la guerre en Hongrie. Les Soviétiques se sont ensuite appropriés certaines entreprises, ce qui a encore aggravé la situation.⁴³ Selon la résolution de la conférence de Potsdam, Moscou s'est en effet réservé tous les biens qui avaient appartenu aux Allemands, sous une quelconque circonstance, ou portaient un nom german. Bien que le représentant français ait parfois réussi à protéger les intérêts français, comme dans le cas de la Banque Générale de Crédit de Hongrie (Magyar Általános Hitelbank) ou de l'usine de textile «*Danubia*», les négociations n'ont pas toujours abouti à des solutions favorables. Il y a eu toutefois un faible espoir dans le domaine des dommages de guerre, car le gouvernement hongrois a accepté de satisfaire peu à peu les revendications françaises, pas toujours justifiées, qui avaient été formulées à partir des paragraphes 12 et 13 de l'armistice conclu entre les Alliés et la Hongrie.⁴⁴ Mais ces versements ne renforçaient pas les relations commerciales et économiques entre les deux pays, comme le souhaitait la France.

Derrière un bon rapport et un début promoteur, se cachaient en réalité plusieurs problèmes dans les relations franco-hongroises. Le gouvernement français a déploré, entre autres, que Budapest ne veuille pas, initialement, appliquer les paragraphes mentionnés ci-dessus au sujet du bâtiment en ruine de la légation de France. En effet, le gouvernement magyar après la guerre était dans une situation économique et financière extrêmement difficile, ce qui fait qu'il n'a réagi aux réclamations françaises qu'après la revendication de la Commission de contrôle interalliée. Pour se débarrasser temporairement de la reconstruction de l'ancien immeuble de la représentation française, la Hongrie a proposé provisoirement de louer deux maisons pour répondre à la demande de la France.

⁴² MAD AD, Z-Europe, Hongrie, vol. 27. Budapest, le 5 janvier 1946, ff. 58-59.

⁴³ CADN, Budapest, n° 57. rapport n° 750. le 29 décembre 1946.

⁴⁴ Selon les paragraphes 12 et 13 de l'armistice signé à Moscou le 20 janvier 1945, la Hongrie était obligée de compenser les dommages de guerre pour les pays alliés. Ignác, ROMSICS (ed.) *Magyar történelmi szöveggyűjtemény 1914-1999*, Osiris, Budapest 2000. I. kötet, 381.

Après plusieurs mois de négociation, les bureaux de la légation française se sont installés dans la rue Lendvai et la résidence de l'ambassadeur a été ouverte dans la rue Csaba à l'été 1946.⁴⁵ Bien que le caractère provisoire de cette démarche ait été souligné par les deux pays, la situation n'a pas changé jusqu'à aujourd'hui.

Après la seconde guerre mondiale, outre la question du bâtiment de la représentation française, Paris a dû faire face à un autre problème qui concernait la Hongrie. Quelque 10.000 prisonniers de guerre hongrois se trouvaient dans les camps français, dans une situation lamentable. La France, qui souffrait de sérieux soucis au plan économique et alimentaire, était incapable d'assurer des conditions de vie convenables pour la centaine de milliers de prisonniers de guerre de nationalités différentes que le gouvernement français avait demandés aux Etats-Unis en été 1945. Paris avait ainsi voulu alléger les problèmes de main d'œuvre et de la reconstruction des dommages de guerre.⁴⁶

En effet, après un pacte conclu entre les gouvernements nazis de Hongrie et d'Allemagne,⁴⁷ plusieurs formations militaires se trouvaient sur le territoire du III^{ème} Reich et après la guerre, plusieurs milliers ont été transférés en tant que prisonniers de guerre dans les camps français tristement célèbres. Bien que le Quai d'Orsay, dès le mois de septembre 1945, ait attiré l'attention des responsables du ministère de la défense sur le fait qu'il serait souhaitable de libérer ces hongrois à cause de l'absence d'état de guerre entre les deux pays,⁴⁸ les autorités militaires françaises n'ont procédé à cette libération que de mauvais gré, et avec beaucoup d'abus. Au printemps 1947, la déclaration de la légation hongroise accusant la France de ne pas avoir respecté les conventions de Genève et d'avoir forcé l'engagement de prisonniers de guerre magyars mineurs dans la légion étrangère a touché désagréablement le ministère des Affaires étrangères de Paris. Budapest a particulièrement déploré la présence des jeunes magyars au front du Vietnam et a demandé des explications. Le gouvernement français a essayé de passer sous silence cette affaire pendant des années, mais le fils du chef du gouvernement hongrois faisant partie de ces ex-prisonniers de guerre, il a été conduit à reconnaître le caractère illégal, dans certains cas, du recrutement dans les camps au profit de la légion étrangère.⁴⁹

Le début plein d'espérances des relations franco-hongroises a été éclipsé non seulement par ces difficultés, mais également par la tension croissante des relations internationales ainsi que les changements de politique intérieure qui

⁴⁵ Concernant cette affaire Cf.: MOL XIX-J-1-k, France, 3 d. 4/a/22.578/2-1946., MOL, XIX-J-1-k, France, 2.d. 30369/3-1948., ou CADN, Budapest, vol. 19. n° 108, 18 octobre 1946.

⁴⁶ Voir le livre du James Bacque qui a causé scandale. BACQUE, James, *Other Losses, An Investigation into the mass deaths of german prisoners at the hands of the french and americans after World War II.*, Little Brown and Company, New York 1998, 125, 162.

⁴⁷ VINCELLER Béla, *Szálasi hat hónapja, 1944. október-1945. május*, Volos Kiadó, Budapest 1996. 223-225.

⁴⁸ MAE AD Z-Europe, Hongrie, vol. 12, folios, 24-25.

⁴⁹ MOL XIX-J-1-k, France, 10.d. 7/a/180.637/1948

s'en sont suivis. Paris a trouvé très inquiétantes les machinations de l'URSS concernant la question allemande ainsi que son refus de toutes les revendications françaises. La France a donc dû reconnaître que la politique de neutralité qu'elle voulait suivre ne servait plus ses intérêts et qu'elle devait s'engager pour garantir sa sécurité. Le premier pas sur ce chemin fut la signature du traité de Dunkerque le 4 mars 1947. Quelques jours plus tard, l'annonce de la «*doctrine Truman*» a renforcé la réalité du danger communiste. Bien que jusqu'au coup de Prague en 1948, les buts et les prétentions de la politique étrangère de Moscou n'ont pas été jaugés de la même manière par les politiciens et par les diplomates français,⁵⁰ les changements connus par les pays de l'Europe centrale ont montré de plus en plus clairement que la France était à la croisée des chemins du conflit entre les grandes puissances.

Des marges de manœuvre de plus en plus restreintes

En 1946, la politique étrangère française a espéré qu'après la signature des traités de paix, la région de l'Europe centrale se stabiliserait, qu'ainsi l'approfondissement des rapports bilatéraux serait imperturbable, et que la France renforcerait sa position internationale. Cependant, le Quai d'Orsay ne se faisait pas d'illusions. Le ministère des Affaires étrangères de Paris n'a pas été pris à l'improviste par le compte-rendu de l'ambassadeur français à Budapest daté du 11 janvier 1947 qui analyse les circonstances du procès de conspiration nommée «*Communauté Hongroise*». Gauquié, dans son rapport, souligne que les communistes s'efforcent de contrôler totalement les corps d'armée avant que le traité de paix n'entre en vigueur et que les troupes soviétiques ne quittent la Hongrie,⁵¹ pour qu'ils puissent liquider l'opposition gênante et obtenir le pouvoir absolu sur le pays.⁵² Cela n'était pas surprenant pour la plupart des diplomates français. Cependant, l'arrestation inattendu de Béla Kovács, député et secrétaire général du plus grand parti gouvernemental de Budapest, par les Soviétiques, ainsi que la crise de plus en plus profonde de la politique intérieure en Hongrie a suscité des inquiétudes chez les responsables français. Il était un signe préoccupant pour Paris que Moscou était décidée, avant la ratification du traité de paix «*à entreprendre une action vigoureuse qui lie d'une façon définitive et légale l'économie hongroise à celle de l'URSS*».⁵³

C'est l'été 1947 qui fut un vrai point décisif pour l'appréciation de la France sur la Hongrie. Après la démission forcée du premier ministre hongrois, Ferenc Nagy, la vague d'émigration qui a suivi cet événement, le refus hongrois de participer au

⁵⁰ G.-H. SOUTOU, *La perception de la menace soviétique par les décideurs de l'Europe occidentale: le cas de la France*, IN : *L'Europe de l'Est et de l'Ouest dans la Guerre froide, 1948-1953*, Presse de l'Université de Paris Sorbonne, Paris, 2002, 22-23.

⁵¹ La signature du traité de paix le 10 février 1945 n'a pas supprimé la présence militaire soviétique en Hongrie même si à la date de son rapport, Gauquié ne pouvait pas le savoir.

⁵² MAE AD Z-Europe, Hongrie, vol. 16. n° 7. rapport, Budapest, le 11 janvier 1947.

⁵³ MAE AD Z-Europe, Hongrie, vol. 25. rapport militaire du 24 mai 1947.

plan Marshall, et en dernier lieu la fraude électorale, la diplomatie française ne pouvait plus avoir pour seul but l'amélioration des relations bilatérales.

Pour le Quai d'Orsay, il était évident que ces événements étaient dirigés par les Soviétiques. Au sujet de ces incidents, le chef de la légation française à Budapest a averti ses supérieurs du fait que Moscou, malgré le souhait de renforcer définitivement son influence dans le pays, menait des actions très dangereuses. Selon Gauquié: *«Les Russes maintenant se trouvent engagés sur une voie dangereuse. La passivité toute orientale du peuple hongrois est extrême mais elle ne doit pas tromper sur ses dispositions profondes, ni sur les réactions qui peuvent se manifester un jour. Les Russes ont bouleversé le pays; ils en ont modifié la structure sociale et politique, mais ils n'ont certainement pas réussi à s'y implanter. Ils ne se sont acquis aucune sympathie, bien au contraire, et leur influence repose essentiellement sur la force dont ils disposent et la peur qu'ils inspirent, le peuple hongrois reste dans sa grande majorité antirusse, anticommuniste...»*⁵⁴ Les dirigeants de la politique étrangère française se méfiaient de plus en plus des manipulations soviétiques en Europe centrale et orientale, mais leurs marges de manœuvres s'étaient considérablement réduites dans cette région, notamment en Hongrie. Est ainsi représentatif du changement intervenu dans les rapports franco-hongrois l'accueil du nouvel ambassadeur hongrois, le comte Mihály Károlyi, en France.

En effet, le 6 juin 1947, cinq jours après l'éviction du premier ministre hongrois, l'ambassadeur en poste à Paris, Pál Auer, a démissionné et est passé à l'émigration. Il a ainsi voulu protester avec ses homologues des autres pays contre l'emprise soviétique et communiste, et contre les abus politiques à Budapest. Toutefois, le nouveau gouvernement de Hongrie n'a pas souhaité garder trop longtemps sans chef sa légation en France, il a donc demandé l'agrément pour le comte Mihály Károlyi, proposé par le parti communiste. Le Quai d'Orsay n'a répondu qu'après un mois de silence. Le nouvel ambassadeur, ancien président de la république, surnommé *«le comte rouge»*, n'a pu déposer ses lettres de créance que le 27 août, car le gouvernement de Paris a jugé comme une attaque inacceptable le discours à Prague du chef du parti communiste hongrois, vice-premier ministre, Mátyás Rákosi. Bien que le Quai d'Orsay ait souligné le fait que les propos prononcés devant la presse tchécoslovaque concernant l'engagement français auprès des Américains avait été la cause majeure de cette longue attente,⁵⁵ en réalité le gouvernement de Paul Ramadier voulait ainsi récuser la politique hongroise, qui se tournait vers une direction extrémiste, après la démission de Ferenc Nagy. Le ministre français des Affaires étrangères, Georges Bidault, n'a reçu le comte Károlyi qu'au mois d'octobre, en exposant l'opinion de Paris sur les derniers événements à Budapest. Il a accentué le fait qu' *«en France, personne n'a cru en l'existence d'une vraie conspiration en Hongrie, et qu'ainsi, il déplore de voir des*

⁵⁴ MAE AD Z-Europe, Hongrie, vol. 16. n° 233. note, Budapest, le 7 juin 1947.

⁵⁵ MOL XIX-J-1-j, France 2. d. 1/c /316/pol.res.1947. La phrase déplorée était la suivante: *«Si dans certains pays, en France, par exemple, l'appareil de l'Etat est vendu ou disposé à se laisser acheter, il n'en sera pas de même chez nous»* MOL XIX-J-1-k, France 4. d., 4/aa/sz.n. 1947.

dirigeants de gauche hongrois, des personnes hautement intelligentes, organiser une telle mise en scène».⁵⁶ Néanmoins, Bidault a assuré l'ambassadeur hongrois, selon la demande hongroise, du soutien français pour l'admission de la Hongrie à l'ONU. En effet, la politique étrangère française considérait son appui sur cette question comme un outil pour renforcer son influence dans les relations internationales et pour pouvoir jouer un rôle de médiateur dans le conflit de plus en plus grave entre l'ouest et l'est.

A l'automne 1947, avec la création du Kominform, le Quai d'Orsay a définitivement pris conscience de la réalité de la guerre froide. L'ambassadeur français à Moscou a souligné le fait que *«le Kremlin qui se sent ou se croit menacé par la puissance des Etats-Unis, a voulu leur rappeler qu'il disposait d'une force dans le communisme international*».⁵⁷ Le gouvernement de Paris a dû faire face à de nouvelles menaces, mais cette fois-ci à l'intérieur de la France.⁵⁸ Cette nouvelle situation a conduit à mettre au premier plan la question de la sécurité du territoire français. Parallèlement, le contexte international s'est dégradé car au mois de décembre à la conférence de Londres, la France, pour la première fois, s'est nettement opposée à Moscou dans le débat autour de la question allemande. La détérioration des relations franco-soviétiques et le changement de la situation internationale ne sont pas restés sans répercussion sur la politique étrangère française vis-à-vis de l'Europe centrale et orientale. Concernant la Hongrie, le Quai d'Orsay a maintenu son souhait de renforcer ses relations culturelles et économiques. Malgré les circonstances politiques défavorables, un Institut français a pu ouvrir ses portes à Budapest au mois de juillet 1947. Quelques semaines plus tard, le ministre des cultes et de l'instruction publique, Gyula Ortutay, a organisé une réception en l'honneur de l'ambassadeur Gauquié, où il a expliqué que la Hongrie souhaitait la signature d'une convention culturelle avec la France, avant d'autres pays.⁵⁹ Parallèlement, des pourparlers ont commencé au sujet de l'enseignement de la langue et de la littérature hongroises à la Sorbonne. Ces événements, qui pouvaient susciter un certain optimisme, n'ont pas trompé les responsables français et comme Gauquié le décrit dans son rapport, ils étaient conscients qu'en Hongrie on pouvait constater *«un alourdissement général de l'atmosphère. L'emprise communiste se manifeste de plus en plus profondément dans la vie économique, sociale et politique...»*⁶⁰

En janvier 1948, la Hongrie a déjà utilisé la convention culturelle franco-hongroise prévue en tant qu'outil de chantage contre Paris. Le comte Károlyi a voulu empêcher la décoration de la légion d'honneur de son prédécesseur en

⁵⁶ MOL XIX-J-1-k, France, 11. d. 11/j/1170/pol-1948. 5. ou MOL XIX-J-1-k, France, 1 d. 1/b/4304/pol-1947.

⁵⁷ MAE AD, Z-Europe Généralités vol. 32. télégramme, n° 2715-2720., Moscou, le 29 octobre 1947.

⁵⁸ Le parti communiste français, selon les dispositions du Kominform, s'est préparé au combat. A la fin de l'année 1947, une vague très sérieuse de grèves a parcouru la France Cf. Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, 268-270.

⁵⁹ Anikó MACHER, 255.

⁶⁰ MAE AD, Z-Europe Hongrie, vol 17. note n° 483. 20 décembre 1947. f. 131.

refusant la signature de l'accord. Cependant, il a paru plus probable au Quai d'Orsay que l'attitude de Budapest à propos de la convention culturelle était liée à la détérioration des rapports entre Moscou et Paris.⁶¹

Après le coup de Prague au mois de février 1948 et la signature du pacte de la fraternité hungaro-soviétique, il a été rapidement clair que le gouvernement hongrois ne donnait plus une grande importance à l'accord prévu avec la France. L'exclusion de l'Ambassade de France à Budapest des commémorations officielles hongroises à l'occasion du centième anniversaire de la révolution et de la guerre d'indépendance de 1848 n'a fait que le souligner. Bien que la signature d'une convention culturelle entre les deux pays soit devenue irréaliste, le gouvernement français a finalement réussi à atteindre son but dans ce domaine en organisant des expositions et des séries de conférences, en étendant l'enseignement du français dans le pays, ainsi qu'en offrant des bourses d'études, etc. La France a essayé de conserver son influence culturelle en Hongrie malgré les difficultés croissantes.

Le changement du contexte international à la fin de l'année 1947 et début 1948 a également eu des conséquences dans le domaine des relations économiques et commerciales entre les deux pays. Bien que l'ambassadeur français à Budapest ait écrit, dans une note de l'automne 1948, que la Hongrie essaye généralement d'entretenir un rapport correct avec la France, et qu'elle est favorable aux solutions françaises sur la question des réparations de guerre,⁶² il n'y avait pas de lieu à une grande satisfaction. Dans le domaine économique, les étatisations lancées en mars 1948 ont causé de graves problèmes, en empêchant le renforcement de la présence française.⁶³ Les chiffres des accords commerciaux conclus annuellement montraient également une stagnation. Le rôle de la France était traditionnellement faible dans le domaine économique en Hongrie, par rapport à sa position internationale, et les projets de renforcer son influence sont devenus impossibles en 1948. Paris a dû admettre que toutes les initiatives qui lui auraient permis de raffermir son poids dans cette région de l'Europe, ont échoué par suite des manipulations soviétiques.

En dehors de la Hongrie, la politique étrangère française a particulièrement déploré l'emprise soviétique sur la commission du Danube en août 1948. En effet, la diplomatie française était consciente de l'importance stratégique et économique d'un des plus grands fleuves d'Europe, et elle s'est inquiétée de voir qu'il devenait un outil dans la main de Moscou, pour renforcer l'hégémonie soviétique en Europe.⁶⁴

En 1948, il était déjà clair pour Paris que l'URSS voulait s'installer à long terme en Europe centrale et orientale, et notamment en Hongrie, et souhaitait pour cette raison se débarrasser de tout ce qui pouvait l'empêcher d'étendre

⁶¹ MAE AD, Z-Europe Hongrie, vol. 24. télégramme, n° 19-20. 11 janvier 1948. f. 156.

⁶² MAE AD, Z-Europe, Hongrie, vol 24. n° 576. 1^{er} octobre 1948. folio. 201.

⁶³ CADN Budapest vol. 57. ML/D/FD/37, Budapest, le 17 janvier 1949.

⁶⁴ MAE AD Z-Europe Généralités, vol 123. note n° 1412. Belgrade, le 25 novembre 1949.

son influence. Staline a essayé d’anéantir tous les outils qui pouvaient déjouer l’emprise soviétique. Il a lancé un combat implacable contre, entre autres, les institutions et les personnes qui luttèrent pour sauvegarder l’indépendance des pays satellites. En Hongrie, en 1948, il ne restait que les églises, notamment l’église catholique, qui pouvaient compromettre la victoire définitive du communisme.

Le Quai d’Orsay a rapidement discerné cela, et a donc suivi avec beaucoup d’attention le conflit entre l’Etat et l’Eglise en Hongrie. L’ambassadeur Gauquié a très vite réalisé que du point de vue communiste, le bris de ce plus solide chaînon de la résistance était indispensable.⁶⁵ Il n’est donc pas surprenant que pour la France, l’arrestation et le procès du Cardinal Mindszenty ait été la dernière étape de la soviétisation de ce pays. Elle fut touchée plus personnellement quelques mois plus tard avec le procès de Rajk, lorsque des ressortissants français ont été expulsés de Hongrie. A partir de l’année 1949, les relations franco-hongroises ont touché le fond, qu’ait pu se réaliser le projet de rapprocher au niveau officiel les deux pays. Et sans avoir pu profiter pleinement de la nouvelle ère qui débutait après la seconde guerre mondiale.

Conclusion

La période qui a commencé à la fin de la seconde guerre mondiale a ouvert des perspectives nouvelles sur l’avenir du monde, même si très rapidement, plusieurs projets et initiatives,⁶⁶ qui portaient en eux «*la possibilité du recommencement*», sont en réalité devenus des illusions. Ces divers projets du passé ne doivent toutefois pas être négligés, car l’analyse de ces événements pourra faciliter le discernement, face à un nouveau moment privilégié de l’histoire.

Au regard de ces idées, il paraît particulièrement intéressant de suivre l’évolution de la politique étrangère de la France, qui a toujours été un pays déterminant dans l’histoire du continent européen, entre 1944 et 1949, vis-à-vis de l’Europe centrale et orientale, et notamment envers la Hongrie. Les observations et études de la diplomatie française ne sont pas seulement intéressantes du point de vue historique, mais elles permettent également de mieux comprendre l’évolution d’un rapport bilatéral, ainsi que les changements du contexte plus large des relations internationales jusqu’à nos jours.

A la fin de la seconde guerre mondiale, Paris, qui cherchait à trouver les moyens de réaliser ses objectifs principaux dans le domaine de sa politique étrangère (question allemande, retrouver sa position internationale, assurer l’équilibre en Europe), a essayé d’être présent en Europe centrale, et notamment en Hongrie. Par rapport à ce pays, deux remarques paraissent particulièrement intéressantes lorsque l’on étudie le regard de la diplomatie française sur cette région du continent européen, le bassin des Carpates.

⁶⁵ MAE AD Z-Europe, Hongrie, vol. 18. ou MAE AD Z-Europe, Hongrie, vol. 51. 29 mars 1949. Paris, folio 1.

⁶⁶ Voir les trois points du préambule de Charte des Nations Unies, (signé le 26 juin 1945).

Premièrement, sans exagérer le poids géopolitique de la Hongrie, la politique étrangère française a été particulièrement intéressée par les atouts uniques de ce petit pays de l'Europe centrale. Il était très important pour la France que la Hongrie ait une langue et culture uniques dans la région, qu'elle soit à la frontière de l'occident et l'orient, et au bord du Danube. C'est pour cette raison que la diplomatie française a observé avec inquiétude le fait que ces atouts ne servaient pas le renforcement de l'équilibre en Europe mais les l'intérêt de Moscou et du communisme.

Deuxièmement, la Hongrie a vécu pendant ces 5 ans un changement très marquant et inattendu. Juste après la seconde guerre mondiale, elle était un pôle de résistance vraisemblable contre l'emprise soviétique et communiste, n'étant pas un pays slave. Mais au fur et à mesure, par le jeu de la pression russe de plus en plus sévère à partir de 1949, la Hongrie est devenue un allié sûr de l'URSS.⁶⁷ Ce n'est pas par hasard que lors de la réorganisation du Quai d'Orsay en 1949, les affaires de la Hongrie, qui dépendaient traditionnellement de la sous direction Europe centrale (avec la Suisse, l'Autriche et l'Allemagne) ont été transmises au département de l'Europe de l'est et des Balkans.⁶⁸ Ce changement est symbolique de la place de la Hongrie dans la politique extérieure de la France.

⁶⁷ MAE AD, Z-Europe, Hongrie, vol. 11. 36. télégramme n° 564. Budapest, le 4 octobre 1948. ou DDF 1945. I. N° 8.

⁶⁸ Jean BAILLOU (sous la direction de), *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français 1870-1980 II*, Editions du CNRS, Paris 1984. 683-684.

Catherine Horel

*L'Europe centrale 1945-1989: une région imaginaire?*¹

L'adhésion des pays d'Europe centrale (Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Hongrie et Slovénie) à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 a suscité dans les milieux intellectuels et les opinions publiques de ces pays un débat sur l'euroanéité. Si chacun est convaincu, dans l'Union et en dehors, que la région appartient bel et bien à l'Europe, il reste à s'interroger sur sa nature géopolitique. Après 1945, l'Europe centrale est à nouveau instrumentalisée en tant que glacis protecteur et devient une périphérie du bloc soviétique. À plusieurs reprises, le glacis va montrer son peu de solidité et les occurrences de 1956, 1968, 1971 et 1981 font resurgir dans les pays concernés le questionnement sur l'identité géopolitique de la région. La rupture de 1989 s'inscrit donc à cet égard dans une longue durée: dès les premiers soubresauts, les intellectuels et hommes politiques hongrois ou tchèques affirment l'appartenance historique de leurs pays à l'Europe et leur volonté de „revenir” au sein du concert des nations européennes, dont l'Union européenne est désormais devenue le synonyme. Mais là encore, l'Europe centrale est placée dans une position périphérique puisque l'élargissement de l'Otan puis l'intégration européenne font d'elle la marche orientale de ces institutions.

On connaît finalement assez mal la pensée soviétique et l'on a souvent tendance à systématiser le pouvoir communiste en Europe centrale alors que chaque pays restait différent et que les approches soviétiques vis-à-vis de l'un ou de l'autre pouvait varier. De même la contribution de chaque pays au travers de ses groupes dissidents ou du moins alternatifs est aujourd'hui gommée, notamment par la recherche nord-américaine qui tend à présenter les Etats-Unis comme facteur unique de l'éclatement du bloc communiste.

C'est seulement alors que l'expression «*Europe de l'Est*» s'impose dans le discours occidental et prend une telle importance qu'elle est même utilisée par les auteurs d'Europe centrale dans les années 1980, à la fois pour la dénoncer et par ironie. Cette appellation fait immédiatement comprendre à quel point l'Europe centrale a été rejetée à une distance vague mais considérable, qui plus est globalisante. Tous les pays satellites semblent alors se fondre dans un même désespoir jusqu'à ce que certains montrent que le bloc n'en est pas un et que des trajectoires divergentes sont possibles, certes à un prix exorbitant. La réflexion sur la politique étrangère semble même périodiquement possible, ainsi en 1956 où les Hongrois, s'ils veulent sortir du pacte de Varsovie, n'envisagent pas de s'aligner forcément sur l'Occident mais à l'instar de l'Autriche, opéreraient plus volontiers pour un statut de neutralité.² On rejoint là

¹ Je reprends le titre d'un article de Péter HANAK, *Közép-Európa: az imaginárius régió*, *Liget* 3/automne 1989, pour la première partie, la seconde dans *Világosság*, août-septembre 1989 n°8-9.

² RAINER M. János, *National Independence, Neutrality, and Cooperation in the Danube Region: Imre*

le non-alignement cher à la Yougoslavie et la thématique de la troisième voie très répandue dans la région jusqu'à aujourd'hui. Deux fois victime, du nazisme puis du communisme, l'Europe centrale se complait dès lors dans ce rôle, les populations s'installent dans une attitude d'éternels attendus, complexés face aux succès de l'Occident et à l'accélération de la construction européenne tandis que le régime s'efforce de délivrer le message inverse. Le tragique l'emporte et l'histoire est appelée au secours de la paranoïa, mais ce qui pourrait passer pour de la contemplation morbide construit également la résistance et endurecît les esprits. La reconversion rapide de 1989 montre que le pessimisme ne conduit pas automatiquement à l'échec.

Fédéralisme et troisième voie 1947-1956

Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale ont vu surgir un nouvel avatar du fédéralisme, dans sa variante balkanique, mais qui a bien failli concerner également la Hongrie. Le sort du projet de fédération balkanique imaginé par Tito est connu: il est à l'origine de la rupture soviéto-yougoslave de juin 1948, mais ses dessous le sont moins. Construit sur l'idéologie communiste, il est la première occurrence d'un projet de ce genre proposé par ce courant, il se présentait en quelque sorte comme une possibilité de troisième voie, entre l'Occident et l'Union soviétique, mais en gardant les caractéristiques du socialisme internationaliste. Tito remettra cette idée en vigueur dans sa tentative de créer un monde des non-alignés.

L'essentiel de la question tourne autour de l'attribution de la Macédoine. Durant la guerre, les Bulgares récupèrent le territoire du Vardar qu'ils entreprennent de bulgariser. Les Partisans yougoslaves considèrent très tôt dans la guerre que la Macédoine doit faire partie de la future fédération. Mais cette intégration pose problème puisque les communistes locaux sont partagés entre partisans de la Bulgarie d'une part et de la future Yougoslavie d'autre part. Des deux côtés des voix se sont fait entendre depuis l'entre-deux-guerres pour établir une Macédoine entière appartenant à une structure fédérale. Des négociations commencent en novembre 1944 entre Yougoslaves et Bulgares, mais ces derniers sont dans une position de faiblesse face à l'attraction énorme exercée par le modèle yougoslave sur les communistes macédoniens. Mais il est en revanche inconcevable pour les Bulgares de devenir la huitième république d'une Yougoslavie fédérée. Finalement les Bulgares vont abandonner la théorie de l'unité macédonienne afin d'éviter que l'ensemble du territoire ne tombe entre les mains de Tito. Les pourparlers continuent mais les Bulgares insistent pour que les deux pays soient sur un pied d'égalité dans la future fédération. Ces projets avaient été soumis à Staline qui aurait d'abord favorisé le plan bulgare, considérant l'ancienneté étatique de la Bulgarie défendue par Dimitrov, mais

Nagy's Foreign Policy Ideas, IN: ROMSICS Ignác, Béla KIRÁLY (éd.), *Geopolitics in the Danube Region. Hungarian Reconciliation Efforts 1848-1998*, Central European University Press, Budapest 1999. 281-304.

contrée par Moše Pijade, le délégué yougoslave qui fait valoir le droit d'Etat de la Serbie et de la Croatie. Staline semble quelques jours plus tard opter pour le plan yougoslave, mais il est en définitive tiré d'embarras par les Britanniques qui déclarent n'accepter une fédération balkanique que si la Grèce, l'Albanie et la Turquie en font partie à part entière.

Une rencontre entre Tito et Dimitrov a lieu à Bled en août 1947, et constitue la dernière étape vers une possible fédération balkanique, mais la Yougoslavie se lance dans une propagande politique et culturelle dans le Pirin, ce qui déplaît à la Bulgarie. Néanmoins la façade amicale des relations est préservée et Tito se rend à Sofia en novembre pour signer le traité d'amitié entre les deux pays. Les deux pays s'engagent dans la guerre civile grecque en tentant de provoquer la sécession de la Macédoine égéenne pour l'unir aux deux autres morceaux. Le conflit sort de son cadre régional avec l'issue de la guerre civile en Grèce et la rupture entre Tito et Staline. On revient à peu de choses près au *statu quo ante*. Il est difficile de déterminer si Tito aurait envisagé d'étendre son projet - non vers l'Est vu l'hostilité des Britanniques, mais vers le nord-ouest en proposant l'intégration de la Roumanie et de la Hongrie, il semblerait que sa visite à Budapest en ait été un des prémisses. Dimitrov en revanche publie le 28 janvier 1948 dans la *Pravda* sa proposition de fédération danubo-balkanique qui irait de la Pologne à la Grèce. Le journal se distancie de cette déclaration quelques jours plus tard et Dimitrov lui-même recule en février disant n'avoir envisagé qu'une éventuelle union douanière. Moscou refuse la fédération balkanique qui constituerait un bloc oriental mettant en cause son propre équilibre. Staline n'aurait accepté cette solution (et encore d'une ampleur sans doute réduite) que pour limiter le poids de la Yougoslavie. Tito le comprend et finit par considérer pudiquement que la situation n'est pas mûre pour une fédération.

Dans l'effervescence du débat politique qui s'exprime durant les années de parenthèse démocratique de 1945 à 1947, cette thématique de la troisième voie apparaît, face au monde qui se bipolarise. Elle deviendra une nouvelle constante de la pensée centre-européenne et connaîtra deux moments de cristallisation: en 1956 en Hongrie et surtout en 1968 en Tchécoslovaquie. Elle demeure ensuite vivace dans la réflexion des intellectuels dissidents des années 1980 et devient un élément de la discussion au moment de la transition démocratique de 1989, certains posant franchement la question du bien-fondé d'une adhésion à l'Union européenne. Mais pour beaucoup d'anciens partisans du fédéralisme, l'Union européenne fait figure cette fois de réussite, même si elle n'est pas une confédération, ils y voient la solution des problèmes régionaux, comme celui des minorités, et surtout le gage de la prospérité. Une fois encore, l'opposition est nette entre les tenants de l'État-nation tout juste créé ou restauré, et ceux qui pensent que l'union fait la force. Sorties d'une alliance imposée dont elles jugent n'avoir retiré aucun bénéfice, les opinions publiques comprennent davantage le langage de l'indépendance nationale, de la souveraineté culturelle, que celui des théories fédéralistes.

En 1945 et plus encore après 1947-1948, l'Europe centrale redevient une périphérie, à l'Ouest du bloc soviétique et à l'Est de l'Europe occidentale. Mais l'équilibre des blocs ne la fait pas disparaître entièrement des préoccupations internationales et une initiative intéressante est demeurée trop souvent ignorée dans la littérature: elle aboutit en 1952 à la conférence de Londres, qui prit le nom de «*Congrès européen complémentaire*» ou congrès de l'Europe du Centre-Est et apparaît comme une des rares tentatives pour imaginer la période consécutive à une éventuelle chute du communisme.³

La redécouverte de l'Europe centrale

La transition démocratique de 1989 et les débats qui ont agité les sociétés centre-européennes depuis lors ont été précédés par des prémisses discrets mais suffisamment clairs pour faire l'objet d'un examen attentif. Les années 1980 sont révélatrices de changements profonds à plusieurs niveaux, l'état policier se desserre nettement dans certains pays comme la Hongrie qui commence même à mener une politique étrangère résolument tournée vers la Communauté économique européenne et se transforme graduellement en société mixte. Le chemin est moins facile pour la Pologne, mais là aussi, les mentalités évoluent. La Yougoslavie de l'après Tito se divise, Slovènes et Croates prenant la tête d'une contestation autant économique qu'identitaire amorcée depuis le «*printemps*» croate de 1971. Dans le même temps, les intellectuels et les historiens revalorisent le passé habsbourgeois, des écrivains de l'ancien empire se rencontrent régulièrement et reconstruisent l'Europe centrale.

L'article de Milan Kundera «*Un Occident kidnappé*» publié dans *Le Débat* en 1983,⁴ associé aux publications de György Konrad et de Czesław Miłosz, provoque une prise de conscience à l'Ouest de la disparition de l'Europe centrale consécutive à la guerre froide. Le texte remarquable de Kundera, sans cesse pris comme référence mais sans doute peu lu aujourd'hui, mérite une attention toute particulière pour au moins deux raisons: tout d'abord il émane d'un désenchanté du communisme, ensuite il entreprend de placer la région non pas au centre comme on pourrait s'y attendre, mais bien à l'Ouest, ce qui de la part d'un Tchèque n'a d'ailleurs rien de surprenant. À deux reprises, l'auteur définit cette «*Europe que j'appelle centrale*» qui pour lui correspond très clairement à la Pologne, à la Tchécoslovaquie et à la Hongrie, ainsi qu'à l'Autriche, mais dont les contours sont devenus imaginaires. Cette dimension imprécise et fluctuante devient elle aussi une constante comme le montre le texte de Hanák publié en 1989.

³ ŁAPTOS Jozef, *L'élargissement avant la lettre. La place de l'Europe centrale et orientale dans l'activité du Mouvement européen (1949-1952)*, IN: Catherine HOREL (éd.), *Nations, cultures et sociétés en Europe centrale*, Volume de mélanges offerts au professeur Bernard Michel pour son soixante-dixième anniversaire, Publications de la Sorbonne, 2005 (sous presse).

⁴ KUNDERA, Milan, *Un Occident kidnappé*, *Le Débat* n° 27, novembre 1983. 3-22.

Kundera revient sur certains paradigmes fondamentaux pour l'histoire de la région en se montrant continuateur de bien des penseurs tchèques: l'aversion ou au mieux la méfiance envers la Russie, monde étranger et barbare, qui renvoie au débat du XIX^e siècle entre panslavistes et austroslavistes, tandis que les relations avec l'Allemagne sont bien plus complexes car la menace et aussi porteuse de modernité et d'occidentalisme; l'angoisse de la disparition et la notion du tragique de l'histoire, caractéristique des petites nations qui portent elles-mêmes une part de responsabilité dans leur malheur, et l'on retrouve là des réflexions énoncées par Patočka et Bibó; la survalorisation de la culture; l'héritage du baroque et de l'empire des Habsbourg que les Tchèques ont longtemps méconnus. Chez les Tchèques, mis à part certains émigrés comme Kundera, la référence à l'empire des Habsbourg ne domine pas le débat, elle est de toute façon inexistante avant 1989 pour des raisons évidentes, mais encore peu présente depuis, et si Kundera reconnaît l'action intégrative de l'Autriche, il met bien davantage en avant le caractère occidental de l'Europe centrale, ce qui est aussi pour lui et pour d'autres auteurs, ainsi Witold Gombrowicz, un moyen d'échapper au provincialisme.

L'apparition de ce morceau oublié du continent dans le paysage intellectuel de l'Occident va avoir des conséquences considérables: en France notamment, la fortune du concept de *Mittleuropa* est patente jusqu'aux changements de 1989 et elle se confirme encore aujourd'hui. Le délire nostalgique cache cependant une profonde remise en question de l'historiographie, surtout en Hongrie où l'appartenance de l'ancien royaume à la monarchie autrichienne est reconsidérée sérieusement à partir des travaux de Hanák. Dans ses articles célèbres sur la «*région imaginaire*» qu'est l'Europe centrale, la référence à l'unité est explicitement une revalorisation de l'héritage habsbourgeois. Hanák définit ce qui selon lui fait de l'Europe centrale une communauté d'histoire et de valeurs: l'identité historique passe par les racines chrétiennes médiévales, le développement des villes, la diversité confessionnelle, la naissance du capitalisme, l'embourgeoisement et le constitutionnalisme l'identité culturelle. Il s'attache par ailleurs à trois questions sur lesquelles il travailla toute sa vie: l'Europe centrale est-elle une région historique? À laquelle il répond par l'affirmative en faisant de l'empire des Habsbourg son créateur. Comment sont nés et à quoi ont visé les projets fédéralistes dans la région? Il montrera dans d'autres écrits les filiations de ces projets depuis 1848 jusqu'au patriotisme danubien d'Oszkár Jászi auquel il a consacré un petit livre en 1985.⁵ Enfin comment expliquer la renaissance de l'Europe centrale à l'œuvre depuis quelques années? S'agit-il encore une fois de sortir de la dimension bipolaire qui déchire l'Europe et de trouver la troisième voie dont il a déjà été fait mention, de se réapproprier l'histoire débarrassée des lourdeurs idéologiques?

⁵ HANÁK Péter, *Jászi Oszkár dunai patriotizmusa* [Le patriotisme danubien d'Oszkár Jászi], Budapest 1985.

En Occident, la mode est à la Vienne fin-de-siècle, creuset des nationalités et non plus prison des peuples, les éditeurs reproposent des traductions d'auteurs viennois, mais aussi hongrois, du tournant du siècle et lancent sur le marché des collections qui font la part belle aux écrivains centre-européens. L'Europe centrale devient pour l'Occident une région idéale, mythique que nombre de publications entreprennent de glorifier, les Habsbourg deviennent un outil de marketing pour le tourisme.

Le débat de l'après 1989 a été centré autour de deux problématiques majeures: rejoindre l'Europe communautaire dans un délai le plus bref possible ou bien passer par une phase intermédiaire d'intégration régionale. Cette dernière solution a paru pendant un temps prévaloir avec la création du groupe de Visegrád, puis avec les diverses initiatives régionales mettant en présence des pays d'Europe centrale et des pays occidentaux, ainsi que des pays issus de l'Union soviétique. Le groupe de Visegrád a très vite montré ses limites et l'éclatement de la Tchécoslovaquie l'a relégué au rang de forum de discussion néanmoins intéressant mais jugé inutile par ses propres membres qui se prononcèrent résolument pour l'intégration euro-atlantique. La coopération régionale en revanche a suscité davantage d'intérêt, y compris de la part de l'Union européenne elle-même, soucieuse de donner le change à des pays comme la Roumanie et l'Ukraine, ainsi l'Eurorégion carpatique est-elle une réussite dont la Hongrie et la Slovaquie ont su profiter et qui a permis l'ancrage de l'Ukraine au pôle des nouveaux membres de l'Union. Même si l'intégration régionale sur le modèle de Visegrád n'a pas fonctionné, les chefs de gouvernements des États candidats ont tout de même fait cause commune dans maints débats, notamment lors de leur adhésion à l'Otan. À cet égard on peut remarquer que le débat sur la neutralité qui avait agité la Hongrie en 1956 a été quasi inexistant, il a en revanche agité et agite encore l'Autriche où les partisans de l'abandon de la neutralité la présentent comme obsolète après l'effacement de la menace soviétique et l'intégration de la Hongrie, de la République Tchèque et de la Pologne.

L'unité et la diversité du monde habsbourgeois est un thème récurrent qui a inspiré de nombreux travaux, mais il serait intéressant de voir ce qu'il en a subsisté après 1918, 1945 et *a fortiori* 1989. L'expérience soviétique a tenté de faire croire aux habitants d'Europe centrale à une nouvelle forme d'unité, mais celle-ci était tout d'abord imposée de l'extérieur et de plus par une puissance jugée à la fois agressive et arriérée. L'identité socialiste se substituant aux relations ancestrales qui avaient cours dans la région a été trop brutale et trop russe pour séduire des populations et leurs élites habituées au commerce intellectuel avec l'Occident. En 1967, un débat a lieu en Hongrie sur la notion de patriotisme et sa signification dans un pays socialiste par définition étranger au nationalisme bourgeois vilipendé par l'idéologie communiste. Les auteurs qui se colletent avec le sujet ont bien du mal à justifier l'existence d'un patriotisme socialiste qui ne consiste certes pas à défendre l'Union soviétique mais bel et bien la Hongrie, ils sont obligés d'en passer par une définition de la

nation qui corresponde aux valeurs prônées par le régime, or l'histoire nationale hongroise se prête mal à cette révision.⁶ La reconversion des cultures nationales, la création de panthéons socialistes où l'on a fait entrer de force les grandes figures nationales en les travestissant en leaders ouvriers, n'ont pas réussi à bâtir en Europe centrale une nouvelle identité, que les citoyens se sont empressés de jeter dans les oubliettes de l'histoire en 1989.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans le bref intervalle de pensée libre qui se déploie entre 1945 et 1947, les intellectuels constatent la faillite de l'Europe centrale sous domination allemande et s'interrogent sur la notion de fatalité en regardant en arrière. Aucun ne songe à rappeler les Habsbourg, mais l'image négative de l'empire vu comme une prison des peuples pâlit considérablement face aux crimes nazis, et elle pâlera encore davantage quelques décennies plus tard. Pour les intellectuels communistes en revanche, aucun regard en arrière n'est tolérable et ceci leur permet d'évacuer toute responsabilité et de présenter l'avenir comme libéré de toute préoccupation bourgeoise de nationalité. La «nostalgie» des Habsbourg des années 1980 est en partie explicable par le traumatisme et la faillite politique des deux totalitarismes dont l'impérialisme prétendait offrir une solution à la question de la place de l'Europe centrale en Europe en la faisant disparaître purement et simplement. Mais les puissances ne sont pas les seules coupables aux yeux de certains intellectuels, on trouve chez les proches de la social-démocratie et chez certains conservateurs la notion de responsabilité locale, y compris chez les Tchèques pourtant généralement fiers de leur expérience démocratique de l'entre-deux-guerres, ce que rappelle aussi Kundera. Le principal théoricien de cette responsabilité interne est le Hongrois István Bibó qui s'il dénonce à juste titre la dérive autoritaire et l'obsession révisionniste du régime Horthy, règle un peu vite à mon sens la question de la situation internationale.⁷ Soucieux d'échapper à ce sort peu enviable des petits pays susceptibles de devenir la proie des grands, Bibó prêche la troisième voie dont il a déjà été fait mention et il est l'un des principaux défenseurs de cette conception en Europe centrale et on le retrouve d'ailleurs actif à ce niveau durant la révolution de 1956. L'Europe centrale n'est donc pas pour lui occidentale, mais à mi-chemin entre collectivisme et individualisme, entre des systèmes sociaux contractuels d'une part et organiques de l'autre.⁸ Jan

⁶ Citons parmi les protagonistes du débat avant tout le livre de Jenő SZÚCS publié comme une mise au point de l'ensemble de la discussion, *A nemzet historikuma és a történet szemlélet nemzeti látószöge (Hozzászólás egy vitához)* [L'histoire nationale et la perception historique de la nation. Prolongement d'une discussion], Budapest 1970. 127p. Ainsi que l'article qui a lancé la polémique: CSATÁRI Dániel, *Nemzeti érzés, nemzeti büszkeség, szocialista hazafiság* [Conscience nationale, fierté nationale, patriotisme socialiste], *Társadalmi szemle* 12/1967, et la réponse de László BENCZÉDI (dir.), *Szocialista hazafiság - szocialista történet szemlélet* [Patriotisme socialiste - perception socialiste de l'histoire], Budapest 1967.

⁷ BIBÓ István, *Misère des petits Etats d'Europe de l'Est*, L'Harmattan, Paris 1986.

⁸ JUDT, Tony, *The Dilemmas of Dissidence: Politics of Opposition in East Central Europe*, Eastern

Patočka de son côté, reprenant l'idée de Palacký sur la nécessaire existence de l'Autriche, assigne de façon prophétique ce rôle à l'intégration européenne, dont la Tchécoslovaquie se trouve alors à des années-lumière de distance, c'est selon lui la seule alternative possible pour les petits États du centre de l'Europe.⁹ Les intellectuels émigrés sont également une source de réflexion importante et expriment une grande variété de choix politiques, mais là encore, la troisième voie est une éventualité sérieusement considérée même si elle fait débat et que des groupes tels que «*Est-Ouest*» ou la revue *Kultura* sont franchement occidentalistes.¹⁰ Tout comme la neutralité, la théorie de la troisième voie sera peu reprise après 1989, tant l'Otan et l'Union européenne semblent offrir les garanties du respect de l'individualité nationale. De manière générale, les auteurs s'accordent sur l'impossibilité de trouver une solution qui soit propre à l'Europe centrale, la division du continent est bien entendu un problème européen. Avant 1989, la constitution d'une entité spécifiquement centre-européenne, soit une résurrection du modèle habsbourgeois, relève de la chimère.

La relative libéralisation des années 1980 permet aux intellectuels d'Europe centrale de se rencontrer, et notamment de se confronter à leurs compatriotes émigrés. Les Tchèques restent à l'écart de ces retrouvailles car au même moment, le régime policier tchécoslovaque se durcit, se sentant menacé par le dégel hongrois et surtout par l'expérience polonaise. Le terrain privilégié de ces discussions a souvent été la Yougoslavie, qui mettait à la disposition des intellectuels les foyers d'écrivains de l'Istrie ou de la côte dalmate (Slovénie, Korčula), ainsi que les colloques internationaux (Pen Club, congrès mondiaux des sciences historiques etc.), ou encore les invitations faites à certains membres du monde académique par les universités occidentales. Dans ces forums, on repense l'histoire de la région et comme on l'a déjà dit, la période habsbourgeoise est très largement réhabilitée au regard des catastrophes ultérieures, on évoque aussi la solution de la troisième voie et l'avenir des petits pays d'Europe centrale, mais on réfléchit également sur la terminologie et «*l'Europe de l'Est*» est unanimement condamnée. L'histoire de ces rencontres et de leur production reste encore à faire,¹¹ elle s'inscrit dans la continuité de la

European Politics and Societies 2/2, Spring 1988. 223.

⁹ SOKOL Jan, *La pensée européenne de Jan Patočka*, IN: DELSOL, MASLOWSKI, *Histoire des idées politiques de l'Europe centrale*, P.U.F. Paris 1998. 501. Voir aussi LAIGNEL-LAVASTINE Alexandra, *Jan Patočka. L'esprit de la dissidence*, Paris 1998.

¹⁰ Un article de Andrzej KRASINSKI «*Europa środkowa*» [L'Europe centrale], *Kultura* n°9/480, 1987. 55-65, fait le point sur le débat et reprend les arguments de Konrad.

¹¹ On pense ici surtout aux contributions autrichiennes (intellectuels et hommes politiques, Bruno Kreisky pour le parti socialiste autrichien ou Alois Mock pour les conservateurs), italiennes (Claudio Magris), hongroises (György Konrad et György Dalos), polonaises (Adam Michnik) et yougoslaves. KONRAD György, *Der Traum von Mitteleuropa*, IN: BUSEK Erhard, WILFLINGER Gerhard (éds.), *Aufbruch nach Mitteleuropa. Rekonstruktion eines versunkenen Kontinents*, Vienne, 1986. 87-98. DALOS György, *Gibt es heute eine mitteleuropäische Literatur?*, IN: MÉSZÁROS György (éd.), *Mitteleuropa. Traum oder Trauma?*,

réflexion sur l'identité de la région centre-européenne, sur ses frontières et ses relations avec ses voisins (Europe occidentale, Balkans, Urss puis Russie), et elle a donné naissance à une redécouverte de l'Europe centrale, un peu rapidement surnommée *Mitteleuropa*, ce qui ne signifie pas forcément la même chose dans l'esprit des différents acteurs de la région ni chez les intellectuels occidentaux. Les historiens s'en sont alors emparé et ont considérablement revisité le passé de la région, aboutissant en 1989 à abolir quasiment tous les tabous et à remplir les pages laissées blanches par les régimes communistes.

Brème, 1988. 154-160. *Mitteleuropa, gibt es das ? Im Gespräch mit Zdeněk Mlynář*, Wiener Tagebuch 10, 1986.

D. Gusztáv Kecskés

La politique étrangère de la France envers l'Europe centrale et orientale de 1945 à 1956. Le cas hongrois¹

Quand et comment s'est formée la nouvelle conception du Quai d'Orsay?

La place de l'Europe centrale et orientale dans la perspective de la politique étrangère française a été définie depuis la seconde moitié du XIX^e siècle – comme sur un plan plus général depuis le XVI^e siècle – par des facteurs situés hors de la région. Les impulsions ont été dues surtout aux défis lancés à la sécurité extérieure de l'État français par la menace allemande,² tandis que la conjoncture actuelle des relations internationales fixait les cadres des changements. Bien que le but fondamental de la politique étrangère de la France restât inchangé, c'est-à-dire la défense contre l'Allemagne, les événements de la période de la seconde Guerre Mondiale ont clairement prouvé que l'Europe centrale et orientale ne pouvait pas y contribuer. Jusqu'au printemps 1944, toute la région a été occupée par les Allemands, plus tard, avant la fin de la guerre, c'est l'armée soviétique qui l'a prise sous son contrôle. L'étroitesse de l'arsenal de moyens des politiques étrangères françaises – du gouvernement collaborateur de Vichy et de la France Libre – s'est révélée évidente par le fait que les deux «centres» attachaient une importance primordiale à la diplomatie culturelle pour conserver les vestiges de la présence française.³ Les faits suivants montrent bien la faiblesse de la France et le dépérissement de sa capacité d'agir en Europe centrale et orientale: le

¹ Cf. Gusztáv KECSKES, *Franciaország Közép-Kelet-Európa politikája 1918-tól napjainkig* (La politique étrangère de la France envers l'Europe du Centre-Est de 1918 à nos jours), projet OM NKFP 5/020/2001, 213p. (manuscrit).

² Ignác ROMSICS, «*Détruire ou reconstruire l'Autriche-Hongrie? Franciaország dunai politikájának dilemmája a XX. század elején*» (Le dilemme de la politique danubienne de la France au début du XX^e siècle), IN: Ignác ROMSICS: *Helyünk és sorsunk a Duna-medencében* (Notre place et notre sort dans le bassin du Danube), Osiris, Budapest 1996. 11.

³ Sur les relations entre la France de Vichy et la Hongrie voir Viktória MÜLLER, «*A francia-magyar kapcsolatok a francia sajtó tükrében (1940-1944)*» (Les relations franco-hongroises à partir de la presse française (1940-1944)), IN: FISCHER Ferenc – MAJOROS István – VONYÓ József (dir.): *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében. Tanulmányok Ormos Mária 70. születésnapjára* (La Hongrie dans le champ de forces des (grandes) puissances. Études pour 70^e anniversaire de Mária Ormos)], Pécs 2000. 445-453. Du même auteur: «*L'action d'André Hallier en Hongrie en faveur des évadés français. Souvenirs d'un attaché militaire (1942-1945)*», *Specimina Nova*, Pécs 2000. 53-64. «*Robert de Dampierre. Un acteur des relations franco-hongroises (août 1940-décembre 1942)*», *Relations internationales*, n° 107, automne 2001, 375-383. «*Francia-magyar kulturális kapcsolatok a második világháború alatt*» (Les relations culturelles franco-hongroises pendant la seconde Guerre Mondiale), *Öt Kontinens. Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei*, Eötvös Loránd Tudományegyetem, Budapest 2004. 249-262. Sur l'attitude de l'équipe de De Gaulle: Antoine MARES, «*La France Libre et l'Europe centrale et orientale (1940-1944)*», *Revue des Études slaves*, tome 54^e, fascicule 3, Paris 1982. 305-336.

gouvernement français, mobilisé contre l'Allemagne depuis septembre 1939, a abandonné ses alliés. Vichy a presque totalement subordonné sa politique en Europe centrale et orientale aux intérêts militaires allemands. De Gaulle et son équipe estimaient que la présence soviétique y était si réelle qu'ils ne pouvaient y envisager des démarches qu'en accord avec l'Union soviétique, sans engagement distinct français. Au plus tard en janvier 1945, la politique étrangère française s'est rendu compte que l'URSS allait sûrement devenir la puissance dominante dans toute la région. En conséquence, la conception qui s'était forgée à l'issue de la Première Guerre mondiale, dictée par les intérêts de sécurité, c'est-à-dire le système d'alliance de revers contre l'Allemagne, formé par certains pays de la région, a perdu sa raison d'être aux yeux des diplomates français. Ils devaient même reconnaître que l'activité très intense de la France en Europe centrale et orientale enregistrée après la «*Grande Guerre*» avait été fondée sur une illusion. L'Hexagone ne disposait pas des moyens économiques et militaires nécessaires pour influencer efficacement la zone. À la suite des expériences humiliantes vécues lors de la Deuxième Guerre mondiale, Paris était obligé d'abandonner ouvertement ses ambitions de grande puissance concernant l'Europe centrale et orientale.⁴ Ainsi il n'est pas surprenant que ce furent le «*réalisme*» et «*la prudence*» qui devinrent les mots-clé pour longtemps au Quai d'Orsay à propos de la région.⁵ Les années 1944-1945 ont donc marqué le début d'une nouvelle ère dans la politique étrangère de la France envers l'Europe centrale et orientale.

Les caractéristiques de la période 1945-1956

Malgré sa faiblesse évidente, le gouvernement français s'est empressé de rétablir ses liens avec l'Europe centrale et orientale à la fin de la guerre en étant la première des puissances occidentales à y envoyer des représentants. Le lancement d'émissions de radio sur ondes courtes en direction de la Roumanie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie dans leurs langues réciproques démontre aussi les efforts de Paris. En retour, ces initiatives ont été favorablement accueillies par les gouvernements de coalition au pouvoir en 1945-1947 dans cette région. Les échanges de délégations et les programmes culturels se succédaient.⁶ Le renouveau d'intérêt de la France pour l'Europe

⁴ Balázs ABLONCZY, «*Francia Közép-Európa-politika a két világháború között*» (La politique française envers l'Europe centrale entre les deux guerres), IN: *Társadalmi önismeret és nemzeti önazonosság Közép-Európában* (Identification sociale et nationale en Europe centrale), Fondation László Teleki, Budapest 2002. 34–35. L'auteur se réfère à une note qui s'est produite au Ministère des Affaires étrangères français probablement entre novembre 1943 et l'été 1944, intitulée *La politique française en Europe centrale*.

⁵ MARES, art.cit. 336.

⁶ Sur cette politique culturelle active française voir Annie GUENARD, *La présence culturelle française en Europe centrale et orientale avant et après la Seconde Guerre mondiale, 1936-1940, 1944-1949*, thèse de doctorat à l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne, 4 vol. sous la direction de René GIRAULT, 1994. Du même auteur, «*De la reconstruction à l'éviction. Entre 1944 et 1949, une politique*

centrale et orientale était dû, dans une certaine mesure, aux jeunes diplomates du Quai d'Orsay tels Jean Laloy et Jean-Marie Soutou, «pionniers d'une pensée lucide qui tentaient d'orienter l'action internationale de la France vers le premier danger d'après-guerre: l'URSS».⁷

À partir de 1945, la France et la Hongrie ont également connu une période de rapprochement.⁸ Outre la volonté de la diplomatie française d'être présente dans cette région malgré des moyens modestes, l'Union soviétique lui a laissé une certaine marge (jusqu'à 1946 au moins) en Hongrie, surtout dans le domaine culturel.⁹ Ensuite le développement des relations entre Paris et Budapest a été soutenu par des faits spécifiques. Bien qu'alliée de l'Allemagne nazie, la Hongrie ne se trouvait pas en état de guerre avec la France, et

culturelle française en Europe centrale et orientale confrontée à l'organisation du Bloc communiste, Matériaux pour l'histoire de notre temps, octobre-décembre 1994 (36), 21-27. «La vision française de l'Europe centrale et orientale dans la construction d'une politique culturelle extérieure (1936-1940 et 1944-1951)», Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, printemps-automne 1996 (1-2), 29-49.

⁷ Thomas SCHREIBER, *Les actions de la France à l'Est ou les absences de Marianne*, Paris-Montréal, 2000. 24. 26-44. (Version ancienne: *Les Relations de la France avec les pays de l'Est (1944-1980)*, Paris 1980). Henri FROMENT-MEURICE, *Vu du Quai. Mémoires 1945-1983*, Paris 1998. 69. Concernant les rapports entre la France et l'Europe centrale et orientale cf. *Documents sur les relations politiques entre la France et la Tchécoslovaquie*, vol. 1. 1945-1948, sous la direction de Pavol PETRUF, Institut d'histoire de l'Académie des Sciences (SAV) (Slovaquie) - e-Collegium Institut (France & Hongrie). Antoine MARES, «Munich dans les relations franco-tchécoslovaques 1938-1968»; du même auteur: «Notre objectif fondamental demeure la détente. France-Tchécoslovaquie, 1961-1968», IN: François FEJTO et Jacques RUPNIK (dir.), *Le Printemps tchécoslovaque, 1968*, 246-266. Mihály FÜLÖP, «Franciaország és Közép-Kelet-Európa (La France et l'Europe du Centre-Est), Külpolitika, 1981. n° 5, 71-87.

⁸ Les recherches sur les relations bilatérales de la Hongrie avec les grandes puissances y compris la France, après la Deuxième Guerre mondiale, n'ont pas fait l'objet de nombreux travaux. En ce qui concerne les rapports politiques franco-hongrois de 1945 à 1956, on peut citer Mihály FÜLÖP, «Les relations franco-hongroises depuis 1945», Cahier d'études hongroises, 1994, n° 6, 217-227. Du même auteur, «Késői bűnbánat' Trianonért. Nagy-Britannia és Franciaország szerepe a magyar békeszerződés kidolgozásában 1945-1946-ban» ('Repentance tardive pour Trianon'. Le rôle de la Grande-Bretagne et de la France dans l'élaboration du traité de paix avec la Hongrie en 1945-1946), Külpolitika, 1997, n° 3, 51-74. *La paix inachevée*, Budapest 1998. Puis l'article de Zoltán GARADNAI, basé sur les archives hongroises: «A magyar-francia diplomáciai kapcsolatok története, 1945-1966» (L'histoire des relations diplomatiques hungaro-françaises), Külpolitika, 2001, n° 1-2, 112-152. Ainsi que Anikó MACHER, «La diplomatie culturelle entre la France et la Hongrie de 1945 à 1949, vue de Hongrie», Mélange de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée, tome 114, 2002, n° 1, 251-262. Tibor HAJDU, «Károlyi Mihály párizsi követsége, 1947-1949» (Mihály Károlyi comme ministre de Hongrie à Paris, 1947-1949), Múltunk, 2003, n° 2, 3-57. Sarolta KLENJANSZKY, *Les relations du gouvernement hongrois avec le Parti Communiste Français dans la guerre froide (1949-1970)*, mémoire de DEA d'Histoire Contemporaine, Université Paris X Nanterre, sous la direction de Didier MUSIEDLAK, session d'octobre 2004, 140p. Gergely FEJÉRDY, «A francia érdekképviselet nehézségei Magyarországon a II. világháború végétől a diplomáciai kapcsolatok újra felvételéig» (Les difficultés de la représentation des intérêts français en Hongrie de la fin de la seconde Guerre Mondiale à la reprise des relations diplomatiques)], Öt Kontinens..., 2004. 61-72. (la version française avec quelques modifications: «La question de la représentation des intérêts français en Hongrie à la fin et après la Seconde guerre mondiale», Revue d'histoire diplomatique, 2005, n° 2, 165-182. Krisztina HOLUB, «A Le Monde tudósításai Magyarországról 1947-ben» (Les informations du Monde sur la Hongrie), Öt Kontinens..., 2005. 73-90.

⁹ FÜLÖP, «Les relations franco-hongroises...», 217.

plusieurs milliers de prisonniers de guerre français évadés des camps allemands ont trouvé refuge en Hongrie. Beaucoup d'émigrés hongrois ont participé à la Résistance.¹⁰ En 1945, le Quai d'Orsay ne voyait plus en Hongrie la puissance ennemie, alliée potentielle des Allemands, comme en 1919-1920, lors de la réorganisation de l'Europe centrale après la Première Guerre mondiale. En septembre 1945, le ministère des Affaires étrangères français avait formulé une proposition de modification de la frontière roumano-hongroise favorable à la Hongrie qui coïncidait avec une initiative américaine visant à attribuer à la Hongrie la région frontalière de la Grande Plaine. Les Soviétiques ont fait échouer cette tentative, ainsi que le projet des diplomates français de réintroduire un système de protection des minorités nationales pour mettre fin aux querelles roumano-hongroises.¹¹ Il est notoire que Moscou s'opposa à la participation de la France aux négociations de paix de Paris sur les ex-satellites de l'Allemagne en 1946-1947. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères français avait alors dit à Ferenc Nagy, Premier ministre hongrois venu à Paris négocier ce point, que la France ne pouvait pas intervenir sur les questions relatives au projet du traité de paix avec son pays.¹²

L'augmentation de la tension Est-Ouest après les débuts de la Guerre froide en 1947, la détérioration des rapports franco-soviétiques et la soviétisation des pays d'Europe centrale et orientale ont gelé le développement prometteur des relations entre Paris et les États qui se retrouvèrent de l'autre côté du rideau de fer. Dictée par Moscou, la politique étrangère des démocraties populaires les a sciemment détruites: les incidents diplomatiques se sont multipliés à partir de 1947.¹³ On a essayé d'isoler autant que possible les missions diplomatiques occidentales et de rendre finalement leur activité sans portée. La fermeture des instituts culturels et des bureaux d'information, la limitation systématique des contacts avec les nationaux, la limitation des effectifs de ces missions et du droit de circulation des diplomates occidentaux, les menaces et les manoeuvres d'intimidation visant les agents subalternes (procès, arrestations, expulsions) et l'adoption de toute une série de mesures hostiles et parfois vexatoires étaient destinées à rendre extrêmement difficile le maintien de ces missions. Citons quelques exemples significatifs des mesures qui ont frappé les représentations diplomatiques françaises: en Bulgarie, le Bureau des services diplomatiques du ministère des Affaires étrangères a refusé à la légation de France la délivrance de bons d'essence au tarif diplomatique ordinaire, sous prétexte qu'il n'existait aucun accord commercial ou financier entre les deux pays. En Roumanie, en avril 1950, le commandant Parisot, attaché militaire français a été visé par des

¹⁰ SCHREIBER, *op. cit.*, 37. Sur l'accueil des prisonniers de guerre français en Hongrie voir Zsuzsa BOROS, «*Les prisonniers de guerre français évadés d'Allemagne en Hongrie pendant la Seconde Guerre mondiale*», Nouvelles Études Hongroises, vol. 9, Budapest. 1974. 177-188. ainsi que MÜLLER, «*L'action d'André Hallier...*».

¹¹ FÜLÖP, «*Les relations franco-hongroises...*», 217-220.

¹² FÜLÖP, *La paix inachevée...*, 280.

¹³ *Ibid.*, 45-59.

tirs de mitrailleuse alors qu'il se promenait à la campagne près d'une voie ferrée, puis arrêté et malmené. À Tirana, où la légation de France était l'une des rares représentations occidentales, les diplomates étaient l'objet d'une surveillance incessante, extrêmement étroite, et ils n'étaient autorisés à circuler librement que sur quatre routes principales. En Pologne, au cours de divers procès pour espionnage, le personnel de l'Ambassade a été accusé d'activités subversives. De nombreux Français ont par la suite été arrêtés et expulsés; des employés du consulat et des professeurs notamment ont dû quitter la Pologne, au mois de janvier 1950, dans des délais très courts.¹⁴

À partir de 1947, avec le commencement de la Guerre froide et la dégradation des rapports franco-soviétiques, on assiste également en Hongrie à la détérioration des relations avec la France, comme avec d'autres pays de l'Ouest. Selon un rapport de synthèse de l'OTAN, les mesures hostiles à l'égard des missions diplomatiques occidentales prises par les autorités hongroises revêtaient une agressivité particulière en comparaison de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. En revanche, il en allait de même en Roumanie, en Bulgarie et en Albanie. En juin 1950, le commandant de Lannurien, attaché militaire français à Budapest, a été expulsé à la suite de M. Gachot, auxiliaire de la légation (en octobre 1949). À partir de janvier 1951, le gouvernement hongrois limitait la liberté de circulation pour tous les diplomates étrangers à un rayon de trente km autour de Budapest. En riposte, la circulation des diplomates hongrois à Paris a également été limitée dès février 1951.¹⁵ Un bon exemple des crispations caractéristiques de la Guerre froide peut être vu dans les protestations en Hongrie en mai 1952 contre l'arrestation d'André Stil, rédacteur en chef de *l'Humanité* et de Jacques Duclos, secrétaire du Parti communiste français. L'accord commercial entre les deux pays fut tout de même renouvelé plusieurs fois.¹⁶

Peu après le décès de Staline les rapports franco-soviétiques ont commencé à s'améliorer: en avril 1953, dix-huit matelots soviétiques et leur commandant dont le bateau était ancré à Rouen ont obtenu l'autorisation de visiter Paris. Le geste de Viatcheslav Molotov, ministre des Affaires étrangères soviétiques, qui s'est rendu personnellement à une réception française, a confirmé la tendance, ainsi que la signature d'un accord commercial avec la France. Les intentions de Moscou envers Paris ont compliqué le développement des relations bilatérales. La politique soviétique de rapprochement n'était pas due exclusivement à la stratégie d'apaisement des tensions Est-Ouest, mais elle était aussi destinée à pousser la France à mettre son veto à l'adhésion de la République Fédérale

¹⁴ Archives du Secrétariat international de l'OTAN (Bruxelles) = ASIO D-D (51)11.3 (23 avril 1951). Note du secrétaire général de la Commission permanente du Traité de Bruxelles, distribuée aux suppléants du Conseil.

¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ Magyar Országos Levéltár (Archives nationales hongroises), Budapest = MOL XIX-J-1-j, France, carton 3, sz.n./1965 (23 avril 1965). *Magyar-francia kapcsolatok* (Les relations franco-hongroises).

d'Allemagne au système militaire occidental et à l'écartier de ses alliés. La conclusion des accords de Paris, signés en octobre 1954, qui intègrent l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN, a provoqué de vives réactions à Moscou. À l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la signature du traité franco-soviétique, Molotov proclama l'incompatibilité entre ce traité et les accords de Paris. Le Quai d'Orsay, par une note interne rédigée probablement par Jean Laloy et adressée à l'ambassadeur de France à Moscou, avait percé les visées soviétiques. Elle préconisait de rappeler que la France appartenait toujours au camp occidental. Quant à la portée de la déstalinisation en URSS et à ses conséquences sur sa politique extérieure, la diplomatie française ne se faisait aucune illusion: «*La condamnation des méthodes et de certains principes staliniens, le rejet de la dictature personnelle, l'abolition de la toute puissance de la police, la remise en honneur du droit de critique et de discussion au sein du parti, les efforts pour rétablir aux divers échelons une certaine démocratie n'indiquent certainement pas le retour à des conceptions voisines de celles du monde occidental; ils constituent cependant un progrès par rapport au despotisme implacable de Staline. Il est également indéniable que la nouvelle équipe dirigeante s'efforce de tirer l'URSS de l'isolement complet dans lequel elle se trouvait en mars 1953, de désarmer les méfiances, de multiplier des contacts avec le monde extérieur... Les dirigeants soviétiques chercheront parallèlement à ébranler la cohésion du monde occidental par une action de division et de séduction...*», écrit Maurice Dejean, ambassadeur de France à Moscou dans un télégramme en notant auparavant que: «*les dirigeants soviétiques ne songent aucunement à abandonner la moindre parcelle de l'empire édifié par Staline, ni à relâcher leur emprise sur les démocraties populaires qui en constituent le prolongement*». ¹⁷

Quoi qu'il en soit, les relations économiques et culturelles évoluaient tout de même pas à pas entre les deux pays. En mai 1956, une délégation gouvernementale française conduite par Guy Mollet, président du Conseil, s'est rendue à Moscou où Khrouchtchev reprit l'argument habituel de la politique étrangère soviétique selon lequel seule l'alliance franco-soviétique pouvait contenir la menace allemande sur l'Europe, en vue de détacher la France des États-Unis. Il ressort des documents connus que Guy Mollet et les autres négociateurs français ne connaissaient pas suffisamment le fonctionnement du système totalitaire soviétique, et selon les mémoires de Henri Froment-Meurice, participant aux manifestations accompagnant la visite, les représentants français se comportèrent à maintes reprises comme s'ils recherchaient la complicité des Soviétiques contre les Américains. ¹⁸

Les documents du ministère des Affaires étrangères français montrent que le Quai d'Orsay était relativement bien informé sur la situation en Union soviétique et en Europe centrale et orientale, malgré le nombre limité des spécialistes en poste dans les démocraties populaires. «*...le Département aurait intérêt à disposer de*

¹⁷ Télégramme de Maurice Dejean, ambassadeur de France en Union soviétique, n° 1316 à 1350 (9 avril 1956), *Documents diplomatiques français, 1956*, tome I (1^{er} janvier – 30 juin), Imprimerie nationale, Paris 1988. 562-563.

¹⁸ SCHREIBER, *op. cit.* 59-65. FROMENT-MEURICE, *Vu du Quai...*, 164.

tous les éléments d'information, qui lui permettraient d'apprécier les chances d'une évolution ultérieure des Républiques Populaires vers une plus grande indépendance» - écrit en mai 1956 Jean Laloy, directeur d'Europe au ministère des Affaires étrangères, au début d'un travail d'étude sur l'évolution politique des satellites.¹⁹ Dans les relations entre Paris et les pays satellites les effets du «dégel» entamé en 1953 sont comparables à ceux du «gel» commencé en 1947. En liaison étroite avec l'amélioration des rapports franco-soviétiques, on peut constater des initiatives analogues de ce côté. Les visites des personnalités dirigeantes: en mai 1956, Marcel Popescu, ministre du Commerce extérieur roumain vient à Paris; Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères se rend à Prague; de nombreux voyages parlementaires (par exemple en décembre 1953, une délégation française en Pologne; en novembre 1956, une mission parlementaire française à Bucarest) et le renouvellement des rapports culturels et économiques (accord économique avec la Bulgarie en mars 1954) prouvent bien cette tendance.²⁰ À partir de l'analyse d'une note de la délégation française auprès du Conseil de l'Atlantique Nord sur les échanges avec l'URSS et les pays du bloc soviétique au cours du deuxième semestre 1956, il apparaît que les rapports avec la Pologne et la Tchécoslovaquie se sont particulièrement intensifiés.²¹

Les premiers signes du dégel dans les rapports franco-hongrois sont patents à partir de 1955. Le ministère des Affaires étrangères hongrois ordonna à la légation de Paris de mettre tout en oeuvre pour intensifier les relations avec la France. L'une des tâches les plus importantes du ministre de Hongrie consistait à réaliser les objectifs d'exportations en France. Il devait aussi rédiger des rapports économiques et faire état de la recherche technique et scientifique française en vue du développement de l'économie hongroise. L'organisation des voyages touristiques paraissait également souhaitable à l'administration centrale (en 1955, environ mille touristes français sont allés en Hongrie). En ce qui concerne le domaine culturel, on trouvait particulièrement importante la préparation des échanges entre les milieux techniques et scientifiques français et hongrois. La diplomatie hongroise s'efforçait de faire prendre aux rapports culturels un caractère officiel à travers l'accord culturel, les échanges officiels des délégations des cinéastes etc.²² On considérait par ailleurs au ministère des

¹⁹ Centre des Archives Diplomatiques de Nantes = CADN Budapest - Ambassade, n° 23, n° 509/EU (20 mai 1956). Demande d'information de la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français aux postes diplomatiques dans les démocraties populaires, *Évolution politique des Républiques Populaires*. (Cet examen était probablement en relation avec la préparation du document ayant pour but la réévaluation de la politique occidentale - au sein de l'OTAN - envers les pays satellites de l'URSS.)

²⁰ SCHREIBER, *op. cit.* 70-73.

²¹ ASIO AC/52-D/190/6 (20 décembre 1956). Note de la délégation française auprès du Conseil de l'Atlantique Nord pour le Comité de l'information et des relations culturelles. Cette note brosse un tableau très détaillé des échanges entre la France, l'URSS et les pays du bloc soviétique au cours du deuxième semestre 1956.

²² MOL XIX-J-1-j, France (1945-1964), carton 1, 00776/4/1956 (21 avril 1956). *Féléves irányelvek megküldése* [Directives pour le semestre].

Affaires étrangères hongrois que le gouvernement Guy Mollet se montrait plus compréhensif sur le principe de la coexistence pacifique.²³ Selon un rapport du ministre de Hongrie à Paris, Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères français «*escomptait la propagation de la détente et de la coexistence pacifique dans les relations internationales, et essayait peut-être de transformer la France, même officieusement, en pays neutre qui pourrait jouer un rôle médiateur entre l'Est et l'Ouest*».²⁴

Le ministre de France en Hongrie, Jean Paul-Boncour, informait le Quai d'Orsay des initiatives des autorités hongroises pour «*dégeler*» les relations bilatérales. L'abolition progressive des limitations des déplacements des diplomates montre clairement l'extension de la déstalinisation dans la politique étrangère hongroise: en juin 1956, le personnel de la légation de France à Budapest a été muni de visas valables pour six mois, autorisant plusieurs sorties et entrées.²⁵ En septembre 1956, les autorités hongroises ont donné à l'attaché militaire français une carte qui comportait une large réduction des zones interdites au personnel des représentations diplomatiques en Hongrie.²⁶ Le jour même de l'éclatement de la révolution hongroise, le 23 octobre, le ministre de France pouvait télégraphier à son pays que les zones interdites au corps diplomatique venaient d'être complètement supprimées.²⁷ La nouvelle attitude des milieux dirigeants s'est également manifestée par une présence renforcée à la réception de la légation de France le 14 juillet 1956. Outre la totalité du gouvernement hongrois, Mátyás Rákosi s'y est rendu en personne.²⁸ Dans le même ordre d'idées, l'attaché culturel a entamé des négociations sur les échanges de boursiers.²⁹ Plusieurs délégations culturelles ont effectué des visites (par exemple en août 1956, le président de l'Office central hongrois des statistiques a séjourné à Paris; en septembre-novembre, le cirque de Budapest y a donné des représentations; toujours en août, une co-production cinématographique hungaro-franco-autrichienne a été tournée en Hongrie pour la première fois; plusieurs jeunes pianistes français ont participé au concours international «*Liszt*» qui a eu lieu à Budapest en septembre).³⁰

²³ MOL XIX-J-1-j, France (1945-1964), carton 5, 004079/1956 (15 mai 1956). *A Guy Mollet-kormány külpolitikája* [La politique étrangère du gouvernement Guy Mollet].

²⁴ MOL sous la cote 311/1956 (31 mars 1956).

²⁵ Archives du Ministère des Affaires étrangères (Paris) = AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 870 (6 septembre 1956). Rapport de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

²⁶ AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 931 (26 septembre 1956). Rapport de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

²⁷ AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 614 (23 octobre 1956). Télégramme de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

²⁸ AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 87, n° 274 (16 juillet 1956). Télégramme de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

²⁹ AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 605 (14 juin 1956). Rapport de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

³⁰ ASIO AC/52-D/190/6 (20 décembre 1956). Note de la délégation française auprès du Conseil de l'Atlantique Nord pour le Comité de l'information et des relations culturelles.

Le Quai d'Orsay était informé des incitations soviétiques derrière les démarches des démocraties populaires pour améliorer les rapports avec l'Ouest,³¹ mais aussi des limites de la déstalinisation des relations diplomatiques: le chef de la mission française ne pouvait affirmer que la surveillance exercée sur les déplacements des agents ait vraiment pris fin en Hongrie; selon lui, l'omnipotence policière pouvait, d'un jour à l'autre, réduire à néant des prévisions trop optimistes.³² Pour autant, la diplomatie française a accueilli favorablement les gestes amicaux de la politique étrangère de Budapest.³³ C'est pour cela que Jean Paul-Boncour, le nouveau ministre de France en Hongrie, arrivé en juin 1956, a été autorisé à prononcer un discours conciliant à l'occasion de la remise de ses lettres de créance. Le thème de son texte adressé aux autorités hongroises, et qu'elles ont accepté plus que volontiers, traitait du «*dégel des relations entre l'Est et l'Ouest, et du renouveau des rapports de tous ordres entre la Hongrie et la France*», en particulier par la reprise des contacts personnels.³⁴

Les décideurs occidentaux qui connaissaient bien l'évolution politique de l'Europe de l'Est et sympathisaient avec les éléments luttant pour la poursuite de la déstalinisation, ne voulaient cependant pas s'immiscer directement dans ces affaires. Ils avaient conscience du risque atomique, au cas où ils se montreraient trop actifs dans la sphère soviétique.³⁵ La diplomatie française observa également une attitude prudente. Bien qu'elle ait accueilli favorablement les initiatives des démocraties populaires en vue de rétablir de bonnes relations bilatérales, la France restait relativement passive et souhaitait plutôt réagir qu'agir en Hongrie. Quoi qu'il en soit, on peut repérer les signes de la détente, en 1955-1956, dans les rapports franco-hongrois, en particulier dans le domaine culturel. Aucun indice concret prouvant que le Quai d'Orsay ou la diplomatie occidentale en général comptaient avec certitude sur l'explosion d'une révolte armée en Hongrie ne ressort de la consultation des archives, même si l'on pressentait la possibilité de changements radicaux.

On peut donc constater que les relations entre la France et l'Europe centrale et orientale se sont considérablement affaiblies après 1945–1947 par rapport à l'entre-deux-guerres. Suite à la fermeture du «*rideau de fer*», notre région a

³¹ CADN Budapest–Ambassade, n° 23, n° 613 (10 juin 1956). Note de la légation de France en Hongrie, *Évolution politique des Républiques Populaires: la Hongrie*.

³² AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 605 (14 juin 1956). Rapport de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie; *ibidem*, n° 870 (6 septembre 1956).

³³ Pour étudier l'attitude du gouvernement français dirigé par les socialistes vis-à-vis de la détente voir Élisabeth du REAU, «*Les socialistes français, l'Europe et la Hongrie (1956 - 1957)*», *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében...*, 511-520.

³⁴ AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 605 (14 juin 1956). Rapport de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

³⁵ ASIO C–M (56)110 (24 septembre 1956). Publié par «*Az olvadás Kelet-Európában a Nyugat szemével. A NATO Nemzetközi Titkárságának belső dokumentuma*» (Le dégel en Europe orientale du point de vue occidental. Un document interne du Secrétariat international de l'OTAN), publié et traduit par Kecskés, *Évkönyv VIII. 2000. Magyarország a jelenkorban* (Annuaire, VIII, 2000, La Hongrie contemporaine), Institut de 1956, Budapest, 2000, 369-391.

perdu beaucoup de son importance pour Paris, et elle ne figurait pas parmi les sujets internationaux de premier plan. L'attachement de la France au bloc occidental dans le système bipolaire de la Guerre froide, la dépendance militaire et économique des Etats-Unis, les défis découlant de la décolonisation, notamment les guerres d'Indochine et d'Algérie, ainsi que les débuts du processus d'intégration européenne étaient de vraies priorités. Le changement de la perception est bien illustré par l'enracinement d'un nouveau terme technique – «*les pays de l'Est*» – suggérant l'image d'un bloc homogène dans lequel les composants perdent leurs caractères particuliers. Il est très difficile d'établir une hiérarchie des priorités du Quai d'Orsay à propos des pays du bloc soviétique au début des années 1950. La diplomatie française a reconnu l'emprise soviétique sur l'Europe centrale et orientale, même si, au nom de la politique du «*relâchement*», elle espérait à long terme la libération de ces nations. Le respect scrupuleux des règles du jeu de la Guerre froide, notamment l'inviolabilité des sphères d'influence, qui se traduit par l'absence d'instruments efficaces dans la région expliquent l'attitude passive du Quai d'Orsay face à la révolution hongroise de 1956.³⁶ En ce qui concerne les problématiques globales de la détente internationale et du désarmement, ainsi que celles touchant les affaires d'Europe centrale et orientale proprement dites, la diplomatie française – comme les autres gouvernements occidentaux – considérait l'URSS seule comme interlocuteur valable. Néanmoins on peut mettre en évidence sa prétention de s'opposer indirectement à Moscou.

Le soutien économique et militaire français à la Yougoslavie, décidé en 1951 en accord avec les États-Unis et la Grande-Bretagne était l'une des premières assistances aux efforts émancipateurs des peuples d'Europe centrale et orientale.³⁷ Au Quai d'Orsay, on a enregistré comme un succès de cette politique le fait que, au moment du rapprochement soviéto-yougoslave, l'Union soviétique devait reconnaître, au moins formellement, les caractères particuliers du socialisme yougoslave. Après cela, les partis communistes de l'Europe centrale et orientale pouvaient se permettre de formuler des prétentions semblables, ce qui, selon la perception française, a contribué à la diversification du bloc soviétique, et ainsi à l'éclatement des crises polonaise et hongroise de l'automne 1956.³⁸ Paris s'efforçait d'affaiblir la cohésion du camp socialiste par le projet d'assistance économique destiné à la Pologne de Władisław Gomułka. Début 1957, la délégation française au Conseil de

³⁶ KECSKÉS, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, thèse de doctorat sous la direction de Mária ORMOS et Élisabeth du RÉAU, Sorbonne Nouvelle Paris III – Pécsi Tudományegyetem, 3 vol. Paris 2003. 749p. (manuscrit) Pour les conclusions voir KECSKÉS, «*La politique étrangère française face à la révolution hongroise de 1956*», *Relations internationales*, n° 122, été 2005 (avril-juin), 87-103.

³⁷ SCHREIBER, *op. cit.* 57–58.

³⁸ AMAE Service des Pactes, carton 210, (22 février 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Position de la France à l'égard des pays de l'Europe orientale*.

l'Atlantique Nord a proposé l'élaboration d'un programme d'assistance commun des pays de l'OTAN pour consolider l'économie polonaise. En effet le gouvernement français souhaitait ainsi stabiliser la nouvelle équipe dirigeante arrivée au pouvoir à l'automne 1956. On supposait que celle-ci aspirait à s'émanciper de l'URSS.³⁹ Toutefois la Grande-Bretagne et les États-Unis n'approuvèrent pas cette initiative.

L'attitude des pays d'Europe centrale et orientale envers la France, ainsi qu'il a été montré plus haut, s'est radicalement transformée après leur basculement dans le camp soviétique. Alors que dans l'entre-deux-guerres ces pays avaient pris des initiatives pour faire adopter leurs intérêts nationaux, la soviétisation de la région leur impose un alignement serré sur la politique soviétique qui s'est traduit également vis-à-vis de Paris. Dès 1947, dans le cadre d'une série de démarches inspirées par les Soviétiques et ayant pour but d'affaiblir leurs relations avec l'Occident, ces États se sont efforcés de limiter leurs rapports avec la France. En revanche, à partir de 1953-1955, ils ont entamé une campagne visant à consolider leurs relations, surtout sur le plan culturel. Si la révolution hongroise de 1956, étouffée dans le sang par l'Armée soviétique a provisoirement augmenté la tension entre l'Est et l'Ouest, elle n'a pas exercé d'effet notable à long terme sur leurs rapports réciproques.

Malgré les indices de la «*détente*», les règles du jeu établies par la Guerre froide en 1947 sont restées en vigueur tout au long de la période examinée. L'attitude passive de la politique étrangère française envers l'Europe centrale et orientale ne changea d'aspect qu'après le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958.

³⁹ AMAE Service des Pactes, carton 39, (1957). Note pour le Président du Conseil, *Le problème polonais*.

István Majoros

Remarques sur la menace soviétique en Europe centrale dans les années 1930

Le Conseil Slovaque¹ a présenté un aide-mémoire² à la Société des Nations à Genève le 20 janvier 1936. Ce document attire l'attention de la Société sur la menace soviétique pour l'Europe, insistant sur le fait que l'aviation de bombardement de l'URSS „est déjà bel et bien installée dans l'ancienne Haute-Hongrie, c'est-à-dire, au coeur de l'Europe Centrale”. André Odeuté, ancien engagé volontaire de la Première Guerre mondiale, a fait publier le 14 avril 1938 une brochure intitulée *Pas une goutte de sang français pour les Tchèques*. À propos de l'Europe centrale et des Russes l'auteur remarque: „La Petite-Entente, qui n'a jamais été qu'un bluff, est disloquée. Le prestige de la France et son influence sont nuls puisque tout peut se passer, dans le réajustement de nos erreurs de 1919-1921 sans qu'on nous demande notre avis; nous sommes à la remorque de la Russie, pays semi-asiatique et qui n'a rien autre en Europe que déclaré la guerre sociale et révolutionnaire, qu'elle fait même chez ses amis français et tchèques...”.³ Citons encore un troisième ouvrage,⁴ publié en 1938 à Genève, qui s'intéresse lui aussi au problème tchécoslovaque et utilise le slogan fameux de *Paris-Soir* lancé en juin 1935, immédiatement après la ratification du pacte tchéco-soviétique pour constater la nouvelle fonction de la Tchécoslovaquie: „navire porte-avions de l'U.R.S.S.”.

Si l'on examine ces documents, il semble à première vue qu'il s'agisse de brochures publiées à des fins politiques, notamment pour attirer l'attention de la communauté européenne sur le sort des Slovaques ou critiquer en France la politique extérieure du gouvernement. La menace soviétique présentée comme un désastre à venir pour le monde civilisé a donc été instrumentée dans la politique intérieure des deux pays. Mais après une lecture attentive, on peut constater que cette menace était bien documentée et basée sur des enquêtes menées par des journaux tels que *Národní Listy* (Le journal national, tchèque), *Slovenský Deník* (Le quotidien slovaque), *Národné Noviny* (Le journal national, slovaque), *Le Matin*, *Jednota* (L'unité, organe des Slovaques d'Amérique), *Prager Presse*, *Dziennik Poznański* (Le quotidien de Poznań), *Slovak* (Le Slovaque). Dans l'étude⁵ accompagnant l'aide-mémoire du Conseil Slovaque, on évoque les raisons pour lesquelles la Slovaquie, l'Europe centrale et tout le continent européen sont menacés par l'U.R.S.S.

¹ Ce Conseil avait été créé le 10 juillet 1933 à Genève pour renseigner la Société des Nations, l'opinion européenne et mondiale sur la situation des Slovaques en Tchécoslovaquie.

² *Aide-mémoire du Conseil Slovaque présenté à la Société des Nations au sujet du Bolchévisme et du problème slovaque. Les Soviets au coeur de l'Europe. La Slovaquie, base de l'aviation soviétique*, Genève 1936.

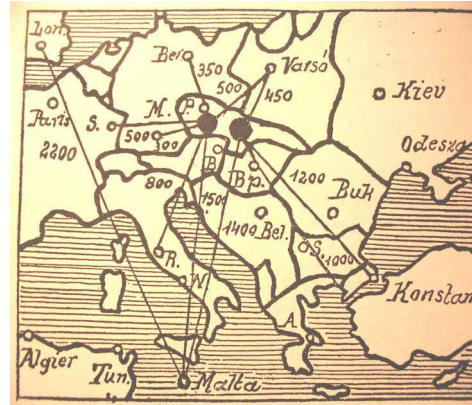
³ ODEUTÉ, André: *Pas une goutte de sang français pour les Tchèques*, 1938. 9.

⁴ *Aspects du problème tchécoslovaque, Les grands problèmes de l'heure*, I^{er} volume, Société d'Édition Indépendante, Genève. 1938.

⁵ *L'Europe menacée. L'Armée Soviétique en Slovaquie. Appel du Conseil Slovaque à la Société des Nations et au monde civilisé*, Genève 1936.

On constate tout d'abord que les traités de paix de fin de guerre ont découpé l'Europe centrale et plongé celle-ci dans la misère, préparant ainsi la région pour le bolchevisme. C'est précisément ce qui se passe en Slovaquie où „le bolchevisme gagne rapidement du terrain” à cause de la misère. L'étude présente les résultats des élections législatives de 1933, quand „le parti communiste obtint 220.000 voix sur 950.000” et reproduit le commentaire du journal de Benès, le *Lidové Noviny* (Le journal populaire) pour qui „ces 220.000 voix sont «le cris de la misère slovaque»”.⁶ La suite du texte est consacrée à la position de l'Armée rouge en Slovaquie.

On sait bien que la convention tchéco-soviétique a été signée le 16 mai 1935 à Prague, et que dans le même temps on a également signé un traité aérien entre les deux pays pour la ligne Prague - Kiev - Moscou. Grâce à ces accords, les rapports entre les deux nations et surtout entre leurs armées et de l'aviation sont devenus intimes. Les militaires, les généraux des états-majors se sont rencontrés à plusieurs reprises. En mai 1935, le chef de l'Armée de l'air tchèque se rendit



La carte montre la situation géographique de l'Europe centrale et les distances des buts visés par les ports aériens construits en Tchécoslovaquie.

Source: *L'Europe menacée...*28.

à Moscou, et en août le général Schaposchnikoff, commandant de l'Académie de Guerre soviétique de Leningrad vint à Prague. En août de l'année suivante ce fut le commandant de l'aviation de l'Armée rouge qui alla en visite à Prague, et le même mois un général tchécoslovaque visita Moscou, et l'on pourrait multiplier ces exemples.⁷ Ces rencontres et les visites des généraux et délégués soviétiques servaient à faciliter la construction d'aéroports et notamment la création de nouveaux aérodromes en Slovaquie. L'étude mentionne plusieurs localités slovaques, Mukačevo (Munkács), Užhorod (Ungvár), Košice (Kassa), Štúrovo (Párkány), Trenčín (Trencsén), Bratislava (Pozsony), et tchèques, Olomouc, Prague, České Budějovice, Plzeň, Karlovy Vary, etc, où sont bâtis des aéroports et où les Soviétiques sont en train de s'installer avec dépôts d'essence, terrains d'atterrissage, hangars souterrains, etc. L'étude en conclut que „l'alliance avec la Tchécoslovaquie fournit aux Soviétiques des bases d'aviation en Slovaquie et en Russie Subcarpathique”. Ceci ne peut servir qu'à préparer une agression, et non la

⁶ Ibid, 5.

⁷ Ibid, 6-7. *Aspects du problème tchécoslovaque*, 65-66.

paix, puisque l'aviation soviétique peut ainsi disposer en peu de temps de bases aériennes au coeur du continent. Le croquis fourni dans l'étude représente les grandes villes d'Europe à la portée du rayon d'action des avions de bombardement soviétiques qui sont alors capables de couvrir 2.000 km sans atterrir.⁸ En partant de Prague on peut donc atteindre Berlin par exemple, en 37 minutes; et „les bases de la flotte anglaise de Malte et de Chypre – écrit un expert militaire hongrois – peuvent être plus facilement atteintes à partir de la Slovaquie que de Londres même”.⁹

L'étude du Conseil Slovaque cite encore une phrase de Hubert Ripka, publiciste bien connu de l'époque, prononcée devant les journalistes soviétiques lors de leur visite en Tchécoslovaquie: „Nous pouvons vous assurer que dorénavant la Tchécoslovaquie entourée de régimes anti-bolchevistes deviendra la porte d'entrée des Soviets vers l'Occident et vers l'Europe centrale”.¹⁰

Après avoir présenté ces brochures, il faut se poser la question de leur fiabilité. La menace soviétique existait-elle vraiment dans la deuxième moitié des années 1930? L'interrogation est justifiée puisqu'au moment des accords de Munich, cette même aviation soviétique n'intervient pas en faveur de la Tchécoslovaquie contre l'Allemagne. Certes la situation stratégique a bien évolué entre temps.

Si l'on veut éclairer ce problème sous un angle théorique, il faut constater que la menace soviétique existe bel et bien en Europe entre les deux guerres. Pourquoi cela? Parce que dès la fin de 1917, le système des relations internationales, avec l'arrivée au pouvoir des Bolcheviques, est devenu antagoniste. Or l'une des caractéristiques du système soviétique consiste précisément dans son ambition à être homogène, Moscou voulant propager la révolution prolétarienne dans le monde entier. Mais l'inverse est tout aussi vrai: les Occidentaux voulaient quant à eux renverser le pouvoir des Soviets, cela surtout durant la guerre civile. Théoriquement on peut donc prouver la menace soviétique sur l'Europe centrale et sur l'Europe entière. Mais les archives fournissent-elles suffisamment de matériaux à l'appui de cette affirmation?

Mon collègue Loránt Tilkovszky a publié les rapports de la légation d'Autriche à Budapest dans les années 1930, parmi lesquels se trouvent des documents faisant allusion à la menace soviétique. En juin 1936, l'attaché militaire autrichien a fait un rapport de son entretien avec Gusztáv Hennyey, colonel d'état-major, chef des services de renseignement de l'armée hongroise. Selon Hennyey, la Tchécoslovaquie est déjà tombée dans les bras de la Russie: la majorité des troupes tchécoslovaques se trouvent à proximité de la frontière tchéco-allemande, et on peut donc s'attendre à l'occupation de l'Armée rouge en Ruthénie subcarpathique. Un autre rapport évoque l'éditorial du 19 juin

⁸ La base des calculs est une vitesse de 400 km/h. Il s'agit des avions de bombardement quadrimoteurs TB3, pouvant emporter une tonne d'explosifs. Ibid. 66-69. *L'Europe menacée*, 25.

⁹ Coloman Incze de SZARAZAJTA, „L'Ours russe dans le bassin danubien sans défense”, IN: *L'Europe menacée*, 27-29.

¹⁰ *L'Europe menacée*, 7.

1936 du quotidien *Magyarság* (La Hongrie), exposant l'idée que Berlin devrait attaquer la Tchécoslovaquie pour pouvoir prévenir la marche des armées tchéco-soviétiques contre l'Allemagne.¹¹ Mais ces documents d'archives suffisent-ils à lever le doute sur la menace soviétique? Certainement pas, puisque l'on peut supposer que ces documents peuvent tout aussi bien refléter l'angoisse traditionnelle de la politique et de la société hongroise envers la Russie. Que disent en revanche les sources d'archives françaises?

À partir des années 1920, on trouve plusieurs documents sur la propagande bolchevique en Europe et dans le monde. Au début de la décennie, les pays où ce danger était immédiat étaient selon les sources françaises l'Espagne, la Yougoslavie et surtout la Roumanie, puisque des groupes communistes étaient très actifs en Bessarabie.¹² Le ministre de France à Prague, M. Couget nous informe que la capitale tchécoslovaque est devenu l'un des centres de propagande les plus importants en Europe centrale, car les Soviétiques ont pensé que ce pays russophile serait plus sensible à leur propagande. Ils s'y intéressaient en outre puisqu'à Prague on pouvait trouver et étudier „*tous les aspects du problème russe*”.¹³ Mais le vrai centre d'espionnage des Russes était Vienne où cette activité était appuyée par la Légation soviétique.¹⁴ Mais la propagande bolchevique était-elle vraiment dangereuse dans les années 1920? L'état-major français était d'avis que „*le bolchevisme s'est camouflé en Pangermanisme*”: puisque les Allemands voulaient la revanche et luttaient contre le système de Versailles, l'activité internationale bolcheviste était susceptible de devenir un instrument dangereux au service des visées allemandes.¹⁵

Dans les années 1930, davantage de documents apparaissent sur l'activité et l'influence soviétique en Europe centrale et surtout en Tchécoslovaquie. François Poncet, l'ambassadeur de France à Berlin nous informe en juillet 1935 que la Tchécoslovaquie est devenue le „*navire porte-avion*” de la Russie.¹⁶ À l'occasion de la visite d'une délégation militaire soviétique à Prague, l'ambassadeur français remarque que ce rapprochement entre les deux pays était considéré à Berlin comme une tactique d'encerclement de l'Allemagne.¹⁷

¹¹ TILKOVSKY Loránt, *Ausztria és Magyarország a vészterhes Európában. A budapesti osztrák követség megfigyelései és helyzetleírásai 1933-1938. évi politikai jelentéseiben* (L'Autriche et la Hongrie dans l'Europe chargée de menace. Les observations et les analyses de la Légation autrichienne à Budapest dans les rapports de 1933 à 1938), Paulus-Publishing Bt, Budapest 2002. 143-151.

¹² Les chefs de la propagande à Moscou étaient Sadoul pour l'Europe et l'Amérique, Eliava pour le Proche Orient, Staline pour l'Orient, en premier lieu pour l'Inde ; Boukharine pour l'Extrême Orient. Service Historique de l'Armée de Terre - Vincennes (SHAT) 7N3130 Paris, août 1921. *Intensification de la propagande bolchévique*.

¹³ Archives du Ministère des Affaires étrangères - Paris (MAE) Europe 1918-1940. Tchécoslovaquie vol. 63. N° 28. folios 147-153. Prague, 15 février 1922.

¹⁴ MAE Europe 1918-1940. Russie vol. 56. N° 159/8. SCR-2/11. f. 50. 18 décembre 1922.

¹⁵ SHAT 7N3130 *Étude de la propagande bolchévique et de ses rapports avec l'Allemagne*, 21 février 1922.

¹⁶ MAE Europe 1918-1940. Tchécoslovaquie vol. 113. f. 35. N° 1727. Berlin, 5 juillet 1935.

¹⁷ MAE Europe 1918-1940. URSS vol. 980. ff. 1-6. N° 1213. Berlin, 21 août 1935.

Parmi les renseignements de l'état-major français,¹⁸ on trouve un article du journal *Innsbrucker Nachrichten*, informant ses lecteurs de l'ouverture au printemps 1936 d'une liaison aérienne permanente entre Kiev et Užhorod. Le journal remarque qu'en cas de difficultés la Slovaquie servirait de base aérienne pour les Soviétiques. Dans ce but on a projeté la création de 36 „terrains d'aviation” en Slovaquie, munis de réservoirs d'essence, de dépôts etc. Lors des manoeuvres aériennes tchécoslovaques en Moravie et dans le district de Hradec Kralové, la participation des nouveaux avions de bombardement construits en URSS a été notée.¹⁹ Une note de l'état-major français, daté de juillet 1938, remarque: „Depuis quelques mois, il semble qu'on constate un développement de la collaboration militaire russo-tchécoslovaque dans divers domaines”, et conclut: „La collaboration Tchéco-russe qui s'exerçait surtout jusqu'ici dans le sens d'un appui russe à la Tchécoslovaquie tend à devenir bilatérale, l'industrie lourde tchécoslovaque pouvant être appelée à jouer un rôle dans la mise au point du matériel de guerre russe”. À la fin de la note figure une carte, sur laquelle ont été indiquées bases aériennes comportant une présence soviétique. La plupart de ces bases se trouvaient en Slovaquie et en Ruthénie subcarpathique.²⁰ D'après ces documents, la présence de plus en plus forte des Soviétiques en Tchécoslovaquie semble incontestable. Néanmoins cette présence soviétique était-elle suffisante pour menacer l'Europe centrale? On sait ainsi par François-Poncet que d'une part l'insistance sur cette menace de la part de la diplomatie hitlérienne servait d'instrument de propagande contre Prague en vue de l'isoler et de détourner de la Tchécoslovaquie la Yougoslavie et la Roumanie, donc pour briser la Petite Entente; mais Berlin prenait d'autre part cette menace au sérieux. Par conséquent le rapprochement éventuel entre Prague et Berlin était lié par Neurath, ministre des Affaires étrangères allemand à la révocation de la convention tchéco-soviétique.²¹ La diplomatie hitlérienne suivit avec attention l'évolution des relations entre Prague et Moscou de même que les rapports entre la Roumanie et l'URSS. Dans les deux cas, Berlin considérait les initiatives soviétiques comme une poussée en avant en direction de l'Europe centrale, ce que la diplomatie hitlérienne ne pouvait que redouter.²² Jacques Rupnik écrit à ce propos „qu'une éventuelle intervention soviétique en Tchécoslovaquie n'était envisagée par Moscou que comme moyen de soviétisation du pays. Vorochilov aurait formulé l'hypothèse d'une République danubienne soviétique en cas de riposte de l'URSS à une agression allemande en Tchécoslovaquie”.²³ Mais pour en arriver là, il faut une influence et un contrôle considérable de Moscou,

¹⁸ SHAT 7N3131 d/3. Renseignements.

¹⁹ SHAT 7N3131 d/3. Renseignements.

²⁰ SHAT 7N3107 c/14. d/1. 27 juillet 1938.

²¹ MAE Europe 1918-1940. Tchécoslovaquie vol. 114. N° 1356. ff. 113-119. Berlin, 26 août 1937.

²² MAE Europe 1918-1940. Allemagne vol. 717. N° 1333. ff. 117-124. François-Poncet à Delbos. Berlin, 27 août 1936.

²³ RUPNIK, Jacques, *Le Parti Communiste en Tchécoslovaquie face à la crise de Munich*, Revue des études slaves, Munich 1938. *Mythes et réalités*. Tome 52. Paris 1979. 200.

on était donc d'avis à Berlin que les efforts des Soviétiques en Tchécoslovaquie étaient dangereux pour l'Allemagne. L'Union Soviétique était-elle cependant capable et suffisamment forte militairement à la fin des années 1930 pour concrétiser de tels projets?

L'analyse de l'état-major français sur l'Union Soviétique en 1933 constate qu'elle est „tirillée par des luttes politiques, paralysée par l'échec du plan quinquennal, il ne semble pas qu'elle nourrisse des intentions agressives”.²⁴ Mais depuis 1934 le pays est persuadé qu'une guerre est inévitable avec l'Allemagne, on a donc commencé à renforcer l'Armée rouge. Et en cas de guerre, l'état-major de cette Armée envisageait une campagne rapide visant à abattre l'adversaire sur son territoire. Et il voulait profiter „de la possibilité d'une révolte de la classe ouvrière allemande contre le gouvernement du Reich, qui assurerait la défaite de l'Allemagne par une révolution intérieure”.²⁵ Le document en conclut que l'intention de mener une campagne offensive hors de limites de l'U.R.S.S. existe effectivement dans les cercles militaires soviétiques. Quant à la valeur de l'armée soviétique, l'analyse de l'état-major français en date du 30 janvier 1939²⁶ constate que: „le Haut commandement paraît médiocre, que les cadres supérieurs ont certainement été très éprouvés par l'épuration qui sévit depuis 18 mois, mais que, par contre, la troupe est très bonne. Enfin cette armée dispose d'un excellent matériel moderne et l'essor actuellement donné aux industries de la Défense Nationale assurerait largement, semble-t-il, le ravitaillement des forces mobilisées. Dans l'aviation, crise du Haut commandement comme dans l'Armée, mais personnel bien entraîné et matériel qui, sans être de grande classe, offre des caractéristiques suffisantes”. Cette analyse et l'appréciation sur l'Armée rouge est pour le moins équivoque et surtout c'est le haut commandement qui fait l'objet d'un jugement sévère.

Il faut savoir à propos de ces analyses qu'en mai 1935 a été signé à Paris un pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle. Malgré l'absence de convention militaire Paris a regardé l'URSS comme un éventuel partenaire en cas de guerre avec l'Allemagne, c'est pourquoi l'état-major français a suivi attentivement le développement de l'Armée rouge. D'après ses analyses on peut se persuader du développement constant de l'armée soviétique, mais il est impossible d'affirmer que cette armée seule aurait été capable de menacer l'Europe centrale. Nicolas Werth évoque le début de novembre 1937, quand Hitler a présenté ses plans contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie et a écarté la possibilité d'une réaction militaire soviétique à cause du chaos consécutif aux purges.²⁷ Mais les Soviétiques étaient présents à Prague et étaient désireux de renforcer leurs positions, essentiellement en raison de la situation géostratégique de la Tchécoslovaquie.

²⁴ SHAT 7N3107 c/14. d/1. 26 janvier 1933.

²⁵ SHAT 7N3130 dos/2. Renseignements. Des intentions du Haut-Commandement soviétique en cas de guerre. De seconde main - sous réserves. 23 février 1937.

²⁶ SHAT 7N3130 doss.2. *Position de l'URSS et son attitude devant le problème européen.*

²⁷ WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique*, PUF. Paris 1990. 300.

À la fin des années 1930, le colonel Moravec a publié un petit livre sur la valeur stratégique de la Tchécoslovaquie.²⁸ Il y constate que le but stratégique des Allemands est la mainmise sur la «*transversale eurasienne*» c'est-à-dire sur la ligne Hambourg – Basrah, sur laquelle la Tchécoslovaquie occupe une place importante. L'écrasement du pays permettrait à Berlin de s'emparer la région danubienne qui servirait alors à l'Allemagne de point d'ancrage pour une expansion vers l'Italie, les Balkans, la Pologne et l'URSS.²⁹ Si cette constatation est juste pour l'Allemagne, elle est tout aussi exacte pour l'URSS: on peut à partir de Prague influencer l'Europe centrale et menacer l'Occident. Ainsi en 1938, la crise tchécoslovaque a offert cette opportunité, tout à fait exceptionnelle du point de vue géostratégique. Le dilemme des pays démocratiques consistait donc à savoir s'ils étaient prêts à entreprendre une guerre contre l'agression allemande en Tchécoslovaquie et à convaincre Bucarest et Varsovie de permettre le passage de l'Armée rouge en Tchécoslovaquie, et de telle façon aider Moscou à obtenir la position mentionnée. Dans ce cas la politique soviétique aurait pu contrôler, grâce à l'aide des Occidentaux, la partie orientale de l'Europe, et avec les réseaux du Komintern elle aurait pu menacer les pays occidentaux. On sait ce qui s'est passé en 1938 à Munich, mais il est difficile de dire si cette éventuelle menace soviétique a influencé l'attitude de la France et de l'Angleterre lors de la crise. Il ne fait pas de doute en revanche qu'une certaine soviétophobie est présente chez de nombreux hommes d'État de l'époque. En définitive, c'est à l'issue de la Seconde Guerre mondiale que Moscou s'est procuré une position stratégique en Europe centrale dont les prémisses étaient apparues lors de la crise tchécoslovaque.

²⁸ MORAVEC Emmanuel, *La valeur stratégique de la Tchécoslovaquie pour l'Europe occidentale*, Prague 1938.

²⁹ Ibid, 51. 68.

Mária Ormos

L'Europe centrale dans les années 1930

Dans son discours du 5 septembre 1929 à Genève, Aristide Briand – en marge de la rationalité de l'unification économique du continent européen – a mentionné l'éventualité et l'utilité de la création d'unités régionales.¹ La déclaration du ministre français rejoignait des pensées analogues, formulées depuis un certain temps dans certains pays d'Europe Centrale. Les frontières de cette région étaient d'ailleurs très incertaines, et on regardait les pays de l'Europe centrale surtout comme les successeurs de l'Autriche-Hongrie, y compris souvent même la Pologne.² Après la grande guerre et l'écroulement de la Double Monarchie, il y avait partout, et surtout en Tchécoslovaquie, en Autriche, en Hongrie et en Roumanie, des intellectuels et aussi quelques hommes politiques qui considéraient comme inévitable la coopération au moins douanière et économique de leurs pays afin d'éviter la faillite de chacun.³ Les éléments du drame qui s'annonçait remontaient à l'insuffisance économique, dont je laisse de côté les détails. Toujours est-il que ces préoccupations ont reçu de nouvelles stimulations en raison de la crise mondiale, qui rendait le danger concret et très menaçant.

Comme la zone dénommée Europe centrale était composée de pays dans lesquels l'agriculture était prédominante, ce furent en toute logique ces pays agraires qui commencèrent à s'organiser. Ils le firent à plus forte raison, puisqu'ils disposaient de l'aide discrète de la France. Le bloc agraire, composé

¹ Antoine FLEURY & Lubor JILEK, *Le Plan Briand d'Union fédérale européenne*, Berne, Berlin, Francfort/M, New York, Paris, Vienne, 1998. Voir surtout les articles de Josef Laptos, Zdeněk Sládek, Bohumila Ferenčuhová, Andrzej Chrzanowski – Tomasz Schramm, Mária Ormos, Dan Berindei, Milan Vanku et Magda Ádám.

² Georges CASTELLAN: «L'Europe centrale n'est ni une région géographique aux frontières bien définies, ni une structure immuable de l'Histoire», IN: Georges CASTELLAN: *Histoire des peuples de l'Europe centrale*, Fayard, Paris 1994. 9. Jirzi PELÁN: «La Mitteleuropa è uno di quei concetti che hanno una indiscutibile e pragmatica funzionalità, ma che sono assai difficili da definire. È quasi banale osservare che si tratta di un concetto che non a contorni geografici chiari e, se lo utilizziamo in senso storico-culturale, tali contorni diventano ancora più nebulosi», IN: Eszter RÓNAKY – Beáta TOMBLI, *Dal centro dell'Europa, cultura e confronto fra Trieste e i Carpazi*. Atti del Secondo Seminario Internazionale Interdisciplinare, Pécs, 26-29 settembre 2001, Pécs, 2002. 57. Claudio MAGRIS cité par Mauro COVACHICH: «La Mitteleuropa è una cultura che in qualche modo è sempre „già stata“, che ha cercato di vivere non nel presente e nemmeno nella nostalgia di un passato preciso, ma nell'irrealtà, in quello che non c'è e che non fa più tanto male come il presente. Una cultura che ha sentito la vita, l'essere, come una caserma e ha cercato la libera uscita», *ibid.* 99.

³ Angelika KRAMBERGER, *Politische und wirtschaftliche Neuordnungskonzepte für Mitteleuropa von 1918 bis 1944*. Diplomarbeit zur Erlangung des Magistergrades der Philosophie eingerichtet an der Geisteswissenschaftlichen Fakultät der Universität Wien. Andreas HILLGRUBER, «Wirtschaftliche Mitteleuropa-Konzeptionen in der Zwischenkriegszeit», IN: R. G. PLASCHKA (éd.), *Mitteleuropa-Konzeptionen in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts*, Vienne 1985. Jürgen ELVERT, *Mitteleuropa! Deutsche Pläne zur europäischen Neuordnung*, Stuttgart 1999. L. Ferenc LENDVAI, *Közép-Európa koncepciók [Conceptions d'Europe centrale]*, Budapest 1997.

de la Pologne, de la Roumanie, de la Hongrie et de la Yougoslavie, soutenu par l'Autriche et dans une certaine mesure par la France, souhaitait tout d'abord obtenir des tarifs préférentiels pour ses produits en Europe contre l'importation en provenance des États-Unis, du Canada et de l'Argentine, mais aussi contre les céréales russes, qui se vendaient à un prix plus bas encore que le prix international sur le marché européen dans les années 1929-1931. Certes le *dumping* soviétique ne dura pas longtemps: il avait été lancé par Staline en 1929 en même temps que le programme d'industrialisation soviétique, alors que la crise des ventes était la plus aiguë pour les autres pays agraires. Le déficit du commerce, accumulé pendant des années, a généré inévitablement des problèmes de budget insolubles, parce que le système international de finance ne fonctionnait plus. Sur le marché financier il n'y avait plus de capital mobilisable. Il semblait que la route menait directement vers la faillite absolue de l'agriculture en Europe centrale et avec elle de tous les agrariens.⁴

Les partisans du bloc agraire se firent entendre lors des rencontres des pays intéressés – la première eut lieu à Varsovie en août 1930, qui décida de la création du bloc, puis une réunion, probablement la plus importante se tint à Sinaia en 1931 – puis aux conférences internationales organisées par la Société des Nations. Ils donnaient des interviews à la presse et écrivaient des articles pour les revues périodiques. Les plus actifs participants de la lutte pour la préférence étaient du côté roumain Iuliu Maniu le Premier ministre, Gheorghe G. Mironescu,⁵ ministre des Affaires étrangères et plus tard Premier ministre, ainsi que Virgil Madgearu ministre du Commerce; Richard Schüller, chef de la division économique du ministère des Affaires étrangères autrichien; Lajos Walkó ministre hongrois des Affaires étrangères, et plusieurs publicistes, sociologues, juristes, économistes soutenaient l'idée de la coopération dans tous les pays en question.⁶

Mais l'ambition des pays agraires de l'Europe centrale fut l'objet d'attaques immédiates de toutes parts. En ce qui concerne la France, Briand se montrait

⁴ Mária ORMOS, «Vita a mezőgazdaság kérdéseiről az 1930-as évek elején» [Discussion sur les questions agraires au début des années 1930], IN: Írott és tárgyi emlékek kutatója. Emlékkönyv Bánkúti Imre 75. születésnapjára, Budapest 2002.

⁵ Simion COSTEA, «G. G. Mironescu, exponentul optiunii României pentru proiectul Briand la Liga Națiunilor» [G. G. Mironescu, représentant des options roumaines pour le projet Briand de Ligue des nations]. IN: *Anuarul Institutului de cercetare „Gh. Sincai”*, Târgu-Mureș 1998/1.

⁶ Gheorghe G. MIRONESCU, *Cuvantari*. Vol. I. Bucarest 1930. Elisa CAMPUS, *Idea federala in perioada interbelice* [L'idée fédérale dans l'entre-deux-guerres], Bucarest 1993. József AJTAY, *A kibontakozás útja. Gazdasági összeműködés a Duna-medencében*. [La route du dénouement. Collaboration économique dans la vallée danubienne], Budapest, 1931. Elemér Hantos, «Mezőgazdaságunk válsága és annak nemzetközi megoldása» [La crise de notre agriculture et sa solution internationale], *Közgazdasági Szemle*, LV/74/1, janvier 1931. László ZELOVICH, «A legnagyobb kedvezmény kérdése és az 1930. évi genfi vámkonferencia» [La question du traitement le plus favorisé et la conférence de douane de Genève en 1930], *Közgazdasági Szemle*, LIV/74/4, avril 1930. Elemér HANTOS, *Magyarország gazdasági integritása* [L'intégrité économique de la Hongrie], Budapest 1932. Lajos ELEKES, *A dunavölgyi kérdőjel. A dunakörnyéki Közép-Európa gazdasági problémája* [Le point d'interrogation de la vallée danubienne. Le problème économique de l'Europe centrale dans l'espace danubien], Budapest 1934. József BAJZA, «A magyar jövő a Duna völgyében» [L'avenir hongrois dans la vallée du Danube], *Katolikus Szemle*, avril 1936.

favorable à cette nouvelle forme de collaboration, mais l'idée de l'union économique de l'Europe, de même que la coopération agraire de l'Europe centrale étaient mal vues par plusieurs dirigeants du Quai d'Orsay. Le collaborateur de Briand, Louis Loucheur, partisan de la coopération franco-allemande et de l'Europe unie basée sur l'entente franco-allemande, a fait certes un voyage dans le triangle Bucarest-Budapest-Varsovie, et bien qu'il encourageât les représentants des gouvernements et de la vie publique de ces pays, il n'était pas en mesure de promettre la préférence de la part de la France. Il faut admettre, que la France n'avait alors pas besoin de produits agricoles.

Le gouvernement allemand s'est rendu tout de suite compte du danger contenu dans le projet et proposa par conséquent dès 1930 d'augmenter la quantité des produits importés de Hongrie, Roumanie et de Yougoslavie, tout en évoquant un certain traitement de faveur. Bien que l'Allemagne ne pût réaliser ses promesses en raison de la crise, un espoir était né pour l'avenir. En mars 1931, le gouvernement allemand rejoint par les Autrichiens est allé plus loin, quand il a fait part de l'intention commune d'établir une union douanière entre les deux pays. Paris et Prague crièrent à l'*Anschluss*, mais en réalité le projet exprimait tout à la fois moins et plus qu'un *Anschluss*. Moins, parce que le texte était conçu dans les cadres d'un accord de préférence, et plus, parce que le pacte restait ouvert à l'adhésion de tous les pays de l'Europe centrale, sauf la Tchécoslovaquie. Le pas allemand signifiait alors plutôt la renaissance de la pensée de «*Mitteleuropa*», que l'*Anschluss* immédiat.⁷

Dans ces conditions, la politique tchèque ne pouvait pas rester inactive. Le ministre des Affaires étrangères Edvard Beneš était très mécontent des mouvements de ses partenaires, et le ministre de l'Agriculture parla franchement de la trahison de la Roumanie et de la Yougoslavie. Il est vrai que l'édifice de la Petite Entente, toujours assez fragile, subissait un rude coup par la naissance du bloc agraire. On peut sans doute considérer le projet de Beneš d'une collaboration austro-tchécoslovaque-hongroise comme une réponse d'une part aux intentions roumano-yougoslaves – soutenues, comme je l'ai dit, discrètement par la France – et d'autre part aux propositions allemandes.⁸ Étant donné que la suggestion tchèque ne correspondait guère à la politique menée jusque là par Beneš, personne à Budapest ne l'a prise au sérieux.

⁷ Emma KÖVICS, *Az európai egység kérdése és Németország (1919 – 1933)* [La question de l'unité européenne et l'Allemagne], Budapest 1992. Peter KRÜGER, «*Wirtschaftliche Mitteleuropapläne in Deutschland zwischen den Weltkriegen*», IN: R. G. PLASCHKA, *Mitteleuropa-Konzeptionen in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts*, Vienne 1995. Hans-Jürgen SCHRÖDER, «*Deutsche Südosteuropapolitik 1929 – 1936. Zur Kontinuität deutscher Aussenpolitik in der Weltwirtschaftskrise*», *Geschichte und Gesellschaft*, 1976/2. Dirk STEGMANN, «*Mitteleuropa* 1925 – 1934. Zum Problem der Kontinuität deutscher Aussenpolitik von Stresemann bis Hitler», IN: STEGMANN – WENDT – WITT, *Industrielle Gesellschaft und politisches System. Beiträge zur politischen Sozialgeschichte*, Bonn 1978.

⁸ Bohumila FERENČUHOVÁ, «*Edvard Beneš a myšlienka zjednotenej Európy v rokoch 1922 – 1932*» [Edvard Beneš et l'idée d'union européenne dans les années 1922-1932], IN: *Edvard Beneš a stredoevropská politika* [Edvard Beneš et l'Europe centrale], Brno 1997.

La conception italienne, élaborée simultanément, avait plus de chance à se réaliser. Les Italiens, se voyant une nouvelle fois, exclus de l'Europe centrale et en partie aussi des Balkans, ont cherché une formule, grâce à laquelle ils pourraient prendre pied dans ces régions. Ignazio Brocchi, conseiller économique du gouvernement, après avoir consulté quelques experts autrichiens et hongrois, a élaboré la version italo-austro-hongroise d'un traité de préférence. Comme Mussolini jugeait le moment inopportun du point de vue international, le gouvernement italien n'a pas publié le texte, mais la conception existait et devait avoir des conséquences un peu plus tard.⁹ La convention à trois fut signée en 1934.

En outre, le gouvernement britannique sentait aussi que l'heure était venue de donner son avis de la question de l'Europe centrale, dont les tenants et aboutissants demeuraient vagues pour les contemporains. Les ambassadeurs du Royaume-Uni parlèrent d'abord d'une large union, pour préciser un peu plus tard que le gouvernement britannique pensait seulement à une union douanière de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie, mais en définitive ils cessèrent d'insister sur cette idée.

Le tableau était effectivement très coloré dans le domaine de la vie politique, tandis que les journaux et les revues étaient remplis d'articles et d'études sur les mêmes thèmes. L'abondance des projets déposés faisait qu'ils en devenaient tous inutiles, lorsque André Tardieu, ministre des Affaires étrangères puis Président du conseil français, essaya courageusement de porter la question des pays agraires sur la scène internationale.¹⁰ Le plan Tardieu n'était pas d'autre chose qu'un projet de financement agricole, d'ailleurs le premier dans l'histoire. Il s'agissait de la première tentative de faire financer le déficit agricole en Europe centrale avec une contribution de l'Europe occidentale. Malheureusement, cette initiative venait trop tardivement. Tardieu a publié son projet le 2 mars 1932 et le 31 juillet le Parti national-socialiste allemand est devenu la fraction majoritaire au Reichstag. À partir de cette date, il n'y avait plus de raison de parler d'un arrangement international, concernant n'importe quel problème, malgré de nombreuses tentatives vouées à l'échec.

L'idée d'Europe centrale avait toujours été conçue sous deux formes différentes, qui s'entremêlaient parfois. L'une des formes de base était celle de la domination, l'autre se concentrait sur la défense contre la domination de telle ou telle grande puissance. Cette dernière pouvait être l'empire Ottoman, la Russie – sous le voile du panslavisme – l'empire des Habsbourg puis l'Autriche-Hongrie, pour un court laps de temps la France même, suivie par l'Allemagne nazie, et pour finir par l'Union Soviétique. Cependant, les petits pays et les nations sans État de l'Europe centrale ont souhaité parfois le soutien

⁹ Simona NICOLOSI, Manuscrit sur le plan Brocchi, préparé pour Kutatási füzetek, Pécsi Tudományegyetem, Történelem Doktori Iskola.

¹⁰ Mária ORMOS, *Franciaország és a keleti biztonság 1931 – 1936* [La France et la sécurité orientale 1931-1936], Budapest 1969. 102-126.

d'une grande puissance contre une autre, considérée comme plus dangereuse et par conséquent leurs conceptions n'étaient jamais tranchées. Dans le même temps, les conceptions de la sécurité des nations d'Europe centrale à partir de la naissance de l'idée nationale ne manquèrent de cet élément, lequel excluait automatiquement la coopération avec n'importe quelle grande puissance. Elles étaient certes petites, faibles et mécontentes, mais en même gonflées d'une grande ambition. Les Polonais rêvaient de la Grande Pologne, les Roumains de la Grande Roumanie, les Serbes de la Grande Serbie, quant aux Hongrois, malgré le caractère multinational de leur pays, ils persistaient à faire coïncider les contours de la Hongrie avec la ligne des Carpates.

La situation demeura inchangée fondamentalement après la grande guerre, mais les rôles furent modifiés. Cette évolution ne facilitait cependant pas du tout la coopération. Pour la Hongrie, celle-ci se révéla même quasi impossible à cause des trois millions de Hongrois devenus ressortissants maltraités dans les nouveaux États. Vue de Budapest, l'idée de l'Europe centrale comme une identité autonome était presque toujours irréaliste ou bien suspecte. Les Hongrois ne pouvaient soutenir ni les intentions panslaves, ni l'idée pangermanique, et dans leur majorité ils n'étaient mécontents du compromis conclu avec Vienne. Ils voulaient être indépendants comme les autres, mais en conservant l'intégrité du territoire et sa population, ou bien à la rigueur une grande partie de l'un et de l'autre. Après avoir signé le traité de paix en 1920, leur aspiration première visait à récupérer le plus grand territoire possible selon les constellations internationales. Cette ambition était incompatible avec la coopération étroite de n'importe quel voisin de la Hongrie, y compris l'Autriche, laquelle aux yeux des dirigeants hongrois était condamnée d'avance à faire partie de la grande Allemagne. Il faut ajouter qu'en dehors du monde strictement politique, on trouvait tout de même plusieurs penseurs hongrois qui considéraient l'union douanière austro-tchèque-hongroise comme faisable.

Mais pour les partisans hongrois de l'Europe centrale intégrée, construite selon la rationalité économique, elle n'était concevable que dans les cadres d'une unité plus large, c'est à dire à l'intérieur de l'Europe unie, où tous les dangers formés par les grandes et les petites puissances, auraient été éliminés par l'équilibre des puissances. On voit ainsi que l'idée de l'Europe unie était en Hongrie plus répandue et plus sympathique que l'unité régionale.¹¹ Même les

¹¹ László RUTTKAI, «Páneurópai törekvések» [Ambitions paneuropéennes], Magyar Szemle, VII/1/25. «Briand Páneurópája» [La Paneurope de Briand], Szocializmus, XIX/8, août 1929. Olivér JACOBI, «Európa racionalizálása». [La rationalisation de l'Europe], Közgazdasági Szemle, LII/72/3, mars 1928. Gusztáv GRATZ, «A páneurópai gondolat» [La pensée paneuropéenne], Magyar Szemle, IX/3/35, juillet 1930. Imre KÁROLYI, *A kapitalista világrend válsága*. (La crise du capitalisme mondial), Budapest 1931. Imre KÁROLYI, *Az örvény szélén* [Au bord du tourbillon], Budapest 1932. *Válasz Károlyi Imrének A kapitalista világrend válsága c. művére* [Réponse à Imre Károlyi sur la crise du capitalisme mondial], écrite par Jenő CZETTLER, Antal ÉBER, István FRIEDRICH, Imre GYÖRKI, Illés MÓNUS, Budapest 1931. Pál TELEKI, «Az európai probléma» [Le problème européen], Magyar Szemle, XI/3/43. Árpád DÁNOS, *La Hongrie dans la crise mondiale*.

deux personnalités les plus représentatives de l'idée de l'Union danubienne, Elemér Hantos, professeur d'économie financière à l'Université de Budapest et Gusztáv Gratz, ex-ministre des Affaires étrangères, ont rejeté toute forme de *Mittleuropa*, c'est-à-dire une Europe centrale avec l'Allemagne, tandis qu'ils soutenaient la participation de l'Allemagne dans l'unité européenne, basée sur la coopération franco-allemande. Hantos a écrit quelques douzaines d'articles en anglais, français, allemand et hongrois sur la problématique de la vallée du Danube, il a élaboré les détails de la collaboration du point de vue de la monnaie, de l'infrastructure, de la circulation postale et ferrée et ainsi de suite, mais il restait toujours ouvert à l'Europe. Exactement comme Ion Duca, Premier ministre roumain, ou Milan Hodža, Premier ministre tchécoslovaque, qui ont élaboré tous deux des projets pour l'Europe centrale, malheureusement leur réflexion s'est développée alors qu'il n'était déjà plus possible de la réaliser dans les faits.¹²

Sur le plan politique, la prise de pouvoir par Hitler a signifié la fin de tout ces rêves. Quant à l'aspect économique de la situation, les perspectives ne se sont pas améliorées. Le système commercial et financier d'avant la crise ne fonctionnait plus et pour les États de l'Europe centrale, seule l'Allemagne restait un acheteur potentiel, mais là aussi seulement dans le cas où elle était prête et capable de changer toute sa logique économique. Elle l'a fait. Le gouvernement allemand a diminué, puis presque cessé ses échanges avec les États-Unis et l'Union Soviétique, et il a redirigé son commerce vers les pays d'Europe centrale. L'Allemagne a signé des conventions de *clearing* avec la Roumanie, la Yougoslavie et la Hongrie, et elle a amélioré ses relations commerciales avec la Pologne. Hitler a affirmé qu'il était lui-même l'inspirateur de ce changement, conséquence de la politique douanière américaine qui a rendu impossible l'arrivée des produits industriels allemands sur le marché américain. En réalité, le père de cette nouvelle politique était vraisemblablement Hjalmar Schacht, l'expert financier génial du régime national-socialiste. En tout état de cause, l'Allemagne est devenue le sauveteur de tous ces pays, indépendamment de ce que les hommes politiques, les autres représentants des courants politiques et les acteurs de la vie publique pensaient du régime nazi.

En vérité, il était assez difficile de voir clair dans la pensée du national-socialisme concernant l'avenir de l'Europe centrale, car les tendances véritables étaient doublement camouflées. Une littérature abondante a été produite dans

Économie nationale hongroise, Budapest 1932. «Plus que jamais, le monde entier est une unité économique organique... Dans l'organisme économique du monde le bien-être de la France, de l'Angleterre exige la guérison des pays malades de l'Europe centrale», 4.

¹² Simion COSTEA, «I. G. Duca, un precursor al integrării europene» [I. G. Duca, un précurseur de l'intégration européenne], *Rivista Bistritei*, 1999. Milan HODŽA, *Članki, řeci, studie* [Articles, discours, études], Prague 1930. Karol KOLLAR, *Milan Hodža, moderní teoretik, pragmatický politik* [Milan Hodža théoricien moderne, politicien pragmatique], Bratislava 1994. Jan KUKLIK - Jan NEMEČEK, *Hodža versus Beneš* [Hodža contre Beneš], Prague 1999.

le sens conservateur et nationaliste, qui avait l'aval des nazis car elle s'avérait également utile en politique intérieure et extérieure. Selon cette littérature, il ne fallait pas craindre la nouvelle Allemagne, qui n'était ni belliqueuse, ni agressive. Elle voulait seulement le bien-être de tous en organisant une zone, qui s'était toujours révélée incapable de s'organiser au cours de l'histoire et dont tous les éléments, les États existants, étaient également incapables d'organiser l'ensemble. L'Allemagne et les pays danubiens, les soit-disant *Zwischenstaaten*, pourraient former ensemble un grand marché autarcique et aussi une grande puissance économique et militaire, capable de s'opposer à toutes les pressions de l'Ouest comme de l'Est.¹³

Pendant que cette littérature inondait le marché, les intentions des dirigeants nazis restaient dans l'ombre. Hitler personnellement n'avait aucune conception de l'Europe centrale, parce que cette région de l'Europe ne possédait pas d'un rôle autonome dans ses pensées. Dans sa grande vision esquissée dans *Mein Kampf* et répétée d'une façon plus détaillée dans son *Zweites Buch*, l'Europe centrale s'effaçait en face de la grande conquête de l'Orient.¹⁴ En faisant une étude rétrospective, on peut dire que le rôle de l'Europe centrale dans les projets hitlériens se bornait à garantir la route vers l'Orient et à fournir les denrées nécessaires – blé, la viande, pétrole etc. – pour l'Allemagne et pour son armée. Il est néanmoins avéré que Hitler faisait des différences parmi les pays de cette zone au détriment de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Le sort de l'Autriche était scellé dès le début et personne ne s'est préoccupé de la volonté des Autrichiens. D'une façon ou d'une autre, l'Autriche devait être absorbée par le grand empire germanique. Le cas de la Tchécoslovaquie était presque analogue, car après s'être emparé de sa région la plus industrialisée et la plus fortifiée, peuplée par des Allemands, le reste n'avait pas de raison d'existence aux yeux de Hitler. Il aurait concédé sans aucun souci toute la Slovaquie à la Hongrie, si le gouvernement hongrois avait accepté de soutenir militairement l'attaque de la *Wehrmacht* contre la Tchécoslovaquie en septembre 1938. Le «non» hongrois a pesé lourd dans le retardement de l'invasion contre la Tchécoslovaquie.

L'avenir de la Pologne dans les projets allemands resta ambivalent jusqu'au printemps 1939. Elle pouvait collaborer ou non, et son sort dépendait de sa

¹³ Les ouvrages les plus importants: Hermann GROSS, *Der südosteuropäische Wirtschaftsraum und Deutschland*, Sonderdruck der Brauen Wirtschafts-Post, Leipzig 1934. Hans HUMMEL, *Südosteuropa und das Erbe der Donaumonarchie*, Leipzig 1937. Otto LEIBROCK, *Weltwirtschaft oder Grossraumwirtschaft*, Leipzig 1933. Alfred ROSENBERG, *Krisis und Neubau Europas*, Berlin 1934. Ervin von SARKOTIC, *Aufbau des Abenlandes. Ein Arbeitsplan auf Grund des Viermächtepaktes*, Wien - Leipzig 1933. Gerhard SCHACHER, *Mitteleuropa und die westliche Welt*, Prag 1936. Heinrich von SRBIK, *Mitteleuropa. Das Problem und die Versuche seiner Lösung in der deutschen Geschichte*, Weimar 1938. Giselher WIRSING, *Zwischeneuropa und die deutsche Zukunft*, Jena 1932. Kurt WIRT, *Der grossdeutsche Traum und der mitteleuropäische Traum von 1815 bis 1938*, Würzburg 1938. E. WUNDERLICH, *Der Donaunraum und seine Probleme*, Stuttgart 1933.

¹⁴ Adolf HITLER, *Mein Kampf*, München 1938. *Hitler's Zweites Buch. Ein Dokument aus dem Jahr 1928*. Eingeleitet und kommentiert von Gerhard L. WEINBERG. Mit einem Geleitwort von Hans ROTHFELS, Stuttgart 1961.

décision. Mais Hitler savait qu'il ne pouvait et surtout ne voulait pas payer cher pour cette collaboration, parce qu'il ne souhaitait pas d'une grande Pologne et parce que la coopération ne semblait pas tellement nécessaire. Quand les dirigeants de la Pologne eurent rejeté la proposition allemande concernant le corridor, ils choisirent la résistance désespérée tout en espérant une résurrection dans l'avenir. Quant aux autres pays, ils devaient seulement servir les buts de l'Allemagne.

Or ces considérations de Hitler et des dirigeants nazis, jusqu'au printemps 1939 étaient inconnues des intéressés tout comme des partisans allemands de la *Mitteleuropa*. Comme le gouvernement allemand n'entreprit rien jusqu'au mars 1938 qui aurait pu bouleverser l'ordre et les relations paisibles avec les pays de la région, concluant même une convention d'amitié avec son ancien ennemi polonais et se lavant les mains de la tentative de coup d'État à Vienne en 1934, la plupart des hommes politiques croyaient que l'Allemagne national-socialiste ne luttait que pour la révision du traité de paix de Versailles, et à la rigueur pour l'unification de tous les Allemands. Excepté la Pologne, le gouvernement allemand n'a jamais proposé un pacte politique à aucun pays, ce qui confortait les intéressés dans la persistance de leur liberté de manoeuvre. En réalité, leurs mains étaient déjà liées et l'attache se resserrait puisque économiquement il n'y avait pas d'alternative; les pays danubiens ont ainsi perdu pas à pas le soutien politique de leurs partenaires occidentaux.

Il semble que le succès allemand aient été incontestable en Europe centrale. Il était certes considérable en 1938. Il en fut ainsi pour l'*Anschluss*, mais personne n'aurait pu dire quel pourcentage des Autrichiens souhaitait vraiment le rattachement de son pays à l'Allemagne, puisque Hitler n'osa pas prendre le risque d'un referendum et qu'il n'y avait plus eu d'élections en Autriche depuis 1930. Le démembrement de la Tchécoslovaquie s'est déroulé tout aussi tranquillement, même avec l'assistance de la France et du Royaume-Uni. La Russie n'a pas bougé. Tout était en ordre.

Les buts véritables de Hitler et de son système se sont soudainement révélés le 15 mars 1939. L'entrée de la *Wehrmacht* à Prague a prouvé d'une façon absolument limpide que la politique allemande n'était nullement révisionniste mais qu'elle était une stratégie de conquête de grande envergure. Ce fut un tournant majeur de la pensée politique dans toute Europe. Un conservateur hongrois, nommé Miklós Kozma, président de la Radio et de l'agence de presse hongroise (MTI) écrivit dans son journal que le monde n'avait pas permis à César, ni à Napoléon de dominer la Terre, et qu'il ne le permettrait pas à Hitler non plus.¹⁵

Toutefois, il s'est avéré après Prague que le grand succès de l'Allemagne en Europe centrale n'était pas un succès véritable. La Pologne n'a pas dansé comme Hitler l'espérait: le gouvernement hongrois de Pál Teleki a déclaré la non-participation dans l'action polonaise de l'Allemagne et n'a même pas

¹⁵ Mária ORMOS, *Egy magyar médiavezér. Kozma Miklós* [Un chef de média hongrois. Miklós Kozma] Vol. II, Budapest 2000. 596-598.

permis le passage de la *Wehrmacht* sur le sol hongrois en direction de la Pologne. L'Europe centrale a été pulvérisée puis presque entièrement occupée, mais un bloc proallemand n'a jamais vu le jour. Seules la Roumanie et la Hongrie sont restées alliées de l'Allemagne jusqu'en 1944, mais par la seule vertu de la Transylvanie qui a joué le rôle de la pomme d'Eris.

Une *Mittleeuropa* dans le sens traditionnel du mot ne s'est jamais réalisée, l'Europe centrale conçue par les Français n'a pas pu exister et la conception de Hitler a été condamnée pour laisser la place finalement à la domination soviétique. Mais la suprématie de Moscou - un quasi succédané du panslavisme - ne perdura pas non plus. Elle a également été enterrée. Les pays de cette zone instable, sombre, chargée de blessures et de problèmes, vivent malgré tout et ne sont plus des *Zwischenstaaten*, car ni la colossale *Wehrmacht* ni la glorieuse Armée Rouge ne les menacent plus.

Traian Sandu

Géostratégie du deuxième élargissement à l'est
Nouveaux membres, nouveaux voisins

Les PECO avaient espéré, jusqu'à l'après-11 septembre, articuler harmonieusement leurs intégrations euratlantiques. La division idyllique entre l'adhésion à une Europe démocratique et prospère et l'intégration à une OTAN comme bloc solidaire face à un retour de la Russie et aux menaces de l'arc méridional des crises n'a pas survécu à la tendance des Etats-Unis à configurer seuls la sécurité mondiale et au réveil des aspirations de puissance globale de l'Union Européenne.

Or les PECO se trouvent à la charnière géostratégique de l'Europe, des Etats-Unis -présents dans les Balkans et surtout au Moyen Orient et en Asie centrale- et de la Russie comme repoussoir. Avec l'ardeur d'Occidentaux et d'atlantistes néophytes, ils se sont propulsés sur l'avant-scène des tensions internationales entre grandes puissances dont ils étaient à la fois un enjeu, un tampon et un prétexte. Les PECO ont en tout cas laissé de nouveau l'impression d'un espace de l'entre-deux, tiraillé entre des puissances et des identités contraires, une zone de combat diplomatique encore mal ancrée dans un des deux ensembles. Dans l'impossibilité d'évacuer leur identité européenne, ils ne peuvent pas non plus cacher leur marginalité géostratégique qui les expose à toutes les tempêtes.

La politique européenne de voisinage (PEV)

Malgré ses aspirations à une politique extérieure active, l'UE s'est surtout manifestée sur la scène internationale par l'attrait qu'exerçait l'intégration: dans le passé, ses «nouveaux voisins» successifs avaient vocation, à plus ou moins long terme, à devenir de nouveaux membres. Mais avec le dernier élargissement - et son prolongement supposé de 2007 - , le plus ambitieux et douloureux, il semble qu'un palier ait été atteint et que les divers pôles décisionnels de l'UE soient d'accord au moins sur une longue pause avant l'adhésion des Balkans occidentales et éventuellement la Turquie, sans même parler des marges de l'ancien Empire soviétique autres que baltiques - même si la Moldavie et surtout l'Ukraine viennent de sortir la diplomatie européenne de sa relative torpeur.

I - Forces et faiblesses géostratégiques du deuxième élargissement à l'est

La dimension diachronique: les PECO dans le nouveau cycle post-guerre froide

Nous pouvons distinguer trois cycles internationaux depuis quinze ans, au sein desquels les PECO ont joué un rôle croissant.

Le premier prend fin avec la bipolarité idéologique et politico-diplomatique des blocs en 1989. C'est l'acte de naissance des PECO. Le second cycle: division du monde selon un critère économique en Triade: les PECO restent en partie des objets internationaux sur le plan économique (espace d'influence de l'Europe occidentale) Toutefois, au plan politique, ils assurent la transition géostratégique délicate entre Occident conquérant et la Russie troublée. Mais le critère économique du second cycle est miné par un autre membre de la Triade, les Etats-Unis, qui signifia à l'Europe son incapacité politique et militaire en réglant unilatéralement le conflit bosniaque en 1995, puis son obsolescence au forum international de l'ONU lors du conflit kosovar de 1999. Elle prit également de court l'UE dans son lent processus d'intégration des PECO en invitant dès juillet 1997 les trois PECO les plus évolués au sein de l'OTAN et en excluant les PECO soutenus par la France -Roumanie et Slovénie.

Le troisième cycle de l'après 11 septembre développe pleinement ces tendances: retour des critères politiques et militaires pour définir la puissance et tentative de la seule puissance globale, les Etats-Unis, de maîtriser „le Great Middle East” troublé et riche en pétrole. Washington veut recueillir enfin l'ensemble des dividendes de sa victoire sur l'Union Soviétique. Les PECO acquièrent une certaine importance, non plus comme objet de l'expansion des Etats-Unis ou de l'UE, mais comme bases-arrières de l'intervention américaine au Moyen-Orient et comme fournisseurs de troupes d'occupation lors de coalitions *ad hoc* au sein d'une OTAN élargie numériquement, affaiblie et diversifiée quant à ses zones d'intervention. Donc priver l'UE de la dimension géostratégique de puissance liée à son élargissement: les Américains avaient occupé le terrain centre-européen avant les Européens lors de la première vague d'élargissement de l'OTAN et même de la deuxième (sommet de Prague de novembre 2002: pays baltes, Slovaquie, Slovénie et Balkans orientales - Roumanie et Bulgarie - invités à négocier leur adhésion un mois avant l'approbation de Copenhague pour la première vague et la promesse d'une intégration en 2007 pour la Roumanie et pour la Bulgarie). L'attente de la confirmation officielle de l'adhésion à l'OTAN a soumis ces sept pays à la politique américaine: signature, en août 2002, d'un traité roumano-américain sur la non-livraison de ressortissants américains à la Cour Pénale Internationale. La pression américaine a déstabilisé ces Etats fragiles - et leur diplomatie de double adhésion européenne et atlantique - d'autant plus inutilement que leur rapide intégration dans l'OTAN rendait sans objet la signature de traités de non-livraison des ressortissants américains. Ce fut donc véritablement un acte d'autorité américain obligeant ces Etats à établir une hiérarchisation non-désirée entre la fidélité atlantique et la fidélité européenne.

Désistement turc et refus de la Russie ont donné valeur à solidarité PECO ds crise irakienne. Les opposants à Saddam entraînés sur base hongroise de Tszàr et les avions américains ont décollé aéroports roumain de Constanța et bulgare de Burgas. Plus généralement, les Balkans orientales correspondent, avec la Turquie et le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) au dispositif en profondeur

américain autour de la Mer Noire et au Caucase. Celui-ci permet de contrôler une des routes du pétrole de la Caspienne vers l'Europe et de compléter à l'ouest la maîtrise de l'arc méridional des crises -de l'Algérie au Pakistan.

Les aspects géostratégiques structurels des élargissements européens

Lors de la crise, la division au sein de l'UE a forcé les PECO à choisir un des camps: l'option pro-américaine des périphéries atlantiques de l'UE a entraîné les candidats contre le cœur continental de la „vieille Europe”. Cette dilution et cet allongement des frontières est aussi l'option américaine de la nouvelle Europe, hostile à son approfondissement.

Le premier élargissement met l'UE en contact, à l'est, avec la Russie - y compris l'enclave délicate de Kaliningrad -, avec le Biélorussie peu démocratique du président Loukachenko, avec l'Ukraine pleine d'attentes envers la Pologne et la Hongrie, au sud-est, avec une fédération serbo-monténégrine qui risque d'éclater en 2006. Mais la configuration reste compacte, sans point névralgique sur les arrières à l'exception de Kaliningrad, donc avec un aspect de glacis à organiser.

1/ le second élargissement rend les positions géostratégiques de l'UE plus hasardées: reporter la frontière de l'isthme Baltique-Adriatique vers l'isthme Baltique-Mer Noire,¹ plus ample et exposant l'UE à un contact accru avec CEI - en Ukraine et Moldavie - et avec les Balkans occidentales - ex-Yougoslavie et Albanie -: occuper l'UE à la stabilisation d'une zone pauvre, troublée et stratégiquement peu intéressante à l'échelle globale.

L'UE avait réussi à maîtriser le glissement ininterrompu et la porosité de sa frontière vers l'est en coupant court au projet hongrois de „citoyenneté magyare” dans le bassin danubien. Mais Bucarest vient d'offrir la possibilité aux roumanophones de la République Moldave d'accéder à la citoyenneté roumaine:² l'UE se laissera-t-elle forcer la main dans une fuite en avant qui l'obligerait à „protéger”, voire à intégrer à terme une Moldavie pauvre et soumise à la pression russe ?

Les Balkans occidentales, leur stabilisation est rien moins qu'acquise après la chute de Slobodan Milosevic en 2000. L'assassinat du Premier Djindjic en mars 2003, puis la victoire des nationalistes en Croatie et en Serbie, laissent présager une transition difficile³...sans compter la possible indépendance du Monténégro lors d'un référendum en 2006 - que le ministre monténégrin des Affaires étrangères vient de confirmer le 5 janvier 2005⁴ - et l'incertitude sur les

¹ Pour les aspects structurels géostratégiques, voir FOUCHER, Michel (sous la direction de), *Transitions géopolitiques sur le continent européen, Mutations dans l'isthme mer Baltique - mer Noire*, Fondation pour les études de défense, coll. Perspectives stratégiques, 1998.

² BRESSON, Henri de, et BRAN, Mirel, *Les roumanophones s'inquiètent du plan russe pour la Moldavie*, Le Monde du mercredi 3 décembre 2003.

³ *Le vrai visage de la Serbie*, Le Courrier international n° 688, du 8 au 14 janvier 2004. 17.

⁴ Miodrag VLAHOVIC: «L'État commun avec la Serbie ne fonctionne pas», interview d'Isabelle

statuts futurs du Kosovo et même de la Fédération de Bosnie-Herzégovine ou de la Macédoine.⁵

L'intégration de la Turquie n'est pas acquise, entre autres pour des raisons géostratégiques. Bon client américain, donc adepte de - et candidat à - l'extension européenne, Ankara a fini par voter en décembre 2002 l'utilisation des moyens de l'OTAN par l'UE en Macédoine à partir de février 2003 et en Bosnie à la fin de 2004; elle a fait preuve de plus d'indépendance par rapport à Washington que Bucarest ou Sofia. Son cas est significatif de la capacité d'influence de l'UE dans un espace tiraillé entre l'Europe et les Etats-Unis, dont le condominium reste encore à définir.

2/ les avantages stratégiques d'un second élargissement –étendu au candidat croate? – : circonscrire les Balkans occidentales en vue de les stabiliser pour accréditer la puissance européenne là où elle a pêché: conjurer le syndrome d'impuissance qui a ouvert la voie de l'unilatéralisme amér.. Solana fait de la stabilisation par l'intégration des Balkans occidentales la pierre de touche de „la crédibilité de notre politique étrangère”.⁶

Elle poserait aussi des jalons sur la voie du pétrole de la Mer Caspienne: l'oléoduc amér. entre Bakou et Ceyhan en Turquie risque de détourner cette source vers le canal de Suez et les Etats-Unis ou le Japon au lieu de la faire remonter par les Balkans vers l'Europe.⁷

Il ne faut donc pas surestimer la volonté des Américains de „céder” facilement les Balkans aux Européens: «les Etats-Unis utilisent ce dossier comme une carotte, pour faire pression sur les Européens et les forcer à plus de souplesse sur d'autres sujets. Ils ne veulent pas donner la Bosnie sur un plateau aux Européens». ⁸ Même analyse sur la Fédération serbo-monténégrine: si le Monténégro décidait son indépendance en 2006, la presse américaine n'exclut pas l'installation d'une base américaine, alors que l'UE est regardée avec méfiance par Podgorica pour avoir souhaité le maintien du pays au sein de la fédération.⁹ Pour les mêmes raisons, „le plus cher désir [des Albanais du Kosovo] serait de voir les Etats-Unis rompre avec les Européens et reconnaître unilatéralement l'indépendance du Kosovo”.¹⁰

LASSERRE dans Le Figaro du 5 janvier 2005.

⁵ RAGARU, Nadège, *L'Année stratégique 2004*, IRIS et l'Étudiant, 148-152.

⁶ SOLANA, Javier, *Une Europe sûre dans un monde meilleur, stratégie européenne de sécurité*, note du Haut représentant de la Politique Extérieure et de Sécurité commune du 20 juin 2003, site de l'Institut d'Etudes de Sécurité (IES) de l'Union Européenne : www.iss-eu.org.

⁷ Voir, entre autres, ACHCAR, Gilbert, GRESH, Alain, RADVANYI, Jean, REKACEWICZ, Philippe et VIDAL, Dominique, *L'Atlas du Monde diplomatique*, Hors série de Manière de voir, janvier 2003, 194pp. 147.

⁸ LASSERRE Isabelle, *La France fait le grand écart entre Otan et défense européenne*, Le Figaro du 6 novembre 2003.

⁹ BAYOU, C., BLAHA, J., HEIMERL, D., KAHN, M., KAMENKA, I., LHOMEI, E., RUCKER, L., *La crise irakienne, positions et réactions dans les pays de la CEI et d'Europe centrale et orientale*, Le Courrier des pays de l'Est, n° 1033, mars 2003, 48-59, 57.

¹⁰ SERWER, Daniel, *The Balkans: from American to European leadership*, IN: LINDSTROM, Gustav (coordinateur), *Shift or Rift? Assessing US-EU relations after Iraq*, Institut d'Etudes de Sécurité de

L'UE a fini par prendre pied théoriquement seule en Bosnie (opération „*Althea*”, qui reprend les missions de maintien de la paix des troupes du pacte transatlantique et compte s'attaquer à la criminalité organisée). En réalité, la traque des criminels de guerre demeure partagée entre Européens et Américains; ces derniers y gardent des observateurs. Autre preuve de leur capacité de nuisance dans les Balkans, la reconnaissance de la Macédoine sous ce nom (et non ERYM) pour punir la Grèce de son engagement contre la guerre en Irak et pour brouiller la solution négociée en cours de l'UE.

Il ne faut donc pas dramatiser menaces de J.Chirac contre la Roumanie et la Bulgarie en février 2003:¹¹ le mouvement d'humeur était explicitement dirigé contre le maillon faible de la coalition pro-américaine car il était trop tard pour le diriger contre la première vague des PECO et encore plus contre les membres de l'UE. Mais la volonté de parachever l'Europe semble irréversible.

Un essoufflement américain consécutif à la guerre en Irak?

Néanmoins, pour organiser l'espace centre-européen et l'intégrer véritablement à un ensemble dont il augmenterait la puissance, plusieurs préalables s'imposent. Le système intégrateur doit assurer la cohérence géostratégique, la compatibilité politique, économique et culturelle de la transition dans l'espace intégré avec son propre fonctionnement, ainsi que l'adhésion de l'opinion de l'espace intégré au nouvel ensemble. Les tensions apparues entre les Etats-Unis d'une part et une partie de l'UE et la Russie d'autre part, ont révélé la portée, mais aussi les limites de l'influence américaine dans les PECO, prises en état.

Les atouts des Etats-Unis jouent, à ce titre, à court terme. Les PECO ont certes obtenu une des intégrations euro-atlantiques tant attendues. Mais il n'est pas certain que l'administration Bush ait enfin choisi une définition claire du rôle de l'OTAN et de l'implication de son élargissement aux PECO. Apparemment, au sommet de Prague, l'option «*globaliste*» -qui prévoit le renforcement, l'extension et la projection hors-zone des forces¹² l'a emporté. Mais plusieurs facteurs viennent affaiblir cette position. La politique unilatérale des coalitions *ad hoc* des Etats-Unis et de leur engagement hors-zone diminue l'efficacité initiale de l'automatisme nord-atlantique de l'article 5.¹³ Or les PECO

l'Union Européenne, Livre transatlantique 2003, consultable sur le site www.iss-eu.org 169-190, 185.

¹¹ Texte de la conférence de presse du 17 février 2003 sur www.diploweb.com/ue/crise2003.htm

¹² HAGLUND, David G., *Quelles frontières „naturelles“ pour l'OTAN*, La Revue internationale et stratégique, n° 47 de l'automne 2002, 37-45, 41.

¹³ DUMOULIN, André, *L'OTAN, du nouveau concept stratégique à l'expérience du KOSOVO*, IN: BUFFOTOT, Patrice (sous la direction de), *La Défense en Europe, nouvelles réalités, nouvelles ambitions*, Les Etudes de la Documentation Française, 2001, 352pp. 289-307. Du même, «*L'Europe occidentale, une année de défis et de tensions*», 2004, *L'Année stratégique...*, *op.cit.* 69-126, 95: «*l'OTAN restera fragilisée par la volonté américaine de ne pas s'en servir lorsque la lecture géopolitique de la Maison-Blanche impose ce choix*» Ibid. 99-100 pour faire le point sur «*la*

sont essentiellement intéressés par l'automatisme de l'article des «mousquetaires» -tous pour un et un pour tous. Le positionnement géostratégique de revers des PECO par rapport aux intérêts asiatiques des Etats-Unis est à terme moins solide que la continuité territoriale entre l'UE et les PECO,¹⁴ et si l'UE a décidé de répondre positivement à l'appel des Etats-Unis en faveur d'un renforcement de ses capacités militaires, elle entend garder une haute-main relative à travers l'application des accords de «Berlin plus» - prévoyant son accès aux moyens militaires de l'OTAN- et la création de l'embryon de QG européen. A terme, les PECO seront donc amenés à opérer un certain choix entre les deux organisations, à mesure que l'UE s'affirmera comme une puissance globale. Avant la crise irakienne qui a détérioré le débat transatlantique, certains spécialistes issus des PECO, tout en souhaitant la non-duplication des structures de l'OTAN par l'UE, envisageaient néanmoins une participation sérieuse aux «headline goals» de la Force de réaction rapide de l'UE, surtout au cas où l'OTAN connaîtrait une évolution de type «canadianiste»¹⁵ du nom de l'option canadienne d'une OTAN forum politique de sécurité plutôt qu'alliance militaire contraignante de défense.¹⁶ Dans cette optique, l'élargissement de l'OTAN ne répond pas totalement à la crainte d'un retour de l'influence russe: les Etats-Unis ont montré autant que la vieille Europe le prix qu'ils attachaient à l'amitié russe après le 11 septembre.¹⁷ Ainsi, les PECO qui avaient des contentieux avec la Russie, comme la Roumanie, furent priés de les régler,¹⁸ et Bucarest obtint en paraphant avec Moscou en mai 2003 un traité signé définitivement en juillet dans la capitale russe.¹⁹ Quant à l'actuelle

finalisation de l'accord UE-OTAN».

¹⁴ Voir plus loin. Les excès phraséologiques de la Ligue des Familles polonaises, formation traditionaliste anti-européenne, qui proposait l'adhésion de la Pologne à l'ALENA plutôt qu'à l'UE (cité dans SAMARY, Catherine, *Fractures et espoirs de la „nouvelle” Europe, opposition à la guerre d'Irak, hésitations sur l'adhésion*, Le Monde diplomatique n° 596 de novembre 2003, 12-13), relèvent de l'escalade liée aux difficiles négociations constitutionnelles.

¹⁵ SEDIVY, Jiri, DUNAY, Pal et SARYUSZ-WOLSKI, Jacek, *Elargissement et défense européenne après le 11 septembre*, Cahiers de Chaillot, IES, juin 2002. Cf. SEDIVY, J. 18-19: „la République tchèque a affecté au Headline Goal une partie de ses moyens militaires qu'elle réservait à la Force de réaction rapide de l'OTAN ...Une autre source de préoccupation était la conviction que la PESD serait une manière d'exclure les Etats-Unis de l'Europe (le «complot français»).” La Hongrie a proposé 350 hommes pour la PESD (DUNAY, 39). Quant à SARYUSZ-WOLSKI, il estime (p.61) que «dans la mesure où les responsables de la politique américaine envisagent, semble-t-il, de redéfinir le rôle de l'Alliance atlantique, la PESD devient une priorité d'autant plus urgente pour les pays candidats.» Le sommet de Prague n'a pas clarifié totalement les options américaines, et la vieille Europe a sans doute empêché les Etats-Unis de définir seuls l'architecture de défense de l'Alliance, sur le vieux continent du moins.

¹⁶ HAGLUND, loc. cit..

¹⁷ Voir l'encadré sur „Le Conseil OTAN-Russie” de Laetitia SPETSCHINSKY, 2004, L'Année stratégique..., 198-200.

¹⁸ Le passage du discours de George Bush effectué à Bucarest le 23 novembre 2002 après Prague et portant sur la nécessité d'un rapprochement avec la Russie fut le seul à ne pas être applaudi par la foule. («O zi încercată de un sentiment al tragicului și de simbolism» -un jour chargé d'un sentiment du tragique et de symbolisme- România liberă du 25 novembre 2002, reprenant le Washington Post).

¹⁹ CĂPLESCU, Romulus, *Bucarest et Moscou normalisent leurs relations*, dans Adevărul du 5 mai

fermeté américaine sur la Géorgie et la Moldavie, nous avons vu qu'elle est partagée par l'UE *in corpore*, sinon par tous ses membres.

Les PECO ne devraient pas non plus s'illusionner sur l'importance que Washington accorde aux bases qui doivent y être installées. En décembre 2003, deux officiels américains firent une tournée dans les PECO, ainsi qu'au siège de l'OTAN et à Moscou, afin de préparer le redéploiement des bases américaines; Leszek Miller se dit favorable à l'installation de ces bases en Pologne,²⁰ dénotant une évolution depuis six mois, car le Belarus avait haussé le ton face à un éventuel déploiement militaire le long de sa frontière, escomptant le soutien russe dans une zone où la Russie possède une station radar.²¹ Sofia se livra à un cafouillage significatif des pressions américaines: alors que le chef de la diplomatie bulgare déclarait en décembre 2003 que son pays n'accueillerait pas de bases avant au moins deux ans,²² le ministre de la Défense les annonça pour l'été 2004, entérinant, ainsi que le Parlement, un rapport du Pentagone au Département d'État qui n'était pas encore parvenu à Sofia.²³ D'ailleurs Washington fit savoir que ces bases seraient légères et mobiles, toutes situées sur la côte est de la Bulgarie,²⁴ signifiant clairement son intérêt stratégique pour les prolongements orientaux de la Mer Noire et la projection de troupes dans cet espace, plus que pour les Balkans eux-mêmes. Colin Powell confirma le caractère léger et temporaire de ces installations pour calmer les inquiétudes lors de sa visite à Moscou à la fin de janvier 2004.²⁵ Les PECO risquent de se retrouver un jour prises entre la vieille Europe et la Russie: la qualité de leur intégration européenne primera alors sur le lien transatlantique, surtout si les États-Unis auront adopté des positions plus modestes dans le Grand Moyen-Orient par suite de leurs difficultés en Irak.

Si les investissements étrangers peuvent augmenter à la suite de l'intégration dans l'OTAN, la politique économique américaine envers cet espace reste parfois guidée par l'opportunisme stratégique à courte vue.²⁶

2003, traduit en ligne sur www.balkans.eu.org/article3122.html.

²⁰ *Polonia lanseaza dezbateri despre amplasarea bazelor americane* (la Pologne lance les débats au sujet de l'emplacement des bases américaines), România libera en ligne du 10 décembre 2003: www.romanialibera.ro.

²¹ BIURUKOVA, Olga, «Belarus warns Poland against US bases», IWPR, le 20 juin 2003, consulté sur www.isn.ethz le 20 janvier 2004.

²² *Baze americane în Bulgaria - eventual peste doi ani* (bases américaines en Bulgarie - éventuellement dans deux ans), România libera en ligne du 23 décembre 2003: www.romanialibera.ro.

²³ *SUA deschid prima baza din Bulgaria în vara acestui an* (les E-U ouvrent la première base en Bulgarie à l'été de cette année), *ibid.* 12 janvier 2004.

²⁴ Novinite, Dnevnik, 21 décembre 2003 et Washington Times du 22 décembre 2003, consultés sur www.balkantimes.com.

²⁵ Powell évoque des bases militaires en Europe de l'Est, Le Figaro du 28 janvier 2004: „Colin Powell a aussi confirmé la volonté de Washington d'établir "quelques installations temporaires dans certains pays ayant appartenu au pacte de Varsovie". Et d'explique que „ce pourrait être de petits endroits où nous pourrions nous entraîner pendant un bref laps de temps ou des bases aériennes que nous utiliserions pour aller vers de dangereux foyers de crise en Asie centrale”.

²⁶ «Le New York Times montre aussi que, même si un an auparavant la Roumanie ne paraissait pas préparée

Ainsi, Washington n'a pas hésité à accorder à la Roumanie et à la Bulgarie le statut d'„économie de marché fonctionnelle” le 27 février, donc à la veille de l'attaque de l'Irak, alors que le rapport de la Commission européenne du 5 novembre n'accordait toujours pas ce statut - indispensable pour intégrer l'UE – à la Roumanie.²⁷

La cohérence politique laisse, là aussi, à désirer. Si l'intégration atlantique exigeait le gommage des différends les plus patents entre futurs „alliés” – l'administration Clinton ayant pressé lors de la signature des traités roumains avec la Hongrie et l'Ukraine, par exemple –, elle s'accommode du maintien d'élites corrompues et d'appareils de services secrets hérités de l'époque communiste. Ils n'en sont que plus compétents -ayant une longue expérience des services américains – et plus malléables – ayant des choses à se faire pardonner. Le *missi dominici* de l'administration américaine dans les PECO semble avoir été Bruce Jackson: président du Comité pour la libération de l'Irak et vice-président de la firme d'armement Lockheed-Martin, il a négocié à la fois l'implantation des bases américaines dans les PECO et le contrat d'achat par la Pologne de quarante-huit avions militaires F-16, au détriment de l'industrie européenne.²⁸

L'envers de cette politique d'influence américaine dans les PECO consiste dans l'attitude des gouvernants, qui ont largement fait litière des sentiments publics et même des avis parlementaires. En Hongrie, le Premier Medgyessy signa la „lettre des huit” chefs d'Etat et de gouvernement²⁹ alors qu'il se trouvait en voyage à l'étranger, sans même en référer à son gouvernement et sans tenir le moindre compte d'une opinion hostile.³⁰ La gauche libérale au pouvoir s'aligna sans broncher lors de la crise irakienne, tandis que la droite des Jeunes Libéraux avait rechigné même lors de la guerre en Afghanistan, plus facile pourtant à présenter à une opinion sous le choc des hyper-attentats. L'impopularité de l'intervention obligea d'ailleurs les Américains à fermer la base de Taszár au début de l'intervention. En Pologne, 53% des Polonais étaient hostiles à la guerre, tandis que le Premier ministre Miller, qui ne cachait nullement son passé communiste, fit non seulement participer son pays de façon importante – puisqu'une unité polonaise a participé aux combats, que la Pologne commande les troupes d'occupation dans la centre-sud et pourrait recevoir quatre bases de l'OTAN repliées d'Allemagne –, mais se tourna vers

pour l'OTAN, parce qu'elle continuait à avoir des problèmes de corruption et de passage vers une économie de marché, la situation a changé après le 11 septembre en raison de son importance stratégique dans la campagne contre le terrorisme, spécialement lors d'une intervention en Irak.» («O zi încercată...», op. cit. România liberă du 25 novembre 2002).

²⁷ *Rapport de la Commission européenne sur la Roumanie: une gifte avec un gant de velours*, dans *Evenimentul Zilei* du 7 novembre 2003, et *Visite du Président roumain Iliescu à Paris*, dans *Ziua* du 20 novembre 2003, consultés sur www.balkans.eu.org le 25 novembre 2003. Voir aussi PRODI: *L'adhésion des dix pays ne posera aucun problème*, *Le Figaro* du 6 novembre 2003, 5.

²⁸ SAMARY, *loc.cit.*.

²⁹ Texte de la lettre du 30 janvier 2003 sur www.diploweb.com/ue/crise2003.htm.

³⁰ SAMARY, *loc.cit.*

l'industrie américaine pour son aviation militaire.³¹ En République Tchèque, le président Havel, au prestigieux passé d'opposant, engagea moralement son pays auprès des Américains deux jours avant la fin de son mandat et alors que le gouvernement et le Parlement pourtant de gauche modérée, sans même parler de 80% de l'opinion, étaient hostiles à l'intervention militaire.³² Comme en Hongrie, la droite populiste modérée de Vaclav Klaus y était également hostile, et l'élection de ce dernier à la présidence en fin février l'amena à signifier clairement à George Bush son opposition à une guerre unilatérale.³³

Le „groupe de Vilnius” des dix Etats candidats à l'OTAN fut naturellement encore plus soumis aux pressions américaines et le manifesta par la lettre de soutien à la guerre du 5 février.³⁴ Le gouvernement slovaque apporta un soutien sans faille à Washington.³⁵ Dans les Etats baltes, outre l'opinion, les spécialistes de géostratégie étaient hostiles au ralliement pro-américain de leurs gouvernements. A. Lejins, directeur de l'Institut letton des Affaires internationales, rappela à la présidente V. Vike-Freiberga qu'à long terme l'adhésion à l'U.E. était plus importante que celle à l'OTAN et que la Lettonie ne devait pas se trouver prise entre deux puissances,³⁶ surtout si l'U.E. devait se rapprocher de la Russie. Mais fort justement, le directeur de l'Institut estonien de Politique étrangère, A. Kasekamp, admit que si l'Europe avait eu une position plus cohérente les Etats baltes auraient adopté une position plus proche de celle de la vieille Europe.³⁷ La mise en scène servile des dirigeants roumains lors de la visite du président Bush à Bucarest le 23 novembre, après le sommet de Prague, était digne de l'époque communiste. Si l'opinion roumaine était favorable à l'adhésion à l'OTAN, elle était hostile à la guerre en Irak, et le lien humiliant entre les deux ne lui a pas échappé au terme du sommet de Prague. Les habitants étaient d'ailleurs gênés par la présence de la base de Constanța. Quant à la Bulgarie, des médias plus libres qu'en Roumanie ont mieux relayé le scepticisme de l'opinion à l'égard d'une solution militaire.³⁸

Bref, le divorce entre les gouvernements en chasse de popularité facile - procurée par une intégration atlantique aisée après le 11 septembre- et l'opinion soucieuse du quotidien et des relations avec la puissance économique européenne, annonce des révisions délicates à négocier des deux côtés.³⁹

³¹ BAYOU, C., BLAHA, J., HEIMERL, D., KAHN, M., KAMENKA, I., LHOME, E., RUCKER, L. *op.cit.* 56.

³² *Ibid.* 55.

³³ *Ibid.*

³⁴ Texte de la lettre sur www.diploweb.com/ue/crise2003.htm.

³⁵ BAYOU, C., BLAHA, J., HEIMERL, D., KAHN, M., KAMENKA, I., LHOME, E., RUCKER, L., *op.cit.* 55.

³⁶ *Ibid.* 54.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.* 59.

³⁹ Voir le cas de la Pologne («Début de rapprochement entre la France et la Pologne», *Le Monde* du 11 janvier 2004) ou de la Roumanie («Point de presse conjoint du Président de la République, M. Jacques Chirac, et du Président de la République de Roumanie M. Ion Iliescu» le 21 novembre 2003: www.diplomatie.gouv.fr/actu.bulletin.asp: «Je n'ai pas le souvenir qu'il y ait eu des malentendus entre

Le remodelage „eurocompatible” des PECO

Il est donc assez aisé de rééquilibrer la vision de la lutte d'influence que se livrent les Occidentaux européens et américains dans les PECO. L'intégration européenne s'effectue en profondeur, par le contact de la proximité territoriale et par un remodelage de toutes les composantes socio-économiques et politiques dans le sens de leur compatibilité avec l'Europe occidentale.⁴⁰ Sans revenir ici sur les exigences de Copenhague de 1993 – 80.000 pages de législation européenne à acquérir, la démocratie et l'économie de marché fonctionnelles –, le „formatage” s'immisce jusque dans la structure des scènes politiques,⁴¹ qui ont peu à voir avec le modèle américain. L'influence des partis européens, les exigences de détente envers les minorités et de lutte contre la corruption corrigent en profondeur la vision que les populations ont de leur nation et jouent dans le sens d'une liquidation profonde des „guerres civiles européennes”.

L'écart est général entre les opinions et les gouvernants – à l'exception de la Pologne – depuis la guerre du Kosovo; certes, les abstentions massives lors des référendums sur l'adhésion européenne englobent l'UE dans le phénomène de rejet de l'Occident et de la servilité des élites locales à son égard.⁴² Toutefois, des éléments de différenciation devraient accorder à l'Europe une visibilité accrue et positive par rapport aux Etats-Unis et, à terme, de leur politique étrangère.

Sur le plan des principes, si l'UE apparaît comme la grande responsable de la dureté de la transition socio-économique, elle représente aussi un modèle de libéralisme encadré par une législation sociale, malgré la crise de ses promoteurs allemand et français. Les valeurs éthiques et le multilatéralisme international mis en avant par les dirigeants de la vieille Europe peuvent, à terme, séduire davantage les opinions et même les élites intellectuelles des Etats petits et moyens d'Europe centre-orientale : ils ont suffisamment subi par le passé la loi du plus fort pour être longtemps attirés dans le sillage de la bonne conscience du messianisme et de l'ultra-libéralisme américains.⁴³ Bref, l'ethos ouest-européen

la Roumanie et la France», répondit J.Chirac à un journaliste).

⁴⁰ Voir, entre autres, HEIMERL, Daniela, *Copenhague acte II, le nouveau défi européen*, Le courrier des pays de l'Est n° 1031, 8-20. 10.

⁴¹ Voir, entre autres, DELWIT, Pascal, et DE WAELE, Jean-Michel, (sous la direction de) *La Démocratisation en Europe centrale, La coopération paneuropéenne des partis politiques*, L'Harmattan, Paris, 1998, 203pp; DE WAELE, Jean-Michel, *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2002, 228pp, ainsi que le dossier *Coopération et transferts de compétences. Le soutien au processus de reconstitution du politique en Europe de l'Est*, Allemagne aujourd'hui, n° 166, 19-122.

⁴² Voir NEUMAYER, Laure, *Opinions publiques et partis politiques face à l'intégration européenne en Hongrie, Pologne et République Tchèque*, Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest, vol.30, n° 1, 139-164. Voir aussi la table ronde du groupe „jeunes chercheurs” de l'ED EEC de Paris III, tenue à Prague les 3 et 4 avril 2003 avec le concours du CEFRES, dans MANIGAND, Christine, SANDU, Traian, THOREL, Julien, *L'Union à 25 au miroir des opinion d'Europe centrale et orientale*, n° spécial de Dialogues européens, n° 5, automne 2003.

⁴³ Voir, par exemple, les réactions d'anciens dissidents comme le Polonais Jacek Kuron ou le Tchèque Peter Uhl, qui affirme que „la guerre en Irak a fait émerger les liens entre les populations

pourrait devenir à assez brève échéance le dénominateur commun de la gauche sociale est-européenne et de la droite nationaliste modérée.

Paradoxalement, en matière diplomatique il n'est ainsi pas impossible que l'attitude de fermeté condescendante du président Chirac envers le suivisme pro-américain des PECO joue, à terme, en faveur de la vieille Europe auprès d'opinions hostiles à la guerre en Irak.⁴⁴ Evidemment, tout dépend du prix que la Russie serait tentée de demander en échange de son appui : limité à la Tchétchénie et au Caucase, il pourrait paraître supportable à une opinion centre-européenne prudente devant un éventuel retour de l'influence russe en Moldavie ou devant l'emploi de l'arme pétrolière. Tout dépend aussi du renforcement de la crédibilité extérieure de l'Europe, qui a reçu une impulsion décisive grâce aux pressions franco-allemandes en faveur d'un quartier général européen autonome en avril 2003: les Britanniques se sont ralliés à un compromis sur la politique européenne de sécurité et de défense, qui fasse une place à un substitut de quartier général européen.⁴⁵ Cet activisme a abouti au compromis de Naples, qui comprenait l'idée de coopération structurée entre certains membres de l'UE et la clause de „*défense mutuelle*” permettant une riposte européenne commune contre un agresseur extérieur.⁴⁶ Le ton menaçant pris par la Russie le 1^{er} décembre au sujet de la Moldavie et de la Géorgie⁴⁷ remit en cause la récente domination américaine au Caucase. Donald Rumsfeld fut donc obligé de „*baisse[r] le ton sur le projet de quartier général européen*”,⁴⁸ même s'il attribuait par souci diplomatique son attitude à l'insistance britannique et la présenta comme une concession. En fait, cette concession lui a été arrachée par le succès que le quartier général européen a fini par rencontrer aussi auprès des Italiens et des Grecs,⁴⁹ par la fermeté franco-allemande, par les hésitations britanniques et par la pression russe.

Par ailleurs, si l'UE exigeait aussi le dégraissage et la modernisation des armées pléthoriques et vétustes héritées du Pacte de Varsovie, cette opération coûteuse socialement et financièrement pourrait être attribuée avant tout à l'OTAN, donc à leur principal membre, les Etats-Unis. Or, avant le 11 septembre, les mentalités centre-européennes évoluaient vers l'abandon progressif des valeurs „*héroïques*” du nationalisme militaire fondateur des Etats au XIX^e, au bénéfice de „*l'aspiration à une prospérité paisible et tranquille*”.⁵⁰ Il

d'Europe de l'Est et de l'Ouest”. SAMARY, *op.cit.*

⁴⁴ 75% des sondés centre-européens étaient hostiles à la guerre, et 49% contre 42% même avec un aval de l'ONU SAMARY, *loc.cit.*

⁴⁵ ZECCHINI, Laurent, „*Paris, Londres et Berlin sont parvenus à un compromis sur la défense européenne*”, *Le Monde* du 28 novembre 2003.

⁴⁶ *Première percée pour l'Europe de la défense*, *Le Monde* du 29 novembre 2003.

⁴⁷ BRESSON, H. de, article cité du *Monde* du 2 décembre; voir aussi NOUGAYREDE, Nathalie, *Moscou affiche son hostilité au nouveau pouvoir à Tbilissi*, *Le Monde* du 27 novembre 2003.

⁴⁸ Titre de l'article de ZECCHINI, Laurent, dans *Le Monde* du 2 décembre 2003.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ MICHEL, Patrick (sous la direction de), *L'Armée et la nation; place, rôle et image de l'institution militaire dans les sociétés de l'Europe médiane*, L'Harmattan, coll. Défis 21, mars 2001, pp.203, 13.

n'est pas certain que la reprise en main militaire des gouvernements centre-européens par Washington entraîne les opinions vers un raidissement nationaliste, d'autant que le Moyen-Orient est éloigné de l'horizon autochtone, que la Russie n'est plus visée par l'OTAN et que l'UE représente une protection policière et juridique plus efficace et plus proche contre les menaces non-étatiques informelles.⁵¹ A terme, la sécurité diffuse que distille l'Europe par la création d'une sphère de co-prospérité économique et de valeurs dans les rapports internationaux pourrait séduire davantage que la projection crue de puissance, toujours suspecte de ne bénéficier politiquement et économiquement qu'à l'allié principal – en l'absence d'un adversaire de taille comme durant la guerre froide. C'est ainsi qu'entre Dayton et le 11 septembre, les opinions et parfois même les dirigeants étaient sceptiques quant à l'intérêt de l'adhésion à l'OTAN, si ce n'était que comme une antichambre de l'intégration à l'UE.⁵² L'irruption de l'armée américaine au Moyen-Orient et en Asie centrale obligea les PECO à s'aligner, car la guerre était redevenue d'actualité à leur porte. Mais si personne ne remet en cause la légitimité de la guerre d'Afghanistan – sinon dans l'unilatéralisme de la forme *ad hoc* de la coalition –, il fallut de véritables coups de force pour justifier la guerre en Irak, à laquelle seule la Pologne parmi les PECO participa timidement. Bref, le coût financier, social et idéologique de l'adhésion à l'OTAN pourrait bientôt se rappeler à ces pays qui attendent désespérément les dividendes d'une douloureuse transition vers l'eurocompatibilité.

Enfin, la France a mis en œuvre une stratégie habile pour ramener dans le giron européen aussi bien les PECO que les membres de l'UE atlantistes. Elle esquisse ainsi „le grand écart entre OTAN et défense européenne” en devenant „un contributeur majeur de la Force de réaction rapide de l'Alliance atlantique”.⁵³ François Géré, directeur de l'Institut diplomatie et défense, estime à juste titre que cela permet à Paris „de rejoindre des pays qui ne veulent pas entendre parler de sécurité européenne en dehors du cadre de l'Otan, comme la Pologne”⁵⁴ et de donner des gages à Londres, afin de l'inciter à s'engager plus avant dans le projet européen. En

⁵¹ *Celulele teroriste țintesc Polonia, Bulgaria, România și Cehia* (les cellules terroristes visent la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie et la Tchéquie), article de România liberă du 12 janvier, reprenant The Observer: selon Abou Mousab Zarkaoui un coordinateur des activités terroristes islamistes, les pays restés en dehors de l'UE sont davantage exposés aux activités terroristes – malgré leur adhésion à l'OTAN – : „Maintenant l'Europe est contrôlée sur ses voies aériennes et terrestres, mais en Pologne et en Bulgarie et dans les pays qui ne font pas partie de la Communauté Européenne tout est plus facile. Premièrement, ils sont corrompus et on peut les acheter avec des dollars. Deuxièmement, ce sont des pays moins bien contrôlés.”

⁵² MICHEL, Patrick, *op. cit.* 33: „Dans l'ensemble de la région, l'adhésion à l'OTAN a souvent été perçue plus comme une étape, jusqu'à un certain point nécessaire, sur la voie qui mène à l'intégration européenne que comme un but en soi.”

⁵³ LASSERRE, I. *La France fait le grand écart entre Otan et défense européenne*, loc.cit.

⁵⁴ *Ibid.* La visite du Premier Raffarin à Varsovie fait partie de la stratégie d'apaisement pour obtenir, sinon un ralliement sur le projet de Constitution de la convention, au moins une neutralité bienveillante à l'égard d'une coopération structurée limitée à certains membres de l'UE. A l'issue du dîner des ministres des Affaires étrangères à Naples le 28 novembre, cette neutralité avait été obtenue. (*Première percée...*, loc. cit.).

autre, la coopération avec les partenaires européens au sein de l'OTAN ne peut qu'améliorer l'interopérabilité future de l'armée européenne autonome.⁵⁵

II - L'ambiguïté de la politique européenne des «nouveaux voisins»: *ambitions d'une présence, recherche d'une frontière, illusion des moyens?*

Selon les déclarations de la nouvelle commissaire aux relations extérieures, Benita Ferrero Waldner, l'„objectif est de créer un cercle d'amis autour des frontières de notre Union élargie... Cette Union s'est beaucoup élargie, et les amis autour doivent profiter de cet élargissement et de toute la prospérité et la stabilité que nous avons dans l'UE. Nous donnons la main à ces pays”. Elle reprenait ainsi les déclarations de Romano Prodi de novembre 2002, qui avaient lancé la PEV.

Le problème est que ni les motivations communautaires, ni les statuts de ces «nouveaux voisins» ne sont univoques et homogènes: les discours européens oscillent entre la volonté d'une politique active pour assurer la sécurité de l'Union (valorisant, projectif) et le désir, plus passif, de se donner enfin une frontière et d'arrêter les élargissements (digérer).

Les pays-cibles de cette politique combinent des statuts fort hétérogènes: puissances régionales qui ne veulent pas l'intégration mais une coopération étroite (Russie, d'une certaine façon Biélorussie); des États dont une partie de la classe politique souhaite l'intégration mais que l'UE préfère maintenir à l'extérieur (Ukraine, Moldavie, Géorgie, sud de la Méditerranée); des pays qui ont vocation à intégrer mais qui ne remplissent pas encore les critères (Balkans occidentales, cas discuté de la Turquie). Donc aucun des pôles de cette politique n'est stabilisé, entre l'initiative hésitante de la puissance économique européenne qui peine à définir un territoire et un projet politique, et des États pauvres empêtrés dans de grosses difficultés internationales et qui rêvent souvent d'intégration. Le problème pour l'UE est que sa capacité à stabiliser résidait jusqu'ici dans sa capacité à intégrer – selon un marchandage qui se résumait au troc démocratie libérale contre avantages économiques –; or si elle a décidé de définir, donc de limiter, le territoire d'une puissance politique globale, elle risque d'avoir rapidement l'instabilité sans que la puissance soit immédiatement au rendez-vous.

Nous nous attacherons donc d'abord à décrire les projets officiels qui s'ébauchent actuellement à l'égard du voisinage en vue d'une coopération multiforme qui le stabilise et assure la co-prospérité; puis nous plongerons un peu dans la réalité de ces relations pour évaluer la capacité de l'UE d'appliquer cette politique.

La définition émergente d'une politique idéale: les textes sur les nouveaux voisins

Le premier texte fut la décision de „l'initiative «nouveaux voisins»” prise par le Conseil le 18 novembre 2002 en vue d'organiser des relations globales harmonieuses avec les nouveaux voisins issus des élargissements de 2004-2007,

⁵⁵ *Ibid.*

et nommément l'Ukraine, la Moldavie et la Biélorussie. Plusieurs conditions sont requises, qui tendent à homogénéiser l'espace entourant l'UE à son image. La première est la conditionnalité politique de l'état de droit et du respect des droits de l'homme. La seconde est plus concrète et géostratégique, et concerne la coopération avec la Russie, reconnue donc comme puissance régionale partenaire. La troisième est une incitation aux coopérations croisées en matière de sécurité, notamment à partir des nouveaux membres. Enfin, l'extension à d'autres voisins sera envisagée en cas de résultats concluants à l'Est.

Dans sa longue communication-réponse du 11 mars 2003 au Conseil et au Parlement, la Commission développa deux idées-force: l'aide à la coopération globale en vue de la sécurité et de la prospérité communes (visant, à terme, la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux) doit être subordonnée à la réforme politique et économique de chacun des pays considérés séparément selon leurs résultats. Contrairement aux critères d'adhésion de Copenhague de juin 1993, ces progrès dans les réformes des voisins et leur rapprochement de l'acquis communautaire doivent être négociés et envisagés de façon évolutive et moins contraignante dans les cadres des Accords d'association (pays sud-méditerranéens) et des Accords de partenariat et de coopération (pays européens). Les communications de la Commission sur *«les Balkans occidentaux et l'intégration européenne»* du 21 mai 2003 et sur *«les droits de l'homme et ... la démocratisation, en coopération avec les partenaires méditerranéens»* du même jour confirment les vocations différentes -adhésion et association- mais les exigences de réforme semblables pour ces deux voisinages européens. Il s'agit donc en théorie d'une politique d'influence plus diffuse et sélective que pour l'adhésion.

Les conclusions du Conseil du 18 juin 2003 sur *«l'Europe élargie - un nouveau voisinage»* salue les initiatives précédentes, avec une mention pour la Russie et des perspectives pour le Sud du Caucase –ainsi, seuls l'Ukraine, la Moldova et le Sud de la Méditerranée doivent faire l'objet de *«propositions de plans d'action»* de la part de la Commission, la Russie, le Sud du Caucase et la Biélorussie de l'autoritaire président Lukachenko restent en dehors d'une politique d'influence trop interventionniste. Au Sud de la Méditerranée sont concernés Israël, la Jordanie, l'Autorité palestinienne, le Maroc et la Tunisie. Elles soulignent que *«les nouvelles politiques de voisinage ne devraient pas l'emporter sur le cadre actuel des relations ... La mise en œuvre des accords existants demeure une priorité.»* Une fois les objectifs prévus par les accords en cours atteints, de nouveaux accords pourraient les compléter et les prolonger. Le catalogue des nouvelles politiques envisagées est très étendu et complet: il aboutit, comme la Commission l'avait proposé, à un rapprochement aussi poussé que le permet le maintien à long terme de ces pays hors de l'Union. Les moyens financiers mis en œuvre comprennent une rationalisation des instruments déjà existants (programmes TACIS, PHARE, CARDS, MEDA et INTERREG), mais aussi l'étude *«d'un nouvel instrument de voisinage»* qui les relayerait à partir de 2006.

Le 9 décembre, la Commission a annoncé ses propositions de partenariat et un chiffre de 14,9 milliards d'euros à sa politique de voisinage. La nouvelle commissaire aux relations extérieures, l'Autrichienne Benita Ferrero Waldner. „Cela ne préjuge pas des perspectives des pays européens qui, à un certain point dans l'avenir, pourraient souhaiter poser leur candidature. Mais cela ne fournit pas non plus de perspective d'adhésion”.

Les pays sont l'Ukraine et la Moldavie pour l'Europe, Israël, l'Autorité palestinienne, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie pour le pourtour méditerranéen. D'autres plans d'action sont en préparation pour l'année prochaine avec le Liban, l'Égypte et les trois pays du Caucase (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan).

Concrètement, les plans constituent une sorte de programme de travail étalé sur trois à cinq ans. Ils prévoient notamment la possibilité pour les pays concernés de prendre part aux programmes communautaires et de participer au marché unique européen. L'UE leur propose également des aides ciblées en matière d'énergie, de transport et de lutte contre les trafics et l'immigration illégale. En échange, ces pays sont également invités à contribuer au règlement des conflits régionaux et à combattre le terrorisme.

Concernant l'Ukraine, la Commission a proposé que le plan d'action soit adopté seulement après que des élections „libres et équitables” aient eu lieu le 26 décembre, à la suite des nombreuses irrégularités dénoncées dès le lendemain de l'élection du 21 novembre.

La Tunisie a accepté la création d'un sous-comité pour les droits de l'homme.

Forces et faiblesses des marges géostratégiques après élargissements

La politique européenne de voisinage intéresse deux types de pays: les puissances extérieures à l'espace de contact et les pays assurant ce contact – qu'en d'autres temps le langage géostratégique aurait appelé pays tampons.

1.) Les partenaires intéressés par la PEV: Européens, Russes et Américains.

a) Les Européens: une lapolissade qui se justifie:

La division entre les deux moitiés du Continent sur la question irakienne n'est que la partie émergée d'une perception structurellement différenciée du voisinage. Mais le choix net de l'Amérique renvoie au moins à un réflexe durable d'une bonne partie des classes politiques centre-européenne: le choix du meilleur tuteur international, quitte à affaiblir leur participation à la PESG, quitte aussi à devoir rééquilibrer ce choix une fois la crise passée ou lorsque le concurrent raidit ses positions -comme le fit Jacques Chirac- ou lorsque la politique choisie échoue -c'est le cas en Irak. Je renvoie à une autre étude pour les raisons d'un changement possible de la part des PECO à l'égard des États-Unis⁵⁶ (priorité au

⁵⁶ *Les PECO au cœur du schisme occidental: trouble identitaire et écartèlement géostratégique lors de la*

Grand Moyen-Orient, aux coalitions *ad hoc* au détriment de l'art.5 du traité de l'OTAN, à la suprématie des États-Unis au détriment des organisations internationales multilatérales, pas de respect des promesses d'investissement des «contrats liés», notamment les F-16 achetés par les Polonais). Elle aura néanmoins pour conséquence de ramener la réflexion internationale des PECO à leur environnement européen.

Cette réflexion reste surtout marquée par la méfiance à l'égard de la Russie, ce qui les distingue fondamentalement des Européens de l'Ouest.⁵⁷ Certains parmi ces derniers préfèrent intégrer la Russie à leur recherche de la multipolarité internationale à travers leurs relations bilatérales ou à l'équilibre au Conseil de sécurité de l'ONU. Le voyage de Dominique de Villepin en Russie le 23 janvier confirme la volonté française de coopération internationale étroite. La modération de la diplomatie française dans l'affaire ukrainienne, malgré l'appel à un scrutin démocratique, est significative des nuances internes à l'UE: «Embarrassée par la crise ukrainienne, qui repose à un moment délicat la question non résolue de la frontière orientale de l'Union européenne, la France a adopté une ligne de discrétion et de soutien aux efforts de médiation menés par Bruxelles. Plus réaliste que moraliste, la diplomatie française cherche à promouvoir un règlement durable qui respecte la démocratie à Kiev sans provoquer Moscou et sans entraîner une partition du pays qui pourrait déstabiliser toute l'Europe orientale.

En conséquence, la France évite de choisir un camp contre l'autre tant que les urnes n'ont pas tranché dans des conditions indiscutables. Et elle critique toute ingérence extérieure, d'où qu'elle vienne. «Ce sont les dirigeants de ce pays, les institutions ukrainiennes, qui doivent trouver, rechercher d'abord, une solution pacifique et politique à cette crise», a déclaré hier le ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier.»⁵⁸

Mais l'offre française, qui vise à sauvegarder l'„axe de la paix” multilatéraliste Paris-Berlin-Moscou-Pékin, ne fait pas l'unanimité au sein de l'UE.⁵⁹ A l'inverse, pour les PECO la Russie demeure avant tout une source de danger et leur dépendance énergétique un levier d'influence de l'ancienne puissance de tutelle dans son «étranger proche», alors que pour les anciens membres occidentaux c'est

deuxième guerre d'Irak, IN: SANDU, Traian (coordinateur), *Identités nationales, identité européenne, visibilité internationale*, Actes du colloque organisé les 5 et 6 décembre 2003 par le Centre Interuniversitaire d'Etudes Hongroises de Paris III et l'Ecole Doctorale de Littérature comparée de Paris IV, L'Harmattan, Paris, coll. Cahiers de la Nouvelle Europe, 2004.

⁵⁷ MISSIROLI, Antonio, compte-rendu du colloque «CFSP and ESDP after enlargement», organisé par l'IES et par l'Institut des Relations internationales à Prague, les 14 et 15 mai 2004, disponible sur le site de l'IES: www.iss-eu.org.

⁵⁸ «Paris soutient la démocratie à Kiev tout en ménageant Moscou. La diplomatie française embarrassée», par Luc de BAROCHEZ, Le Figaro du 1 décembre 2004.

⁵⁹ «Pour une politique plus cohérente et plus ferme envers la Russie», 21 janvier 2004, Commission des Affaires étrangères, des Droits de l'Homme, de la Sécurité commune et de la Politique de Défense: www2.europarl.eu.int: «la commission des Affaires étrangères [du Parlement] porte un regard critique sur les relations entre l'Union et la Russie. ... Elle y appelle le Conseil à revoir sa stratégie et à faire en sorte que le partenariat avec la Russie se fonde davantage sur le respect des valeurs communes.»

une façon d'échapper à l'approvisionnement d'un Moyen-Orient plus que jamais troublé et de plus en plus clairement soumis aux appétits américains. Les PECO -la Pologne et la Hongrie en l'occurrence- ont aussi mené une politique active de soutien à l'Ukraine, conçue comme un tampon entre eux et la Russie.⁶⁰ Le rôle de médiation favorable aux occidentalistes ukrainiens lors de la crise de la fin 2004 de la part du Président Kwasniewski est parlant: «Nul doute que la présence de Javier Solana et l'attention de la plupart des capitales occidentales aux événements en cours en Ukraine ont pesé de tous leur poids. Les Polonais, eux, s'accordent des mérites plus larges. „Nous avions un plan de sortie de crise”, affirme Adam Rotfeld, sous-secrétaire d'Etat au ministère polonais des affaires étrangères et participant à la médiation. „Nous avons joué un rôle spécifique en raison de l'histoire particulière entre nos deux pays. L'Espagne a des liens particuliers avec le Maroc. Nous, nous sommes plus compétents que la plupart des pays européens sur l'Ukraine.”».⁶¹

Enfin, est- et ouest-Européens divergent sur l'importance de la question moyen-orientale. Si elle apparaît essentielle aux Occidentaux en termes de stabilisation du monde arabe et éventuellement des minorités musulmanes qu'ils accueillent, les PECO peuvent considérer ce volet de la PEV en termes de concurrence géostratégique et de solidarité financière avec les voisins est-européens.

b/ les Russes

Les relations entre UE et Russie sont déjà structurées au sein du partenariat UE-Russie, mais leur contenu semble assez maigre vu l'ampleur de l'enjeu: en effet, le cadre de l'Accord de Partenariat et de Coopération signé en 1997 est un habit à la fois trop étroit – pour des relations qui couvrent déjà certains aspects des deuxième et troisième piliers – et difficile à agrandir en raison des divergences sur l'essentiel des relations.

Les Européens ont deux intérêts majeurs à défendre dans leurs rapports avec les Russes: la coopération économique -notamment dans le domaine énergétique- et un contact territorial à la fois harmonieux et distant. Bref, ils veulent l'ouverture du marché russe, mais pas les nuisances sécuritaires qu'elle pourrait impliquer en termes de trafics illicites divers.

Pour ce faire, l'UE emploie deux leviers: elle tente de conditionner les aides à l'alignement de la Russie sur l'acquis communautaire, notamment en matière de concurrence et de libre-échange – par des pressions en vue de relever les

⁶⁰ Cette intervention fut effectuée avant les événements liés aux élections ukrainiennes de novembre; toutefois, dès le 29 septembre 2004, le Conseil européen avait effectué une «Déclaration de la présidence au nom de l'Union européenne sur les élections prochaines et la liberté des médias en Ukraine», qui stipulait notamment la «neutralité [des responsables et organismes d'État] envers tous les candidats, notamment en se gardant de harceler des candidats et des médias donnés» (P/04/110), press.office@consilium.eu.int.

⁶¹ «La Pologne rêve de voir Kiev rejoindre à son tour l'Union européenne», Le Monde du 25 décembre 2004.

prix énergétiques sur le marché intérieur russe par exemple, afin de priver l'économie russe de cet avantage comparatif que l'UE juge abusif. Deuxièmement, l'UE tente d'influencer de façon similaire les États périphériques («nouveaux voisins» de son point de vue, «étranger proche» du point de vue russe), en les transformant en ponts entre UE et Russie plutôt qu'en espace de condominium conflictuel; toutefois, ces ponts ne doivent être porteurs que des produits intéressants et selon les normes européennes...

Évidemment, la vision russe de cet espace diffère notablement de celles de l'UE.⁶² La réflexion russe sur l'équilibre international est fortement influencée par le retour en force de la géopolitique, bannie à l'époque communiste au profit de l'expansion idéologique. Son prolongement diplomatique se traduit en termes de Realpolitik assez crûs, dans au moins trois domaines: le premier consiste en un scepticisme irrité lorsque l'UE invoque les valeurs communes: la Russie refuse les leçons de morale -sur la question tchétchène, par exemple-, et l'immixtion dans les affaires intérieures. Fidèle à son identité tiraillée entre occidentalistes et slavophiles, elle préfère un «*sonderweg*» sans les remontrances subies par l'Allemagne lors de son occidentalisation de l'après-guerre.

Le deuxième domaine couvre l'organisation d'un monde multipolaire régi par le droit international de l'ONU, volontiers invoqué par la vieille Europe, à la recherche de partenaires pour se démarquer de son ancien tuteur américain, promu hyper-puissance par défaut après 1989. Or les experts russes ne sont absolument pas familiers d'une telle vision: ils sont au contraire convaincus de la pérennité de la domination américaine, de la faiblesse des organisations internationales, mais aussi de l'intérêt à ne pas trop irriter les Occidentaux afin d'obtenir leur aide à la modernisation, mais sans céder ni à leur expansion militaire – des Américains au Caucase et en Asie centrale –, ni à l'impérialisme doux des Européens.

Le troisième domaine porte sur les périphéries communes elles-mêmes: la Russie considère davantage comme un défi que comme une chance. D'ailleurs, le contact à Kaliningrad -avec la mise en place de visas qui ne disent pas leur nom- ou le traitement des minorités russes dans les Pays baltes ne l'incitent pas à une attitude débonnaire, que l'administration Poutine n'adopte par ailleurs pas naturellement.

«Lors de sa grande conférence de presse annuelle, le président russe a critiqué Washington à mots couverts. Il a dénoncé les „révolutions roses ou bleues” dans l'ex-espace soviétique et évoqué une „farce” à propos des futures élections en Irak.

Le président russe, Vladimir Poutine, a mis en garde, jeudi 23 décembre contre des „révolutions permanentes” pouvant plonger l'ex-espace soviétique dans des conflits „à la yougoslave”, un scénario de „dislocation” qu'il exclut pour „l'espace post-soviétique”.

⁶² Voir LYNCH, Dov, compte-rendu du colloque «*Russia: Quo vadis?*», organisé par l'IES le 5 avril 2004, disponible sur le site de l'IES: www.iss-eu.org.

S'il n'a plus attaqué frontalement l'Occident, M. Poutine a dénoncé des „méthodes hors la loi” qui risquent de „plonger l'espace post-soviétique dans des conflits sans fin”. Le président russe a parlé de „révolutions roses ou bleues”, dans une allusion à la fois à la „révolution des roses”, qui a placé le pro-occidental Mikhaïl Saakachvili aux commandes en Géorgie, et à la „révolution orange”, qui est sur le point d'offrir le pouvoir en Ukraine à Viktor Iouchtchenko.

Vladimir Poutine a affirmé avoir „une bonne relation” avec le candidat pro-occidental à la présidence ukrainienne, qui a d'ailleurs exprimé l'intention de réserver à Moscou, en cas de victoire, sa première visite à l'étranger. „Nous travaillerons avec le président élu quel qu'il soit”, a dit M. Poutine. Il n'en a pas moins mis en garde contre „l'entourage” de M. Iouchtchenko, souhaitant qu'il n'ait pas recours „à des slogans antirusse et, disons, sionistes”, sans préciser la signification qu'il souhaitait donner à ce dernier mot.

Interrogé sur l'idée, évoquée par le président polonais Alexandre Kwasniewski, selon laquelle Washington préférerait une „Russie sans l'Ukraine”, M. Poutine s'est demandé si cela avait été dit „pour exprimer le désir de limiter les possibilités de la Russie de développer ses relations avec ses voisins, d'isoler la Russie”. „Je ne pense pas que ce soit le sens de la politique des Etats-Unis”, a-t-il toutefois ajouté, tout en annonçant que lors de sa prochaine rencontre avec le président George W. Bush, prévue en février en Slovaquie, il lui poserait cette question. „S'il en était ainsi, on comprendrait mieux les positions [américaines] sur la Tchétchénie (...), cela voudrait dire qu'on y crée des conditions pour ébranler la Fédération russe”, a encore dit M. Poutine.»

Les experts conseillent donc à l'UE de réviser à la baisse le romantisme des grands discours avec la Russie et d'adopter des objectifs plus modestes et réalistes, à la mesure des moyens des deux partenaires et de leurs intérêts réels, qui ne sont pas toujours convergents.

c/ les Américains

Ils représentent désormais une puissance régionale qui peut s'appuyer sur au moins trois piliers dans la région: a/ leur propre présence: pour une illustration de la prolifération des bases américaines après le 11 septembre dans le Grand Moyen-Orient, je renvoie à la carte produite par Gérard Chaliand des «Bases américaines sur la masse eurasiatique» dans son *Atlas du nouvel ordre mondial*.⁶³ Il faut y ajouter des groupements informels assez lâches dans la zone comme le GUUAM (Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Moldavie), destiné à l'origine – en 1997 – à servir de couloir pour l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan -qui évite la Russie- et revitalisé en mai dernier par la création d'une Assemblée parlementaire à Strasbourg et par le projet d'un deuxième oléoduc entre le Pakistan, l'Iran, l'Arménie, la Turquie et l'Europe centrale: l'Ukraine et la Moldavie seraient reliées aux deux oléoducs et échapperaient ainsi à la

⁶³ CHALIAND, Gérard, *Atlas du nouvel ordre mondial*, Robert Laffont, 2003, 34-35.

dépendance énergétique à l'égard de Moscou.⁶⁴ b/ l'OTAN: le repli des bases d'Europe occidentale vers l'Est correspond au recentrage des intérêts américains sur la Russie et sur le Grand Moyen-Orient, ainsi que l'a démontré l'utilisation des bases de la Roumanie et de la Bulgarie lors de la guerre en Irak, alors que ces deux pays n'étaient même pas formellement membres de l'OTAN. c/ la Russie: en théorie, la coopération contre le terrorisme, notamment du fondamentalisme islamiste, fonctionne toujours, même si en réalité Moscou songe à la Tchétchénie et les Américains au Moyen-Orient et qu'à la suite des «révolutions» pacifiques en Géorgie et en Ukraine cette collusion russo-américaine s'est distendue. Bref, les États-Unis sont en position d'acteur et d'arbitre entre l'UE et la Russie sur leurs marges respectives.

2/ les voisins orientaux: interférences euro-russes arbitrées par les Américains?

Le raidissement électoral de Moscou l'incite à refuser l'empiètement sur ce qui lui reste d'influence régionale: Igor Ivanov, le chef de sa diplomatie, a marqué les limites à ne pas franchir lors du conseil ministériel de l'OSCE de Maastricht le 1^{er} décembre 2003, en refusant d'honorer l'engagement pris à Istanbul en 1999 de fermer les bases militaires de Moldavie (en Transdnestrrie) et de Géorgie; il a rappelé qu'Européens et Américains avaient réglé le problème yougoslave à leur convenance en 1995, sans compter la double intégration occidentale des pays baltes, anciens territoires soviétiques comportant d'importantes minorités russes. L'UE avait réussi à maîtriser le glissement ininterrompu et la porosité de sa frontière vers l'est en coupant court au projet hongrois de „citoyenneté magyare” dans le bassin danubien. Mais Bucarest vient d'offrir il y a peu la possibilité aux roumanophones de la République Moldave d'accéder à la citoyenneté roumaine: l'UE se laissera-t-elle forcer la main dans une fuite en avant qui l'obligerait à „protéger”, voire à intégrer à terme une Moldavie pauvre et soumise à la pression russe? C'est ce vers quoi se dirige apparemment la politique de voisinage de l'UE, avec la caution de l'organisation internationale de l'OSCE dans un premier temps.⁶⁵

Mais après avoir confirmé en Géorgie son avertissement à Washington de la guerre d'Irak, Moscou prend aussi ses distances avec l'UE, dessinant ainsi un aspect *sui generis* du multilatéralisme. La désunion européenne laisse à nouveau le champ libre aux initiatives américaines : suivant de trois jours Dominique de Villepin à Moscou, Colin Powell a rappelé l'engagement russe à

⁶⁴ «Sub presiunea evenimentelor. GUUAM, alternativă la CSI» (sous la pression des événements. GUUAM, une alternative à la CEI», article de Constantin LUPU, România liberă du 29 mai 2004 (version électronique).

⁶⁵ Voir, en détail, MISSIROLI, Antonio, *L'Union et l'évolution de ses voisinages: stabilisation, intégration et partenariat*, IN: BATTI, Judy, DOV, Lynch, MISSIROLI, Antonio, ORTEGA, Martin et TRIANTAPHYLLOU, Dimitrios, *Partenaires et voisins: une PESC pour une Europe élargie*, Cahiers de Chaillot n°64, septembre 2003, 180pp. 9-34, disponible sur le site de l'IES: www.iss-eu.org.

évacuer la Moldavie et la Géorgie,⁶⁶ ce qui renforce le sentiment de la fiabilité américaine parmi les PECO.⁶⁷ Toutefois, la définition d'une politique européenne à l'égard de ses „nouveaux voisins” n'est pas passée inaperçue, puisque Javier Solana et Jaap de Hoop Scheffer -le président sortant de l'OSCE et nouveau secrétaire général de l'OTAN- ont fait pression fin novembre sur le Président moldave Voronine pour qu'il n'accepte pas le projet russe «Kozak» - du nom du chef de cabinet de Poutine- de fédéralisation moldo-transdnistrienne qui mettrait le Parlement moldave à la merci d'une minorité de blocage des russophones de Transnistrie sous influence moscovite.⁶⁸

L'échec de cette fédéralisation aboutit en juin à une nouvelle affaire, plus spectaculaire, avec la proposition de politologues russes proches de Poutine d'un troc: la Moldavie s'unirait à la Roumanie, à l'exception de la Transdnistrie, qui deviendrait vraisemblablement une enclave russe.⁶⁹ Ce plan séduisant se présente comme une tentative de désamorcer une crise dans le voisinage européen; mais le risque subsiste qu'en cas de simple tête-à-tête bilatéral russo-roumain, sans préparation suffisante en compagnie de l'UE ou de l'OTAN, la Russie parvienne à créer une nouvelle enclave éventuellement militarisée qui couperait l'Ukraine de l'UE et ferait de Bucarest un débiteur de Moscou.⁷⁰

Je ne reviens pas sur l'implication dans la crise ukrainienne autrement que par un simple rappel du dilemme de la PEV, qui veut que la PESC ne soit réellement efficace que lorsqu'elle nie sa propre utilité, donc qu'elle aboutit à la promesse d'intégration, que Viktor Iouchtchenko ne s'est pas fait faute d'agiter devant ses partisans et que la Commissaire européenne aux Affaires étrangères n'a pas pu démentir: «De fait, en novembre 2004, le président ukrainien, Leonid Koutchma, fait appel à ses bons offices pour sortir de la crise. Par trois fois, le président polonais s'est donc rendu à Kiev au cours du dernier mois, aux côtés du chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, du président lituanien, Valdas Adamkus, du chef de la Douma (russe) Boris Gryzlov, et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Jan Kubis. De cette médiation a émergé le compromis politique entre l'opposition et le pouvoir ukrainiens qui a ouvert la voie à l'annulation du scrutin et à l'organisation d'un „troisième tour”, dimanche 26 décembre. „Le principal mérite des médiateurs est d'avoir permis le règlement pacifique de la crise, d'éviter par deux fois que le pouvoir ne recoure à la force”, affirme un diplomate occidental en poste à Kiev.»

⁶⁶ Poutine et Powell vantent le partenariat Russie-USA malgré les différends, AFP, Le Figaro en ligne du 26 janvier 2004.

⁶⁷ Voir, par exemple, l'ironie de la presse roumaine au sujet de „l'ex-agent du KGB Vladimir Poutine” - „La Moscova, îngheț” (à Moscou, le gel), România liberă du 28 janvier 2004.

⁶⁸ DURA, George, *The EU in Moldova: the last post-Cold War battle in Europe ?*, Eurojournal (Journal of Foreign Policy of Moldova) du 16 décembre 2003, consultable sur www.eurojournal.org.

⁶⁹ «Et si on échangeait la Transdnistrie contre la Moldavie?», dossier du Courrier international n° 711 du 17-23 juin 2004.

⁷⁰ Ibid.

3/ les Balkans occidentaux: nouveaux voisins ou futurs membres?

Il subsiste une ambiguïté dans le statut des Balkans occidentales: leur vocation officielle à adhérer à l'UE est contredite par une transition à peine entamée et une stabilisation rien moins qu'acquise après la chute de Slobodan Milosevic en 2000. L'assassinat du Premier Djindjic en mars 2003, puis la victoire des nationalistes en Croatie et en Serbie, laissent présager une transition difficile...sans compter la possible indépendance du Monténégro lors d'un référendum en 2006 et l'incertitude sur les statuts futurs du Kosovo et même de la Fédération de Bosnie-Herzégovine ou de la Macédoine. La crise parlementaire serbe témoigne de l'immaturité des réformistes occidentalophiles, pourtant majoritaires, mais incapables de s'entendre: la position intermédiaire du Parti Démocratique de Serbie de l'ancien Président Vojslav Kostunica bloqua la formation d'un gouvernement réformiste⁷¹ en raison de son hésitation entre la tentation nationaliste et la voie occidentale, par respect aussi de la réaction nationaliste de la population⁷² après une longue décennie d'exaltations, de reculs et d'épreuves. Le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie reconnaît l'effet déstabilisateur sur le procès de l'élection au Parlement d'inculpés pour génocide, à commencer par Slobodan Milosevic - mais aussi le chef ultra-nationaliste Vojslav Seselj. Surtout, la perspective de l'ouverture de négociations avec l'UE sur un accord de stabilisation et d'association, tremplin à une future adhésion, est repoussée dans le temps. Il faut néanmoins reconnaître que l'UE avait donné des signes de désintérêt - notamment financier- envers les Balkans occidentales, malgré un petit sursaut lors du sommet de Thessalonique de juin, après l'assassinat de Djindjic et à l'approche d'élections à hauts risques.

Ce désintérêt explique le «*tropisme russe*» des Serbes, du moins des candidats à la présidentielle du 27 juin, venus chercher une légitimité internationale auprès du grand frère slave, qui n'a en réalité ni les moyens ni un trop grand désir de s'immiscer dans un espace quelque peu hors de portée.⁷³ Mais cela donne à la Serbie une apparence internationale de l'«entre-

⁷¹ TREAN, Claire, «*Les capitales occidentales appellent les démocrates de Serbie à mettre fin à la crise*», Le Monde du 7 février 2004: «*V. Kostunica a dû recourir au Parti socialiste serbe, toujours présidé par Milosevic, pour faire élire son candidat à la présidence du Parlement et pouvoir espérer être chargé de former le gouvernement.*»

⁷² «*Le vrai visage de la Serbie*», Le Courrier international n° 688, du 8 au 14 janvier 2004, 17: «*Les élections législatives du 28 décembre, qui ont consacré la victoire des nationalistes durs et conforté les socialistes de Slobodan Milosevic, ne sont pas un accident de parcours. Leurs résultats montrent la fragilité de la culture démocratique serbe. ... En Croatie aussi...les nationalistes du HDZ...ont récemment gagné les élections. Mais au moins ont-ils essayé de montrer patte blanche et de renouveler leurs équipes.*» Voir effectivement l'«*effet de contraste*» recherché par la nouvelle équipe croate dans TREAN, Claire, «*Le nouveau gouvernement nationaliste ne remet pas en cause les choix européens de la Croatie*», Le Monde en ligne du 3 janvier 2004: «*Ivo Sanader, le successeur de Franjo Tudjman, a réaffirmé que son objectif prioritaire était l'entrée dans l'UE à l'horizon 2007.*»

⁷³ «*Les Serbes redécouvrent leur tropisme russe*», par Isabelle Lasserre, Le Figaro du 15 juin 2004.

deux», qui la rapproche davantage des «*nouveaux voisins*» que des candidats à l'adhésion. Il faut reconnaître que les experts européens expriment la relative impuissance de l'UE à l'égard d'une situation déprimée:⁷⁴ un des rares instruments disponibles dans l'immédiat serait la levée du régime des visas appliqué par les nouveaux membres et le développement des échanges transfrontaliers consécutifs. Additionnés aux envois des travailleurs émigrés à l'Ouest, ces bénéfices contribueraient à stabiliser économiquement la zone et à retisser des liens avec les États environnants. Le fait que la nature du vote nationaliste relève davantage du désespoir économique que de la violence ultra-nationaliste encourage à cette approche curative à l'européenne, par des méthodes douces. Une autre suggestion, qui confirme la nature de ces méthodes, consiste à inciter ces pays à adhérer d'abord à l'OTAN pour les contraindre à se réformer sous la responsabilité principale des États-Unis, puis hasarder l'Union européenne, moins dissuasive et plus exposée que le partenaire transatlantique.⁷⁵

Conclusions

A l'issue de la crise sur la Constitution européenne seule la coopération renforcée sur la défense commune est sortie indemne de l'échec. C'est donc plutôt un succès tacite de la position de Paris, où la visibilité extérieure de l'Europe de la défense compte aussi -voire autant- que la qualité de l'organisation interne de l'UE. Le succès venant à celui qui sait le préparer, la France a su éviter l'Europe grand marché libéral de Londres, mais reste aussi sceptique à l'égard d'une gouvernance efficace d'une Europe à vingt-cinq, même pourvue d'une bonne Constitution, comme on l'espère à Berlin. Le chancelier Schröder laisse un an à ses partenaires pour adopter un texte, sinon il a fait comprendre qu'il se résignerait à emboîter le pas à Paris sur le chemin des coopérations renforcées.

Dans cette re-configuration de l'Europe, les PECO, fragiles, doivent éviter de se trouver à nouveau au milieu sur le plan géo-stratégique - pris entre vieille Europe et périphérie atlantiste, entre Russie et États-Unis, entre Russie et UE, etc. -, donc exposés diplomatiquement à toutes les pressions. L'intégration, considérée comme un objectif stratégique, doit alors être complète: l'UE ne peut pas se permettre d'avoir contraint les PECO à une transition multiforme et douloureuse grâce à la promesse de l'intégration, puis se dérober à une intégration également complète qui doit comprendre la dimension de puissance extérieure avec l'indispensable outil militaire. A défaut d'une telle puissance, l'UE condamne les PECO - nouveaux et futurs membres - à se placer sous la tutelle stratégique américaine sous couvert d'OTAN, affaiblissant

⁷⁴ BATT, Judy, compte-rendu du colloque de l'IES du 1er mars 2004 sur «*Serbia and Croatia - Resurgence of nationalism?*», tenu à Paris, disponible sur le site de l'IES : www.iss-eu.org.

⁷⁵ MISSIROLI, compte-rendu du colloque «*CFSP and ESDP after enlargement*», loc. cit..

par le même mouvement l'autonomie de la politique orientale et méditerranéenne de l'UE et accordant à la Russie un rôle d'arbitre qui jettera encore plus les PECO dans le giron incertain des Etats-Unis.

Il est vrai aussi que l'enlèvement américain en Irak pourrait dessiner une sorte de partage des tâches: Washington presserait la Russie dans le Caucase et en Asie centrale, plus proches des intérêts du Great Middle-East, tandis que Bruxelles se chargerait de réduire l'abcès balkanique et de presser la Russie sur son flanc occidental, notamment en Moldavie et en Ukraine, tout en maintenant la coopération euro-russe en matière énergétique et, grâce à la diplomatie française, la perspective d'une ample collaboration pour un monde multipolaire effectif. Ce partage des tâches recouvre aussi, nous l'avons vu, une différence de méthode : si les États-Unis pensent pouvoir régler la question du «*Grand Moyen-Orient*» par des pressions militaires, il semble plus que délicat à l'Union européenne d'accorder une prééminence à ce moyen pour régler des problèmes de la taille de l'Ukraine ou même de la Moldavie, impliquant des partenaires aussi importants que la Russie. Si la diplomatie américaine tire les conséquences des difficultés liées à l'unilatéralisme, ses déclarations sur une présence militaire éphémère et légère dans les Balkans orientales peuvent être prises au sérieux par les PECO, qui se tourneront alors davantage vers la PESC.

Mais qu'elle se trouve confrontée à des ambitions américaines, russes, ou tout simplement aux redoutables nationalismes balkaniques alimentés par la misère, l'Europe n'aura à terme plus le choix de la puissance. Toutefois, elle doit la mettre en oeuvre en couvrant la faiblesse de l'enfantement sous l'idée multipolaire, par le biais d'une armée mise au service de l'ONU et d'une harmonie entre ses positions et celles des opinions publiques, hostiles à la domination d'un centre mondial unique. Référence à l'ONU pour les idéalistes et les multilatéralistes, référence à l'OTAN pour les „réalistes” et les atlantistes, jeu délicat avec des puissances extérieures comme la Russie et la Chine : l'axe franco-allemand doit naviguer habilement sur tous les tableaux pour s'assurer des succès extérieurs en Europe, en Russie, dans l'arc des crises et dans la relation transatlantique.

DEUXIÈME PARTIE

Mélanges d'histoire

Erzsébet Bodnár

Alexander I: Reformer and Diplomat

Tsar Alexander I was an interesting, mysterious and controversial figure of the Romanov dynasty.¹ He was the first really 'European' Russian sovereign even though he assumed power through an 'Asian' method, by way of a palace revolution in 1801. The circumstances of his accession to the throne had an effect on his life and activity all the way through. Several historical works deal with him but there have been very few detailed analyses on his personality and policy up to this day. Most historians divide his rule of a quarter of a century into two longer periods: a 15-year long, progressive period and a 10-year long reactionary period, and very few researchers see him as a reformer during all his reign.² Alexander I came into power at an early age of 24, and ruled for the same number of years. All through these years he worked at making the Russian Empire better and more perfect, his main strive was to create a modern administration to limit absolute power by laws and adopt Western liberal norms and principles into Russian practice.

On the one hand he continued the enlightened absolutist policy of his predecessors, mainly Catherine II, on the other hand he wanted to realize his own ideas. Alexander I 'inherited' an inclination towards reform. His grandfather, Peter III, during his short reign of six months wanted to take his empire forward 'by a huge leap'. Ironically, fewer of his measures were put into practice than Catherine II's reforms. The grandmother, Catherine II, exerted active reform activities in the first period of her reign with the goal of creating a well-functioning state in Russia with a social structure similar to the Western European one. The process initiated by her did not stop after her death either, his successors worked to further the cause of reform, though with various directions and methods. Her son, Paul I, already when aspiring to the throne, launched two peculiar political programmes, which were most probably affected by Catherine's ideas as well. In his works entitled „*A treatise on the state in general*” (1774) and „*Order*” (1788) he outlined a plan for the development of Russia, the basic ideas of which were as follows. Autocracy is the appropriate form of government for Russia, it is inevitable to make and introduce laws ensuring order and stability, the existence of a privileged order

¹ On the life and death of Alexander I and the legend around his personality see: SAHAROV, A.: *Alekszandr I. (K istorii zhizni i smerti)* IN: *Rossiyskiye samoderzhavci 1801-1917*, Moscow 1994. 13-90. CHULKOV, G.: *Imperatori: Psihologicheskiye portreti*, Moscow 1991. 57-165. Nikolay MIHAYLOVICH, velikiy knaz: *Legenda o konchine imperatora Aleksandra*, St Petersburg 1907. NIEDERHAUSER, Emil: *Rejtélyes uralkodó* [Mysterious ruler], Történeti Tanulmányok, Debrecen 2001. 33-43. BODNÁR, Erzsébet: *Valóság és legenda* [Reality and legend], IN: BODNÁR Erzsébet: *Oroszország a 18-19. században* [Russia in], Hungarovox, Budapest 2000. 73-80.

² KAZAKOV, I.: *Poslesloviye*, IN: VALLOTTON, H.: *Aleksandr I.*, Moscow 1991. 375-376. KÖVES, Erzsébet: *I. Sándor cár és reformjai*, [The reforms of Tsar Alexander I] Valóság, 1988. 9. 50. HELLER, M.: *Az Orosz Birodalom története* [The history of the Russian Empire] I. Budapest 1996. 401.

is superfluous, a developed industry and trade and organized finances are necessary for the dynamic development of the state. Only a part of his well-articulated programme was he able to realize upon his accession to the throne, the task to complete them was left to his sons, Alexander I and Nicholas I.³

Alexander I inherited the theoretical programme of reforming the Russian state from his educator Frédéric César Laharpe, but it was mainly the liberal Russian nobility that prepared the reforms and put them into practice. These two factors had a decisive role in forming Alexander's ideas. He was the favourite grandson of Catherine II, who directed his education. Excellent scientists ensured his mental development, the writer, M. Muravyov taught him literature and history, P. Pallas educated him in natural sciences, A. Samborskiy taught law and was his spiritual father as well as taught him English language. Laharpe, a Swiss lawyer of republican principles was invited to Russia in 1782, and was in the first place charged with Alexander's moral education and was his tutor for eleven years between 1784 and 1795. He taught him such abstract notions as the natural equality of men, the prevalence of the republican form of government, political and civic freedom, or 'all-social well being', for which every ruler must work. This educator, well versed in the social and political theories of the Enlightenment, probably made an outline of the political ideal of a constitutional enlightened monarchy for Alexander. He himself made short descriptions of the essentials of society for his disciple. He attracted his attention that the eternal guarantees of the autocrat's power be the consistent respect for laws, protecting the force of the established state order and the attention paid to his subjects. Under Laharpe's influence Alexander wrote a personal journal, making a note of all of his deeds. He always spoke of his tutor with much affection and thought that whatever was good in him, he owed to Laharpe.⁴

He was not even sixteen in 1793, when Catherine II arranged his marriage. Marriage also meant the end of his studies. Later he had real life as a school, and the hostile atmosphere that formed around his grandmother and father as a tutor. He hovered between the 'great court' at St. Petersburg and the 'lesser court' at Gatchina, both of which he was assimilated to and both of whose expectations he tried to comply with. This unavoidable hovering, this role he was to play developed hypocrisy in him. He was not attracted either by Catherine's court or by his father's hard form of life in Gatchina. This all may be connected to Alexander's complicated personality.⁵ Catherine II wanted to name Alexander as her successor several times in 1787 and 1796, owing to Paul's unfitness, which he refused every time and assured his father both orally and in writing that he had no intention of occupying the throne. After the accession of

³ On the reforms of Peter III, Catherine II, Paul I. see: KAMENSKIY, A.: *Ot Petra I. do Pavla I. Reformi Rossii 18 veka. Opiť tselestnovo analiza*, Moscow 2001.

⁴ FYODOROV, V.: *Aleksandr I. Voprosi Istorii*, 1990. 1. 50.

⁵ *Ib.* 51. KLYJUCHEVSKIY, V.: *Sochineniya*, t. V. cs. 5. Moscow 1958. 208-211.

Paul I he received several important positions. Every morning he had to report his father on the work done. His father treated him quite harshly, and Alexander was comprehensive of his father and avoided conflicts with him.

Laharpe left Russia in 1796, and with his leave Alexander's studies were finally interrupted. At the same time however, he made friends with some young aristocrats called by him 'enlightened minds', who supplied him with interesting books and advice. A 'circle of friends' was organized around the heir to the throne, which included A. Czartoryski, P. Stroganov, N. Novosiltsov and V. Kochubey. In their secret meetings they discussed the possibility of eliminating feudalism; the harmful nature of despotism and the advantages of the republican form of government. The young friends partly substituted for Laharpe, with whom Alexander stayed in constant correspondence. From his father's accession to power he was even more connected to this group. Paul I's policies more and more convinced him that he had to occupy the throne as a reformer Tsar.⁶ He expressly prepared himself for the task and already upon the coronation of Paul I he asked Czartoryski to prepare a draft for him in order to point to the 'uneasiness' of absolute monarchy and illustrate the advantages of such a form of government that he could put into practice after his accession to the throne. He was very much satisfied with the draft, even though he never used it and kept it in his drawer. In 1797 he sent a letter to Laharpe through Novosiltsov describing the chaotic state of affairs the rule of his father resulted in. He also wrote to his tutor about his young friends and schemes as well as asked his old master's advice on the ways to establish a type of rule in Russia by which absolutism could be avoided and by which he could give his people a freedom they could keep. This 'circle of young friends' meant a lot to Alexander, and at their secret meetings they argued for the struggle against despotism and the abolition of the serf system. Towards the end of 1797 they found the form of protest against the absolutism of Paul I. They published a journal with Alexander's financial support. The 'Saint Petersburg Journal' was short-lived, it only had five issues and publication ceased in early 1798. Still, this paper of eclectic contents was playing an important role, as already during Paul I's reign it 'prepared minds for the true transformation to come.' Through the 'Saint Petersburg Journal' the reader got acquainted with the progressive thoughts of the age, with the ideas of Western thinkers, furthermore, works of the representatives of Russian Enlightenment were also published here.⁷

The year 1798 saw the wording the reform programme for the heir to the throne and his circle, and they were all working on various drafts. Among these A. Bezborodko's ideas seem to be the most complete. Otherwise, he was Kochubey's uncle. In his work he gave a detailed analysis of Russia's situation

⁶ KÖVES: 55-60. PIPIN, A.: *Obshchestvennoye dvizheniy pri Aleksandre*, St Petersburg, 1871. 3-4. 13-22.

⁷ SAFONOV, M.: *Problema reform v pravitelstvennoy politike Rossii na rubezhe 18-19 vv.*, Moscow 1988. 49-53. EYDELMAN, N.: *Grany vekov. Politicheskaya barba v Rossii. Konec 18 - nachalo 19 stoletiya*, Moscow 1986. 181-182.

and still favoured autocracy. He also dealt with the reorganisation of the Senate and serfdom.⁸ Alexander himself made drafts as well. He outlined a more progressive solution to the question of serfdom than Bezborodko as he set the goal of abolishing it not just limiting feudal rights. Though he approached the issue of serfdom from a moral viewpoint: he hoped for its abolishment but trusted the humanitarian charity of feudal lords. These reveries of the twenty year-old heir to the throne were cut short by the Russian reality as from the summer of 1799 the circle of friends had to end its activities by an order of Paul. A new change came on March 12, 1801, with Alexander's accession to the throne. The young Tsar immediately called his educator Laharpe to St. Petersburg, who stayed in Russia from August 1801 to May 1802. After his initial measures Alexander asked his former educator's advice to make further steps, which he got on October 30, 1801. In his moderate programme Laharpe suggested the abolition of serfdom by way of gradual changes and advised Alexander to concentrate to a greater extent on education and the spread of knowledge. He trusted the traditionally great authority of the Tsar as he saw that he had no sufficient support for his reforms. Therefore he dissuaded Alexander from limiting his autocracy by creating some form of a representative organ.⁹ Alexander accepted his advice and started to elaborate on the reforms and transforming the Russian state.

Alexander I started his rule by solemnly promising in his manifesto of the March 12 that 'laws would be respected and the policies of Catherine II continued.' He openly distanced himself from the despotic methods of his father. As Catherine II's last favourite, Platon Zubov was directing the events, all this could be interpreted in such a way that the former favourite regained his influence. The early steps of the new ruler seemed to verify this as the plotter determined his first political steps. The nobility of the capital gladly accepted the change, Paul's deposition and they openly demanded the restitution of 'freedom under Catherine'.¹⁰ After Alexander's accession to the throne orders followed one another to abolish measures taken in his father's times. Those dismissed from service without a court procedure were rehabilitated, the exportation and importation of industrial goods, the Secret expedition was abolished, political prisoners and those banished received amnesty, foreign travel and the importation of books and music were made free, became free as well as the functioning of private presses, the publication of books and papers.¹¹ These were the first results of Alexander I's activities as statesman, when the 'conjurers held him in their hands.' He decided to take a major step in internal affairs on March 25, by setting up a temporary Council,

⁸ Bezborodko's draft see: SAFONOV, M.: *Zapiska A. Bezborodko o potrebnostyah imperii Rossiyszkoy, Vspomogatelniye istoricheskiye distsiplini* (VID), Leningrad, 1982. XIV. 180-195.

⁹ Laharpe's letter to Alexander I. IN: Nikolay MIHAYLOVICH, velikiy knaz: *Imperator Aleksandr I*. Moscow 1999. 32-34; EYDELMAN: 342-343.

¹⁰ SAFONOV: *Problema reform...*, 75-78.

¹¹ PIPIN: 58-61.

the activities of which resulted in nothing else but the restitution and strengthening of the industrial, social and political system that was exclusively built on the privileges of nobles and took up a legal form under Catherine II. This was reflected in the manifestos submitted to the Senate. Alexander was in a difficult situation, on the one hand, he had to deal with the internal problems left unsolved by Catherine, only increased during the despotic reign of Paul, thus the question of limiting autocracy was also raised, on the other hand, he had to take the steps dictated by those who helped him into power. It was only after these tasks that he could at all think of realizing his own ideas.

When Alexander ascended the throne, he had a precise programme of settling the issue of serfdom and transforming the state. He believed that unlimited autocracy could easily become despotism and could destabilize the political system by breaking the framework of the monarchy. Therefore, he thought the 'perfection of the monarchic system' as important to decrease the number of political errors and avoid its functioning based on the monarch's moods and ideas. In order to achieve this, he promoted the transformation of the institutions of government so that these may be able to protect the sovereign from taking wrong steps. The political practice followed by Paul and the sad end convinced him that he had to proceed along this road. He was not the only one to think like this, but the idea of limiting the tsar's power was also popular with the court circles of the capital, clearly brought to the surface by Paul's despotism.¹² Basically Zubov and Pahlen, the organizers of the plot against Paul were of the same view, they also advocated limiting autocratic power and the issue of an aristocratic constitution. The first manifestation of this tendency was the setting up of the Permanent Council that replaced the temporary Council on April 5. This new institution was the Tsar's advisory council and it supervised and examined the reform drafts. Its setting up changed the autocratic organisation to some extent. Supreme power was concentrated in the sovereign's hands, but in passing laws he had to take the Council's opinion into consideration, the members of which came from among the best of the court elite. The existence of the Council finally did not limit the sovereign's power, but it created a situation where his activities could be controlled. Zubov and Pahlen played a key role in the Council and Alexander transformed the body several times to reduce their influence and increased the number of its members. In the summer of 1801 the Council dealt with the question of serfdom, the restitution of the Senate's authority and current issues of foreign policy. Alexander achieved minor success in the serf question and it illustrates his naïveté well that he hoped that the nobility would renounce the upkeep of feudal servitude for honour. The dispute around the Senate made it increasingly clear for him that the leading elite saw in it a counterbalance of autocracy, with the help of which it could interfere in the government of the realm more effectively.

¹² MINAYEVA, N.: *Pravitel'stvennyy konstitutsionalizm i peredavoye obshchestvennoye mneniye Rossii v nachale 19 v.*, Moscow 1982. 31-71.

Alexander did everything to free himself from the squeeze of those who helped him into power and strove to reanimate the old 'circle of young friends'. The only one to stay in St. Petersburg at the time was Stroganov,¹³ pushed into the background by the March events. The old circle first gathered on April 22 and immediately started to discuss the issue of reforms. Stroganov made a detailed note for the sovereign, but he did not word actual reforms instead he wrote an essay on the method of introducing them. He advised Alexander to set up a special committee to elaborate the reforms in secret. The works were to be directed by the Tsar, the government institutions should be reformed first and the constitution accepted only afterwards. The sovereign agreed with Stroganov in all this and set up a Secret Committee of his young friends and relied on it for setting up the plans of reforming the state. The Tsar held council with his friends, but 'the old ones' also played a role in administration. Thus, the Permanent Council worked together with the Secret Committee.

In the spring of 1801 the transformation of Russia into a constitutional monarchy ceased to be the privilege of the Tsar's young friends. Zubov and his entourage also dealt with the questions of limiting autocracy and elaborating an aristocratic constitution.¹⁴ The young friends did not remain faithful to their earlier republican ideals either; they became more prudent in their suggestions and plans. While they were building up their reform plans, they thought it important to give Russian people a deed of gift in order to preserve absolutism.

The Secret Committee had 35 sessions between June 1801 and May 1802, only 4 in 1803 and was dissolved.¹⁵ By 1804 intensive reform activities ceased as a result of foreign events. These activities resulted in a few liberal reforms originating mainly from the circle of friends in the fields of the question servitude, transforming the administrative system and education. Several orders of Alexander dealt with the serf question: in 1801 he ended the selling of state serfs to private owners; prohibited advertising the selling of private serfs without land (but the sales themselves he did not prohibit); he made it possible for commons to buy land. In March 1803 his *ukaz* on 'free farmers' was published, which allowed serfs to free themselves with compensation after having agreed with their landlords. But compensation was so high that very few used this opportunity. In 1804–1805 the serf reform in the Baltic gave personal liberty to the serfs and they could hire land from their landlords in exchange for their earlier services. Two of his orders concerning administration are most outstanding: in 1802 the order specifying the authority of the Senate, on the basis of which the Senate played the role of supreme court and supreme state control organ; and the one setting up ministries. He believed that the system of ministerial government would

¹³ PIPIN: *op. cit.* Prilozheniye, 114.

¹⁴ SAFONOV, M.: *Konstitutsionniy proyekt P. Zubova - G. Derzhavina*, VID, Leningrad, 1978. X. 226-244.

¹⁵ FJODOROV: 58.

increase his power, therefore he reorganized the system of colleges and established eight ministries. In 1803–1804 he settled the question of education and introduced a four-stage system. The period between 1801 and 1803 was critical for Alexander I from the point of view how to stay in power and free himself from the influence of the plotters and with whom and how he could realize his ideas and reforms.¹⁶ Though his attention was more and more attracted by foreign affairs – he was campaigning in the East and in the West between 1804 and 1815 – the cause of reform and developing culture still remained important for him, though the war demanded lots of money and casualties. He first returned to the question of reforms after the peace treaty of Tilsit, and commissioned M. Speranskiy, his chief advisor between 1808 and 1812, to modernize the governmental institutions of the country. The plan of reforming the Russian state made by Speranskiy took its final form in 1809, and it won the sovereign's appreciation and approval, but it could not be realized because of the resistance of the court nobility.¹⁷ The partial results of Speranskiy's reform activities, the State Council set up in 1810, and his reform developing the ministries in 1811 witnessed that the Tsar still seriously trusted that he would succeed in transforming Russia into a constitutional monarchy.¹⁸ The same is proven by his orders issued in 1808–1809 concerning serfs, prohibiting their sale in fairs and banishing them to Siberia for minor crimes as well as it obliged landlords to provide for them in years of draught and bad crops. In 1811 the serf reform of the Baltic was continued in the Estonian territories and was finished between 1816 and 1819. He turned once more to the issue of the constitution after 1815 in his European constitutional diplomacy. He asked Novosiltsov to write a constitution,¹⁹ but the draft that was ready by 1820, remained in paper even though Alexander was quite satisfied with it. Though he had a few further attempts at settling the serf question,²⁰ in 1818 he commissioned A. Arakcheyev to elaborate a plan of liberating serfs in Russia, after 1820 the issue of reforms was pushed into the background in his policy. While between 1801 and 1804 he personally drafted his ideas of reforming the Russian state and he intensively participated in reform work, after 1807 he more and more relied on his advisors and ordered plans as an 'outsider', of which he only realized a fraction. His reforms realized from above mainly gave legality to his autocracy and strengthened it.

After his accession to power Alexander I moved on familiar ground in internal politics, he had a well defined programme and he immediately started

¹⁶ Nikolay MIHAYLOVICH.: 27-31.

¹⁷ Uo.: 68-69. KLYUCHEVSKIY: 220-225. MINAYEVA: 125-131.

¹⁸ PIPIN: 129-144.

¹⁹ *Ibid.*: 376-378. KUN, Miklós: *Az orosz liberalizmus eredendő teherkétele* [The inherent imposition of Russian liberalism], IN: *Szabadság és nemzet* [Liberty and Nation], Budapest 1993. 267-279.

²⁰ DOLGIH, A.: *Krestyanskih vopros v politike Aleksandra I. v 1820*, Vestnik MGU, Szer.8. Moscow 1984. 2. 58-64.

to solve problems. He did not, however, have clear ideas as to how to direct Russian foreign politics and how to use the military force of the Russian Empire to force his quite uncertain idea on his allies and adversaries. He did not clearly word the principles to be followed in foreign affairs and he did not think over Russia's role in international relations in detail. This in part originated from the fact that in his education little attention was paid to providing him with knowledge on foreign politics, but emphasis was laid on internal affairs. His educator, Laharpe mainly gave him lectures and wrote notes on social systems, on the nature of ruling, though he was the one who made him acquainted with the idea of 'eternal peace.' Alexander spoke and read in several (Western) foreign languages, but never went abroad. His knowledge of European countries came on the one hand from his studies, on the other from his personal (friendly) relations. Therefore it is not surprising that his early views of foreign politics were rather naïve and idealistic and had little to do with the force of Russia and with the contemporary state of affairs in Europe. His first goal, being quite modest, was the creation and upkeep of peace and he wished it not only for Russia but also for the whole world (Europe). Alexander I, however, was in no position to create and secure peace at the time, to have a decisive influence on European affairs and thus serve the good of humanity.²¹ His first diplomatic steps were answers given to the difficulties created by Paul I, and by the autumn of 1801 he realized his goal with his peace treaties and freed the Russian state from the situation into which it was forced by the foreign policy of his father. He succeeded in achieving not to get involved in the complicated relations between England and France and he assumed peace, though not for the whole world, just for Russia.

At the beginning of Alexander's reign the direction of foreign affairs got into the hands of Nikita Petrovich Panin who summed up his views in a draft entitled „*On the political system of the Russian Empire*”. The Tsar and his young friends were of the same view; they were all in favour of peace and all wished for the maintenance of European balance. In late 1801 the sovereign already agreed with the foreign political concept of Kochubey and with isolationist politics that was favourable to start the internal reform of the Russian state. From late 1802 onwards, however, he supported A. Vorontsov and Czartoryski and urged a more active Russian foreign policy.²² From the spring of 1804 when the French conquest became evident in Central Europe and in the Mediterranean region, the Russian government thought in terms of a strong all-European alliance instead of bilateral treaties that could function efficiently against Napoleon. Such an alliance was the concern of England as well as Russia. Alexander I sent his confidant, Novociltsov to London who discussed the important questions of an Anglo-Russian alliance based on his instructions.

²¹ HARTLEY, J.: *Alexander I.*, London 1996. 63-67. BODNÁR, Erzsébet: *I. Sándor és az európai egység eszméje* [Alexander I and the concept of European unity], IN: BODNÁR: 58-59.

²² SOLOVYOV, S.: *Sochineniya*, kny. XXII. Moscow 1998. 331-339.

The 'Secret Order' prepared for Novosiltsov is really the first concise summary of Alexander I's ideas on foreign politics in which he formed an opinion of European issues as well as the Eastern question.²³ In the first one the Polish issue and the fight against Napoleon were focused from 1804, but up to 1807 he tended towards peace with Napoleon because of the defeats suffered at the hands of the French.²⁴ By then, the first difficulties appeared in the Eastern question as well. From the beginning of his reign the Tsar stood for the maintenance of the Ottoman Empire and continued the 'peaceful' policies of Paul I and called the 'weak neighbour' a 'valuable guarantee of Russian defence',²⁵ which was reflected in their bilateral treaties as well. In 1805 he achieved the renewal of the 1799 treaty on the Straits and referring to the peace treaty of Küchük-kaynarja he increased Russian influence in the Balkan states, mainly in Montenegro and in the Danubian Principalities. This peaceful period ended by 1806, Russia got entangled in a war against Turkey that lasted till 1812.²⁶

Russian foreign policy had to be revised because of the changes in European affairs and in the Eastern question. A huge pressure was placed on Alexander, he was left without allies and his generals as well as his advisors urged for peace with France. The peace treaty of Tilsit (1807) isolated Russia despite of its positive features – they could follow a more active policy in Eastern Europe and against the Ottoman Empire²⁷ – and it forced Russia into a subordinate position in the French alliance as well as joining the continental system was disadvantageous for Russia.²⁸

Tilsit and Erfurt were the first major diplomatic events for Alexander. He represented Russian interests knowledgeably and convincingly. The modern ministry of foreign affairs set up in 1802, and the diplomatic corps consisting mainly of foreigners functioned in a more and more organized and efficient manner.²⁹ Peace was not popular in Russian circles and Russia could less and less respect its conditions. Already in 1807 differences arose in two important questions: in the case of Poland and the continental system, to which further problems were added with time, which led to outbreak of war in 1812. Napoleon wanted to force Alexander back to the conditions of the Tilsit treaty with quick victories, but his defeat and then the Russian successes in the 1813–1814 Western campaign changed Russia's status in the European system. Alexander used this new position in the Congress of Vienna supposed to settle European issues. From the spring of 1814 he expressly strove to gather

²³ SOLOVYOV, S.: *Imperator Aleksandr I.*, Moscow 1995. 72-79. *Sekretnaya instrukciya*, IN: *Vneshnaya politika Rossii* (VPR), ser. I. t. 2. Moscow 1961. 146-151.

²⁴ KENNEDY Grimsted, P.: *The Foreign Ministers of Alexander I.*, Los Angeles 1969. 42.

²⁵ VPR, ser. I. t. 1. Moscow 1960. Dok. 12. 18.

²⁶ *Istoriya vnesney politiki Rossii, Pervaya polovina 19 veka*, Moscow 1995. 53-54.

²⁷ *Solovyov: Sochineniya*, 454–457.

²⁸ *Istoriya vnesney politiki...*, 67–77.

²⁹ On Russian foreign policy see more in detail: *Kennedy: op. cit.*

European states by virtue of his new role in Europe and to place their relations on new theoretical bases. The Russian sovereign expressed his desire for peace in European political relations in the declaration of intent of the Holy Alliance that reflected his peculiar views about European unity as well.³⁰

Alexander appeared at the Congress of Vienna with a numerous diplomatic delegation in which he was accompanied by Razumovskiy, Nesselrode, Stakelberg, Pozzo di Borgo, Capo D'Istria, Czartoryski, Stein. Among his seven advisors there was only one Russian. This on the one hand shows that Alexander liked educated foreigners and every minor European problem had a foreign expert in his diplomatic corps, on the other hand it also shows that during his reign European issues required special attention. Illustrious personalities of European thinking and education were now needed to cope with the arising problems and fulfil new tasks.³¹

The Tsar participated in the works of the Congresses actively and preserved his leading and initiative role up to 1820. Already in 1805, in the 'Secret Order' he expressed his ideas on the reorganisation of Europe, on the new European system, on Russia's leading role and on the mode of co-operation of the powers after Napoleon's defeat and he represented these views at the Congress of Vienna in 1814. Alexander remained an advocate of European peace after 1814 as well, and put Russia into the service of its maintenance. His ideas were not naïve or idealistic any more, as at the beginning of his reign. His foreign policy showed that he had understood what Russia's interests were. He felt the new position and strength of Russia in international relations and clearly saw that her increased weight can evoke the antipathy of European powers and in the Alliance of Four a close Austro-English friendship could limit the assertion of Russian interests. That is why already in 1815 he urged to lift France among the great powers, in which, otherwise, he saw the guarantee of preserving European peace and harmony. For this concern, he was endeavouring to have the English and Russian forces reduced. To make European stability enduring he suggested the introduction of a constitution in France, certain German states and Poland.³² France was added to the alliance system in Aachen in 1818, and Alexander considered this to be a great achievement of Russian diplomacy and he noted that it also meant a new period in the co-operation of great powers. Because of the revolutionary movements of the 1820s more and more he got under Metternich's influence and this change is illustrated by the fact that he signed the Troppau protocol.³³ The Greek issue meant a great challenge for him from March 1821, and in the beginning, he urged for a joint co-operation to

³⁰ DEGOYEV, V.: *Aleksandr I. i problema yevropeyskovo soglasiya posle Venskovo kongressa*, *Voprosi Istorii*, 2002. 2. 112-113. BAHTURINA, A.: *Zarozhdeniye i sushnost ideyi Syaschennovo Soyuzu*, *Voprosi Istorii*, 1997. 4. 151-155. *Akt o Soyashchennom Soyuze*, IN: *VPR*, ser. I. t. 8. Moscow 1972. 516-518.

³¹ KINYAPINA, N.: *Vneshnaya politika Nikolaya I.*, *Novaya i Noveysaya Istoriya*, 2001. 1. 192-193.

³² KENNEDY: 50. HARTLEY: *op. cit.* 144-146.

³³ SEAMAN, L.: *From Vienna to Versailles*, London, 1995. 10-15.

solve the Eastern question. When neither the St. Petersburg conferences of the great powers in 1824 and 1825, nor the Russian settlement plan led to any result, Alexander I decided to help the Greeks.³⁴ He travelled to the Crimean peninsula in September 1825, to prepare this and events were only stopped by his death in Taganrog in November.³⁵

³⁴ SOLOVYOV: *Sochineniya*, 617-632. SCHROEDER, P.: *The Transformation of European Politics 1763-1848*, London 1994. 640-641. 646. *VPR*, ser. II. t. 6. Moscow 1985. Dok. 20, 27, 51, 85. Prim. 35.

³⁵ DEGOYEV: 130-131.

Габор Бур

Колониальная политика Габсбургской империи

В последней трети XIX в. обладание колониями стало одним из важных критериев великодержавного статуса. Способность к захвату колоний необходимо было доказывать не столько подлежащим завоеванию народам, или, реже, государствам, сколько европейским конкурентам. Ранее, в европейской системе пентократии колониальный фактор не имел большого значения. Испания и Португалия, располагавшие значительными территориями и после победы движения за независимость в Латинской Америке, все же относились к числу второстепенных держав, в то время как Пруссия и Австрия были первостепенными факторами системы европейского равновесия того времени без всяких колониальных позиций. Эта картина не сразу изменилась и после возникновения Германской империи. Хорошо известен связанный с этим *von mot* Бисмарка, его картой Африки была карта Европы, на которой Германия была зажата между Францией и Россией. Корреляция между великодержавным статусом и обладанием колониями стала очевидной лишь после 1884-85 гг., принесших временный поворот в политике Бисмарка.

Англия и Франция издавна считались классическими странами-колонизаторами, а теперь к ним в качестве конкурента присоединилась и Германия. Положение России было несколько своеобразнее, прежде всего потому, что после продажи Аляски в 1867 г. у нее не было «заморских» колоний, таким образом она и не входила в сферу действия теории империализма, предложенной Гейнрихом Фридунгом.¹ Поэтому позже, в советскую эпоху, установление параллели между российским колонизаторством и колонизаторской политикой Англии и Франции. Этот подход был молчаливо принят и в западной специальной литературе. Тот факт, что завоеванные Россией территории примыкали к ее границам, а также отсутствие у России намерения, да и способности включиться в крупную конкурентную борьбу за обладание колониями, – все это превращало российскую колониальную политику в своеобразный, с трудом поддающийся сравнению феномен. Однако завоевание Кавказа, Средней Азии, Сибири и Дальнего Востока, а также обеспечение сфер влияния от Персии до Манчжурии позволяют однозначно утверждать, что царская Россия также принадлежала к числу классических стран-колонизаторов.

С Австрией дело обстоит иначе. Согласно общепринятым представлениям, Австрия, а позже – Австро-Венгрия, совсем не имела

¹ Heinrich FRIEDJUNG: *Das Zeitalter des Imperialismus 1884-1914*. Berlin 1919. Сравнение теорий империализма см.: Wolfgang J. MOMMSEN: *Imperialismustheorien. Ein Überblick über die neueren Imperialismusinterpretationen*. Göttingen 1980.

колоний, в центре континентальной Европы не было ни желания, ни способности к колониальным завоеваниям. Вне всякого сомнения, в конце XIX в. Австро-венгерская монархия была слабым звеном в «европейском концерте» великих держав. Ее великодержавный статус был скорее мнимым, за импонирующими цифрами все более терялось содержание. Австро-Венгрия откатывалась назад в виртуальной международной иерархии не из-за отсутствия колоний. Нужно отметить, что перед первой мировой войной финансовый баланс европейского колонизаторства, за исключением Британской Индии и Голландской Восточной Индии, вообще не был однозначно положительным для стран-колонизаторов. Однако отсутствие колоний, помимо снижения престижа, выявляло границы возможностей данной великой державы. В эпоху внешнеполитических союзов, постепенно сменивших европейскую систему пентократии, дуалистическая монархия, отставая от своих прежних партнеров, переместилась в одну категорию с Италией и Османской империей.

Однако полная картина еще сложнее. Дело в том, что и Австрия делала попытки приобрести колонии.² Одной из таких ранних попыток можно считать основание в 1719 г. в Триесте Австрийской Восточной кампании. Однако портовый город на берегу Адриатического моря имел неблагоприятное географическое положение, был слишком отдален от важнейших торговых путей того времени. Поэтому Австрийская Ост-Индийская кампания была основана в 1722 г. уже в городе Остенде в Австрийских Нидерландах. Подобно другим похожим английским, голландским, датским и французским компаниям, эта компания, основанная для торговли пряностями, ставила своей целью создание факторий на отдаленных территориях, что позже могло стать основой для колонизации этих территорий. Однако этого не произошло. Англия и Голландия с самого начала враждебно относились к австрийским конкурентам, поэтому император Священной Римской империи Карл VI, по венскому договору 1731 г., обязался распустить компанию в обмен на признание Прагматической санкции. В 1777-1781 гг. существовавшая лишь номинально кампания, состоявшая из частных купцов, поручила голландскому капитану Вильгельму Больтцу основать фактории в Восточной Африке и на Никобарских островах. Выполняя поручение, Больтц вошел в залив Делагоа, оставленный португальцами из-за эпидемии желтой лихорадки, и основал там первую колонию Австрии. Однако желтая лихорадка не помиловала и людей Больтца, из-за чего все предприятие окончилось неудачей. Через несколько лет португальцы вернулись в залив, где был построен город Лоренцо Маркеш, будущая столица португальской Восточной Африки.

² Об этом см.: Erwin SCHMIDL: *Das Kolonialreich, das nicht war: Österreichische koloniale Ambitionen in Afrika*, IN: Angelika TUNIS (Hrsg.), *Faszination der Kulturen, für Armand Duchâteau zum 70. Geburtstag von seinem Freundeskreis*, Berlin 2001. 297-304.

Похожие попытки делались австрийцами и в XIX в. В 1857-58 г. возникла мысль о завоевании острова Сокотра, Галапагоса Индийского океана. Этот остров площадью всего 3,5 тысячи квадратных километров, обладающий неблагоприятными климатическими условиями, но имеющий важное стратегическое значение, в XVI в. в течение недолгого времени уже принадлежал португальцам, но в следующие столетия считался ничьей землей. В 1834 г. им овладела Британская Ост-Индийская компания, желавшая контролировать выход из Красного моря. После восстания сипаев кампания была распушена, а отдаленный остров был так крепко забыт, что лишь в 1886 г. был объявлен от имени британской короны частью протектората Адена. В Триесте, крупнейшем порту монархии, нашлись люди, которые попытались использовать этот переходный период для поднятия на острове черно-желтого флага, что способствовало бы расширению австрийской торговли в данном регионе. Согласно плану, который поддерживался и эрцгерцогом Фердинандом Максимилианом, для покупки острова нужно было выделить сумму в 100 тысяч талеров, которая предположительно должна была быстро окупиться за счет оживления азиатской торговли. Однако денег не оказалось, поскольку события в Пьемонте требовали усиления сухопутной армии.

Ко времени восстания сипаев может быть отнесен и созданный в 1858 г. проект завоевания Никобарских островов. На завоевание симпатии англичан и местных жителей предполагалось затратить 1 миллион гульденов, таким образом, это уже было бы колониальное предприятие, на которое предполагалось затратить значительные средства. Однако здесь британская корона оказалась расторопнее, чем в случае с островом Сокотра. Одновременно с роспуском Британской Ост-Индийской компании острова были объявлены частью Британской Индии, больше того, уже в 1858 г. здесь была интернирована часть индийских солдат, принявших участие в восстании. Англичанам никогда не удавалось извлечь экономическую выгоду из обладания Никобарскими островами, однако доходов, получаемых из огромной индийской колонии, хватало для компенсации понесенных на островах убытков.

В 1895-96 гг. австрийцами вынашивались планы колонизации части Соломоновых островов, но в конце концов Германия опередила здесь Австро-Венгрию. Зато в 1899 г. возникла мысль о подражании германской колониальной политике, когда Вена заявила о своем желании купить у испанцев Западную Сахару. Однако в это время испанцы чувствовали себя уже в менее стесненном положении, чем годом раньше, когда после проигранной войны против США они быстро продали Микронезию Берлину, прежде чем ее сумели прибрать к рукам американцы. Поэтому в 1899 г. сделка между Веной и Мадридом не состоялась, к тому времени в Испании национальная гордость восторжествовала над финансовыми соображениями.

Наконец, к числу неосуществившихся австро-венгерских планов принадлежал один из многочисленных проектов, предусматривавших раздел Османской империи. В 1913 г., в ходе второй Балканской войны в случае победы Болгарии, считавшейся союзницей Австро-Венгрии, к последней перешли бы юго-западные анатолийские территории.

Интересным эпизодом заморской экспансии Австро-Венгрии стала т. н. «мексиканская авантюра». В 1864-1867 г. младший брат императора Франца Иосифа, эрцгерцог Максимилиан Габсбург, попытался при поддержке французов основать в Мексике империю. В 1854 г. группа мексиканских политиков послала в Европу чрезвычайного уполномоченного для поисков подходящего монарха. Кандидатура эрцгерцога Максимилиана Габсбурга была выдвинута уже во время его визита в Париж 16-28 января 1856 г., этот вариант поддерживался Наполеоном III и Ватиканом. Как писал в своих воспоминаниях австрийский посол во Франции барон фон Хюбнер, Максимилиан был вполне доволен покидая парижские переговоры. Поэтому когда в 1861 г. французско-испанские войска высадились в Мексике, ни у кого не вызвало удивления, что мексиканские консерваторы, сражавшиеся против Хуареса, предложили трон Максимилиану. 28 мая 1863 г. Максимилиан прибыл в Мексику вместе с шеститысячным т. н. добровольческим корпусом, в рядах которого было 1047 венгерских солдат. Царь Александр II первым и немедленно признал Максимилиана императором Мексики. Однако Максимилиан оставался императором лишь в течение короткого времени. 21 мая 1867 г. он вместе с 8.000 солдат и 400 офицерами был взят в плен у Кверетаро, а 19 июня – казнен вместе с генералами Мираном и Мехиа.³

Австрийские и австро-венгерские попытки захвата колоний не ограничивались тропическими территориями. С середины XIX в. ускорилось изучение района Северного полюса, к которому, кроме моряков северных стран, по инициативе Августа Петермана, в 1860-х гг. подключились и немцы, более того, австрийцы. Они считали, что к Северному полюсу легче всего приблизиться по Баренцову морю между Шпицбергом и Новой Землей, поскольку под влиянием Гольфстрима открытая вода летом проникает далеко в Северный Ледовитый океан. Граф Иоганн Вильчек, председатель венского Географического общества, предложил 40 000 форинтов для организации северной экспедиции и, используя свое влияние, добился и поддержки австрийских правительственных органов, больше того, 4 тысячи серебряных форинтов

³ Биографические данные о сражавшихся в Мексике венгерских солдатах были опубликованы Лайошем ТАРДИ в статье «Az 1864- 1867. évi mexikói "önkéntes hadtest" magyarországi résztvevői», которая появилась в журнале *Hadtörténelmi Közlemények* 1990, № 2, 145-171. NAGY Miklós Mihály: *Mexikó magyar katonautazója: Pawlowszki Ede. A Földrajz Tanítása*, 1999, № 5. Он же: *Miksa császár magyar katonája. Új Honvédségi Szemle*, 2000., № 9. Он же: *Magyar hadiutazók*.

поступило от самого императора. С венгерской стороны значительную сумму на нужды экспедиции внес Ёдён Зичи.⁴ В Бремергавене был построен 30-тонный корабль с крепкими бортами, снабженный не только парусами, но и паровой машиной мощностью в 100 лошадиных сил. Корабль был назван именем австрийского адмирала Вильгельма Тегетхофа, в 1866 г. нанесшего поражение итальянскому флоту у острова Лисс. Капитаном «Тегетхофа» и начальником экспедиции был назначен капитан Карл Вайпрехт. Его заместителем и одновременно научным руководителем экспедиции стал старший лейтенант Юлиус Паер, уже участвовавший в полярном путешествии, организованном немцами. Половина экипажа из 24 человек была набрана из опытных далматских моряков, офицеры были австрийцами, в экспедиции принял участие лишь один венгр, корабельный врач Дюла Кепеш. Перед экспедицией была поставлена смелая цель – обойдя Новую Землю, попытаться через Северный Ледовитый океан выйти к Берингову проливу, иначе говоря, разведать т. н. «Северо-восточный проход» из Атлантического океана в Тихий. «Тегетхоф» отправился в плавание 13 июня 1872 г. из бременского порта. 3 июля он бросил якорь в норвежском порту Тромсо, где к экспедиции присоединился норвежский капитан Олаф Карлсон, хорошо знавший мир льдов. Для пополнения привезенной из Бремена упряжки из 6 собак были взяты еще две эскимосские собаки, после чего корабль продолжил свой путь по покрытому льдинами морю в сторону Новой Земли. По пути мореплаватели встретились с норвежским кораблем «Исбйорн», на борту которого находился И. Вильчек, оставивший припасы для «Тегетхофа» в северной части острова, у мыса Нассау. «Тегетхоф» не сумел продвинуться намного дальше мыса Нассау, поскольку попал в торос и вмерз во льды. Таким образом, план движения в сторону Берингова пролива провалился. Вмерзший во льды корабль дрейфовал от Новой Земли к северу почти до 80-го градуса широты. В феврале 1873 г. ледяное поле с кораблем начало двигаться в западном направлении. Все это время не бездельничали и члены экипажа, производившие метеорологические измерения и изучавшие состояние льда. Для разведки и охоты было сделано несколько длительных поездок на собачьих упряжках. Наступило лето, среди ледяного поля появились пятна воды, однако корабль не удалось освободить из льда толщиной примерно 10-12 метров. В конце августа 1873 г. в северо-западном направлении была замечена кромка земли. Движение ледяного поля замедлилось, и лишь в конце октября члены экспедиции оказались вблизи земли, где, однако,

⁴ Граф Ёдён Зичи, крупный землевладелец и политик, будучи сторонником венской политики, до 1848 г. был заместителем главного ишпана (администратором) комитата Фейер, заместителем главного придворного конюшего. В конце сентября 1848 г., по поручению Елачича, поспешил к австрийскому генералу Роту, но был схвачен разбегдами Гёргеи у Адони. Из-за найденных у него документов был приговорен военным судом в Чепеле к казни через повешение.

лед снова остановился. Здесь мореплаватели провели вторую полярную зиму. Их пища состояла в основном из мяса убитых медведей. В марте 1874 г. небольшая группа высадилась на берег и под руководством Паера отправилась на север. В течение месяца они обследовали еще не виданные человеком прекрасные ледниковые территории примерно до 82 градуса широты. Крупный остров, находившийся на западе, был назван Землей Вильчека, восточный остров получил название Земли Зичи, а выступающий скалистый полуостров стал называться мысом Будапешт. Весь архипелаг получил имя императора и короля Франца Иосифа. Под один из камней были положены документы о переходе островов в собственность Австро-Венгрии.

Члены экспедиции ясно понимали, что на острове их ожидает гибель. Многие заболели, корабельный механик Отто Криш умер от туберкулеза. После его похорон с накренившегося набок корабля было снято самое необходимое снаряжение, пища, которые затем были погружены на сани, и члены экспедиции двинулись в южном направлении. Они поставили на саночные полозья три лодки и тащили их с собой, чтобы в случае необходимости продолжать движение по воде. После почти трехмесячных изнурительных скитаний, в середине августа, мореплаватели достигли края ледяного поля, к югу от которого уже начиналась открытая вода, а в далеке виднелись северные горы Новой Земли. Члены экспедиции спустили на воду свои лодки и поплыли к острову. У его берега они встретились с двумя русскими рыбачьими судами, один из которых взял их на борт уже полностью истощенных участников экспедиции и доставил их в норвежский городок Вардо. Оттуда они на нанятом корабле вернулись в Германию. Австро-венгерская экспедиция к северному полюсу стала одним из выдающихся событий в истории географических открытий.

Хотя формально архипелаг оставался в собственности Австрии до мирного договора, завершившего первую мировую войну, на деле он был ничьей землей, чем воспользовалось советское правительство. В 1921 г. там была создана радиостанция, а в 1926 г. советское правительство объявило острова советской территорией. Однако архипелаг площадью 18.940 кв. км, с 1926 г. официально принадлежащий СССР, а позже – России, до сих пор носит имя Франца Иосифа. История и открытия экспедиции 1872-74 гг. были описаны Юлиусом Паером в популярной среди читателей книге, впервые опубликованной в Вене в 1876 г.⁵

Символическое обладание Землей Франца Иосифа не утолило аппетита тех, кто гонялся за миражем имперского статуса Австро-Венгрии. Вена старалась извлечь выгоду из «коллективного империализма»,

⁵ Julius PAYER: *Die österreichisch-ungarische Nordpol-Expedition in den Jahren 1872-1874, nebst einer Skizze der zweiten deutschen Nordpol-Expedition 1869-1870 und der Polar-Expedition von 1871*. Mit 146 Illustrationen (Holzstichen) und 3 (gefalteten) Karten. Wien: Hölder 1876. 696p.

то есть из системы, основанной на переговорах и заключении договоров между европейскими державами. Однако ни «Конголезская лихорадка», ни последовавшая за ней конкурентная борьба за Африку не дали ей возможности для колониальных завоеваний. Благоприятного случая пришлось ждать до самого конца XIX в. В ту эпоху считалось нормальным, что великие державы держали военные корабли в иностранных портах. Задачей этих кораблей была защита граждан, посланных в данную страну для торговой или дипломатической работы, охрана посольств и консульств, а также т. н. «показ флага», иначе говоря, устрашение и отпугивание потенциальных противников. С 1870-х гг. эти задачи выполнялись современными крейсерами. Руководители военно-морского флота Австро-Венгрии считали, что поддержание великодержавного статуса и престижа страны требует строительства подобных кораблей. На основании этих соображений были разработаны планы класса крейсеров, которые соответствовали бы упомянутым выше задачам. Проект строительства крейсеров был вотирован в 1895 г. по инициативе командующего военно-морским флотом Максимилиана Дублебски фон Стернека. В соответствии с этим проектом были спущены на воду три крейсера, «Зента», «Асперн» и «Сигетвар». Этот класс кораблей получил название первого корабля, «Зенты». После смерти Стернека в 1897 г. строительство крейсеров было закончено под руководством его преемника, Германа фон Спауна.

После спуска на воду в 1899 г. «Зента» отправилась На Дальний Восток. Весной 1900 г., когда в Китае вспыхнуло «боксерское восстание», крейсер находился в японских водах. Австро-венгерское руководство приказало ему войти в китайский порт Пеихо, где он бросил якорь 7 сентября. Тогда же в китайские воды направился и бронированный крейсер «Императрица и королева Мария Терезия», вслед за которым месяцем позже последовали «собрат» «Зенты», «Асперн», а также крейсер «Императрица Елизавета». Командиром сложившейся таким образом эскадры стал контр-адмирал, граф Рудольф Монтекукколи. Для защиты дипломатических представительств и граждан Австро-Венгрии с «Зенты» высадился отряд, направленный в Пекин и прибывший туда 3 июня, одновременно с немецкими частями.⁶ Командующий международными военно-морскими силами, вице-адмирал Сеймур, прибывший в Дагу 9 июня, двинулся со всеми наличными силами в Пекин на помощь британскому посольству, оказавшемуся в тяжелом положении. Его войска насчитывали 3000 человек. В сражениях в качестве членов морского десанта приняло участие 500 моряков с четырех австро-венгерских военных кораблей. Капитан крейсера «Зента» предоставил в

⁶ Claudia HAM, Christian ORTNER (Hg.): "Mich hatte auch diesmal der Tod nicht gewollt". Aus dem Tagebuch eines k.u.k. Matrosen während des Boxeraufstandes. Verlag Österreich, Wien 2000. 159.

распоряжение международных военных сил 7 пушек с прислугой. Первое столкновение с боксерами произошло 11 июня. С этого времени сражения с восставшими, которых поддерживали и регулярные части китайской армии, велись непрерывно. Вице-адмиралу Сеймуру пришлось отступить под давлением противника, имевшего огромное численное превосходство. Международные части заняли крепость Хсику и приготовились к обороне. Здесь они дождались подкреплений, вместе с которыми их численность возросла до 16 тыс. человек. 17 июня боксеры из крепости Дагу начали обстрел кораблей, стоявших в заливе Пеихо. С кораблей был открыт ответный огонь, а затем началась осада крепости. Когда огонь с кораблей заставил замолчать орудия Дагу, удалось штурмом взять крепость. После этого китайское правительство открыто встало на сторону боксеров и призвало европейцев в 24 часа покинуть Пекин. До истечения назначенного срока на улице был убит германский посол Кеттелер. В ответ на это вице-адмирал Сеймур двинул свои получившие подкрепления войска на освобождение подвергнутых осаде дипломатических миссий и занимаемых ими зданий. 14 июля был занят Тяньцзинь. 2 августа армия, численность которой увеличилась до 40 тыс. человек, выступила по направлению к Пекину. Несмотря на упорное и отчаянное сопротивление китайцев, 24 августа международные подразделения заняли Пекин. В сражениях в районе Пекина был убит командир «Зенты», фрегатный капитан фон Томанн.⁷

Военные успехи европейцев вынудили Китай принять унижительные условия мира. Он выплатил контрибуцию и обязался отдать в аренду новые территории. Германия, обосновавшаяся на полуострове Шаньдунь, активно добивалась того, чтобы ее ближайший союзник, Австро-Венгерская империя, тоже получила свою долю тяньцзиньских концессий, навязанных Китаю по мирному договору 1901 г. Площадь этой австро-венгерской концессии составляла всего сто гектаров, однако важнее всего было то, что Австро-Венгрия теперь уже на самом деле вступила в «клуб» стран-колонизаторов. Правда, как и в XVIII в., колонизаторское предприятие XX века тоже оказалось непрочным, в самом начале первой мировой войны полученные Австро-Венгрией территории были заняты Японией, а после войны, в результате международного давления, были возвращены Китаю. Ныне единственным колониальным наследием Австрии и дуалистической монархии является восстановленное в первоначальном виде здание офицерского клуба в Тяньцзине.

⁷ Georg LEHNER, Monika LEHNER: *Österreich-Ungarn und der "Boxeraufstand" in China* *Mitteilungen des österreichischen Staatsarchivs*, Sonderband 6. Wien (Innsbruck), 2002. 740p.

Ramachandra Byrappa

*The Evolution of the Japanese Democracy
Towards a New Paradigm*

Western philosophy has the tendency to construct abstract and hypothetical notions with which it tries to comprehend nature and consequently adapt nature to these concepts. When analysing the Japanese context one is at loss because these analytical tools take us nowhere. The history of mankind is not the history of individuals, it is more the history of social relations, of which individuals are part of. A child is born into a family where relationships are asymmetrical, and this continues through school and workplace. Putting too much importance on the political sovereignty of the individual means neglecting social relations and the sovereignty of the group (family, village etc.). The addition of individual sovereignties does not automatically mean group sovereignty because in the group hierarchical and asymmetric relations exist. We will see in the following analysis how the Japanese society copes with this dichotomy. But before that, it would be worthwhile to assess the evolution of sovereignty and democracy in general, and their impact on Britain (England) and Germany in particular.

The notion of sovereignty is generally considered in political terms; namely how power is divided and handled among the various participants of a nation-state. This was first conceptualised by Jean Bodin as „*the state's supreme authority over citizens and subjects*”. And scholars of modern day International Relations think that what Jean Bodin sets forth in his „*De La République*” in 1576 is still largely valid today.¹ The behaviour of some governments, which supposedly represent the nation-state, leads one to take for granted the above statements. Massive build-up of police and military forces are largely used for internal purposes, especially in the case of unpopular governments. The threat of civil strife and political contestation is a constant preoccupation of despotic rulers and under developed democracies. Times have evolved since Jean Bodin. The primary concern of security is still there but, with time, both the notion of society and its idea of security have changed.

Even Thomas Hobbes, almost a hundred years later, goes beyond Jean Bodin when he postulates sovereignty as a way towards „*common advantage*” or „*commonwealth*”.² Although Thomas Hobbes is fanatically obsessed by civic order and security, by defining sovereignty as commonwealth he leaves the scope for it to mean something else. Society constantly evolves and so does the definition of sovereignty. In the context of a civil war people naturally aspire to

¹ Michael SMITH - Richard LITTLE - Michael SHAKLETON (ed.): *Perspectives on World Politics*, Open University in association with Croom Helm Ltd, Kent, 1981. 26.

² Denis HUISMAN: *Dictionnaire des milles oeuvres clés de la Philosophie*, Éditions Nathan, Paris 1993. 288.

physical security. But in the context of a famine people are more concerned with food supplies. Doubling the number of policemen, in this case, will not satisfy the needs of the people who are about to starve. A better organisation of agriculture and the storage of food would come closer to fulfilling the needs of sovereignty. So social and economic organisation can take precedence over the brute force of the ruling authority or a nation-state.

Historically, the overall stance started to change after the 1880's, when countries like Germany and Japan, and the United States of America before that, started to view national sovereignty in a different light. Political, economic and social organisation started to mingle. No one component of the nation-state can survive alone, the different parts are inter-mingled. A strong political entity cannot survive, on the long run, without a strong economic and social organisation. Fernand Braudel cites cases before this period when there were attempts made to unify the nation-state and the market (meaning the economy). Braudel points out to the example of Sultanate of Delhi, Mohammad Tughluq (1325-1351), who in his time had introduced monetary economy, had wells dug, distributed seeds and professed productive agricultural methods; with the increased importance given to the production of sugar.³ The tax revenues of the state were directly linked to the good fortunes of the agriculture. Although the hindu farmers were under the tutelage of muslim rulers, here the notion of sovereignty can be understood as „*common economic gains*“. The Sultanate of Delhi quite wisely foresaw the obvious link between a good tax collection and a prosperous agrarian economy. This clearly demonstrates that along with it's right to „*dominate*“ its citizens, the state also has some form of responsibility in the organisation of the national economy.

These earlier attempts were premature. Fernand Braudel argues that nation-states (meaning national territories) had a strong control over the rural economy but failed to control the urban economy: crafts and trading of non agricultural products. Only in the Eighteenth Century does the state take control of the entire economy, and thus initiate national markets.⁴ Thus it can be argued that some states realized quite early the advantages of complementing political power with that of economic power.

The unification of Germany under Bismark and the consequent modernization went even further in the definition of sovereignty. In 1872, a group of influential economists and university professors founded the „*Verein fur Sozialpolitik*“ in order to change public opinion about the need to redefine social objectives. Bismark and later generations were much influenced by the proposals of this group.⁵ William Carr, a British scholar of German history, argues that „*the Verein fur Sozialpolitik did much to popularize the Hegelian belief*

³ Fernand BRAUDEL: *Civilisation matérielle, économie et capitalisme au 15-18^{ème} siècle*. 3. *Le temps du monde*, Armand Colin, Paris 1979.

⁴ Ibid, 357.

⁵ William CARR: *A History of Germany 1815-1945*, Arnold, London 1979. 144.

*that the state had moral objectives to encompass, one of the most important being the promotion of the material well-being of its citizens".*⁶ One has to note that here the notion of state sovereignty is transformed into a moral to providing a social safety-net to its citizens.

A Reichstag's Act of 1883 provided medical treatment for three million workers and their families, the cost being borne jointly by workers and employers. In 1889 workers were given a graduated pension at seventy or earlier if disabled; this measure was financed by the workers, employers and the state.⁷ It is interesting to note that, although radicalism was sweeping through Europe, it was not the threat of communism that led to social reforms. It was not representative democracy that was the locomotive leading to social progress. Instead, the idea of a modern state that pushed Bismark to legislate. A strong economy cannot afford to have a weak social infrastructure. Otherwise there would be imbalances leading to the disfunctioning of national sovereignty. The Hobbesian requirements of civic order are not disclaimed since the welfare state is a preventive operation to avoiding civic disorder. Whatever improvements are gained in the economic field (improvements in techniques etc.) have to be balanced with improvements in society, the everyday well-being of the citizens, thus the scope for conflict is limited.

The everyday well-being for many means well-being at the workplace. How a worker is treated by his employer, how the wages are negotiated and the sanitary quality of the workplace all become important. As early as 1891 the German Reichstag introduced a set of factory legislation to organise industrial relations. The encouragement came from different corners. The so called state socialism was the product of the clear need to improve society as seen by Christian consciousness and nationalism of a newly united Germany.⁸ We witness yet another definition of national sovereignty, meaning common interest and common destiny equally shared by all segments of society. A holistic approach that was new at that time. These considerations have little to do with representative democracy. What was really in action was industrial democracy. The recognition that labour is not a simple product that can be regulated by market forces.

The idea behind industrial democracy is that wages a worker is paid cannot be considered as the price of labour. Wages are seen as a return for one's input or contribution towards the national economy, which in turn is an integral part of the national sovereignty. Although the state still enjoys authority over its citizens, sovereignty is not solely this power, it is more the projection of the combined forces of the nation-state. Here it is not a question of ownership of the means of production. Whether the state or private individuals provide the capitalistic background for industrial development is not that important. What is

⁶ Ibid, 144.

⁷ Ibid, 145.

⁸ Ibid, 145.

quintessential is that investment is undertaken in the context of industrial democracy, in the hope of improving national sovereignty.

This form of national sovereignty is not so obvious in the British, so called Westminster Model. Since the Magna Carta of 1215 political and industrial democracy trickled down over several hundred years. Only after the Great Reform Act of 1832 did a credible beginning of political democracy come into existence in the form of „*Western Model*“. But we are nowhere near what can be called popular democracy. What is worse, industrial democracy did not even get a foothold, in a country known to have produced the Industrial Revolution. Only after the First World War did the authorities really think of industrial relations. The British authorities started to consider the state of industrial relations not because they wanted to redefine national sovereignty, it was because the war efforts were hampered by strike actions, led by embittered trade unions.

Consequently, the House of Commons established a committee to examine labour „*problems*“ under the chairmanship of John H. Whitley (Deputy Speaker of the House of Commons). The committee recommended the establishment of joint industrial councils (called the Whitley councils) at three levels: factory, district and the total industry. The report also emphasized that workers should have equal standing with employers at all levels.⁹ This was, as with all British Parliamentary Committees work, good wishes with very little practicality on the ground. This was more of a fence mending operation without much consideration to industrial democracy.

Commenting on industrial relations in Britain a columnist writes the following: whether we like it or not, this country has a continuity in its industrial history which has few parallels elsewhere in the world. In Europe, for example, the wars and revolutions of the 20th century have repeatedly compelled people to remould all social institutions from their very foundations. Britain has had no such experience. Industrial structures, both of management and of labour, have been gradually modified; but attitudes, interests and hierarchies have been preserved long after the conditions which originally brought them into existence have disappeared.¹⁰

The main difference between Britain and Germany was that in Britain labour was considered as the back yard to imperialism outside its borders. There was no pressing need to develop and modernize its industrial structure because markets for its products were guaranteed in the form of colonies and indiscriminate land-grabbing. The wages of the workers were not considered as an important factor affecting the British industry, external markets (colonies)

⁹ Henry P. GUZDA, *Industrial democracy: made in the USA*. <http://www.bls.gov/opub/mlr/1984/05/artsfull.pdf> See also: Great Britain, Interim Report of the Reconstruction Committee on Joint Standing Industrial Councils; and Joint Industrial Council in Great Britain. Bulletin 225, Bureau of Labour Statistics, 1919. 229-37.

¹⁰ Roy DOUGLAS: *Industrial Relations and Democracy*, www.cooperativeindustrialism.org/douglas_industrial_relations_and_democracy. See also: John ELLIOTT, *Conflict or Cooperation: the growth of industrial democracy*. Kegan Paul, London 1984.

were an easy substitution for the internal market. If the authorities considered the home market an important aspect of the national economy the wage structure would have been more progressive, what John Maynard Keynes prescribed in the 1930s.¹¹ Comprehensive industrial policy would have led to a better income distribution. Sidney Pollard of Bielefeld University (Germany) argues that in 1911-13 time periode, 170.000 persons, or 0.85% of the population, owned 65.5% of the capital in the country, while at the other extreme, over 16.3 million, or 87.4% of the property-owning population, owned only 8.5% between them. Capitalists, he says, were allowed to appropriate a large part of the nation's wealth, in the face of bitter poverty among the rest of the population.¹² He goes on to saying that between 1900 and the First World War there were no real wage increases.

Under the above mentioned circumstances, it could well be argued that by restraining industrial democracy, the political and economic elite of Britain literally annuled progress made in the field of representative democracy. Every positive step made in this area is systematically counter-balanced by bureaucratic restrictions, parliamentary procedures, ever-confusing legislation and a very creative tax system. Tangible results of democracy could hardly filter throw.¹³ Democracy stumbles on bureaucratic hurdles falling flat on its face, and getting very badly bruised.

Another reason why industrial democracy was slow to develop in Britain might be attributed to the structure of its industry. A study of the largest 100 manufacturing firms showed that they were responsible for 21% of net manufacturing output in 1948, 38% in 1963 and 47% in 1976.¹⁴ This goes to show that there was heavy concentration of power in the hands of a few industrialists. And these few refused to devolve power for industrial democracy to take place. Although parts of the British industry was nationalised after 1945, management styles did not radically change from one industry to another. Whatever advances were made depended upon who was in power, the Conservatives or the Labour Party, with a tendency to reverse the legislation passed by the outgoing government (see Clive Ponting).

In comparison, German industrial structure which relied heavily on the „Mittelstand“, had the flexibility to promote industrial democracy along with wage harmonization. Depending on small-scale industry meant that personal contact between the owner and the employees of a company was direct. To further promote this family spirit and socializing the apprentice system was widely promoted. The number of young people joining apprentice programs was 50% in Germany compared to only 14% in Britain, according to 1980 labour statistics.¹⁵ Although, this does not automatically mean that there are

¹¹ Pierre DELFAUD: *Keynes et Le Keynésianisme*, P. U. F. Paris, 1977, 56-57.

¹² Sidney POLLARD, *The Development of the British Economy 1914-1980*, Arnold, London. 1985.

¹³ Clive PONTING, *Whitehall: Tragedy and Farce*, Sphere Books, London 1986.

¹⁴ POLLARD, 302.

¹⁵ POLLARD, 408.

less strikes in Germany than in Britain, it however can contribute to the definition of a common interest and a common destinee.

The Hobbesian version of sovereignty, where the members of a community desire order above all other things, means the monopoly over the use of violence.¹⁶ The characteristics of the English State and the essence of its existence comply safely with the Hobbesian vision of sovereignty. This stance is coupled with the „laissez-faire“ ideas inspired by John Stuart Mill, who forcefully argues that concurrent individual sovereignty will lead to a well harmonised society, just as in the market place where goods are sold and bought without conflict.¹⁷ The English Model thus discussed can be termed as nominally progressive but in practice disengaging, leading to the corruption of the democratic principle.

The German model and the English Model constitute an important tool in the analysis of the Japanese approach to sovereignty and their interpretation as to what constitutes a viable democratic system. On the surface it looks like it is a mixture of the German and the English models but in essence one can argue that both models proceed parallel to one another. While in some cases the „representative“ side of the Japanese democracy can look like a political circus, the „industrial“ side is far ahead of the German or American model. History is not only made by Heads of States or Acts of Parliament, but more by industrial organisation in concordance with the society as a whole. Historical evolution of modern democracy is more to do with economic systems and innovations than political constructions. The practical nature of the Japanese approach to sovereignty has pushed them to creating tangible concepts of organisation which could look novel to the outside world. Reversely, it could be argued that it is not the novelty of the Japanese approach that is glaring, it is more the backwardness of some of the western democracies that pretend to set an example to the rest of the world.

To conceptualise the Japanese model it will be worth while looking to the works of a French political analyst, Raymond Aron, who takes a sociological approach to analysing political systems. He rightly argues that pure political conceptualisation does not produce the necessary „tangible“ understanding of today's problems. Sociology on the other hand would tackle the reality of political organisation as it exists and as it is applied: „*In the eyes of a sociologist, the theory of sovereignty is not stripped of significance, it is more interested in the procedures by which authority, residing theoretically in the people or in a social class, is transmitted to a minority which effectively exercises it . Sociology is less concerned with judicial arguements.*“¹⁸ This is especially true in the case of democracy

¹⁶ HUISMAN, op.cit. 287-289.

¹⁷ John Stuart MILL, *On Liberty*, Penguin Books, London 1974. 141-162.

¹⁸ Raymond ARON, *Démocratie et Totalitarisme*, Gallimard, Paris 1965. 57. The author of the current article has proceeded with a summary translation of Raymond Aron's words and would like to present the original text for consultation: *Aux yeux du sociologue, la theorie de la souveraineté n'est pas pour autant dénuée de signification, mais il s'intéresse moins au principe juridique de la souveraineté qu'aux procédures par lesquelles l'autorité, résidant théoriquement dans le peuple ou dans une classe, est transmise à une minorité qui l'exerce effectivement.*

where a multitude of regimes all claim to be democratic, without quite resembling each other. As he sees it, our job consists in determining the main features and institutional panoply of a given political system: administrative, legislative and executive branches.

The ideal would be, Raymond Aron argues, where civic order (Thomas Hobbes), legitimacy of authority (Jean-Jacques Rousseau), abolition of social classes (Karl Marx), all would reconcile each other.¹⁹ And this reconciliation should be reflected in the institutional set-up and the everyday functioning of this set-up. The problem with modern political systems is that the balance between these principles is not observed. Those who see the importance of civic order concentrate sovereign power on the executive, with a bias towards the function of keeping law and order. Those who seek legitimacy of authority bestow sovereign power in the hands of the Parliament. And those who see it important to reduce class distinction give prominence to economic organisation and bureaucratic intervention.

Japanese society, for historical reasons, has not tried to balance these principles. Instead, each principle is attributed with a task in society. This might be one of the reason why it is difficult to identify the beholders of power. Karel Van Wolferen, a political analyst and correspondent to the Dutch Handelsblad daily, argues that people sense the presence of the state but still fail to get hold of it. The center of responsibility is not identified with a fixed institution or person; instead it endlessly moves.²⁰ But if Karel Van Wolferen were to be right, the absence of a clear structure of power and power-sharing between the various institutions would ultimately lead to chaos and confusion. He later goes on to saying that this absence of „*identifiable*” power is a direct move by the bureaucracy to confuse potential adversaries.²¹ It is unwise for us to accuse someone of wrong doing just because we have a different thought-system. Although Japanese bureaucracy can be praised for many things, the successful organisation cannot solely be attributed to its efficiency. History and geography are determining factors in the evolution of the Japanese style of democracy and the Japanese society in general.

Only one third of Japan is inhabitable, the rest being mountainous and non-cultivable soils (70% of the total land surface). To put this into an European context, almost 127 million people have to fit into a land area of a little bigger than that of Portugal (92.000 SqKm in size). Currently, the population per square kilometer in Japan is more than 1500, compared with only 160 for a country like France.²² Japan is a long stretch of land mass, with several thousand kilometers from one end to another; and to make things complicated Japan is blasted with typhoons and chronic earthquakes. And what is also

¹⁹ Ibid, 65.

²⁰ Karel Van WOLFEREN, *L'Énigme de la Puissance Japonaise*, Robert Laffont, Paris, 1990. 55-56.

²¹ Ibid, 56-61.

²² Japan Almanac (1993), Asahi Shimbun daily, Tokyo, 24-26.

important for our analysis is that the main staple food of the Japanese is rice. Rice plantation gives higher yields than other dry land crops, but this can only be achieved with a very rigorous and timely organisation. We will see later how this influences the evolution of society.

Even without a central political system or organisation, communities have to organise themselves to cohabit with geographical and demographic constraints. Even at the beginning of the Twentieth century the population in Japan predominantly depended upon agriculture for its livelihood. And with limited amount of land, the peasants have to be highly productive to feed the population. The extreme variations of the weather means that enough storage of food had to be maintained to outlive the eventual calamities. Added to the irrationality of the weather conditions was the added burden of landownership. Land in Meiji Japan, and before that, was principally owned by a few powerful landlords.²³ This meant that the peasantry had to rent land, and sometimes almost half of all their production would go away in the form of rents.²⁴ Without organisation and discipline a farmer cannot survive the capriciousness of the weather or the cupidity of the landowner. And the contribution of rice is fundamental to the permeation of this order.

Rice plantation contributed to enhance the sovereignty of the Japanese peasantry in two ways: by giving high yields and imposing draconian discipline. Around 2000 B.C., the plantation of rice started in Deccan of the Indian Sub-Continent. This later reached China. Rice reached Japan around the First century A.D., but its cultivation was very slow because the nobility refused to introduce it into their diet until the Seventeenth century.²⁵ Almost for 700 years rice was the staple food of only the peasantry. The „order“ of rice plantation is above all the order of the peasantry.

Fernand Braudel categorizes this order as dominating and tyrannical.²⁶ „*The calendar for rice plantation is very rigorous, fixed everywhere by a succession of hurriedness.*“²⁷ As soon as the monsoon rains fall the land has to be tilled, and the paddy field oxygenated constantly by the flow of fresh water. Twice a day water has to be flooded with new flow of water. The growth of weeds have to be cleared. Rice harvest has to be decided with precision, otherwise the harvest can be spoiled. It then has to be dried before it can be stored. From the time of planting to its harvesting rice comes to maturation within three months. This gives talented farmers to introduce a second plantation of rice or other crop. There were those who were fortunate enough to introduce a third plantation!

²³ R.H.P. MASON - J.G. CAIGER: *Japán Története* Püski, Budapest 256-258.

²⁴ Colin BARKER, *Origins and Significance of the Meiji Restoration*, a German socialist group calling themselves «*Die Marxisten*» have posted this essay on their website: <http://www.marxists.de/fareast/barker/pt.htm>

²⁵ Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme au 15e-18e siècle. 1. Les structures du quotidien*. Armand Colin, Paris, 1979. 159.

²⁶ Ibid, 156.

²⁷ Ibid, 163.

Quoting the example of Nineteenth century France, Fernand Braudel says that while France produced 5 quintals (500 kilos) of wheat per hectare, in Asia on average 21 quintals (2.100 kilos) of consummable rice could be produced. He goes on to concluding that „*La rizière est ainsi une usine*” (meaning that plantation of rice resembles working tempo and methods of a factory).²⁸

Rice not only brought about industrial discipline on the Japanese peasantry but also societal discipline. Water, like land, is a rare resource in Japan and has to be shared. Water channeled from rivers or streams is regulated between farmers by complex methods of irrigation. This involved intense cooperation and communication between farmer. When there was no river water, farmers and sometimes several villages had to build dams and water reservoirs to ensure that two or three rice plantations per year can be realized. Communities built pathways that ensured farmers the accessibility of local markets where surplus produce could be sold. When one farmer encountered difficulties or misfortune, the rest of the village came to his rescue. The life of the farmers imposed a high degree of interdependence and intense socialization. „*The village, as a collective body, held the land...Agriculture was centered on rice production, and took a semi-cooperative form, being dependent on careful irrigation on terraced hillsides. Kinship and pseudo-kinship ties were used to mobilize cooperative labour, especially at planting times.*”²⁹ The author goes on to argue that, among the differentially wealthy peasant groupings in the village there was little development of conflict, since the form of village organization was such as to provide a whole series of linkages of clientship and the like between the propertied and propertyless. Barrington Moore, an American sociologist, gives credence to this by saying that: „*the pre-modern Japanese village community gives every sign of having been a powerful mechanism for incorporating and controlling individuals with real and potential grievances*”.³⁰

The rural constituency was made-up of families which were in turn hierarchically organised. As John Locke, in another context, formulated: the government usually begins in the person of the father (of a family).³¹ He was the legislator, governor, judge, confidant, protector and the organiser of the material well-being of the family. The Japanese family-structure varied only in that the hierarchy is fixed in advance in a very detailed manner, where every member of the family is attributed a place in the hierarchy and a socio-economic role. Here, tradition and precedence of social practice provides the family „community” with an unwritten constitution.³² Although there was hierarchy it was not discriminating, or influence the material well-being of a particular member of the family; it was symbolic. This family model ran through the entire Japanese society and contributed to uniformity in the rural

²⁸ Ibid. 164.

²⁹ BARKER, op. cit.

³⁰ Barrington MOORE, *Social Origins of Dictatorship and Democracy*, Beacon Press, Boston 1966, 266.

³¹ John LOCKE, *Deuxième Traité du Gouvernement Civil*, J. Vrin, Paris 1985. 135.

³² MASON -CAIGER. 177-179.

community. There was no constraint to the expression of sovereignty. The only external link and constraint they experienced was that of the landed aristocracy in the form of rents and taxes.

The landed aristocracy and the nobility on the other hand had similar interests for its own constituency: keep the unity and defend the territorial integrity. Although Japan experienced prolonged periods of civil-war in its history, the Tokugawa rulers (the Shoguns) had unified and consolidated their „feudal“ system of rule. They were largely successful in fending-off attacks from the Chinese rulers. But by the middle of the Nineteenth century the system was under strain. The arrival of Commodore Perry with his „Black Ships“ meant that the aristocracy’s traditional constituency, namely that of protecting the country from outside enemies could no longer be provided.³³ The House of Tokugawa had hit its limits. Agricultural economy, based on the Chinese feudal-system, could no longer provide the resources needed for the construction of a powerful state that could deter white powers like Britain and United States of America. The samurai class, a recent constituency squashed between the Aristocratic and Rural constituencies, saw the opportunity to break ranks with an obsolete feudal-system.

Although the samurai constituted the main bureaucratic element of the Tokugawa rule, they had also acquired a taste for trade and commerce. The arrival of white powers into Asia showed the rational and open-minded samurai leaders the importance of trade as compared with agriculture. Unlike the old aristocracy which was squandering resources got from agriculture, the samurai decided to use these resources to build and expand the „trade and industry“ constituency. Barrington Moore argues, that capitalism comes to take hold both in agriculture and industry, but without a popular revolution. Autocratic elite takes power and attempts to modernize from above, while holding in check both the emerging bourgeois impulses and the danger of peasant revolutions.³⁴ He thinks that the new elite tried to modernize without changing the social structure. Although Moore is right in that the Meiji elite tried to modernize from above, he none-the-less miss places the reasons why the existing social structure was kept intact. It was unchanged for two reasons.

Firstly, changing social structures means changing economic patterns. The samurai of the Meiji Restoration knew that socially the rural classes were at the bottom of the pyramid but their economic importance was primordial. Without the rural classes capital accumulation would be impossible, and thus the impossibility to develop an industrial economy that would compete with the West. The upward flow of economic resources from the peasantry had to be maintained; only this time, it would be funnelled to the development of the state, and not the luxuries life-styles of the nobility.

³³ Jean-Marie BOUISSON - Guy FAURE - Zaki LAIDI (ed): *L'Expansion de la Puissance Japonaise*, Editions Complexe, Paris 1992. 142.

³⁴ MOORE, 253.

Secondly, the Meiji leaders saw no evident reason to upset the social formation of the time. The samurai themselves being highly disciplined and self-sacrificing saw the discipline and civic order of the rural areas as very positive to the achievement of their newly-set economic goals. Colin Barker, commenting on the character of the samurai says: „the two prime symbols of this class were the sword (the soul of the samurai) and the cherry blossom (whose petals drop at the first breath of wind, just as the samurai gives his life to his lord without regret). Between the requirements of serving his lord and reflecting honor on his family name, the bushi (samurai) was constantly entrived in a network of strenuous obligations...The bushi lived a rigidly disciplined life under absolut demands of authority, with the constant threat of death about him. Roughness, directness, and above all action was demanded of him”.³⁵ This description of the samurai could easily fit that of a farmer in his own difficult circumstances. The peasantry and the samurai caste, under the Tokugawa rule, were in constant exchange of „bushido” (bushido literally means – the way of the warrior) and moral obligations. During the periods of civil wars, which lasted more than 500 years in Japan, strict code of conduct was the way to survival. This later became part of the social fabric. Karel Van Wolferen explains that the usage of bushido traditions were collected and codified into a book called „Hagakure” in 1716, aimed principally at the non-combattant section of the Japanese society.³⁶

This time round, sacrifice was only symbolically given to the Emperor, but in practice the beneficiary was the Japanese state. At this stage of its development Japanese democracy is more a democracy of „obligations” than anything else. The already over-worked Japanese peasantry had to put in even greater effort to support the new embodiment of the Japanese sovereignty. Although stretched, the rural classes with discipline gained in the paddy fields start to make inroads into „industrial agriculture” and „agricultural industry”. The Tokugawa rulers had prohibited villages from entering trade based occupations.³⁷ The arrival of the Meiji oligarchy meant that regional „daimyo” (rulers/governors) were not allowed to impose arbitrary restrictions on the peasantry. By reducing the power of the regional administration the Meiji system increased the economic scope of the rural classes.

Industrial democracy of the rural lot was on the up : their freedom to create and maintain wealth was increased.³⁸ This does not mean that as an „under class” they were stoppped from being exploited. On the contrary, they were obliged to produce cheaply so that Japan could be competitive in the external markets. The Meiji administration established „Trade Houses” that monopolized external trade (both export and import). On the whole however, although there was no talk of political sovereignty at this stage, economic sovereignty was being increased. This coincides well with the German

³⁵ BARKER, op. cit.

³⁶ WOLFEREN, 274-275.

³⁷ BARKER, op. cit.

³⁸ MASON – CAIGER, 158-161.

approach which experienced industrial democracy first with political democracy coming at a later stage.

This increased dose of industrial democracy was envisaged by the Meiji leadership as a basic necessity to strengthen the overall „national“ sovereignty. Commenting on the Iwakura mission (1871-1873) to the West in search of a model for development, a scholar on Japanese history says: „while the Japanese espoused the Western civilization as the most advanced stage of human development, „civilization“ did not mean the monopoly of the West. Few Japanese business leaders were committed to the western liberal doctrines of laissez-faire popular in the 1870s. Friedrich List, a critic of market capitalism, was much more persuasive in Japan by the 1880s than Adam Smith, who advocated the omnipotent power of „the invisible hand“. Officials felt that what was good for business was good for the country. The Meiji leaders realized that the West was a source for learning, but no one part of it served as the perfect or total model.”³⁹ The participants were surprised at the gap between „talk“ and actual „deeds“ of their European hosts. The mission failed to understand why the westerners gave so much importance to political set-ups and systems that failed to alleviate poverty. A somewhat disenchanted Prince Iwakura wrote to Sir Harry Parkes (a British minister of the time) in 1873: „It is a mistake to think that Japan is at present fitted to take rank with the nations of England and America. We have not yet acquired the requisite wealth nor the necessary degree of knowledge. And even in domestic matters the government though apparently successful in Yedo (Tokyo) has caused great discontent in the provinces, and it is there that the efficiency of the government is chiefly tested.”⁴⁰ Prince Tomomi Iwakura quite correctly sensed the dangers of the „Westminster“ model. Telling a hungary beggar that he can freely choose any restaurant in the town is not an appropriate thing! Talking of the impact of the Westminster model on the South African experience, Professor Deryck M. Schreuder concludes the following: „a modern history of some 300 years in which complex systems of domination had been developed and a tradition had evolved of illiberal politics and constitutional arrangement that was the deepest enemy of a real constitutional democracy.”⁴¹

The consecutive Meiji leaders that followed Iwakura Tomomi (1825-83) did not heed to his valuable advice; they took the country straight into the glut of the Westminster model. The aim of the early Meiji founders was to increase overall sovereignty. But those convinced of the virtues of the Westminster model very quickly embraced, as the model dictates, the search for colonies, the negation of popular sovereignty in favour of a few mercantalist interests - „Zaibatsu“ (the Japanese version of the East India Company) and some extreme

³⁹ Jin CHEN, *Japan: The Thinking of the Early Meiji Leaders*, http://www.oycf.org/Perspectives/1_083199/international.htm

⁴⁰ Jin CHEN, *Ibid.*

⁴¹ Professor Deryck M. Schreuder, *Reshaping The Body Politic - The South African Experience*, (This paper formed the basis for a lecture given by Deryck Schreuder in the Department of the Senate Occasional Lecture Series at Parliament House on 18 October 1996. Professor Schreuder is Vice-Chancellor of the University of Western Sydney. This paper can be down-loaded: <http://www.aph.gov.au/Senate/pubs/pops/pop29/co3.pdf>

elements of the armed forces.⁴² Just as in the case of the British colonialism, grabbing of colonies, controlling of external markets and guaranteed supply of raw materials were not primarily done to increase popular sovereignty or the well-being of average Japanese citizen. Subsequently, the events leading to Japan's involvement in the Second World War (1937-1945) were the work of a „military” constituency, which did not come under civilian control in combination with a new breed of „zaibatsu” constituency and the partly disenfranchised small landowners' constituency which felt that Meiji offered very little space for development. C. J. Bartlett points to an army pamphlet, published in October 1934 and entitled „*The Essence of National Defence and Proposals to Strengthen it,*” argued that postwar efforts at reconstruction since 1919 had broken down, and that the current emergency demanded radical policies. All aspects of national policy should be subordinated to the needs of national defence and the ability to wage a total war.⁴³ Contrary to Prince Iwakura's thinking they thought it necessary to develop very rapidly to achieve the heights of Imperial Britain. The way of industrial and industrious America would be too long and quite difficult in competitive international markets; so the British way of doing things prevailed. The state (the central organs and the bureaucracy) and the rural constituency were hijacked, to the detriment of the overall sovereignty.

How did this failure occur? Is the traditional Japanese social and political order that should be blamed? Historians are divided onto who is to be blamed but all agree that the Emperor, the traditional bureaucracy and rural laborers were not directly responsible. Some point to the extraordinary economic recession after the First World War, but in retrospective economic upheavals were not new to Japan. The root of the problem was the adoption of a British style of parliamentary democracy. It is a well crafted method that gives the elite legitimacy to appropriate over-reaching powers by manipulating the masses. „*The (political) parties were largely made up of factions based on personal loyalties : „pork barrel” methods were used to build up followings. They thus had no real roots among the people. During the 1920s many of the ruling élite had seen the parties as a most useful tool with which to control popular forces, especially when the electorate was widened to try to lessen popular discontents.*”⁴⁴

A historical analysis of the English parliamentary democracy by Raymond Aron comes exactly to the same conclusion when he says that: If we want to define democracy exclusively by (the existence) of universal suffrage, we should find a discontinuity between the institutions of Great Britain of the Eighteenth century, where the right to vote was reserved for a small minority of the country, and the institutions of today. We can add to this by saying that a society where the women have no right to vote, democracy lacks in its primary function.

⁴² C.J. BARTLETT, *The Global Conflict 1880-1970* (The international rivalry of the great powers). Longman, London 1984.

⁴³ BARTLETT, 165.

⁴⁴ Ibid. 153.

Between the Aristocratic England of the Eighteenth century and the institutions of the English democracy today we can witness continuity and similitudes, inspite of the non-equality of the English of yesterday before the electoral law.⁴⁵ He energetically argues that in this system the voter is institutionally disenfranchised of his sovereignty. In a way this system helps to keep intact a pyramidal structure of society. Pyramids, as we well know, are symbols of exploitation, where resources are streamlined to the ruling oligarchy.

The arrival of General Douglas MacArthur signaled another step forward to the progressive forces of Japan and a revolution in industrial democracy that was even unthinkable in the United States. Professor Carol Gluck thinks that MacArthur went to Japan with the missionary zeal, with the vision that epitomized this view of transforming Japan utterly from this war-time, imperialistic, militaristic, feudalistic, as he always said, country, into a peaceable democratic nation. And, it's that missionary zeal that MacArthur represented to the Japanese as well: „*I am the Supreme Commander of the Allied Powers and we are here to transform you into a state in which you will be happier, better off. And, you will experience a spiritual revolution*“.⁴⁶ Paradoxical as it might seem, not only were a majority of Japanese citizens happy to see MacArthur, but also the reformist bureaucracy that also wanted to initiate the reforms that he introduced.⁴⁷ The official mission of MacArthur, as agreed at the Potsdam conference, was to disarm and democratize Japan. In short, to rid Japan of its aggressive militarism and turn it into a peaceful nation.

Disarming Japan was the easy part. Democratization was more complicated. Being an experienced General, MacArthur knew that the local terrain had to be carefully examined before any steps could be taken. The strategy of the General and his advisors can be divided into three steps :

Firstly, they streamlined everything that was positive and favourable on the ground, which they thought should be maintained. To everyone's surprise, MacArthur decided to keep the Emperor because he was sincere and his people highly respected him. The bureaucracy and the central organs of government could stay because they were needed to maintain stability. He also thought that a skilled bureaucracy would help him implement the process of democratization. And this they did. What was very impressive to General MacArthur was the high sense of civility and orderliness that the average

⁴⁵ ARON, *Démocratie et Totalitarisme*, op. cit. 58-59. „*Si l'on voulait définir la démocratie exclusivement ou principalement par le suffrage universel, on devrait affirmer une rupture entre les institutions de la Grande-Bretagne au XVIII^e siècle, où les femmes n'ont pas le droit de vote manqué au principe premier de la démocratie. Or, entre les institutions de l'Angleterre aristocratique du XVIII^e siècle et les institutions de L'Angleterre démocratique d'aujourd'hui, on aperçoit continuité et nombre de similitudes, en dépit de la non-égalité des Anglais d'hier devant la loi électorale*“.

⁴⁶ Carol Gluck, historian and Director of Weatherhead East Asian Institute (Columbia University). The above was an extract from an interview: <http://www.pbs.org/wgbh/amex/macarthur/filmmore/reference/interview/gluck>

⁴⁷ RAND CORPORATION, *America's Role in Nation-Building: From Germany to Iraq*, http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/

Japanese citizen exhibited. This last factor gave absolute resolve to the General to truly help the masses.

Secondly, the impediments to a good functioning of democracy have to be marginalized, if not eradicated. By disbanding the armed forces the General had already removed one obstacle to democracy (before the war, the Japanese Armed Forces did not submit themselves to civilian control – to the parliament). And this was made permanent by Article 9 of the new constitution in which Japan pledges to renounce war. The zaibatsu (trusts) were also considered to impede democracy. „It was argued that the zaibatsu had suppressed domestic consumption with low wages, and in their search for cheap raw materials and foreign markets, had supported overseas aggression. The continued over concentration of economic wealth and power in the hands of a few families was perceived to be anti-democratic and dangerous.”⁴⁸ Along with the zaibatsu, MacArthur saw it necessary to bust the political cartels. Some 34.892 politicians were purged at all levels, to leave place for a new generation.⁴⁹

Thirdly, the Supreme Commander tried to catalogue everything that was missing for the creation of a stable and prosperous democracy. He came to the conclusion that the biggest danger for democracy comes from disenchanting and disgruntled masses. When democracy fails to have positive material impact on the everyday lives of the people, it fails altogether. This is when one is attracted to radicalism, which he considered a disruptive force to a viable society. To overcome such a situation, „MacArthur and his staff focused their efforts on the democratisation of economic opportunity. The goal was to provide the 80 percent of the population that had previously lacked an economic stake in the nation a reason to support the democratic status quo.”⁵⁰ Alexis de Tocqueville had come to a similar conclusion, more than one hundred years before MacArthur, while analysing the virtues of the American democracy. He argued that since revolutions are dangerous to the acquired property, all those who own property stay away from revolutionary activity. Thus the principal reason why everyone should have a stake in a democratically functioning society.⁵¹ Loyal to this line of thinking, General MacArthur busted the zaibatsu to give more breathing space for smaller entrepreneurs. He also introduced a land reform, in which he seized land from the rich landowners and gave it to the tenants, instantly creating a rural middleclass of more than 3 million. The percentage of owner-operated land rose from 54 percent in 1947 to 90 percent in 1950. The share of farmers who owned their own land rose from 38 percent to 70 percent of the total during this period.⁵²

Along with land reforms, the Supreme Commander of the Allied Powers introduced reforms to strengthen the labor force in the scope of increasing

⁴⁸ CORPORATION, 47.

⁴⁹ Ibid. 41.

⁵⁰ CORPORATION, 45.

⁵¹ Alexis de TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, II, Gallimard, Paris 1961. 347.

⁵² CORPORATION, 50.

industrial democracy. „The resulting Trade Union Law of December 1945 had some serious limitations, but it guaranteed workers the right to organize, to bargain collectively, and to strike. In less than a year, almost 13000 enterprise unions with 3.8 million members had been organized. By March 1949, 7 million workers – over 50 percent of the labour force belonged to unions.”⁵³ Fearing that the Japanese Communist Party might exploit the unions, officials of the Occupying Forces coaxed companies and worker unions to establish work practices and partnerships that would reduce industrial conflicts. This was later seen as a cornerstone in Japan’s rapid economic development.

Education was another area that MacArthur believed would give democracy a solid basis. Education would strengthen democracy, he believed, in two ways: 1.) would reduce the governments capacity to indoctrinate the masses and 2.) increase the economic opportunity for the masses. „The Board of Education Law, passed in July 1948, freed education from the direct control of the Ministry of Education and vested authority in the hands of local school boards. SCAP also reformed the elementary and secondary school system along U.S. lines and extended compulsory (and free) education from six to nine years.”⁵⁴ This was one of the factors that would give a formidable impetus to the dynamism of Japanese industry.

General MacArthur might have occupied Japan but within a time period of 5 years (1945-1950) he liberated the Japanese people. Democracy, in its realistic form, took a step forward. Although until 1952 (the end of occupation by the signature of the San Francisco Treaty and the Treaty of Security) General MacArthur had undeniable authority over the affairs in Japan, the day to day running of the country and the details of policy was left to the Japanese bureaucrats. This was quite significant for the development of the Japanese economy: the management of the economy was done practically without political interference. How does this fit with the generally accepted notion of democracy?

Before and during the Second World War, the bureaucracy had an important role in the running of the country but it did not have a decisive role. The army and extremist political elements were dictating the pace of government policy.⁵⁵ At least during MacArthur, „pork-barrel” politics was marginalised. The Ministry of International Trade and Industry and the Ministry of Finance were the real formulators of public policy and the Diet (the Japanese parliament) had a „rubber stamp” role to approve the highly professional work done by the central bureaucracy.⁵⁶ The argument according to the bureaucracy is that they too enjoy the legitimacy of the people and are thus directly responsible for their well-being. They have an undeniable track-record to prove their efficiency. The growth of economic democracy is unparalleled.⁵⁷

⁵³ Ibid. 48.

⁵⁴ Ibid. 45.

⁵⁵ BARTLETT, 154-159.

⁵⁶ BOUSSON (ed), 77.

⁵⁷ WOLFEREN, 143.

The Diet, the political wing of the Japanese democracy, was reduced to the role of „*consensus*” builder. The cabinet and the parliament have the duty to explain to the people the policies formulated by the bureaucracy. In this task the LDP (The Liberal Democratic Party of Japan) has excelled for more than 50 years by a very innovative technique: a political party that englobes almost all other political parties. When Douglas MacArthur relaunched the democratic process in 1946, 363 „*parties*” participated, and 2.770 candidates vied for 466 seats in the house of Representatives.⁵⁸ In some countries establishing a stable political system with four or five political parties is quite difficult, with 363 it would be impossible.

The LDP proceeded by establishing a faction system where a faction within the „*wider*” LDP would have its own financial resources, leader of the faction, political campaign apparatus and a grouping inside the Diet. Whenever there are political differences or confrontation they are mainly inside the LDP, between these different factions. And this is usually followed by a compromise, and consensus is maintained.⁵⁹ This consensus is usually helped by the Ministry of Finance which decides the appropriation of „*development*” funds. The status and success of the leader of a faction depends upon how well he can formulate his request to the Ministry of Finance.⁶⁰

One of the characteristics of a liberal democracy, Raymond Aron argues, is that „*opposition*” and peaceful „*political competition*” for the potential exercise of power has to exist.⁶¹ It is impossible to say that Japan has a one-party system just because the LDP is more or less in power since Occupation. The political factions inside the LDP provide ample opposition, sometimes to the extent that they bring down their own government. The multi-party system is present in Japan but with a structural difference: as factions under the umbrella of an all encompassing party.

Anyway, given the predominance of economic democracy, radical political ideologies are structurally eliminated. Political debate is narrowed down to a few issues. Popular sovereignty as earlier illustrated is not solely vested in the parliament, it is more dispersed. And if culture, tradition and common interests regulate society, there is very little need for parliament and its law-making capacity. Aron would be perfectly comfortable with this and would argue that this shows the maturity of an industrial society. Karl Marx would also agree to this because, as a society approaches the ideal, the necessity of the regime which undertook this would become marginalised.

This may be one of the reason why one can sense panic among the political classes. Starting in the 1970s after the Premiership of Tanaka, the LDP has been continuously redirecting the bureaucratic and political process towards the

⁵⁸ CORPORATION, 44.

⁵⁹ WOLFEREN, 158.

⁶⁰ Ibid. 162.

⁶¹ ARON, 74.

„Westminster“ model. The feudal conception of „rent“ seeking is back on the agenda.⁶² The economic and financial problems confronted in the early 1990s signalled a turning point. The credibility of the bureaucracy for running an efficient economy was tarnished.⁶³ The strict „zero“ deficit conservatism of the bureaucracy was blamed for the economic troubles. On the other hand, political activism for „spending“ projects was on a dramatic increase.⁶⁴

The advent of General MacArthur meant that the constituent constituencies of the Japanese society were no longer hierarchical, where „rent“ seeking was the main link with the lower constituencies. By giving economic muscle to the lower constituencies, General MacArthur destroyed the rent-seeking link, resulting in a juxtaposition of the various constituencies. In this configuration everyone was dependant on the other, so the way forward was consensus. And when there is a rapid increase in economic prosperity, overall consensus is easy to be gained. Economic slowdown which began in the 1980s and the out-right stagnation in the 1990s meant that in the absence of growth, transfer of wealth (redistribution) could only be done at the detriment of someone. As usual it was done at the expense of the lower constituencies, putting Japan back on track to Westminster model.

The LDP, some elements of the bureaucracy and business interests have crafted new methods to decrease and slowly deconstruct the Japanese Model of democracy. Budget deficits are the main vehicle of this policy. And taxation (consumption tax), and saving policies (postal deposits) all point to the same direction: a deceleration of democracy.

We can summarize by saying that the Japanese society is constituted of semi-autonomous constituencies which are self-regulating. The order in each constituency cannot automatically mean order in the whole country. The link (rent/tax/grants) is the aggregating factor of the particular orders. Each community bears the responsibility to maintain order in its respective constituency and parallelly connects itself to the aggregate through the „link“ relationship. We can understand Japanese sovereignty and their model of democracy, by projecting the well organised relations, above discussed, to fit the entire country: laws do not always produce civic order; social and economic burdens do! Modern Japan is composed of well ordained „constituencies“ that are juxtaposed and interwoven together through complex economic flows. Parliamentary democracy regulates only a small part of these relations and thus cannot be the representative of overall national sovereignty. Any extension of this role could put in danger the overall democratic set-up.

⁶² WOLFEREN, 145-165

⁶³ Kazumasa OKUBO: *The nature and Role of the Civil Service in Japanese Government Decision-making*, July 2005, 3. <http://www.mof.go.jp/jouhou/>

⁶⁴ Ministry of Finance (Japan): *History of Japan's Public Finance*, 1-5. http://www.mof.go.jp/english/budget/brief/2004/2004c_01.htm .

Katalin Csósz-Jutteau

*L'école et le mouvement des pionniers en Hongrie avant 1989:
un exemple de fusion*

L'étude de la période communiste a longtemps retenu l'attention des historiens sur l'idéologie, les structures du pouvoir, les mouvements d'idées et les luttes d'influence. L'embrigadement de la jeunesse est évoqué sans même décrire les procédés pratiques de cet embrigadement. L'historiographie hongroise après 1989 aborde surtout les questions du rapport entre le pouvoir communiste et la société. Elle se penche également sur la question des intellectuels et sur le mécanisme de l'autorité. Ayant personnellement participé à cette époque en tant qu'enfant membre du mouvement des pionniers, cette contribution comprend un témoignage direct et une approche pratique.

L'objectif de cette étude est de montrer les mécanismes de la socialisation des enfants dans la Hongrie communiste. Les années 1970 relatées dans le présent article sont caractérisées par une volonté d'introduire la politique dans la vie des enfants et de séparer leur monde de celui des adultes.

Pour asseoir leur position, les régimes communistes ont créé leurs organisations de jeunesse. Ils voulaient garantir leur pérennité, leur continuité et préparer la relève en formant les futurs cadres. Les Jeunesses communistes soviétiques, avec sa hiérarchie et ses catégories basées sur l'âge, a servi de modèle depuis la Deuxième Guerre mondiale à tous les pays de type soviétique, dont la Hongrie.¹

L'Union des Pionniers Hongrois [*Magyar Úttörők Szövetsége*] fut créée en juin 1946 comme organisation de «volontaires» sous la tutelle du Parti communiste. Elle fut réformée après les événements de 1956. Le mouvement des pionniers véhiculait une forme d'éducation destinée aux écoliers, comprenant la diffusion de l'idéologie socialiste, un uniforme, le respect de la hiérarchie, un étendard, des chants, des activités collectives, avec un système de formation de ses cadres et même une presse écrite. Le mouvement enseignait à ses membres le respect du Parti, de la patrie socialiste et de la morale communiste. Il fonctionnait dans toutes les écoles primaires et dans tous les collèges. La plupart des enseignants étaient simultanément membres de l'encadrement des pionniers.

L'appartenance aux Pionniers constituait un des éléments pour l'intégration sociale des enfants.² Le mouvement des pionniers assurait l'encadrement des

¹ Cette étude est basée sur ma thèse de doctorat d'histoire, soutenue le 13 novembre 2004 à l'Université de Paris I, sous la direction du Professeur Bernard MICHEL avec l'intitulé: *Une organisation de jeunesse dans la Hongrie communiste: le mouvement des pionniers (1972-1983)*.

² Dans une perspective comparative voir à ce sujet des travaux décrivant des organisations de jeunesse: DEVAUX, Sandrine, *Identités collectives et usages légitimants du passé: les organisations de jeunesse tchèques*, Revues d'Etudes comparatives Est-Ouest, CNRS, Volume 34, mars 2003, 33-58. SHUKAN, Ioulia, *Les recettes d'une reconversion réussie. Etude de cas des Komsomols ukrainien et biélorussien à la fin des années 1980*, Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest, Volume 34, juin 2003, 109-144. DROIT, Emmanuel, *L'éducation en RDA ou la quête de l'homme socialiste nouveau (1949-*

jeunes dès l'âge de 6 ans, et jusqu'à l'âge de 14 à 15 ans. Tous les pionniers prêtaient allégeance à la patrie, à la construction du socialisme, au respect du Parti communiste, à l'amitié avec l'Union soviétique et avec les «pays frères». Les pionniers portant l'uniforme et le foulard rouge assistaient aux cérémonies officielles du pouvoir communiste, au traditionnel défilé du 1^{er} mai, de même qu'aux manifestations de solidarité avec les pays du tiers monde. Les activités hebdomadaires des pionniers se déroulaient souvent dans l'enceinte de l'école, qui assurait la logistique pour le fonctionnement du mouvement. Par ce fait, l'organisation des pionniers hongrois n'a jamais réussi à devenir indépendante de l'école puisque les unités dans lesquelles les enfants étaient encadrés, se formaient à partir des classes de l'école.

Le mouvement des pionniers était soumis à des directives strictes véhiculées par les Jeunesses communistes: le travail des pionniers ne doit pas se limiter au travail scolaire, il doit répondre aux attentes de toute une société. Les pionniers sont à tout moment appelés à respecter leurs aînés, leurs parents, à participer aux travaux ménagers, à connaître le travail des ouvriers du pays, et à célébrer les événements nationaux.

Dans le système éducatif centralisé et hiérarchisé, l'école est le modèle du pouvoir où l'idéologie est omniprésente dans les matières scolaires, où les relations humaines sont idéalisées dans les livres scolaires: «dans une société parfaite il n'y a que des adultes parfaits qui ont toujours raison».³ L'historien d'aujourd'hui doit répondre à la question suivante: comment fonctionnait une organisation politique destinée aux enfants dans un régime politique qui conditionnait de façon globale toute la société. Un des éléments de ce conditionnement fut l'école.

Les rapports entre l'école et le mouvement

«La première mesure de politique éducative et culturelle importante prise par l'Etat démocratique populaire - sur l'initiative du Parti communiste hongrois - a été la création de l'école générale en 1945, année de la libération. L'enseignement y est obligatoire et gratuit, s'étend sur huit années et est donné sur la base d'un programme unifié valable pour toutes les villes et tous les villages du pays. L'Etat démocratique populaire a ainsi porté de 12 à 14 ans l'âge de fin de scolarité obligatoire, élevé le niveau de l'enseignement populaire du premier degré et ouvert la voie au progrès culturel des classes laborieuses et à une transformation du système éducatif hongrois dans un esprit démocratique. En 1948, une des premières conséquences d'importance considérable de la révolution culturelle a été la nationalisation des établissements d'enseignement, qui permettait d'appliquer un contrôle pédagogique uniforme aux écoles confessionnelles, corporatives et municipales.»⁴

1990), Histoire de l'Education, janvier 2004, n° 101, 3-33.

³ SZABÓ Ildikó, *A pártállam gyermekei* [Les enfants du Parti-Etat], Új Mandátum Kiadó, Budapest 2000. 75.

⁴ *La politique culturelle en Hongrie*, Les Presses de l'Unesco, 1974. 11.

Depuis la transformation intervenue après la Deuxième Guerre mondiale dans l'éducation nationale, l'école générale hongroise comprenait huit classes divisées en deux cycles:⁵ 1.) *le cycle inférieur* va de la première à la quatrième classe, où l'enseignement y est assuré par les instituteurs.⁶ 2) *le cycle supérieur* part de la cinquième à la huitième classe où les cours sont dispensés par des professeurs spécialisés.⁷

Après 1945 les aspirations de l'école générale sont de devenir une école homogène capable de donner une éducation et une culture analogues, voire une éducation uniformisée à tous les enfants du pays.

La vocation de l'école est décrite ainsi: «*C'est l'école générale qui doit jeter les bases des exigences et des mœurs morales et idéologiques caractéristiques du comportement collectiviste : le patriotisme et l'internationalisme socialistes, ainsi que l'estime du travail et des travailleurs.*»⁸

L'école et le mouvement se trouvent rattachés par leur histoire commune dès la fin des années 1940: la naissance de l'école socialiste est liée à la genèse du mouvement des pionniers. Tous les deux se reconnaissent dans le même objectif: de former des citoyens dans un nouvel esprit socialiste et participer à la réussite de la pédagogie marxiste. Les enfants vont à l'école tout à la fois comme élèves et comme membres d'un mouvement politique. Les enseignants remplissent le rôle d'enseignants pendant la matinée et ils deviennent moniteurs de pionniers l'après-midi, même pour ceux qui ne sont pas membres du Parti.

Au mois de juin 1972, le Comité central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois (PSOH) adopte une résolution portant «*Sur la situation de l'enseignement d'Etat et les tâches relatives à son développement*». Cette résolution critique un engagement qui serait insuffisant aux yeux du Parti, et a comme objectif d'augmenter le niveau de l'enseignement, et de réaliser la modernisation du système éducatif:

«*Les capacités d'action des associations de jeunesse scolaires sont très mauvaises, l'organisation formelle prédomine, elles possèdent peu de contenu politique. Dans nos écoles la vie sociale est encore faible, on trouve peu d'initiative active basée sur les centres d'intérêt des élèves.*»⁹

Ce document postule que l'éducation de la jeunesse est le devoir de la société tout entière. C'est une tâche à laquelle la famille, les organisations de jeunesse, les établissements extra-scolaires et les médias doivent s'associer. Depuis cette prise de position de 1972, de nombreuses mesures sont adoptées en vue de la modernisation de l'école. On remarquera notamment que les programmes sont refondus et que de nouveaux règlements scolaires sont introduits. A partir de la rentrée 1976, les enseignements sont construits par

⁵ BENCÉDY József, *L'enseignement public en Hongrie*, Corvina, Budapest 1982. 10.

⁶ Les instituteurs sont formés pendant trois ans dans les Ecoles normales des Instituteurs.

⁷ Ils suivent une formation de deux spécialités pendant quatre années dans les Ecoles supérieures de Pédagogie.

⁸ BENCÉDY, 13.

⁹ Ibid. 11.

cycles de 11 jours dans les quatre premières classes de l'école générale (enfants âgés de 6 à 10 ans); l'horaire est révisé pour permettre aux élèves d'avoir deux samedis libres par mois.

Les organisations de jeunesse (les pionniers, les Jeunesses communistes) sont intégrées à l'école en 1949-1950, en assurant l'encadrement des activités dites extra-scolaires (sport, culture, concours scolaires). En fait, les enfants ne quittent pas l'école. Chaque école est un groupe de pionniers. A l'intérieur de l'école chaque classe est une brigade de pionniers. Enfin, chaque brigade est subdivisée en trois équipes de pionniers. Une classe doit demeurer l'unité fondatrice d'une brigade: il est impossible que les élèves venus des autres classes se mélangent.

A la tête des brigades de pionniers nous trouvons le professeur principal de la classe.¹⁰ Il est responsable de deux structures distinctes: son travail pédagogique d'enseignement, d'une part; l'encadrement politique de sa classe au sein du mouvement des pionniers, d'autre part. Le matin il est enseignant, l'après-midi il est moniteur politique. Une enquête réalisée en 1980 dans les départements de Szolnok et Vas¹¹ auprès des directeurs d'établissements, a révélé, que selon eux, la qualité du travail du professeur principal dépendait de la personnalité de l'enseignant pour 73% des personnes interrogées, des conditions matérielles pour 27,7%, mais aussi de l'aide apportée par le mouvement des pionniers pour 20% des sondés.¹²

Mais les enseignants-moniteurs de pionniers, avec qui nous avons réalisé des entretiens au cours de nos recherches, nous ont fait part du manque de clarté et dans la définition de leurs tâches demandées par le mouvement. Le mélange des genres fut un souci permanent. Comme toute l'éducation était en réalité bâtie sur l'idéologie communiste dans les méthodes et le contenu, la vie scolaire ne pouvait pas se détacher du mouvement : les livres de lecture contenaient des quantités de poèmes et de textes sur les pionniers, sur les héros du mouvement, des allusions permanentes aux principes du mouvement représentés par les «*Douze points des pionniers*».¹³ Le professeur principal-chef de brigade faisait participer sa classe-brigade de pionniers aux activités obligatoires de l'école-groupe de pionniers prescrites par l'organisation nationale. Pour les réunions mensuelles de la brigade, était parfois choisi un sujet qui aurait pu relever d'un enseignement normal.

¹⁰ Ses obligations vis-à-vis du mouvement sont prescrites dans le Règlement scolaire.

¹¹ Le département de Szolnok se trouve à l'Est de Budapest, le département de Vas est dans la partie Ouest du pays.

¹² HORVÁTH Judit, *Az osztályfőnöki, rajvezetői munka feltételei az általános iskolában* [Les conditions de travail du professeur principal, du chef de brigade dans l'école générale], *Úttörővezető* 1980/10. 10.

¹³ Les Douze points des pionniers sont des devises pratiques et facilement mémorisables. Tous les pionniers savent, même les plus jeunes se préparant aux premières épreuves que les Douze points se rattachent à des racines historiques très connues: les jeunes révolutionnaires hongrois du mois de mars 1848 ont exposé les revendications de la nation hongroise en douze points. Ces devises concernent les objectifs de l'éducation intellectuelle, éthique, esthétique et physique. Elles sont comme but affiché le développement de la personnalité socialiste.

Il est difficile de donner un bilan de l'efficacité d'encadrement des enseignants-moniteurs car il existait peu de mesures de contrôle. Au terme du travail réalisé, les fruits de leurs efforts sont mesurés lors des concours scolaires ou par la démonstration de leurs capacités d'organisation des cérémonies des fêtes nationales célébrées à l'école: le 15 mars 1848, le 21 mars 1919, le 4 avril 1945 et le 7 novembre 1917. Une brigade de l'école était toujours désignée en vue de préparer un programme de commémoration par de petites mises en scène et des récitations de textes devant tous les enfants de l'école habillés en uniforme de pionniers. La réussite de ces fêtes permettait à l'enseignant d'être bien vu du Parti, en vue de faveurs futures.

Non seulement les enseignants sont professeurs principaux et chefs de brigades à la fois, mais aussi beaucoup d'entre eux assument d'autres missions dans la vie sociale: auprès de la municipalité, dans le Front Populaire Patriotique,¹⁴ et dans les associations.

Le système communiste est attentif en particulier à la formation marxiste-léniniste de ses enseignants puisqu'ils détiennent bien évidemment une place centrale dans l'éducation de la future génération. Rita Görgöy, chercheur en sciences sociales, a réalisé, il y a quelques années, des entretiens avec les enseignants restés fidèles à leur foi chrétienne sous le régime socialiste. Tous affirmaient subir des pressions à l'école, être considérés comme des marginaux de la part des collègues.¹⁵

Le directeur de l'école a le droit de participer aux réunions du mouvement, à la programmation annuelle du groupe, de donner son avis, et de proposer des idées. Le chef de groupe des pionniers à l'école travaille en partenariat avec le directeur pour accomplir l'éducation socialiste des enfants. Le chef de groupe est un enseignant comme les autres, mais il a moins d'heures de cours à assurer que ses collègues.¹⁶ Il bénéficie d'une indemnité qui s'ajoute à son salaire. Son statut est équivalent à celui de directeur adjoint. Il doit être irréprochable idéologiquement, moralement, aimé et respecté par ses collègues. Il doit choisir son poste par vocation.

D'après mes souvenirs personnels, les chefs de groupe nous communiquaient une image d'épanouissement, de force et de conviction. En portant les uniformes comme nous, ils devenaient nos égaux. Cette fonction était surtout assurée par les enseignants ayant travaillé dans les mouvements de jeunesse (scoutisme et mouvements de jeunesse de gauche d'avant-guerre). Dans les années 1970, sortent ensuite des Ecoles supérieures de Pédagogie un grand nombre de jeunes

¹⁴ Le Front Populaire Patriotique a été créé en octobre 1954 pour fédérer les non-adhérents du Parti, les associations de masse et les associations culturelles.

¹⁵ GÖRGÖY Rita, *Vallásosság és karrier a kommunizmus alatti Magyarországon* [La croyance et la carrière dans la Hongrie communiste], Valóság, 2001/7.

¹⁶ En fonction du nombre d'élèves dans le groupe de pionniers: entre 51 et 100 pionniers - moins de 4 heures de cours à assurer; entre 101 et 200 pionniers - moins 6 heures de cours; entre 201 et 500 - moins 8 heures de cours. (Décision commune des ministres de l'Education et du Travail, N° 204/ 1964).

enseignants qui ont effectué plusieurs stages au sein du mouvement au cours de leurs études supérieures. Ce sont eux qui prennent alors la relève.

Dans la plus petite cellule du mouvement des pionniers qui est l'équipe des *petits tambours*,¹⁷ chacun se choisit une responsabilité. Le chef d'équipe des petits tambours est nommé par l'enseignant principal. Il peut être recruté, par exception, hors de la classe parmi les anciens élèves de l'enseignant principal, qui poursuivent leurs études dans les classes supérieures de l'école générale ou au lycée. Pour être désigné pour telle ou telle responsabilité, ce sont les valeurs scolaires qui font la différence : les meilleurs élèves emportent les responsabilités les plus recherchées. Pourquoi les moniteurs ne confient-ils pas les tâches plus importantes aux élèves moyens?¹⁸ Le mouvement veut s'accorder les chances de réussir. A ce sujet, le pragmatisme l'emporte sur l'esprit théorique d'un mouvement de masse égalitaire.

Les relations financières

Les mouvements financiers entre l'école et l'organisation pour enfants sont très réduits, malgré la forte interaction des deux institutions. Le groupe de pionniers de chaque école est considéré juridiquement comme une personne morale, mais il est entièrement lié à l'école. L'école finance, sur son propre budget, certaines activités du mouvement qui utilise pendant l'année scolaire et pendant les vacances le matériel et les salles de l'école. L'école doit également assurer la surveillance de ses élèves dans son bâtiment lorsque le mouvement des pionniers organise des activités sportives ou culturelles.

Les élèves membres de l'organisation cotisent pour une somme quasi symbolique deux fois par an: les petits tambours 1 Forint, les pionniers 5 Forints.¹⁹ C'est l'école qui détient la caisse. Les timbres reçus en échange de la cotisation sont collés dans le petit cahier d'adhérent. Les 5 Forints des pionniers sont divisés : de cette somme le groupe de pionnier reçoit 4 Forints, et 1 Forint est versé sur le compte des Jeunesses communistes. L'argent des adhésions est porté au crédit d'un compte ouvert dans les livres des filiales de la Banque Nationale Hongroise de la ville ou du canton. Les enfants-pionniers confiés à l'assistance publique et vivant dans les foyers d'accueil, paient 1 Forint par an au groupe de pionniers. Le livre de comptabilité du groupe, tenu en deux exemplaires, ainsi que le budget, doivent être présentés au 31 octobre de chaque année au siège local des Jeunesses communistes.²⁰ La caisse du groupe de pionniers à l'école ne peut contenir que 500 Forints en liquide. Toute

¹⁷ Petits tambours [kisdobos] : dans le mouvement des pionniers on appelle les enfants de 6 à 10 ans «*petits tambours*», allusion historique aux jeunes enfants engagés dans la Guerre d'Indépendance de 1848-1849.

¹⁸ Il serait intéressant de comparer les livrets scolaires des simples scouts hongrois ayant des responsabilités dans les années 1930 avec ceux des pionniers des années 1970. Nous pensons que le scoutisme malgré ses tendances élitistes a confié plus de «*pouvoir*» aux élèves à résultat scolaire moyen.

¹⁹ A titre indicatif, 1 kg de pain coûtait à l'époque 3,50 Forints.

²⁰ Archives de l'Institut d'Histoire politique (Budapest), Fonds des Jeunesses communistes hongroises: PIL. 289. f. 1974/27. Document du Comité exécutif des Jeunesses communistes.

somme dépassant les 500 Forints devait être déposée sur un livret d'épargne.

Le financement des Pionniers ne peut être envisagé dans une seule vue synthétique, tant il suit sans logique apparente les ramifications complexes de l'administration, et sans que des documents budgétaires complets soient établis. Toutefois, les liens que nous avons pu établir montrent deux choses: a) le mouvement des pionniers était financièrement privilégié; b) toutes les organisations de production et tous les niveaux d'administration devaient participer à l'effort pour forger la future classe dirigeante de la nation.

Ce contexte favorable permet sans soucis financiers la mise en place d'une formation spécifique des enseignants, avec l'introduction des méthodes pédagogiques socialistes.

La pédagogie socialiste

Pour posséder les qualités et les connaissances d'un bon moniteur, les Ecoles supérieures de Pédagogie ont établi un cursus de formation en trois étapes pour les étudiants:²¹ a) les connaissances de base: exercer un travail de monitorat au sein des Jeunesses communistes pendant deux semestres; b) la méthodologie du mouvement: suivre des cours théoriques relatifs au mouvement des pionniers pendant un semestre, préparer des travaux de recherche sur le mouvement; c) un stage de pratique obligatoire dans un camp de vacances, pour utiliser les connaissances acquises pendant le stage d'enseignement de fin d'études dans une école.

Pourquoi ces cours et ces stages ont-ils été organisés dans les Ecoles supérieures de Pédagogie?²² C'est l'expression même de la fusion entre les deux structures éducatives socialistes. Les enseignants de l'école primaire ne disposent pas de choix politique, ils deviennent involontairement participants du mouvement de masse dès le début de leur carrière. Il faut former ce type de pédagogue, modèle de l'éducateur communiste qui montre l'exemple aux pionniers en prenant part à leur mouvement. La force de ce système est ainsi que des professeurs de cette époque (nous l'avons vu pendant nos enquêtes de terrain), trouvaient, au total, ce double système acceptable. Moins de vingt ans après l'insurrection de 1956, le régime avait obtenu la résignation du corps enseignant, voire l'extinction de son esprit critique.

L'expérience pédagogique d'un enseignant marxiste

La pédagogie socialiste hongroise connaissait des expérimentations dont une fut lancée par le pédagogue *László Gáspár* à *Szentlőrinc*, dans un village près de la ville de Pécs. Après de nombreuses années d'efforts de la part du concepteur, les

²¹ *Útmutató a tanár és tanítóképző főiskolák hallgatóinak úttörővezetői felkészítéséhez*, [Manuel pour devenir moniteur de pionniers à l'attention des étudiants d'Ecoles supérieures de Pédagogie], Zsámbék 1979, 5.

²² Ces cours furent introduits dans les écoles pédagogiques en 1961.

autorités du ministère de l'Éducation attribuent à László Gáspár l'école de Szentlőrinc pour développer son système d'«*école de travail socialiste*» à partir de 1970.²³ Celui-ci s'adresse à György Aczél,²⁴ personnage très influent du Comité central, pour présenter son concept pédagogique, une alternative de gauche du système scolaire socialiste, un «*retour aux idées de Makarenko*».²⁵ László Gáspár regrette que l'école hongroise ne soit pas devenue une véritable école socialiste. Elle a gardé les méthodes classiques de Herbart,²⁶ utilisant à ses yeux un «*herbartisme peint en rouge*». Le début des années 1970 est la période des réformes économiques hongroises lancées en 1968, et Gáspár pense qu'il est nécessaire de réformer également l'éducation. Les réformes économiques étant destinées à parfaire le socialisme, il est alors temps d'établir un enseignement incluant du travail productif.

Son projet d'éducation est organisé en quatre sections: 1.) Enseignement - travail scolaire; 2.) Production - exploitation; 3.) Activité politique et sociale; 4.) Organisation du temps libre.

Gáspár met l'accent sur la production et l'exploitation qui portent une valeur pédagogique à ses yeux. C'est par le mouvement des Pionniers que sera organisé ce travail productif. Les élèves-pionniers font des travaux agricoles et industriels réguliers. L'école pilote possède quatre arpents de terrain pour la production de fruits et de légumes en assurant toutes les étapes de la production. Ils exploitent ce terrain pour leur propre consommation et ils vendent le reste sur le marché. Concernant le travail industriel, l'école de Gáspár a fabriqué une machine à presser pour produire un jeu de logique (petits morceaux d'éléments géométriques) destiné aux écoles maternelles du département de Baranya. La première année le groupe de pionniers a perçu un revenu de 46 920 Forints. Le revenu est passé à 100 000 Forints en 1976.²⁷

Selon cette méthode, la production et l'exploitation rapprochent les membres de la communauté des enfants, créent une relation de camaraderie de travail, le

²³ D'après les propos de László Trencsényi, professeur à l'Université de Miskolc en Hongrie, ancien responsable et membre influent du Conseil national des Pionniers, László Gáspár a obtenu une école pour réaliser ses expériences, mais les autorités politiques voulaient le tenir éloigné de Budapest.

²⁴ György Aczél (1917-1991), vice-Premier ministre entre 1974 et 1982, secrétaire du Comité central, responsable de la vie culturelle de 1967 à 1985. Il fut un des personnages principaux de l'histoire hongroise après 1945, autodidacte et grand manipulateur de la politique culturelle.

²⁵ Anton Makarenko (1888-1939), pédagogue et écrivain soviétique. Il fonde l'établissement Gorki pour des jeunes délinquants mineurs et enfants abandonnés où il perfectionne ses idées et ses méthodes pédagogiques socialistes. Makarenko sera admis à la «*Société des écrivains*» en 1934. Ses théories pédagogiques seront reconnues en février 1936 par le Commissariat de l'Instruction publique. Makarenko décrit ses expériences dans son roman *Poème pédagogique* publié en 1938. Il demande son adhésion au Parti communiste en 1939, mais il est emporté par une embolie avant qu'il ne soit donné suite à sa demande.

²⁶ Johann Friedrich Herbart (1776-1841), philosophe et pédagogue allemand. Il est pour un retour à l'expérience, il est parmi les premiers à utiliser la psychologie comme science.

²⁷ *Értéket teremtünk!* [Nous produisons des valeurs !], Válogatás az Úttörővezető írásaiból [Extraits d'articles parus dans la revue «*Moniteur de pionniers*»], Oktatási Minisztérium [Ministère de l'Éducation], Budapest 1977. 42.

sens de la responsabilité commune et favorisent l'attitude face au travail ainsi que la conscience professionnelle. Toujours selon cette pédagogie, les enfants développent un discernement pour apprécier les capacités requises pour être «travailleur» et celles pour être l'«organisateur». Ils sont supposés pouvoir répartir entre eux les rôles. La démonstration qu'il veut faire est que le détenteur du capital n'est pas nécessairement celui qui a les capacités d'organisation les meilleures.²⁸

Les pionniers de Szentlőrinc continuaient à travailler en collectivité pendant les vacances scolaires dans l'usine de conserve de la ville de Szigetvár et sur les champs que l'école possédait car le travail n'y manquait pas, surtout pendant la saison estivale. Grâce à la vente des produits agricoles, ils constituèrent des fonds pour acheter du matériel de campement. Les excursions scolaires étaient également financées par les revenus de la production des enfants.

László Gáspár eut plusieurs conflits avec le corps enseignant, avec la municipalité et avec les parents. Gáspár quitta Szentlőrinc et déménagea à Sarkad dans le département de Békés. Il est décédé voilà quelques années. L'Union des Pionniers Hongrois est restée ouverte aux idées de Gáspár représentant la glorification du travailleur. Le Programme Pédagogique National de 1978 décrit ses méthodes, en les introduisant partiellement dans les faits.

La mémoire des idées de László Gáspár reste vive. En septembre 1999, une association pédagogique a organisé une rencontre à Szentlőrinc pour commémorer le trentième anniversaire de cette expérience pédagogique.

Au milieu des années 1970, la situation se clarifie dans les relations entre l'école et l'organisation des Pionniers. Le septième paragraphe du Règlement scolaire de l'année 1976 du Ministère de l'Éducation définit comme suit les relations entre l'école et le mouvement: «le devoir du groupe de pionniers est d'apporter son aide dans la réalisation des objectifs éducatifs de l'école».

La résolution sur la situation de l'enseignement de 1972 du Parti avait mis l'accent sur la coopération entre l'école et le mouvement concernant le soutien scolaire. Le lien de subordination du mouvement à l'école est désormais construit. L'aide apportée aux mauvais élèves se réalise dans le cadre des équipes de pionniers, et de façon assez astucieuse. On constitue des binômes de travail : un bon élève travaille une fois par semaine avec un mauvais élève. On lutte ensemble contre le redoublement dans le cadre d'un programme «Mouvement pour les équipes sans redoublement» lancé à cette période. On apporte également ses cours aux camarades malades restés à la maison. Il arrive à ces occasions que les pionniers découvrent des conflits familiaux, de mauvaises conditions de vie de certains camarades de classe. Ils dressent alors un rapport à la brigade de pionniers en recherchant et proposant des solutions. Cela leur apporte une expérience d'existence qu'ils n'auraient pas eue dans le strict milieu scolaire, et constitue un moyen ingénieux du régime pour s'introduire dans la cellule familiale.

Le mouvement des pionniers est aussi un bon outil au service de l'école

²⁸ Idées d'Anton Makarenko.

pour exercer une surveillance des enfants, particulièrement pour maintenir la fidélité des élèves aux principes idéologiques définis. L'école centralisée est la référence du pouvoir et elle transmet le modèle social et met en forme les attentes de la société envers les enfants. Le mouvement politique de masse qu'est devenu le mouvement des Pionniers conduit la communauté des enfants vers les objectifs de l'école, et d'ailleurs n'intègre bien et ne promeut aux meilleures places que des élèves s'identifiant parfaitement dans les valeurs scolaires.²⁹

Les objectifs idéologiques sont mis en œuvre par un encadrement organisé dans ses moindres détails, et reproduit à l'identique de la cellule de base jusqu'aux plus hautes instances.

La structure de l'encadrement

Les «groupes de pionniers» comme le pivot de l'organisation.

Le mouvement s'est donné pour devoir de mettre au point une pédagogie appuyée sur des activités de loisirs. Au cours de ces activités, les pionniers doivent prendre des responsabilités et des initiatives au sein du «*groupe de pionniers*» qui assemble tous les élèves de l'école. Dès le début de notre étude, nous avons évoqué les objectifs des animations de création, de musique, d'éducation physique, ainsi que des activités manuelles, intellectuelles et idéologiques. Ces activités, bien que mobilisant les talents individuels, sont exercées collectivement car, selon la pédagogie officielle, la vie en commun est l'un des éléments de base dans le développement psychologique de l'enfant.

Un plan annuel des activités avec des directives nationales, est établi par le Conseil national du mouvement. Dans ce cadre, les groupes adaptent les directives en fonction des programmes régionaux des Jeunesses communistes. Les groupes coordonnent l'activité avec les usines et coopératives du secteur qui constituent le «*corps de patronage*» du groupe de pionniers. Le «*corps de patronage*» est animé par les ouvriers les plus motivés regroupés dans les «*brigades socialistes*».

Le programme annuel des groupes est préparé par le *conseil des pionniers* de l'école en tenant compte des dates historiques porteuses de sens politique pour le pays (en particulier le 7 novembre et le 4 avril chaque année, comme nous avons mentionné) ainsi que des activités propres aux différentes saisons. Le programme annuel des groupes débute chaque 29 septembre, jour de la «*Journée des forces armées*»³⁰ qui est aussi le jour de la «*Fête du drapeau du groupe*». Les membres du conseil (10 à 12 personnes) sont le chef de groupe (il peut être le seul adulte dans le conseil), le secrétaire, le porte-drapeau, le responsable du tableau d'information, le chroniqueur et un pionnier délégué par brigade. La brigade est la sous-unité au

²⁹ SZABÓ Ildikó, *Az ember államosítása, Politikai szocializáció Magyarországon* [La nationalisation de l'homme. La socialisation politique en Hongrie], Tekintet Könyvek, Budapest 1987. 70.

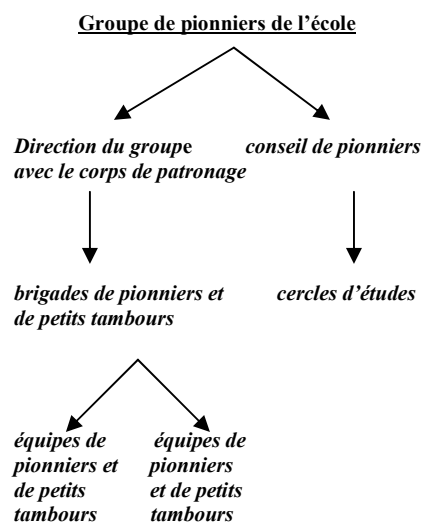
³⁰ Fête commémorant une bataille pendant la Guerre d'Indépendance de 1848-49.

sein du groupe de pionniers. La brigade est composée d'une trentaine d'enfants. En temps normal, tous les membres du conseil sont élus par les autres enfants pour la durée d'une année scolaire. Les membres du conseil participent avec la direction permanente du groupe de pionniers à l'élaboration des programmes, à l'organisation, et à l'évaluation de la vie du mouvement. Chacun des membres transmet au conseil les propositions et les remarques des pionniers. Notons qu'il peut arriver que ces représentants ne soient pas élus, mais désignés par les enseignants et qu'ils ne soient au surplus, chargés d'aucune responsabilité au sein du conseil; les enseignants n'ont pas toujours accepté ce contre-pouvoir. Ce sont les meilleurs élèves qui y siègent, et qui occupent déjà une autre fonction telle que chef d'équipe dans la hiérarchie du mouvement.

L'équipe est la sous-unité de la brigade, composée d'une dizaine d'enfants. Le conseil organise des cercles d'études spécialisés regroupant les meilleurs éléments sur des disciplines scolaires et artistiques.

Voici l'organigramme d'un groupe de pionniers

Le directeur de l'école collabore étroitement avec le chef du groupe et lui demande des rapports qui sont présentés également au corps enseignant de l'école. Le groupe de pionniers ne possède aucun budget direct accordé par l'Etat ou les collectivités locales. Ses moyens financiers sont les suivants: les cotisations, une participation du corps de patronage (usines, coopératives), les fonds venant des travaux du groupe de pionniers (ramassage de papiers, cueillette de fruits), les recettes des programmes festifs (carnaval, kermesse) et une participation financière de l'école. Les pionniers pour l'essentiel ne choisissent pas leur groupe de pionniers car l'école qu'ils fréquentent forme déjà un groupe. Leur faculté de choix et de sympathie se manifeste au niveau de base de l'organisation, dans la formation des équipes de pionniers. S'agissant de la vie dans les groupes, la pratique a montré que le succès des activités dépend essentiellement de l'efficacité et de la personnalité du chef de groupe car il n'existe pas pour l'équipe d'objectif contrôlé localement et mesurable. C'est le groupe qui gère les cercles d'activités ou d'études. Dans ces cercles spéciaux, les enfants ayant la même activité de prédilection, telle que la danse ou la musique, se rencontrent. Le groupe contrôle les résultats des brigades et il est le garant des traditions de l'école. Si



l'école et le groupe portent le nom d'un personnage connu, par exemple *Máté Zalka*,³¹ héros de la Guerre civile espagnole, alors tout ce qui est lié à cet événement, est alors étudié, présenté et préservé par les pionniers.

Les brigades de pionniers

Le travail effectif du mouvement des écoliers se manifeste à travers des activités pratiquées dans les cellules plus restreintes comme les brigades de pionniers. Une brigade de pionniers correspond à une classe d'école dont le responsable est le professeur principal.³² Les brigades se réunissent une ou deux fois par mois en suivant le calendrier annuel des programmes.

Le meilleur moyen de comprendre cette vie bien encadrée est de l'illustrer par un cas précis. Voyons le programme d'une brigade de Budapest pour l'année scolaire 1981/1982.³³

Le *groupe de pionniers «Endre Ságvári»*³⁴ portant le numéro 1582 se trouve dans le neuvième arrondissement de Budapest. Ce groupe de pionniers compte 11 brigades de petits tambours avec 303 enfants et 7 brigades de pionniers rassemblant au total 198 élèves. La brigade de la cinquième classe, qui correspond au CM 2 en France, porte le nom du cosmonaute hongrois Bertalan Farkas. C'est une classe spécialisée en éducation physique. Ainsi, les élèves suivent chaque jour un cours de gymnastique. En Hongrie, les cours dans les classes ont lieu uniquement le matin jusqu'à 13 heures ou 13 heures 30. Ensuite, une partie des élèves reste à l'étude ou rentre à la maison. 75% des enfants de cette classe que nous examinons, restent à l'école après les cours du matin. Les élèves pratiquant des entraînements sportifs en dehors des cours, participent tous aux cercles de pionniers et aux concours de pionniers sur le thème du sport. Leur programme pour les réunions de brigade était préparé par le professeur principal de la classe. Les sujets de discussion pendant des réunions de brigade au cours du printemps 1982 furent les suivants:

Réunion des responsables de la brigade au mois de mars: *propositions pour les récompenses lors de la fête du 4 avril; ramassage des matériaux utiles; préparation du concours de récitation de poésie; évaluation de la participation de la brigade aux concours culturels.*

Activités de la brigade au mois de mars: *fête de la journée internationale de la femme; participation à une compétition sportive organisée par l'école; choix des élèves à récompenser.*

Réunion des responsables de la brigade au mois d'avril: *traitement des*

³¹ Máté Zalka (1896-1937), général hongrois, chef de la 11^{ème} brigade internationale.

³² En 1978 le nombre total des chefs de brigade est 40 942. 59% d'entre eux ne sont membres ni des Jeunesses communistes ni du Parti; 96,9% sont des enseignants.

³³ Úttörővezető, 1982/2, p. 17. (Revue des moniteurs des pionniers).

³⁴ Endre Ságvári (1913-1944), militant communiste hongrois de l'entre-deux-guerres, organisateur des mouvements de jeunesse. Il fut abattu dans la rue par les gendarmes. Le mouvement de jeunesse hongroise a récupéré et utilisé l'histoire de la vie de Ságvári.

feuilles d'inscription pour les camps d'été (proposition faite au conseil de pionniers de l'école); préparation de la fête des mères, organisation de l'excursion de printemps; contrôle de l'utilisation des cahiers de pionniers.

Activités de la brigade au mois d'avril: *concours de récitation de poésie pour la journée de la poésie.*³⁵

Réunion des responsables de la brigade au mois de mai: *évaluation du travail annuel, les résultats scolaires de la brigade.*

Activités de la brigade au mois de mai: *excursion; évaluation et réélection des responsables.*

Ces thèmes mêlent des activités éducatives et des fonctions d'administration. Les activités que les pionniers apprécient (les camps, les compétitions sportives), se déroulent surtout dans les équipes. C'est dans le cadre du travail des brigades que les relations extra-scolaires avec les ouvriers et employés activistes ou avec les corps de patronage, sont poursuivies.

Les équipes de pionniers

L'équipe est le niveau de base. Selon l'idéologie communiste et la pédagogie socialiste, la «*démocratie*» se manifeste, s'exerce et se développe dans les plus petites cellules. C'est à travers cette structure comportant de 8 à 10 pionniers que les objectifs éducatifs doivent être réalisés. D'après les données statistiques de l'année 1978, le mouvement des pionniers hongrois comptait 92 378 équipes dont 47 395 équipes de petits tambours (6 à 10 ans) et 44 983 équipes de pionniers (11 à 14 ans).

A chaque début d'année scolaire, trois équipes se forment dans chaque classe et les élèves élisent eux-mêmes les différents responsables. Ils décident de leur programme annuel soit par eux-mêmes soit à l'aide d'anciens pionniers déjà lycéens qui deviennent moniteurs dans leur ancienne école. Cette participation de leur part est considérée comme un travail réalisé au profit des Jeunesses communistes desquelles dépendent ces jeunes lycéens. Dans les équipes des petits tambours, ce sont des pionniers de 12 à 13 ans du même groupe, qui sont choisis comme chefs. Derrière le chef d'équipe, les intitulés des responsabilités dans une équipe sont nombreux: adjoint du chef d'équipe, porte-drapeau, chroniqueur, maître des jeux, responsable culturel, responsable des chants, responsable sportif, trésorier, responsable du travail bénévole et social, responsable de la santé, responsable des excursions, responsable du travail scolaire.

Toutes les équipes doivent tenir un journal dans lequel elles notent, expliquent, et décrivent leurs activités hebdomadaires. C'est à l'échelle des équipes que les pionniers organisent des activités telles que la collecte de matériaux recyclables ou l'assistance aux personnes âgées. Les chefs de chaque équipe reçoivent une formation de base au cours de l'année scolaire dans la

³⁵ En Hongrie la journée de la poésie est le 11 avril, jour d'anniversaire du poète Attila József.

maison des pionniers de leur ville. La plupart d'entre eux participent, en complément, à une formation pendant l'été dans un camp de vacances.

Au milieu des années 1970, l'organisation nationale a lancé un projet dénommé: «*Une équipe - une famille*». Chaque semaine une équipe de pionniers tenait sa réunion dans la famille d'un de ses membres pendant laquelle les parents pouvaient intervenir.³⁶ Le projet «*une équipe - une famille*» était une manière de gagner les parents d'élèves à la cause et d'opérer une nouvelle surveillance complémentaire du cercle familial.

Vers l'âge de 10 à 12 ans, après avoir effectué leur serment, la participation et la curiosité des enfants dans les différentes unités de pionniers restent constantes. Ensuite, arrivés à l'adolescence, les enfants s'éloignent des objectifs premiers du mouvement, qui n'arrive pas répondre à leurs questions de recherche d'identité. Les équipes de pionniers assurent alors difficilement la canalisation de leurs centres d'intérêt.

Les cercles d'études et les concours

Le mouvement des cercles fut introduit sous la tutelle des pionniers au cours de l'année scolaire 1951-1952, et les concours organisés concernant des matières scolaires, basés sur les activités des cercles, furent intégrés dans le programme scolaire en 1966.

Ceux qui désiraient travailler leur matière préférée d'une manière plus approfondie n'avaient qu'à entrer dans les différents cercles spécialisés (langues étrangères, histoire, biologie, géographie, sport). En 1978, il y eut 24 678 cercles spécialisés regroupant les petits tambours et les pionniers hongrois de tout le pays,³⁷ dont 3.326 cercles en sciences sociales; 3.869 en sciences naturelles; 2.668 en matières techniques; 215 en agriculture; 6.119 cercles artistiques. Ils étaient dirigés par 22.286 enseignants et 2.137 non enseignants (parents, membres bienfaiteurs, jeunes communistes, cadres d'entreprise, militaires). Ce travail de direction de la part des adultes leur a permis d'accéder au statut et aux avantages accordés aux activistes.

Ces cercles d'études servaient également de cadre aux *loisirs éducatifs*.³⁸ Dans certains cercles, on apprenait à construire des modèles d'avions ou de bateaux ou bien encore à faire du bricolage. Il existait aussi dans un autre registre des équipes de gardes-frontières, des bataillons de défense nationale, de patrouilles nautiques. Les cercles ont également été le lieu où l'on apprenait

³⁶ Une fois, en 1975, notre équipe de pionnier «*Violette*» est allée chez une camarade de classe où nous avons appris une poésie de Lajos Kónya, poète engagé aux côtés du régime des années 1950. Le refrain du poème vantait les mérites de Mátyás Rákosi. Quand je suis arrivée à la maison, j'ai récité le poème à mes parents stupéfaits. Ils m'ont expliqué que cette poésie n'était plus d'actualité et qu'il ne fallait pas la réciter. Le lendemain matin j'ai raconté tout de suite cet incident à notre maîtresse d'école accomplissant sincèrement mon devoir de pionnier zélé.

³⁷ Archives de l'Institut d'Histoire politique (Budapest), Fonds des Jeunesses communistes hongroises: PIL 289. f. 13/1982/48. p. 74.

³⁸ Ce terme est souvent utilisé par les Francs et Franches Camarades en France.

à réaliser des émissions de radio. C'était surtout dans le cadre des cercles que les pionniers pouvaient s'épanouir et que l'idée de Makarenko «*éduquer un enfant, c'est élaborer les perspectives dans lesquelles s'organiseront des joies de demain*»³⁹ put atteindre ses objectifs.

C'est à l'occasion de concours organisés au sein de cercles spéciaux qu'on décide si un écolier peut se présenter à des épreuves supérieures. A la fin des concours, on délivre à chacun un certificat témoignant des connaissances acquises. Les meilleurs candidats sont autorisés à se présenter aux *concours nationaux*. Il y eut de très nombreux concours. Nous citerons deux exemples de concours que nous avons pu connaître à titre personnel. Comme membre du mouvement dans la ville de Zalaegerszeg à l'Ouest de la Hongrie, nous avons participé au concours «*Qui en connaît le plus sur l'Union soviétique?*» dont les thèmes avaient pour assise une revue intitulée «*Union soviétique*». Les pages de cette revue en couleur étaient en papier glacé, fait rare à l'époque, et elle était rédigée et imprimée en Union soviétique mais en langue hongroise. L'autre concours, réalisé dans le cadre de la *Revue technique et scientifique des pionniers* fut un concours d'histoire.

Dans plusieurs cercles du canton de Zalaegerszeg, les membres étaient choisis pour exercer une responsabilité, comme chargé de la maintenance du matériel, propagandiste, responsable des épreuves, «*gardien de la santé*» ou trésorier.⁴⁰ Dans ces groupes de pionniers, les élèves possédaient dès lors deux responsabilités: une dans l'équipe de pionniers, l'autre dans le cercle. Cette double responsabilité accentuait encore plus le sentiment d'importance des enfants et la place que l'on a souhaité leur conférer dans la société socialiste.

Le Parlement des pionniers

Le *Parlement des pionniers* est établi en 1966 à Budapest. Réuni en assemblée tous les deux ans, ce forum est destiné à représenter l'existence d'une «*démocratie*» au sein du mouvement. La dernière réunion du Parlement, organisée en 1979, marquera la clôture d'une époque et d'un état d'esprit propre aux années 1970. Sont instaurés de petits parlements locaux par ville et par canton. Les pionniers, délégués par leurs groupes, élisent leurs représentants au cours des réunions des Parlements des pionniers des villes et des cantons hongrois. Ensuite, c'est au niveau départemental que les meilleurs pionniers sont choisis par leurs camarades (sous la surveillance des enseignants) pour représenter leur département devant le Parlement national des pionniers. Ces forums d'expression ont révélé les tensions intérieures du mouvement dans les

³⁹ Citation du Poème pédagogique de Makarenko reprise par la revue française des Francs et Franches Camarades, intitulée *Camaraderie*, N° 87.

⁴⁰ *Jelentés a Zalaegerszeg járás úttörőcsapatainak szakági tevékenységéről* [Rapport sur le travail de cercle des groupes de pionniers dans le canton de Zalaegerszeg], Archives départementales de Zala, fonds du mouvement des pionniers, dossier 1, 1981.

années 1970: les cadres supérieurs y furent plutôt favorables, mais les enseignants-chercheurs, déployant depuis longtemps leur activité dans le mouvement, furent plutôt sceptiques. Les cadres supérieurs voyaient d'un œil favorable un nouvel outil de politisation, tandis que les enseignants conservaient une vision éducative du mouvement. Le Parlement des pionniers composé d'enfants, était une grande démonstration nationale pour les enfants du pays, qui permettait d'associer la politique de l'enfance avec l'idéologie. Dans l'élan de l'époque, on désignait tous les enfants par le terme de «pionniers» qu'ils soient ou non intégrés au mouvement. Le rôle du Parlement national des pionniers fut apprécié par le Parti et disposait toujours d'une forte couverture médiatique.

Le Parlement des pionniers n'a jamais voté de lois ni établi aucune règle. A l'image de son «grand-frère», l'Assemblée nationale hongroise, officiellement la plus haute instance parlementaire de Hongrie, mais qui n'a jamais été un lieu de discussion des lois fondamentales.

Le Parlement des pionniers avait une fonction officielle. Il devait rendre compte des résultats du mouvement des pionniers; il devait discuter des tâches et des programmes à venir (les exigences pour appartenir au mouvement, la place du groupe de pionniers à l'école, le bénévolat, le rôle de la vie publique politique, les formes de jeux dans l'organisation).

Les délégués des pionniers hongrois présentaient leurs demandes, leurs requêtes aux enseignants, aux moniteurs, aux membres des Jeunesses communistes et aux dirigeants du pays. Les enfants-pionniers ont eu l'occasion d'exprimer leur demande concernant, par exemple, la baisse des prix des séjours d'été, la construction de terrains de jeu, l'augmentation du nombre d'ouvrages édités pour jeunes, ou encore l'amélioration des signalisations de sécurité sur les routes. Ils étaient parfaitement avisés des institutions auprès desquelles il fallait déposer les requêtes.⁴¹ Sans pouvoir décisionnel, leur pouvoir de proposition était réel.

Selon les dirigeants de l'Union des Pionniers, ces connaissances des voies par lesquelles faire passer les propositions montrent la bonne acquisition du système par les enfants. Péter Nemes,⁴² cadre dirigeant du mouvement des pionniers, déclarait alors: «Le but principal du Parlement des pionniers est d'apprendre aux enfants à réfléchir de façon autonome, au-delà de l'apprentissage du «bon comportement». Développons leur personnalité. L'enfant doit sentir le poids de ses mots, de ses demandes exprimées devant le Parlement.»

Avant la session du Parlement national des pionniers, qui s'est tenue en 1976 à Zalaegerszeg, une nouveauté médiatique fut même instaurée le soir sur les écrans

⁴¹ NEMES Péter, *Mit kérnek tőlünk a gyermekek?* [Que nous demandent les enfants?], Ifjú Kommunista [Jeune communiste], 1975/3. 37.

⁴² Péter Nemes, cadre issu de la présidence du département de Heves, personne compétente et inventif du mouvement. Après sa fonction de secrétaire dans la direction des pionniers, en 1979, il est nommé dans l'appareil central du Parti comme chargé de mission des affaires de la jeunesse au «Section des mouvements de masse» (Párt- és Tömegszervezetek Osztálya - PIO] du Comité central. Après 1989 Péter Nemes travaille dans la société de presse Axel-Springer à Budapest comme directeur des ressources humaines.

de télévision. La Télévision hongroise et l'Union des Pionniers Hongrois, sur l'initiative de Péter Nemes, préparèrent une série de six émissions intitulée «*Je dirai au Parlement*»: pendant une semaine, des pionniers hongrois proposaient des projets, présentaient le travail de leur groupe de pionniers, intervenaient sur les sujets touchant les problèmes de l'enfance. Les pionniers, regardant ces émissions, furent sollicités pour écrire leur avis sur les propositions et sur les candidats apparus à l'écran de télévision. Ils pouvaient également voter et désigner les meilleurs intervenants pour que ceux-ci participent à la session parlementaire qui devait se tenir cette année-là à Zalaegerszeg. La revue *Pajtás*, l'hebdomadaire des pionniers, accompagnait ces émissions en résumant les interventions télévisées.⁴³

A la 6^{ème} session nationale du Parlement, qui se déroule du 23 au 28 novembre 1976, 350 personnes participent au total en assemblée plénière et en groupes de travail: un délégué par canton, des délégués pour les villes et les arrondissements de Budapest; deux délégués par département et les délégués de la présidence de Budapest. Soit 250 personnes au total; les membres des groupes de travail: 40 personnes; les cadres dirigeants des pionniers: 10 personnes; les invités (Présidence nationale, les représentants des ministères, la presse, et autres institutions): 50 personnes.

Le programme de cette session parlementaire et toute la logistique furent préparés par neuf comités (l'accueil, le voyage, le logement, les repas, la propagande, la décoration, la technique, la culture, les cadeaux) mobilisant les cadres des Jeunesses communistes du département et plusieurs enseignants de la ville. Les délégués furent accueillis dans la gare décorée de banderoles, et par un orchestre de pionniers. Chaque école de la ville accueillit les pionniers des différents départements. Les pionniers invités furent répartis ensuite dans les familles des pionniers de Zalaegerszeg. On déposa des gerbes devant la statue de Lénine les délégués partirent également à la découverte des curiosités touristiques du département de Zala.⁴⁴ La réunion était programmée pour quatre jours. Une journée et demi fut consacré au «*véritable travail*» des sections.

Le choix des villes qui accueillait ces forums dépendait du travail auparavant accompli par les groupes de pionniers des différents départements: les cadres-responsables, organisateurs des parlements, recevaient comme un grand honneur la mission d'avoir à préparer un tel événement à répercussion nationale.⁴⁵ Toutefois, au début des années 1980, le mouvement n'a jamais voulu reprendre l'organisation des sessions parlementaires faute d'idées, de renouveau et de finances. Le dernier Parlement rassemblé en 1979 à Debrecen, trois ans après la réunion de Zalaegerszeg (et non pas deux ans comme il était usage), a clos ce jeu parlementaire.

⁴³ Revue des pionniers *Pajtás*, 6 octobre 1976. 6-7.

⁴⁴ *Intézkedési Terv a VI. Országos Úttörőparlament megrendezésére* [Les dispositions pour l'organisation du 6^{ème} Parlement national des pionniers], Archives départementales de Zala, dossier de 1976, sans classement.

⁴⁵ Propos de Pirooska Padár, ancienne présidente des pionniers de la ville de Szeged: «*Nous avons bien travaillé, ils étaient contents de nous*». Le «*ils*» étaient les dirigeants du Parti.

Finalement, le Parlement des pionniers a été une institution éphémère, le cœur de l'activité des pionniers résidant dans l'organisation de la vie quotidienne des enfants. Dans les années 1970, ce sont les initiatives concrètes qui ont prévalu. Ainsi, du projet d'intégrer les enfants dans les forces de sécurité du pays sous la forme d'un «garde des pionniers».

La Garde des pionniers

Le 10 mars 1976 la Présidence nationale des pionniers décida de fonder des unités spécifiques de pionniers appelées *Garde des pionniers*. Ces groupes de pionniers prirent cette appellation à l'occasion d'un grand rassemblement de quatre jours au mois d'août dans le camp de Zánka au bord du lac Balaton. Cette manifestation intitulée «*La Garde est réunie*», rassemblant 2.500 pionniers fut inaugurée et parrainée par István Oláh, général de division, chef d'Etat-major.

La Garde des pionniers était instaurée suivant ses statuts comme «*une forme de travail par l'Union des Pionniers Hongrois pour donner un cadre à l'éducation socialiste, internationaliste, et à l'apprentissage de la défense nationale de la patrie socialiste*».⁴⁶ La Garde était destinée aux pionniers de 13 à 15 ans. Ces unités de pionniers en uniforme paramilitaire travaillèrent avec l'armée, les gardes-frontières, la milice ouvrière, les sapeurs pompiers, aussi avec la Croix Rouge hongroise et avec les unités chargées de la sécurité routière. Au début des années 1980, ce ne fut pas moins de 120.000 pionniers qui furent incorporés dans la Garde. Après avoir suivi un entraînement, les troupes (10 à 12 pionniers par troupe), prenaient connaissance, pendant les activités, des techniques militaires, des bases de la défense civile; elles ont visité des casernes, patrouillé avec les militaires. Mais leur activité la plus connue fut leur présence pendant les fêtes nationales lorsqu'elles montaient la garde pendant les dépôts de gerbes. Elles assuraient un service de surveillance pendant les défilés du premier mai et les manifestations des «*Trois printemps*» (les fêtes des 15 mars 1848, 21 mars 1919 et 4 avril 1945).

Examinons à l'échelon local pour illustrer le propos: selon le rapport de la ville de Zalaegerszeg, le canton comptait 28 unités de Garde des pionniers en 1981.⁴⁷ Les unités étaient réparties comme suit:

- unités de milice ouvrière	2
- unités militaires	7
- unités des sapeurs pompiers	6
- unité de garde frontière	1
- unités des agents de circulation	4
- unités des gardiens de la santé	8

Les enfants étaient invités à la surveillance et à la délation. Les membres de

⁴⁶ *Az Úttörőgárda szabályzata* [Les statuts de la Garde des pionniers], Archives départementales de Zala, fonds des pionniers, dossier 4, 1975.

⁴⁷ *Jelentés a Zalaegerszeg járás úttörőcsapatainak szakági tevékenységéről* [Rapport sur le travail des groupes de pionniers dans le canton de Zalaegerszeg], op. cit. 8-9.

la Garde furent surtout des garçons attirés par les aspects militaires de cette activité. Les pionniers dont les parents étaient liés à l'armée, firent très souvent partie de la Garde des pionniers. Mais de nombreuses troupes eurent des difficultés à obtenir des uniformes militaires pour les enfants, et les pompiers eurent des difficultés à doter en matériel les jeunes effectifs. Les unités de la Garde des pionniers furent maintenues jusqu'en 1989.

Pour être un «*homme nouveau*» constructeur et défenseur du socialisme, il fallait également un corps sain et fort. Le régime a su également mettre en valeur l'activité sportive.

Les «Jeux Olympiques»

En créant les «*Jeux Olympiques*», les responsables du mouvement ont reconnu que l'activité physique était un moyen de maîtriser une catégorie d'enfants moins captivés que d'autres par les activités liées au savoir. Dans un pays de 10 millions d'habitants, ce sont plus de 500.000 enfants qui participent d'année en année, en été comme en hiver, à ces événements sportifs organisés depuis 1965 par l'Union des Pionniers Hongrois et par le Bureau national du Sport et de l'Éducation physique. Les écoliers doivent passer par des épreuves éliminatoires à l'échelle des écoles et des régions pour se qualifier aux finales (trois mille pionniers sont regroupés pour les jeux à l'été 1977).⁴⁸

En été, les enfants de 6 à 10 ans mesurent leurs performances en participant à des concours soit individuels soit par équipes en triathlon. Les jeunes de 10 à 14 ans concourent, quant à eux, dans le cadre du tétathlon et de neuf épreuves athlétiques. Le programme est complété par des championnats de hand-ball, de basket-ball, de volley-ball et de football. Les «*Jeux Olympiques*» se terminent par la course d'orientation, la gymnastique et la natation. Pendant les jeux d'hiver, les écoliers peuvent s'affronter en tennis de table, en lutte, aux échecs, en luge et en patins de vitesse.

Ces JO pour pionniers ont d'ailleurs permis de révéler des enfants talentueux. Miklós Németh, champion olympique à Montréal du lancement du javelot, Zoltán Magyar, champion mondial et olympique au cheval d'arçon, Henriette Ónódi, gymnaste, championne olympique, László Szalma, athlète de saut en longueur, ont tous commencé leur carrière aux «*Jeux Olympiques*» des pionniers qui ont constitué une véritable réussite pour le régime.

L'organisation des pionniers a eu le mérite devenir un mouvement complet, capable d'absorber le temps libre disponible. L'excellence intellectuelle au sein des cercles, la discipline de la Garde, la performance sportive aux «*Jeux Olympiques*», chaque enfant a pu trouver une réponse à ses aspirations.

⁴⁸ Nouvelles de Hongrie, 1977, Revue du Bureau d'Information de l'Ambassade de Hongrie en France, 23.

Conclusion

En Hongrie, dès 1948, le pouvoir politique entreprit une homogénéisation et un alignement avec les autres organisations de jeunesse des pays communistes à travers l'unique mouvement d'enfants que fut celui des pionniers. Le mouvement s'est donné pour tâche de mettre au point une pédagogie des loisirs en symbiose avec l'école.

Le mouvement hongrois prend sa pleine ampleur dans les années 1970: les activités s'intensifient et prennent un caractère national. Mais c'est précisément à cette époque que l'impératif idéologique s'estompe. C'est pourquoi notre attention fut portée sur ce choix d'étudier la décennie des années 1970, charnière pour le mouvement des pionniers.

Gergely Egedy

Democracy and Conservative Thought in Victorian England

If we wish to characterize the main political ideologies of the twentieth century with only one word, then one would probably associate liberalism with liberty, and socialism with equality. But what would we first think of in connection with conservatism? Perhaps authority, perhaps social harmony – but most certainly not democracy. Nevertheless, no enemy of conservatism could nowadays reasonably claim that the conservative political parties and movements are inherently antidemocratic: the basic values of democracy have come to be espoused by modern conservatism.¹

Thus for any student of the history of political ideas, it is quite interesting and rewarding to study how conservatism reacted to the advance of democracy in the 19th and 20th centuries. And it is especially useful to analyze this process in the context of British history, since Britain can rightly be considered to be the „model-country” for democratic development. The following article makes an attempt at demonstrating how the most powerful intellectual representatives of conservative thought evaluated the process of democratization and its consequences in the late-Victorian period.

The challenge of mass democracy

The irresistible advance of liberal democracy in the 2nd half of the 19th century represented a serious challenge to British political conservatism. As is well-known, in 1867 the Tory government of Derby and Disraeli implemented a radical electoral reform, enfranchising not only the whole middle class, but also the upper strata of the industrial working class. This step was followed in 1872 by the Ballot Act, making voting secret, and by the third electoral reform in 1884. But while Tory politicians were forced to accept the changing social and political conditions, the representatives of theoretical conservative thinking were under no such constraint – and they did not hesitate to express freely their own – highly critical – opinion concerning these developments.

The conservative reaction to this challenge cannot be interpreted meaningfully without taking into consideration the fact that by the last third of the 19th century British liberalism itself had undergone substantial changes. In contrast to its earlier „aristocratic” standpoint, which consistently tried to keep aloof from the masses, it revised its priorities and began to be interested in the welfare of the „lower classes”. The most significant change came in re-evaluating the proper tasks of the government. The new „progressive liberalism” tried to

¹ Compare: O’SULLIVAN, Noel: *Conservatism*, London, Dent, 1976. In Hungarian: Gergely EGEDY: *Konzervativizmus és tömegdemokrácia* (Conservatism and Mass Democracy), IN: *Konzervativizmus az ezredfordulón*, Magyar Szemle Könyvek, Budapest 2001.

realize the idea of equality not only in the sphere of civic rights, but also – to a certain (undoubtedly limited) extent – in social and economic aspects. That is why Herbert Spencer criticized so sharply in his famous work, *„The Man Versus the State“* (1884) the „new liberals“ of his age. The theoretical foundation of the so-called „progressive liberalism“ was laid by the „Oxford idealists“, Bernard Bosanquet, Herbert Bradley, and, primarily, by Thomas Hill Green. It was they who – under the influence of Hegel – reinterpreted the liberal view of the state, thereby making way to the idea of state intervention. In *„The Principles of Political Obligation“* (1878) Green emphasized that the democratic state had a mandate from the electorate to regulate the living conditions of the people.²

The conservatives regarded this new orientation of liberalism, its effort to shape artificially the structure of society as unacceptable. The slogan and idea of *„Tory democracy“* did not mean for them the acceptance of mass democracy! Their fears were all the more serious because by the last third of the century explicitly socialist ideas had also made inroads among the middle and upper classes; these ideas began to take hold when traditional *„laissez-faire“* capitalism was being called into question. (It should not be forgotten that the real impact of socialism in Britain cannot be measured by the size of the socialist political organizations!) In response to these developments, to the growing menace of *„collectivism“* conservative intellectuals also modified their own priorities. To put it more concretely, they made the defence of the individual their top priority, emphasizing that the individual should now be protected primarily from democracy which threatens freedom in the name of equality. For them social problems were primarily economic ones and they were convinced that the democratic state should not intrude into the spontaneous mechanisms of social and economic life.

It is a remarkable historical fact that a large number of the devotees of *„old-style“* liberalism gradually came to fear the potential consequences of the new liberalism espoused by Gladstone and the afore-mentioned *„Oxford idealists“* and got closer and closer to the conservatives. Quite interestingly, the three theoreticians who supplied the most sophisticated conservative answers to the dilemmas of democratization emerged from this latter group. In fact, none of them became an *„orthodox“* conservative, supporting unconditionally the politics of the Tory party, but the arguments of their works, to be analyzed below leave no doubt as to which ideology they represented.

Stephen: Liberty, Equality and Fraternity

James Fitzjames Stephen (1829-1894) was a judge and a specialist of English penal law: he attracted popular attention primarily by his book, published in 1873, entitled *„Liberty, Equality and Fraternity“*. In his youth he had been a

² For a detailed background of British Liberalism see: ECCLESHALL, Robert (ed.): *British Liberalism: Liberal Thought from the 1640s to the 1980s*, Longman, London, 1986.

staunch devotee of Utilitarianism, but the basic error of Bentham and his followers made him eventually a conservative: they forgot about the depraved nature of man. His experiences in India convinced him that it is force, and not discussion that preserves social order.

How did Stephen interpret the three basic values of the French Revolution? What did they mean for him? In liberty he saw a concept of negation, equality meant even less for him („*a vague expression of envy on the part of those who have not against those who have*”) and as for fraternity, in his view it simply never existed in history as a social impulse. But let us quote Stephen himself! Rejecting the philosophical and ethical foundations of Benthamite utilitarianism, and defending the conservative principle of authority he stressed: „*There are vast numbers of matters in respect of which men ought not to be free; they are fundamentally unequal, and they are not brothers at all, or only under conditions which make the assertion of their fraternity unimportant*”.³ Thus, if these ideas have any meaning at all in modern societies, it is only owing to the fact that their basis rests upon the principles of Christianity. And if the rationalists succeed in undermining the religious faith of the people, then they also destroy these values – even if they do not want to do so.

It is no mere coincidence that the main target of Stephen was J.S. Mill's famous work, „*On Liberty*”, in which the famous liberal thinker argued for unlimited liberty, which must not be curtailed even by the state. Mill's radical view of liberty presupposes that there is no „*middle way*” between complete freedom and complete despotism. The only restriction on enjoying liberty is that we must not cause harm to other people. But is it always possible to decide whether we harm our fellow-beings or not? According to Stephen the basic mistake of Mill is his assumption that people can be convinced and even guided by words and arguments alone, without applying force. Mill hoped that the time will come when people can be improved by „*free and equal discussion*”. Stephen was sure that this was an illusion! He conceded that one can find people in any society who can be persuaded by discussion alone, but no political system has yet been able to function without reserving the right to use coercion. There has been no society that has not found it necessary to reinforce discussion by the potential use of force. „*To say that the law of force is abandoned because force is regular, unopposed, and beneficially exercised, is to say that night and day are now such well-established institutions that the sun and moon are mere superfluities*.”⁴

We must add, of course, that according to Stephen the concept of force does not mean only physical compulsion: thus for a religious person the fear of Hell acts as a kind of force, and deference to public opinion is also force. All this shows that Stephen fully shared the conviction of Burke that in fact it was not democracy that people needed but restraints; these served their real interests. „*Estimate the proportion of men and women who are selfish, sensual, frivolous, idle,*

³ STEPHEN, James Fitzjames: *Liberty, Equality, Fraternity*, London, Smith, Elder and Co. 1873, 319.

⁴ STEPHEN: 231.

*absolutely commonplace and wrapped up in the smallest of petty routines, - explained Stephen in his work - and consider how far the freest of free discussion is likely to improve them. The only way by which it is practically possible to act upon them at all is by compulsion or restraint...It would be as wise to say to the water of a stagnant marsh: Why in the world do you not run into the sea? You are perfectly free".*⁵ Even Nature abhors a vacuum, and if the state abandons its function of directing force into the service of law, then various groups will seize the opportunity to utilize force for their own ends, subverting thereby law and state alike. The conclusion is clear: force in itself cannot be regarded as an evil – it is the corrector of our vices. Conversely, there are times, when liberty may become a vice; it may become destructive of social order. In this case it must be suppressed by force. In the arguments of Stephen one can discern the deep conviction of the conservatives that freedom has to be „tamed” to be useful...

The inherent contradiction between liberty and equality is an age-old dilemma of political theory. Stephen, similarly to Burke and Tocqueville, had no doubt at all that true equality excludes liberty. What is more, real equality can never be attained; it is a futile dream. And as regards fraternity, he stressed emphatically: „It is not love that one wants from the great mass of mankind, but respect and justice.” To say that we are all brothers is to deny that any particular man has legitimate claims of kinship upon me. „Humanity is only I writ large, and love for Humanity generally means zeal for My notions as to what men should be and how they should live.”⁶

Mill’s work on liberty won ten or even twenty times as many readers as „*Liberty, Equality, Fraternity*”. Stephen’s gloomy conclusions were not favourably received by the Victorian public, but some decades later Sir Ernest Barker, the author of an excellent book on the history of British political ideas, praised this work as „*the finest exposition of conservative thought in the latter half of the nineteenth century*”.⁷

Maine: „Popular Government”

It was the careful study of history that made Sir Henry Maine (1822-1888), by training also a specialist (and a historian) of law, a conservative. Like Stephen, whose original allegiance had been liberal, Maine changed his political affiliation because he thought that Liberalism was breaking with its traditional commitment to liberty and was turning to collectivist social and economic initiatives.⁸ When Maine became fully aware that Western societies were drifting in the wrong direction, he turned to conservatism, predicting that popular governments will crumble from their own excesses.

⁵ STEPHEN: 31.

⁶ STEPHEN: 283.

⁷ BARKER, Sir Ernest: *Political Thought in England. From Herbert Spencer to the Present Day*, Williams and Norgate, London 1915. 172.

⁸ For more details in respect of „*New Liberalism*” and „*collectivism*”: GREEN, E.H.H.: *English Idealism, Conservatism and Collectivism*, IN: GREEN, E.H.H.: *Ideologies of Conservatism*, Oxford University Press, 2002.

Maine knew that progress is a rare and fragile phenomenon in human history, but he did not doubt that the West nevertheless had achieved much in this respect. The essential feature of this progress he saw in the trend from status to contract – this was the fundamental assumption of his famous „*Ancient Law*” (1861). He summarized his views as follows: „*The movement of the progressive societies had been uniform in one respect. Through all its course it has been distinguished by the gradual dissolution of family dependency, and the growth of individual obligation in its place. The Individual is steadily substituted for the Family...*” This progress was made possible by the dominance of private property and freedom of contract. However, in the last third of the century all this became menaced by socialism – in other words there arose the danger of a return to primitive Status. In fact, Maine had held many conservative views long before his „*conservative*” book, „*Popular Government*” appeared in 1885. In what follows we shall analyze this work, in which he dealt at length with the development of governments in the Western countries, coming to the conclusion that the facts do little to support the view that „*popular government has an indefinitely long future before it*”.

Maine’s theoretical starting point is the assertion that the idea of „*popular government*” is based on an inherently mistaken assumption, on such an assumption which is unacceptable for all conservatives, and this is the illusory conception of human nature. „*The greatest, most permanent and most fundamental of all the difficulties of Democracy lies deep in the constitution of human nature.*”⁹ The unrealistic view of human nature inevitably leads to an unrealistic view of democracy. „*Democracy is commonly described as having an inherent superiority over every other form of government. It is supposed to advance with an irresistible and pre-ordained movement. It is thought to be full of the promise of blessings to mankind; yet if it fails to bring with it these blessings, or even proves to be prolific of the heaviest calamities, it is not held to deserve condemnation. These are the familiar marks of a theory which claims to be independent of experience and observation on the plea that it bears the credentials of a golden age, non-historical and unverifiable.*”¹⁰ The enthusiasts for popular government – similarly to the zealots of Legitimism – assume their favourite principle to have a sanction antecedent to fact. In other words: it is not considered to be in any way invalidated by practical violations of it. Thus the committed partisans of democracy care little for instances which show democratic governments unstable. But the sober student of history must arrive at a different conclusion. He will note it as a fact – says Maine – that „*since the century during which the Roman Emperors were at the mercy of the Praetorian soldiery, there has been no such insecurity of government as the world has seen since rulers became delegates of the community*”.

But on what grounds can it be stated that the expectations concerning popular government are basically illusory? Maine did not want to avoid this question. Democracy is such a form of government which theoretically puts

⁹ MAINE, Henry: *Popular Government*, John Murray, London. 1885. 88.

¹⁰ MAINE: *Preface*, VII.

power in the hands of the majority, but then we are faced with the problem of connecting somehow people and power. How can we do that? In what sense can a multitude exercise volition? He emphasizes: the student of politics can put to himself no more pertinent question than this. The vulgar opinion is undoubtedly that the mass makes up its mind as the individual makes up his mind; the Demos decides like the Monarch. (Popular phrases testify to this belief – *Vox Populi, Vox Dei*) However, the truth is that the modern enthusiasts for Democracy are mistaken. „*They mix up the theory, that the Demos is capable of volition, with the fact, that it is capable of adopting the opinions of one man or of a limited number of men...*”¹¹ Thus the „*will of the people*” is only a fiction: the masses adopt the opinion of one person or of a few persons. And he goes on to stress: the delusion that democracy is a progressive form of government receives no support either from experience or from probability. Democracy is most accurately described as „*inverted Monarchy*” and – in the eyes of a conservative who prefers more tempered political systems founded on compromise, such as Constitutional Kingship and Aristocracy – both are extreme forms of government. And the modes of addressing the multitude are the same as the modes of addressing kings: the more powerful the sovereign, the more unbounded is the eulogy, the more extravagant is the tribute.

Consequently, democracy is based on the continuous manipulation of the people. Hobbes rightly wrote that political liberty is political power. In other words: if a man wishes to be free, he is not longing for the „*desolate freedom of the wild ass*”; what he wants is nothing else than a share of power, effective participation in government. However, in democracies „*political power is minced into morsels, and each man’ portion of it is almost infinitesimally small*”.¹² In fact, so small are the morsels of power that they would be sold by most people if the law permitted it. At this point Maine reminds the reader of an important statement by Stephen, contained in his „*Liberty, Equality, Fraternity*”. It is that the two traditional watchwords of democracy simply exclude each other: where there is liberty, there can be no equality. „*The man who can sweep the greatest number of fragments of political power into one heap will govern the rest. The strongest man in one form or another will always rule...In a pure democracy the ruling men will be the Wire-pullers and their friends, but they will be no more on an equality with the people than soldiers or Ministers of State are on an equality with the subjects of a Monarchy...*”¹³ There is no doubt – concludes Maine – that in popular governments based on wide suffrage the leader will always be the „*Wire-puller*”. He, the professional manipulator is the main beneficiary of this strange situation – and he is aided by a number of powerful factors.

The most important of them is the instinct of party. „*One of the strongest forces acting on human nature*” – writes Maine – is „*Party feeling*”. He considers

¹¹ MAINE: 89.

¹² MAINE: 29.

¹³ STEPHEN: 239.

„party feeling” to be „far more a survival of the primitive combativeness of mankind than a consequence of conscious intellectual differences between man and man”. As for its mechanism, he finds a close resemblance to the system of the Wesleyan Methodists: while the latter exists for the purpose of keeping the spirit of Grace aflame, the former for maintaining the spirit of party at a white heat. It is essentially the same sentiment that leads to civil, intertribal or international wars. And it is through this natural tendency to take sides that the wire-puller works. He would be simply powerless without this instinct. „His business is to fan flame; to keep it constantly acting upon the man who has declared himself a partisan; to make escape from it difficult and distasteful.”¹⁴ Wherever party strife prevails, ordinary morality is in many respects unquestionably suspended. Another consequence is that this system makes all parties similar, „in the end almost indistinguishable”. And the opinions the parties profess will reflect less and less the individual mind of the leader, but only the ideas which seem to be most likely to win favour with the greatest number of supporters.

The „wire-pulling” system, as he calls it, will inevitably lead to the constant enlargement of suffrage, and a universal suffrage is in practice „the natural basis of tyranny”. This conclusion is similar to that of the great French thinker, Tocqueville, who formulated the well-known thesis of „the tyranny of the majority”. We must add, of course, that for the French aristocrat this kind of tyranny was primarily a social tyranny, and not so much a legal-political despotism, but his interpretation was not foreign to Maine either: both men thought that democracy enforced the dominance of mediocrity in intellectual life. (Indeed, Maine expressis verbis adds that there is already enough evidence of a marked antagonism between democratic opinion and scientific truth as applied to human societies.)

Thus Maine emphasized that with the enlargement of suffrage the government will come under the influence of „a dead level of commonplace opinion”. And if the Demos is empowered to change the laws of a country at its will, then what is the practical use of the noble principle that we are only free if we obey the laws, and not persons? What is the „rule of law” worth amid such conditions? The often-quoted answer of Maine is unequivocal. „It seems to me quite certain that, if for four centuries there had been a very widely extended franchise and a very large electoral body in this country, there would have been no reformation of religion, no change of dynasty, no toleration of Dissent, not even an accurate Calendar.”¹⁵ It follows that the gradual establishment of the masses in power is a very black omen for all legislation founded on scientific opinion.

The study of history convinced the author of „Popular Government” that the progress of mankind had not taken place in such political systems that resembled in any way those called democracies. In fact, „the progress of mankind has hitherto been effected by the rise and fall of aristocracies”. Maine even goes on to

¹⁴ MAINE: 32.

¹⁵ MAINE: 98.

say that „there have been so called democracies, which have rendered services beyond price to civilization, but they were only peculiar forms of aristocracy”.¹⁶ (According to him even the Athenian democracy was an aristocracy – an assertion certainly open to doubt.) And he quotes with approval the words of the French writer, Ernest Renan: „Toute civilisation est d'origine aristocratique”. The road from status to contract was paved by aristocratic governments and the complacent democracies menace with returning people to the world of status.

How can „popular government” evade the traps set by itself? The first task is to make people understand what we can expect of democracy and what we cannot. People must be taught to see that democracy is only a form of government and nothing more; certainly not an aim in itself. They must get rid of the illusion that democracy is the voice of God! But there is some hope as well. The case of the United States shows that democracy can be made „tolerable” by wise constitutional provisions – and this is to be thanked to the wise conservatism of the Federal Constitution. When a democracy governs, it is better not leave unsettled any important question concerning the exercise of public powers. „It would seem, that by a wise Constitution, Democracy may be made nearly as calm as water in a great artificial reservoir; but if there is a weak point anywhere in the structure, the mighty force which it controls will burst through it and spread destruction far and near.”¹⁷ Maine adds in the following sentence: this warning deserves the attention of all Englishmen... The conservatives – the inheritors’ of Burke’s ideas – knew that collectivism inherent in mass democracy could easily sink into servitude, so it was their task to defend contract against status.

Lecky: Democracy and Liberty

In the decade intervening between the appearance of Maine’s *Popular Government* (1885) and the publication of Lecky’s *Democracy and Liberty* (1896), the institutions of democracy continued to gain new ground and, consequently, the rapprochement between the „old liberals”, opposing state intervention and the conservatives got new impetus. The traditional antagonism of liberalism and conservatism became submerged in face of the new common enemy, collectivism. As Noel O’Sullivan put it, from this time on the main enemy of the Tories was no more liberalism, but „socialism”...¹⁸ And in this new situation the conservatives began to defend those liberal values – or, to be more precise, a significant part of them – which had been previously attacked by them.

It was the intention to reject all types of „collectivism” that inspired William Edward Lecky (1838 – 1903) to write his *Democracy and Liberty* in two volumes.

¹⁶ MAINE: 42.

¹⁷ MAINE: 111.

¹⁸ O’SULLIVAN: 111.

In a number of ways he developed and elaborated the arguments of Maine, supporting his assertions with a rich variety of historical references, which is quite easy to understand because Lecky was a noted professional historian, the author of influential books (*„History of England in the Eighteenth Century”, „History of the Rise and Influence of the Spirit of Rationalism in Europe”*). In keeping with his profession, he provides a thorough historical background to his reservations concerning *„popular government”*. He reminds his readers that in the 18th century it was almost universally held that the right to vote was not at all a natural right. As for the British Parliament, it was essentially a machine for taxing and it was held to be natural that those who paid taxes should have a decisive voice and that those who paid more should have more control. *„The indissoluble connection between taxation and representation was the very mainspring of English conceptions of freedom.”*¹⁹ It was also a basic principle of the previous system of representation that the chief political power should reside in the hands of the landowners.

This pattern of power was first changed by the first electoral reform in 1832, but it did not do yet any irreparable harm: it left *„the leading characteristics of the old system undestroyed”*. What is more, Lecky even praised the fact that the middle class had been given political rights; he reminded that already Aristotle had observed that it is this section of the community that the chief power in government may be most wisely given. *„It does not appear to me that the world has ever seen a better Constitution than England enjoyed between the Reform Bill of 1832 and the Reform Bill of 1867”* – says Lecky, adding: few parliamentary governments have included more talent or represented more faithfully the various interests of the nation.²⁰

However, 1867 marked a turning-point: *„few pages in our modern political history are more discreditable than the story of the «Conservative» Reform Bill of 1867”*. A general decline began in the weight of representative bodies – and this decline advanced simultaneously with the growth of democracy. And what was the result of this process? Lecky summarized it as follows: Democracy was accepted *„as an inevitable fact”*, and *„on questions of democracy there is no longer a party whose business is to initiate and a party whose business is to restrain.”*²¹ He even goes further, declaring: the democracy taking form in Britain seems to be the rudiment of socialism.

Lecky concedes that the interests of all classes have to be represented in parliament, but this requirement certainly does not mean for him that the government of a country should be placed *„under the direct control of the most unintelligent classes”*. He does not deny the fact that members of the *„unintelligent”* classes may be sober, industrious labourers, excellent husbands and fathers, and even admirable soldiers. But if they are asked to vote on

¹⁹ LECKY, William Edward: *Democracy and Liberty*, Vol. I-II. Longmans, Green and Co. London 1899. Vol. I. 2.

²⁰ LECKY: 21.

²¹ LECKY: *Introduction*, XIII.

political and economic questions, it can be safely said is that „*their decisions will not represent either settled conviction or real knowledge*“.²² So there is no rational reason to introduce universal suffrage; „*a tendency to democracy does not mean a tendency to parliamentary government, or even a tendency toward greater liberty*“. And yet, says Lecky, „*England has of late years advanced with gigantic strides in this direction*“. Surely, nothing in alchemy could be more irrational than the supposition that „*increased ignorance in the elective body will be converted into increased capacity for good government in the representative body*“.

Consequently, the great division in politics is coming to be whether, „*the world should be governed by its ignorance or by its intelligence*“. The traditional approach is that power should be with education and property. An ever-growing number of people think, however, that power should belong legitimately to the majority of the nation told by the head – i.e. to the poorest, the most ignorant, the most incapable – they are the most numerous. But this theory reverses all the past experiences of human societies. It is „*an inexorable law of Nature*“ that „*superiority lies with the few and not with the many*“.²³ Lecky quotes approvingly the words of the German historian Sybel who held that the introduction of universal suffrage has always been the beginning of the end of all parliamentarism. Parliamentary government directed by the educated and propertied classes is essentially different from parliamentary government based on a purely democratic basis. According to Lecky in most countries pure democracy has been connected with extreme instability of government.

One of the most dangerous tendencies of democracy is its inclination to transform artificially the economic position of the various social groups. At the last resort, this feature of democracy threatens to destroy social harmony and stability, which is clearly unacceptable for conservatives. The main „*legal*“ instrument for this purpose is taxation, more precisely graduated income tax – and Lecky devotes a separate chapter in his book to this question. He makes his point of view unmistakably clear: „*It is obvious that a graduated tax is a direct penalty imposed on saving and industry, a direct premium offered to idleness and extravagance*“.²⁴ Why? Because it discourages those very habits and qualities which should be fostered and supported by the State; it is a powerful inducement either to cease to work or to cease to save. Not to mention the fact that a heavy taxation of capital will not only starve industry, but in its consequences will fall most severely on the poor. It is also absolutely arbitrary. If the principle of taxing all fortunes on the same rate is abandoned, there remains no definite rule – the whole matter will depend upon the interests and wishes of the majority of the electors. And, inevitably, upon party politicians who compete for the votes of the very poor and very ignorant people. This

²² LECKY: 24.

²³ LECKY: 26.

²⁴ LECKY: 346.

system makes all large properties unsafe, and, in turn, leads to general insecurity. In the light of all this Lecky draws the resolute conclusion: „*Highly graduated taxation realizes most completely the supreme danger of democracy, creating a state of things in which one class imposes on another burdens which it is not asked to share, and impels the State into vast schemes of extravagance, under the belief that the whole cost will be thrown upon others*”.²⁵ Taxation is one of the means by the help of which democracy endeavours to eliminate inequalities, but if we attribute equal capabilities to persons with very different capabilities, we will only increase inequality, instead of reducing it. The structural problem of democracy is that it is well within its power to make taxation the most efficient instrument of confiscation, since the whole wealth of the community „*lie at the mercy of an electorate in which the poorest and least instructed class have the largest share*”.²⁶ As for England, the problem is that there is already a large number of men who look upon government as an instrument not for protecting, but for plundering property – and these men exert all their influence to lead British democracy further in this ominous direction. At the heart of their approach to politics lies the belief in the competence of the State to undertake all kinds of tasks – a view which, in the words of Lecky, is „*one of the most curious characteristics of much contemporary political thought*”. And it is an evil sign for a nation – adds the noted historian – when those people who preach „*open dishonesty*” are treated by society as honest men. The logical outcome is that „*the sense of right and wrong in the sphere of politics is thus gradually dimmed*”. Democracy leads to a new standard of judgment and the public opinion of the nation too easily accommodates itself to a lower moral level.²⁷

Equality or justice?

It was recognized already in Greek philosophy that the problem of equality, and also that of political equality is inseparable from the question of justice. Is it just to give everybody the same, irrespective of personal capabilities, achievement and merits? It was this difficult dilemma that lay at the heart of those debates about democracy that went on in the late-Victorian period in Britain.²⁸ Pure democracy was associated with the principle of equality and those great conservative thinkers whose works we briefly analyzed above, all gave an unequivocal „no” to this question. Aristotle in his „*Nicomachean ethics*” distinguished between „*numerical*” (arithmetical) and „*proportional*” equality. Stephen, Maine and Lecky were convinced that modern mass democracy was based on the „*numerical*” conception of equality: it offered everybody the same. In „*pure*” democracy justice is equated with formal equality. This standpoint

²⁵ LECKY: 347.

²⁶ LECKY: Vol.II. 370.

²⁷ LECKY: Vol.II. 403.

²⁸ See also: ECCLESHALL, Robert (ed.): *English Conservatism since the Restoration: An Introduction and Anthology*, Unwin, London 1990. 118-135.

was definitely rejected from the conservative point of view because conservative theory held it as an axiom that men are by nature unequal both in their physical and intellectual capabilities, therefore if we want to achieve justice, they cannot be dealt with on the principle of formal equality. It was their deeply felt conviction that to do so was a violation of the natural order of the world, threatening with devastating social consequences.

Геза ГЕЧЕ

Старые и новые элементы в русском внешнеполитическом мышлении от Горбачёва до Ельцина

Начиная с 1985 г. в течение 15 лет система условий внешней политики России в корне изменилась. В первой половине 1980-ых годов Советский Союз был одной из двух сверхдержав, а период правления Горбачева с 1985-го по 1991-ый были годами его эрозии.¹ Начиная с 1992 г., когда Ельцин уже по существу один правит страной, Россия постепенно теряет свою значимость, становится только региональной державой. Пришедшему к власти в 2000 году Владимиру Путину удается всего только замедлить процесс заката былой империи.²

Политика гласности, связанная с именем Горбачева, не нова. Это слово придумали³ в XIX веке. Политика гласности после 1985 г. в немалой степени способствовала ликвидации монопольного положения советской идеологии. Но потом картина становится еще более многоцветной: к началу 1990-х гг. в России выходят книги с внешнеполитическими теориями русских мыслителей XIX-XX. вв. Речь идёт здесь не только о трудах, написанных до 1917 г., но и о книгах, написанных эмигрантами XX в. за пределами СССР. Именно поэтому их можно называть правильнее «старыми» или «старо-новыми». Перед горбачевской гласностью их считали «реакционными» и подвергали официальному преследованию. Поэтому только в результате их теперешней публикации они стали общедоступными для всего советского общества.⁴

¹ В эпоху Советского Союза успех системы измерялся результативностью её внешней политики. В соответствии с имперской логикой советской системы успех внешней политики в более широком понимании всё больше становится единственным средством максимализации власти. *Стратегическое положение Советского Союза в мире никогда не было настолько высоким, как на заре горбачёвских реформ...к концу 80-ых годов это положение изменилось...внешняя политика потеряла свою высокую позицию в иерархии проблем власти. Советская элита к 1989г. сочла возможным пожертвовать некоторыми позициями ...причинно-результативные отношения между внешней и внутренней политикой изменились.* DEÁK András: *Az orosz külpolitikai gondolkodás története (1992-1997)*, Akadémiai Kiadó, Budapest 2005. 30-31.

² Россия в качестве наследницы Советского Союза сохранила за собой больше половины территории, населения и индустриальной мощи. Всё это после 1991 года, до конца исследуемого периода расплывается в невиданной мере. Особенностью случившегося является то, что всё это происходит в мирное время, а размеры потерь равны потерям мировых войн.

³ После поражения в крымской войне (1853-1856) царь Александр II предположил, что гласность будет подходящим средством *...выдвижения самых способных людей, для наказания злоупотреблений,...* и т.д. Выдержки из политических писем воспитателя Александра II-го, московского историка Михаила Погодина. HONFI József: *Oroszország a kapitalizmus és imperializmus korában.* (Válogatott dokumentumok) Olvasókönyv a Szovjetunió története tanulmányozásához. II. kötet. Tankönyvkiadó, Budapest 1958. 15.

⁴ Наталия Алексеевна НАРОЧНИЦКАЯ: *Россия и русские в мировой истории.* Международные отношения, Москва 2004. 536. Ссылки автора убедительно подтверждают

Эпоха Горбачёва (1985-1991)

Можно признать верным утверждение, что из доминирующих идеологий XX-го века коммунизм и либерализм согласны в существовании общности человеческой природы.⁵ Обе идеологии в своей основе исходят из принципов материализма.

Поэтому крах коммунизма и наступил тогда, когда эта идея не смогла своим подопечным обеспечить – из-за своей дефицитной экономики – не только обещанный «земной рай»,⁶ но и цивилизованную жизнь для каждого советского гражданина.

Это ни для кого не было неожиданностью, ведь так было уже и в Советском союзе 70-ых годов, но положение в конце 1979 г. существенно ухудшилось, когда Москва послала солдат в Афганистан, и из ввода туда войск вскоре возникла затяжная война, которую нелегко было закончить.⁷

Для Кремля было сопряжено с дальнейшими неприятностями избрание президентом США Рональда Рейгана, характеризовавшего Советский Союз как Империю Зла,⁸ которую он хотел поставить на колени, пользуясь в основном экономическими средствами. Одной из главных целей его программы войны в космосе была цель довести русское общество, живущее в менее развитых экономических условиях по сравнению с США, до краха при помощи гонки вооружений.

Советский исторический опыт XX в. вплоть до смерти Леонида Брежнева подтверждал, казалось, принцип, что полномочие руководителя действительно на длительный срок. С конца 1982 г. по март 1985 г. этот принцип оказался неверным, ведь за короткое время пришлось похоронить трех советских генсеков.⁹

Новый советский руководитель, пришедший к власти в 1985 г., понимал тяжесть проблем Советского Союза и, хотя вначале он еще признавал «роль

то, что влияние этих трудов в рассматриваемый период, по всей вероятности, больше, чем оно было во время их написания.

⁵ Национал-социализм или фашизм размышлял об этом совсем по-другому. Смотри об этом: Francis FUKUYAMA: *A történelem vége és az utolsó ember*. Európa Könyvkiadó, Budapest 1994. 600. 43.

⁶...американский рабочий был намного менее рабом потребностей, чем его советский коллега...как в западных потребительских обществах, так и в коммунистических обществах расширился горизонт потребностей, а для их удовлетворения у последних не было средств.

...Если человек прежде всего «экономическое животное», которым управляют желания и разум, тогда и процесс исторического развития должен быть более-менее схожим...” FUKUYAMA: 199-200.

⁷ В Афганистане в среднем ежегодно погибало 2000 советских солдат, что является довольно скромным числом. Mihail HELLER - Alekszandr NYEKRICs: *A Szovjetunió története*, Osiris Kiadó – 2000, Budapest 1996. 610. 80-тысячная советская армия могла взять под свой контроль всего лишь несколько больших городов и главных дорог. HELLER – NYEKRICs: 551, 533.

⁸ НАРОЧНИЦКАЯ: 377.

⁹ В начале ноября 1982 г. умер Леонид Брежнев, его преемником во главе КПСС стал Юрий Андропов. Андропов умер 9 февраля 1984 г. За ним последовал Константин Черненко, который скончался в марте 1985 г. HELLER – NYEKRICs: 543-545, 557.

Сталина в общем», в 1986 г. советская печать уже сериями печатала критические статьи именно о сталинских преступлениях. Это действовало так потрясающе из-за того, что с 1964 г. подобного прецедента не было.¹⁰

Среди лозунгов Горбачева первым был «ускорение»,¹¹ который не имел почти никакого отношения к реформам, потому что оно не хотело касаться самой структуры системы. В таком понимании значение этого слова не может считаться даже попыткой перестройки системы. Но несмотря на это, из-за необычности, уже эти первые шаги вызвали довольно большой интерес в целом мире.¹²

С целью выведения страны из международной изоляции первый человек партии сделал попытку привития «нового политического мышления». Он отказался – между прочим – от пролетарского интернационализма, исходя из того, что блоки исчезли и мир стал единым.¹³

Концепция экономической реформы была сформулирована на пленуме ЦК КПСС в июне 1987 г.¹⁴ В конце концов, но довольно поздно, в течение 1989 – 1990 гг. приступили к реформе политической системы Советского Союза.¹⁵

Приблизительно одновременно с этим (до февраля 1989 г.) закончился вывод советской армии из Афганистана, и в этом году Горбачева стало возможно свободно критиковать в советской печати.¹⁶ Однако политическая реформа страны была сопряжена и с эрозией власти партии. В марте 1990 г. Горбачева выбрали президентом Советского Союза, но прибалтийские республики почти одновременно с этим декларировали свою независимость. А в Нагорном Карабахе, Грузии и Молдавии вспыхнули вооруженные конфликты. Центр тоже не остался в стороне: Россия создала свою собственную коммунистическую партию.¹⁷ В рассматриваемый период мы являлись свидетелями возникновения по всей стране параллельных структур власти. Напрасно Горбачёв объявил ультиматум литовскому Верховному Совету, а в мае аннулировал решение эстонского Верховного Совета о независимости, прибалтийцев не удалось унять. Советские органы власти в январе 1991 года в Вильнюсе применили оружие против литовцев. Литовцы в феврале на плебисците

¹⁰ Горбачев в 1987-ом г. подошел к такому ограниченному либерализму, который Бухарин и Ленин пропагандировали в 20-ые годы. См. Речь 7 ноября 1987 г. Цитирует FUKUYAMA: 490.

¹¹ Мы можем найти высказывания Горбачева в таком плане в документах КПСС в период между мартом и июнем 1985 г. А.С. БАРСЕНКОВ: *Реформы Горбачева и судьба союзного государства 1985 – 1991*, Издательство Московского университета, Москва 2001. 63.

¹² БАРСЕНКОВ: 9.

¹³ *История России XX – нач. XXI вв.* Филологическое общество «Слово» . Изд-во Эксмо, Москва 2004. 386-387.

¹⁴ БАРСЕНКОВ: 103.

¹⁵ БАРСЕНКОВ: 118.

¹⁶ FUKUYAMA: 55-56.

¹⁷ HELLER-NYEKRICS: 565-566.

проголосовали за выход республики из Советского Союза. В марте Латвия, а в апреле и Грузия последовали их примеру. 17 марта перечисленные республики весьма логично объявили бойкот союзному плебисциту.¹⁸ В июне 1991 г. состоялись первые свободные выборы в России, на которых Бориса Ельцина избрали президентом Российской Федерации.¹⁹

Уже в 1989 г. Москва отказывается от стран Варшавского договора (среди них и от ГДР) и в течение 1990 г. во всех этих странах были проведены свободные выборы.²⁰ Вопреки этому, кажется, движение в республик, желающих отделиться от Советского Союза, настолько разозлил некоторых руководителей КПСС, что они 19 августа 1991 г. организовали вооруженный путч в русской столице «для восстановления порядка». Горбачев в это время отдыхает в Крыму. На помощь советскому генсеку поспешил Борис Ельцин, т.е. параллельно организованное российское руководство. И он 8 декабря 1991 г. вместе с белорусским президентом Станиславом Шушкевичем и украинским президентом Леонидом Кравчуком, «благословил» создание абсолютно новой организации: СНГ, то есть Содружества Независимых Государств. Этим они вытащили из-под Горбачева «президентский престол». Горбачеву пришлось принять к сведению, что ему больше нечего делать в Кремле, и он – только 25 декабря 1991 г. – «отрекся». Этим Советский Союз прекратил свое существование и формально.²¹

Исходя из конечного результата, американский историк Ф. Фукуяма характеризовал горбачевскую перестройку, как «защитную модернизацию», реформой, у которой одним из важных элементов была уже ранее упомянутая гласность.²² Одним из безусловно положительных результатов политики гласности, действительно, было издание и переиздание трудов авторов, прежде недоступных или запрещенных.

Самые значительные внешнеполитические направления

Российский вариант панславизма образовался, отчасти, используя традиции православия, содержание которого в течение I-ой мировой войны все-таки видоизменялось.

¹⁸ FONT Márta - KRAUSZ Tamás - NIEDERHAUSER Emil - SZVÁK Gyula: *Oroszország története*. Maecenas, 1997. 616-617.

¹⁹ FUKUYAMA: 58.

²⁰ Давая импульс между тем и прибалтийцам. (Г.Г.)

²¹ HELLER-NYEKRICS: 572-574.

²² Между прочим, об этом лозунге, берущем свое начало из эпохи царя Александра II – реформатора, надо знать, что и в то время он в своей основе означал «защитную модернизацию». Погодин в письме от 1854 г. пишет о необходимости гласности так: «нам нужны гласность и реформы для того, чтобы у России были лучшие пушки». Приводит П.А. ЗАЁНЧКОВСКИЙ: *Правительственный аппарат самодержавной России XIX века*. Издательство «Мысль», Москва 1978. 179.

Это было тем внешнеполитическим направлением, следуя учению которого Россия вступила в I мировую войну. Некоторые элементы этого учения были использованы и во второй мировой войне, особенно на последнем её этапе (см. лозунг: «*братья—славяне!*») не только в рамках СССР, но и за рубежом.²³ Самые значительные его теоретики: Михаил Погодин, братья Аксаковы. Федор Достоевский, Михаил Катков, Николай Данилевский, Александр Стронин, Ростислав Фадеев, Орест Миллер, Владимир Ламанский, Александр Киреев. Из-за систематизированности и разработанности особого внимания заслуживают книги «*Россия и Европа*» Николая Данилевского и «*Политика как наука*» Александра Стронина. Особый переход от панславизма к другой школе представляет собой деятельность Федора Достоевского и Константина Леонтьева. Это направление превратилось во внешнеполитическую школу, которая располагала общественной поддержкой после поражения в крымской войне со 2-ой половины 1850-х годов.

Труды этих мыслителей следует анализировать, исходя из следующих аспектов: а) поражение в крымской войне осмысливалось как более тяжелое, нежели это было на самом деле. Это повергло в шок русских современников, т.к. при этом они столкнулись с тяжелой технологической отсталостью России; б) они рассматривали миссию России, в первую очередь, в Европе, значит, внешнеполитические цели связывали их в основном с нашим континентом; в) Советский Союз был почти такой же величины, как царская Россия, т.е. речь идет о стране примерно такого же масштаба, а это значит, что и «*исходная основа*» их схожа; г) Советское государство «*использовало*» во время II-ой мировой войны и после нее внешнеполитическое наследство упомянутых авторов.

Второе характерное внешнеполитическое направление относится к «*евразийцам*», которых упоминают и как создателей теории евразийского империализма.

Большинство работ Николая Трубецкого, Петра Савицкого, Георгия Вернадского и Льва Гумилева появилось в эмиграции в Западной Европе и на американском континенте в основном в период между двумя мировыми войнами. А в России более широкие круги русского общества могли прочесть их труды только с конца 1980-ых годов.

Панславизм

Книга Николая Данилевского «*Россия и Европа*» печаталась по частям в журнале «*Заря*» в 1869 г. в Санкт-Петербурге.²⁴ Данилевский впервые на

²³ Американский историк Г. Кон в своей книге о панславизме (Hans KOHN: *Pan-Slavism. Its History and Ideology*. Second edition, revised. Vintage Books, New York, A Division of Random House, 1960.) эпоху после I мировой войны называет триумфом западных, эпоху после второй – триумфом восточных славян. 255-324.

²⁴ Венгерское издание книги «*Россия и Европа*» – GAZDAG Ferenc - Ljubov SISELINA (szerk.): *Oroszország és Európa. Orosz geopolitikai szöveggyűjtemény*. Zrínyi Kiadó, Budapest 2004. 446. – Хрестоматия трудов нескольких русских авторов. Своё название оно заимствовало у одноименного труда Н. Я. Данилевского, вышедшего в 1869 г. в Санкт-Петербурге. Цитированная книга содержит и важнейшие главы труда Данилевского на венгерском языке в переводе Шиппелиной.

русской земле пропагандировал необходимость биполярного мира, один полюс которого он нашел в России, а другой – в США. По Данилевскому эти два государства были призваны создать гармоническое равновесие мира. Его книгу – которую называли и *библией панславизма* – «вдохновили» только что возникшие объединённые итальянское и северо-немецкое государства. Панславизм Данилевского можно охарактеризовать как идеологическое направление, нацеленное на установление русской гегемонии над Европой с опорой на славянские народы Австро-Венгерской Монархии и Османской Империи, т.е. при поддержке славян Средней Европы и Балкан. Отсюда вытекает, что *неславянам*, то есть «враждебным» народам (такими были венгры и поляки) он не мог ничего обещать.²⁵

Нельзя считать необычным, что не только Данилевский, но и русские панслависты вообще, представляли существование создаваемого славянского союза под руководством русских. Причиной продолжительной популярности Данилевского в России могли быть научная обоснованность, требовательность, высокий уровень презентации русского имперского мышления.²⁶ До Данилевского в России о необходимости реорганизации Европы в соответствии с интересами славян,²⁷ уделяя в этом важнейшую роль русским, писали не только Михаил Погодин, Алексей Хомяков, братья Аксаковы (Константин и Иван) и Юрий Самарин. Из авторов наиболее важных работ, отражающих это же мнение, следует упомянуть небезызвестного словацкого теоретика Людевита Штура²⁸ и русского генерала Ростислава Фадеева, воевавшего позже в Сербии. А об Александре Стронине нельзя

²⁵ Отношение Данилевского к полякам весьма противоречиво. Неясно, войдут ли они в славянский союз, как самостоятельное государство, или будут непосредственно включены в состав Российской Империи. Государственную самостоятельность венгров он не ставит под вопрос, хотя план её расчленения Данилевский разработал с точностью до квадратных вёрст. Однако, представленные им границы расчлененной Венгрии всё же более выгодные, чем нынешние. Об этом в кн.: GECSE Géza: *Bizáncról Bizáncig. Epizódok az orosz pánszlávizmus történetéből*. Interetnica. Budapest 1993. 61. 102.

²⁶ Его книга «*Россия и Европа*» до 1895 года выдержала пять изданий (этот факт достоин удивления, ведь начиная с 1869 года – года первого её издания – в мире произошли немалые изменения; и само по себе чтение книги, вследствие её стиля, составляет немалый труд). (ГТ.)

²⁷ Панславизм «развили» в доктрину представители официальной народности и продолжатели их дела – славянофилы. Важную роль сыграл в этой «работе» воспитатель будущего царя Александра II профессор истории Московского университета Михаил Погодин. Он, будучи представителем официальной народности, имел непосредственную связь и со славянофилами, ведь он был главным редактором журнала *Москвитянин*, где публиковал их статьи. GECSE: 32-36. Наиболее важным является тот факт, что в 1836 году кафедра славянских диалектов в Московском университете вряд ли была бы организована без его участия. Погодина можно считать „апостолом «современного» панславизма”. С 1958 года несколько его статей и очерков было опубликовано и на венгерском языке, однако статьи о системе его взглядов пока не переведены.

²⁸ GECSE (1993): 55-57.

забывать хотя бы и потому, что, несмотря на испытанное им сильное влияние Данилевского, вопреки ему, исходя из собственной теории, он по-другому осмыслил происходящее в Европе и для излечения бед предложил другие средства.²⁹

В своей книге Данилевский не собирался присоединить непосредственно к России запланированный им союз (восточно-) европейских славян – и это было принципиально ново. По его представлению после ликвидации Османской и Габсбургской империй на их бывших территориях будут созданы государства с конфедеративными связями между собой и с Российской империей. С опорой на эту конфедерацию и можно будет обеспечить русскую гегемонию в Европе – благодаря этому Россия и США смогут установить гармоническое равновесие сил во всемирном масштабе. То есть здесь речь идёт об умеренном мировом господстве, хотя мы должны признать и то, что современниками смысл текста книги воспринимался основательно по-другому. Через два года в Петербурге «Россия и Европа» вышла отдельным томом. Однако в России книга стала популярной не в этом (значит, 1871-ом) году, а в период русско-турецкой войны 1877-78 годов, и после смерти Данилевского в 1885-ом, да ещё более в 1888-89 годах.³⁰

Константин Леонтьев состоял и на российской дипломатической службе. Свою деятельность в качестве идеолога он начал в 60-е годы с панславистами, но в своей внешнеполитической программе он наметил линию, резко расходящуюся со взглядами панславистов, особенно со второй половины 1870-ых годов. Его статья «Панславизм и греки» посвящена тяжбе константинопольского церковного руководства с болгарскими, боровшимися за самостоятельную организацию своей церкви. Они добились этого, опираясь на Порту. Статью «Панславизм и греки» в то же время можно отнести к публикациям панславистского толка. В ней автор очень коротко и убедительно анализирует, на что может рассчитывать Россия в этом ареале.³¹

²⁹ GECSE (1993): 40-41. 63-70.

³⁰ По-настоящему книга стала популярной после смерти автора (1885 г.), в годы двух значительных военных напряжений между Австро-Венгрией и Россией в 1888 и в 1889 гг. (Г.Г.)

³¹ Пикантность истории заключалась в том, что болгарам удалось добиться самостоятельности своей церкви, опираясь на власти Османской империи. На Леонтьева этот спор подействовал удручающе. Он заметил, что: большинство славянских народов привыкло надеяться на помощь России, и даже развитие своей государственности они надеялись осуществить с ее помощью. GAZDAG-SISELINA: 145. Значит, Леонтьев тоже думает о создании союза славянских государств на бывшей территории Османской и Габсбургской империй. У этого союза был бы смысл в общей обороне, торговле, таможне и др. против Западной Европы. GAZDAG-SISELINA: 146. Стоит обратить внимание и на то, в чем Леонтьев уже тогда отличается от большинства своих друзей - панславистов. Он считает: Россия, поддерживая связь с этой восточной федерацией независимых государств, намного лучше уживется с чужими племенами этого союза: румынами, греками, даже и с венграми, чем с юго-западными славянами, которые отличаются жадностью, назойливостью и властолюбием. GAZDAG-SISELINA: 147.

Упомянутые «ортодоксальные внутренние раздоры» приводят Леонтьева к переосмыслению старых взглядов и именно эта упомянутая выше статья является первой, в которой он утверждает совсем другие взгляды, чем раньше. Статьи 1880-ых годов свидетельствуют уже о чётком признании существования разных славянских обществ как отдельных национальностей, что раньше для русских не было однозначным. У Леонтьева не было иллюзий по отношению к предположенному панславистами существованию единства южнославянской и единой чехословацкой наций.

Идеологический империализм

Работа Константина Леонтьева «Храм и церковь» 1878 г. вместе со статьями Федора Достоевского, написанными в это же время, можно заслуженно рассматривать как идеологическую подготовку *евразийского направления*.

В то время, как два года раньше в одной из своих статей Леонтьев считал славянское происхождение и православную веру основой русского государства,³² в статье 1878 г. он уже не считал происхождение решающим фактором: *Если в Тибете или Бенгалии монголы или индусы руководствовались бы прочными и мудрыми основами православия, то, не обращая внимания на происхождение, на хотя бы миллионное славянское население с либеральной культурой нам – в интересах прочной дисциплины славянского ядра – следовало бы отдать предпочтение церковному управлению монголов или индусов.*³³

Кроме того, что Леонтьев является духовным отцом *евразийского империализма* XX века, один из главных выводов его творчества состоит в том, что он не считает достаточным этническое родство разных славянских народов для того, чтобы Россия могла рассчитывать на них во время осуществления своих внешнеполитических планов. Он подчеркивает необходимость более прочной идеологической связи, даже более этого – он склонен на этом алтаре пожертвовать даже этническим родством. Значит, в конце своей работы Константин Леонтьев не только отдаляется от представлений классического панславизма, но явно противоречит им. Но в центре его внимания в основном по-прежнему остается Европа. Не так у Достоевского, с которым он много спорил.

Америка России – это Азия

Федор Достоевский выпускал журнал «Дневник писателя» с 1876 по 1881 гг. Однако писатель и публицист не смог увидеть последний номер 1881

³² ЛЕОНТЬЕВ К.Н.: «Византизм и славянство.» Москва 1876. GECSE (1993): 73-75.

³³ «Храм и церковь» «Гражданин» 1878, № 10-12. GECSE (1993): 84.

г., так как он появился после смерти издателя, но им Достоевский добился настоящей популярности.³⁴

В 1875 г. на Балканах, в Боснии вспыхнуло восстание, в 1876 г. и болгары взялись за оружие. В мае 1876 г. турки жестоко подавили эти восстания. Летом 1876 г. Сербия и Черногория объявили войну Порте и, несмотря на то, что из-за границы прибыла помощь (русские офицеры-добровольцы вступали в сербскую армию), Истамбул добился быстрой победы. В петербургских и московских газетах начался настоящий поход прессы, вследствие которого в апреле 1877 г. Россия объявила войну Османской империи. В 1878 г. война закончилась победой русских. Мир в марте 1878 г. в Сан- Стефано и конгресс в Берлине летом считаются новыми этапами и с точки зрения русского национального самосознания.³⁵

Взгляды Достоевского в данный период интересны тем, что он одновременно нападал на турок и на Запад, и его критика отличалась от той, к которой мы привыкли у других русских мыслителей. По мнению Достоевского выходом из кризиса рационального Запада является Россия с ее православной верой. *Католичество отвергло Христа и пожертвовало евангельским учением о любви, подготовив почву материализму, социализму и полному безбожию. Таким образом, социализм и католицизм были приведены у Достоевского к общему знаменателю. Писатель ненавидел больше всего Францию, которая «является гнездом как католической конспирации, так и социализма».* А так как для настоящего немца самым большим врагом является социализм и католицизм, для немцев лучший союзник - православная Россия.

Немцы могут занимать территории на Западе, в то время как русские сделают это на Востоке. Победа реакции, таким образом, у Достоевского означала овладение русскими Константинополем.³⁶

В течение 1877-78 гг. Достоевский предполагает, что Константинополь удастся присоединить к России. Но аннексия Константинополя не состоялась. Это событие, а также результаты берлинского конгресса разочаровывают не только Достоевского, но и большинство его современников-панславистов. В последнем номере «Дневника писателя» Достоевский высказывает мысль, что надо идти через Азию. Этот путь является обходной дорогой в борьбе с Западом за превосходство над ним. *С помощью Азии Россия будет достаточно сильной для выполнения своей мировой исторической миссии. Азия будет Америкой России.*³⁷

³⁴ Писатель не прогадал и в материальном плане с выходом в свет журнала, который он выпускал накануне, во время и после русско-турецкой войны 1877-78 гг. Статьи, относящиеся к нашей теме, появились и по-венгерски. GAZDAG-SISELINA: 165-200.

³⁵ GECSE Géza: *Irányváltás az orosz külpolitikai gondolkodásban a XIX. század második felében*. IN: ERDŐDY Gábor - PÓK Attila (szerk.): *Nemzeteken innen és túl*. Tanulmányok Diószegi István 70. születésnapjára. Korona Kiadó, Budapest 2000. 251.

³⁶ GECSE (2000): 76-77.

³⁷ GECSE (2000): 80, 84.

Несмотря на деятельность упомянутых авторов, во внешнеполитических вопросах в течение XIX века в основном решающими были расхождения славянофилов с западниками и растворяющийся в панславизме их симбиоз.

Славянофилы, западники, панславизм и роль географического пространства

Основным тезисом западников 1840-ых годов, воюющих со славянофилами, было то, что Россия только в отсталости отличается от (Западной) Европы. Это интересно потому, что работы относящихся к этому направлению Сергея Соловьева, Льва Мечникова и Василия Ключевского подчеркивают решающее влияние географического фактора в жизни государства с центрами в Москве и Петербурге.³⁸

Бесспорно, в 1850-60 - х гг. ядро панславистов составляли славянофилы. И западник Михаил Катков, один из самых влиятельных главных редакторов 60-х гг., тоже стал панславистом. Он стал популярным во время польского восстания благодаря своим агрессивным статьям против поляков. Катков был, наверно, самым влиятельным пропагандистом доктрины государственного национализма, в то время как Александр Стронин – автор книги *«Политика как наука»* (1870) – самый хороший систематизатор этой доктрины.

Он к тому же именно в геополитическом понимании говорит в основном другое, чем Данилевский в книге *«Россия и Европа»*. Ведь Стронин наряду со своим дружеским отношением к Америке готовится к завоеванию не только части Европы, т.е. Восточной Европы, но всей Европы, правда, только на протяжении длительного периода. На ближайшее будущее он сторонник сотрудничества с немцами – так же, как и большинство его русских современников.

«Политика» Стронина

Стронин, в отличие от германо-романского и славяно-греческого раздела Европы, делит Европу не на историко-культурные типы, а на национальные культуры. Он не занимается США потому, что для него однозначно, что это страна будущего. По его мнению среди стран Европы больше всех потеряли свою ценность французы.³⁹

Он проводит параллель между *«гениальностью Москвы и Берлина»*, считая положительным *«этническую смешанность»* обоих государств.

³⁸ GAZDAG-SISELINA: 33 - 70.

³⁹ *«Из-за многообразия творческих элементов населения пока только английская нация смогла показать самую цветущую культуру, тогда как французы располагают уже более бедной культурой»*. GECSE (2000): 70-71.

Стронин отрицательно относился к самодержавию России, как к последствию «татарского ига», т.е. к «наследству поневоле».

В его восприятии мира славянские народы не получили такой значительной роли, как у сторонников этноцентрического направления панславизма. «На пути к закономерному овладению мировым господством» он хотел опираться в первую очередь на силу российского государства. Как побочный фактор он упоминал: «Вероятно, в ходе сражения мы выйдем за рамки наших исходных целей и двинемся за Карпаты и за самые Альпы и Рейн...пока разве не дойдём до Атлантического океана».⁴⁰

Появление геополитики в Европе

Основатели классической геополитики: британец сэр Х. Маккиндер, швед Р. Челлен немец Ф. Ратцель, и француз В. Блаш. Они написали свои основные труды на стыке XIX и XX вв., в которых изучали отношения географической среды, политики и установили их закономерности.⁴¹

В предисловии появившейся на венгерском языке хрестоматии русских геополитических текстов можно прочитать следующее утверждение ее редактора-составителя, Любви Шишелиной: *Национальная политика является одной из центральных тем русской геополитики.*⁴²

Перефразировав данное предложение следующим образом: *Геополитика является одной из центральных тем русской национальной политики* – получим утверждение, более точно передающее сущность действительности. Оно даже лучше, чем опыт прошлого века, подходит к России наших дней.

Классическая русская геополитика

В России начала XX в. Вениамин Семенов-Тянь-Шанский один из тех, кто владел обширными специальными знаниями по этой дисциплине и его выводы, несмотря на то, что они появились в 1915 г., и в наши дни актуальны. Он подробно знакомит нас со взятой в этническом понимании ранимостью русского Дальнего востока⁴³ и приводит «убедительные» доводы, зачем нужны России Константинополь и морские проливы.

Этот пыл, доходящий до мономании, начиная с Данилевского, характерен почти для каждого русского автора. Представители евразийской школы только после поражения в 1-ой мировой войне

⁴⁰ Цитирует GECSE (2000): 71.

⁴¹ О теме см. CSIZMADIA Sándor - MOLNÁR Gusztáv - PATAKI Gábor Zsolt (szerk.): *Geopolitikai szöveggyűjtemény*. Második kiadás, Stratégiai Védelmi Kutató Hivatal, Budapest 2002. 535стр.

⁴² GAZDAG-SISELINA: 23.

⁴³ СЕМЁНОВ-ТЯН-ШАНСКИЙ В П.: *О могущественном территориальном владении применительно к России*. Очерк по политической географии. СПб. 1915. GAZDAG - SISELINA: 316.

покончили с ней, как в корне панславистской программой. До этого вряд ли дошло бы дело так быстро без провала царского режима и рождения большевистской России. Большевикам же не приходилось «возиться» с этим внешнеполитическим направлением и потому, что после 1-ой мировой войны и революции они гордо объявили, у них нет ничего общего с традиционной царской внешней политикой.⁴⁴ Они обещали осуществить во всём мире пролетарскую диктатуру.

При этом «классические» евразийцы – Иван Солоневич, Пётр Савицкий, Николай Трубецкой, Георгий Вернадский и Лев Гумилёв – все без исключения были врагами большевизма как политического строя. Монархист Иван Ильин, которого в 1922 г. выслали из советской России, так пишет об этом: *русская коммунистическая революция плод интеллектуального гниения Европы...она была смертельным подарком Западу Востоку,...потом – всему миру.*⁴⁵

Подобно Ильину Иван Солоневич тоже белый эмигрант, который в Аргентине написал свой главный труд. В отличие от предшествующих ему авторов он не отрицает факт российских завоеваний. *Среди стран-захватниц Россия занимает первое место: ведь 22 миллиона квадратных вёрст не падают просто так с неба*⁴⁶ и, хотя ...Ленинов и Сталинов ...своевременно надо повесить, он думает, что Сталин в 1947 г. не смог иначе поступить, а только так, как поступил...оставление Венгрии, Польши и других стран означало бы, что в Венгрии, Польше и других местах... возникли бы правительства и армии, безгранично ненавидящие коммунистических захватчиков⁴⁷...Они могли бы поставить крест на мировую революцию и ждать капиталистическую консолидацию всего мира,...которая схватила бы за горло отряд русских подонков мировой революции – всех энкаведешников, конвойных и палачей⁴⁸... -пишет он.

Конечный вывод после этого кажется малость удивительным: *Россия после советов будет нуждаться в жестокой централизованной и не знающей пощады власти.*

Евразийцы, о которых известно, что работали в Софии, Белграде, Берлине и Париже и существование которых однозначно связано с эмигрантским бытием, не думали о советском строе в основном иначе, чем только что приведенные авторы. Тех, у которых среди них не было достаточно ума или счастья, постигла судьба жившего в Праге Петра Савицкого. После освобождения Праги он провел 10 лет в разных советских лагерях, хотя его статьи по существу подтверждали

⁴⁴ См. об этом деятельность Покровского, его разоблачения всех грехов русских царей: Пётр 1 – сифилитик, Иван Грозный – страшлище с ужасным характером, который самоуверенно заявил, что он не русский, а немец... HELLER-NYEKRICS: 244 .

⁴⁵ GAZDAG-SISELINA: 230.

⁴⁶ GAZDAG-SISELINA: 248.

⁴⁷ GAZDAG-SISELINA: 235.

⁴⁸ GAZDAG-SISELINA: 236.

правомерность советского строя. В 20-ые гг. он утверждает то же самое, что и большевики: *необоснованно говорить о славяно-русском мире, как о культурном целом, ... потому что мы не славяне и не туранцы, а русские.* В своей книге он пишет: *Русская революция разделалась с Россией, считавшей себя Европой, ... Коммунистическая власть примыкает к здоровым и творческим евразийским традициям тем, что дает свободу и место многим разным евразийским языкам для их использования и развития.*⁴⁹

О татарском нашествии, играющем в русской истории большую роль, он вместе с Николаем Трубецким по существу утверждает, что без *татарского господства России не было бы.* Более того, для Трубецкого и то не составляет проблемы, чтобы рассматривать московское государство как наследство Чингиз хана. Он резко противостоит панславизму, который вместе с русификацией (sic!) – по нему – *был полным предательством исторических традиций имперской России;* и советскую власть считает в основном ничем иным, как режимом, ликвидировавшим антинациональную монархию Романовых.⁵⁰

Уже и эти приведённые утверждения дают почувствовать основное противоречие : хотя евразийцам , в основном, было не по вкусу всё то, что происходило в советской России, в своих конечных выводах они всё-таки вынуждены признать, что то, к чему они пришли первыми, в конце концов было осуществлено Советским Союзом. В этом сыграло немалую роль и то, что в тридцатые годы их направление пережило кризис.

Труды наследников Трубецкого – ещё вовремя эмигрировавшего в США – Георгия Вернадского и – побывавшего долгие годы на архипелаге Гулаг – Льва Гумилёва возникли позже.⁵¹

Новая русская геополитика

Рассматривая работы Александра Дугина можно сказать со спокойной совестью, что мы имеем дело с новой русской геополитикой. При этом нельзя забывать, что распространение этого понятия в России в значительной мере заслуга председателя Либерально-демократической партии Владимира Жириновского. Он на декабрьских выборах 1993 года со своей партией добился весьма хороших результатов.⁵²

Дугин признаёт, что советско-американская биполярная система рухнула, но вопреки этому он всё же высказывается за необходимость существования такой системы.⁵³ Следуя фразеологии Маккиндера, он

⁴⁹ GAZDAG-SISELINA: 257-258.

⁵⁰ GAZDAG-SISELINA: 287-289.

⁵¹ GAZDAG-SISELINA: 311. 436. 440.

⁵² На выборах в Думу ЛДПР, партия Жириновского, получила 22,9%-а голосов, т.е. добилась лучших результатов. Несмотря на это партия Выбор России сформировало правительство во главе с Егором Гайдаром. *История России*: 414.

⁵³ GAZDAG-SISELINA: 336.

высказывается за союз России с т. н. прибрежными территориями и, в то же время, декларирует, что один из самых существенных геополитических запросов России – это строительство империи.⁵⁴

По нему Россия в I-ой и II-ой мировой войне вступила в самоубийственный конфликт со своими естественными геополитическими союзниками, средневропейскими континентальными государствами: Австро-Венгрией и Германией.⁵⁵

Значит, по существу Дугин возвращается к прежним российским традициям, исходя из которых Европу Россия должна делить с Германией. Он т. н. «серединную» зону, о которой знает, что это в основном славянский ареал, не чувствует своей.⁵⁶ Это любопытно в первую очередь потому, что он – по всей видимости – не считается серьёзно с поддержкой живущих там и славянских народов.

Дугин предполагает, что *вместо геополитики славянофилов необходимо вернуться к евразийской концепции, исключая на западе антигерманскую, а на востоке антияпонскую политику России. Надо порвать с «атлантической линией», маскирующейся под русский национализм. Он однозначно голосует за ось Москва – Берлин.*⁵⁷

Книга Владимира Вольфовича Жириновского вышла в 1993-ем году на русском языке.⁵⁸ Жириновский в соответствии с правилами классической европейской политики – подобно Дугину – исходит из традиций хороших отношений с Германией, ибо считает, что может для Берлина обеспечить территориальную компенсацию, между прочим, не только за счёт России, но и за счёт Польши в Восточной Пруссии. Франции он предлагает помощь в освобождении от американского и сионистского влияния. Нам венграм обещает некоторые территориальные уступки за счёт Румынии; румынам – кусок Молдавии. Более того, готов бы вернуть Финляндии г. Выборг (рядом с Санкт-Петербургом), отторгнутый Советским Союзом после II мировой войны.⁵⁹

⁵⁴ GAZDAG-SISELINA: 337-338.

⁵⁵ Дугин по существу отказался от очень сильной традиционной русской ориентации на морские проливы и панславизм. Поддержка претензий сербов, *безответственный миф Босфора и Дарданелл заставляют Россию играть несвойственную ей политическую роль. Геополитическая утопия славянофилов стоила России царя, церкви и империи. Только приход к власти евразийски ориентированных большевиков спас страну от деградации в региональную державу*, - писал Дугин. GAZDAG-SISELINA: 345.

⁵⁶ Он даже склонен отказаться от некоторых регионов Западной Украины, в том числе от Закарпатской области. Однако в Финляндии на границе с Швецией и Норвегией он держал бы русские войска. При этом Дугин готов отказаться от прибалтийских стран, исключая Литву. К Румынии же подходит как к буферному государству. GAZDAG-SISELINA: 355, 361.

⁵⁷ GAZDAG-SISELINA: 353.

⁵⁸ Владимир ЖИРИНОВСКИЙ: *О судьбах России*, Издательство «Райт», Москва, 1993. Венгерское издание книги появилось в Будапеште в издательстве Írás, без обозначения года, по всей вероятности в 1995 г. 300. (Далее: ZSIRINOVSKIJ).

⁵⁹ ZSIRINOVSKIJ: 203-204.

Его труды свидетельствуют о том, что их автор прекрасно чувствует и понимает то, что происходит в стране. Опираясь на имперские ностальгии русских, Жириновский с удовольствием оскорбляет США, президента Ельцина. Ссылаясь на положение русского национального меньшинства прибалтийских республик и Крыма, Жириновский старается вызвать сочувствие отечественной публики, и к чему ещё восприимчивее русские, пугает их тем, что *если у власти останутся демократы, то через 50 лет жители простора от Тихого океана до Урала будут говорить по-китайски.*⁶⁰ Жириновский и у панславистской идеологии заимствует простые и понятные утверждения,⁶¹ но на этом и кончается его интерес к этой доктрине. Основная его идея, что он за Россию, которая должна быть единым и сильным государством, неделимым на *украины, белоруссии, татарстаны и тому подобное* – относится к внутренней политике.⁶² Весьма характерно, что – по всей вероятности в связи с этим – он тёплыми словами вспоминает жестокую национальную политику Сталина.⁶³

Его точка зрения в связи с коммунистами демонстративно нейтральна, тоже явно по внутривнутриполитическим соображениям.⁶⁴

В своей книге *Последний бросок на Юг* он пишет о выходе из создавшегося положения: предлагает, что для этого надо сделать: *Россия...совершит свой последний великий поход на юг, выйдет к Индийскому океану. Союзниками русских – по Жириновскому – могут быть арабы, прежде всех Ирак.*⁶⁵ Заметно, что в отличие от панславистов и евразийцев Жириновский считает однозначно благоприятным для русской политики южное направление. Эта его концепция слабо мотивирована, ведь десятилетняя война Советского Союза в Афганистане уже доказала несостоятельность этой линии. Самый динамичный ареал развития мировой внешней политики для России был не в том направлении, куда хотел бы направить русскую экспансию Жириновский.

Советский Союз скончался – Россия Ельцина живет!

Начиная с 1989 г. у Горбачева не было восточно-европейской политики и в декабре этого года, встретившись с президентом Бушем на острове Мальта, он окончательно сдал эту зону.⁶⁶

⁶⁰ Грузия и Абхазия независимые государства. Пусть они сами решают свои проблемы. ...США всего двести лет. Когда там были только степи да индийцы с украшениями из перьев, у России уже была могучая культура. Россия была великой державой... ZSIRINOVSZKIJ: 227-234.

⁶¹ Но православные сербы, наши братья-герои, нелегко сдаются, мужественно сопротивляются нашему нашествию, точно как мы, русские...Под ООН-новскими флагами убивают наших братьев-славян. ZSIRINOVSZKIJ: 230.

⁶² ZSIRINOVSZKIJ: 232.

⁶³ Мы никогда не были сторонниками Сталина, но...в решении национального вопроса правда на его стороне – пишет Жириновский. ZSIRINOVSZKIJ: 444.

⁶⁴ Россию надо сделать сильным государством...В нашей партии нет антикоммунизма, но мы не являемся и сторонниками коммунистической идеологии. ZSIRINOVSZKIJ: 233.

⁶⁵ ZSIRINOVSZKIJ: 190. 257.

⁶⁶ FONT – KRAUSZ – NIEDERHAUSER – SZVÁK: 628.

Барсенков видит главнейшую причину поражения Горбачева в том, что он не понял «своевременно деструктивный потенциал» национального вопроса, который вызвал в обществе глубокий кризис.⁶⁷

В августе 1989 г. состоялись балтийские демонстрации «живых цепей»,⁶⁸ а из Нагорного Карабаха, Молдавии и Грузии слышалась ружейная пальба.⁶⁹

В феврале 1990 г. вышеградские страны заявили, что Варшавский договор надо аннулировать, но до этого акта очередь дошла формально только 1-го июля 1990 г. в Праге.⁷⁰ Опережая это, СССР согласился на воссоединение Германии. До этого практически дошла очередь 3 октября 1990 г., когда немцы организовали публичное зрелище снесения берлинской стены.⁷¹ Летом 1990 г. НАТО заявило, что в дальнейшем не считает Советский Союз своим врагом.⁷²

Борис Ельцин сумел ловко использовать августовский военный путч 1991 г. для укрепления российских структур власти и ослабления - советских.⁷³

Распуском Советского Союза в декабре 1991 г. граждане, живущие на территории России, отчасти выиграли, а отчасти проиграли. Население страны сократилось почти наполовину, но потери территории и экономики не были настолько велики.⁷⁴ К тому же число русских в составе населения страны увеличилось почти до 84% - эта пропорция достигла невиданного ранее размера.⁷⁵ Правда, значительная диаспора русских оказалась в странах бывшего Советского Союза, не относящихся теперь к России.⁷⁶

1992-93 гг. принесли в жизнь Кремля постоянную неопределённость. Ельцин вынужден был опираться на поддержку иностранных держав,

⁶⁷ БАРСЕНКОВ: 357.

⁶⁸ FONT - KRAUSZ - NIEDERHAUSER - SZVÁK: 616.

⁶⁹ HELLER-NYEKRICS: 565.

⁷⁰ Ronald D. ASMUS: *A NATO kapunyitása. Az új korszak és a szervezet átalakítása*. Zrínyi Kiadó, Budapest 2003. 40-41.

⁷¹ Министр иностранных дел США Бекер 9 февраля 1990 г. поехал в Москву, чтобы убедить Горбачева в том, что для Советского Союза будет лучше иметь дело с воссоединенной Германией в рамках НАТО, чем с нейтральной. ASMUS: 33.

⁷² ASMUS: 34.

⁷³ 23 августа 1991 г. Ельцин прекратил деятельность коммунистической партии РСФСР, а 20 августа 1991 г. он объявляет себя главнокомандующим советских вооруженных сил, находящихся на территории России. HELLER-NYEKRICS: 572-573.

⁷⁴ Российская Федерация унаследовала 76% территории, 51% населения и 59 % экономического потенциала Советского Союза, минеральные богатства, одну треть мировых запасов газа, 5 % нефти. Невзирая на прибалтийские республики, только с точки зрения экономики Россия является страной, больше всего выигравшей от распада Советского Союза. В 1990 г. она дала 68% трансфера между республиками. Цитирует DEÁK: 39-40.

⁷⁵ DEÁK: 44.

⁷⁶ Нарочницкая 12. Также и PAP Norbert-TÓTH József: *Európa politikai földrajza*. JATE TTK University Press, Pécs, 1997. 239стр. (в дальнейшем: *Európa politikai földrajza*) 146.

ведь невозможно было знать, остановится ли распад страны у границ Российской Федерации или нет.

Внешняя политика теряла свои позиции и её положение было осложнено и тем, что вместо однозначного партийного руководства возникли различные параллельные структуры управления этим делом. Наряду с министерством иностранных дел было создано министерство СНГ. Президент страны тоже создал свой внешнеполитический кабинет. Министр иностранных дел Козырев тоже должен был отчитываться перед президентом.⁷⁷

В то время, как на полях сражений в Боснии, на Балканах 1991 г. полыхала война, с территории стран бывшего Варшавского пакта из средней Европы вывели советские войска.⁷⁸

После роспуска Варшавского договора логично было бы ликвидировать и НАТО, ведь с исчезновением биполярного мира, после прекращения противостояния двух больших блоков ничто, казалось, не оправдывало присутствие НАТО в Европе. Так считали вначале и американцы, находящиеся на противоположном берегу Атлантического океана. Страны Варшавского договора летом 1992 г. официально выразили свое желание стать полноправными членами НАТО, что удивило не только русских, но и американцев.⁷⁹

За расширение НАТО говорило и то, что после лета 1991 г. кризис в Боснии перешел в резню, а унять распутившихся насильников ЕС сам не мог, так как у него не было необходимых средств для торможения агрессии.⁸⁰ Летом 1992 г. появилось новое слово для выражения того, что происходило в Боснии: «этническая чистка».⁸¹

Россия в это же самое время, т.е. после того, как с января 1992 года в руки Бориса Ельцина попала полная власть, продолжала и дальше производить впечатление довольно аморфного государства. В середине 1992 г. и здесь родилось новое слово: «ближнее зарубежье», которое означало не российскую часть бывшего Советского Союза. В течение 1993 - 94 гг. в России был в разгаре спор о конституции,⁸² который с декабря 1994 г. только обостряла война в Чечне.

⁷⁷ Министерство СНГ, например, конкурировало с Министерством иностранных дел. DEÁK: 67.

⁷⁸ ASMUS: 39.

⁷⁹ Йозеф Ангалл, Вацлав Хавел и Лех Валеса 6 мая 1992 г. объявили американскому руководству в Праге, что их целью является стать полноправными членами НАТО. ASMUS: 49.

⁸⁰ ASMUS: 43.

⁸¹ По-английски «ethnic cleansing» ASMUS: 54.

⁸² Летом 1993 г. на пике «революции суверенитетов» в России чуть не утвердили в плане конституции положение о конфедерации. Хотя до осуществления этого никогда не дошла очередь, и так до начала 1994 г. невозможно было прекратить полностью споры о форме российского государства. Война в Чечне, начатая в декабре 1994 г., была только последним звеном в цепи этого процесса.

...в первые два-три года ельцинского периода одной из самых главных требований к внешней политике было уменьшение конфликтов и увеличение центростремительного давления.

С января 1992 г. по октябрь 1993 г. теоретически существовала возможность устройства страны по идее русского национализма. По ней можно было бы провести коррекцию российских границ, объединить живущих за этими границами русских, образовать украинско-русско-белорусское единство. Однако эти представления столкнулись с тогда еще определяющими стремлениями русской политической элиты. Совершенно ясно, что русская националистическая альтернатива явилась бы причиной конфликта с живущими в России этническими и национальными меньшинствами, который мог бы расшатать и национально-административную федеральную систему страны. Коммунисты хотели бы восстановить всю советскую территорию, и из-за этого Россия вошла бы в конфликт не только с соседними странами, но и со всеми мировыми державами, определяющими мировую политику.⁸³ Эти силы ослабли только после сведения счетов в октябре 1993 г., когда Ельцин велел обстрелять парламент.⁸⁴

На осенних выборах 1993 года ЛДПР Жириновского добилась лучших результатов.⁸⁵ Естественно, что в таких условиях в первые два-три года эпохи Ельцина основным требованием по отношению к внешней политике было уменьшение конфликтов...Поле деятельности ранней русской внешней политики значительно ограничила нужда добиться, чтобы зарубежные державы не признавали самостоятельность административных единиц на территории России.⁸⁶

Поле действия ранней русской внешней политики сильно редуцировалось из-за необходимости в том, чтобы за граница не признала самостоятельность существующих на территории страны административных единиц. DEAK: 40-42.

⁸³ ... и установление возникающих новых границ постсоветской территории по этническим критериям нельзя было согласовать с целями нового планирования, проходившего под эгидой русских. Конфликт между стремлениями реинтегрировать всю советскую территорию и строительство государств с границами, близкими к национально-этническим границам, сильно разобщил национальный лагерь, уменьшив его способности к осуществлению своих интересов. Таким образом, взятая в классическом смысле национальная альтернатива к середине десятилетия постепенно ушла из поля зрения.

К политическому направлению, которое требовало восстановления Советского Союза, примыкал также значительный лагерь. Такое цельное представительство советской идентичности смогло развиться в реальную противостоящую силу в основном в первой половине этого периода...и это представление...оставило открытым вопросы, относящиеся к полной интеграции, и к проведению ревизии. DEAK: 44.

⁸⁴ DEAK: 45. Далее стоит упомянуть, что противостояние Верховного Совета и президентской власти, существовавшее до октября 1993 года, в общественном мнении фигурировало как борьба между патриотами-коммунистами и предателями национальных интересов — представителями режима Ельцина. DEAK: 65.

⁸⁵ См. об этом 46-ю ссылку. Следует отметить и то, что коммунисты и националисты вместе в российском парламенте имели вдвое больше голосов, чем все остальные. Настоящим победителем на выборах был Жириновский. ASMUS: 99-100.

⁸⁶ По Андрашу Деаку наличие была и необходимость усиления центростремительной силы в стране. DEAK: 42.

Производство России в 1992 г. сверхдраматически сократилось.⁸⁷ У политического руководства страны были точные информации об этих условиях. Министром иностранных дел в это время был Андрей Козырев. Он был последовательным сторонником атлантического курса, который уже в 1992 году дискредитировался, но администрация Ельцина и после осады парламента 1993 года нуждалась в услугах Козырева. Поэтому его отстранили от должности только в конце 1995 — нач. 1996 года.⁸⁸

Стратегия партнерства - доктрина Козырева⁸⁹

Козырев исходит из того, что два враждующих блока исчезли, поэтому Соединенные Штаты Америки и другие западные демократические страны, само собой разумеется, являются естественными друзьями и союзниками России.⁹⁰

В качестве результата он рассматривает проводимые Соединенными Штатами Америки и Советским Союзом переговоры в отношении ограничения вооружения, но при этом Козырев признает, что у России еще нет стратегии. Речь идет лишь о том, что ее признали и есть необходимость в партнерстве.

Одной задачей является «формирование открытого мира демократического российского государства, другой – стабилизация неустойчивого постконфронтационного мира». Он считает, что здесь, в первую очередь, речь идет о Соединенных Штатах Америки и России, обладающих „исторически обусловленными возможностями“ оказания влияния на судьбу мира.⁹¹ В качестве оппонентов партнерства в России Козырев рассматривает тех, кто собирается теперь не столько под красными коммунистическими знаменами, сколько под ультранационалистическими, порой откровенно коричневыми знаменами. Эти силы, по его мнению, согласны по следующим двум тезисам. Первый - об обреченности России на конфронтацию с окружающим миром. Второй - о фатальной непримиримости Востока и Запада.⁹²

⁸⁷ Эрозия российского экономического потенциала, катастрофическое уменьшение ресурсов страны привели к сокращению веса Москвы в мировой экономике...Он по сравнению с Советским Союзом составил одну пятую, по сравнению с уже российским уровнем 1992 года – одну третью часть. Особенно значительно было сокращение промышленного производства, которое к концу 1997 года приблизилось к 50 %-ам. Приводит данные DEÁK: 49-50.

⁸⁸ (Осенью 1993 года) внутривнутриполитические противостояния и параллельные с ними разделённость, вопреки становившейся всё более частой критике, хотя бы до конца конституционного кризиса «забетонировали» атлантический курс. DEÁK: 85.

⁸⁹ Андрей Козырев „Стратегия партнёрства“, изд. Международная жизнь, № 5, 1994, по-венгерски см. KISS Ilona, Tatjana SAKLEINA, Andrej KORTUNOV (szerk.): *Doktrínák és alternatívák. Az orosz külpolitikai gondolkodás: 1992 - 1998*, Alkotmány- és Jogpolitikai Intézet (COLPI), Budapest, 1998. (В дальнейшем: DOKTRÍNÁK) 19-32.

⁹⁰ „...как Россия, так и Запад ...с одной стороны, по нашему совместному демократическому убеждению, с другой стороны потому, что национальные и государственные долгосрочные интересы демократических держав ... в большинстве международных вопросов ... дополняют друг друга“ DOKTRÍNÁK, 19.

⁹¹ DOKTRÍNÁK, 20.

⁹² DOKTRÍNÁK, 21.

Большинство политических и общественных сил выступает за сильную, независимую и процветающую Россию. Отсюда вытекает, что успешной и надежной может быть только такая политика Кремля в отношении Запада и Запада в отношении Кремля, которая будет признавать равноправие и взаимную выгоду обеих сторон, статус и значение России как великой мировой державы. Проблемность этого утверждения заключалась лишь в том, что российская внешняя политика еще не располагала системой условий, необходимых для осуществления проектируемой политики. Подытоживая результат выборов, проходивших в декабре 1993 года, Козырев отметил: *российские избиратели голосовали отнюдь не за восстановление империи или бросок к теплым морям, хотя почти треть из них отдали голоса за партию Жириновского. Скорее, они голосовали против непомерно высокой цены рыночных реформ.*⁹³

По всей видимости, Козырев надеялся получить настоящие, дальнейшие ресурсы из ослабления гонки вооружений: *Не русский народ, а тоталитарная коммунистическая власть растрачивала интеллектуальные и духовные силы нации в бессмысленной гонке вооружений и военных авантюрах в Чехославакии, Венгрии, Афганистане.*

Следующее заключение - *миссия России в том, чтобы быть империей*⁹⁴ - можно считать скидкой, сделанной российскому общественному мнению.

Козырев вновь подчеркивает необходимость партнерства, базирующегося на сотрудничестве и обещает многополюсный мир. Он считает это необходимым потому, что *США при всей их мощи не в состоянии в одиночку управлять всем на свете, с другой стороны потому, что Россия ... остается мировой державой не только в том, что касается ядерной и в целом военной мощи, но и по новейшим технологиям, не говоря уже о природных ресурсах и геостратегическом положении.*

По мнению Козырева к числу преимуществ многополюсного мира относится тот факт, что он более эффективно может вести борьбу с разными видами агрессивного национализма. *Агрессивный национализм сегодня представляет собой не меньшую опасность, чем вчера - угроза ядерного конфликта.*⁹⁵

Говоря о составных частях полного стратегического партнерства Козырев указывает на некоторые противоречия, например, на то, что *„Атлантический альянс был создан для отражения коммунистической экспансии. Для целей же нынешнего этапа этот институт, как бы он ни был эффективен, сам по себе неадекватен в силу того, что у НАТО больше нет военного противника, а в самой НАТО нет России.“*

Анализируя программу организации *„Партнерство ради мира“*⁹⁶ Козырев утверждает, что она в своей сегодняшней фазе соответствует

⁹³ DOKTRÍNÁK, 22.

⁹⁴ DOKTRÍNÁK, 22-23.

⁹⁵ DOKTRÍNÁK, 24-25.

⁹⁶ В других местах: «Партнёрство во имя мира», см. История России, 425.

потребностям сближения России и альянса. В то же время в создании *единой внеблоковой Европы*, по его мнению, главная роль должна принадлежать ОБСЕ (Организация безопасности и сотрудничества в Европе) и в дальнейшем постепенно опираться на ООН, а также внутри нее - на постоянных членов Совета безопасности.⁹⁷

Козырев считает, что - так как доверие не может быть односторонним, поэтому - между Россией и упомянутыми выше организациями необходимо не только взаимное информирование о принятых решениях, но и предварительное согласование подходов. Что касается боснийского кризиса, он замечает, что НАТО приняло решение об объявлении ультиматума боснийским сербам и нанесении воздушных ударов без участия России.⁹⁸ Что касается вопроса бывших советских территорий, существует принципиальная разница мнений между сегодняшним российским руководством и приверженцами российско-имперской политики, - подчеркивает российский министр иностранных дел. *Российские демократы хотят не привилегий, а нормального гражданства и равноправия для русских в этих государствах. Россия с большим трудом добилась учреждения поста Верховного Комиссара ОБСЕ по делам национальных меньшинств. Однако его рекомендации властям Латвии и Эстонии ...не выполняются.*⁹⁹

Для внешней политики Козырева стали роковыми провал Содружества Независимых Государств и шоковая терапия Гайдара¹⁰⁰. Одним словом, в основном то, что правительство оказалось не в состоянии организовать снабжение, обеспечить население товарами.¹⁰¹

Первая коррекция внешней политики была сформулирована в концепции «*Стратегия для России*», опубликованной в августе 1992 года Советом внешней политики и обороны. В официальном документе в России было впервые открыто заявлено, что страна - уже не сверхвеликая, а просто средняя держава. *Уже в одном из первых абзацев сравнивались возможности мировой политики Москвы с Францией, Великобританией, Индией.* Это дало понять, что потеря международного статуса еще незаконченный процесс. Совет считал, что козыревский американоцентризм неправилен и не может быть поддержан. В документе открыто заявлено, что российское руководство не заинтересовано в дальнейшей изоляции России. Было также высказано, что России должна сама встать на ноги. В «*Стратегии для России*» сформулировано, что ядерное оружие остается центральным элементом капитала мировой политики Москвы. В качестве выводов было отмечено,

⁹⁷ DOKTRÍNÁK, 26-27.

⁹⁸ GAZDAG-SISELINA: 29.

⁹⁹ DOKTRÍNÁK, 28,31.

¹⁰⁰ То есть люди отвернулись от либералов именно из-за их внутренней политики. Егор Гайдар был заместителем премьер-министра до декабря 1992 года и на этом посту «прославился» как применитель «шоковой терапии». DEÁK: 55.

¹⁰¹ DEÁK: 64.

что та территория, на которой Россия может играть роль международного миротворца, с точки зрения мировой политики – маргинальна. В документе однозначно подчеркивается, что и в дальнейшем важным считается поддержание контактов с Западом.

Учитывая вышесказанное, наверное, не будет удивительным, что во втором полугодии 1992 года Министерство Иностранных дел под руководством Андрея Козырева потеряло свою существующую до этого omnipotentность над внешней политикой. Одним из определяющих соперников стал Совет Национальной безопасности, функционирующий под руководством Юрия Скокова. Эта организация была создана в мае 1992 года параллельно с Военным Министерством и первоначально в неё входили представители силовых организаций, к ней относились – в узком смысле – вопросы безопасности и военной политики. Помимо вопросов, касающихся армии, Совет стал вскоре главным форумом, выносящим решения и по вопросам политики ближнего зарубежья. В конце концов, в первом полугодии 1993 года под эгидой разработки доктрины политики безопасности он предъявил свои претензии на формирование всех вопросов внешней политики.¹⁰²

6 мая 1992 года Вацлав Хавел, Лех Валенса и Йозеф Анталл, то есть руководители стран Центральной Европы, так называемых вышеградских стран (государств – членов вышеградского договора), заявили о том, что их целью является полноправное членство в НАТО.¹⁰³ В конце года в Америке проводились президентские выборы. Когда 20 января 1993 года в Соединенных Штатах Америки прошла инаугурация нового президента Билла Клинтона, ему пришлось столкнуться с тремя вопросами: в Европе на Балканах лилась кровь, страны Центральной Европы стремились стать полноправными членами НАТО, в России же царила неопределенность.¹⁰⁴

Россия интересовала Билла Клинтона изначально. В апреле 1993 года в Ванкувере он встретился с президентом Ельциным и предоставил ему гуманитарную помощь на сумму 1,6 млрд. долларов. Фотографии из Боснии напоминали Холокауст. 1 мая 1993 года было снято эмбарго на поставку оружия и были начаты воздушные бомбардировки сербских формирований в Боснии.¹⁰⁵ Клинтон вскоре пришел к выводу, что наряду с Россией необходимо что-либо предпринимать и с НАТО, вернее вопросы России и НАТО следует решать одновременно. Война в Боснии обеспечила для НАТО возможность выполнения такой новой задачи, которая ранее не фигурировала среди задач, стоящих перед Северо-Атлантическим блоком, а именно: задачи миротворчества. В августе 1993

¹⁰² DEÁK: 76-79.

¹⁰³ ASMUS: 49.

¹⁰⁴ ASMUS: 51, 53.

¹⁰⁵ ASMUS: 55, 57.

года в интересах сближения стран членов НАТО и стран, не являющихся членами НАТО, была создана программа под названием «Партнерство во имя мира».¹⁰⁶

В августе 1993 года Леху Валенсе удалось добиться у Бориса Ельцина, находившегося в Варшаве, подписания коммюнике, согласно которому российский президент не был против вступления Польши в НАТО. По словам свидетелей президент России был трезв. Подобный неожиданный шаг Валенсы заставил задуматься и побудил к действиям американское руководство.¹⁰⁷

Результат выборов в России, проводившихся в конце года, активное давление республиканцев, а также 10-миллионная польская диаспора сыграли для американского руководства большую роль в том, что в начале 1994 года правительство Клинтона определенно решило: вопрос не в том, будет ли расширено НАТО, а в том, когда.¹⁰⁸

Для американцев было важным добиться того, чтобы Россия не считала НАТО своим врагом, поэтому с помощью программы «Партнерство ради мира» они намеревались привлечь Россию к процессу миротворчества в Боснии. Осенью 1994 года в Европе существовало два неразрешенных вопроса. Один из них – Босния, другой – Россия. В декабре 1994 года, находясь в Будапеште, Борис Ельцин удивил всех своим резким протестом против расширения НАТО. Американцы и их европейские союзники пришли к выводу, что с вопросом расширения НАТО им необходимо подождать до 1996 года, то есть до российских президентских выборов. До того момента им следует лишь уточнить практические вопросы вступления в Северо-атлантический блок.¹⁰⁹

В конце марта 1994 года НАТО начало бомбардировки сербских формирований в Боснии, что вызвало протест со стороны России, но в первом полугодии 1995 года в рамках IFOR страны НАТО и страны, не являющиеся его членами, в том числе и Россия, приняли совместное участие в миротворческой деятельности в Боснии. В свою очередь, в мае 1995 года боснийские сербы взяли в плен несколько сот солдат миротворческих сил ООН и приковали их к телефонным столбам, желая тем самым вынудить НАТО отказаться от дальнейших акций. Новый президент Франции Жак Ширак был разъярен. Это последняя капля, – заявил он Клинтону, – настало время выступить против них. Американский президент пришел к этому же выводу, особенно после того, как получил известие о кровавой бане в Сребренице 17 июля 1995

¹⁰⁶ ASMUS: 74.

¹⁰⁷ Валенса сообщил Ельцину, что Польша либо станет союзником Украины, либо вступит в НАТО. Он сразу же заметил, что Польша охотнее вступила бы в НАТО, так как польско-украинская коалиция автоматически приобрела бы антироссийский характер. ASMUS: 76-77.

¹⁰⁸ ASMUS: 104.

¹⁰⁹ ASMUS: 120, 147, 150, 157.

года.¹¹⁰ В конце августа против боснийских сербов, атакующих Сараево, была начата военная операция Deliberate Force. В начале октября боснийские сербы отступили.¹¹¹ 25 ноября 1995 года был подписан дайтонский договор, согласно которому этническое разделение Боснии, казалось, поставило точку в боснийской войне.¹¹²

23 октября 1995 года в разговоре с американским президентом Клинтон Ельцин заявил, что у россиян аллергия на НАТО.¹¹³ Вскоре Ельцина стали вновь занимать другие проблемы. Во время декабрьских выборов в Думу победили коммунисты. Они получили больше всего голосов.¹¹⁴ По результатам опроса общественного мнения Ельцина поддержало лишь 5% опрошенных.¹¹⁵ Результат российских выборов стал сюрпризом и для американского руководства.¹¹⁶

НАТО направило в Боснию 60 000 военнослужащих. 6 января 1996 года на место министра иностранных дел Козырева Ельцин назначил руководителя российской внешней разведки Михаила Примакова. В российской прессе его считали приверженцем евразийского направления. Было хорошо известно, что во время инициированной Бушем войны в Персидском заливе Примаков поддерживал Саддама Хуссейна.¹¹⁷

Доктрина Примакова ¹¹⁸

Евгений Примаков, как это показали и последующие месяцы, был ярким противником расширения НАТО.¹¹⁹ На его письменном столе стоял бюст министра иностранных дел времен Александра II - князя Горчакова, чьим лозунгом было высказывание - Россия не сердится, а сосредоточивается.¹²⁰

¹¹⁰ ASMUS: 191-192. По данным международного общества Красного Креста в период с 12 по 16 июля 1995 года в Сребренице было убито 7079 боснийских мусульман. Большинство жертв было безоружными.

¹¹¹ ASMUS: 193-194.

¹¹² ASMUS: 158, 195.

¹¹³ ASMUS: 198.

¹¹⁴ 17 декабря 1995 года окончательные результаты выборов в Думу: коммунисты - 22,3%, ЛДПР - 11,2%, Наш дом - Россия - 10,1%. *История России*, 417.

¹¹⁵ В течение 1994 года экономику не удалось привести в порядок, в декабре 1995 года во время парламентских выборов рейтинг Ельцина составил примерно 5%. DEAK: 109.

¹¹⁶ В рождественский вечер 1995 года Клинтон отозвал в сторону заместителя министра иностранных дел Строба Талботта и спросил его: «Сколько еще выборов необходимо провести, чтобы выбрали не фашистов и не коммунистов?» «Много, - ответил Талботт. - Смысл в том, что выборы проводятся. В конце концов выборы будут правильными» ASMUS: 200.

¹¹⁷ ASMUS: 209.

¹¹⁸ Евгений ПРИМАКОВ: „Международные отношения накануне XXI века: проблемы, перспективы“ *Международная жизнь*, № 10, 1996. GAZDAG-SISELINA: 33-45.

¹¹⁹ ASMUS: 211, 215.

¹²⁰ «Новое направление внешней политики» было обосновано в докладе министра Александру II и изложено в циркуляре от 21 августа 1856 года, разосланном посольствам:

В своих исследованиях Примаков исходит из того, что конфронтация между двумя блоками исчезла, но это не означает, что демократические принципы были автоматически реализованы в международных отношениях. Расширилась зона регионального конфликта, появился терроризм. Двуполосный мир стал многополюсным. После роспуска Варшавского Договора, а затем вслед за распадом Советского Союза большинство государств Центральной Европы изменили свою ориентацию, их отношения с Россией стали свободнее. Характер отношений России и СНГ случаен.

Примаков считает, что в Западной Европе интерес к «евроцентризму» постепенно подавляет евроатлантическую интеграцию. Параллельно с укреплением позиций Японии ослабляется военно-политическая зависимость Европы от Соединенных Штатов Америки.

По мнению Примакова самостоятельность Китая возросла. На основании этого был сделан вывод, согласно которому мы пока еще не можем утверждать, что многополюсный мир уже существует, также мы не можем говорить и о том, что характер международных отношений сформировался.

Говоря об условиях перехода к новому миропорядку Примаков исходит из тезисов приверженцев школы Realpolitik. *„Намерения в политике - переменная величина, в то время как потенциал - постоянная.“*¹²¹

Он вспоминает, что в 1989-1990 годы западные государства обещали Советскому Союзу, что в случае объединения Германии расширения НАТО в восточном направлении не последует.¹²² (Русские и американцы по-разному вспоминают 1990 год. Американские дипломаты решительно утверждают, что об этом и речи не было, так как они имели право вести переговоры только о будущем Германии, поэтому о будущем НАТО не могло быть и речи).¹²³

Примаков касается также и задач борьбы с международным терроризмом; решение этой задачи, по его мнению, наилучшим образом может быть выполнено в рамках ООН.¹²⁴

Утверждение, что из холодной войны одни страны вышли бы победителями, другие - побежденными, неверно, ведь по обе стороны „железного занавеса“ (русские и Запад - Г.Г.) партнёры, совместными усилиями освободились от политики конфронтации. Необходимо координировать акции международной

„Говорят, Россия сердится. Нет, Россия не сердится, а сосредотачивается,“ то есть собирается с силами.. Цитата из «Российская дипломатия в портретах». «Международные отношения» Москва 1992, 210. По-венгерски см. DIÓSZEGI István: A hatalmi politika másfél évszázada, História-MTA Történettudományi Intézete, Budapest 1994. 115. В начале 1990-х годов положение Советского Союза, потом Российской Федерации напоминало то, в каком была царская Россия в середине XIX века, когда Парижский мир 1856 года положил конец её европейской гегемонии и она лишилась титула сверхдержавы. DIÓSZEGI: 112.

¹²¹ DOKTRÍNÁK, 33-34.

¹²² DOKTRÍNÁK, 35.

¹²³ ASMUS: 35.

¹²⁴ DOKTRÍNÁK, 35.

общественности в интересах урегулирования конфликтов, в области снижения вооружения, а также в укреплении гуманитарных, правовых компонентов безопасности, в оказании необходимой поддержки тем странам, развитие которых сталкивается с трудностями.¹²⁵

Наряду с тем, что Россия была рада дайтинскому урегулированию вопроса, принесшего мир в Боснию и Герцеговину, она была удовлетворена также и временным прекращением боевых действий в Приднестровье, Абхазии, Южной Осетии и Нагорном Карабахе. Примаков отмечает, что о стабильном мире говорить еще рано. На палестинских, сирийских и ливанских направлениях успеха можно добиться лишь основываясь на принципе «территории в обмен на мир», резолюциях Совета Безопасности ООН.

Примаков отмечает, что после выборов, проведенных 14 сентября 1996 года, возможность стабильного мира в Боснии и Герцеговине выросла, но в тоже время нельзя исключить и возможность возникновения новой конфронтации.¹²⁶ Он заявил о готовности России принять участие в обеспечении, по всей видимости, длительного военного и полицейского присутствия в Боснии и Герцеговине. Была подчеркнута потребность вовлечения Югославии в международную жизнь: необходимо восстановить членство Белграда в ООН и Организации по безопасности и сотрудничеству в Европе.

Примаков отмечает, что разработан и готов к подписанию Договор о всеобъемлющем запрещении ядерных испытаний, согласно которому ядерный арсенал должен храниться на территории только ядерных держав.¹²⁷

По мнению Примакова с началом «постконфронтационного периода» становится особенно важной модернизация Договора об обычных вооруженных силах в Европе.

Теоретически он рассуждает о том, что в концепциях международной безопасности одним из центральных вопросов по-прежнему остается вопрос прав человека, возникает все большая необходимость защиты прав национальных меньшинств, хотя ситуация осложняется тем, что защита прав национальных меньшинств должна быть совмещена с принципом территориальной целостности указанного государства. Это утверждение касается стран Балтии, особенно Латвии и Эстонии, где дискриминационная политика используется в отношении русскоязычного населения. Примаков считает, что ООН и другие международные организации должны вести более активную работу по защите национальных меньшинств.¹²⁸

¹²⁵ DOKTRÍNÁK, 36.

¹²⁶ DOKTRÍNÁK, 37.

¹²⁷ DOKTRÍNÁK, 38.

¹²⁸ DOKTRÍNÁK, 39.

Российский министр иностранных дел обращается к опыту прошлых лет и анализирует, в чем же заключался секрет успешной европейской системы безопасности. С точки зрения Примакова во время холодной войны стабильность на европейском театре была достигнута за счет баланса сил. Но европейские страны, США и Канада уже в последние десятилетия пришли к заключению, - отмечает Примаков - что необходимо подписать хельсинкский Заключительный акт, основное предназначение которого было в фиксации государственных границ, образовавшихся в результате второй мировой войны.

*После окончания холодной войны некоторые европейские государства – Советский Союз, Чехословакия, Югославия – распались, на их территориях образовался ряд новых государств, но их границы уже не фиксируются и не гарантируются хельсинскими договоренностями, в результате этого Европа стала зоной региональных конфликтов.*¹²⁹

На внешнеполитическом уровне Примаков перечисляет следующие угрозы для Европы: среди глобальных - ядерное оружие, но не менее опасными он считает регионально-локальные конфликты, и только после них следуют «нетрадиционные угрозы», которые связаны с международным терроризмом, организованной преступностью или исходят из нарушения прав национальных меньшинств.

По мнению Примакова ОБСЕ единственная действительно универсальная общеевропейская организация¹³⁰ и в решении указанных выше конфликтов ей следовало бы опираться на СБ ООН.¹³¹

Между НАТО и Россией создались особые отношения, которые должны быть урегулированы. *Особое внимание, - и это вновь точка зрения Примакова, - следует уделить тому факту, что НАТО со времен окончания холодной войны еще не трансформировалось. Он считает, что возможное членство России в НАТО ничто иное как «лукавство».*¹³²

Это исследование свидетельствует о том, что Примаков стремится оказать влияние на сроки и условия расширения НАТО.¹³³

Помимо ОБСЕ, специализирующейся лишь на европейских проблемах, самой важной международной организацией является Организация Объединенных Наций. Это утверждение является центральным элементом концепции Примакова. Он считает, что ООН

¹²⁹ Об этом свидетельствует и то, что югославский кризис разразился в центре Европы, в Нагорном Карабахе возник армяно-азербайджанский конфликт, затем остальные: грузино-абхазский, грузино-осетинский, далее конфликт между Молдавией и Приднестровьем являются такими примерами, которые лишь подтверждают данное утверждение. Примаков использует вопрос беженцев также в качестве доказательства: „Страны-члены ОБСЕ приняли ... 4,5 миллиона людей ... На долю России приходится ... около 500 тысяч человек”. DOKTRÍNÁK, 40.

¹³⁰ DOKTRÍNÁK, 41.

¹³¹ DOKTRÍNÁK, 42

¹³² DOKTRÍNÁK, 43.

¹³³ „Для России заведомо неприемлем тот факт, согласно которому содержание, сроки и условия расширения НАТО заранее определены.” DOKTRÍNÁK, 43.

является главным механизмом, способным обеспечить беспрепятственный переход от двухполюсного ... к многополюсному миру.

Примаков убежден в том, что главной задачей ООН и в дальнейшем остается поддержание международного мира и безопасности. Он обращает внимание на главный изъян мировой организации, а именно на так называемый «санкционный синдром», то есть, например, на сегодняшний момент не предусмотрена четкая процедура по снятию санкций. По мнению министра, ООН и в дальнейшем должна оставаться единственной организацией, дающей санкции на применение силовых методов. Любые подобные действия в обход Совета Безопасности ООН необходимо исключить.¹³⁴

Говоря о России Примаков считает, что ООН должна больше внимания уделять пространству СНГ, где „пока основную роль приходится играть России и ее партнерам по Содружеству”.¹³⁵

По сравнению с теорией Козырева о едином мире доктрина Примакова посвящена многополюсному миру, то есть речь идет о множестве небольших миров. Если у Козырева – по крайней мере в начале – нет курса самостоятельной российской внешней политики, и в принципе он приспосабливается к американским внешнеполитическим ожиданиям,¹³⁶ Примаков же считает важными полюсы, существующие вне Соединенных Штатов Америки, среди них он называет также и Европу, которая может быть использована в противопоставлении США.

Козырев признает слабость России, запугивая мир красно-коричневым империализмом российских сил и в качестве источника опасности называет агрессивный национализм постсоветского пространства. Примаков не говорит о подобных вещах, он, в свою очередь, сотрудничает с НАТО в миротворческой деятельности в Боснии и если уже не удалось полностью воспрепятствовать расширению НАТО, он пытается выставить в связи с этим свои условия. На территории СНГ Примаков выступает в роли миротворца. В театре мировой политики он стремится к развитию ООН и ОБСЕ, организаций, в которых Россия является постоянным членом и может оказать влияние на принятие решений.

В работе Примакова мы встретились со значительно большим количеством конкретных предложений, его концепция базируется на позициях страны, в них чувствуется стремление повлиять на формирование судьбы мира.

В обеих концепциях общей является тема Прибалтики, здесь с точки зрения прав человека говорится о проблемах проживающего там

¹³⁴ DOKTRÍNÁK, 44.

¹³⁵ DOKTRÍNÁK, 45.

¹³⁶ Согласимся, что он не может поступить иначе, так как в период проведения переговоров Россия озабочена серьезными внешнеполитическими проблемами. (Г.Г.)

русскоязычного населения. По сравнению с работой Козырева, Примаков приводит по данному вопросу более конкретные предложения. Интересно, как Примаков раскрывает проблему национальных меньшинств, которую он достаточно тесно связывает с вопросом целостности границ.¹³⁷ В исследовании Козырева мы с подобными определениями не встретились.

В книге Андраша Деака период, начавшийся с января 1996 года, а именно с момента назначения Примакова министром иностранных дел, характеризуется как период российской великодержавной политики.¹³⁸ То, что Ельцин, несмотря на свой провал в декабре 1995 года (индекс его популярности составил всего 5%), решил выставить свою кандидатуру на президентских выборах летом 1996 года, по мнению Деака, было решено в марте 1996.¹³⁹ Андраш Деак считает, что русские придавали слишком большое значение расширению НАТО; несмотря на урегулирование югославского вопроса, Москва неглижировала дипломатические процессы древнего континента. Тем самым с точки зрения поиска партнеров и оказания влияния она вычеркнула из рядов своих союзников самое перспективное пространство.¹⁴⁰

В отношении российского руководства в течение 1996 года интересные замечания были сделаны Юрием Батуриным, секретарем Совета Оборона - среди прочих по вопросу территориального перемещения россиян.¹⁴¹

Во времена Примакова, с одной стороны, споры о характере России как великой державы оказались в безвоздушном пространстве, с другой стороны, атлантизм начала 90-х годов преобразился, так как советско-российское великодержавное наследие было осознанно принято.¹⁴²

¹³⁷ „Во многих регионах мира обострилась необходимость защиты прав национальных меньшинств. Но сложность этой ситуации создает необходимость совмещения защиты прав национальных меньшинств с соблюдением принципа территориальной целостности различных государств. Россия ориентирует свою политику именно на такое совмещение. Это относится в полной мере и к странам Балтии.” DOKTRÍNÁK, 39.

¹³⁸ DEÁK: 109.

¹³⁹ DEÁK: 110.

¹⁴⁰ DEÁK: 113. В так называемом отчете Каганова 1995 года содержалась информация о том, как надо блокировать расширение НАТО. DEÁK: 112.

¹⁴¹ В 1996 году в Совете безопасности был подготовлен проект доктрины, в котором наряду с Германией и США, в качестве опасных с точки зрения международной безопасности стран, были названы Япония и Китай. Юрий Батурин, секретарь Совета Оборона, отметил следующее: *ни Россия, ни США не хотят видеть Китай в качестве доминирующего фактора в Азии. Япония также не заинтересована в укреплении Китая, то есть, она наш партнёр.* Что касается демографических процессов Дальнего Востока, *жизненное пространство России на Дальнем Востоке сужается катастрофичнее, чем в Европе.* В 90-е годы российская экономика сокращалась в год на 10%, в Китае - на 10% росла, в результате этого российский Дальний Восток стал еще более маргинальным. С другой стороны, экономика России и Китая не может быть гармонично объединена, так как обе стороны не могут поставлять друг другу никаких таких стратегических товаров, от которых они в данном случае не могли бы отказаться. DEÁK: 118 - 120.

¹⁴² DEÁK: 134-135.

Финансовый кризис, разразившийся в России в августе 1998 года, не только снял с повестки дня западную интеграцию, но и вывел из власти группы молодых либералов. Изрядно сдавший морально и физически Ельцин был не в состоянии в значительной мере оказывать влияние на происходящее. Выборный сезон 1999-2000 гг. не предвещал ничего хорошего, туманными были и перспективы послеельциновской России. Западная оценка Москвы радикально упала. Эти процессы были кульминационными во время конфликта в Косово весной 1999 года, но на парламентских выборах 1999 года уже доминировала борьба двух ельциновских групп: коммунисты и ЛДПР ушли на задний план.¹⁴³

12 марта 1999 года вступление в НАТО трех центрально-европейских стран стало окончательно свершившимся фактом.¹⁴⁴

Война в Боснии и в Косово, а также связанное с этим расширение НАТО послужили почвой и для панславистских представлений.

Балканы через панславистскую призму

Наталья Нарочницкая, проработавшая в 1980-е годы несколько лет сотрудником советской миссии в Нью-Йорке, говоря о берлинском конгрессе 1878 года, а также о событиях первой и второй мировой войны, активно использовала понятие панславизма.¹⁴⁵ Она упоминает о сербах как о пионерах «*православной цивилизации*», осуждает бомбардировки НАТО „*беззащитного Белграда*” в 1999 году, затем отмечает совпадение планов НАТО и пангерманских планов 1911 года.¹⁴⁶

Нарочницкая считает, что марксистская доктрина первоначально не была приспособлена для построения государства, поэтому во времена Сталина в тридцатые годы появилась необходимость обращения к прошлому России, к доктрине защиты национальных интересов. Вследствие этого российская история была частично реабилитирована большевиками, в 1939 году большевики отменили также и антирелигиозные санкции.¹⁴⁷

В дискуссии по вопросу русинов Нарочницкая приводит интересные факты и осуждает поведение Болгарии, предоставившей НАТО в 1999 году свое воздушное пространство для бомбардировок Югославии.¹⁴⁸

¹⁴³ DEÁK: 151-152.

¹⁴⁴ ASMUS: 13.

¹⁴⁵ НАРОЧНИЦКАЯ: 155, 311 занимается вопросом западных антироссийских настроений на Балканах.

¹⁴⁶ НАРОЧНИЦКАЯ: 400, 210, 225.

¹⁴⁷ НАРОЧНИЦКАЯ: 236-237, 243.

¹⁴⁸ НАРОЧНИЦКАЯ: 434, 435, а также 422.

Попытка раскрытия более глубокой связи событий была предпринята и философскими исследованиями. Среди первых стоит назвать монографию «Ревани истории: российская стратегическая инициатива в XXI веке» Александра Сергеевича Панарина, известного как автор многих книг по политологии и философии.¹⁴⁹

Александр Панарин¹⁵⁰

В то время как Александр Дугин и Владимир Жириновский концентрировались прежде всего на Европу и Индию, философ Александр Панарин в первую очередь уделял особое внимание Востоку: Китаю, Японии и Индии. Он считал эти государства потенциальными союзниками. Этим он отличается и от Владимира Жириновского, так как согласно его заявлению: *новые инициативы следует ожидать не с экономически бедного Юга, а от духовно богатого Востока. В качестве угрозы миру, ставшему однополюсным, он называет миграцию потребительского типа, так как динамичные элементы общества отрекутся от своей национальной принадлежности и ведут себя как кочевники, скитающиеся в мире в погоне за успехом.*¹⁵¹

Советский Союз, по мнению Панарина, был создан в результате катастроф и в сравнении с Западом стал военной базой Востока, выдвинутой на передний план, в свою очередь, он и в дальнейшем остается рабом западного принципа, рабом нигилистской модернизации.

Почему же Китай не был способен инициировать создание новой системы норм? Ответ скрывается в созданном о России представлении: Россия - это страна, где есть место моральному, религиозному, целостному принципу и материальной силе, дающей этому практический вес.

Что касается предположений относительно будущего Центральной Европы имеет смысл привести его следующие слова: *Пока существовал Советский Союз, покушавшийся на суверенитеты во имя пролетарского интернационализма, национализм Центральной и Восточной Европы был антикоммунистическим. Однако сразу после распада Советского Союза он стал антилиберальным и, говоря о его перспективах, превратился в противника атлантизма.*

Автор ссылается также на Хантингтона. Он убежден, что Восточная Европа потеряна для русских вместе со славянскими народами. Центральную Европу объединит Германия.¹⁵²

¹⁴⁹ А.С. Панарин: *Ревани истории: российская стратегическая инициатива в XXI веке* – первая попытка создания баланса цивилизаций указание перспектив на пороге XXI века. GAZDAG-SISELINA: 438. *Россия в циклах мировой истории*. Москва, 1999, Издательство московского Университета. GAZDAG-SISELINA: 377-416.

¹⁵⁰ Александр Сергеевич Панарин скончался в возрасте 63 лет в 2003 году. GAZDAG-SISELINA: 438.

¹⁵¹ GAZDAG-SISELINA: 387.

¹⁵² GAZDAG-SISELINA: 413-414.

Едва ли можно считать беспочвенными утверждения Панарина, что тотальная деградация глобальной власти бросает несравнимо больший вызов человечеству, чем тоталитаризм, появившийся ранее на национальном и региональном уровнях.¹⁵³

Выводы

Благодаря *гласности* период от Горбачева до Ельцина обеспечил российской общественности возможность ознакомиться и с публикациями небольшевистской внешней политики прошлого.

С распадом Советского Союза Россия потеряла огромные территории, и последствия этого факта ей не удалось осмыслить до сих пор. Советское имперское прошлое с 1992 года оказалось не менее сильным, чем досоветский период, в то же время систематически ухудшающиеся экономические параметры неоднократно ставили под вопрос способность функционирования российского государства вообще. Непосредственно после рождения ельцинской России на первый план вышли предложения в области геополитики, и в свою очередь, в уже осуществленной политике главенствовали практические точки зрения, связанные с ядерным оружием советского периода и враждебным представлением о НАТО. Прежде всего, вследствие серьезного экономического спада во второй половине 90-х годов российское жизненное пространство значительно сократилось, московские политики отказались от односторонней атлантической ориентации предыдущего периода и пытались расширить жизненное пространство России. Успех Примакова частично объясняется этим, хотя его взгляд на расширение НАТО ограничил и его собственные возможности.

Существенная российская внешняя политика не вообразима без экономического становления России. В середине 90-х годов основной проблемой Москвы была проблема ближнего зарубежья, по всей видимости, подобное состояние вещей сохранится и в будущем. „Русскоязычное население“, оказавшееся за пределами границ России, в любом случае, будет играть в этом вопросе свою роль, вопрос лишь в том – какую. Неизвестно также еще и то, какими темпами будет развиваться российская экономика, какова будет ее структура, и в соответствии с этим: каким будет направление ее развития, потому что российская внешняя политика с европейской ориентацией может быть достаточно разнообразна, в ней могут вместе сосуществовать сформировавшиеся ранее внешнеполитические направления.

¹⁵³ GAZDAG-SISELINA: 414.

Róbert László Holndonner

September 11, 2001 and its international ramifications under the first presidency of George W. Bush

Dividing the continuum of history into several distinctive periods is almost always artificial and retrospective in nature. Among people studying social sciences, the statement that people living at turning-points of history – for instance, in the year which is considered to be the end of the Antiquity and the beginning of the Middle Ages – were not aware of the significance of the changes they lived through is a commonplace. In our accelerated and „documentaristic” postmodern world, however, the truth value of the previous statement is somewhat changed: owing to our living more consciously, the majority of common people also know what they can consider to be a landmark, an epoch-making event – it is true even if people do not feel the change in their very everyday life. The end of the Cold War period, which meant the beginning of a new world order, can be considered to be such a landmark – however, its exact date can be debated. The situation is somewhat different in the case of the subject of this study: September 11, 2001 is indisputably the defining date of current history. Of course, I do not want to suggest that the events of that day are without any antecedents or that no significant events have happened in world politics since then, but I am firmly convinced that it is highly remarkable that current affairs and processes of various kinds are connected to this one single date in scientific as well as public discourse.

As we all know, this date was the day on which the United States was attacked by terrorists in a way and with a result being unprecedented in American history. However, its significance does not lie in the very fact of being unprecedented. It lies in its consequences. From that day on, everything has been subordinated to the war¹ on terrorism. This is true of US homeland security measures, US legislative activity, and US involvement in world affairs. New models, new conceptions have been drawn up and applied. These, however, are not confined to the United States alone, as it has to be observed and noticed that the United States of America – the leading political, economic, and military power, the only superpower of the world today – serves as a model in many parts of the world, and is a determining factor for the whole community of the world. It serves as a model for all states of the Western world, and the processes generated by it influence all the nations and peoples of the world: their mentality, their behavior, their way of life.

Unfortunately – owing to the limiting quantitative and qualitative generic framework of such a study –, I cannot present an overall view of the events. So, instead of that, I would like to highlight one especially relevant area affected

¹ BALOGH, András: *Háború és béke 2002-ben – Van-e beleszólásunk?* Európa Ház. Budapest 2002. 3-4.

by the attacks with the dual aim of describing and criticizing the administration's responses to the attacks in the area concerned: namely, US foreign affairs and world politics after 9/11. In the course of my work, I intend to focus on those – predominantly negative – responses that have truly made all the difference.²

International affairs in the post-September 11th world – a broad outline of current history and the overall evaluation of the events

Relevant issues not discussed in this study – such as the changes in the orientations and the structure of the national security apparatus or the constitutional worries induced by disorders concerning the balance between security and liberty – may have an effect on people living outside of America. Given that the United States has been considered to be the incarnation of „freeness”, by discrediting itself in this respect, it may justify the deeds of the terrorists in two ways: first, their actions has turned out not to be totally senseless as they managed to achieve something that they wanted to; second, people living in non-Western cultures may deduce that the American model is „not that perfect” and the American way of thinking is „not that consistent” as they are „advertised” to be. Moreover, changes in the USA may affect the way of life of people living all over the Western world as well: for Western states, America is a model, a reference point, and the measures of its government are often considered to be worthy of imitation. Nonetheless, these issues are annoying and worrying mainly for people living in America, and they cannot be treated but to be home affairs, with which the international community has nothing to do. On the other hand, the Bush doctrine and actions taken in the name of it are of particular relevance concerning international affairs: they directly influence international matters, and they must have far-reaching effects on world politics – both the surface activities and the basic underlying principles which govern them.

President Bush took a clear and determined standpoint without hesitation: in his speech delivered in the evening of the tragedy, he promised that the United States would track the terrorists down and punish them, and that the United States would not distinguish between the perpetrators³ of the attacks

² You can find a relatively detailed analysis (in Hungarian) of other aspects of the 9-11 terrorist attacks in one of my studies published formerly – HOLNDONNER Róbert László: *Az amerikai arab „kisebbség” – 2001. szeptember 11-e előtt és után.* IN: KRIZMANITS József (ed.): *Politikai Elemzések IV./2.* October 2004, *Kisebbségpolitika és határon túli magyarság.* Író Gergely Alapítvány, Budapest 2004. 173-197. – and another study of mine being published simultaneously with this one – HOLNDONNER Róbert László: *Terrorizmus napjainkban – amerikai szemmel,* IN: KRIZMANITS József (ed.): *Politológiai Elemzések I./1.* Autumn 2005. – „*Iszlám fundamentalizmus” és terrorizmus?*. Gondolat, Budapest 2005. You may also consult my thesis paper in English –HOLNDONNER Róbert László: *Political Responses to September 11, 2001.* ELTE; Budapest 2004.

³ Obviously, he thought of the ones who had laid the scheme for the attacks and the ones who had been supporting them directly from the background.

and the ones who provide shelter for them.⁴ Shortly after these declarations, on October 7, 2001, the U.S. launched its operations against the Taliban regime – accused of harboring Osama bin Laden, the suspected „top-level coordinator” of the attacks – in Afghanistan, while on March 19, 2003, Operation Iraqi Freedom began. Meanwhile, the Bush doctrine – that is, the legitimization of preemptive strike – was put into writing publicly and officially, when the new National Security Strategy of the United States of America was released on September 17, 2002. Although the present „sudden advance” of neoconservative (also known as democratic imperialist) foreign policy is far from being absolute⁵ and is not totally unreasonable, its implications and outcomes are definitely negative and irrevocable at the same time. And this combination of attributes is the worst possible constellation. Consequently, this approach to international relations should be altered as – although events of the past cannot be undone – clear measures of self-criticism might be still somewhat reconciling. In the following, I intend to argue and elaborate on these issues.⁶

Possible theoretical interpretations of the present international framework – the clash of civilizations?

With the last decade of the second millennium, mankind arrived at the beginning of a new phase in its history. Around the end of the Cold War,

⁴ Source of information: <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010911-16.html>.

⁵ The neoconservative group under the first term of George W. Bush was not as populous as their influence suggests. From among well-known top-level policymakers, only Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz, Under-secretary of Defense Doug Feith, Assistant Secretary of Defense Peter Rodman, Deputy National Security Advisor Steve Hadley, and Richard Perle, the ex-chairman of the Defense Policy Board of the Pentagon might have been ranked among them. Beside this wing, the realist-pragmatist Secretary of State Colin Powell and the „aggressive nationalist” „old-fashioned” national-interest conservative Vice President Dick Cheney and Secretary of Defense Donald Rumsfeld also had considerable influence on US foreign policy. Neoconservatives were criticized by libertarians, „business conservatives”, and „paleoconservatives” alike. As a reference, for this brief summary, I have used the following unpublished note prepared at the 7. Territorial Department of The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Hungary: CSABA, Gábor: *A neokonzervatívok hatása az amerikai külpolitikára*. Budapest, 2003. Max Boot – in his article, BOOT, Max: *Think Again: Neocons*, Foreign Policy, January-February 2004. Carnegie Endowment for International Peace. Washington 2003. – supports this statement by adding characteristic „policy items” being non-neoconservative. He says: „Yet the triumph of neoconservatism was hardly permanent or complete. The administration so far has not adopted neocon arguments to push for regime change in North Korea and Iran. Bush has cooled on the ‘axis of evil’ talk and has launched negotiations with the regime in North Korea. The president has also established friendlier relations with Communist China than many neocons would like, and he launched a high-profile effort to promote a ‘road map’ for settling the Israeli-Palestinian conflict that most neocons (correctly) predicted would lead nowhere.”

⁶ By the way of introduction: the idea of the clash of civilizations; the questionable nature of preemptive strike in international law; unilateralism and the transatlantic alliance; practical considerations concerning the applicability of the Bush doctrine etc.

several visions came to the limelight that attempted to sketch a model for the new era being in the course of formation. Some prophesied the return of traditional rivalries between nation states, others foretold the decline of the nation state from the conflicting pulls of tribalism and globalism, while two distinguished and „daring” minds came forward with one compelling theory each, which totally contradicted each other: the one was Francis Fukuyama with his „end of history”, the other Samuel P. Huntington with the „clash of civilizations”.⁷

Some might argue that traditional rivalries between nation states have not ceased to exist, but it cannot be denied that they are of regional concern, and they are far from determining the course of current history. Others might argue that nation states are declining, and they are defeated by „regionalization” and „globalization” – it cannot be denied that certain (or rather: many) signs and tendencies do support this hypothesis –, but everyone has to admit that these tendencies are hard to grasp at present time. Opinions also differ whether we experience the omens of entering the era of the clash of civilizations – in any case, this scenario is somewhat supported by the underlying logic of the nowadays widely accepted theory of globalization and the surface phenomena attributed to the tendency termed globalization.⁸ Only one thing is certain: after September 11, 2001, we cannot talk about the end of history. As far as I am concerned, we do not live in the era of the clash of civilizations, but if the political leadership of the United States is not careful enough, and if moderate Islamic leaders does not remain well-meaning in the future, the current war on terrorism has the imminent potentiality to turn itself into a fight between the Western and the non-Western world. This would mean the realization of Huntington’s pessimistic vision.

Optimists might argue that the US government tried to do everything to defend the Arab American population, which was exposed to rude attacks from the prejudiced part of the hurt white majority. President Bush also emphasized several times that the United States of America does not wage war against the Muslim world and it does not intend to take vengeance on the Afghan or the Iraqi people. What is more, the other side also reacted positively: almost all influential Muslim leaders and scholars put it clearly that „Islam is the religion of tolerance”, and that „attacking innocent children, women, and civilians is not courageous and will be punished on the day of judgment”; at the same time, they distanced themselves from the Al Qaeda by stating that „Osama bin Laden is trying to ‘hijack’ Islam and the good name of religion generally”, because „he does not have the right to act in the name of the religion” and simply “misuses the

⁷ Francis FUKUYAMA: *The End of History?* The National Interest, Summer 1989. Samuel P. HUNTINGTON: *The Clash of Civilizations?* Foreign Affairs, Summer 1993.

⁸ First, I think of the decline of the nation states: by its disappearing from the middle level, narrower and wider communities and identities get strengthened – the wider ones could be „civilizations” instead of one single, unified global „network”. Second, westernization – one symptom of globalization – is the very trigger of Islamic fundamentalism.

Palestinian issue".⁹ Until this point, everything seems to be fine. However, the case is not that simple.

First, the influence of the neoconservatives cannot be denied,¹⁰ and their mindset and conceptual framework is simply unsuitable for arranging problems smoothly. Unfortunately, their point of view fits in the creedal identity of Americans, which is constructed in contrast to an undesirable „other”.¹¹ Now, in the post-Cold War world, the Soviet Union and communism were replaced by the Middle East and global terrorism in the „post” of the archenemy. According to neoconservatives, the security of the United States can be maintained only in a world in which American values are universally accepted.¹² That is why they want to spread democracy by utilizing the capabilities of a superpower, and that is why they represent expansionist geopolitical objectives and their resolute realization.¹³ However, this is the very source of hatred directing from the Muslim World towards the United States. Consequently, this approach can easily turn out to be counterproductive even if at the beginning – as long as America benefits from its „unipolar moment”,¹⁴ about which, however, we cannot surely know how long it lasts –, America cannot feel the danger. So, to my mind, US policymakers should consider the strong correlation between US involvement in international situations and terrorist attacks against the United States.¹⁵ That is, „*the best defense would be to give no offense*”.

Second, we should not forget about the religious component on the American part. America is not as secular as it is supposed to be – actually, it is one of the most religious Christian countries of the Western world.¹⁶ Bush himself acts out of a sense of mission sanctioned and sanctified by God: he

⁹ United States Department of State. *The Network of Terrorism*. Brochure issued by the Embassy of the United States of America, Budapest, Hungary, Public Affairs Office, Information USA, 4, 10, 14, 18, 21, 22, 27.

¹⁰ Even today, under the second term of George W. Bush it seems that he has got stuck in his „old” „role”, and it seems improbable to make him (and his circle) get out of the groove, although the second (and last) terms of US presidents are said to be calmer and more farseeing.

¹¹ HUNTINGTON, Samuel P.: *The Erosion of American National Interest*, Foreign Affairs #76/5. Council on Foreign Relations, Washington 1997. 30.

¹² CSABA, *op.cit.*

¹³ It would be difficult to categorize neoconservatives in one of the four distinct traditions of US foreign policy. Like true Wilsonians, they believe in the perfectibility of the world, and their primary aim is spreading democracy all over the world. Unlike Wilsonians, they represent a unilateralist approach lacking the respect for international cooperation and agreements. They are internationalist hawks, like Hamiltonians, but they do not act out of „*profit maximizing*” motivations, but their primary concern is the domestic safety of America – in this respect, they resemble the conservative nationalist Jacksonians.

¹⁴ KURTH, James: *Confronting the Unipolar Moment: The American Empire and Islamic Terrorism*, Current History, December 2002. The New York Times Company, New York 2002.

¹⁵ ELAND, Ivan: *Protecting the Homeland: The Best Defense Is to Give No Offense*. Downloaded from: <http://www.cato.org/pubs/pas/pa-306.html>; Downloaded on: Aug 5, 2003.

¹⁶ Source of information: seminar notes taken on session N° 8 (April 25, 2003) of the ELTE-SEAS seminar course entitled *Liberalizmus és konzervativizmus az USA-ban* (AM-360.59), held by Tamás MAGYARICS.

believes that he has to punish the „evil forces” of the world, and project „goodness” globally.¹⁷ Even if Bush keeps declaring categorically that „evil forces” are terrorist agents regardless of any of their attributes and by no means Islam as such, the very fact that – presently and in the foreseeable future – both of the adversary entities facing one another in the war on terrorism – or, from the other viewpoint, in the war on the expansionist West – are driven by religious conviction is disquieting.

A third factor that creates room for uneasiness is that diplomatic perspicaciousness of political and religious leaders on both sides, which enables them to distinguish between Muslims/Arabs and terrorists or legitimate defense and offensive expansionism, is not typical of the public, and – what is more – it is not typical of the „should-be” conscious media either.¹⁸ Here, we can cite the hate crimes of the immediate aftermath of September 11 committed in the U.S. by whites against innocent Arab Americans, or we can cite the news reporting about the acclamations of joy in Arab states over the destruction of the towers with symbolic significance or Arab masses burning American flags – this new type of terrorism is rooted in hatred and it is not unanimously condemned by the public. With these things in our mind, we can place our trust in the sobriety, common sense, caution, and foresight of governments on both sides, who will not become antagonistic towards each other, and who will be able to communicate consciousness to their public. Unfortunately, governments on both sides have already proved to occasionally lack the qualities enumerated previously. And with this in mind, the most pessimistic prophecies are not about „civilizations contra civilizations” but „civilizations contra Civilization”.

Preemptive strike and international law¹⁹

At the beginning of the 21st century, we do not live in the „Westphalian” world order dominated primarily by the nation states of the 18th and 19th century any more. The bipolar framework of the Cold War is also over. To begin with, presently, states continue to exist and be the basic players in

¹⁷ Source of information: seminar notes taken on session N° 1, February 21, 2003, of the ELTE-SEAS seminar course entitled *Külpolitikai ideológiák az Egyesült Államokban* (AM-360.60), held by Tamás MAGYARICS.

¹⁸ According to László Csicsmann, it is primarily the common interests of the national foreign policies and the economic actors what influences the Western media to identify Islam with extremism and terrorism; and this makes it impossible for the public to truly get to know the other. CSICSMANN, László: *Az iszlám versus Nyugat – diskurzus a globalizálódó médiában*, Külügyi Szemle, 2003/1. Teleki László Intézet Külpolitikai Tanulmányok Központja, Budapest 2003. 86.

¹⁹ According to János Bruhács, international relations and actions cannot be analyzed solely on legal basis and in legal terminology: international relations are rather politicized in nature. He cited an expert when he highlighted that law is categorical and absolute in nature, while politics is susceptible of gradation. Consequently, he considers declaring the application of preemptive strike „legal” or „illegal” without further elaboration to be a broad oversimplification.

international relations, but powerful non-state players also emerge: although non-state actors have been part of the international order before this present era as well, never before were they able to project power, especially destructive power, which rivals or even exceeds the power of most states.²⁰ When we look at the potential of terrorists and organized crime, which have close connection to and enjoy the support of numerous state institutions – like secret services, armies, and police of several states – which are or will be in the possession of weapons of mass destruction, we have to face the terrible danger of irresponsible destruction of large parts of our civilization unless we find the necessary means to counter this threat. Then, it is also clear that deterrence through the promise of retaliation is impossible with an enemy that controls little or no territory and invites attack, as it expressly seeks sacrifice and validation for their claims about Western hostility to Islam – the U.S. has a global adversary with maximal goals and lacks a bargaining option or means to remedy severe conditions that may or may not motivate attackers.²¹ A strategy of containment might be the right answer, which, however, unfortunately, entails – in part – the doctrine of preemptive strike as well.

International law is a rather complicated network of bi- or multilateral treaties between independent states and generally established non-codified customs, behavioral practices. The most universally accepted international organization with a comprehensive mission is the United Nations. Although it, strictly speaking, does not have governmental authority over sovereign states, regulations created by the U.N. generally represent both the symbolic and the practical concord of the world community. So, I will consider UN guidelines in the following.

The UN Charter established a prohibition on the use of force to resolve disputes among states: Article 2(4) categorically bans the threat or use of force against the territorial integrity or the political independence of a state, and discourages acting in any other manner inconsistent with the purposes of the U.N. The Charter contains two exceptions to this prohibition: it authorizes the Security Council to use force on behalf of the United Nations to maintain peace and security, and it recognizes the right of self-defense against an armed attack. The first exception seems to be rather straightforward;²² however, the second is a subject of harsh debates. Although Article 51 of the UN Charter indisputably acknowledges the inherent right of self-defense in case of an actually occurring armed attack, scholars are rather divided whether it

²⁰ GYARMATI, István: *Szép, új világ: civilizációk háborúja, avagy a történelem visszavág*, Külügyi Szemle, 2002/4. Teleki László Intézet Külpolitikai Tanulmányok Központja, Budapest 2002. 5.

²¹ The Armageddon-seeking Messianic Jihadists of Al Qaeda do not want to achieve particular rational aims: they simply want to „annihilate” the U.S. and „destroy” the Western system of values. SIMON, Steven: *The New Terrorism – Securing the Nation against a Messianic Foe*, Brookings Review, Winter 2003. Brookings Institution, Washington 2003. 21.

²² Later, we will see that it is not that straightforward in every case.

acknowledges the right of anticipatory self-defense or not: „restrictionists”²³ say that anticipatory self-defense is illegitimate under the UN Charter, while „counter-restrictionists” – for instance, Stephen Schwebel, the one-time (American) president of the International Court of Justice – argue that Article 51 does not contain an „if-and-only-if”-type condition with reference to the actual occurrence of an armed attack for the exercise of self defense. Considering that the first kind of interpretation would make any reflection on the legitimacy of the Bush doctrine nonsensical, I intend to apply the second interpretation of Article 51.

Concerning anticipatory self-defense, there has been general consent regarding the criteria for its permissible exercise: necessity and proportionality. The criterion of necessity means that the state exercising anticipatory self-defense has to demonstrate that the necessity of self-defense „is instant, overwhelming, and leaving no choice of means, and no moment of deliberation”,²⁴ while the criterion of proportionality means that – supposing the necessity of the moment has authorized the particular state to act – the executor of anticipatory self-defense must not do „anything unreasonable or excessive”.²⁵

In my opinion, the Bush doctrine clearly ignores the criterion of necessity, while military actions taken in its name definitely violate the criterion of proportionality as well.

The Bush doctrine and its actualization

The notion on which the judgment of necessity and the assessment of proportionality are to be based, that is, the notion of „imminent threat” of today – if it is an existing valid notion at all – is totally different from its counterpart defined in the Cold War period or before. As Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz noted, the attacks of September 11, 2001, were certainly imminent on September 10 – despite that nobody among US leaders knew about it, not even a moment before their actualization. In other words, the danger posed by international terrorist organizations lies in the randomness of their activities.²⁶ This realization led the Bush administration to the resolution that they must redefine the National Security Strategy of the United States. Bush clearly clarified the implications of the strategic shift, for instance, in his West Point Commencement speech delivered on June 1, 2002: „If we wait for threats to fully materialize, we will have waited too long. [...] We must take the battle to the enemy [...] and confront the worst threats before they emerge.” This attitude towards

²³ AREND, Anthony Clark: *International Law and the Preemptive Use of Military Force*, The Washington Quarterly #26/2. Center for Strategic and International Studies & Massachusetts Institute of Technology, Washington 2003. 92.

²⁴ AREND: 91.

²⁵ AREND: 91.

²⁶ SZÁRAZ, Enikő: *The New Dimensions of Security*, Foreign Policy Review, Vol. 2, N^o 1. Centre for Foreign Policy Studies, Teleki László Institute, Budapest 2003. 103.

imminent threat is also formulated in the text of the NSS issued in September 2002: „*The greater the threat, the greater is the risk of inaction – and the more compelling the case for taking anticipatory action to defend ourselves, even if uncertainty remains as to the time and place of the enemy’s attack*”.²⁷ This is the actual „incarnation” of the doctrine of „preemptive”²⁸ strike, which, practically speaking, removes the condition of necessity from the list of preconditions for anticipatory self-defense.

Operation Enduring Freedom was launched in October 2001 against the Taliban regime in Afghanistan. Although some interpreted the military operations as mere thirst for revenge actualized on a self-evident scapegoat, these operations were justified from many aspects. First, these measures directed first and foremost against terrorist training camps of the Al Qaeda, the terrorist organization accused of the attacks of 9/11: in this respect, these measures can be interpreted as rightful military retaliations.²⁹ Second, the measures did not lack universally accepted humanitarian purposes either.³⁰ Third – and this is the most forceful among the arguments that legitimize the measures –, the U.S. was in possession of a valid and straightforward UN Security Council authorization.³¹ However, the situation is quite different considering the war against Iraq. In connection with that, I would like to elaborate on both exceptions to the prohibition of the use of force provided by the UN Charter.

²⁷ Emphasis added.

²⁸ There are debates on the question whether the doctrine is about truly preemptive or rather preventive strikes. I will dwell upon this problem later.

²⁹ Of course, the problem is more complicated than that: those training camps were not located „just somewhere in the universe”; they were located in the territory of a sovereign state. Furthermore, „rightful military retaliation” is not a synonym for „self-defense”. The difference between the meaning of the two terms can be brilliantly grasped if we cite János Bruhács, who writes the following in connection with self-defense (on page 7 of his study listed among works cited; if we transpose his sentences into the declarative mode, we get a quasi-definition of self-defense in the classical interpretation): „*If the aggressed were allowed only to repulse the armed attack during the exercise of its right of self-defence, and would not be allowed to go beyond the reinstatement of the pre-aggression situation, then – in the end – the aggressor would be encouraged, since it can reckon only with the return to the status quo ante.*” By definition, „retaliation” certainly goes beyond repulsing the attack and reinstating the pre-aggression situation; that is, retaliation is not identical with self-defense. Consequently, if international law admits the right of self-defense, but does not admit the right of „rightful” retaliation separately, then „rightful retaliation” is not a legitimate ground for resorting to force. From this we can deduce – since international law does not permit „rightful retaliation” explicitly – that securing recognition for US involvement in Afghanistan cannot be firmly based on this argument.

³⁰ The status of humanitarian aid as the condition for a rightful military aggression is also debatable. Even the existence of universally valid values as such can be debated.

³¹ Here, I would like to add that the Security Council legitimized the concept of indirect aggression in its resolutions reacting to the terrorist attacks dated from September 2001. Thus, beyond the strikes on the bases of the Al Qaeda, the military campaign against the Taliban regime, which harbored them, is also legitimate. BRUHÁCS, János: *The Iraqi War And International law: Surrealist Questions?* Foreign Policy Review, Vol. 2, N° 1. Centre for Foreign Policy Studies, Teleki László Institute, Budapest 2003. 5-6.

The U.S. maintains that no distinct and self-supporting UN Security Council authorization was required for the US-led invasion of Iraq. However, I agree with those³² who say that the logic of the Bush administration's argumentation is flawed. Security Council Resolution 1441, adopted on November 8, 2002, which imposes a strict inspection regime on Iraq, does not specifically authorize the use of force and requires returning to the Security Council before resorting to force. Washington, however – ignoring the rather clear latter part of the declaration above –, asserts that the U.S. had already had the authority to use force, because the resolution undoubtedly had declared that Iraq had been and remained in material breach of all relevant resolutions, and in this situation, the U.S. had to enforce Iraqi compliance with the international regime. To support this assertion, the Bush administration presented the following argumentation: the Security Council previously authorized force in response to Iraq's invasion of Kuwait; this authorization was suspended only pursuant to a cease-fire codified by Resolution 687; however, Iraq is in breach of the cease-fire terms; consequently, the authorization is not invalid. However, although Resolution 687 included the requirement indeed that Iraq must end its long-range WMD programs, the Security Council reserved for itself the power to make determinations regarding enforcement of the cease-fire terms. So – since the Gulf War, for which the authorization was valid, was not a state-versus-state conflict, but a multilateral engagement – the U.S. – without having a new Security Council authorization formulated in a universally understood direct language being generally employed by the U.N. – acted unlawfully when attacking Iraq. In addition – and that is the most ironic about US behavior –, President Bush – by saying the sentence „*Had we failed to act, Security Council resolutions on Iraq would have been revealed as empty threats, weakening the United Nations and encouraging defiance by dictators around the world*”³³ – even wants to put the matter in a peculiar new light: namely, as if the invasion of Iraq would have been aiming at saving the prestige of the United Nations.³⁴

So, at this point, we can conclude that the United States definitely was not in the possession of a Security Council authorization for resorting to force when he launched the invasion against Iraq. Our next point, therefore, should be to examine whether Article 51 of the UN Charter could have been applied or not. In my opinion, the answer to this question is also no.

³² BURROUGHS, John - DELLER, Nicole: *Jus ad Bellum: Law Regulating Resort to Force* /Human Rights, Winter 2003. American Bar Association, Washington, 2003. 11.

³³ In his State of the Union address delivered in year 2004.

³⁴ János Bruhács cites the May 22, 2003, resolution of the Security Council as a retrospective „*fait accompli implicit endorsement*” of the formerly unauthorized invasion of Iraq since it recognizes the United States and Great Britain as occupying powers. Maybe, he is right, but I think the main point of passing such a resolution was retaining the rest of the prestige of the United Nations and international law remaining after such an „*insult*”: being somewhat inconsistent or rather vague is more acceptable and tolerable before the public than being impotent against and ignored by superpowers.

The attack against Iraq cannot be categorized exactly in the recent conceptual framework, as it can be interpreted neither as preemptive strike, nor as preventive activity.³⁵ It was preemptive as far as its methods are concerned, while in its lacking the condition of an imminent threat, it was preventive: with the merger of the two concepts, a new category of international activity has come to existence that cannot be construed by international law in any other way than rendering it unlawful. The regime of Saddam Hussein might have been working on WMD projects, but – according to the best of our present knowledge³⁶ – he did not possess any in reality; therefore, Iraq could not pose any threat to the U.S. In fact, even if it had some,

³⁵ Regarding the distinction between prevention and preemption, see the study of Francois Heisbourg and the essay of Lawrence Freedman for further details. Their approaches are somewhat different from each other, and, consequently, their definitions do not correspond with each other in every respect. In this chapter of my work, I intended to apply a mixture of their distinctive systems. HEISBOURG, François: *A Work in Progress: The Bush Doctrine and Its Consequences*, The Washington Quarterly #26/2. Center for Strategic and International Studies & Massachusetts Institute of Technology, Washington 2003. 78. FREEDMAN, Lawrence: *Prevention, Not Preemption*, The Washington Quarterly #26/2. Center for Strategic and International Studies & Massachusetts Institute of Technology, Washington 2003. 105-108. I would like to cite Heisbourg again, who criticizes the Bush doctrine on the vagueness and inaccuracy of its terminology. He says it might keep options open and provide the US government with the ability of dubious maneuvering, but it can easily confuse and discourage allies and encourage adversaries to consider worst-case scenarios. In this way, the Bush doctrine and the new National Security Strategy – in its present form – are not only weak on legal basis, but they are also counterproductive and inappropriate for handling the present situation. HEISBOURG: 79-80.

³⁶ Even if we take no account of scruples regarding international law, the practical application of the Bush doctrine in the actual case touches upon fundamental bases, and calls applicability in question. Now, it seems to be a fact that the White House communicated intelligence assumptions – later proved to be false – as if they were solid facts. (I must add that even if the intelligence community had provided the administration with solid facts, the administration could not have „gone for sure” since the intelligence community had made serious mistakes before as well). The ex-leader of the UN weapons inspector delegation stated that – in his opinion – the Bush administration simply wanted to take revenge for the attacks on the World Trade Center and the Pentagon, and Afghanistan had been not enough. According to him, it would have been more fair to refer to the antidemocratic and suppressing nature of Saddam’s regime instead of making up the „story” about the WMD stockpiles. Source of information: Friderikusz Sándor. FRIDERIKUSZ, *A szólás szabadsága* – interview with Hans Blix. MTV1, 2004.02.08. In my opinion, liberating the Iraqi people would not have been enough for persuading the public to send US soldiers on such a dangerous mission. So the administration had to make up this „story” about the threat. However, US intelligence agencies might have suspected that the probability of finding WMD in Iraq is diminishing with the progress of time: that is why they had to decide to attack in plenty of time, when the sense of threat was still strong enough. By the way, I must add that I consider accusing Osama bin Laden immediately after the attacks of committing them was also a hurried judgment. The main arguments for making definitely the Al Qaeda responsible for the attacks were the volume and the complexity of the actions. On mature consideration, however, we must see that these attacks could have been committed by practically everyone, and definitely not exclusively by the Al Qaeda. To have such attacks committed, we only have to have two dozens of „ordinary” people who have some flying experience, can „work” with a knife, are able to coordinate their actions in a way that they be committed simultaneously, and hate America to such an extent that they are ready to die for the case. That is, nothing special is needed: only some fanatics – and there are many of them all over the world.

it would not have meant a direct imminent threat to America.³⁷ Although – as I mentioned this before as well – it is widely admitted that the imminence of a threat and the necessity of an anticipatory action cannot be defined accurately and explicitly in our new world, one thing must be certain: hostile intent alone as a criterion cannot be accepted.³⁸ In this way, the actions taken by the U.S. against the late Iraqi regime can hardly be considered necessary, and by no way can they be considered proportional. In short, they did not meet the universally accepted requirements for the application of Article 51.

Consequently – bearing in mind that neither of the exceptions to the prohibition on the use of force provided by the UN Charter were applicable to the US intervention in Iraq –, the US resorted to force illegitimately. Of course, I am ready to accept that international law is not simply the compilation of written treaties signed by states: I accept that customary law – that is, what states do in practice – is also an organic (and continuously forming) component of international law.³⁹ However, if we maintain that „international law is created through the consent of states”,⁴⁰ we must accept that we can treat the practice of states as customary international law if and only if there exist a general concord among states concerning a given practice. This concord certainly did not exist concerning the US-led invasion of Iraq. In that way, the U.S. violated this part of the legal „corpus” as well. Then, I also accept that the more-than-a-half-century-old charter framework of the U.N. is obsolete and that it does not mirror the present reality;⁴¹ nonetheless, it is generally recognized as a valid framework of international law, and presently, we do not have a better one. So, when the U.S. ignored its provisions, it destructed the fundamental bases of the old system without creating a new one: in other words, it created an undesired level of uncertainty, an „interregnum” in the realm of the rule of law. I think such an uncertainty in the area of international law, the uppermost sphere of regulations that govern the life of every person living on earth, is definitely not what humanity has lacked in a new world order being in formulation. Actually, international law should have been the fix certainty that should have been fine-tuned gradually, and only after certain changes has taken place.

However, the US mentality concerning international behavior established a precedent for using preemption as a pretext for aggression and for violating the valid regulations of international law. In this way, rogue states can cite the

³⁷ Madeleine Albright worded it in the following way: „It was, after all, a war of choice, not of necessity.” ALBRIGHT, Madeleine K.: *Bridges, Bombs, or Bluster?*, Foreign Affairs, #82/5. Council on Foreign Relations. Washington 2003. On-line version: <http://www.foreignaffairs.org/20030901faessay82501-p20/madeleine-k-albright/bridges-bombs-or-bluster.html> .

³⁸ I would like to remark that hostile attitudes are mutual in nature: the U.S. was not less hostile to Saddam Hussein than he was to the U.S. Considering this, who could decide who has the right to attack the other party?

³⁹ AREND: 90.

⁴⁰ AREND: 90.

⁴¹ AREND: 99-101.

U.S. itself as reference for their violent actions, and the U.S. would lack even the moral justification if it wanted to call them to order. The role of the „*world policeman*” has been unpopular before, too; now, however, it is totally discredited in the eyes of the world community.

I agree with Anthony Clark Arend, who says that the right solution would have been the following:⁴² First, the administration should have accepted as a matter of policy the notion that preemptive force in self-defense should only be undertaken unilaterally if the criteria of imminence was met. Irrespective of the current status of international law on this question, such a policy would have been less destabilizing, and it could have contributed to a return to a more rule-based legal regime. Second, the administration should have indicated that, as a matter of policy, the use of preemptive force should be undertaken in the absence of imminence only with the approval of the Security Council of the United Nations. Such a policy would have ensured multilateral support for such actions and would have likely prevented the opening of the floodgates to unilateral preemptive action by other states. Third, the United States should have acknowledged that existing international law relating to the use of force is highly problematic and should have sought, through the Security Council, to move toward the development of a legal regime that would be truly authoritative and controlling of state behavior. If the legal regime for the recourse to force is returning to something more closely resembling a stable order, the United States – as the only superpower in the international system – would have to take the lead both in acknowledging the deficiency in the current legal structure and in pointing the way to its improvement in any case.⁴³

Unilateralism and the reshuffling partner framework

It cannot be denied that the United States took a clear turn toward unilateralism through the inauguration of the Bush administration, and this turn was further strengthened after the terrorist attacks of September 11, 2001.⁴⁴ In theory, it is disadvantageous concerning the world community, as it has a demoralizing and a demystifying effect that makes universal international regimes and agreements erode. Interestingly enough, on the other hand, these effects can be perceived neither on the surface nor in the substance as far as non-universal organizations and connections are concerned. Although

⁴² AREND: 102.

⁴³ Instead, the U.S., in fact (in a rather unintelligible manner), destabilized the framework practically led by itself.

⁴⁴ As Madeleine Albright, the Secretary of State in the one-time Clinton administration put it: „*reliance on alliance had been replaced by redemption through preemption.*” Cited from: [Http://www.foreignaffairs.org/20030901faessay82501-p0/madeleine-k-albright/bridges-bombs-or-bluster.html](http://www.foreignaffairs.org/20030901faessay82501-p0/madeleine-k-albright/bridges-bombs-or-bluster.html). To have a further support for this thesis: In his campaign, John Kerry, Bush’s rival in the presidential election of 2004 termed the first Bush administration the most arrogant administration in the modern-age history of the United States.

the international community is severely divided on US behavior,⁴⁵ the international community is unified concerning the war on terrorism; and despite serious minor disagreements between allies and the United States and among allies themselves,⁴⁶ bilateral and regional connections of critical importance are also improving in the long run, while those considered to decay are decaying only in appearance.

The Bush administration has always been rather clear concerning its unwillingness to subordinate itself to international commitments – this position was reinforced again in January when President Bush said the following words in his State of the Union address: „From the beginning, America has sought international support [...]. There is a difference, however, between leading a coalition of many nations, and submitting to the objections of a few. America will never seek a permission slip to defend the security of our country.” This approach certainly erodes universal institutions and multilateral international regimes like the United Nations, and this is an extremely serious problem because of entailments that cannot be seen in advance.⁴⁷ I consider this side of US policies absolutely negative – and the negative effects of this negative side present themselves on the most universal and most determining level. Consequently, I do not have the slightest intention of defending this policy, but I must admit that, first, it is totally justified on the part of the U.S. and, second, it works in practice.

It is widely accepted that the United States resorts to force more quickly and is less patient with diplomacy than Europeans, who approach problems in an indirect way and with greater nuance and sophistication; the U.S. favors policies of coercion to persuasion; and Americans tend to seek finality in international affairs and are less inclined to act through international institutions, while Europeans are willing to emphasize process over result in the belief that ultimately process can become substance.⁴⁸ Although the description above might be full of exaggerations and oversimplifications,⁴⁹ generally speaking, I consider it to be true. I have no doubts that those who share today’s popular democratic worldview find the American mindset considerably less likeable. However, the American mindset is not less justified than the European. That „Americans are from Mars” and „Europeans are from Venus”⁵⁰ is owing to the fact that there is a power gap between them, owing to

⁴⁵ I’d like to cite Madeleine Albright again, who said that Washington cast the choice very starkly – i.e.: „Are you with the United States or with the terrorists?” According to her, this „two-value” system alienated many natural and potential allies. Cited from: <http://www.foreignaffairs.org/20030901faessay82501-p10/madeleine-k-albright/bridges-bombs-or-bluster.html>.

⁴⁶ For details see the relevant chapters (primarily pp. 73-116. and 133-275.) of a book written by three recognized Hungarian authorities on the field: ANDOR, László - TÁLAS, Péter - VALKI, László: *Irak – háborúra ítélve*. Zrínyi Kiadó, Budapest 2004.

⁴⁷ I could repeat myself regarding the present status and prestige of international law.

⁴⁸ KAGAN, Robert: *Power and Weakness*. Downloaded from: http://www.policyreview.org/JUN02/kagan_print.html; Downloaded on: Sep 23, 2002.

⁴⁹ KAGAN: *op.cit.*

⁵⁰ KAGAN: *op.cit.*

what they follow different strategies⁵¹ – owing to the fact that they truly perceive reality in different ways.⁵² Europe has neither power, nor threat, while America has both the threat and the power to oppose it.⁵³ Considering this, we must understand the American approach.

In addition, American action is more multilateral than it is said to be: for instance, cooperation between the United States and its one-time archenemies are improving, too. Secretary of State Colin Powell expressly talks about US foreign policy as a strategy of partnership.⁵⁴ According to him, partnership is the watchword of US strategy, and beyond upholding the partnerships America has inherited, President Bush seeks new ones – some of them are global,⁵⁵ others are regional in their scope. He says the Bush administration conducts the war on terrorism with an eye toward great-power cooperation, and that it seeks enhanced great-power cooperation with an eye toward success in the war on terrorism.⁵⁶ Colin Powell put special emphasis on American contribution to resolving regional conflicts like the one in the Middle East between the Palestinian Authority and Israel or the one over Kashmir between India and Pakistan. He also highlighted that Russia is not only a committed partner in fighting terrorism and in combating the global spread of WMD, but Moscow also agreed to reduce its own strategic weapons arsenal; the NATO-Russia Council dealing with humanitarian crises and peacekeeping is operational; furthermore, political and economic philosophies of the former poles of the Cold War period are converging, too. And as far as Sino-American relations are concerned, Chinese accession to the WTO was championed by the U.S., and interests of the United States and China considerably overlap concerning North Korea as well.

⁵¹ Robert Kagan comes up with a really expressive allegory about the straightforward connection between capabilities and ambitions, so I want to quote him: „A man armed only with a knife may decide that a bear prowling the forest is a tolerable danger, inasmuch as the alternative – hunting the bear armed only with a knife – is actually riskier than lying low and hoping the bear never attacks. The same man armed with a rifle, however, will likely make a different calculation of what constitutes a tolerable risk. Why should he risk being mauled to death if he doesn't need to?”

⁵² KAGAN: *op.cit.*

⁵³ Kagan's view can be interpreted as the sociological counterpart and realization of Newton's physical force-counterforce law (Newton's third law): power and threat are in direct ratio to each other, and they are mutually interdependent.

⁵⁴ POWELL, Colin L.: *A Strategy of Partnership*, Foreign Affairs #83/1. Council on Foreign Relations, Washington 2004.

⁵⁵ Powell, in his essay cited above (online version: <http://www.foreignaffairs.org/20040101faessay83104-p20/colin-l-powell/a-strategy-of-partnerships.html>) takes the Global Fund for HIV/AIDS as an example. In my opinion, this example makes his argumentation unconvincing: this organization is definitely not political in the first place – therefore, if this is his strongest case (and we should certainly consider it to be that), his whole argumentation is weakened considerably.

⁵⁶ Without this cooperation, the war on terrorism cannot be entirely won: in a way, international terrorism paves the way for a cooperating and therefore peaceful world by creating a paramount common interest „among all powers that value peace, prosperity, and the rule of law”.

In contrast, changes in the transatlantic relations are relevant targets of criticism. Although all the states of Europe expressed their sympathy to the United States immediately after the news of the attacks had arrived, and the NATO showed its solidarity with the U.S. by putting Article V into force, disagreements between the states concerning the tools they consider appropriate emerged very soon – Germany and France were particularly critical of US unilateralism and European involvement simultaneously, while Great Britain tried to act as a bridge between the two continents. The deepest point of relations came with the invasion of Iraq, and it was coupled with a misery concerning the NATO's becoming empty.⁵⁷ So transatlantic relations have not lacked frictions in recent months;⁵⁸ however, I do not consider these frictions problematic in the long run. Disagreements are typical of international relations, and even if breaks of cooperation occur, common values will never evaporate.

Summary

The aim of my study was highlighting an especially relevant area, namely, US foreign policy and changes in the post-Cold War world, affected by the attacks committed on September 11, 2001. As I mentioned in the introduction, I wanted to describe in general and criticize in detail. While describing, I aimed at citing original, first-hand materials, while during criticism, I aimed at mixing the theories of various experts with some of my own observations.

After inquiring into the subject for several months, I can conclude the following. I would say the achievement of the Bush administration is rather controversial. Although the foreign policy of the Bush administration is totally justifiable and is not absolutely ineffective, its entailments are destructive in nature with respect to the future of the world community. The performance of

⁵⁷ On the one hand, Europe is incapable of acting militarily on its own, but Europe simultaneously wants to have a military framework separate from the U.S.: the fact and the will contradict one another. On the other hand, the U.S. wants Europe to build a stronger army but without creating rivalry between the two sides of the Atlantic – this claim is also self-contradictory or, at least (despite the fact that it is not unreasonable), lacks „political empathy“. So it must be clear that for the alliance to continue to exist, it should be reformed in a way that makes it valuable not only for Europe but also for America and acceptable not only for America but also for Europe at the same time. ORBÁN, Anita: *Transzatlanti kapcsolatok – a NATO vége?* Külügyi Szemle, 2002/4. Teleki László Intézet Külpolitikai Tanulmányok Központja, Budapest 2002. 39-52.

⁵⁸ The following text is cut out from a newsletter issued by the Hungarian Embassy of the United States: „This [2004] will also be a year of continued tension between the US, France, and Germany. Rightly or wrongly, senior Bush Administration officials also perceive France as more of an opponent than an ally in making necessary shifts in NATO and the Transatlantic alliance. They see France, and possibly Germany, as seeking to make the security efforts of the EU a separatist counterbalance to NATO and the US, rather than seeking synergy between Europe and the US in NATO.“ Information Resource Center. *Defense Issues, NATO, and Response to Terrorism*, Newsletter N° 55. March 2004. Electronic newsletter issued by the Embassy of the United States of America, Budapest, Hungary, Public Affairs Office. Budapest 2004. 12.

the Bush administration seems to be satisfactory on the surface and in the short run, but it is definitely problematic under the surface and in the long run. In my opinion, malfunctions and mistreatment can be attributed to unadvised, hurried actions and direct approach in general. To my mind, measures already taken cannot be declared null and void, but a careful reconsideration and a bit more conscious management of policies could be a relatively potent remedy.

Sarolta Klenjánszky

*Culture et propagande dans la guerre froide:
Le cas de l'association France-Hongrie (1945-1975)*

La France-Hongrie est fondée à Budapest en 1945 avec l'objectif, selon ses statuts, d'«affirmer et de consolider la solidarité intellectuelle et morale du peuple français et du peuple hongrois et de favoriser et développer les échanges intellectuels et artistiques et, d'une façon générale, toutes les relations culturelles entre les deux pays».¹ Elle adhère, vraisemblablement en 1949,² au Mouvement de la paix, qui est une énorme machine de propagande dirigée de Moscou et destinée à exercer pression sur les gouvernements des pays occidentaux. En mobilisant leurs opinions publiques sur le sujet du désarmement et de la défense de la paix, en incitant la création d'alliances «à la base», entre les peuples des deux camps, il entend neutraliser les ambitions bellicistes de «l'impérialisme occidental», contrecarrer la politique des blocs et, de par là, préserver la paix mondiale. Pendant la guerre froide «classique» - soit entre 1947 et 1962 -, la France-Hongrie est donc une pièce de l'appareil diplomatique soviétique. L'importance qu'elle revêt dans ce dispositif consiste cependant moins dans son potentiel mobilisateur, qui reste même à son apogée relativement faible, que dans sa capacité d'adapter la propagande de l'Est aux réalités françaises.³

Les actions de propagande du bloc soviétique en Occident, dont une immense partie transitait par le Mouvement de la paix, constituent un aspect assez peu connu des relations Est-Ouest de la guerre froide, en dépit des progrès faits vers son exploration depuis l'ouverture des archives de l'Union soviétique et des pays de l'Europe de l'Est.⁴ Pour esquisser l'histoire de la France-Hongrie, l'examen, outre ses activités, de son organisation et de ses structures s'avère donc

¹ Archives de la Préfecture de Police, Fonds Louis Martin-Chauffier; Et «*La Hongrie vue à travers la presse*», Bulletin édité par France-Hongrie en juin 1950.

² Nous n'avons pas confirmation de la date d'adhésion de la France-Hongrie au Mouvement de la Paix, l'année 1949 semble néanmoins la date valable: un rapport de la Légation d'avril 1949 affirme en effet que dix organisations hongroises en France se sont jointes au Congrès des Partisans de la Paix. [Magyar Országos Levéltár (Archives nationales hongroises - MOL), Fonds KÜM, XIX-J-1-k, Boite 13] Si la France-Hongrie fut réorganisée en novembre 1949, cela devait donc se passer déjà après sa mobilisation dans la cadre du Mouvement de la paix.

³ Par ailleurs, elle rivalisait longtemps avec le Conseil National Hongrois qui comptait dans sa présidence des émigrés hongrois «*dissidents*», et qui a été créé, essentiellement de fonds américains, pour contrebalancer son influence. Cf. Thèse de DUFOIX, Stéphane, *Exil et politique. Eléments pour une sociologie de la politique en émigration...op. cit.*, 282. JANICAUD, Benjamin, *La vie politique et associative au sein de l'immigration hongroise en France de 1919 à 1956*, mémoire de DEA sous la direction de Ralph Schor, Université de Nice - Sophia Antipolis, octobre 2001. 90-91.

⁴ En 2001, une recherche fut lancée dans la cadre de l'Institut Pierre Renouvin, en collaboration avec le Centre d'Etude de l'Europe médiane à l'INALCO, sur les politiques culturelles étrangères de l'URSS et des pays de l'Est. Certains résultats ont été rendu publics dans divers revues en 2003 (voir en particulier la revue *Relations Internationales*, N°115, automne 2003), et plus récemment au colloque qui a réuni les 20 et 21 octobre 2005 la plupart des chercheurs intéressés à l'Université Sorbonne - Paris IV.

indispensable, commençant par la mise en perspective des files étroites qui la liaient au régime hongrois d'une part, au Parti communiste français (PCF), d'autre part. Comme on le verra, le premier se chargeait de la direction de l'association sur le plan culturel, tandis que le second assumait son contrôle essentiellement sur le plan politique; cette répartition des responsabilités n'exclut cependant pas des heurts: la politique culturelle étrangère du régime hongrois s'avérait irréconciliable avec la conception défendue par le parti français, au demeurant fort rétrograde. Le bref survol de la période allant de 1945 à 1975 montrera que cette divergence entre les intérêts communistes français et hongrois s'est aguisée à l'ère de Kádár en raison du développement des relations culturelles et politiques entre les deux pays.

Structures et organisation

Contrôle et financement de l'association

En dépit de l'origine française des adhérents, le Ministère français de l'Intérieur catalogait la France-Hongrie comme une organisation étrangère, infirmant, de fait, la définition inscrite dans les statuts de l'association.⁵ A l'évidence, il ne lui a pas échappé que l'association était financée clandestinement par la Légation de Hongrie à Paris et contrôlée étroitement par le Parti communiste français: un rapport des R. G.⁶ indique qu'elle servait de liaison entre le parti et la Légation, par l'intermédiaire des fonctionnaires qui appartenaient à la police politique hongroise.⁷

L'association est tour à tour attachée, semblablement aux autres sociétés d'amitié, à la Section de Politique extérieure (Polex) et à la Section Organisation du Comité central du PCF(entre 1954 et le début des années 1958, puis de nouveau à partir de la seconde moitié des années 1960), en fonction des décisions prises au Secrétariat et/ou au Bureau politique.⁸ Selon une observation, certes, grossière, elle s'inscrit dans la période stalinienne dans la sphère de politique étrangère du Parti, tandis qu'au temps de la détente, elle est du ressort de la section qui est chargée de la gestion et la surveillance des organisations de masse en France. Le dirigeant de la section Polex du Parti est d'ailleurs le principal agent communiste spécialisé dans la centralisation et l'exploitation des informations ayant trait aux activités des partis communistes étrangers. Ce poste, qui est occupé dans la première

⁵ Archives Nationales, Centre d'Archives Contemporaines (dans la suite: AN CAC), Versement 20030584, Article 5; Archives de la Préfecture de Police, Fonds Louis Martin-Chauffier. A ne pas confondre avec l'organisation hongroise de même nom, qui existait dans l'entre-deux-guerres et était de tendance libérale. JANICAUD, 80.

⁶ Renseignements généraux.

⁷ Archives Diplomatiques (dans la suite: AD), Série Europe 1944-1960, Sous-série Hongrie, Dossier 121. Rapport du Ministère des Affaires étrangères à la Légation du janvier 1958.

⁸ Archives PCF (dans la suite: APC), Décisions du Secrétariat de 1954, SEC.CF.YC.6ex 5/7/1954 n°212 Annexe; Décisions du Bureau politique, SEC.GP.GV. 8ex- 1/III/1958 N° 557

moitié des années 1950 par Marius Magnien,⁹ puis à partir de 1957 par Raymond Guyot, requiert une compétence très étendue: le responsable assume la liaison avec un large éventail de partis communistes, allant des démocraties populaires, à travers les pays de l'Amérique du Sud et d'Australie, jusqu'à l'Extrême-Orient.¹⁰ Néanmoins, les décisions de grande portée qui touchent à l'orientation politique, au financement et à l'administration de l'association rendent nécessaire l'accord préalable entre les partis français et hongrois. La Section des Relations internationales du Comité central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois (PSOH) et le Ministère hongrois des Affaires étrangères sont instruits en fonction des décisions prises au niveau des Bureaux politiques.¹¹

L'association prétend subsister de la cotisation des adhérents et de ressources supplémentaires qu'elle tire de la vente d'objets folkloriques et de l'organisation de séances cinématographiques, mais la réalité se présente d'une façon sensiblement différente, puisque la France-Hongrie est entièrement à la charge du gouvernement hongrois. La subvention que lui verse le Ministère des Affaires étrangères dans la première moitié des années 1950 représente une somme considérable (9, puis 7,2 millions de francs).¹² Mais parce que dans le contexte de la détente internationale, soit début 1956, le Ministère coupe brutalement la moitié du versement, la France-Hongrie doit, de fait, affronter avec un certain handicap la crise qui la secoue après la répression de l'insurrection hongroise. Il est vrai, à l'issue des négociations inter-partis qui ont lieu à Budapest en juin 1957, le gouvernement établit une nouvelle hausse de 50%, mais le budget de l'association n'atteint après l'augmentation toujours que 75% de celui d'avant l'insurrection,¹³ et la France-Hongrie continue à souffrir de grosses difficultés financières. Elle doit considérablement limiter l'édition de la revue *France-Hongrie* et même envisager à un moment sa disparition.¹⁴ D'autre part, l'augmentation que l'Etat hongrois lui concède dans la seconde moitié des années 1960 (entre 1965 et 1970 près de 45%) n'est pas proportionnelle à la croissance que connaît l'activité de l'association à cette même période.¹⁵

⁹ Il est à noter que la femme de Magnien était secrétaire au centre culturel de la France-URSS et entretient des relations suivies avec les Ambassades de l'URSS et des démocraties populaires.

¹⁰ Centre Historique d'Archives Nationales (dans la suite: CHAN), Fonds 4 AG 86, PCF R.G. 1948-1953, Dossier Organisation 1950-1953; AN 4 AG 75, France-URSS, Rapport des RG.

¹¹ MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boîtes 3 et 12. Archives PCF, Décisions du Secrétariat de 1957

¹² Archives de la Préfecture, Fonds Louis Martin-Chauffier. MOL, Fonds KÜM, XIX-j-1-j, Boîte 12, 003625/szt/1957. Sauf autre indication, les informations relatives au financement de la France-Hongrie sont tirées de ce fonds. A titre de comparaison, le Bureau de presse hongrois à Paris recevait avant l'octobre 1956 une subvention annuelle s'élevant à 8,9 millions de francs. Ibid.

¹³ MOL, Fonds KÜM, XIX-j-1-j, Boîte 12, 003625/szt/1957. et AD, Série Europe 1944-1960, Sous-série Hongrie, Dossier 121.

¹⁴ Ibid. Boîte 3.

¹⁵ Ibid. Boîte 48. Lettre de l'Ambassade au Ministère des Affaires étrangères du 15 septembre 1965; Boîte 37 / 003038/1/1972 szept. 5.

Quant aux méthodes de subvention, les dirigeants de l'association et la Légation s'affrontent sur ce point dans la première moitié des années 1960. Les premiers proposent de lever la voile sur la provenance de l'argent, plaidant que le financement clandestin rend l'organisation suspecte aux yeux des non-communistes et empêche, de fait, l'élargissement de sa base sociale. Ayant pris pour modèle l'association France-URSS, le gouvernement opte cependant pour la diminution du financement direct au profit du financement indirect (envoi d'objets d'art, de dia-films etc.).¹⁶ Nous reviendrons plus loin sur cette controverse entre l'association et la Légation, qui peut être renvoyée à leurs intérêts antagoniques: la Légation voudrait relancer l'association en remaniant sa direction, tandis que celle-ci se défend et propose de démasquer ses rapports avec le régime hongrois, ce que la Légation tient, de son côté, pour largement inopportun.

La France-Hongrie se lie en même temps étroitement aux institutions culturelles hongroises, puisqu'elle met strictement en application les directives de l'Institut des Relations Culturelles (IRC) à Budapest. L'ambassade envoie à l'Institut des rapports trimestriels, et à partir de 1960, deux dirigeants se rendent chaque année à Budapest pour soumettre à l'Institut le plan de travail annuel élaboré par leur Comité Directeur.¹⁷ Le secrétaire général consulte aussi régulièrement avec l'attaché culturel à la Légation, d'autant plus qu'il ne peut pas prendre d'initiative sans son approbation, tandis que l'Institut Hongrois de Paris (IHP) intervient très souvent dans l'organisation des manifestations culturelles, sa tâche consistant, selon les rapports officiels, d'apporter à l'association un «*soutien spirituel*». Celui-ci comprend l'obligation pour son directeur d'assister aux séances de rédaction de la Revue *France-Hongrie* et d'envoyer des rapports d'activité détaillés au Ministère des Affaires étrangères à Budapest.¹⁸ Le fait que l'association a néanmoins un statut singulier dans le dispositif géré par l'Institut est démontré par un incident qui a lieu en 1968. Le ministère voudrait alors confier la France-Hongrie à titre exclusif à l'IRC, ce qui serait d'ailleurs une suite logique à la mesure entrée en vigueur le 1^{er} août, aux termes de laquelle celui-ci a pris en charge la direction générale de l'IHP.¹⁹ Mais le directeur de l'Institut proteste énergiquement, affirmant que l'association n'est pas une vraie organisation culturelle. Telle opinion trouve sans doute sa justification dans la continuité qui caractérise la direction de l'association et qui est réellement frappante.

¹⁶ Ibid. Boîtes 3 et 12, divers documents.

¹⁷ En 1962, cette visite se trouve inscrite dans «*le contrat*» entre la direction et le gouvernement hongrois. MOL, XIX-J-1-j, Fr. 1945-1964, Boîte 4 et Fonds XIX-j-1-k, Boîte 5.

¹⁸ MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boîte 13, divers documents.

¹⁹ Aux termes d'une mesure entrée en vigueur le 1^{er} août 1968, l'ensemble des échanges culturels franco-hongrois fut conféré à l'Institut Hongrois de Paris. Celui-ci fut placé sous la direction générale de l'IRC à Budapest et devint un organe de gestion autonome. Son nouveau directeur (désigné en avril 1968) occupait également le poste du conseiller culturel à l'ambassade.

La direction: responsable de l'immobilité

L'équipe des dirigeants ne change pratiquement pas au long des années cinquante et soixante, si l'on excepte le départ de l'écrivain Claude Morgan (secrétaire général) et de Pierre Le Brun (vice-président) après l'insurrection hongroise: Louise Mamiac, Jean Tomasi, respectivement secrétaire général et secrétaire en 1962, ainsi que Emmanuel Jude et l'avocate Moranne, qui représentent, tous les deux, la tendance «*progressiste*»,²⁰ font partie de la direction depuis le milieu des années 1950. Deux personnes émergent au sein du secrétariat vers 1960, notamment Maurice Blaizeau²¹ (secrétaire général en 1960, puis secrétaire) et Lucette Maucherat. Celui qui assume la présidence tout au long de la période est le Général Petit, un ancien militaire diplomate à Moscou et que l'on est tenté d'assimiler à un double-agent – quoique cela ne soit pas confirmé –, mais parce qu'il préside en même temps l'association France-URSS, sa fonction à la France-Hongrie reste purement formelle.²²

La reprise progressive des relations culturelles et politiques entre la Hongrie et la France impose dans la première moitié des années 1960 l'élargissement du Comité directeur, ce qui doit permettre l'extension de la base sociale de l'association, et, au final, le décloisonnement de son activité. La signature du protocole d'échange culturel entre la France et la Hongrie en 1962 rend à la fois possible et nécessaire de transformer l'association qui n'est alors qu'un instrument de propagande en une organisation culturelle et plus performante. La Légation met par conséquent beaucoup d'empressement à obtenir que la question soit abordée dans les discussions entre les deux partis, mais elle se voit à chaque fois repoussée par les communistes français, ceux-ci craignant un affaiblissement de leur emprise sur l'organisation. Or, du fait que l'association est de droit français, leur veto s'avère décisif. Lorsque la question est soulevée par les deux partis à l'occasion du VIII^{ème} Congrès du PCF fin novembre 1962, les Français consentent à quelques compromis.²³ Au Congrès national de la France-Hongrie qui a lieu en 1963, la direction intègre en son sein

²⁰ Les intellectuels dits «*progressistes*» tout en n'adhérant pas au parti étaient non moins acquises pour la politique communiste. Ils renforçaient l'influence du Parti au sein des rédactions et des organisations de masse, où ils occupaient très souvent des postes dirigeants. Cf. LEFORT, Claude, *La complication. Retour sur le communisme*, Fayard, Paris 1999, en particulier: 125-130.

²¹ Avant d'entrer dans la direction, Maurice Blaizeau a vécu en Hongrie pendant trois ans (de 1956 à 1959) où il travaillait notamment à l'émission française de la Radio Hongroise (Radio Petöfi). Provisoirement (en 1957), il était aussi le correspondant de l'*Humanité* à Budapest. Archives du PCF, Décisions du Secrétariat de 1957. MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-k, Boîte 5.

²² MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boîte 3. Rapport de la Légation du 11 juin 1962, envoyé au Ministère des Affaires étrangères. AD, Série Europe 1944-1960, Sous-série Hongrie, Dossier 121. Rapport du Ministère des Affaires étrangères à la Légation du janvier 1958.

²³ La Légation constate que «*l'association ne peut pas évoluer en une organisation de masse disposant de larges bases, du fait que les camarades français imaginent sa direction sous un contrôle très étroit*». MOL, KÜM, XIX-J-1-j, Boîte 3. Lettre de la Légation à Paris au Ministère des Affaires étrangères du 5 novembre 1962.

quelques progressistes libéraux;²⁴ mais ces mesures sont très insuffisantes – dans l'optique de la Légation – pour faire sortir l'association de l'isolement.²⁵

La direction ne connaît pas de changement significatif au cours des années 1970 non plus, et ce qui permet le renouvellement partiel du secrétariat, c'est le passage à l'échelle supérieure de deux ses membres: Louise Mamiac entre dans la présidence en 1971, à la place du général Petit, décédé en la même année, et Roger Maria est élu vice-président en 1976. Ainsi peuvent prendre place deux nouveaux personnages au sein du secrétariat, à côté de la vieille garde: Emmanuel Jacquin, président de la commission musicale, et Paul Robert, responsable de la commission du cinéma. Tous les deux doivent leur promotion davantage, semble-t-il, à leur compétence professionnelle qu'à leur attachement au parti, bien que celui-ci n'en reste pas moins acquis.²⁶ Quelques uns des anciens²⁷ disparaissent entre-temps de la présidence, pour cause de décès ou de retrait, tandis que l'on note parmi ceux qui y font leur entrée le gaulliste Edmond Bricout, président du groupe d'amitié franco-hongroise à l'Assemblée nationale.

La continuité qu'on observe au niveau de la direction est très certainement un des éléments, sinon l'élément-clé pour comprendre l'immobilité qui caractérise l'association, d'une manière générale, tout au long de la guerre froide. En empêchant le remaniement de la direction majoritairement communiste, le PCF fige l'association d'en haut, et condamne toute modification qualitative importante (au niveau des structures et des stratégies) qui puisse permettre son adaptation à la détente internationale. La direction perpétue infailliblement les anciennes pratiques et, à travers elles, l'ancienne conception – stalinienne – de la France-Hongrie.²⁸ D'autre part, on peut constater, en anticipant, que même si quelques changements survenus sur le plan du fonctionnement – tel l'amorçage de la collaboration avec les organismes culturels français – favorisent son ouverture vers l'extérieur, à cause de la stabilité de la direction, l'association conserve son «*stigmata*», et continue à être perçue, aussi bien de la part des institutions françaises que des agents du Quai d'Orsay, comme une satellite du PCF. Tout changement positif qui intervient dans les années 1970, grâce aux facteurs extérieurs, doit par conséquent être mesuré à l'aune de ce handicap.

Organisation et implantation

La France-Hongrie est organisée sur le modèle de la France-URSS, bien qu'elle ne soit pas comparable à celle-ci en regard de ses effectifs et de son

²⁴ Ibid. XIX-J-1-k, Boite 15. Lettre de la Légation à Paris au Ministère des Affaires étrangères.

²⁵ Ibid. XIX-J-1-j, Boite 3. Lettre de la Légation à Paris au Ministère des Affaires étrangères du 5 janvier 1963.

²⁶ *Revue France-Hongrie*, numéro spécial édité à l'occasion du 9^{ème} congrès national de la France-Hongrie, 1971 décembre.

²⁷ Notamment: Emile Tersen, Joseph Kosma et Paul Moranne.

²⁸ MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-k, Boite 15. Lettre de la Légation au Ministère des Affaires étrangères.

budget. Elle aurait, d'après un rapport en date de 1965, environ 1.000 adhérents cotisant régulièrement et près de 5.000 milles «membres» – dont 2.000 en province et 3.000 à Paris – qui renouvellent leur adhésion de temps en temps (ce qui signifie, d'après une évaluation grossière, environ un quinzième des effectifs de la France-URSS).²⁹

Le premier échelon de l'association se compose des comités locaux, appelés aussi des cercles. Ceux-ci ont investi en général les réseaux syndicaux et les municipalités communistes pour s'ancrer dans les communautés régionales. A l'échelon supérieur se trouvent les comités départementaux, dont les assemblées générales envoient une vingtaine des délégués au Bureau. Le Comité directeur, que le Bureau élit en son sein, compte huit membres: le président, quatre ou cinq vice-présidents, un trésorier, un secrétaire général et des secrétaires.³⁰ En 1957, un permanent est affecté auprès du Bureau national, et à partir de la seconde moitié des années 1960, la France-Hongrie travaille avec un appareil considérablement renforcé qui compte, semblablement à l'Institut Hongrois, trois permanents.³¹

Au deuxième échelon, le plus important est le comité parisien à cause de la forte centralisation de l'organisation, mais il existe plusieurs comités en province, notamment à Lyon, à Toulon, à Dijon, à Bordeaux et à Cannes.³² Dans la capitale, la France-Hongrie se compose de trois grandes unités qui sont l'association elle-même, fonctionnant comme organisation sociale «non-lucrative», la maison d'édition qui est inscrite comme société anonyme – les militants plus actifs possédant ses actions – et enfin du service de voyage créé en 1959.

Le comité des Alpes-Maritimes, qui englobe les comités de Cannes, Nice et Vallauris, est avec celui du Var le plus actif des comités départementaux; leurs présidents respectifs, Emmanuel Jude et Aimée Meriadec, font d'ailleurs partie de la présidence auprès du Bureau National. Néanmoins, à la différence du comité de Var, celui des Alpes-Maritimes affiche un profil singulier au sein du paysage associatif contrôlé par le Parti.

Le comité des Alpes-Maritimes: culture et commerce dans la guerre froide

Vu son ancrage dans les réseaux CGT du Sud de la France,³³ le comité des Alpes-Maritimes pourrait même être exemplaire des organisations choyées par le PCF – s'il n'entretenait pas des relations étroites avec les municipalités non-communistes de la région et n'avait pas une composition socio-politique fort

²⁹ Cf. GOMART, Thomas, *Double détente, les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Publications de la Sorbonne, Paris 2003, 101. 109.

³⁰ AD, Série Europe 1944-1960, Sous-série Hongrie, Dossier 121. MOL, KÜM, XIX-J-1-j, Boite 3. Archives de la Préfecture de Police, Fonds Louis Martin-Chauffier Rapports des R.G. du 7 février 1946 et du 10 juillet 1950.

³¹ MOL, KÜM, XIX-J-1-j, Boite 37.

³² Ibid. Boite 3.

³³ Confédération Général de Travail.

hétérogène: ces deux caractéristiques font de lui un comité atypique. Elles expliquent en même temps qu'il résiste à la secousse provoquée dans le monde communiste par l'écrasement de l'insurrection hongroise en novembre 1956 incomparablement mieux que les autres comités de la France-Hongrie.³⁴

Le comité fut mis sur pied en 1954 avec le but d'organiser les contacts établis au festival de Cannes avec le vice-ministre hongrois de la culture et l'attaché culturel à la Légation, et placé sous la présidence d'honneur de Jean Cocteau. Sa direction est néanmoins assumée dans les faits par l'un de ses vice-présidents, Emmanuel Jude, un ingénieur syndicaliste de tendance progressiste et doté d'une forte personnalité. A côté de ses contacts étendus dans les milieux CGT, Jude a des connaissances au Quai d'Orsay et, s'il s'avère nécessaire, peut obtenir des visas pour ses invités hongrois. Non seulement il a le sens de diplomatie, mais il porte visiblement un intérêt commercial pour la Hongrie, et tente d'obtenir qu'adhère à son comité toute personne qui lui apporte le poids de son prestige et une importante contribution matérielle. Ainsi, il fait entrer dans la direction de son comité outre les membres notoires de l'intelligentsia de la Côte d'Azur, notamment Picasso et Cocteau, qui font partie des intellectuels „engagés” – dans le sens sartrien du terme –, aussi nombreuses personnalités qui appartiennent à la «haute sphère» de la société. Ces médecins et grands industriels qu'il réussit à recruter ne sont évidemment pas communistes, et l'on aurait de la peine à les voir comme sympathisants.

Il n'est donc pas curieux que cette tendance apolitique et commerciale lui vait la reproche de la direction parisienne, majoritairement communiste. Bien qu'il soit élu vice-président au sein Comité directeur, ses relations avec ce dernier se refroidissent fin des années 1950. Quant à la Légation, elle ne tarde pas à joindre sa voix aux critiques des communistes français, et reconnaît que le comité du Sud compte quelques membres franchement «anticommunistes»,³⁵ mais elle ne néglige pas pour autant les avantages qui découlent de son rayonnement certainement exceptionnel pour une organisation de cet ordre. La preuve, elle met de l'empressement pour se reconcilier avec Jude lorsque celui-ci rompt le contact à cause d'une altercation avec l'Institut des Relations Culturelles à Budapest. D'autre part, Jude considère que la tendance du Comité directeur parisien à assimiler la culture à la politique est fort inopportune après la répression de la révolution hongroise, où la masse de l'opinion française est hostile au nouveau régime hongrois. La Légation, que la conception restrictive des activités culturelles propre aux dirigeants parisiens commence à irriter, lui donne partiellement raison. Tout en cédant sur certains points aux communistes français – elle n'invite plus Jude en Hongrie et l'écarte des décisions importantes –, elle ne se laisse pas intimider pour autant et décide

³⁴ MOL, KÜM, XIX-J-1-j, Boîtes 4, 15, 19, divers rapports de la Légation. Les informations relatives au comité Alpes-Maritimes sont tirées de ces fonds.

³⁵ Ibid. Boîtes 3 et 4, divers rapports de la Légation sur l'activité de la France-Hongrie.

qu'elle continue à „engager le comité dans toutes les actions dont [elle] voit l'utilité en rapport avec [son] travail de propagande et activité culturelle en France".³⁶

L'évolution de la France-Hongrie comme instrument de la politique culturelle hongroise

La période stalinienne de l'association (1947-1953)

Au sortir de la guerre, les relations culturelles de la Hongrie avec la France sont moins importantes que celles de la Tchécoslovaquie ou de la Pologne. Néanmoins, l'Institut Français de Budapest a poursuivi son activité après 1948, contrairement aux Instituts semblables fonctionnant dans les autres Républiques populaires, tandis que la Hongrie était le seul pays dans le bloc soviétique à disposer d'un Institut culturel à Paris.³⁷ C'est un avantage considérable et offre au gouvernement hongrois de belles opportunités sur le plan de la propagande culturelle.

A la période allant de 1947 à 1953, où l'opposition idéologique entre les deux blocs est à son point culminant, les échanges commerciaux entre la Hongrie et la France sont réduits, tandis que la diffusion de la culture hongroise sert, comme l'écrit Pierre Du Bois, à la promotion et à la légitimation du régime socialiste.³⁸ L'association France-Hongrie est considérée et gérée par le gouvernement hongrois comme la sous-section du Mouvement de la paix, et le lien entre les deux organisations se trouve renforcé par l'appartenance simultanée des principaux dirigeants de l'association à la direction du Mouvement.³⁹ L'activité de la France-Hongrie, du moins celle qui accède à une visibilité à cette période, se limite à l'organisation d'expositions, de projections cinématographiques, de manifestations sportives, et à l'accueil d'ensembles folkloriques hongrois. Elle est conforme aux mots d'ordre émis par le Conseil Mondial de la Paix: lors de sa réunion à Vienne en novembre 1951, le conseil a adopté une résolution sur l'organisation des échanges culturels, invitant les comités nationaux à multiplier l'échange d'objets et de publications.⁴⁰

Ces actions ne touchent cependant que les milieux communistes et progressistes. Un rapport des R.G. en date de 1951 relève le malaise global des sociétés d'amitié, et l'attribue au «déséquilibre de classe» entre les dirigeants intellectuels et les masses populaires: il constate que le PCF ne réussit qu'à «saturer

³⁶ Ibid. Lettre de la Légation de Hongrie à Paris au Ministère des Affaires étrangères.

³⁷ Cf. SCHREIBER, T, *Les relations de la France avec les pays de l'Est (1944-1980). Notes et études documentaires*. La Documentation Française, N°4 569 - 4 570 et MARES, Antoine, „La culture comme instrument de la politique extérieure des démocraties populaires: l'exemple franco-tchécoslovaque» *Relations internationales*, n°115, automne 2003, 425-436. et DUFOIX, 248.

³⁸ DU BOIS, Pierre, *Guerre froide, propagande et culture (1945-1953)*, *Relations internationales*, n°115, automne 2003, 437-454.

³⁹ Fonds du Mouvement de la paix, Archives Départementales de Seine - Saint Denis (dans la suite: MP), 170-J-12/13/14.

⁴⁰ MP, 170-J-180. Résolutions du CMP, Vienne, 1^{er}-6 novembre.

ses satellites culturels de "progressistes bourgeois" déjà acquis à son idéologie et agissant en connaissance de cause». ⁴¹ En effet, aussi bien les classes moyennes, dont l'entraînement dans l'action constitue l'enjeu principal pour le gouvernement hongrois et pour Moscou, que les couches intellectuelles, à l'exception des „compagnons de route”, se montrent réfractaires à la sollicitation de ces associations. Aussi les programmes culturels et sportifs de la France-Hongrie ciblent en premier lieu les milieux populaires: ouvriers et paysans. ⁴²

La brève période de «détente» (1953-1956)

A partir de 1953, le principe de la «coexistence pacifique» devient le ciment de la politique extérieure du bloc soviétique, ce qui entraîne l'acrosissement de l'activité du Mouvement de la Paix. L'atmosphère de la détente favorise en outre l'intensification des échanges entre la Hongrie et la France dans les domaines culturel, sportif et touristique. Ceux-ci utilisent de préférence les réseaux de soutien et les canaux de distribution mis en place par la France-Hongrie, et en même temps servent bien entendu à leur extension. A titre d'exemple, grâce à l'intercession du comité Alpes-Maritimes, le festival de folklore international de Nice devient à partir de 1956, semblablement au festival de Cannes, une destination sûre pour l'export de la „culture” hongroise. ⁴³

L'échange de délégations prend ces années un essor notable, et le Secrétariat du PCF doit par conséquent délimiter, en 1954, la compétence des sociétés d'amitié dans ce domaine: «les délégations générales, à l'exclusion de celles préparées par d'autres organisations sont de ressort des sociétés d'amitié. [...] En aucun cas, les sociétés d'amitié n'ont à s'ingérer dans l'activité d'organismes commerciaux tel que l'Agence Littéraire et Artistique. (...) L'ALAP⁴⁴ a la responsabilité de déplacements de personnalités ou délégations relevant de son activité: artistes, conférenciers, écrivains etc.». ⁴⁵ L'échange de délégations, ainsi que les voyages individuels se déroulent sous la stricte surveillance du Parti, chaque invitation doit être soumise à la fois au Ministère hongrois des Affaires étrangères et à la section Poles du PCF, n'importe qu'elle émane de l'Institut des Relations Culturelles ou du secrétariat de la France-Hongrie. En novembre 1950, le Secrétariat du Parti décide que «les membres du Parti dirigeants d'organisations de masse (CGT, UFF... France-Hongrie) devront soumettre à la ratification du Secrétariat trois semaines au minimum avant la date

⁴¹ CHAN, Fonds 4 AG 86. Rapport des RG du 2 mai 1951.

⁴² Cf. MARES, Antoine, «La culture comme instrument de la politique extérieure des démocraties populaires: l'exemple franco-tchécoslovaque». Relations Internationales, N°115, automne 2003, 425-436.

⁴³ MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boite 15, rapports de la Légation sur l'activité de la France-Hongrie.

⁴⁴ L'ALAP fonctionnait comme un département à part entière au sein du PCF: disposant d'un service de traduction, d'une section de gestion de droits d'auteur, d'un libraire nommé Globe, elle prit en charge entièrement la diffusion de la littérature soviétique. GOMART, T, *Double détente*, op. cit., 85.

⁴⁵ APC, Décisions du Secrétariat du 30 juin 1954, SEC.CF.YC.6ex- 5/7/1954 n°212.

fixée pour le départ, les candidatures des membres envisagées pour les délégations devant se rendre à l'étranger».⁴⁶ La section Porex exerce un contrôle étroit sur la personne également après son retour en France; ses manifestations à caractère public, les exposés autant que les publications, sont sévèrement censurées.⁴⁷

En même temps, la propagande culturelle s'enrichit d'un nouvel aspect et devient porteuse d'un sens de patriotisme. A son congrès en 1953 à Vienne, le Mouvement de la paix met l'accent sur les «*traditions originales des cultures*», susceptibles «*d'enrichir les échanges internationaux*».⁴⁸ Un an plus tard, à l'occasion de sa session extraordinaire qui se tient à Berlin, le Conseil Mondial de la Paix enregistre «*des progrès encourageants*» dans le domaine des échanges culturels et celui du «*développement des cultures nationales*». Six mois plus tard, à nouveau, il tient à recommander aux comités nationaux d'appuyer toutes initiatives en faveur de «*la défense et du développement de la culture nationale*» et «*pour l'amélioration des contacts et des échanges dans le domaine de l'art populaire et folklorique et des sports*».⁴⁹ Néanmoins, la culture reste assimilée à la propagande politique et d'autre part l'amélioration du travail de la France-Hongrie est plus quantitative que qualitative; à l'exception du comité de la Côte d'Azur, l'association ne parvient pas à étendre son influence au-delà du cercle des communistes et progressistes.

Isolement et lent redémarrage après l'insurrection hongroise (1957-1962)

Pendant le temps où le comité parisien est inactif et les portes de l'Institut Hongrois restent fermées, toutes les manifestations de la France-Hongrie se trouvent refoulées sur la Côte d'Azur. Elles sont prises en charge par le comité Alpes-Maritimes, qui refuse cependant de participer aux manifestations à caractère ostensiblement politique.⁵⁰

La relance de la France-Hongrie fait objet de négociations entre les représentants des partis français et hongrois en juin 1957 à Budapest, où l'on décide d'une série de mesures, dont, on l'a vu, de l'augmentation à la fois du financement direct (5,4 millions de francs au lieu de 3,6 millions de francs prévus) et du financement indirect. Conformément aux instructions qu'il reçoit du Comité exécutif,⁵¹ le Ministère des Affaires étrangères somme le

⁴⁶ Ibid. SEC.JN.GT. C.20ex-30/10/1950 n°59.

⁴⁷ CHAN, Fonds 4 AG 75. Rapport des RG. MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boite 15, divers rapports de la Légation.

⁴⁸ MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boite 12. Lettre de la Légation de Hongrie à Paris au Ministère des Affaires étrangères.

⁴⁹ MP, Fonds 170-J-180. Session extraordinaire du CMP, 24-28 mai 1954, Berlin; Session du CMP, 18-23 nov. 1954, Stockholm.

⁵⁰ Il se déroba par suite à la diffusion d'une brochure sur le procès Imre Nagy. MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boites 12, 15, 19, divers rapports de la Légation sur la France-Hongrie.

⁵¹ Le Comité Exécutif tenait lieu du Bureau politique du janvier 1957 jusqu'à la Conférence nationale du PSOH de 1959. MOLNAR, Miklós, *De Béla Kun á János Kádár. Soixante-dix ans de*

Ministère de la Culture de pourvoir au renouvellement des matériaux d'exposition. Il décide en outre que la France-Hongrie doit devenir un passage obligatoire pour les artistes et intellectuels hongrois qui se rendent en France.⁵² Finalement, sa proposition de nommer un permanent au Bureau de l'association est fort bien accueillie par le PCF – auprès de qui la Section des Relations internationales du PSOH intervient à cet effet –, puisque celui-ci non seulement s'y exécute, mais étend la réforme à l'ensemble des sociétés d'amitié (à l'exception de la France-URSS).⁵³

Le véritable redémarrage du Comité parisien attend cependant jusqu'à l'automne 1959. Voire, le tout premier geste de la direction, qui consiste d'insérer un additif concernant le procès Imre Nagy dans le Bulletin n°61, accrédite l'idée que la culture et la politique s'imbriquent encore étroitement dans l'esprit des dirigeants. La Légation veille pourtant à ne pas compromettre l'association dans des manifestations politiques et contrairement à l'usage laisse celles-ci entièrement au soin de l'Institut Hongrois à Paris.⁵⁴

Les affaires intérieures priment sur la politique étrangère dans les préoccupations du gouvernement pendant les années qui suivent la répression de la révolution hongroise, ce qui limite considérablement les marges d'action des institutions et organisations implantées en France. Ainsi, l'initiative de créer une association Hongrie-France à Budapest – ce qui permettrait à la France-Hongrie de se débarrasser de son image d'organisation de façade –, se trouve rejetée, pareillement à l'invitation en Hongrie de Jean Cocteau (président d'honneur du comité Alpes-Maritimes). Cela, malgré que la Légation soutienne vivement les deux projets. Le Ministère des Affaires étrangères juge en effet l'un et l'autre inopportunes du point de vue des circonstances politiques intérieures, et d'autre part justifie son veto dans le cas de la nouvelle société par le fait qu'elle pourrait détériorer les relations de la Hongrie avec les autres pays socialistes, dont aucun ne dispose en effet d'une organisation de cet ordre.⁵⁵ En ce qui concerne la visite de Cocteau,⁵⁶ l'Institut

communisme hongrois, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques - Institut Universitaires de Hautes Études Internationales, 1987.

⁵² APC, Fonds Raymond Guyot, Relations Internationales, B III, Dossier II, Hongrie. MOL, Fonds KÜM, XIX-j-1-j, Boite 12. Lettre de la Légation au Ministère des Affaires étrangères du 5 juillet 1958.

⁵³ APC, Décisions du Secrétariat, SEC.GP.GV.6ex- 30/X/1957-C, n°528.

⁵⁴ MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boites 15, 19, divers rapports de la Légation envoyés au Ministère des Affaires étrangères.

⁵⁵ Il existait pourtant une association URSS-France en l'Union Soviétique. Cependant, à l'encontre de l'URSS, les démocraties populaires ne pouvaient pas risquer la mise en place d'associations francophiles ou anglophiles sur leur territoire, car celles-ci seraient indubitablement devenues le point de ralliement des intellectuels dissidents.

⁵⁶ Cocteau n'avait pas beaucoup «sur son compte», sinon qu'il a sympathisé avec l'insurrection hongroise et collaboré à l'anthologie intitulée «*Hommage des poètes français aux poètes hongrois*», parue en 1957.

des Relations Culturelles estime qu'elle risque de perturber les intellectuels hongrois qui ne se sont guère encore réconciliés avec le nouveau régime.⁵⁷

Entre 1959 et 1962, l'activité de la France-Hongrie prend néanmoins de l'élan dans les domaines culturel et touristique. A Paris, la commission musicale de l'association devient très actif grâce à son animateur principal, Maurice Fleuret, et non dernièrement à l'organisation de l'année Liszt-Bartok en 1961. En ce qui concerne l'activité du service de voyages, même si l'affirmation de la secrétaire général, selon laquelle le nombre des touristes qui ont visité la Hongrie en 1960, en passant par l'association, aurait triplé par rapport à l'année précédente, semble exagérée, les voyages de groupe connaissent sans doute un essor notable.⁵⁸ Les échanges d'artistes et d'intellectuels se multiplient surtout par le biais du Comité parisien qui organise plusieurs voyages pour musicologues et pour peintres. Quant aux comités de province, leurs actions ciblent d'autres segments des sociétés hongroise et française, en premier lieu, les gens provenant des derniers rangs de la classe moyenne et des couches populaires. Aux échanges qu'ils organisent participent en grand nombre des mineurs, des carriers, des pêcheurs et des ouvriers de constructions navales. Le Comité Alpes-Maritimes se singularise, là encore, par son penchant pour l'activité commerciale, puisqu'il s'adresse aux employés de l'hôtellerie, notamment aux cuisiniers, aux jardiniers et aux maîtres d'hôtel.⁵⁹

Vers la fin des années 1950, la France-Hongrie prend en charge l'inspection de l'émission française de la Radio Budapest (Radio Petöfi), qui était auparavant du ressort du Bureau de presse hongrois. La secrétaire générale de l'association envoie des rapports mensuels au Ministère des Affaires étrangères par le biais de la Légation, dans lesquels elle commente les conditions techniques et le contenu des émissions, afin de les adapter aux attentes du public français.⁶⁰

⁵⁷ MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boite 4. Lettres de la Légation de Hongrie au Ministère des Affaires étrangères du 12 mai et du 7 octobre 1959. Lettre du Ministère des Affaires étrangères à la Légation à Paris du 1^{er} octobre 1959. Lettre du Ministère des Affaires étrangères à l'Institut des Relations Culturelles du 27 mai 1959.

⁵⁸ Centre d'Archives Diplomatiques de Nantes (dans la suite: CADN), Dossier 79. MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boites 4 et 5, divers rapports de la Légation de Hongrie envoyés au Ministère des Affaires étrangères.

⁵⁹ Ibid. et XIX-J-1-j, Boite 3. Rapport du Ministère des Affaires étrangères sur les entretiens de la direction de la France-Hongrie avec l'Institut des Relations Culturelles à Budapest, du 28 juin 1960.

⁶⁰ Dans le contexte de la bataille médiatique entre l'Ouest et l'Est, l'émission française de la Radio Petöfi était l'instrument de la pénétration de propagande soviétique dans la population française. En 1950, alors qu'il venait de se faire exclure des studios de la Radio France, le PCF s'empara de l'émission, ainsi que des émissions en langue française des autres Radios populaires. L'enjeu pour le gouvernement hongrois était d'utiliser la connaissance du terrain du PCF et de contrebalancer la propagande des médias françaises au sein de l'immigration hongroise. A l'issue des négociations inter-partis, le PCF mit en place un comité de rédaction à Paris et envoya un rédacteur à Budapest. A titre de représailles, la Radio France résilia encore la même année son contrat avec le gouvernement hongrois. Au fur et à mesure que s'amorçait la détente dans les relations internationales, l'émission perdit d'importance aux yeux de Moscou et devint

La France-Hongrie face à la signature du protocole d'échange culturel (1962-1964)

Dans un discours qu'elle prononce au club de la presse hongroise à Budapest en mai 1961, la secrétaire générale de la France-Hongrie se félicite du travail de l'association qui ait, d'après elle, largement contribué à la reprise des relations culturelles et économiques entre la France et la Hongrie.⁶¹ A la lumière des archives du Ministère des Affaires étrangères à Paris, il est clair que la France-Hongrie agit comme un facteur accélérateur dans les négociations inter-étatiques. Elle ne semble pas avoir éveillé l'intérêt des sphères culturelle et économique françaises pour la Hongrie, comme le prétend sa secrétaire générale, mais il est vrai qu'elle met de pression sur le gouvernement français en monopolisant les échanges entre les deux pays. Il convient de rappeler que l'accord culturel est pour la France (de même que pour la Hongrie) un arme à double tranchant: outre l'aspect offensif, ayant trait au maintien d'une «*présence occidentale*» en Hongrie, le contrat a un aspect défensif, lequel consiste à placer les échanges sous contrôle étatique pour empêcher qu'ils soient exploités par la propagande communiste. Dans une note du 25 septembre 1959 sur les relations culturelles entre la Hongrie et la France, le Service d'Europe Orientale du Ministère des Affaires étrangères formule ceci de manière explicite: «*étant donné l'intérêt qui s'attache à ce que les échanges culturels avec ces pays [socialistes] ne soient pas exclusivement orientés à des fins politiques par les groupements de même appartenance en France même, la tendance du côté français est d'organiser ces échanges sur une base étatique permettant un certain contrôle et la prise en considération des intérêts généraux*».⁶²

Il est légitime de ne pas accorder crédit à la déclaration de la secrétaire générale, selon laquelle les adhérents de l'association «*se félicitent sans réserve du protocole d'échanges culturels*», lequel «*élargit grandement [leur] champ d'action*».⁶³ Ne disposant que d'un budget restreint et n'ayant pratiquement aucun lien avec les couches plus aisées de la société française, la France-Hongrie ne peut pas en effet rivaliser avec les organismes étatiques, et doit trouver le moyen de s'adapter à la nouvelle conjoncture. Deux mesures prises au Ministère hongrois des Affaires étrangères montrent que celui-ci entend lui apporter son plein soutien. Premièrement, il décide de confier les affaires de la France-Hongrie, qui étaient prises en charge auparavant par l'attaché culturel, au ministre de la

l'instrument privilégié de la propagande hongroise. MOL, Fonds TUK, XIX-J-30. 1.1.a. Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boite 12, Boite 6, Boite 15; XIX-J-1-k, Boite 30 ; Archives du PCF, Décisions du Secrétariat de 1950 et de 1957.

⁶¹ CADN, Hongrie, Dossier 79 Lettre de la Légation de France à Budapest au Ministère des Affaires étrangères du 24 mai 1961.

⁶² AD, Série Europe 1944-1960, Sous-série Hongrie, Dossier 107. Note du Ministère des Affaires étrangères de Paris sur les «*Relations culturelles entre la France et la Hongrie*» du 25 septembre 1959, rédigée à l'attention du gouvernement de Norvège.

⁶³ MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-k, Boite 5. Lettre du Ministère des Affaires étrangères à la Légation de Hongrie à Paris.

Hongrie adjoint.⁶⁴ En second lieu, il invite les dirigeants de l'association à se rendre chaque année en Hongrie pour discuter les affaires sur place avec les responsables de l'IRC.⁶⁵

Sur le plan des activités, l'association emprunte deux nouvelles stratégies: d'abord, elle s'efforce de tourner à son profit les événements culturels qui ont lieu dans le cadre du protocole. Si elle reçoit l'alerte de l'Institut à Budapest à temps, elle réussit en général à obtenir un tarif réduit pour ses adhérents, mais le contact entre la France-Hongrie et ce dernier est très irrégulier tout au long de la période. L'enjeu est sans doute plus grand lorsqu'elle tente de placer les manifestations en province sous les auspices de ses comités. Le renforcement des activités en province est favorisé par le fait que l'association y subit dans une moindre mesure la concurrence des échanges officiels et dispose d'autre part, en les comités des Fêtes, les maisons des Jeunes et de la Culture (MJC) et les comités d'entreprise, de bases solides. Ses nombreux contacts font d'elle un interlocuteur utile pour les organismes français et son ouverture aux institutions de l'hexagone est vivement soutenue par le Ministère hongrois des Affaires étrangères.⁶⁶ Il est vrai que ce dernier distingue nettement les échanges organisés dans le cadre de l'association et ceux prévus par le protocole, mais l'Ambassade s'efforce de confier à la France-Hongrie l'organisation des manifestations à caractère culturel.⁶⁷ Du côté du Quai d'Orsay, il semble au contraire que tout est mis en œuvre pour tenir la France-Hongrie à l'écart des événements officiels.⁶⁸

L'empressement des dirigeants pour ouvrir aux organismes français et pour rendre transparent le financement de l'association témoigne de leur volonté de sortir l'association de l'ombre, ce qui équivaut à la doter d'une identité. C'est déjà énorme, mais pas suffisant pour élargir la base sociale et politique de

⁶⁴ Pour des raisons avant tout pragmatiques, cette décision ne fut cependant que partiellement exécutée: l'adjoint s'occupait des manifestations à caractère politique, tandis que l'attaché culturel continuait à assumer la surveillance des activités culturelles. MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boite 3. Bilan fait par le Ministère des Affaires étrangères du travail de l'Ambassade entre juin 1961 et juin 1962 ; Lettre de l'Ambassade au Ministère des Affaires étrangères du 5 novembre 1962.

⁶⁵ Ibid. XIX-J-1-j, Boite 3. Lettre de l'Institut des Relations Culturelles du 9 juin 1962 au Ministère des Affaires étrangères; Lettre du Ministère des Affaires étrangères à l'Institut des Relations culturelles, contient en annexe le compte rendu de la réunion du Comité directeur de la France-Hongrie du 7 juin 1962. Ce qui n'empêchait pas que l'activité de la France-Hongrie continuât à être enveloppée dans un vernis idéologique: c'était au nom du principe de «l'internationalisme prolétarien» que le gouvernement hongrois a déclaré après le XXII^{ème} Congrès du PCUS, qu'il était nécessaire de «renforcer (par l'intermédiaire de l'association) les liens entre la classe ouvrière et la paysannerie hongroises et les travailleurs et paysans français» MOL, XIX-J-1-k, Boite 5. «Propositions relatives au développement de nos relations avec la France, au fond des principes directeurs du XXII^{ème} Congrès du PCUS», du 4 décembre 1961.

⁶⁶ Ibid. divers rapports de la Légation sur l'activité de la France-Hongrie.

⁶⁷ MOL, XIX-J-1-k, Boite 15. Lettre de la Légation au Ministère des Affaires étrangères. XIX-J-1-j, Boite 3. Lettre de la Légation de Hongrie au Ministère des Affaires étrangères du 29 avril 1962.

⁶⁸ Gomart confirme que le Quai d'Orsay invitait régulièrement ses agents à ne pas confondre les échanges se déroulant dans le cadre du protocole avec ceux de l'association France-URSS. GOMART, 119.

l'association qui pourtant seul rendrait possible le décloisonnement de son champ d'action, permettant en même temps de transférer progressivement les frais du gouvernement aux adhérents - ce qui est essentiel, puisque l'association est à cette époque aux prises avec les difficultés financières. Or, l'immobilisme de la direction fait échouer d'avance toute tentative qui s'amorce dans ce sens. De surcroît, la situation financière de la France-Hongrie empire durant la période. Y contribue la chute considérable des voyages touristiques, qui découle de l'augmentation des prix et de la concurrence sérieuse des autres sociétés d'amitié, principalement celle de la France-Tchécoslovaquie et de la France-URSS. Pour y remédier, la direction de l'association entame des négociations avec divers syndicats hongrois, en vue d'organiser des voyages de groupes par ce biais, contournant l'agence hongroise IBUSZ, qui a jusqu'alors pris en charge les échanges touristiques.⁶⁹ Toutefois, en 1963, le budget de la France-Hongrie reste fort déficitaire,⁷⁰ ce qui a certainement sa part dans ce que la direction précipite l'amorçement de la coopération avec les organismes culturels français.

Nouvel essor? - 1965-1975

Dans la seconde moitié des années 1960, l'activité de la France-Hongrie évolue sensiblement au développement des relations culturelles officielles, réglées par les accords inter-étatiques conclus à long terme - entre 1966 et 1974, pour deux, ensuite pour trois ans. Une véritable floraison commence vers 1965, et la France se retrouve, d'après un rapport de l'IRC, premier sur la liste des pays capitalistes en regard de ses relations culturelles avec la Hongrie.⁷¹

Tout cela ne manque pas d'entraîner l'association dans une activité plus intense, ses relations et connaissances au niveau local faisant d'elle un partenaire précieux pour les institutions culturelles et organisation sociales françaises.⁷² Grâce non dernièrement au soutien de l'IRC et de l'Institut Hongrois de Paris, elle semble assez rapidement sortir de l'isolement, même si son épanouissement reste à l'intérieur d'étroites limites. Au fond, son activité ne dépasse pas les domaines qui sont traditionnellement les siens, notamment l'organisation d'expos-ventes, expositions d'art et de philatélie, événements cinématographiques, tourisme.

Lorsque, fin de 1967, le comportement des autorités et organisations françaises traverse un changement radical, la France-Hongrie voit son rôle revalorisé aux yeux de l'IRC. Ni le gouvernement hongrois, ni le gouvernement français ne sont satisfaits du développement des relations

⁶⁹ MOL, XIX-J-1-j, Boite 3. Lettre du Ministère des Affaires étrangères à la Légation à Paris du 9 juin 1962.

⁷⁰ Ibid. Lettre du Ministère des Affaires étrangères à la Légation à Paris du 5 janvier 1963.

⁷¹ Ibid. Boite 38. Note de l'IRC du 1^{er} juillet 1967.

⁷² Revue France-Hongrie, N°90 1966, Numéro spécial consacré au 7^{ème} congrès de l'association.

culturelles dans le cadre officiel et se reprochent mutuellement d'utiliser les accords inter-étatiques de manière trop unilatérale.⁷³ Pour faire valoir leurs intérêts en dehors des accords, ils ont recours, en premier lieu, aux instituts culturels dont ils disposent dans le pays partenaire, et dont le plan de travail «intérieur» – qui est à distinguer du plan élaboré aux termes des accords – augmente dès lors en volume. En second lieu, ils utilisent les organisations non-étatiques: dans le cas hongrois, la France-Hongrie. Du côté français, une organisation semi-officielle est créée en 1967, qui porte le nom «*Association pour le Développement des Relations Culturelles entre la France et la Hongrie*», et qui est placée sous le haut-patronage du directeur général des affaires culturelles au Quai d'Orsay. Le tournant dans la politique culturelle hongroise vis-à-vis de la France découle très probablement du fait qu'en ce temps se renforce l'intégration politique et idéologique des pays socialistes au bloc, sous l'effet de la politique brejnévienne.⁷⁴ Le raidissement que l'on observe du côté français ne serait, en ce cas, que la réaction au changement de la politique des pays de l'Est.

Néanmoins, suite aux événements de Tchécoslovaquie la situation se présente d'une manière différente: d'après l'impression que les ambassadeurs soviétique et hongrois retirent de leurs négociations au Quai d'Orsay, celui-ci se serait légèrement écarté de la politique gaulliste après l'invasion et fait preuve de plus réserves à leur égard. Dans ce contexte, la France-Hongrie est mobilisée⁷⁵ avec l'objectif de rééquilibrer les échanges officiels en pratiquant à la fois une «*politique d'invitation*» – ici, de Hongrie vers la France – et, inversement, une «*politique d'envoi*» plus actives.⁷⁶ Les événements de Tchécoslovaquie sont d'ailleurs à l'origine d'une importante baisse d'activité dans l'IHP, qui perd nombre de ses relations dans le cercle des intellectuels communistes et sympathisants,⁷⁷ et provoquent le blocage de la France-Hongrie, qui doit remettre à plus tard quelques unes des actions prévues pour le trimestre. Les difficultés sont toutefois assez vite surmontées et n'affectent pas à long terme l'activité de l'association, dont l'extension se poursuit même sans difficulté en province.

⁷³ A partir de la fin de l'année 1967, la plainte concernant la «*pénétration idéologique*», que le gouvernement français aurait cherché à renforcer dans le cadre et en dehors des accords bilatéraux, est récurrente dans les rapports de l'IRC et de l'IHP. En 1968, dans le contexte de la préparation du nouveau protocole culturel, l'IRC souligne la nécessité d'agir plus systématiquement contre la «*politique de détente*» déployée par la France. MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boîtes 37 et 45, divers rapports de l'IRC et de l'IHP.

⁷⁴ OUDENAREN, J. V., «*The Soviet Union and Eastern Europe: New Prospects and Old Dilemma*» IN: GRIFFITH, E. W. (dir.), *Central and Eastern Europe: The Opening Curtain?*, Westview Press Boulder, San Francisco & London 1989, 104-122.

⁷⁵ En 1968, le personnel de l'Ambassade est entièrement renouvelé. Le nouveau conseiller culturel, Béla Benyei noue de très bonnes relations avec Maurice Blaizeau, secrétaire général de l'association.

⁷⁶ MOL, KÜM, XIX-J-1-j, Boîtes 37 et 45, divers documents. Notons que l'IRC, qui entretient par le biais de l'IHP de très bonnes relations avec le Pen Club français, préfère cependant inviter en Hongrie les écrivains proches du PCF.

⁷⁷ MOL, KÜM, XIX-j-1-j, France, Boîte 38, divers rapport de l'Ambassade.

En fait, si le développement des relations politiques et économiques entre les deux pays au début des années 1970 favorise l'intensification des échanges culturels, l'activité culturelle hongroise semble paradoxalement s'accroître en prenant appui sur les réseaux du PCF.⁷⁸ Cette stratégie qui consiste de contourner les accords officiels se consolide dans la première moitié des années 1970, et il est difficile de savoir, dans quelle mesure est-elle le résultat ou, inversement, la cause de la passivité des organisations étatiques en France. Elle est néanmoins fructueuse. Ce succès trouve d'ailleurs son reflet dans le changement d'optique des responsables de l'IRC et de l'IHP: tandis qu'auparavant, ceux-ci se sont plaints de l'absence de subventions étatiques et de l'attitude hostile des organisations officielles en France, ils en viennent maintenant à se féliciter des résultats obtenus sur la voie non-officielle. L'attitude de l'Etat français est en effet plutôt permissive, et l'activité culturelle ne rencontre pas de sérieux obstacle, si l'on excepte le Mois Culturel Hongrois organisé par l'IHP en mai-juin 1972, qui passe au-delà du seuil de tolérance, et entraîne aussi quelques „représailles”. En conséquence, l'IHP affirme en 1975 ne point envisager le développement des relations culturelles dans le cadre des protocoles, et renforcer sa coopération avec la France-Hongrie et avec divers organisations locales.⁷⁹

La nouvelle stratégie misant sur les moyens non-étatiques impose la décentralisation de la politique culturelle en France, c'est-à-dire l'éloignement des événements de Paris et leur extension en province. L'activité culturelle s'oriente de préférence vers le Sud, où la France-Hongrie dispose de solides bases.

La décentralisation des activités: la France-Hongrie en province

Bien que la France-Hongrie s'emploie à partir de la fin des années 1960 à développer son activité hors Paris, son implantation en province demeure encore en 1971 – d'après le rapport que le secrétaire administratif présente au 9^{ème} Congrès national – son point faible.⁸⁰ En effet, elle ne dispose d'assises solides que dans le Sud, où les comités départementaux des Alpes-Maritimes et de Var, déploient une activité intense et continue. L'activité des comités de Bouche-de-

⁷⁸ Pour situer la France-Hongrie par rapport aux autres organisations de propagande en France, on connaît pour cette période deux estimations établies par l'Ambassade. Selon un rapport en date de 1965, la France-Hongrie figure parmi les 100-200 plus importantes associations de propagande en France, qui sont au nombre de plusieurs dizaines de milles. Un rapport de l'Ambassade en date de 1972 affirme que la France-Hongrie est celle des associations amicales en France qui effectue le travail le plus uniforme et de plus grande qualité après la France-URSS. (A noter que l'activité de propagande des Polonais était globalement beaucoup plus importante, mais ne se réduit pas à l'Association France-Pologne, elle-même peu efficace.) MOL, XIX-J-1-j, France, Boîtes 37 et 45.

⁷⁹ MOL, KÜM, XIX-J-1-j, France, Boîte 37. Lettre de l'Ambassade au Ministère des affaires étrangères du 18 juillet 1972; Rapport annuel de l'Institut Hongrois à Paris du 11 novembre 1972.

⁸⁰ Revue France-Hongrie, numéro spécial édité à l'occasion du 9^{ème} congrès national de la France-Hongrie, 1971 décembre.

Rhône et de Loire (basé à St. Etienne), dont la création remonte seulement au début des années 1960, est en revanche peu significative. Néanmoins, l'association renforce dans ce sens au début des années 1970, et trois nouveaux comités sont créés en file, notamment au Nord-Pas-de-Calais, en Rhône-Alpes et en Provence - Côte d'Azur, parmi lesquels le comité Rhône-Alpes (qui fonctionne sous la présidence de François Vivet) se révèle même très actif.⁸¹

On a vu, l'association s'est implantée en province en s'appuyant sur le réseau des municipalités communistes qui soutiennent ses comités locaux aussi financièrement. Dès le milieu des années 1960, l'ambassade encourage néanmoins l'établissement de relations avec les municipalités à majorité socialiste et sous direction UNR, convaincue que l'amélioration des relations franco-hongroises, d'une part, la montée de la gauche en France, d'autre part y sont favorables.⁸² Il est difficile de reconstituer dans quelle mesure ces facteurs ont-ils contribué à l'élargissement des contacts. Certes, la France-Hongrie ne parvient pas à étendre son cercle de rayonnement au-delà de la «zone rouge», mais elle réussit à élargir ses relations aux endroits où elle était déjà bien implantée, en premier lieu, sur la côte d'Azur. D'autre part, les manifestations culturelles officielles - qui se déroulent donc en dehors de l'association - gagnent plus facilement les villes non-communistes. En même temps, et indépendamment des précédents, la France-Hongrie enregistre une perte importante avec l'affaiblissement, puis la disparition définitive de l'un de ses comités plus actifs, celui de Bourgogne, à la suite du passage de Dijon à droite.⁸³

L'événement qui impulse à cette période l'activité de la France-Hongrie et lui permet de consolider ses bases en province est la «Semaine Hongroise». Ces manifestations qui ciblent d'abord quelques villes de taille moyenne, puis aussi des villes plus importantes, sont fortement soutenues par le gouvernement qui les juge non seulement rentables, mais aussi un bon moyen pour décentraliser sa politique culturelle. (Notons entre parenthèses que la semaine culturelle n'a pas été conçue par les institutions hongroises; l'organisation des «semaines étrangères» avec le soutien des municipalités, des chambres de commerce nationales et des maisons des jeunes et de la culture (MJC), devient à la mode à partir du milieu des années 1960.) Des Semaines Hongroises se déroulent, entre autres, à La Seyne (1965), à Nice (1969), où elles sont entièrement prises en charge par l'association, et au Havre (1969). Celle du Havre se distingue par son impact: depuis 1945, la France n'a pas vu de manifestation hongroise à caractère culturel de pareille envergure. Deux facteurs sont réunis pour expliquer son succès: le changement de la stratégie du gouvernement hongrois et la volonté des dirigeants de la ville de renforcer la propagande deux semaines avant les élections municipales. Il est à noter que Le Havre est la seule ville française de

⁸¹ Ibid.

⁸² MOL, KÜM, XIX-J-1-j, Boite 48. Lettre de l'Ambassade au Ministère des affaires étrangères du 23 juillet 1965.

⁸³ MOL, KÜM, XIX-J-1-j, Boite 37. Rapport annuel de l'IHP sur les relations culturelles franco-hongroises du 11 novembre 1971.

taille importante qui se trouve depuis très longtemps sous direction communiste.⁸⁴ Le succès de la manifestation au Havre encourage les institutions hongroises à organiser des «*semaines culturelles*» aussi dans les villes plus grandes, notamment à Bordeaux, à Strasbourg, à Brest et à Reims. L'envergure de ces événements dépasse néanmoins le cadre de la France-Hongrie et ils sont pris en charge, du côté hongrois, par les organismes officiels (IRC, la Chambre de Commerce, Interconcert etc.). L'activité de l'association se limite à susciter des manifestations, organiser des expositions, des expos-ventes, des vernissages, des conférences et à s'occuper du secteur cinématographique.

En plus des grandes manifestations, la France-Hongrie apporte sa contribution aux actions ponctuelles, notamment aux semaines culturelles municipales (Arras, Calais et Sarcelles) et aux «*quinzaines hongroises*» (par exemple à St. Dizier), auxquelles interviennent en général ses comités de province. Néanmoins, les «*quinzaines*» prennent, elles aussi, rapidement d'envergure et l'organisation de la «*quinzaine musicale*» à Paris en 1974 est prise en charge par les organismes officiels hongrois.⁸⁵

Le développement du comité parisien

Parallèlement avec l'élargissement des activités, les structures internes de l'association se perfectionnent et traversent un développement notable au début des années 1970, où sont créées les commissions de «*Jumelages*» et des Echanges. La mise en place de cette dernière signifie un grand pas avant, puisqu'elle permet de concerter les échanges qui se déroulent dans les différents domaines d'action. En même temps, l'activité des anciennes commissions, notamment celle des commissions musicale, du tourisme (qui existe, sous différents noms, depuis 1959) et du cinéma prend un essor, non dernièrement grâce au zèle de leurs nouveaux présidents – Paul Robert,⁸⁶ pour le cinéma et Emmanuel Jacquin pour la musique – , qui viennent à l'association seulement à cette période-là.⁸⁷

Un développement important est enregistré début des années 1970 dans le domaine du tourisme et de l'organisation de voyages.⁸⁸ L'association organise, par ailleurs, à côté des voyages d'été, qui sont à son programme depuis 1959, aussi régulièrement un voyage pour le Réveillon (à partir de 1963). Son intervention consiste de faire la réservation des billets, des chambres d'hôtel, avec le concours des organismes hongrois (Ibusz, Cooptourist, Malev-Air-Tour etc.), et d'obtenir les visas avec l'aide de l'ambassade. Il s'agit bien évidemment

⁸⁴ Ibid. Rapport de l'IRC du 15 décembre 1969.

⁸⁵ Ibid. Boîtes 37 et 45, divers rapports de l'Ambassade.

⁸⁶ Paul Robert préside dans la seconde moitié des années 1960 la Fédération des Ciné-Clubs. De son initiative est organisé à partir de 1973 le stage cinématographique franco-hongrois à Eger.

⁸⁷ MOL, Fonds KÚM, France, XIX-J-1-j, Boîtes 37 et 45, divers rapports de l'Ambassade.

⁸⁸ Le nombre des voyages effectués par le biais de l'association serait passé de 300 en 1964 à 2 100 en 1969 et à 4 000 en 1971. Toutefois, les deux derniers chiffres indiquent le nombre des dossiers enregistrés, qui ne correspondent probablement pas au nombre des voyages effectués.

de voyages «guidés» au sens littéral du terme, puisqu'ils comprennent obligatoirement – et même dans les années 1970 – au minimum une visite dans une fabrique hongroise et une autre dans une coopérative agricole.

La France-Hongrie envoie de nombreuses délégations en Hongrie, que le comité parisien organise avec le concours des comités de province, en premier lieu, celui du comité des Alpes-Maritimes.⁸⁹ Cela explique que selon les statistiques, l'augmentation du nombre de voyageurs passant par l'association est proportionnellement plus importante que celle de la totalité des voyages touristiques allant de la France vers la Hongrie, alors que ceux-ci prennent à cette période un essor notable.⁹⁰ (Ainsi, en 1970, 12% des voyageurs ont recours au service de l'association, tandis qu'en 1964, ils étaient seulement 2,3%.)⁹¹ A côté des voyages d'étude, auxquels participent des groupes de profession et d'activité très diverses, l'association organise des séjours en Hongrie pour les représentants des comités d'entreprise. En outre, aux termes d'un accord conclu en 1967 avec l'IRC à Budapest, elle constitue, au printemps de chaque année, une ou plusieurs délégations de ses animateurs, de professeurs de musique, d'élus (maires adjoints chargés des relations culturelles), de directeurs de maisons de culture, bref, de telles personnes qui sont susceptibles de lui donner un coup après leur retour en France.⁹²

On note néanmoins la disparition de quelques commissions spécialisées durant la période, dont la Commission Economique d'information, qui s'est constituée au milieu des années 1960 avec l'objectif d'élargir les contacts économiques, techniques et scientifiques entre les deux pays, sous forme de conférences, d'expositions, de stages et de traductions d'ouvrages dans les deux langues.⁹³ L'association continue non moins, dans le cadre de la Commission des Echanges, à travailler pour le développement des relations scientifiques et économiques. Les échanges qui s'effectuent à partir de 1973 entre le Ministère hongrois de la construction et le Groupement d'Etudes et de Recherches Industrie Architecture débouchent même sur des contrats commerciaux relativement importants.

⁸⁹ A partir de 1969, celui-ci a à son actif l'organisation de plusieurs voyages spécialisés. A titre d'exemple, en 1975, l'Association des Donneurs de Sang du département Alpes-Maritimes envoie pas moins de 500 de ses membres en Hongrie.

⁹⁰ Selon les indications de la Revue France-Hongrie, (RPH), le nombre des Français qui visitent la Hongrie passe de 13.000 en 1964 à 20.000 en 1966 et à 30.000 en 1970. (Revue France-Hongrie, 1966, numéro spéc. consacré au 8^{ème} Congrès; 1971, numéro spéc. consacré au 9^{ème} Congrès de l'association.) La chiffre donnée par le Consulat pour l'année 1970, qui est certainement plus fiable, est de l'ordre de 26.000.

⁹¹ Ces pourcentages sont calculés avec les chiffres données précédemment, avec cependant une correction: pour le nombre des voyageurs passant par l'association en 1970, la chiffre 3.000 semble mieux correspondre à la réalité.

⁹² Revue *France-Hongrie*, 1966, numéro spéc. consacré au 8^{ème} Congrès; 1971, numéro spéc. consacré au 9^{ème} Congrès de l'association.

⁹³ Elle justifiait son action par le déficit de la balance commerciale franco-hongroise et, envers les Français, par la présence ouest-allemande en Hongrie, qu'il s'agissait alors de faire reculer.

Le mouvement des villes jumelées

Les échanges qui ont pour ultime but le jumelage des villes hongroises avec les villes françaises sont amorcés au début des années 1960. Ainsi, par le biais du comité de Var de la France-Hongrie, des liens se nouent, à l'échelle municipale, entre la ville de Veszprém et Draguignan et, à l'échelle départemental, entre le département de Var et le département de Veszprém.⁹⁴

Les jumelages s'effectuent majoritairement de l'initiative de municipalités communistes et font donc partie de ces «*échanges non-contrôlés*» qui irritent fortement le gouvernement français. Dans une lettre du juin 1960, le directeur du Service d'Europe Orientale du Ministère des Affaires étrangères attire l'attention du Ministre de l'Intérieur au risque que les jumelages, qui sont «*un moyen d'action commode*» pour le PCF, «*ne détournent les relations entre la France et les pays de l'Est du terrain où entend les placer le gouvernement*».⁹⁵ Bien que l'organisation des jumelages dépasse rapidement le cadre de la France-Hongrie, puisqu'en 1962, la Hongrie adhère à l'Organisation Mondiale des Villes Jumelées, qui a son siège à Paris,⁹⁶ le rôle joué par l'association dans l'amorçage des relations n'en reste pas moins important.

Les efforts entrepris au début des années 1960 portent leur fruit dans la seconde moitié des années 1960. Quatre contrats de jumelage sont signés en moins de cinq ans, notamment entre Villejuif et Dunaújvaros, Vallauris et Hodmezövásárhely (1966), Bezons et Szekszárd, Nice et Szeged (1969). Visiblement, les autorités hongroises n'ont pas prévu un tel essor, puisqu'en 1965, ils ont encore limité à cinq le nombre de contrats réalisables avec des villes capitalistes, dont deux étaient réservés aux villes françaises. Le mouvement perd néanmoins de son élan au début des années 1970, où aucun contrat n'est signé entre les deux pays, et c'est seulement en 1976 qu'une cinquième ville hongroise, notamment Kecskemet est jumelée avec Arcueil.⁹⁷ Un nombre important de projets de jumelage s'avortent⁹⁸ et, d'autre part, la lenteur de la procédure

⁹⁴ Divers autres projets sont aussi mis en œuvre, notamment le jumelage de Sztáliváros avec Villejuif, de Hódmezövásárhely avec Vallauris (Alpes-Maritimes), ou encore celui d'Eger avec Maçon. MOL, XIX-J-1-k, Boite 5. Lettres du Ministère hongrois des Affaires étrangères à la Légation du 28 juin 1960, du 4 décembre 1961 et du 9 juin 1962.

⁹⁵ AD, Série URSS 1944-1960, Folio 274. Lettre du Ministère des Affaires étrangères du Ministère de l'Intérieur du 30 juin 1960.

⁹⁶ MOL, Fonds KÜM, XIX-J-1-j, Boite 9, Lettre du Ministère hongrois des Affaires étrangères à la Légation. Boite 3, Lettre du Ministère hongrois des Affaires étrangères à l'Institut des Relations Culturelles.

⁹⁷ MOL, KÜM, XIX-J-1-j, France, Boites 37, 39 et 45. Revue France-Hongrie, 1966, numéro spéc. consacré au 8^{ème} Congrès. 1971, numéro spéc. consacré au 9^{ème} Congrès de l'association. Toutes les informations qui figurent dans cette paragraphe sont tirées de ces sources.

⁹⁸ On compte sur cette période au moins quatre projets avortés. Dans celui du jumelage de La Seyne avec Veszprém, les deux parties ont pourtant beaucoup investi. Pour les organisations hongroises, l'enjeu consistait à étendre leur influence à Toulon, ville voisine de la Seyne, et, par ce biais, à Marseille. Le projet de jumeler Pécs avec Dijon perdit d'actualité après le passage de ce dernier à droite.

administrative en Hongrie, où le projet proposé par l'ambassade, une fois approuvé par Ministère des Affaires étrangères, doit être soumis au Département des Relations Internationales du CC, à l'IRC et au Département des Organes Municipaux auprès du Conseil des Ministres, met parfois à l'épreuve la patience des conseils municipaux français. Les relations restent entre certaines villes, pour ces raisons et pour d'autres, au niveau de «*contrat amical*».⁹⁹

Les contrats de jumelage officialisent les relations remontant à plusieurs, voire, entre certaines villes (par exemple Nice - Szeged, Villejuif - Dunaújváros et Vallauris - Hódmezővásárhely) à une dizaine d'années. Outre certains avantages immédiats (tel la mise à la disposition de la ville jumelée de locaux gratuits et placement d'annonce touristique dans la presse locale), ils garantissent le cadre au développement des relations culturelles, économiques et commerciaux, à travers des échanges de toute sorte. Les délégations spécialisées prédominent sur les autres, puisque les partenariats ont été généralement établis en fonction des activités culturelles ou industrielles identiques des villes: ainsi, Nice et Szeged sont des villes universitaires et les lieux d'importants festivals culturels, tandis que Vallauris et Hódmezővásárhely s'excellent dans l'industrie de céramique et la poterie. Parmi les jumelages franco-hongrois, celui de Nice avec Szeged est d'ailleurs le plus fructueux à cause de la taille des villes et leur rayonnement culturel. La Foire d'Exposition et le Festival International des Livres que Nice accueille depuis 1967, ainsi que le Festival des Films à Cannes sont pour les organismes et entreprises hongrois autant d'excellentes occasions pour faire connaître les œuvres d'art et commercialiser les produits agricoles et industriels en France. Le contrat offre également cadre aux visites de délégations municipales qui échangent leurs expériences concernant l'administration des villes, les problèmes de construction et divers autres sujets urbanistiques.

En conclusion, la France-Hongrie, bien qu'exerçant son influence à l'intérieur d'un cercle restreint, tenait à côté de l'Institut Hongrois à Paris un rôle significatif dans la politique culturelle hongroise dirigée vers la France - ceci même dans les années 1970, comme le confirme Béla Köpeczi, ministre de la culture entre 1982 et 1988.¹⁰⁰ Celui a néanmoins ajouté immédiatement que la France-Hongrie était la seule association en France à diffuser d'information sur la culture hongroise, ce qui revient à relativiser son importance en mettant l'accent sur sa fonction d'instrument de propagande. On se rappelle de ce que le directeur de l'IRC avançait cet même argument, tout en faisant une évaluation opposée de l'association, lorsqu'il refusait (en 1968) de prendre en charge la France-Hongrie (qui, d'après lui, n'était pas une organisation culturelle). L'identité de la France-Hongrie était ambiguë, elle ne parvint pas à se débarrasser de son passé stalinien: l'absence de renouvellement de son équipe

⁹⁹ De tels contrats amicaux existaient notamment entre Confolens et Keszthely et entre Toulon et Szarvas.

¹⁰⁰ Entretien avec Béla Köpeczi, 12 août 2005.

dirigeant, son statut juridique qui restait de ce fait irrésolu, étaient en cause avant toute autre chose. Malgré ce lourd handicap, elle remplit une fonction essentielle dans la politique étrangère du régime socialiste hongrois. A l'occasion de la 25^{ème} anniversaire de l'association, qui était fêtée à son 9^{ème} congrès - ayant lieu sous la présidence d'honneur de Mme Catherine Károlyi, la veuve du comte Károlyi -, l'Etat hongrois fit acte de sa reconnaissance en remettant à ses dirigeants de hautes distinctions.¹⁰¹

¹⁰¹ Louise Mamiac fut décorée des insignes de l'Ordre du Mérite pour la Paix et l'Amitié, délivrés par le Président du Conseil Présidentiel de la République Populaire Hongroise, Maurice Blaizeau reçut les insignes de l'Ordre du Drapeau, et la médaille commémorative de l'IRC fut remise à vingt-huit militants de l'association. *Revue France-Hongrie*, 1971, numéro spéc. consacré au 9^{ème} Congrès de l'association.

Beatrix Laura Leitmann

The national identity of the Israeli Diaspora

The Israeli Diaspora in the World

The phenomenon of Israelis leaving Israel has been on the agenda of both Israeli policy makers and researchers in the recent decades. The number of Israelis leaving Israel has significantly increased since the beginning of the new millennia, which causes a lot of worries for both Israeli and world Jewry leaders. Recently published data by the Israeli Central Bureau of Statistics shows that over seven hundred thousand Israelis live abroad. Experts assume that the increase in the number of departures from Israel is due to the outbreak of the Palestinian violence and the consequently deteriorating economic situation.¹

According to a study conducted for the annual meeting of the Association for Israel Studies by Ian S. Lustick, the above mentioned data published by the Israeli CBS are not consistent as the balance between emigrants and immigrants is not specified and is based only on assumptions. Due to the political and social sensitivity of this issue, the only way one can find out the exact number of emigrants is by combining data from Israeli sources with information from diplomatic missions of the host countries registering the number of applicants.² Researches conducted by demographers and scholars show that more than 500 thousand Israelis live in the USA, while most of them reside in Los Angeles and New York. Israelis also see among their favoured emigration destinations countries like, Canada, Australia, Great Britain, France, Netherlands, and lately New Zealand. During the last ten years an interesting trend has evolved, namely, Israelis settling down in countries that were not considered traditional destinations, like Chile, Columbia, Ireland, Bulgaria, China, Vietnam, Philippines, Angola and Ethiopia.³ In addition there is a new phenomenon of returning to the „homeland“, mainly among immigrants from the ex-Soviet Union. According to recently published data, approx. 50 thousand Jews from Israel have returned to Russia since 2000 due to the bad security and economic situation. Educated youngsters, mainly graduated engineers, are drawn to Moscow due

¹ Only during 2001 more than 27.4 thousand people left and only 7.8 thousand returned in one year, compared to 1999 when 20 thousand left and 6.8 thousand returned, and in 2000 when 21.2 thousand left and 8.4 thousand returned. *Departures and Returns of Israelis remaining abroad continuously for one year or more, by year of departure or return, age and sex*, 2002 Central Bureau of Statistics of Israel, <http://www.cbs.org.il>

² Ian S. LUSTICK, *Recent Trends in Emigration from Israel: The Impact of the Palestinian Violence*, prepared for presentation at the Annual Meeting of the Association for Israel Studies, Jerusalem, June 14-16, 2004, <http://www.aisisraelstudies.org>

³ Elieyal SHAHAR, *709 Eleph Yordim (709 thousand emigrants)*, 17th December 2003, http://www.bambili.com/bambili_news

to very high salaries unavailable either in the West or in Israel.⁴ Parallel to the above-mentioned phenomenon, many Israelis who returned to Israel after living in the USA or other Western countries for several years are reconsidering to leave again. According to the Israeli daily newspaper „*Yedioth Ahronot*” an additional reason to worry can be seen in the decreasing trend of immigration („*aliya*”) to Israel, which reached only 20 thousand compared to 15 thousand emigrants („*yordim*”⁵) in 2004. The main problem the government of Israel has to face is that most of the „*olim*” (immigrants) are non-Jews, while most of the „*yordim*” are Jews. This may cause serious demographic problems in addition to a significant increase in the birth rate of the Arab population.⁶ Researches done by the Jewish Agency assume that since 1990, approx. 100 thousand „*olim*” (around 70 thousand from the ex-Soviet countries) left Israel due to problems of absorption. Despite attempts made by the government to persuade Jews from Russia to immigrate to Israel, most of them chose direct immigration to the USA (700 thousand over the last 25 years), Canada and Germany.⁷ In addition to the negative inflow of „*olim*” (immigrants) and to the increase of „*yordim*”, there is another interesting phenomenon increasing the number of potential émigrés from the Holy Land. Due to the enlargement of the European Union in 2004 some 1.1 million Israelis (20% of the Israelis) are eligible for European passports, as persons who were born in member states, and their children and grandchildren may also apply for European citizenship. A survey conducted by „*DAHAF*” an Israeli Institute for Social Researches, shows that 6% of the Israelis already have EU citizenship and 14% said they intend to apply for one.⁸ The above-mentioned figures are „*worrying*” for Israel as the demographic expectations according to a well-known researcher, Sergio DellaPergola, a significant decrease in the number of Jews in the USA is expected, due to low natural birth rate and the increase in mixed marriages. Though the population of Israel will grow in the following decades, the fact that the natural birth rate of the Palestinians as well as that of the Israeli Arabs is twice as high as that of the Israeli Jews remains a major source of

⁴ *Zsidók Oroszországban – Hol a Haza?* (Jews in Russia – where is motherland?), HVG Magazin, November 6th, 2004.

⁵ „*Yored*” (descending) is a derogative stigma attached to those who leave Israel by the Israeli government as well as by the Israeli society, opposite to those who immigrate to Israel, „*ole*” (ascending).

⁶ According to data published by the Israeli Central Bureau of statistic at the beginning of 2005, the population of Israel reached 6,862,000 million, out of which 76% are Jews (5,235,00), 20% Israeli Arabs (1,337,000) and 4% (290,000) immigrants who are registered as non-Jews, http://www.bambili.com/bambili_news

⁷ Only during 2003, 19 thousand Jews from ex-Soviet countries immigrated to Germany. Natasha MOZGOVYA, „*Pachot Olim, yoter yordim: siba ledeaga - maazan hahagira hayehudi beisrael zaphuy lihiyot shlili*” (Less immigrants, more emigrants - Reason to worry: the Jewish immigration balance in Israel is expected to be negative), *Yedioth Ahronot Daily Newspaper*, November 25th, 2004.

⁸ Ilil SHAHAR, *Twenty percent of Israelis seeking EU citizenship*, <http://www.maarivintl.com>

concern for Israeli politicians. Furthermore, the increase of the Israeli non-Jewish population has also been on the political and social agenda due to the dangers it poses on the Jewish characteristics of the state of Israel.

Reasons for emigration from Israel

In order to comprehend the psychological importance of „*yerida*” (emigration) from Israel for both politicians and the émigré community, first an analysis of the main reasons of this phenomenon should be considered. It is important to notice that the largest waves of „*yerida*” from Israel began after the Yom Kippur War in 1973 and continued in the 1980's and then re-emerged after the outbreak of the „*Al Aqsa Intifada*” in 2000. One of the main reasons for emigration was to seek better economic opportunities.⁹ Others left Israel due to personal reasons, like family unification, or needed broader horizons and saw the USA as a „*secular pilgrimage*” after serving for 3 years in the Israeli army.¹⁰ A lot of Israelis left due to ideological reasons, as a result of disillusionment with the confines of the Jewish state and with its political and cultural environment. Sephardic Jews left due to feelings of discrimination from the Ashkenazi Jews who were the ruling class in Israel since its establishment. Some of the émigrés said that Israel is a small country (both in physical and demographic terms), very competitive and conformist with limited resources and possibilities.¹¹ During the 1980's Dr. Yinon conducted a research on the motives of emigration from Israel and found that though after the first „*Intifada*” in 1987, the Jewish-Israeli solidarity increased, the political consensus on policies towards the Arabs in the Israeli society broke down since the Yom Kippur War, thus many Israelis left the country. This trend has significantly increased after 2000 due to the deepening animosity between those supporting a peaceful settlement with the Palestinians, and those supporting the settlement policy. Thus the consequences of the „*Al Aqsa Intifada*” were firstly translated into a daily fear of terror, which had its social and economic affects, making thousands of Israelis decide to leave the country. According to Abraham Burg (ex member of Knesset) the leading class is leaving the country „*because it is no longer ready to pay for the caprices of the government*”.¹² Due to this situation the high levels of immigration disappeared with fewer than 22,000 immigrants registered during 2003. In addition 20% of the Israelis had recently considered living in a different country and 12% of the Israeli parents „*would like their children to grow up outside Israel*”.¹³

⁹ According to self-employed people Western countries have less regulations and lower taxes than Israel.

¹⁰ Some had relatives living abroad others were married to foreign citizens or came to accompany their husbands. Steven J. GOLD, *The Israeli Diaspora*, Routledge, London and New York 2002, 38

¹¹ GOLD, 37-38, 42, 44.

¹² I. S. LUSTICK, *Recent Trends in Emigration from Israel: The Impact of Palestinian Violence*, June 2004, 5.

¹³ „Other articles have included reports that dozens of children of leading politicians and ministers are living abroad, that school registration figures for American Israelis are dropping and moving sales of their property proliferating, and that Israelis are moving substantial savings into foreign bank accounts, and

According to various theories conducted on international immigration, Israelis are leaving their country due to similar reasons other people do, like seeking economic betterment with possibilities for higher incomes in a globalized world. Nowadays, the worsening security situation and the ongoing violence in this region are additional reasons for the emigration of the Israelis from the Holy Land. Yet, DellaPergola refers to the phenomenon of emigration from Israel as follows: „... the pattern of Israeli emigration does not appear to reflect any major crisis that might have occurred but is characterized by frequent and short-term ups and downs, broadly comparable to those of the typical business cycle.”¹⁴

Relations between the state of Israel and Israelis living abroad

Israel's policy towards Israelis living abroad has changed only in the last two decades. From the 1960's till the mid-1980's the official attitude of the state of Israel as well as that of the Israeli society towards the „yordim” was extremely critical and lacked understanding. This attitude began to disappear only during the 1990's, due to the intensifying process of globalization, which facilitated travel and communication between people. This process has become a potential challenge to the traditional concept of sovereignty as diaspora communities began to have more impact on the domestic politics of their homeland. Yet, in the case of Israel the fact that there are Israeli and Jewish diasporas seemed contradictory to the main aims of Zionism, i.e., the „ingathering of the exiles”.¹⁵

The fact that Israel „denied” the existence of its Israeli citizens living abroad for years influenced the attitude of the Israeli émigrés community towards their homeland as well as caused manifold dilemmas with regards to their national identity, especially vis-à-vis their Jewish fellows in their host countries. Till the mid-1980's Israeli missions abroad were discouraged by the governments of Israel to contact Israeli expatriates, and Itzhak Rabin called them „the fallen among the weaklings” and „moral lepers”.¹⁶ In addition to this maltreatment from the „motherland” the Jewish Diaspora also regarded the Israelis as „betrayers” of the Zionist idea. As the American Jews support the „ingathering of the exiles” by contributing money and supporting Israel politically, Israelis coming to live in America could not be considered as „refugees” as „apparently” they had no objective reason to leave Israel. Due to the fact that Israelis who currently immigrate to the USA, to Western

buying up property abroad.”, IN: I. S. LUSTICK, *Recent Trends in Emigration from Israel: The Impact of Palestinian Violence*, June 2004, 4.

¹⁴ Cited in Steven J. GOLD and Bruce A. PHILLIPS, *Israelis in the United States*, American Jewish Year Book, 1996, Vol. 96, 68.

¹⁵ Gallya LAHAV and Asher ARIAN, *Israelis in a Jewish Diaspora: The Multiple Dilemmas of a Globalized Group*, Paper presented for the Annual Meeting of the International Studies Association, Washington, D.C. February 16-20, 1999, 1.

¹⁶ Steven J. GOLD and Bruce A. PHILLIPS, *Israelis in the United States*, American Jewish Year Book, 1996, Vol. 96, 52.

European or other countries are professionally skilled, own financial resources is in contrast to those Jews who came to live in America since the beginning of the 20th century.¹⁷

„...the very fact of leaving the Jewish state was seen as abandonment and betrayal of both the Zionist dream and the unspoken compact between American and Israeli Jews.”¹⁸

According to researches conducted on Israelis living abroad it seems that most members of this group accepted the negative stereotypes posed on them by both Israel and the Jewish community therefore chose to describe themselves as temporary residents of their host country. Consequently they remained marginal both to Israel and to the American Jewish community; however they seemed to be willing to „give up their status as members of the dominant majority in exchange for the status of hopeful immigrants”.¹⁹ As Arian & Lahav presume, Israelis living abroad represent a superior Hebrew culture to the Jewish one, yet they leave the place where this culture has evolved. The issue of their national identity becomes more complex due to the fact that Israel is the state of all Jews, as has been translated since 1951 by the Law of Return policy, which entitles every Jew for automatic citizenship. Therefore the issue of religion plays a vital role in the preservation of Jewish lifestyle, thus the question of „Who is an Israeli” is as difficult to answer as the question of „Who is a Jew”.²⁰

Since the mid-1980's Israel's attitude towards its expatriates became more constructive encouraging on the one hand their return to the homeland, and establishing good relations with the émigrés on the other. These included activities and programs tailored especially for Israelis, like establishing the Israeli House, which offers Hebrew movies, books and all kinds of cultural activities. In addition Yitzhak Rabin has also changed his view and stated that: „Israelis living abroad are an integral part of the Jewish community and there is no point talking about ostracism”.²¹ According to Arian & Lahav: „In an age of globalisation, „yerida” (emigration) has been increasingly related to ideological shifts and social changes in the Israeli society that include the decline of the pioneering spirit and the growing ideals of a consumption society which have produced an identity crisis among Israelis”.²²

According to the Lahis Report conducted in 1981 by the Israeli

¹⁷ GOLD, 33.

¹⁸ Steven J. GOLD and Bruce A. PHILLIPS, *Israelis in the United States*, American Jewish Year Book, 1996, Vol. 96, 52.

¹⁹ Gallya LAHAV and Asher ARIAN, *Israelis in a Jewish Diaspora: The Multiple Dilemmas of a Globalized Group*, Paper presented for the Annual Meeting of the International Studies Association, Washington, D.C. February 16-20, 1999, 3.

²⁰ Gallya LAHAV and Asher ARIAN, *Israelis in a Jewish Diaspora: The Multiple Dilemmas of a Globalized Group*, Paper presented for the Annual Meeting of the International Studies Association, Washington, D.C. February 16-20, 1999, 1.

²¹ Steven J. GOLD and Bruce A. PHILLIPS, *Israelis in the United States*, American Jewish Year Book, 1996, Vol. 96, 53.

²² Gallya LAHAV and Asher ARIAN, *Israelis in a Jewish Diaspora: The Multiple Dilemmas of a Globalized Group*, Paper presented for the Annual Meeting of the International Studies Association, Washington, D.C. February 16-20, 1999, 6

government²³ the majority of the Israelis living abroad can no longer be described as marginal members of the society as most of them are highly skilled from the upper socio-economic strata of the Israeli society.²⁴ During the 1990's the Israeli government tried to persuade these people to return home, by granting them the same benefits received by those who immigrated to Israel. The problem of 'brain-drain' caused a lot of worries for Israel, thus a lot of initiatives were embraced by technological and scientific industries to bring Israeli emigrants back home and induce young graduates not to leave.²⁵ This change opened a lot of doors for cooperation between Israelis and Jewish communities, leading to the establishment of joint organisations and cultural centres. During the 1990's, due to the large waves of immigrants to Israel from the ex-Soviet Union, many Israelis left to the USA and Canada. At the same time a lot of them also decided to return to Israel, mainly after the election of the peace-oriented Labour Party in 1992, which extensively aided expatriates. As a result, a new trend of "transnationals", i.e., individuals with footholds both in the USA and in Israel, has evolved, and has become a great asset for Israel's economy in a globalized era.

As the number of Israeli emigrants increases yearly, the opinion of both the government and the Israeli population changes towards the „*yordim*“ and one can hardly hear this term used nowadays.²⁶ Today Israelis and mainly those who are considered post-Zionists view Israel as simply another country in which Jews live and to and from which Jews should feel free to come and go without being congratulated or being made feel guilty. Prof. Lustick has prepared his own informal assessment of public attitudes analysing comments posted at the Israeli Daily Newspaper „*Maariv*“'s website in response to an article about emigration published on January 20, 2004. Within two weeks he gathered 80 distinct comments by „*Maariv*“ readers, including, readers living outside of Israel. Only sixteen of the 80 (20%) reflected traditional Israeli attitudes towards „*yerida*“, i.e., including harsh criticism of emigrants leaving in difficult times. The majority of the comments considered the problem very gravely, while twenty-one comments (26%) justified the decision to emigrate and urged others to do so as well.²⁷

²³ In 1980, the Israeli government appointed the then Deputy Prime Minister, Simcha Ehrlich and the Director General of the Jewish Agency, Schmu'el Lahis with the task of researching *yerida* to the United States, since it was clear that that country was the major destination for *yordim*.

²⁴ Including senior scientists, medical personnel, engineers, technicians, computer specialists as well as students who studied abroad.

²⁵ Gallya LAHAV and Asher ARIAN, *Israelis in a Jewish Diaspora: The Multiple Dilemmas of a Globalized Group*, Paper presented for the Annual Meeting of the International Studies Association, Washington, D.C. February 16-20, 1999, 8.

²⁶ «Indeed the official term for Israeli citizens who have emigrated is „*Israelis Living Outside the Country*“ (*Yisraelim haHayim be Chutz le' Aretz*)», IN: I. S., LUSTICK, *Recent Trends in Emigration from Israel: The Impact of Palestinian Violence*, June 2004, 5.

²⁷ „Some eight explicitly referred to the political or security situation as intolerable, while three others cited economic conditions. Twelve (15%) expressed an urgent desire to do something to staunch the flow of Israelis out of the country and another 12 expressed sympathy and understanding of the reasons why Israelis

Lately there has been an acknowledgement from both the government and the society in Israel that Israelis living are a great asset in terms of human resources that would assist the country in increasing its economic capabilities as well as its political stand in the international arena. The émigrés community could be „used” as a tool in the hands of the government, and become the „ambassadors” of Israel worldwide.

Relations between the Israeli Diaspora and the Jewish Diaspora

The relations between the Israeli and the Jewish Diaspora are full of „ups and downs”. There are significant differences between these two communities, despite their common religion and tradition, mainly in their differing „national allegiances”. It seems that as individuals Israelis and American Jews get along socially, at workplaces and in organisational settings, though they both have ambivalent opinion about each other.²⁸

„American Jews admire Israeli's chutzpah, idealism, and military prowess...In Israeli eyes Diaspora Jews are plagued by a 'galut' (exilic) mentality that precludes them from freely expressing themselves as proud, self confident and self-respecting Jews.”²⁹*

Till the mid-1990 the American Jewish federations were very unreceptive to Israeli immigrants, due to their ambivalent attitude towards this community. Israelis were not included in Jewish charity activities, as they saw Israelis ignorant towards the religious elements of the Jewish community. The major arena of conflict between Israelis and Diaspora Jews is in the field of personal and national identity. In the case of identity, Diaspora Jews, mainly in the US identify themselves with the Reform and Conservative synagogue movements, while secular Israelis consider themselves Jewish regardless of their alienation from any form of Orthodoxy. Though Israelis from a secular background usually support pluralism in religion most of them will not attend only Orthodox synagogues. In addition they always attend the high-holidays and regard their Jewishness as the single most important part of their national identity.³⁰ Accordingly Israelis disassociate themselves from every Jewish tradition but also fail to organise communal life, as this was the role played by Israeli governmental agencies.

leaving were doing so”. IN: I. S., LUSTICK, Recent Trends in Emigration from Israel: The Impact of Palestinian Violence, June 2004, 7.

²⁸ Steven J. GOLD and Bruce A. PHILLIPS, *Israelis in the United States*, American Jewish Year Book, 1996, Vol. 96, 92. **Chutzpah* in Hebrew means impolite, rude, free speaker and even pushy.

²⁹ Steven J. GOLD and Bruce A. PHILLIPS, *Israelis in the United States*, American Jewish Year Book, 1996, Vol. 96, 92-93.

³⁰ One of the most significant differences between Israelis and Jews in the Diaspora is in their reaction to the Memorial Day (Yom Hazikaron) a day that reminds the Israelis the personal military sacrifices for Israel. Steven J. GOLD, *The Israeli Diaspora*, Routledge, London and New York, 2002, 183.

«While these religious differences seem to be significant, it is important to underscore that while many Israelis observe and appreciate Jewish holidays and traditions, they connect these behaviours to „Israeliness“ rather than „Jewishness“». ³¹

Since the 1990's the approach of the Israeli governments changed towards Israelis living abroad and consequently the Jewish organisation began to cooperate more with them as well. Today, various joint programs are being nurtured with the participation of Israel, targeting Jewish children and youngsters from the Diaspora to visit Israel and to get acquainted with Israeli lifestyle. ³² Despite the deepening cooperation between these two communities, diversity will remain due to many disputable issues, like the law of conversion or the status of Reform and Conservative movements in Israel. Furthermore, both these communities are somehow alienated from Judaism as a religious practice, which would increase in an era of globalization, due to the dangers posed by modernism. In addition Israel's Law of Elections does not allow its citizens living abroad or Jews of the Diaspora to vote, thus leaving both Diasporas alienated from Israel, which should be one of the sources for unification.

National identity is one of the key issues in the nexus between the state of Israel, Israelis and Jews in the Diaspora. As long as the Jewish State identifies its people by religion, the issue of „who is a Jew“ will always be an issue before the matter of „who is an Israeli“. As long as according to the Law of Return every Jew in the world is entitled to citizenship, Israelis living in Israel and outside of it will not be able to consider themselves a nation. One could consider Israelis Jews born in Israel (sabras), Jews who immigrated to Israel, as well as the Israeli Arab population. The latest rules out the fact that one should be Jew first and then Israeli. Furthermore, Israelis residing in Israel and abroad usually define their Jewishness in secular terms of ethnicity and not in terms of religion. Since in Israel they are part of the majority, they take for granted the attributes of the Hebrew culture. The crisis in their identity begins once living abroad and by becoming a minority. Even though they speak the Hebrew language and appreciate the Jewish holidays, they are more dependent on public institutions to socialize their children and are less accustomed to participate in organised religious activities. Secular Israelis have a different identity from Jews living in the Diaspora, while religious Israelis have much less in common with their non-Orthodox co-religionists. In addition the maltreatment of Israel towards the Israeli émigrés community increased their feeling of exclusion from the Jewish

³¹ Gallya LAHAV and Asher ARIAN, *Israelis in a Jewish Diaspora: The Multiple Dilemmas of a Globalized Group*, Paper presented for the Annual Meeting of the International Studies Association, Washington, D.C. February 16-20, 1999, 12.

³² The Israeli government has recently agreed to co-finance together with major Jewish donors from North America and the Council of Jewish Federations, a \$300 million program, called „Birthright Israel“ that would sponsor any Jew in the world, between the ages of 15-26 to visit Israel, Gallya LAHAV and Asher ARIAN, *Israelis in a Jewish Diaspora: The Multiple Dilemmas of a Globalized Group*, Paper presented for the Annual Meeting of the International Studies Association, Washington, D.C. February 16-20, 1999, 13.

society as well as being denied by their own motherland. Both Israel and the Jewish Diaspora treated them as „betrayers”, thus they tried to adjust to the new way of life in their host countries, sometimes by way of assimilation or by getting closer to the Jewish tradition, as the „least worse choice”.³³

The third side of the nexus includes the Jews from the Diaspora, who chose not to take active part in the build-up of Israel, yet they grant tremendous support, both financial and political, to keep the Zionist dream alive. Their national identity is embedded in the traditional side of the Judaism and in order to nourish it they had to establish the infrastructure for social and cultural life.

The Israeli émigrés community and their national identity

Since the 1960's personal and public networks of Israelis evolved in host countries like the USA and other Western countries, thus making settling down easier for the newcomers. Israeli government agencies were set up and today private firms sometimes directly employ skilled Israelis, like in the case of computer engineers in the Silicon Valley or in high-tech firms in London. Nowadays, as travel between these places is easily accessible, Israelis often send their children to Israel for vacations. In addition, several Israeli-oriented activities take place, like day-care, schools, synagogues, sports and leisure clubs, shops, restaurants, publications, trips and others, all of them resembling to the Israeli way of life. Thus Israelis have easy access to a well developed informal networks and co-ethnic agencies providing them with a variety of resources and introducing them to a lot of social activities.³⁴

„A whole series of factors surrounding Israelis makes their movement from the Jewish State to other countries relatively easy. Even prior to migration, Israelis often feel familiar with host societies from popular culture and governmental relations.”³⁵

Despite the easy accommodation of Israelis in their host countries they still have to face several problems of identity, especially with regards to their children who are assimilating very quickly into the hosting society. Many of them are forced to choose between socializing their children in a hosting society or in a Jewish community. Therefore the national identity of the second generation of Israelis is a major problem, mainly due to the dangers of assimilation. Despite these concerns, some of the youngsters retain their Israeli identity, and they express this by going back to Israel to perform their military service. Others seem to have more than one identity and they do not seem to have any complexes with the term „world citizenship”, which is an outcome of the globalized era. In spite of the fact that there is a growing religiosity both in the Diaspora and in Israel, most of the secular Israeli parents decide to take their children to Jewish day-cares and schools to resolve the cultural gaps

³³ GOLD, 183.

³⁴ GOLD, 54-55.

³⁵ Ibid, 53.

between the Israeli and the American way of life (at least 40% of the children in Israeli households attend Jewish day-school). On the other hand, they try to keep in touch with the Israeli émigrés community, to establish social activities that resemble to those in Israel, thus making sure that they and their children do not become religious, which is contradictory to the life they lived in Israel. Some Israeli youngsters attend special Hebrew programs and clubs that grant them a notion of Israeli identity, restricted to secular oriented activities, like sports, meals, parties and dancing.³⁶

Some scholars assume that the Israeli Diaspora community has a tendency towards assimilation into non-Jewish culture, while on the other hand many Israelis increase their participation in the American Jewish life and are more involved in various Jewish activities. As a result of the unavailability of resources to keep the Israeli identity flourishing outside the borders of Israel, a lot of Israelis turn to religion, as they feel connected to Judaism in a certain way and they claim that secular Judaism is not a viable foundation for Jewish identity outside Israel. It is also important to mention that the Israeli émigrés community is also divided into groups (Ashkenazi and Sephardic). The major difference between them is that Sephardic (Mizrahi) Jews are more religious and they usually observed Judaism in Israel, thus most of them became more religious in their host countries.³⁷

In spite of the above-mentioned phenomena, a lot of Israelis consider themselves first of all Israelis. This identity is shaped by various factors, like their military service, their family connections in Israel as well as their socialization process in Israel. According S.J. Gold a lot of Israelis mentioned the Israeli climate, its language, history, rituals, foods, culture, styles of interaction and way of life, and obviously the people of Israel as the most important factors that influenced their mentality. Some of them had critical views on the Israeli society, but very few felt close to their host country, and a lot of them even expressed their resentment, feeling outsiders, though they didn't feel mistreated.³⁸ Many of the émigrés claimed that they felt more Israelis than Jews, as one who was born in Israel becomes immediately and corporally an Israeli, while one must be taught how to be a Jew. A lot of the émigrés felt pride and security of being Israelis, as having one's own country. As for their Jewishness they felt that the Orthodox institutions are being coercive and Israel is also becoming less democratic by letting these religious forces becoming powerful. On the other hand a lot of Israelis living abroad for years expressed their anger towards the Americanization of the Israeli society, which is marking the end of the pioneer spirit that once made the Israeli society so unique, with a strong hold against its enemies.³⁹

³⁶ Steven J. GOLD AND Bruce A. PHILLIPS, *Israelis in the United States*, American Jewish Year Book, 1996, Vol. 96, 89-90.

³⁷ GOLD, 200-204.

³⁸ GOLD, 185-189.

³⁹ GOLD, 194.

Summary

The source of the crisis in the national identity of Israeli expatriates can be traced back to the fact that the same crisis exists among Israelis living in Israel. According to many scholars there is no Israeli nation according to the accepted criterion of nationality. The fact that Israel's borders are still not defined since its establishment makes the determination of its nation problematic. In addition, Israel defines itself as the state of all Jews, entitling them to automatic citizenship, once they come to live in Israel. The definition of "nationhood" in terms of religion does not allow the development of a nation with common attributes, such as language, territory, common history and cultural heritage. Although some of these attributes exist in the Jewish nation, the fact that the majority of the Jews live all over the world and do not speak the Hebrew language has a significant impact on the evolvement of an Israeli national identity. As long as Israel regards all the Jews in the world as potential citizens, it cannot worry about the future of the Israelis living in Israel. Furthermore the Jewish component of Israeliness poses a serious problem for the Israeli Arab society living in Israel.

Zoltán Prantner

Sozialistischen Doktrinen, wirtschaftliche Perspektiven

Entstehung der diplomatischen Beziehung zwischen Ungarn und Kuwait, 1961–1963

Solch eine dynamische Entwicklung in der Wirtschaft und in der Gesellschaft, die während des 20. Jahrhunderts in dem an der nordöstlichen Region der Arabischen Halbinsel liegenden Kuwait vonstatten gegangen ist, war selten zu beobachten. Dieser kleine Staat, der am Anfang des 20. Jahrhunderts bloß ein armer Stadtstaat gewesen ist, ist – dank der Öl – am Ende der 1990er Jahre zu einem aktiven Teilnehmer der Gestaltung der Weltpolitik geworden. Seine Existenz und seine Sicherheit wurden von internationalen Verträgen garantiert; jeder Versuch, der auf die Bestreitung bzw. Beseitigung der Souveränität des Staates gerichtet wurde, wurde international zuvorgekommen, ein Beispiel dafür war der Bucht-Krieg im Jahre 1991.

Der erste Vertrag, der die territoriale Unverletzbarkeit des Staates garantiert hat, wurde mit Großbritannien am Ende des 19. Jahrhunderts von Mubarak Scheich geschlossen. Der Staat hatte in dieser Periode die Garantie von Großbritannien für die Verteidigung seiner strategischen Stellung zu verdanken. Nach dem zweiten Weltkrieg hat die Entdeckung des Öls die Bedeutung des Staates aufgewertet. Infolge dessen ist dem die Verpflichtung der westlichen Mächte für Kuwait angewachsen. Dieser hat natürlich während des Kalten Krieges den Aufbau der dynamischen Beziehungen zu den sozialistischen Staaten ausgeschlossen. Die Erreichung der vollständigen Souveränität hätte den Anlass zum Aufbau der Beziehungen zu sozialistischen Staaten gegeben, es war aber durch den von Präsident Kassem eingereichten territorialen Anspruch und durch die nachfolgende Streitigkeiten über den internationalen Status von Kuwait vereitelt.

Vor 1961 haben die ungarischen Firmen minimale Handlungsbeziehungen zu Kuwait gehabt. Obwohl die Erweiterung der Handlungsbeziehungen zu Kuwait von Vorteil gewesen wäre, wurde seitens Ungarn keine Schritte in dieser Richtung getan. Ungarn – wie die anderen sozialistischen Staaten – hat die Stellung für Irak und gegen die UN Mitgliedschaft von Kuwait genommen. Zu einem Wandel kam es erst im Jahre 1963, als mit dem Wandel in der Innenpolitik von Irak die Umstände aufgehoben wurden, die bisher den Aufbau der diplomatischen Beziehungen und die Etablierung eines regen Handelsverkehrs gehindert haben.

Das Anliegen der Studie ist, die Beziehungen von Ungarn zum Emirat, die Umwertung von diesen und die Bedingungen und der Ablauf der Entstehung der diplomatischen Beziehung zu demonstrieren.

Kuwait in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts

Das Land, dessen Gebiet 1961 15.540 km² war, hatte im Jahre 1950 152.000 und im Jahre 1960 278.000 Einwohner. Damit war es das am dynamischsten zunehmende Land an der Arabischen Halbinsel.¹ Diese hochgradige demographische Zunahme – 55 Prozent im geprüften Jahrzehnt – war neben der Zunahme dem natürlichen Zuwachs und dem Aufstieg der erwarteten Lebensdauer, der Einwanderung von Ausland zu verdanken. 1957 mindestens 93.000 ausländische Arbeiter – insgesamt 45 Prozent der Einwohner – lebten in Kuwait.²

Kuwait vor der Erreichung der Unabhängigkeit war ein Scheichtum, nach dieser wurde es zum Emirat. Politisch gesehen war der Staat offiziell eine konstitutionelle Monarchie, es war aber nicht möglich, solche Maßnahmen einzugreifen die gegen des Willens des Emirs standen. Das Staatsoberhaupt wurde von den Familienmitgliedern des Herrscherhauses as-Sabah unter ihnen ausgewählt. Alle wichtigen Positionen wurden von den Familienmitgliedern des Herrscherhauses, von ihren Angehörigen und besten Freunden angenommen.

Nach der Deklaration der Unabhängigkeit des Staates hat der Emir provisorische Regierung eingeführt. Im Dezember wurde eine konstitutionelle Nationalversammlung gewählt, damit diese die Konstitution des neuen Staates ausarbeitet. Dieser hat die Aufstellung einer Nationalversammlung von 50 Personen in die Wege geleitet, deren Mitglieder vierjährlich wieder gewählt werden musste. Die erste Wahl hat im Januar 1963 stattgefunden. Keine politischen Parteien waren vorhanden, die Abgeordneten wurden aus verschiedenen Stämmen, religiösen bzw. Politischen Gruppen gewählt.³

¹<http://faostat.fao.org/faostat/form?collection=Population&Domain=Population&servlet=1&hasbulk=0&version=ext&language=EN> Das Gebiet von Kuwait ist heute 17.818 km². Grund der Abweichung ist das Abkommen von Uqair, geschlossen im Jahre 1922, nach dem eine neutrale saudi-kuwaite Zone von 5836 km² zustande gebracht wurde. Diese wurde nach dem Abkommen von Genf 1969 zwischen den zwei Staaten aufgeteilt. SZUROVY Géza. *Kincs a homok alatt*. Gondolat, Budapest 1978. 195.

² KOUR, Z. H. Kour. *The States of Arabia*. Vikas Publishing House PVT LTD, New Delhi 1991. 198. MANEA, Elham. *The Case of the Arabian Peninsula*. Studentendruckerei Zürich, Zurich, July 2001. 151. Über die Verteilung der Arbeiter im Jahre 1965 siehe: SAYIGH, Yusuf A. *Problems and Prospects of Development in the Arabian Peninsula*. IN: Derek HOPWOOD (ed.) *The Arabian Peninsula. Society and Politics*. George Allen and Unwin LTD, London 1972. 293.

³ Diese über kleine Macht verfügende Nationalversammlung bestand bis 1976, als Sabah as-Salim as-Sabah Scheich diese aufhob. Zur Restauration des parlamentarischen Systems kam es 1981. Als aber zahlreiche Oppositioneller, die nach den Wahlen von 1985 ins Parlament gelangen, die Regierung und das Herrscherhaus zu kritisieren begann, hat der Emir im Juni 1986 die Nationalversammlung wieder aufgelöst. HOPWOOD, Derek: *The Arabian Peninsula. Society and Politics*. London 1972. 37–40; BÚZÁS Péter (szerk.): *Kuwait. Külkereskedelmi Útmutató I. Magyar Gazdasági Kamara Kereskedelemtechnikai Osztálya*, Budapest 1989. 3. M. SZABÓ Imre. *A véres gyöngyszem Kuwait*. Riportok, dokumentumok, Budapest 1990. 30–34. Mehr über die Erfahrungen in der Gesetzgebung des unabhängigen Staates in den ersten 15 Jahren siehe: BAAKLINI, Abdo I.:

Die Außenpolitik des Staates wurde bis 1961 in der Tat von zwei Faktoren beeinflusst: einerseits vom Verteidigungsabkommen, getroffen im Jahre 1899 mit Großbritannien und andererseits von der Erdölgewinnung, mit der in der zweiten Hälfte der 1940-er Jahren angefangen wurde.

Mubarak as-Sabah Scheich hat sich am 5. September 1897 an Großbritannien gewendet, damit die Großmacht Kuwait verteidigt, wenn es in Kuwait zur osmanischen Invasion käme. Obwohl Großbritannien die Ansprüche der Porte auf Kuwait nie anerkannt hat, hat sich damals entschieden, in die Sache sich nicht einzumischen. Seiner Standpunkt hat sich erst 1899 geändert, als es herauskam, dass Russland vorhat, eine Eisenbahnlinie zwischen Tripoli in Syrien und Kuwait zu bauen, die durch Iran bis Russland reichen sollte. Die Verwirklichung dieses Planes wäre eine gute Möglichkeit gewesen, die Pufferzone um Indien, die für die Rivalen von Großbritannien gründlich ausgebaut wurde, umzugehen. Für die Einmischung sprach noch die Bezweiflung der osmanischen Souveränität in der Region, die Etablierung der wirksameren Kontrolle für die Aufhebung der Piraterie und des Sklavenhandelns, und die geographischen Anlagen von Kuwait (es verfügte über vorteilhafte Häfen, war eine mögliche Endstation von Eisenbahnlinien, lag an dem Knotenpunkt von Handelsnetzen). Das Abkommen ist bis 1961 gültig geblieben. In diesem Sinne, die Bedingungen haben es eindeutig gemacht, dass Kuwait ist an der Seite der westlichen Mächte in dem auf den Zweiten Weltkrieg folgenden Kalten Krieg und haben es nicht ermöglicht, mit der Sowjetunion und mit den sozialistischen Staaten intensive Beziehungen auszubauen. Hauptsächlich der erste Punkt des Abkommens hat sich darauf bezogen, in dem der Herrscher sich dazu anheischig gemacht hat, dass man ohne den vorherigen Beitrag von Großbritannien keine Agenten und Repräsentanten eines dritten Staates in Kuwait empfängt.⁴

Die ersten Erdölfelder in Kuwait wurden am Anfang der 1930er Jahre verschrotten. Zum Ausbau des Erdöls wurde 1934 die größte Erdölgesellschaft Kuwait Oil Company (KOC) zustande gebracht, in deren britische und amerikanische Erdölgesellschaften zu 50-50 Prozent interessiert waren. Mit dem Ausbruch des Zweiten Weltkrieges wurden die weiteren Forschungen aufgehoben und die bisher verschrotteten Felder wurden geblockt. Eine neue Periode begann am 30. Juni 1946, als Ahmed al-Jabir as-Sabah Scheich,

Legislatures in the Gulf Area: The Experience of Kuwait, 1961-1976. International Journal of Middle East Studies, (14) 1982. 359-379.

⁴ ALGHANIM, Salwa: *The Reign of Mubarak Al-Sabah*. I.B. Tauris Publishers & Co. Ltd., London 1998. 39-81. ANSCOMBE, Frederick, F.: *The Ottoman Gulf, The Creation of Kuwait, Saudi Arabia and Qatar*. Columbia University Press, New York 1997. 99-112. BUSCH, Briton Cooper: *Britain and the Status of Kuwait 1896-1899*. Middle East Journal. 21 (2) 1967. 187-199. Den Text des Vertrags siehe: *Agreement between the British Government and the Sheikh of Kuwait*, 23 January 1899. IN: LAUTERPACHT, E. CBE. - GREENWOOD, C. J. - WELLER, Marc - BETHLEHEM, Daniel (ed): *The Kuwait Crisis: Basic Documents*. Cambridge International Documents Series, Volume I. Grotius Publications Limited, Cambridge 1991. 9-10.

Herrscher von Kuwait zwischen 1921-1950, ausländischen Gesellschaften eine Konzession auf den Export vom Erdöl erteilt. Dadurch konnte das ausländische Kapital Kuwait erreichen. 1949 wurde die erste Erdölraffinerie des Staates in Ahmadi in Betrieb gesetzt, die in Folge von mehreren Jahren allmählich erweitert und entwickelt wurde. Bis zum Jahre 1960 hat die Größe der Erdölförderung 84 Tonne pro Jahr ausgemacht. Dadurch wurde Kuwait der viertgrößte Erdölförderer der Welt, nach den USA, Venezuela und der Sowjetunion.

Schon am Anfang des 20. Jahrhunderts hat sich in Kuwait eine langsame, ebenmäßige Entwicklung entfaltet. Der blühende Handel, die Schifffahrt, der Schiffsbau, die Fischerei und die Perlenfischerei bedeuteten ein sicheres Auskommen. All diese galten aber als vernachlässigbar im Verhältnis zu dem Wohlstand, der dem Beginn der Erdölförderung folgte. Dank des einfließenden Einkommens, das Nationaleinkommen pro Kopf war im Weltmaßstab in Kuwait das größte in den 1960ern. 50 Prozent des Profits, das aus den Konzessionen stammt wurde auf die Entwicklung der Infrastruktur und des Lebensstandards des Staates gewendet, daraus folgt, dass die sozialen Umstände dynamisch zu entwickeln begannen. Aus dieser Summe wurden unter anderem der Bau von öffentlichen Institutionen die Etablierung und Entwicklung der einheimischen Erdölproduktions-, Petrochemische-, Zement-, Glas-, Aluminium und Stahlindustrie, die Beschaffung der dazu nötigen Einrichtungen, die Wasser-, Strom- und Nahrungsversorgung, die Forschungen der Gesundheitswesen, die Arbeit der ausländischen Arbeitnehmer in Kuwait, bzw. die Modernisierung und die Instandhaltung der Kollektiven Institute finanziert. Dank der groß angelegten Bauarbeiten hat die Mehrheit der Einwohner fast gratis in neuen staatlichen Häusern gelebt. Ein hohes Existenzminimum war gesichert und die Einwohner haben Recht auf Pension und Abfertigung gehabt. Zahlreiche Zuwendungen waren gebührenfrei wie die medizinische Versorgung und die Medikamente, der Elementarunterricht und der Unterricht in der Mittelschule, sogar die Lebensmittelversorgung und die Bekleidung in den Schulen. Nach dem Abschluss ihrer Studien haben die Berufsanfänger die Möglichkeit gehabt, Staatsanleihe auf den Beginn ihrer geschäftlichen Tätigkeiten in Anspruch zu nehmen.⁵

Während Kuwait zu den ersten Erdölproduzenten und Erdölexporten zählte, haben die Landwirtschaft und andere Industriezweige eine drittrangige Rolle in der Wirtschaft gespielt. Fast alle anderen Waren mussten importiert werden. 65-70 Prozent des Imports hat aus den USA, Großbritannien, DDR, Italien und Japan gestammt. Dieser Import hat einerseits

⁵ ÓNODY György: *A közel-keleti olaj a világpolitikában*. Kossuth Könyvkiadó, Budapest 1978. 207-210; SZUROVY: 121-195. *Szociális helyzet Kuwaitban*. Bagdad, 1964. február 10. Magyar Országos Levéltár (MOL) Külügyminisztérium iratai (KÜM), Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-62-001999/1964. - 41/szig. titk./1964.

den Bedarf des Landes gedeckt, andererseits wurde ein Teil von diesem in die umliegende Länder entweder in legaler Weise geschickt oder geschmuggelt.⁶

Der Anteil der sozialistischen Staaten an den Import nach Kuwait hat etwa 3 Prozent ausgemacht, denn die Einreise aus sozialistischen Staaten nach Kuwait wurde bis zur Deklaration der Unabhängigkeit verboten.⁷

Obwohl die Markt von Kuwait für die ungarischen Firmen erst am Ende der 1950er Jahre geöffnet hat, hat sich

Export		Wert: Million Devisde Forint		
1957	1958	1959	1960	1961
1,0	1,6	1,3	1,6	2,0

danach die Einnahme, die aus der im Emirat verwerteten ungarischen Produkten gestammt hat, ständig vermehrt:

Die Handelsbeziehung der beiden Staaten war in dieser Periode eindeutig einseitig. Es war vom Defizit der Re-export der durch den ungarischen Handelsbeauftragten in Beirut nach Kuwait exportieren waren gekennzeichnet.⁸

Die Erteilung der Unabhängigkeit und die Ankündigung des irakischen Anspruchs

Kuwait hat seine Unabhängigkeit formal am 19. Juni 1961 erworben. Kurz nach der Ankündigung der Unabhängigkeit ist Kuwait mit dem nachbarlichen Irak, in Konflikt geraten. Am 25. Juni 1961 hat nämlich Abdul Karim Kassem, Präsident von Irak angekündigt, dass sein Land auf Kuwait Anspruch erhebt, denn es hat bis zum Südirakischen Provinz Basra gehört, und der Vertrag, der 1899 in Bushire abgeschlossen wurde, war vom Sultan verheimlicht also illegal ist, kann nicht als gültig angesehen werden.

Obwohl die Rede von Kassem nicht kämpferischer war als die anderen Stellungnahmen bezüglich Kuwait, die seit 1930 ständig auf dem Tagesordnung waren, hat der Emir am 28. Juni einen Notzustand verkündigt

⁶ Am Anfang der 1960er Jahre hat Kuwait jährlich Industriewaren im Wert von etwa 120–150 Millionen Fontsterling importiert, von dessen nach Schätzung von Experten etwa 20 Millionen zur Deckung der Bedarfe des Staates gewendet wurde. Der Rest wurde nach Irak, Iran, Saudi-Arabien und nach anderen nahöstlichen Staaten geschmuggelt. *Félvizsgáló látogatás Kuwaitban és a magyar–kuwaiti kapcsolatok egyes kérdései*. Bagdad, 1964. január 14. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-586-00678/1964. – 26/szig. titk./1964.

⁷ Nach 1961 hat sich die Lage verbessert und die Behörden von Kuwait haben das Visum für die Repräsentanten der ungarischen Firmen erteilt. Infolge dessen 5–6 ungarische Experten durften nach Kuwait reisen in den Jahren 1962 und 1963, um Handelsverhandlungen einzuleiten. In dieser Periode haben die ungarischen Firmen Agrimpex (Zucker), Hungarotex (Baumwolle-Textilien), Modex (Konfektionsware), Tannimpex (Schuhe) und Ferunion (verschiedene Metallwaren), mit Kuwait einen Handelsverkehr gehabt. Der Wert des ungarischen Exports nach Kuwait war 1962 4,3 Million und 1963 4,4 Million Devisde Forint. *Magyar–kuwaiti gazdasági kapcsolatok*. Budapest, 1963. november 13. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-51-007418/1964. – 250/1/szig. titk./1964.

⁸ *Magyar–kuwaiti gazdasági kapcsolatok*. Budapest, 1963. november 13. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-51-007418/1964. – 250/1/szig. titk./1964.

und später Mobilisierung verordnet. Am 30. Juni bat er die englische Regierung um Hilfe sich auf den Vertrag zwischen Großbritannien und Kuwait bezogen, nachdem er die arabischen Staaten über die Gefahr informiert hatte.

Einige Truppenbewegungen haben schon am 28-29. Juni begonnen. Endlich, am 1. Juli haben englische Truppen von insgesamt mehr als sechstausend Soldaten in das Land einmarschiert. Zu gleicher Zeit hat Saudi Arabien eine militärische Einheit von etwa 1200 Soldaten an die mit Irak benachbarte Grenze zwischen Saudi Arabien und Kuwait gesendet. An der Grenze vom Irak ist es weder dann noch später zu einem bewaffneten Zusammenstoß gekommen.

Die Deklaration der Unabhängigkeit von Kuwait im Juni 1961 ist ohne Wirkung auf die sowjetische Außenpolitik geblieben. Der Herrscher von Kuwait war von ihnen nicht als unterworfen angesehen, der nach der Erringung der Unabhängigkeit seines Volkes streben würde. Dieser Hinsicht wurde auch durch den Vertrag zwischen Großbritannien und Kuwait unterstützt, den die sowjetische Regierung als einen neuen Mittel des Neokolonialismus angesehen hat. Deshalb hat die Sowjetunion kein Grußtelegramm geschickt und in der sowjetischen Presse ist bloß eine Nachricht bezüglich dieser Angelegenheit erschienen, die die Aufbewahrung der britischen Position im Gebiet thematisiert hatte. Die Rede von Kassem und der Ziel von Nasser, dem Präsidenten von Ägypten, den irakischen Anspruch zu verhindern, haben den Stellungsname der Sowjetunion weiterhin kompliziert. Während der kurzen Periode zwischen der Rede von Kassem und der englischen Intervention hat die sowjetische Presse Kassems Politik kritisiert, aber nachdrückliche Stellungnahme wurde noch nicht geäußert.⁹

Es kam zu einem Wandel nach dem Einzug der englischen Truppen. Obwohl die Sowjetunion am Konflikt nicht aktiv teilnehmen wollte, und sich davon distanziert hat, Maßnahmen zu treffen, hat sie und teilweise auch die ägyptische Regierung einen ideologischen Angriff eröffnet und den Konflikt der arabischen Staaten als Abwehrkampf gegen den Imperialisten und Kolonialisten angekündigt wegen des englischen Einmarsches und wegen Kassems darauf kommende Mitteilung, dass er in der Zukunft einen friedlichen Kampf für die Zurückeroberung der Gebiete von Kuwait führen will.¹⁰ Die Veränderung des Vertrags im Jahre 1961 war von ihnen als eine bloßes Manöver angesehen, in dem sie das gemeinsame Bestreben der herrschenden Kreise von Kuwait und Großbritannien gesehen haben, die Macht des Kolonialismus zu stärken und die Positionen im Nahen-Osten zu bewahren, die unentbehrlich für den Kampf gegen nationale Freiheitsbewegungen und gegen progressive arabische Staaten wie der Irak und die Vereinigte Arabische Republik sind. Das irakische Verlagen, das auf fraglichen Gründen gestanden ist, haben sie außer Acht gelassen und haben

⁹ PAGE: *The USSR and Arabia*. London 1971. 61.

¹⁰ A Pravda a kuwaiti válságról. Népszabadság, 1961. július 4. p. 5; PAGE: 61.

ausschließlich auf den englischen Einzug konzentriert, den sie als unbefugt erklärt haben. Die Sowjetunion und, analog zu der, die anderen kommunistischen Staaten haben von der Anerkennung der Unabhängigkeit von Kuwait Abstand genommen. Diese Auffassung wurde auch dadurch bestätigt, dass Kassem die diplomatischen Beziehungen seines Staates zu all den Staaten abgebrochen hat, die Kuwait nach seiner Rede über den territorialen Anspruch als unabhängig angesehen haben und diplomatische Vertretung aufgestellt haben, oder eine Erlaubnis für die Etablierung einer solchen Mission in ihren Ländern gegeben haben.¹¹

Daher haben die sozialistischen Staaten weder den Entschluss der Arabischen Liga von 19. Juli 1961 über die Anerkennung von Kuwait noch die Ablösung der englischen Truppen mit Hilfe von arabischen Kräften im September und Oktober 1961 zur Kenntnis genommen. Sie haben sich darauf bezogen, dass Kuwait als keinen unabhängigen Staat anerkannt werden kann bis der Vertrag von Juni 1961 gültig ist, denn der Regierende ein britischer Agent ist, der Großbritannien ausgesetzt ist. In diesem Sinne hat die Sowjetunion wieder ihr Veto gegen die Mitgliedschaft von Kuwait in der UNO erhebt, das sie erst nach dem Sturz der Kassem Regierung zurückgenommen hat.¹²

Ungarn und der Fall von Kuwait

Der Konflikt zwischen Irak und Kuwait hat nicht nur die Beziehungen der arabischen Staaten zueinander beeinflusst, sondern wurde bald zur aktuellen Problemquelle des Kalten Krieges. Drei Gruppen von Ländern haben sich gebildet nach der Stellungnahme am Konflikt. Zur ersten Gruppe gehörten: Großbritannien, Ägypten, Iran, Saudi-Arabien und die USA, die in verschiedener Weise Kuwait unterstützt haben. Die zweite Gruppe wurde von den sozialistischen Staaten, von Indonesien und Syrien anfangs Sudan gebildet und diese haben Irak unterstützt. Zur dritten Gruppe zählten zahlreiche – hauptsächlich arabischen – Staaten, die eine zuwartende Stellung eingenommen haben, sie wollten keine Unabhängigkeit unterstützen, die auf die Einmischung von fremden Truppen basiert hat und sie wollten nicht mit Irak in Konflikt geraten.

Kuwait hat ab Sommer 1961 eine aktive Kampagne in die Wege geleitet, um die dritte Gruppe zu überzeugen und die Länder, die Irak unterstützten, an seine Seite zu stellen. Im August dieses Jahres haben vier Delegationen verschiedene Länder der Welt aufgesucht, um die Stellung von Kuwait an der

¹¹ Infolge dessen wurde die Botschafter von der Vereinigten Arabischen Demokratie, von Tunesien, Libanon, Jordanien, Sudan, von den Vereinigten Staaten von Amerika, von Japan und Iran bis 1963 aus Bagdad verniesen. *Kuwait diplomáciai elismerése*. Bagdad, 1963. január 21. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-001282/1963. - 3/szig. titk./1963.

¹² A Biztonsági Tanács elutasította Kuwait felvételét az ENSZ-be. Népszabadság, 1961. december 2. p. 4.

Sache bekannt zu geben und die politische Anerkennung des gegebenen Staates zu erwerben. Die Tätigkeit der Delegationen hat sich als erfolgreich erwiesen in erste Linie dank der wirtschaftlichen Unterstützung und den vorteilhaften Leihen. Bis September 1961 haben 34 Staaten die Unabhängigkeit von Kuwait anerkannt, diese wurde noch im selben Jahr von weiteren 28 Staaten anerkannt.¹³

Bis zur Mitte 1962 stand die Mehrheit der schwankenden Staaten an Kuwaits Seite. Von Bedeutung war aber die isolierende Politik der sozialistischen Staaten, die die internationale Anerkennung von Kuwait und die Anschaffung der UN-Mitgliedschaft konsequent verhindert hat. Die Diplomaten des Scheichtums haben sich daher mit den Beauftragten den kommunistischen Ländern in der zweiten Hälfte desselben Jahres in Verbindung gesetzt, um sie zu bewegen, ihre zurückweisende Stellung zu ändern.

Unwiderlegbar ist, dass die ungarische Regierung eine minimale Selbstständigkeit hinsichtlich des Ausbaus von Beziehungen zu Entwicklungsländern hatte neben der unbedingten Anpassung an die außenpolitische Direktive, die von der Sowjetunion ausgegeben wurde. Das war neben dem Ausbau eines konkreten Beziehungssystems auch deshalb von Vorteil, weil es die internationale Isoliertheit von Ungarn nach der Niederschlagung der Revolution von 1956 mindern konnte. Außerdem war es zu erhoffen, dass durch die UN-Mitgliedschaft dieser jungen Staaten auf die UNO ein Druck ausgeübt werden kann, damit diese „den Fall von Ungarn“ von der Tagesordnung absetzt.

Im Fall von Kuwait war es eindeutig, dass sich Ungarn an die sowjetische Stellung richten wird. Eine weitere Hinsicht war, dass Kuwait nicht infolge von einem Unabhängigkeitskrieg gegen das imperialistische Großbritannien frei wurde. Die Erteilung der Unabhängigkeit von Kuwait war als eine Notsituation von Großbritannien angesehen, in der es seinen wirtschaftlichen und politischen Einfluss auf die Enteignung des Erdöls in der Region sichern wollte. Als die britischen Truppen nach der Erklärung des irakischen Anspruchs auf Gesuch des Emirs in Kuwait ankamen, wurde Großbritannien damit angeklagt, dass es die Konflikte zwischen den arabischen Staaten ausgenutzt hat, um später selbst eine Aggression gegen Kuwait auszuüben.¹⁴

Diese ungarische Stellung hat sich nicht einmal nach dem Ersatz der britischen Truppen durch arabische Truppen und nach der Aufnahme von Kuwait in die Arabische Liga verändert. Infolge dessen hat sich Ungarn im November 1962 von den Versuchen von Kuwait, mit Ungarn diplomatische Beziehungen auszubauen und von der Abschickung der ungarischen Delegationen ins Emirat isoliert. Bis März 1963 keine Schritte wurden im

¹³ ASSIRI, Abdul-Reda. *Kuwait's Foreign Policy*. Westview Press, Boulder, San Francisco & London 1990. 24.

¹⁴ MÁTÉ Sándor: *A kuwaiti vita rendezése – angolok nélkül*. Népszabadság, 1961. július 12. p. 4.

Interesse der Etablierung der Beziehung zwischen Ungarn und Kuwait eingeleitet.¹⁵

Die Annahme der UN-Mitgliedschaft von Kuwait

Der Putsch, der sich am 8. Februar 1963 abgelaufen ist, und der Sturz von Präsident Kassem haben zu grundlegenden Wechsel im Fall von Kuwait geführt. Das neue republikanische Kabinett hat unter der Führung von Abd as-Salam Aref im Bezug auf dem Fall von Kuwait keinen Beschluss und keine eindeutige Deklaration ausgegeben, trotzdem haben viele Minister der Regierung kurz nach dem Staatsstreich geäußert, dass sie die Politik von Kassem betreffs Kuwait nicht fortsetzen werden und das Volk von Kuwait ähnlich zu den Völkern der anderen unabhängigen arabischen Staaten als brüderliches arabisches Volk ansehen werden.¹⁶

Den sozialistischen Staaten schienen damals die Konflikte in dieser grundsätzlich veränderten Situation zu Befriedigung jeder betroffener Länder gelöst worden zu sein. Die sozialistischen Staaten haben sich allmählich zur Revision ihrer früheren ablehnenden Stellung Kuwait gegenüber bereit erklärt. Sie haben in erster Linie aus wirtschaftlicher Hinsicht die Kontaktaufnahme mit Kuwait für wichtig gehalten. Daher war es begründet, Kuwait bald diplomatisch zu anerkennen. Infolge dessen und der neuen irakischen Stellung, die sich dem Kommunismus und der Sowjetunion stark gegenüber gesetzt hat, hat die Sowjetunion nach dem Auszug der Truppen der Arabischen Liga aus Kuwait im Februar 1963 den Vorschlag von Kuwait bezüglich der Etablierung der diplomatischen Beziehungen sofort angenommen. Am 13. März hat die Sowjetunion die Regierung von Kuwait offiziell anerkannt, um Irak dazu zu bewegen, seine antikommunistische Stellung zu verändern.

Den Bestrebungen der Sowjetunion und der anderen sozialistischen Staaten folgend hat auch Ungarn die Möglichkeit erwägt, Kuwait zu anerkennen. Dieser Absicht war nicht einseitig; Kuwait hat im März und April 1963 in Washington mehrmals betrieben, dass die anderen sowjetischen Staaten, auch Ungarn wie die Sowjetunion selbst, den Staat als unabhängig anerkennen und sein UN-Mitgliedschaft unterstützen. Später konnte es im Einverständnis miteinander zur Etablierung von diplomatischen Beziehungen zwischen den Staaten kommen.¹⁷

¹⁵ *Beszélgetés Soubhi Khanachettel, Kuwait követével.* Washington, 1962. december 3. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-009051/1962. – 447/szig. titk./1962.

¹⁶ *Iraki-kuwaiti viszony alakulása.* 1963. október 16. MOL KÜM TÜK XIX-J-1-j Irak 1945-64. 3. d. 5/bf-004524/1/szig.titk/1963. – 266/szig. titk./1963.

¹⁷ *Magyar–Kuwaiti diplomácia kapcsolatok kérdése.* Washington, 1963. március 20. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-001282/1/1963. – 280/szig. titk./1963.; *A Kuwait-i követség kezdeményezése.* Washington, kein Datum. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-004023/1963. – 397/szig. titk./1963.

Der Sicherheitsrat der UNO wurde am 7. Mai einberufen, um die Angelegenheit von Kuwait zu besprechen. Die sowjetische Stellung hinsichtlich der Angelegenheit von Kuwait hat sich dank der oben angegebenen Gründe verändert und die Sowjetunion hat die Aufnahme von Kuwait in die Weltorganisation unterstützt. Kuwait hat neben der Sowjetunion unter den sowjetischen Staaten bloß Ungarn und Polen um die Unterstützung gebeten. Ungarn wurde gewählt, damit die Bedeutung seiner Rolle in der Versammlung erhöht wird.¹⁸

Die Generalversammlung hat am 14. Mai die Aufnahme von Kuwait in die UNO eindeutig angenommen. Kuwait war das 111-te Mitglied der UNO. Seitens der sozialistischen Staaten hat Károly Csatorday, der ungarische Repräsentant das neue Mitglied begrüßt und hat seine Hoffnung geäußert, dass Kuwait als Mitglied der UNO seine Pflichten betreffs der Bewahrung des Friedens und des Kampfes für die allgemeine und vollständige Demobilisierung erfolgreich verrichten wird.¹⁹

Nach der Aufnahme des Emirats in die Weltorganisation hat die ungarische Regierung am 16. Mai Kuwait als unabhängiger Staat anerkannt und hat ihre eindeutige Absicht geäußert, dass die Verhandlungen über die Etablierung der diplomatischen Beziehungen zwischen den beiden Staaten bald in die Wege geleitet werden.²⁰

Das Zustandekommen der diplomatischen Beziehung zwischen Ungarn und Kuwait

Obwohl die Bedingungen für die Herstellung der diplomatischen Beziehungen nach der Anerkennung von Kuwait zustande gebracht wurden, wurde keine Schritte seitens Kuwait eingeleitet, nicht einmal nachdem der Botschafter von Kuwait in Washington am 17. Juni von Ungarn benachrichtigt wurde, dass Ungarn Kuwait als unabhängig anerkannt hat und bereit ist, Beziehungen zum Staat auszubauen.²¹

In Ungarn hat eine pessimistische Stellung geherrscht. Es wurde gemeint, dass es weniger Ansichten bezüglich der Herstellung der tatsächlichen Beziehungen gibt, nachdem die günstige Gelegenheit versäumt worden ist. Danach wurde für die Abwartung entschieden, wobei es betont wurde, dass

¹⁸ Die Unterstützung von Kuwait war eine gute Möglichkeit in dieser Hinsicht für Ungarn. Neben der Gründung der guten Beziehungen zu Kuwait konnte nach der Niederschlagung der Revolution von 1956 die bestrittene Anerkennung innerhalb der Weltorganisation verbessert werden.

¹⁹ Die sozialistischen Diskussionsbeiträge siehe: *Kuwait felvétele az Egyesült Nemzetek tagjai közé.* 1963. május 27. MOL KÜM TÜK XIX-J-1-j Vegyes 1945-64. 217. d. 13/004702: 26/h. – 148/szig. titk./1963.

²⁰ *A Magyar Forradalmi Munkás-Paraszt Kormány 3190/1963. sz. határozata Kuwait önálló és független államként való elismeréséről, valamint az országaink közötti diplomáciai kapcsolat felvételére irányuló tárgyalások megkezdéséről.* Budapest, 1963. május 16. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-003447/2/1963.

²¹ Die Note siehe: *Magyar-Kuwait-i diplomáciai kapcsolatok kérdése.* Washington, 1964. január 6. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-00623/1964. – 47/szig. titk./1964.

die Mitarbeiter der ungarischen Botschaft mit den Repräsentanten von Kuwait möglichst feste Beziehungen ausbauen sollten.²²

Dass die Regierungsdelegation von Kuwait die im Herbst 1963 einen Besuch in Bagdad abgestattet hat, Károly Ráth, den ungarischen Botschafter in Irak, nach Kuwait eingeladen hat, war eine gute Möglichkeit für den Wiederbeginn der Verhandlungen. Károly Ráth hat nach der Abstimmung mit Ungarn die Einladung angenommen. Zwischen 30. November und 5. Dezember hat Ráth einen halboffiziellen Besuch in Kuwait angestattet, um die Möglichkeiten der wirtschaftlichen Beziehungen und die Nützlichkeit der Entsendung einer Delegation von ungarischen Marktforschern zu schätzen, wie es von dem ungarischen Außenministerium angewiesen wurde.

Der Außenminister und sein Stellvertreter haben Ráth versichert, dass Kuwait bereit ist, die diplomatischen Beziehungen so zu bereinigen, wie es Ungarn vorschlägt. Um dies zu verwirklichen, war Ráth darum geboten, ein schriftliches Dokument im Namen der ungarischen Regierung einzureichen, in dem ihre Bereitschaft zu der Aufnahme der diplomatischen Beziehungen mitgeteilt wird.²³

Während der Gespräche haben beide Verhandlungspartner von Kuwait große Bereitschaft zum Ausbau und zur Erweiterung von vielseitigen Beziehungen gezeigt. Mehrmals sind sie darauf zurückgekehrt, dass Kuwait die Beziehungen zu sozialistischen Staaten tatsächlich vermisst hat. Sie haben die Aufhebung der ablehnenden Stellung zu Kuwait und die Aufstellung einer sowjetischen Botschaft freudig begrüßt. Sie haben aber mit Bedauern zur Kenntnis genommen, dass die anderen sozialistischen Staaten eher formale als tatsächliche Annäherung gezeigt haben. Sie haben aber gehofft, dass die Lage nach der Erkenntnis von Kuwait und seine Politik verbessern wollen. So ein Ergebnis haben sie auch vom Besuch von Ráth erwartet.

Am Ende der Verhandlungen haben sie vorausgeschickt, dass Kuwait Vorschläge für den Ausbau von vielseitigen Beziehungen zwischen Kuwait und Ungarn beansprucht und annimmt. Eine Vereinbarung wurde getroffen, in deren Sinne sie die Gespräche mit Rücksicht auf dessen fortgeschrittenes Stadium formal in Washington schließen werden, wo die bisherigen Verhandlungen stattgefunden haben.²⁴

Nach dem Besuch von Ráth in Kuwait hat man in Ungarn die Situation so geschätzt, dass die Bereitschaft von Kuwait zu den politischen, wirtschaftlichen

²² *Kuwaiti kapcsolatok*. Budapest, 1963. október 15. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-003447/4/1963.

²³ Anhand seiner Eindrücke, die er während seiner Gespräche im Außenministerium von Kuwait erweckt wurden und der Informationen, die er vom sowjetischen Botschafter von Kuwait erhalten hat, hat Ráth angenommen, dass Kuwait auf die Formalitäten nicht beharrt hätte, wenn der Besuch nicht eben dann stattgefunden hätte, als binnen einer Woche die Repräsentanten von drei sozialistischen Staaten ihre Beglaubigungsschreiben überreichten. *Félvizsgáló látogatás Kuwaitban és a magyar–kuwaiti kapcsolatok egyes kérdései*. Bagdad, 1964. január 14. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-586-00678/1964. – 26/szig. titk./1964.

²⁴ Uo.

und weiteren anderen Beziehungen immer eindeutlicher wird. Nach der Weisung des ungarischen Außenministeriums hat János Radványi am 28. Februar den Botschafter, Talat al-Ghoussein in Washington aufgesucht. Radványi hat die frühere Bitte und mehrmaliges Drängen des Außenministers von Kuwait erfüllend ihm eine Verbalnote überreicht, in der die ungarische Regierung ihre Bereitschaft zum Ausbau der diplomatischen Beziehungen zwischen den beiden Staaten, wieder betont hat.²⁵

Am 21. April hat der Botschafter von Kuwait, Talat al-Ghoussein Radványi benachrichtigt, dass die Regierung von Kuwait bereit ist auf der Ebene der Botschaft diplomatische Beziehungen zu Ungarn auszubauen. Er hat betont, dass die diplomatischen Repräsentanten der ungarischen Regierung in Kuwait warm aufgenommen werden und dass Kuwait erfreut wäre, wenn die ungarische Regierung eine Botschaft in Kuwait akkreditieren würde. Er hat aber hinzugefügt, dass Kuwait mangels an ausgebildeten Fachleuten nur aus einem dritten Staat einen Botschaften von Kuwait nach Ungarn schicken kann.²⁶ Der vorherigen Übereinkunft der beiden Staaten entsprechend haben Kuwait und Ungarn am 7. Mai 1964 die Herstellung der Beziehungen offiziell verkündigt.²⁷

Ungarn hat Lajos Nagy S., den ungarischen Botschafter in Irak zum Botschafter in Kuwait ernannt, wobei seine Position in Irak unberührt blieb. Lajos Nagy S. konnte am 30. November 1964 als Letzter unter den akkreditierten Botschaften der ostmitteleuropäischen sozialistischen Staaten sein Beglaubigungsschreiben dem Emir Abdullah as-Sabah überreichen.²⁸

Kuwait hat um Zustimmung für die Ernennung von Saeed Yacoob Shammas, dem Botschafter in der Sowjetunion zum außerordentlichen, bevollmächtigten akkreditierten Botschafter in Ungarn gebeten.²⁹ Am 4. November hat der Präsidialrat der Ungarischen Volksrepublik seine Zustimmung für die Ernennung geäußert. Der Botschafter konnte am 27. März 1965 sein Beglaubigungsschreiben István Dobi überreichen.³⁰

²⁵ *Kuwaiti nagykövettel folytatott beszélgetés.* Washington, 1964. március 13. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-00623/1/1964. – 47-2/szig. titk./1964.

²⁶ *Kuwaiti-magyar diplomáciai kapcsolatok.* Washington, 1964. május 14. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-00623/5/1964. – 47-3/szig. titk./1964.

²⁷ Das Pressecommuniqué siehe: *Diplomáciai kapcsolat felvétele Kuwaittal.* Bagdad, 1964. május 11. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-00623/4/1964.; Népszabadság, 1964. május 7. p. 5.

²⁸ Kuwait hatte damals schon diplomatische Beziehungen zu der Sowjetunion, zu Tschechoslowaken, zu Polen, zu Bulgarien, zu Rumänien und zu Jugoslawien. Es ist hinzuzufügen, dass Kuwait eine diplomatische Vertretung nur in der Sowjetunion aufgestellt hat. *Kuwaiti megbízólevelem átadása.* Bagdad, 1965. január 9. MOL KÜM, Kuwait Tük 1965. XIX-J-1-j. 75. doboz. IV-116-00920/1965. – 2/szig. titk./1965. *Távirat.* Bagdad, 1964. november 30. MOL KÜM, Kis országok Admin 1945-64. 2.doboz./Kuwait XIX-J-1-k. IV-142-sz.n.

²⁹ Die Note des Außenministeriums von Kuwait siehe: *Agrément kérés Kuwait első budapesti nagykövete részére.* Moszkva, 1964. október 22. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-005714/1964. – 250/szig. titk./1964.

³⁰ *A Magyar Népköztársaság Elnöki Tanácsának 224/1964. sz. határozata.* Budapest, 1964. november 4. MOL KÜM, Kis országok/Kuwait Tük 1945-64. XIX-J-1-j. 3. doboz. IV-113-005714/1/1964; A

Nachwort

Nach der Entstehung der diplomatischen Beziehungen, hatte das ungarische Außenministerium in erster Linie vor, Berufsausbildungen in Budapest in die Wege zu leiten und die Wirtschaftsbeziehungen zu Kuwait zu stärken. Dieser Vorstellung hat Vorschub geleistet, dass 1.) An Kuwaits Seite wurde während Károly Ráths halboffiziellen Besuch in Kuwait Anfang Dezember 1963 die Wichtigkeit der Erweiterung der Zusammenarbeit stark betont; 2.) Die Produkte der Leichtindustrie waren marktgängig nicht nur in Kuwait, sondern auch in den angrenzenden arabischen Scheichtümern, mit denen Kuwait Transitabkommen gehabt hat; 3.) Die Kapazität der ungarischen Wirtschaft hat es ermöglicht, Produkte in großem Maße nach Kuwait zu exportieren, was die Erzeugung von erheblicher, konvertibler Valuta zur Folge haben konnte; 4.) Wegen der erheblichen Valuta von Kuwait war es nicht nötig, die Erhöhung des Ausmaßes des ungarischen Exports durch Sicherung von Krediteröffnung zu unterstützen; 5.) Dank der Industrialisierungspläne von Kuwait eine große Bautätigkeit war in diesen Jahren in Kuwait vorhanden, was unter anderen die Verwertung von Investitionsartikeln und Maschinen ermöglicht hat; 6.) Kuwait hat die Exportwaren unter günstigen Bedingungen – einheitlich mit 4% Exportgebühr – eingelassen und hatte keine Vorschriften für Importbedingungen und Deviseneinschränkungen bezüglich der Handelsartikel.³¹

Nach der Abmessung der Möglichkeiten auf den Märkten zahlreiche ungarische Firmen (z.B. Ikarus, Tungsram) haben sich auf den Märkten von Kuwait vertreten, außerdem haben viele ungarische Staatsbürger an der Förderung des Landes teilgenommen. Die Darstellung der ungarischen Firmen in Kuwait bzw. die der ungarischen Bürgern im öffentlichen Leben von Kuwait wäre das Thema einer anderen Studie.

kuwaiti nagykövet megbízólevelének átadása. Budapest, 1965. április 20. MOL KÜM, Kuwait Tük 1965. XIX-J-1-j. 75. doboz. IV-116-001943/1/1965.

³¹ In Interesse einer wirksamen wirtschaftlichen Zusammenarbeit wollte das Ministerium für Außenhandeln eine Delegation von Marktforschern nach Kuwait schicken, um die Möglichkeiten der Verwertung der ungarischen Produkte der Schwerindustrie und die des Re-Exportes zu prüfen. Weiterhin, es wurde geplant, eine polnische wirtschaftliche Zweigstelle in Kuwait zu etablieren, Wirtschaftsexporten aus Kuwait nach Ungarn einzuladen, persönliche Beziehungen zwischen den Handelsverkehr, der bis dahin durch Beirut abgelaufen war, jetzt in Firmen und Agenturen in Kuwait zu versetzen. *Kuwaiti megbízólevelém átadása.* Bagdad, 1965. január 9. MOL KÜM, Kuwait Tük 1965. XIX-J-1-j. 75. doboz. IV-116-00920/1965. – 2/szig. titk./1965; *Kuwaiti utijelentés.* Budapest, 1965. március 2. MOL KÜM, Kuwait Tük 1965. XIX-J-1-j. 75. doboz. IV-116-00920/1/1965.

Csilla Riga

Die Abkühlung im Verhältnis zwischen Deutschland und Rußland 1874-1875

Das Verhältnis des Deutschen Reiches zum Zarenreich stand in der Tradition der preußisch-russischen Beziehungen. Diese Verbindung war vorrangig geprägt durch die gemeinsame Bewahrung des monarchischen Prinzips. Zu dessen Sicherung sowie zur Betonung der Verbundenheit im christlichen Glauben, hatten sich 1815 Preußen, Rußland und Österreich zur „*Heiligen Allianz*“ zusammengeschlossen. Nach der Reichsgründung wurde die Verbindung der drei konservativen Monarchen am 22. Oktober 1873 im Dreikaiserabkommen wiederaufgenommen. Das Dreikaiserabkommen entsprach zwar auf der einen Seite nicht den weitreichenden russischen Zielen, gewährte aber auf der anderen Seite einige Vorteile, wie die Wahrung der Status quo auf dem Balkan, eine Rückendeckung gegen England und die Bindung des Deutschen Reiches, durch die man hoffte eine weitere Schwächung Frankreichs verhindern zu können.

Kurze Zeit nach dem Abschluss des Abkommens wurde schon offenkundig, wie brüchig die Solidarität der Monarchen war. Während des gesamten Jahres 1874 bis in die Anfangswochen des Jahres 1875 hinein zeichnete sich das Scheitern der drei konservativen Mächte immer deutlicher ab. Bereits im Winter 1873/74 nahmen die latenten Spannungen des Reiches mit Frankreich zu, das durch den Abzug der deutschen Besatzungstruppen aus Ostfrankreich wieder souverän und bündnisfähig geworden war.¹ Das Zarenreich vor allem näherte sich der französischen Republik stärker an, als es Bismarck für das Land in der Mitte wünschenswert erschien.² Diese Gefahr im Westen ging mit einer Entfremdung zwischen Rußland und Deutschland, die ihren Höhepunkt im Februar 1875 erreichte. Die Russen gingen auf antideutschen Kurs; die Spannungen zwischen Sankt Petersburg und Berlin wuchsen. Eine Vielzahl vorwiegend alltäglicher, relativ zweitrangiger Probleme bildeten den Konfliktstoff zwischen den beiden Kabinetten.

¹ In den Kulturkampf, den der Kanzler aus innenpolitischen, religiösen und persönlichen Gründen im Reich gegen die katholische Kirche führte, griffen die französischen Bischöfe ein und unterstützten den deutschen Episkopat. Mehr noch: In ihren Kirchen ließen sie für die Wiedervereinigung Elsaß-Lothringens mit Frankreich beten. HILDEBRAND, Klaus: *Das vergangene Reich. Deutsche Außenpolitik von Bismarck bis Hitler*. Stuttgart 1995. 28.

² Wichtige Etappe der französisch-russischen Freundschaft bildete die Reise der Zarin nach Paris Ende November und die folgende Verleihung des St. Andreas-Ordens an den französischen Staatspräsidenten Mitte Dezember 1874, die von Maria Alexandrova angeregt wurde. Die gegenseitige Sympathie verstärkte noch ein Artikel in der Zeitung „*Golos*“. Die Moskauer Zeitung schrieb am 1. Januar 1875, die Annahme sei falsch, man dürfe kein Bündnis mit dem republikanischen Frankreich eingehen. „*Nicht die Staatsform, sondern die Kraft und Schlagfertigkeit des französischen Staates werde über diese Allianzfähigkeit entscheiden*“. LAPPENKÜPER, Ulrich: *Die Mission Radowitz. Untersuchungen zur Rußlandpolitik Otto von Bismarcks (1871-1878)*. Göttingen 1990. 217. 303.

Das erste betraf die seit langem umstrittene Frage des Regimes in Spanien. Als am 31. Dezember 1874 nach dem Verzicht Serranos und der Niederlage der Carlisten der bourbonische Thronbewerber Alfons zum König ausgerufen wurde, anerkannte ihn wie die übrigen Großmächte auch das Deutsche Reich. Der russische Zar nahm dies Bismarck übel, er erhob sein Veto gegen die spanische Staatsform und erklärte selbst Andrässys Vermittlungsvorschlag (man solle nicht die Republik selbst, sondern nur die Regierung Serranos als Exekutivgewalt anerkennen) für unannehmbar.³

Besonders seltsame Vorgänge spielten sich in der polnischen Frage ab. Bislang vertraten die Berliner und Petersburger Regierung die gleiche Ansicht in der Frage der Unterdrückung der polnischen Nationalbewegungen. Doch seit Bismarck den Kampf gegen das Polentum im Rahmen des Kulturkampfes führte, zog sich Petersburg zurück.⁴ Die traditionelle Gemeinsamkeit in der polenfeindlichen Unterdrückungsmethode schien zu zerfallen. Die Polen waren vorbereitet die günstige Chance zu nutzen. Ihre Abgeordneten im Deutschen Reichstag erhoben die Stimme gegen die deutschen Unterdrückungsversuche und setzten sich sogar für den Schutz ihrer nationalen Eigenart ein. Gleichzeitig wandte sich die polnische Öffentlichkeit um Unterstützung an Petersburg. Bismarck schloss nicht mehr aus, dass das polnische Problem zu einem deutsch-russischen Konflikt führen und eine Annäherung Rußlands an Frankreich und Österreich-Ungarn fördern könnte.⁵

Den dritten Streitpunkt stellten zweitrangige Balkanfrage dar. Ein türkisch-montenegrinischer Grenzkonflikt hatte sich nach einem blutigen Zwischenfall in Podgoritza zugespitzt. Rußland verhielt sich als Beschützer der christlichen Balkanvölker und die Regierung setzte das Regime in Konstantinopel unter Druck. Sie verlangte von Bismarck, ihn zu folgen. Doch dieser war nicht bereit, in Orientfragen Stellung zu nehmen.⁶

³ Bismarck ging ohne weiteres auf die Formulierung Andrässys ein; es ist unwahrscheinlich, dass er mehr gewollt hat. Denn die Frage, ob in Spanien Monarchie oder Republik herrschen sollte, war ihm gleichgültig, er wollte nur den Ultramontanismus mit seinem Vorgehen treffen. HOLBORN, Hajo: *Bismarcks europäische Politik zu Beginn der siebziger Jahre und die Mission Radowitz. Mit ungeruckten Urkunden aus dem Politischen Archiv des Auswärtigen Amtes und dem Nachlaß des Botschafters von Radowitz*. Berlin 1925. 53.

⁴ LAPPENKÜPER: 254.

⁵ Ebd. 265.

⁶ Im Jahre 1874 haben die Türken gegen die Christen Exzessen begangen. Bei dem Tumult, der infolgedessen entstanden war, wurden mehrere Montenegriner getötet. Das türkische Gericht, das die an den Ausschreitungen beteiligten Türken zur Verantwortung zog, fällte in den ersten Tagen des Jahres 1875 sein Urteil. Die Strafen, die der Gerichtshof von Skutari über die Schuldigen verhängte, waren ungewöhnlich milde. Infolgedessen entstand in Montenegro Unruhe und Unwillen, der sich aber noch steigerte, als man erfuhr, dass die Pforte die Vollführung der Urteile suspendierte. Sie verlangte vielmehr von Montenegro die Auslieferung derjenigen Montenegriner, die nach dem Tumult von Podgoritza auf türkische Soldaten geschossen hatten. Die Montenegriner lehnten diese Forderung ab, bestanden auf sofortiger Bestrafung der Verurteilten, andernfalls drohten sie den Rachenkrieg gegen die Primasversammlung herbeizuführen. HOLBORN: *Bismarcks europäische Politik....*1925. 72.

Die Kontroverse mit dem Zarenreich ging zunächst mit einer Annäherung der Österreicher und der Russen, die Bismarck beunruhigte und ihn zu scharfen Presseangriffen auf die Habsburger Monarchie veranlasste. Zur Gruppe der offiziellen Zeitungen gehörende „*Augsburger Allgemeine*“ sprach sogar offen von der Möglichkeit einer Aufteilung Österreich-Ungarns zwischen dem Deutschen Reich und Rußland.⁷ Bismarcks Sorge gewann eine ganz andere Dimension: er schloss unter solchen Vorzeichen nicht einmal mehr aus, dass eine Kaunitzische Koalition Österreich-Frankreich-Rußland gegen Deutschland entstehen könnte.⁸ Sie würde, wie Botschafter Russell nach London berichtete, „*Deutschland isolieren und seine ultramontanen Feinde einigen*“.⁹ Nichts vermochte Bismarck mehr in Sorge zu versetzen als die Vorstellung des „*Eingekreist*“-Seins („*Feinde ringsum*“), die in den folgenden Jahren zu einem wiederkehrenden Motiv der Bismarck'schen Außenpolitik wurde.¹⁰

Die Abkühlung im Verhältnis zwischen Berlin und St. Petersburg und die daraus erfolgende Wiederaufnahme der intensiven Kontakte zwischen Rußland, Frankreich und Österreich-Ungarn stellten Bismarck unter Beweis, dass er die Fäden der internationalen Politik aus den Händen verlor. Sein ständiger Versuch, auf „*zweitrangigen Spannungsfeldern*“ in Europa und an der Peripherie, gegenüber Spanien bzw. Polen und in der montenegrinischen Frage die führende Stellung Deutschlands im Dreikaiserbündnis zu sichern, führte stets zu sehr unerfreulichen Ergebnissen. Das Zarenreich war nicht mehr bereit, die deutsche Führungsrolle im Dreikaiserverhältnis zu akzeptieren. Der russische Kanzler, Fürst Gortschakow sah die Zeit reif für erste Schritte, die alte Dominanz aus der Vorkrimkriegszeit zurückzugewinnen. Russland, auch England betrachteten Deutschland wie zuvor Preußen fortwährend als Großmacht zweiten Ranges. So war der russische Kanzler mit Deutschlands gesamten Verhalten in den erwähnten Streitfällen nicht mehr zufrieden und forderte ferner von Bismarck, als „*Juniorpartner*“ auf der russischen Linie mitzugehen.¹¹

In dieser gespannten Situation Anfang 1875 entschloss der deutsche Kanzler, selbst außenpolitisch offensiv zu werden, um eine politische Isolierung des Reiches – aufgrund der anscheinend formierenden antideutschen Koalition – zu verhindern. Im Februar 1875 löste Bismarck die Offensive über Umwege aus. Die italienische Regierung wurde auf einmal aufgefordert, den Kampf gegen Ultramontanismus und Papsttum entschiedener zu führen. Die dänische Führung, eng verbunden mit der

⁷ HILLGRUBER, Andreas: *Bismarcks Außenpolitik*. Freiburg 1972. 139.

⁸ WOLTER, Heinz: *Bismarcks Außenpolitik 1871-1881. Außenpolitische Grundlinien von der Reichsgründung bis zum Dreikaiserbündnis*. Berlin 1983. 168.

⁹ WINIFRED, Taffs: *The War Scare of 1875*. The Slavonic and East European Review 9. 1930/3. 336.

¹⁰ HILLGRUBER: *Bismarcks Außenpolitik*. 1972. 139.

¹¹ CANIS, Konrad: *Bismarcks Außenpolitik 1870-1890. Aufstieg und Gefährdung*. Paderborn 2004. 87.

russischen, erhielt angesichts neuer Rüstungsvorhaben Warnungen.¹² Besonders starkem Druck ausgesetzt sah sich auch Brüssel.¹³ Die dortige Regierung fand sich mit einem deutschen Verlangen konfrontiert, das faktisch die belgische Souveränität in Frage stellte.¹⁴ Sie sollte Gesetze korrigieren, um die deutschfeindliche Propaganda gerichtlich verfolgen zu können. Als Bismarck versuchte, die Wiener und die Londoner Regierung für eine diplomatische Unterstützung seines Vorgehens gegen Belgien zu gewinnen, erhielt er – wie erwartet – eine Ablehnung.

Weitaus der wichtigste Teil der Offensive stellte die Petersburger Mission des Gesandten von Joseph Maria Radowitz, eines besonders engen Vertrauten des Kanzlers, im Februar/März 1875 dar.¹⁵ Bismarcks Wahl auf Radowitz erklärt sich aus der Tatsache, dass der Petersburger Botschafter Prinz Reuß zu diesem Zeitpunkt wegen eines schweren Fußübels eine Kur machte und sein Vertreter, Legationssekretär von Alvensleben, nur über geringe diplomatische Erfahrungen verfügte. Radowitz schien ferner dem Kanzler für den Zweck sowohl aufgrund seiner eingehenden Orientkenntnisse wie wegen seiner Verheiratung mit der Tochter eines russischen Diplomaten geeignet.¹⁶ Auch war Radowitz seit Juli 1874 Gesandter in Athen, so dass er zu Verhandlungen mit Gortschakow rangmäßig eine bessere Stellung besaß als ein den Botschafter vertretender Legationssekretär.¹⁷

Über diese Mission fehlt bis heute die letzte Klarheit. Noch immer herrscht die Auffassung vor, „Bismarck habe mit der zwei Monate später folgenden Kriegsdrohung gegen Frankreich testen wollen, wie sich die Mächte zu einem deutschen Hegemonieanspruch verhalten würden“.¹⁸ Auf ähnliche Theorie stützte der deutsche Historiker Ulrich Lappenküper. Nach seiner Untersuchung war die zentrale Aufgabe von Radowitz, „das Terrain in St. Petersburg zu sondieren und die dortige russische Orientpolitik zu einer wohlwollenden Neutralität im Falle eines Krieges gegen Frankreich zu bewegen“.¹⁹ In bezug auf das zu erwartende große Aufsehen, das diese Entsendung in Europa erregen sollte, versuchte Bismarck energisch von den tatsächlichen Zielen der geheimnisvollen Reise abzulenken. Er beauftragte dem deutschen Gesandten, die diplomatischen

¹² Ebd. 89.

¹³ WINCKLER, Martin: *Der Ausbruch der „Krieg-in-Sicht“-Krise vom Frühjahr 1875*. Zeitschrift für Ostforschung 14. 1965. 703.

¹⁴ Ebd. 703.

¹⁵ Die Nachricht von der Ankunft der deutschen Gesandten in Petersburg erregte in Europa sofort allgemeines Aufsehen und erweckte bereits tiefes Misstrauen über die Intention der deutschen Regierung. So sah der englische Botschafter in Berlin, Lord Odo Russel, ein sehr genauer Kenner der deutschen Politik, die Sendung von Radowitz mit den größten Problemen der Zeit verbunden, nämlich der von Bismarck gefürchteten Kaunitzchen Koalition zwischen Rußland, Frankreich und Österreich-Ungarn. LAPPENKÜPER: 10.

¹⁶ HOLBORN: *Bismarcks europäische Politik*...1925. 70.

¹⁷ HASELMAYR, Friedrich: *Diplomatische Geschichte des Zweiten Reichs von 1871-1918. Von russischer Freundschaft zu russischem Groll*. Bd. 1. München, 1955. 95.

¹⁸ CANIS: 90. Dieselbe Bewertung bei HILDEBRAND: 30.

¹⁹ LAPPENKÜPER: 563.

Korrespondenzen im engen Rahmen der offiziellen Sprache abzufassen und die intimsten Mitteilungen ausschließlich mündlich weiterzugeben.²⁰

In der ersten Phase der Mission hatte Radowitz allerdings einen besonderen, gar sensationellen Auftrag nicht. Formell sollte er das Feld der bilateralen Beziehungen testen, die deutsche und russische Europa- und Balkanpolitik zum Einklang bringen und folglich den Boden für die Zukunft bereiten. Diese ersten Gespräche mit dem Zaren und Gortschakow waren demzufolge von gegenseitigen Aufspürungen bestimmt. In den strittigen Orientfragen gelang es anschließend, die Verhältnisse zu klären. Aber der deutsche Gesandte begnügte sich damit nicht; er forderte immer wieder Reziprozität von den Russen. Da Berlin Petersburg in Balkanfragen Hilfe leistete, rechnete es auf russische Förderung auf anderen Gebieten. Die deutsche Regierung versuchte dabei zunächst den Eindruck zu erwecken, dass sie im Falle der Reziprozität zu wesentlich größeren Konzessionen bereit sind, als sie ihrerseits von dem russischen Partner erwarten. Während das deutsche Reich die bereitwillige Unterstützung in kleinen, ja unbedeutenden Fragen erhoffte, stellte es gleichzeitig seine Hilfe für die Durchsetzung russischer Ziele in erstrangigen Fragen in Aussicht. Doch Gortschakow war nicht gewillt, der deutschen Regierung in den sie berührenden Fragen entgegenzukommen.²¹

Da Rußland des Deutschen Reiches nicht unbedingt bedurfte, Berlin aber sehr wohl auf St. Petersburg angewiesen war, musste der deutsche Kanzler der russischen Regierung die Bedeutung des Verhältnisses zu Deutschland noch einmal nachdrücklich verdeutlichen. Darum erhöhte Bismarck Mitte Februar in einem zweiten Schritt in Petersburg den Druck. Während er in der ersten Phase die Großmütigkeit des deutschen Verhaltens betont und als Ausgleich die russische Unterstützung in kleineren Fragen angefordert hatte, ließ er jetzt seinen realen Wunsch nicht verheimlichen, d.h. eine deutsch-russische Einigung auf Kosten Frankreichs zu erzielen. Bismarck kam es auf eine neue Qualität der bilateralen Beziehungen an, die auf volle Reziprozität beruhte. Die Aufgabe des deutschen Gesandten bestand eben darin, den russischen Kanzler zur Änderung seiner profranzösischen Politik aufzufordern.²² Radowitz übernahm diese Aufgabe und erörterte in mehreren Unterredungen mit Gortschakow die russisch-französischen Beziehungen. Doch die Sondierung des deutschen Gesandten erntete wiederum keinen Beifall. Gortschakow erklärte sich mit dieser Aufforderung ganz und gar nicht einverstanden und, was noch schlimmer war, strebte er sogar die Einbeziehung Frankreichs in die Dreikaiserpolitik an.²³

²⁰ Ebd. 556.

²¹ Als bemerkenswert für den gegenwärtigen Zustand erscheint die Tatsache, dass Gortschakow - während seine Diplomaten das gute Einvernehmen zwischen beiden Mächten verhindern zu versuchen - einerseits Zugeständnisse verbaler Art machte, andererseits aber immer wieder Bismarck für seine eigenen Ziele gewinnen wollte. Ebd. 560.

²² Gortschakow strebte sich danach - wie Hajo Holborn berichtet - „durch das Heranziehen Frankreichs die Bewegungsfreiheit Deutschlands einzuengen und so Deutschland zu unbedingter Gefolgschaft Rußlands gegenüber zu zwingen.“ HOLBORN: *Bismarcks europäische Politik...*1925. 86.

²³ LAPPENKÜPER: 361.

Ernstgemeint wird das nicht gewesen sein. Eher gewinnt man den Eindruck, jede Seite versuchte die andere, von ihrem Standpunkt zu überzeugen.

Bismarck sah Radowitz' Auftrag mit diesem Gespräch keineswegs erledigt an. Die Unzufriedenheit über die Eröffnungen Gortschakows und die Furcht vor einem russisch-französischen Bündnis veranlassten ihn, in eine andere Richtung zu sondieren. Er wandte sich durch Radowitz zu Stremukow, dem asiatischen Departements des russischen Außenministeriums, und gab ihm zu verstehen, dass „*Deutschland bereit sei, die russischen Ziele im Orient zu unterstützen.*“²⁴ Schon bald war klar, dass der deutsche Gesandte keineswegs nur zur Vertretung des erkrankten Botschafters an die Neva gereist war. Aus den Nachrichten einiger europäischen Diplomaten ging vielmehr hervor, dass Radowitz zu weitreichendsten Vorstellungen an der Neva beauftragt worden war. Langenau, der österreichisch-ungarische Botschafter in Petersburg hat in einem späteren Bericht über seine Gesandtenzeit in Petersburg den Zweck der Mission beschrieben: „*Ganz am Ende der Mission ließ Bismarck den deutschen Diplomaten fallen, Deutschland sei bereit, Rußland vollkommen freie Hand im Orient zu lassen, wenn letzteres dafür im Westen unterstützen wollte.*“²⁵ Sein französischer Kollege Adolphe Leo Flô hat sich später ähnlich geäußert.²⁶ Gewiß ist zu berücksichtigen, dass Langenau und Leo Flô ihre Informationen vor allem von russischen Diplomaten erhielten, die darum bemüht waren, in Wien und Paris Misstrauen gegen Bismarck zu erwecken. Aber auch Reuß berichtete am 22. März nach Berlin, dass „*Bismarck ganz am Ende der Mission lukrative Angebote auf dem orientalischen Feld gegenüber Stremukow unterbreiten ließ, um sich von russischer Seite in einem offenbar schon bald möglichen Waffengang mit Paris rückzuversichern.*“²⁷ Alle Betroffenen haben somit übereinstimmend ausgesagt, Reziprozität zu verlangen sei das Anliegen Bismarcks gewesen. Doch was verstand er darunter, Reziprozität zu verlangen? Die Richtung lässt sich erkennen: dem Zarenreich faktisch anzubieten, die Hegemonie in Europa zu teilen. Rußland sollte im Osten und im Orient, Deutschland aber im Westen dominieren.²⁸ Diese geteilte Vormacht sollte die Veränderungen von 1871 mit dem traditionellen Gleichgewicht in Harmonie bringen und die europäische Mächtekonstellation langfristig stabilisieren.²⁹ Daraus ist darauf zu schließen,

²⁴ JELAVICH, Charles: *Jomini and the Revival of the Dreikaiserbund.* -In: Slavonic Review 35. (1957). 532. Jelavich verweist auf einen Brief von Gortschakows engstem Vertrauen Jomini aus dem Nachlass des späteren russischen Außenministers Giers.

²⁵ LAPPENKÜPER: 432.

²⁶ Ebd. 420.

²⁷ Bericht des Prinzen Reuß an Bismarck. 22. März. 1875. HOLBORN, Hajo: *Bismarck und Schuwalow im Jahre 1875. Aktenstücke zur Geschichte der deutsch-russischen Beziehungen.* Historische Zeitschrift 130. (1924). 260.

²⁸ HILLGRUBER, Andreas: *Die „Krieg-in-Sicht“-Krise –Wegscheide der Politik der europäischen Großmächte in der späten Bismarck-Zeit.* IN: Deutsche Großmacht und Weltpolitik im 19. und im 20. Jahrhundert. Düsseldorf 1977. 44.

²⁹ SCHÖLLGEN, Gregor: *Imperialismus und Gleichgewicht. Deutschland, England und die orientalische Frage 1871-1914.* München 1992. 21.

dass Bismarck ein Geschäft mit Rußland anstrebte, das ihn vom „Alpdruck der Koalitionen“ befreien sollte.

Den Orient Rußland zu überlassen, fiel dem deutschen Kanzler nicht schwer, weil dort eigene deutsche Interessen nicht berührt waren, denn es gab sie nicht. Vielmehr konnten verstärkte russische Aktivitäten in diesem Raum neue Spannungen mit Großbritannien hervorrufen. Sie wären Deutschland nicht ungelegen gekommen. Ernsthafte Bedenken waren nur hinsichtlich der zu erwartenden Rückwirkung auf Österreich-Ungarn aufzutreten. Die gezielte Unterstützung Rußlands sollte in Bismarcks Augen Österreich-Ungarn nicht von Deutschland entfernen. Es gibt keine Anzeichen dafür, dass er mit dem Gedanken gespielt hätte, Österreich als Partner aufzugeben oder es gar aufzuopfern. Die Existenz der Habsburgermonarchie war ihm hinsichtlich der Erhaltung des Gleichgewichts im Dreikaiserbündnis durchaus wichtig. So Hillgrubers These, „die Mission Radowitz sei ein Versuchsballon in der Hinsicht gewesen, ob sich Südosteuropa über Österreich-Ungarn hinweg in eine russische und eine deutsche Sphäre aufteilen lasse“, kann bezweifelt werden.³⁰

So konnte Bismarck, als Radowitz Mitte März seine Tätigkeit in Petersburg beendete, mit dem Resultat der Mission keineswegs zufrieden sein. Das traf ihn umso härter, als in diesen Tagen Meldungen aus Frankreich über neue Rüstungsvorhaben kamen. Als er die Nachricht erhielt, französische Händler beabsichtigten, Pferde in Deutschland anzukaufen, verfügte er ein entsprechendes Ausfuhrverbot.³¹ In dieser unklaren, schwierigen Lage sah Bismarck noch die Chance, den Kontakt mit dem russischen Botschafter in London, Peter Schuwalow, aufzunehmen, um das russische Misstrauen gegen Berlin zu beheben. Mit Schuwalow war er vertraut. Er galt als deutschfreundlich und war als Nachfolger Gortschakows, der zu Jahresbeginn ein Rücktrittsgesuch eingereicht hatte, im Gespräch.³² Bismarck skizzierte auch dem russischen Botschafter sein Anliegen über deutsch-russische Reziprozität und – wie der freikonservative Reichstagsabgeordnete, Lucius von Ballhausen in seinen Bismarck-Erinnerungen beschreibt – es stieß bei Schuwalow auf offene Ohren.³³ Nach Zeugnis der Quellen hat der deutsche Kanzler den Erfolg des Gespräches mit Schuwalow überbewertet. Nach seiner Rückkehr nach Petersburg hatte Schuwalow nicht nur den österreichischen Botschafter

³⁰ Das Angebot zur Teilung Europas in eine deutsche und eine russische Interessensphäre hätte nur dann Sinn gehabt, - wie Hajo Holborn konstatierte - „wenn auf deutscher Seite die Absicht zum Krieg gegen Frankreich und der Glaube bestanden hätten, dass Rußland dem Ausbruch eines Balkankonflikts positiv gegenüberstehe; beides jedoch objektiv nicht der Fall gewesen“. HOLBORN: *Bismarcks europäische Politik*.....1925. 72.

³¹ *Die Große Politik der Europäischen Kabinette 1871-1914. Sammlung der Diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes.* Hrsg.: LEPSIUS, Johannes, BARTHOLDY MENDELSSOHN, Albrecht, THIMME, Friedrich. Bd. I. Berlin 1922. 247.

³² CANIS: 93.

³³ LUCIUS VON BALLHAUSEN, Robert FREIHERR: *Bismarck-Erinnerungen.* Stuttgart, Berlin 1920. 71.

Langenau informiert, sondern selbstverständlich zuerst Gortschakow und Stremukow. Nach der Kenntnis, die wir haben, spricht nichts dafür, dass sich der Botschafter mit Bismarcks Anliegen identifiziert hatte.³⁴ Auch Stremukow wie Gortschakow hatten sofort erkannt, wie geeignet Bismarcks Idee dafür war, die bisher harmonischen Beziehungen zwischen Deutschland und Österreich-Ungarn zu untergraben.

Nach dem Scheitern dieser diplomatischen Offensive, dass das Misstrauen gegenüber den russischen Staatsmännern noch mehr erhärtete, ließ Bismarck die vorhandene Spannungssituation zu einer europäischen Krise ausweiten, um die aus seiner Sicht verschärfte Kriegsgefahr nun auf direktem Weg gegen Frankreich zu bestimmen.³⁵ In diesem Sinne bildete der Fehlschlag der Mission von Radowitz das eigentliche auslösende Moment der „Krieg-in-Sicht“-Krise, deren Ziel es war, die Bedrohung im Westen rasch zu bereinigen. In der „Kölnischen Zeitung“ erschien ein Aufsatz mit dem Titel „Neue Allianzen“, der die Gefahr eines gegen das Deutsche Reich gerichteten Bündnisses zwischen Österreich-Ungarn, Italien und Frankreich heraufbeschwor.³⁶ Vier Tage später publizierte die freikonservative „Post“ mit der grellen Überschrift „Ist der Krieg in Sicht“ einen Artikel, der eine für den deutschen Kanzler nicht ungelegene Provokation darstellte und der Krise ihren Namen gab.³⁷ Frankreich, so der Vorwurf, bereite mit seinen neuen Rüstungen unmittelbar den Revanchekrieg gegen Deutschland vor. Die Autoren beider Artikel standen mit dem Auswärtigen Amt in enger Verbindung. Das Ziel, das Bismarck mit dem Vorstoß verband, war vordergründig das alte: Frankreich zu schwächen und bündnisunfähig zu machen. Doch im Zentrum des Bismarckschen Vorstoßes stand das langfristige Ziel, das Land der deutschen Vormacht unterzuordnen.³⁸

³⁴ Aufzeichnungen über ein Gespräch mit Graf Schuwalow. 25. April. 1875. HOLBORN: *Bismarck und Schuwalow*....1924. 267.

³⁵ LAPPENKÜPER: 564.

³⁶ Diese Spekulationen stützten sich auf die Reise des österreichischen Kaisers nach Venedig. Man vermutete dahinter ultramontane Intrigen, die den österreichisch-ungarischen Außenminister stürzen sollten, um das oben genannte Bündnis zustande bringen zu können. Außerdem wies der Bericht auf die Reorganisation der französischen Armee hin, die ein Beweis für die kriegerische Absicht Frankreichs sei. „Was Frankreich anbelangt, so tragen freilich die dort in bezug auf die Reorganisation der Armee teils bereits ausgeführten, teils beschlossenen Maßnahmen einen beunruhigenden Charakter an sich. Es leuchtet ein, dass dieselben nicht auf eine solide Herstellung der französischen Wehrkraft berechnet sind, da auch das reichste Volk die dadurch auf das Land gewälzte Überlast nur auf kurze Zeit ertragen kann, dass damit vielmehr Rüstungen ad hoc mit Konsequenz betrieben werden, deren Zweck keinem Sehenden verborgen bleibt“. GROSSE POLITIK. Bd. I. 253-254.

³⁷ Dieser Artikel war zwar ohne Anregung aus Regierungskreisen entstanden, traf jedoch den Kern der Bismarckschen Überlegungen und löste weiterhin Erschrecken aus. Der Verfasser Konstantin Rössler vollzog die Argumentation des Artikels in der „Kölnischen Zeitung“ nach und versuchte, die Thesen noch weiter auszubauen. Er wollte das Streben des französischen Staatspräsidenten, Mac Mahon, nach einem Revanchekrieg erkennen, der zur Restauration der Monarchie führen sollte. GROSSE POLITIK. Bd. I. 253.

³⁸ GALL, Lothar: *Bismarck. Der weiße Revolutionär*. Frankfurt a. M. 1980. 510.

Kriegsgefahr zu beschwören, faktisch mit Krieg zu drohen, bedeutete den stärksten politischen Druck, um die Unterordnung ohne Krieg zu erreichen.³⁹

Wie reagierte Rußland auf das deutsche Verhalten? Auch Alexander II. war nicht unberührt davon geblieben, dass alle Welt unter dem Eindruck der von Berlin ausgehenden Alarmstimmung stand. Der Zar reiste Anfang Mai in Begleitung Gortschakows nach Deutschland zur Kur, wobei er Berlin berühren musste. Wie die Quellen bezeugen, sollte es sich in Berlin nicht darum handeln, Bismarck an der Ausführung kriegerischer Absichten zu hindern, sondern der pressepolitischen Unruhe ein Ende zu machen.⁴⁰ Aber aus dem Tagebuch des russischen Kriegsministers Miljutin wissen wir auch, dass der Zar den Kriegsbefürchtungen zeitweilig nicht so fernstand, wie bisher immer angenommen ist: „Kaiser Alexander habe Bismarck mehr als einmal mit Napoleon I. verglichen, der nach Beendigung jedes Krieges sofort einen Vorwand für den Beginn eines neuen gesucht habe“.⁴¹ Der russische Kanzler wendete stärkere Mittel an und führte eine Gegenoffensive in diplomatische Richtung durch. Er ermunterte Frankreich, in seiner militärischen Stärkung nicht nachzulassen. Er ließ es auf außenpolitischen Beistand rechnen mit dem Argument, dass Deutschlands Aggressivität in Europa allgemein missbilligt wird. In Rußlands Führung verbreitete sich aber auch der Eindruck, Bismarck selbst bereite einen neuen Krieg gegen Frankreich vor, um es langfristig zu schwächen. In Gesprächen mit französischen, aber auch mit österreichischen Diplomaten äußerten russische Diplomaten den Verdacht, „die Mission Radowitz habe den viel weiter gehenden Zweck verfolgt, Rußland zu versprechen, ganz auf seine Seite im Orient zu treten, um von ihm die Zusage zu erhalten, einen neuen Krieg gegen Frankreich wie 1870 hinzunehmen“.⁴² Petersburg nutzte also die von Bismarck

³⁹ Als Bismarck erkannte, dass der Pressefeldzug allein keine Wirkung auf Frankreich ausübte, ließ er die Krise weiter verschärfen. Am 21. April führte Radowitz ein Gespräch mit Gontaut-Biron, dem französischen Botschafter in Berlin. Der deutsche Gesandte warf dem französischen Botschafter das Thema Präventivkrieg auf, wobei er so weit ging, dass, „wenn die französischen Rüstungen nicht eingestellt würden, ein deutscher Präventivschlag gegen Frankreich politisch, philosophisch, ja selbst christlich wohl begründet sei“. Auch Moltke äußerte gegenüber ausländischen Diplomaten diese Ansicht. Klarer konnte man eine Präventivkriegsdrohung kaum aussprechen. Zwar ließ Bismarck diesen Vorstoß auf diplomatischer Ebene unternehmen, versuchte der französische Außenminister, Herzog von Decazes, die verschärfte Kriegspanik, auf politische bzw. publizistische Ebene („War Scare“-Artikel in der „Times“ vom 6. Mai) zu entwickeln. Decazes ließ durch einen vertraulichen Bericht bei den Regierungen in St. Petersburg, Wien und London anfragen, ob man dort die angekündigten Schritte des Deutschen Reiches hinnehmen würde. Bismarck hatte mit seinen Ansichten über die Rüstungs- und Revanchepolitik nicht überzeugen können, im Gegenteil: nicht Frankreich erschien als die kriegstreiberische Macht, sondern das Deutsche Reich. HILLGRUBER: *Die „Krieg-In-Sicht“-Krise...1977*. 46.

⁴⁰ MARKERT, Werner: *Bismarck und Rußland*. In: *Deutsch-russische Beziehungen. Von Bismarck bis zur Gegenwart*. Hrsg.: MARKERT, Werner. Stuttgart 1964. 23-24.

⁴¹ Die Quellen zeigen sogar, dass Alexander II. in Bismarck den Urheber der Alarmstimmung sah, und den Aufzeichnungen des österreichisch-ungarischen Botschafters in St. Petersburg ist zu entnehmen, dass Kaiser Alexander Bismarcks Nervenzustand für bedenklich hielt. WITTRAM, Reinhard: *Bismarcks Rußlandpolitik nach der Reichsgründung*. *Historische Zeitschrift* 186. 1958. 267.

⁴² Ebd. 267.

provozierte deutsch-französische Krise, um daraus eine komplette deutsche Kriegsabsicht gegen Frankreich zu gestalten.

Unter diesen Voraussetzungen fanden zwischen dem 10. und 13. Mai 1875 in Berlin die berühmten Unterredungen der russischen Gäste mit dem deutschen Kaiser und Fürst Bismarck statt. Diese Gespräche hatten zwar eine allgemeine Entspannung zur Folge, zugleich führten sie aber zu einem persönlichen Zerwürfnis zwischen Bismarck und Gortschakow. Um die Bedeutung der Gespräche in Hinsicht auf das ganze deutsch-russische Verhältnis zu verstehen, müssen wir die entscheidenden Momente der Begegnung näher untersuchen.

Unmittelbar vorausgegangen war ein kurzer Besuch des Grafen Schuwalow in Berlin, der im Auftrag seiner Regierung über die deutschen Absichten in der Krise bei Bismarck sondierte. Der deutschfreundliche russische Botschafter war dem deutschen Kanzler gegenüber keineswegs so loyal, wie dieser annahm. Damals jedenfalls spielte er ein falsches Spiel: Deutschen Gesprächspartnern gab er zu verstehen, dass man in Gortschakow das Haupthindernis für die Herstellung einer vollkommenen deutsch-russischen Solidarität sehe. Zum englischen Botschafter in Berlin, Lord Odo Russel, sprach er von der Entschlossenheit des Zaren, durch sein Auftreten in Berlin einen Krieg zu verhindern.⁴³

Zwischen Bismarck und Gortschakow kam es am 10. Mai 1875 in Berlin zu einer Auseinandersetzung, die Bismarck eine lebenslang dauernde Verstimmung hervorrief. Über diese zweistündige Unterredung sind wir wenig befriedigend informiert. Was Bismarck in seinen „*Gedanken und Erinnerungen*“⁴⁴ darüber mitteilt, ist als Quelle unbrauchbar, weil er darin ein Wortwechsel beschreibt, der im wesentlichen im darauffolgenden Dezember zwischen ihnen stattfand.⁴⁵ Es ist nicht ausgeschlossen, dass Gortschakow den erregten deutschen Kanzler in Gegenwart des englischen Botschafters in Petersburg, Lord Odo Russel, gesprächsweise überspielt hat. Es ist auch nicht unmöglich, dass Bismarck durch seine Erregung dem russischen Kanzler gegenüber im Nachteil gewesen war. Es gelang ihm aber offenbar nicht ganz leicht, die verschiedenen gegen Frankreich richtenden Äußerungen zu widerlegen. Dass Rußland im Interesse Frankreichs an die deutsche Regierung wendete, bedeutete eine empfindliche diplomatische Niederlage Bismarcks. Bismarcks Zorn gegen den russischen Kanzler bezog sich

⁴³ Er teilte dem englischen Botschafter sogar mit, dass er glaube, „*Bismarck sei nicht ganz bei Verstand*“ und wiederholte diese unfreundliche Schilderung von Bismarcks Nervenzustand drei Tage später in London gegenüber dem englischen Außenminister. MARKERT: 25.

⁴⁴ BISMARCK, Otto Fürst von: *Gedanken und Erinnerungen*. Bd. II. Stuttgart, Berlin 1919. 20-29.

⁴⁵ Im Widerspruch zur Darstellung Bismarcks steht eine Erzählung, die der russische Botschafter Saburow später von Gortschakow empfangen hat. Danach hat das Gespräch folgende Wendung enthalten: Bismarck beschwerte sich, dass man seinen Friedenswillen bezweifle und er verbringe schlaflose Nächte damit, an der Sicherung des Friedens zu arbeiten. Gortschakow hat erwidert: „*Es sind diese schlaflosen Nächte, die uns beunruhigen. Erinnern Sie sich daran, dass Sie die Last Ihres Ruhmes tragen; wenn Sie an Schlaflosigkeit leiden, kann Europa nicht schlafen; wenn Sie Migräne haben, hat Europa Fieber*“. MARKERT: 25.

später weniger auf diese Aussprache als auf die Zirkulardepesche, die Gortschakow beim Verlassen Berlins, also nach Abschluss der Unterredungen, an die russischen diplomatischen Vertreter richtete.⁴⁶

Die geschilderte „Krieg-in-Sicht“-Krise und ihre Behandlung durch England und Rußland zeigten deutlich, dass die Interessen der beiden Staaten hinsichtlich Frankreichs nicht ohne weiteres mit denen Deutschlands identisch waren. Was Rußland anbelangt, so äußert Bismarck in den *«Gedanken und Erinnerungen»*: *„Dass es für die russische Politik eine Grenze gibt, über die hinaus das Gewicht Frankreichs in Europa nicht vermindert werden darf, ist erklärlich. Dieselbe war, wie ich glaube, mit dem Frankfurter Frieden erreicht, und diese Tatsache war vielleicht 1870 und 1871 in Petersburg noch nicht in dem Maße zum Bewusstsein gekommen wie fünf Jahre später. Ich glaube kaum, dass das russische Kabinett während unseres Krieges deutlich vorausgesehen hat, dass es nach demselben ein so starkes und konsolidiertes Deutschland zum Nachbarn haben würde. Im Jahre 1875 nahm ich an, dass an der Newa schon einige Zweifel darüber herrschten, ob es richtig gewesen sei, die Dinge soweit kommen zu lassen, ohne in die Entwicklung einzugreifen. Die aufrichtige Freundschaft und Verehrung Alexanders II. für seinen Oheim deckten das Unbehagen, das die amtlichen Kreise bereits empfanden“*.⁴⁷

Die Wirkungen der Krise waren vielfältig. Bismarcks Angebot, sich mit dem Zarenreich auf die geteilte Hegemonie auf dem Kontinent zu einigen, war abgelehnt worden. Vielmehr leitete Petersburg aus diesem Angebot die Hoffnung ab, selbst die frühere „latente“ Hegemonie zurückzugewinnen. Als Wortführer der europäischen Mächtekonstellation traten der Zar und Gortschakow wirkungsvoll auf. Frankreich galt als Großmacht wieder akzeptiert und erhielt eine neue, von Rußland und England bestätigte Sicherheit. Deutschland schien einige Zeit in die Gefahr der Isolation zu geraten. Die Intervention Englands und Rußlands machte klar, dass eine Veränderung der bestehenden Kräfteverhältnisse in Mitteleuropa auf Kosten des Gleichgewichts nicht mehr möglich war. Bismarck hatte zur Kenntnis genommen, dass er das Reich einer Zweifrontenkriegsgefahr nicht aussetzen durfte. Es blieb ihm eine Lehre der Krise, Drohungen mit Präventivkrieg zu vermeiden. Und noch eine Erfahrung gewann er: er musste erfahren, dass es eine wachsende Stimmung gegen einen neuen Krieg gab, in Deutschland selbst, aber auch in Rußland. Die dortige Presse griff sie auf, und die Abneigung gegen die deutsche Führung wuchs rapide, weil man allein sie für die Kriegsgefahr verantwortlich machte.

⁴⁶ Die Ausdruckweise der Depesche – *„Jetzt ist der Friede gesichert“*. - musste den Eindruck erwecken, als wäre die Sicherung des Friedens durch russische Einwirkung in Berlin erfolgt. Bismarck begab sich sofort zu Gortschakow und machte ihm über den Wortlaut die stärksten Vorwürfe, da dieser ein völlig falsches Bild der tatsächlichen Lage hervorrief. Der Text wurde daraufhin geändert, trotzdem erfolgte dieser Vorgang eine dauernde Verstimmung zwischen den beiden Staatsmännern. BISMARCK: *Gedanken und Erinnerungen*. Bd. II. 26.

⁴⁷ Ebd. 29.

János Lajos Szabó

*Norway and European integration
Prelude and consequences of the 1972 referendum*

Norway held a referendum on 25th September 1972 on the question of membership in the European Communities, or EC. The country would have joined the EC together with Denmark, the United Kingdom and Ireland, but while the three other countries chose to approve and ratify the accession treaties, the Norwegian voters rejected it, and thus their country stayed out of this body of European integration. The aim of this paper is to look into the history of Norway, and try to analyze, what reasons might have been crucial with Norwegian voters in the decision to say no. History and economy, global and individual interests all played their part in the negative outcome of the referendum. My aim is to show the complexity of the question and to try and find some of the answers.

Historical background

The heyday of the Norwegian kingdom was between the 11th and 14th centuries, of which the Union of Kalmar brought an end to. Within the framework of this, the 3 Scandinavian countries (including Finland under Swedish, and Iceland under Norwegian rule) were united under one monarch. The Danish influence within the union however, grew constantly from the beginning, thus the Norwegian territories, which were already part of the personal union with Denmark before, began to decline culturally. The Black Death in the 14th century, and the economic recession only accelerated the demise of Norway, and the growing Danish influence also urged the Swedes to secede from this common state. They eventually achieved this in the 1520's, after considerable fighting, but Norway's fate, in turn, took for the worse, and the country was eventually downgraded to a Danish province under the crown. This situation led to the fact that Norway had to partake in the Swedish-Danish wars throughout the 17th century, which weren't exactly building strong ties between the Scandinavian nations. In Norway, culture and language also became more and more Danicized.

From 1814 to 1905

The suppressed Norwegian national feelings began to build up slowly but constantly, and in 1814, the deputies of the nation drafted an independent constitution, which was meant to end Danish rule, characterized by the great playwright Henrik Ibsen, as „*the 434 years long night*”. The international situation after the Napoleonic wars however, didn't favour Norway, and the

country was given from Denmark to Sweden under the ruling of the Kiel Treaty in 1814. Unlike the Danish rule however, Norway got considerable amount of self-government within the framework of the personal union with Sweden, and this in turn led to a mild economic boom throughout the 19th century. In this environment, different political groups also started to voice their opinions, the common goal of which was full independence. The first signs of an independent Norwegian political scene were the formation of the first party, Venstre – a radical group -, and later, with the introduction of parliamentary government, the first cabinet that was responsible to the Storting¹ – the chamber of deputies - , was sworn in.

As Norway achieved greater internal autonomy throughout the century, the voices demanding full independence grew also stronger. This, however meant, that tension between Norway and Sweden increased, and finally, after a major row over the consular services, the Norwegians called for a referendum on the country's independence. The plebiscite was organized in August 1905, and resulted in an overwhelming majority of the Norwegian people voting for secession and a free state. The country that has lost its full independence many decades ago, now regained it, and stepped out into the international community as a new member.

The 20th century

1905 thus marks the birth of independent Norway, which, according to the decision of the parliament, remained a monarchy. The deputies asked the Danish prince Charles of the Glücksburg House to accede to the throne, and the decision was confirmed by a popular referendum. The monarch took the name of Håkon VII, after the last king before 1397, Håkon VI.² The first decades of the century saw considerable growth in the economy, and also the strengthening of the workers' movement, together with left-wing political parties.

During the First World War Norway managed to stay neutral, and after it, became a member of the League of Nations, enjoying a stable political climate throughout the 1920's and 1930's. The country declared itself neutral again in WW II, but the troops of the German Empire conquered it nonetheless, after heavy fighting. After the war ended, and the Germans were driven out, Norway experienced a period of national self-purification³ (ostracism of Nazi collaborators⁴), but also a new beginning in domestic and international politics. These years saw a long and stable governing period of the Labour Party, and

¹ „Storting” means „Great Diet” in Norwegian

² Another symbolic step was renaming the capital to Oslo in 1926, after it has been called Christiania for centuries, by the name of the Danish King Christian.

³ ERIKSEN, Trond Berg: *Nasjonal identitet*, IN: JENSEN, Axel et.al. (red.): *Det kollektive eventyr – en bok om Norge, Europa og EU*, Aschehoug, Oslo 1994. 115

⁴ One of the most known of these were probably the writer Knut Hamsun, also a Nobel-laureate, this time in his nineties, who eventually got tried in court, and convicted.

on the international scene, Norway could depute the first Secretary General of the United Nations, Tryggve Lie.

In the years of Europe's partition to East and West, Norway became part of the Western side, and abandoning its former neutrality also joined NATO in 1949 as a founding member. The political integration process in Scandinavia also got underway these years, with their common organization, the Nordic Council being formed in 1952 (of which Finland became a member 3 years later). Partly as a common body of the competitors of the EC-countries, the European Free Trade Association, or EFTA was formed in 1960, of which Norway again became a founding member. However at the same time, the Norwegian cabinets started to pave the way to the country's membership in the European Community, and have submitted their membership application in 1962. The EC however, was to decide on it together with the application of Ireland, Denmark and Great Britain, the veto of French president De Gaulle against British membership meant that the other 3 countries were also left out in the cold not only in 1962, but again in 1967, at the time of the second application. The French policy towards the applicants only changed when Georges Pompidou replaced De Gaulle as French head of state. This gave momentum to the accession process, and the treaties were signed in 1972. The final step, the referenda on the other hand, brought interesting results: whereas the British, Irish and Danish voters decided that their country should join, the Norwegians cast their ballots against membership, and they thus stayed out of the EC. At this time the consolidation of the economy was in full swing –partially due to the discovered oil in the North Sea- , and after the „No“-vote, Norway led a slightly isolationist policy throughout the 70's, concentrating on domestic affairs, and the building of the welfare state.

Throughout the 1980's, conservative and socialist governments came after one another, but Norway had to face the reality that EFTA, the main framework of the country's foreign trade was fading away, as its members were on their way to the EC.⁵ By the time of the 1990's only Sweden, Finland, Austria, Iceland and Switzerland were still EFTA-members apart from Norway. Realizing the trends in the European political and economical scene, the Austrian, Finnish, Swedish and Norwegian governments submitted their application for membership to the organization now called European Union.⁶ The negotiations of accession were conducted quickly and effectively, and the treaties were signed.

The final step however was the popular vote, and although all the other three referenda – held before the one in Norway- confirmed the accession, the Norwegians once again voted against membership of their country in the European Union.

⁵ Greece joined the EC in 1981, Spain and Portugal in 1986.

⁶ The name change was laid down in the Maastrich Treaty of 1992.

The road to the 1972 referendum

Cooperation and isolation; centre and periphery

As we look through the Norwegian history after WW II, we can observe an interesting opposition: as I mentioned before, the country stepped out into the international politics, however, in other aspects, it became isolated in several fields and correlations. The Scandinavian countries,⁷ but especially Norway have been in the geographical-geopolitical periphery of Europe, this isolation being due to many factors. Primarily, the region itself was far from the centre of European trade and political centres of power,⁸ and this distance from the centre thus gave way to the establishment of nation states largely untouched by external spheres of influence.⁹ We must also consider the fact that the Roman Catholic Church lost virtually all its influence in the Nordic countries with the Reformation, thus Lutheran Scandinavia also „seceded” from Europe in this field. The colonisation, occupation by external powers also left Scandinavia largely untouched, which in turn led to the development of national pride and consciousness.¹⁰ All this partial isolation resulted in the fact that virtually no immigration waves reached the Nordic region up until the 20th century, thus these countries were more or less homogeneous nations. We can derive from this the fact that national feelings and fervent defence of independence were frequently an issue in Scandinavia when the debate for European integration took momentum.¹¹

Previously, in the 17th and 18th centuries, emerging Sweden engaged in several regional and European wars, but from the first decades of the 19th century – namely after the end of the Napoleonic wars – the Nordic countries lived in peace,¹² which was another differential factor. Even the dissolution of the Swedish-Norwegian Union took place peacefully in 1905, and from the 1910's, all of the Nordic countries became neutral states, thus managing to stay

⁷ Geographically, the term „Scandinavian countries” is confined to Denmark, Norway and Sweden, thus the term „Nordic countries”, or „Norden” is more appropriate, as this incorporates Iceland and Finland as well.

⁸ A commonly used example to demonstrate these distances is the fact that the northernmost parts of Norway are roughly the same distance from Oslo, as the island of Sicily.

⁹ The term „external influence” is appropriate if we consider the Nordic countries as one geographical unit, within which we can find many conflicts of interest and clashes throughout the centuries.

¹⁰ Strøm comes to the conclusion, that it is because of this historical fact, that the Scandinavian countries nowadays often take the role of defenders of freedom and democracy in partially or not free states, and as mediators in international conflicts. STRØM, Kåre: *Scandinavia and the future of European integration script of a paper*, University of Minnesota, Department of Political Science, Minneapolis 1990. 4-5.

¹¹ KNUDSEN, Bård Bredrup: *Norsk Europa-politikk, EF og de historiske og kulturelle rammebetingelser*, IN: KNUDSEN, Bård Bredrup (red.): *Den nye Europa-debatten*, J. W. Cappelens Forlag, Oslo 1989, 26.

¹² That is, if we don't take into account the Prussian attacks of 1848 and 1864 against the Danish territories in Schleswig-Holstein.

out of the First World War. This positive policy came to an abrupt end in the Second World War, when only Sweden was able to keep its neutrality, the other four countries became active war theatres.¹³

After these preludes, the Nordic countries were on one side all founding members of the United Nations, but the new situation, the outbreak of the Cold War in Europe not only divided the continent into two parts, but the Western Bloc became also divided along this cleavage: Denmark, Norway and Iceland were among those countries founding the North Atlantic Treaty Organization, while Sweden and Finland remained neutral.

Beginnings of the European integration

The first initiatives of any kind of serious European integration took place at this time, the end of the 1940's, when in 1949 the Council of Europe was founded in London, with 10 member states.¹⁴ This organization though, became not really an integration between states, as it was, and largely remained an inter-governmental union, and contrary to several federalist plans, a functionalist organization, with the primary aim to guard human and civil rights. The basis for economic integration was the OEEC,¹⁵ formed in 1948 with the primary aim of coordinating the distribution and allocation of the funds of the Marshall Plan, but which also became a framework for the burgeoning economic cooperation between Western European countries.¹⁶

While these bodies of integration were born in the era and under the aegis of East-West opposition, the separation between the countries of the Western Bloc started already in the early 1950's, with the formation of several new economic organizations. One of the predecessors of the present-day European Union was the ECSC, the European Coal and Steel Community, formed in 1951, and marked by the names of Schuman, Monnet, de Gasperi and Spaak. It was also known as the „*Schuman Plan*“, after French foreign minister Robert Schuman, who initiated it. The member states of ECSC¹⁷ pledged to pool their coal and steel products, lifting restrictions on imports and exports, thus creating a more or less unified labour market as well. The strengthening economic cooperation between these countries later led to the founding of the European Communities,¹⁸ the first somewhat supranational organization in Europe, which was established with the Treaties of Rome in 1957.

¹³ Finland was invaded by the Soviet Union, Denmark and Norway occupied by the German Wehrmacht, and though there was no fighting in Iceland, first British, then American troops landed at the distant island, establishing military bases there.

¹⁴ Belgium, Netherlands, Luxembourg, France, United Kingdom, Ireland, Denmark, Norway, Sweden, Italy.

¹⁵ Organization for European Economic Cooperation

¹⁶ West Germany became a member in 1949, Spain in 1958, while the USA and Canada joined as associate members in 1950.

¹⁷ France, West Germany, Italy, Belgium, Netherlands, Luxembourg.

¹⁸ Consisting of 3 organizations itself: the ECSC, the EEC (European Economic Community),

Cooperation within Scandinavia, the formation of the Nordic Council

The Nordic Interparliamentary Union was founded already back in 1907, with the declared goal of promoting regional cooperation and work for common interests.¹⁹ Its work bore some fruits in reality: it helped to resolve some conflicts between the Nordic countries themselves, namely the dispute over the control of the Åland (Ahvenanmaa) Islands between Sweden and Finland and in the similar dispute over the Greenland, and the Svalbard (Spitsbergen) Islands between Norway and Denmark.

The Nordic Council was established formally on January 1st 1953, as an organization comprising the deputies of the Nordic parliaments, which would from then on regularly consult on regional matters, and cooperation not only between themselves, but also involving the governments of their countries. The Nordic Council was founded by four Nordic states, with Finland first hesitating because of its special relationship with the Soviet Union, but later joining as a full member in 1955. The NC thus began its career and remains to date a basically interparliamentary group, in some ways a „modernized version” of the Nordic Interparliamentary Union.

The year 1954 saw the inauguration of the treaty over the common Nordic labour market, granting right to citizens of these states to work in the other Nordic countries without any special permit.²⁰ The Nordic Passport Union also came into force that same year, which meant that citizens of the Nordic Countries could cross the borders without passport control, and could also settle and live permanently within Scandinavia wherever they wished. The third major step on the road of Scandinavian integration was the treaty on social security, which provided the Nordic citizens the same services in the other countries as well.²¹

Scandinavia and the EFTA

During the negotiations of the European Communities’ treaty in 1956, the idea of the establishment of a common Western European free trade zone came up in political circles, but as the EC itself became a more or less closed community of 6 member states, those left out began to form an organization of their own, which would aim to promote economic cooperation between themselves. Those OEEC member states that were not among the EC-countries, soon started serious talks about such an organization, which began to materialize towards the end of 1959. Finally, the treaty establishing the EFTA, or European Free Trade Association, was signed by seven founding states²² on

plus the EURATOM (European Atomic Energy Community).

¹⁹ LÉVAI Imre: *A Kalmari Uniótól az Északi Útlevel Unióig*, Európai Tükör 1997/6. p. 76.

²⁰ LÉVAI: 78.

²¹ LÉVAI: 79.

²² Austria, Denmark, Norway, Portugal, Sweden, Switzerland, United Kingdom

the 4th January 1960 in Saltsjöbaden, near the Swedish capital, Stockholm. As it was the case with the Nordic Council, Finland first opted to stay out of the organization because of its Soviet relations, and joined in 1961 as an associate member, and only in 1986 as a full member. The only remaining Nordic country, Iceland joined the EFTA in 1970.²³

The primary goal of EFTA was to dissolve internal customs frontiers between member states, and the Saltsjöbaden Treaty gave a deadline until 1970 for this, though eventually it was mainly accomplished by the end of 1966. With the fact that EFTA was born and grew into an existing and working organization, it became clear, that by this time, Western Europe was divided not only by military, but by economical cleavages as well. EFTA however, never could become a real competitor of the strengthening European Communities, as it largely remained a much less closely-knit organization. Its weakness was signalled by the fact also, that only one year after its establishment, two EFTA members²⁴ submitted application for full EC-membership to Brussels. The Danish parliament, the Folketing approved this action by a resolution, which an overwhelming majority, 152 deputies backed, as opposed to 14 against.

The Norwegian national assembly, the Storting followed suit a year later, in 1962, after it passed the necessary changes in the country's constitution. If we compare the EC and EFTA of this time, we can observe another difference between them: while the 6 EC countries were basically heading in one direction in the field of security policy, EFTA had the NATO-member Denmark, Norway, UK and Portugal as its members, opposed to the fervently neutral Sweden, Austria, Finland and Switzerland. This also meant that the EC members had a lot more in common, and had broader and cleaner goals to reach.

The debate in Norway over membership in the European Communities, 1961-72

The Norwegian government, led by Einar Gerhardsen, submitted the country's application for full EC membership on 30th April 1962, two days after the parliament has authorized them to do so. Instead of a smooth domestic approval however, quite a fierce debate emerged in Norway on the EC-issue, in which the opponents' voice grew stronger and stronger. The „Aksjon mot Fellesmarkedet”, or „Action against the Common Market”, was formed in January 1962, by 143 prominent personalities who were against the membership. From a small initiative, this group became one of the most powerful forces opposing the European Communities.

As Péter Bajtay defines it,²⁵ the debate over EC-membership in Norway came down basically as a conflict between centre and periphery, though the

²³ The EFTA Secretariat: EFTA History: [http:// secretariat.efta.int/Web/EFTAAtAGlance/history/](http://secretariat.efta.int/Web/EFTAAtAGlance/history/) 2006-02-17.

²⁴ The first two applicants were the UK and Denmark, later joined by the non EFTA-member Ireland.

²⁵ BAJTAY Péter, *Coming in from the cold? - the Nordic periphery's road into the European centre*, Policy

general political and economic factors were decisive as well. Periphery in Norway in this context means those groups of the population who live in non-urbanised zones of the country, living mainly on fishing and agriculture, while the centre comprises the urbanized, city-dwelling population, workers and intellectuals equally. The peripheral zones of course have much lower population density, and thus local democracy can be more transparent, real, and thus these people could fear more from losing it. And here we arrive to one of the major argument of the opponents, who implied that with full membership in the EC, Norway's, and the people's sovereignty would suffer a blow, as most of the decision-making would take place in Brussels instead of Norway itself.²⁶ The somewhat antagonistic positions of centre and periphery, and the division of powers was on the agenda in Norway itself, and this can be characterized well with the widespread opinion of the opponents in the 1960's, who said that the national capital, Oslo is far enough from them, not to mention the European capital, Brussels, which has an amount of truth within as the northernmost capital of Finnmark is further away from Oslo, than for example Rome.²⁷ Those opposing the EC-membership along the so-called historical arguments, lost no time in pointing out that accession to the EC would mean selling Norway's hard-won independence to foreign hands, and giving it up willingly. This centre-periphery conflict was well signalled by the fact, that in rural electoral districts, percentage of „Yes“-vote on the 1972 referendum rarely rose above 35, with the northern provinces being the most fervent opponents of membership.

In the boiling debate the side endorsing the EC-accession was dealt a major blow, when in January 1963, French president Charles de Gaulle vetoed the British EC-membership. This was basically due to Franco-British differences, but necessarily meant that the accession process of the other three applicant countries were put to a stand. After 1963, as the application was rejected, the debate over EC-membership in Norway continued on a much lower key consequently. The Norwegian politicians focused on domestic affairs, and a public survey conducted before the 1965 parliamentary elections showed that only one international issue - peace in the world - made it to the 15 most important questions in the election campaign.²⁸ On the other hand, the questions about the future goals and directions of the EC raised considerably more debates within the organization itself than of a possible enlargement. The field of common policies were partially undefined so this had to be settled, and many questions were raised concerning the supranationality of the EC itself. The result of the negotiations between the EC member states was the signing of

Paper Series 8. Hungarian Institute of International Affairs-Teleki László Foundation Budapest 1994, 33.

²⁶ Naturally, EC-membership would not bring with it a full transfer of functions and jurisdiction to Brussels, but this was all the same an effective argument of the sometimes demagogue opponents

²⁷ BAJTAY, 34.

²⁸ STRØM, 14.

the treaty that united the ECSC, EEC and EURATOM into the European Community under one common leadership organ.²⁹

In November 1966 the United Kingdom once again submitted an application for full EC-membership to Brussels, and the Danish and Norwegian governments followed suit in May and July 1967 respectively. Norway had a coalition government at this time, led by Per Borten, and after the disinterest preceding the 1965 elections, the political actors agreed that Norway should become a member. The application, however, once again was foiled by the veto of the French president. It is interesting to observe, that while the Norwegian government and deputies of parliament were more or less consentient in the question of EC-membership, the hot public debate of 1962-63 failed to materialize, as the voters and citizens thought that the British application was premature anyway (with De Gaulle still in power), and thus Norway's application would be rejected all the same.³⁰

The French EC-policy only changed after De Gaulle resigned from his post in 1969, and when hereupon Georges Pompidou was elected and sworn in as French president in 1970. The June of that very year saw the third submitted Norwegian membership application, and it bore fruit in the fact that the negotiations have started in full swing with the four applicant countries. In the first years of the 1970's the public debate over Norwegian membership once again intensified significantly, with new organizations stepping up into the political arena, who were fervently opposing Norway's joining to the EC.³¹ The most well known ones were *Folkebevegelsen mot EF* and *AKMED*.³²

The membership negotiations however, were progressing relatively smoothly, and after closing them within two years, the treaty over the accession of the UK, Ireland, Denmark and Norway into the European Communities was signed on 22nd January 1972 in Brussels, and would come into force on the 1st January 1973, after all parties' ratification. The referendum held in Ireland on the 10th of May brought an overwhelming majority, 83.1% voting in favour of accession, and the Danish popular vote of 2nd October also resulted in a comforting 63.5% majority of the „Yes“-side.³³

In Norway, however, things took a sharp turn, and on the referendum held on the 25th September 1972, the opponents of EC-membership got the majority, and the 53.5% of „No“-votes meant that the country would stay out of the EC, and so in January 1973 the Community could greet only three new member states instead of four.

²⁹ The treaty was signed on 8th April 1965, and came into force in 1967.

³⁰ Ironic though, but this opinion was only backed up by De Gaulle's veto.

³¹ BJØRKLUND, Tor: *Mot strømmen: Kampen mot EF 1961-1972*, Universitetsforlaget, Oslo 1982. 125.

³² The names are in English: Popular Movement against the EC, and AKMED is (Arbeiderkomitéen mot EEC og dyrtid): Workers' Committee Against EEC and Expensiveness.

³³ It is interesting to note that the United Kingdom held no referendum over the accession, while the French government did, and on 23rd April 67.7% of French voters approved the accession of the new members.

The referendum and its aftermath

The Norwegian referendum on EC-membership, and its political consequences

The referendum held in September 1972 over the EC-membership saw a turnout of 79.2% of the voters, which was somewhat, 4% less than on the previous, 1969 parliamentary elections. If we take into consideration the 53.5 – 46.5% division of „Yes” and „No”-votes, we can see that the Norwegian society was highly divided over the issue. The popular vote itself was theoretically only consultative, so the government could have bypassed it, but this was out of the question. The rejection of EC-membership by the people in turn caused one of the biggest political upheavals in Norway. The relationships and connections within the party system were largely broken, the Liberal Party broke into two and weakened considerably, but one advocacy of membership and leading formation among the political parties, the Labour Party (social democrats) suffered a huge blow also, which showed clearly in the parliamentary elections of 1973. The Christian Peoples’ Party became hugely divided over the question, and many internal conflicts appeared. The Centre Party, which grew out from a mainly agrarian political interest group of the 1930’s, was basically against membership, and although not unequivocally, they didn’t suffer a loss of voters, and on the contrary, managed to get one more seat in the Storting than previously.

All in all, the many lost votes of the advocacy parties went to the Socialist Party (later to be called Socialist Left), that was fervently opposing membership, and thus, gained 16 places in the 1973 Storting, compared to zero before. The newly formed Progressive Party also managed to pick up some of the „protest-votes”. Out of the advocacy parties, only the Conservatives managed to keep their popular support more or less.

The defeat in the referendum naturally caused considerable embarrassment and turmoil in the cabinet of Bratteli, and the prime minister soon resigned, making way for a centre-right coalition³⁴ led by Lars Korvald. It cannot be

Results of the Storting elections

	1965	1969	1973	1977
Nr.of seats in the Storting	150	150	155	155
Labour Party	68	74	62	76
Conservative Party	31	29	29	41
Christian People’s Party	13	14	20	22
Centre Party	18	20	21	12
Socialist Left	0	0	16	2
Liberal Party	18	13	2	2
Progressive Party	0	0	4	0
New Liberal People’s Party	0	0	1	0
Societal Party	2	0	0	0

Source: <http://www.stortinget.no>

³⁴ The coalition parties were the Liberals (Venstre), Centre Party (Senterpartiet), and the Christian People’s Party (Kristelig Folkeparti).

said, however, that the only reason of the demise of the Bratteli-cabinet was the rejective referendum, rather it was the last straw, finalising a longer process of losing political influence

The growing lack of the confidence of the voters towards the government had clear connections with the referendum itself, the campaign, and the question of joining the EC, as in Norway, foreign and security policy has traditionally been the duty and job of the cabinet, with very little interference from the parliament, or the voters by direct democratical means. Previously, the Norwegian constitution didn't even require an approval by referendum of such major foreign political decisions, as in this case the EC-membership was.³⁵ However, by the end of the 1960's, the relations between the political elite and the masses has undergone major changes, with the people losing faith in their leaders and the establishment, the change indicated clearly by for example the extensive student demonstrations and riots throughout Western Europe at this time.³⁶ Indirectly, howbeit, the process had its effects in Norway as well, with people participating more actively in the EC-debate than ever before, and signalled by the growing desire to partake in national decisions, and also by the heated debates themselves. One of the common arguments of the opponents of the EC-membership was the frequently stressed fear, that the government simply wants to force a decision onto the country, the people, therefore this sheer „fact“ should be enough to call for a „No“-vote, and defeat the cabinet by the only real weapon the masses have: direct democracy.

The rejective decision understandably caused a smaller political earthquake in Norwegian politics after 1972, and the question of a possible membership was almost completely taken off the political agenda in the forthcoming years. Since one of the basics of Norwegian political culture is and has been the complete respect towards popular decisions, the leaders of the consecutive governments, and coalition parties more or less felt even in the late 1970's, that the „No“-vote is strongly binding them, even years after. The success of direct democracy, namely the referendum itself, and the intention of groups outside the establishment necessarily weakened the cabinet's legitimacy somewhat, and this might be one of the reasons why the cabinets of the 1970's felt that EC-membership is a taboo, which cannot even be discussed after public rejection.

It is interesting to observe, that not only the executive power (the cabinet), but the legislative side, the parliamentary parties also had in some cases unequivocally opposing slant to their supporters or party members. The majority of the parties were behind the cabinet's determination to join the EC,³⁷

³⁵ This is indicated by the above mentioned fact, that theoretically and legally, the 1972 referendum was only consultative.

³⁶ SÆTER, Martin: *Norway and the European Union – domestic debate versus external reality*, IN: MILES, Lee (ed.): *The European Union and the Nordic Countries*, Routledge, London, 1996. 135.

³⁷ The two biggest parties, the Labour and Conservatives were the staunchest supporters of EC-membership.

so they were in fact opponents not of the other political groups, but rather their own people, which in turn caused new cleavages and conflicts.

The situation within the parliament was further complicated by the fact, that although EC-membership enjoyed a clear support of the majority of the parties, these wouldn't have been able to guarantee the three-fourths majority needed to approve such membership in an international organization, as required by the constitution.³⁸

Reasons of the rejection

When looking for reasons why the Norwegian voters might have rejected EC-membership, we should look into the question of sovereignty extensively, meaning here under this expression the independence of the country in the international community. Researchers of this field are basically agreed on the fact, that the 1972 EC-debate in Norway was mainly conducted along the lines of the above mentioned cleavages between centre and periphery. If we examine different regions of the country itself, we can find different approaches to national independence, in what it means to different members of Norwegian society. Geographically the periphery consists of the sparsely populated rural regions (mainly in Northern Norway), while the centre is the region and population of the urbanised areas of the bigger cities (Oslo, Bergen, Trondheim, Stavanger, and the Oslo-fjord area). As the fervent advocates of national independence and pride were considerably stronger in the rural areas – forming an overwhelming majority there – it comes as no surprise that a „weak periphery” could triumph over the „strong centre” during the referendum campaign and the voting. This ardent rejection of membership in an international and supranational organization to which the country would have to surrender some of its sovereignty and authority, is very characteristic of a relatively young independent state.³⁹

When analysing the rejection, we must also take into consideration another foreign political question special to Scandinavia: the Nordic cooperation. As we have mentioned above by this time (the beginning of the 1970's), the cooperational organizations have already existed in several forms and fields between the Nordic countries, including the EFTA and the Nordic Council

³⁸ Article 93. of the Constitution of the Kingdom of Norway states: „In order to safeguard international peace and security and to promote the international rule of law and cooperation between nations, the Storting may, by a three-fourths majority, consent that an international organization to which Norway adheres or will adhere, shall have the right, within objectively defined fields, to exercise powers which in accordance with this Constitution are normally vested in Norwegian authorities, although not the power to alter this Constitution. For the Storting to grant such consent, at least two thirds of the Members of the Storting shall be present, as required for proceedings for amending the Constitution. The provisions of this article do not apply in cases of membership in an international organization, whose decisions only have application for Norway purely under international law”. The Constitution of the Kingdom of Norway, <http://odin.dep.no/odin/engelsk/norway/system/032005-990424/>

³⁹ BAJTAY, 34.

itself, where on the other hand, the EC had no members from the region. Of course the Danish membership was imminent, but the referendum in Denmark was to be held after the Norwegian vote, and furthermore, the question of membership was not at all on the political agenda in Sweden, Finland or Iceland. It is understandable thus, that many of the Norwegians could have felt that such a membership would break up the long-standing unity of the Nordic region and the already well working structure of not only political, but deep economical and cultural cooperation. For them, it may have seemed a much healthier, easier and less problematic way, to stay within the established framework of the EFTA - which was by no means a supranational organization! - and the Nordic treaties. On the other hand, the reality was, that commercial and economical connections with one of the biggest traditional trading partners, the United Kingdom became a bit more complicated with the UK joining the EC, and Norway opting to stay out.

When we talk about the rejective reasons that can be connected to the economy, living standards and social benefits, another cleavage seems to show up, that in a way once again adheres to the geographical regionality of the country and the people. According to Bjørklund, we can assume, that „*the voter is a rational individual, driven by his own interests*“.⁴⁰

In this special case, namely the fact is, that the farmers and those working in agriculture were almost united against EC-membership. Norway's climate and the inimical circumstances permit profitable agriculture in most parts of the country only with huge subsidies from the state, which, they feared would suffer a major cut if Norway joined the EC, and the regulations of the field would be passed in Brussels. The Norwegian farmers in fact are among the most subsidised ones in Europe, and it is a reality, that without this help from the state, they cannot be competitive on the international market, plus the cut in subsidies would bring along the deterioration of their financial situation.⁴¹ The other branch of Norwegian economy, in similar situation to agriculture, was the fishery, which in the geographically peripheral regions has been the major traditional branches of production and living. Up until the country would stay out of the EC, they would enjoy considerable privileges on Norwegian territorial waters, but they argued against membership with the fact that in the case of Norway becoming an EC country, the waters should be opened up for other nations to fish there, and this would once again, be against their own private interests.

The third major social group opposing the membership was the mass of incumbents and bureaucrats, due to their special position in Norway at the

⁴⁰ BJØRKLUND Tor: *Old and New Patterns: The "No"-majority in the 1972 and 1994 referenda concerning Norwegian membership in the EU*, Acta Sociologica, Oslo, 1997. 145.

⁴¹ In comparison with this, it is interesting to see, that in the case of other Nordic country aiming to join the EC, Denmark, the situation was just the opposite: its milder climate and more favourable circumstances have made agriculture one of the pillars of economy, as its products were exportable at a very favourable rate, even without major state subsidies. Hence, in Denmark, farmers and agriculture workers were supporters of the country's EC-membership, as this would mean new markets opening up for them.

beginning of the 1970's. At this time, Norway was enjoying an economical boom due to the huge oil deposits discovered under the ocean bed in the North Sea, which made it possible for the government to establish and consolidate an extensive welfare state model, based on oil revenues.⁴² In this situation, the number of officials and bureaucrats necessarily rose, and they were also receiving considerable social benefits from the state. If we thus return to the question of self-interest, it is no surprise that they feared a hugely reduced welfare state if Norway joined the EC, which would bring not only a drop in the living standard of the people, but a reduction in their own numbers and the abolishment of some of their benefits.

As the economy was prospering, those rational voices from the cabinet which were warning the people that if Norway stayed out of an ever-strengthening European centre led by Brussels, would bring with it a fallback in economical possibilities, remained largely unheard.⁴³

When we try to find the advocates of EC-membership among different groups in Norway, we come to the representatives of the private sector, as for them the accession to the common market would mean several new possibilities, new markets. As it was the case though, they were the minority.

If one tries to sum up the pro and contra arguments in the debate over EC-membership, one can say that while the political establishment and the government supported it based mainly on foreign and security-policy

Mentioning the EC in the election programmes of the parties, proportion (%)

	1961	1965	1969	1973	1977	1981	1985	1989
Labour (Ap)	0,9	0,3	1,0	1,2	0,7	0,9	0,9	1,4
Conservatives (H)	1,3	0,5	0,9	3,2	0,8	1,2	1,1	1,2
Progressive Party (FrP)	--	--	--	0	0,1	0	0	0,5
Socialist Left (SV)	--	--	--	3,1	0,2	0,1	0,2	1,8
Christian People's Party (KrF)	1,1	0,5	0,4	0,1	0	0,1	0,1	0,5
Centre Party (Sp)	0	0,2	0	0,6	0	0,6	0,8	1,4
Liberals (V)	0,7	0,5	0,1	0,3	0,1	0,1	0,6	1,2
Average of all	1,1	0,5	0,5	1,2	0,3	0,4	0,5	1,3

Source: Strøm, 32.

considerations, the majority of the people, the voters rejected the membership due to complicated, more individual and economical reasons.⁴⁴

The situation in the 1970's and 1980's, the aftermaths

After the negative outcome of the referendum, as I have said above, major changes occurred in Norwegian politics, and the party system. A new centre-right government was formed almost immediately, though the biggest force in the parliament, the Labour Party once again got the highest number of votes – considerably less though, than in 1969- on the parliamentary election a year

⁴² KLEPPE, Per: *Norges vei til Europa Aschehoug*, Oslo, 1989. 25.

⁴³ BAJTAY, 35.

⁴⁴ SÆTER, 137.

after. This meant that Bratteli could return to power as prime minister, and Labour was governing again, but the question of EC-membership almost completely disappeared from the political agenda, and this was the beginning of the so-called „*taboo-period*” that lasted well into the second half of the 1980’s. The Labour Party, though it remained the strongest party in the Storting, fell back considerably, and its results of 35-40% at the elections were relatively far from the 50%-results in the 1950’s and 1960’s.

The treaty on free trade between Norway and the EC however, came into force in January 1973,⁴⁵ which was negotiated and signed within the framework of EC-EFTA relations. The relations between Norway and the EC were at the same time much more strained than between the EC and other EFTA member states, and a slight drop was experienced in the commercial turnover of goods. In the second half of the 1970’s Norway turned more and more towards its domestic issues, and concentrated on the oil production and the building of the welfare state. This period is sometimes also referred to as a „*confident isolation*”.⁴⁶

Among the issues of Norwegian foreign policy, the scarce discussion of EC-matters was almost completely overshadowed by more important questions, namely the membership in NATO, and the bilateral relations with the United States. The reason for this probably was that Norwegian decision-makers wanted to avoid the public international opinion of an increasingly neutral and isolated Norway.

The Norwegian economy on the practical side, benefited a lot from the treaty on free trade, as, according to plans, by 1977 most of the tolls and duties were either reduced or abolished in trade of the industrial products between Norway and the EC, and by 1983, almost complete duty-free trade has been achieved in this field. This process meant that although the EFTA members were outside the European Communities, the strengthening economical connections lead the way to a common free trade zone that was later established in reality by the treaty on the European Economic Area.

The issue of Norwegian membership wasn’t pushed by the EC itself, which experienced a kind of anti-climax at the turn of the 1970’s and 1980’s, when sequential concerns were raised about the functioning and mechanism of the EC itself, and how the organization could be reformed. The framework of the new EC began to materialise in the 1980’s, with the establishment of the financial union, and the European Political Cooperation, the forerunner of the Common Foreign and Security Policy of present-day European Union.

The EC gained momentum once again after its reforms by the mid 1980’s, thanks also to the live and working free trade zone in which the EFTA-

⁴⁵ Two separate treaties were signed, each regulating the commercial terms between the country and the EEC and the ECSC. As these treaties incorporated industrial products only, the agricultural issues remained to be regulated.

⁴⁶ GALLAI, Sándor: *A skandináv modell története – nemzeti utak és az európai integráció*, Aula Kiadó, Budapest, 1998. 157.

members were included. This positive and desirable would be developed into closer ties, and after the Luxembourg Declaration of 1984, the two parties would embark on the second phase of cooperation, eventually establishing the EEA, the European Economic Area between EU and EFTA members, in 1993.

As for Norway, the country, having shaken off the negative experiences of 1972, decided to apply for full membership in the organization now called European Union, together with three other EFTA-members: Austria, Finland and Sweden. The negotiations went relatively easily and quickly, the accession treaties were signed, but history in Norway repeated itself: while the Austrian, Finnish and Swedish voters backed their governments' decision to join the EU, the Norwegians once again voted against membership on the referendum in November 1994. Analyzing the second referendum, and the causes of the second rejection however, would be the topic of another paper.

Péter Szilágyi

The admission of Hungarian-Libyan diplomatic connections in reflection of sources from the National Archives of Hungary

This essay will examine the official and non-official diplomatic negotiations between Hungary and Libya that started at the end of the 1950s. According to these trials, in 1967, The People's Republic of Hungary accredited an Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary into The Libyan Kingdom, having its seat in Tripoli.

This study used mainly those diplomatic documents from the National Archives of Hungary that have reference to Libya. Most of the documents are from the State Department and from the embassy of the People's Republic of Hungary in Cairo. Furthermore, some documents are from the Washington, Moscow and Belgrade embassies of the People's Republic of Hungary.¹

Historical Introduction

The area, which is the modern Libya² today got under the authority of the Osman Empire in 1551. After they occupied it, the Turks divided the territory into three villajets: Tripolitania, Kirenaika and Fezzan.³ The occupancy remained until the early 1900s, despite the fact that most of the North-African area was earlier taken over by European colonists. Such as Algeria and Tunisia, western neighbors of Libya, was the colony of The French, or the eastern neighbor, Egypt, that caused many troubles to The British.⁴ Finally, with the silent consent of European great powers, Italy declared war on The Turks. In the 1911-1912 Italian-Turkish war Italian forces pacified the territories occupied by The Turks. The annex of Libya was declared in the October 1912 Lausanne peace treaty that ended the war.⁵ Italian regime de jure lasted until 1947, which was the date of signing the Paris peace treaty. However, fascist Italy had to face a serious resistance between the two world wars. The biggest rebellion is in

¹ Before 1945, the amount of documents about Libya found in the National Archives of Hungary (hencefore abbreviated as MOL) is small. All the documents referring to the area forms mainly the Italian material until 1945 (MOL K63 Olaszország). Of course this explains the historical past of the country. Documents referring to Libya after 1945 can be found at scores MOL KÜM KIS ORSZÁGOK LÍBIA 1945-1964 TÜK XIX-J-1-j and MOL KÜM KIS ORSZÁGOK LÍBIA 1945-1964 ADMIN XIX-J-1-k until 1964. Documents referring to Libya after 1964 can be found under scores MOL KÜM LÍBIA /YEAR/ TÜK XIX-J-1-j and MOL KÜM LÍBIA /YEAR/ ADMIN XIX-J-1-k in an annual disassembly.

² The country got the official name Libya under the Italian regime. In this essay, Libya is meant by the modern Libya that came to existence in 1951.

³ This territorial division of administration remained until the 1960s.

⁴ Algeria was occupied by the French in 1830 and Tunisia became their protectorate in 1881. Britain and France had been fighting for Egypt that finally became British.

⁵ Lausanne peace treaty of October 18, 1912 was signed between Italy and The Turk Empire. Although the Turks renounced the territory, they did not accept the Italian occupation.

connection with Omar-el-Mukhtar, „*The Lion of Desert*” supported by the Senussi family. Italians could capture him after 6 years of resistance, only in 1931. He was 73 years old that time.

During the 2nd World War, there were decisive battles in the area. Think of Tobruk or Al-Alamaine. In May 1943, after the fascist forces were finally defeated in North-Africa, Libya got under the military authority of the French and the British. By the end of the war, American forces also entered the area. After the 2nd World War, many plans were born about the fortune of Libya. Concrete steps were only made at the time of signing the Paris peace treaty. In February of 1947 Libya was declared to become a United Nations trust territory. The period between 1947 and 1949 was spent with negotiations of the great powers. The Soviet Union wanted to get right to the administration of Tripolitania, even if the area was under trust. Britain did not want to hear of that. Moreover, they wanted to give the territory back to Italy.⁶ Besides, the British supported Idris Senussi, head of the Senussis, in secret. He gave serious help to the insubordinates.⁷ He would have been welcomed as the monarch of Libya. However, the United Nations intervened the negotiations of the great powers. The United Nations made a resolution about the independence of Libya on November 21, 1949. This resolution would have had to be brought to effect until January 1, 1952.⁸

On December 24, 1951, the country became a constitutional monarchy named as The United Kingdom of Libya⁹. The head of the state was King Idris I., head of the Senussis.¹⁰ During the 1950s, Libya was committed to the western powers, mainly towards the United States and Britain both in political and economic sense. Both countries made an agreement of friendship and assistance with Libya for 20 years that enabled them to hold land, naval and air bases in the territory of Libya.¹¹

After signing the agreements, Libya covered a devious distance in its foreign policy.¹² 1.) It took part in the Bandung meeting; 2.) It established diplomatic relations with The Soviet Union, made an end to its connections with France because of the 1956 events; 3.) It accepted the Eisenhower

⁶ May, 1946, Bevin-Sforza agreement in which Libya would have been put under the trusteeship of Britain and France for 10 years in spite of a United Nations trusteeship. All was in vain because of the United Nations interfered.

⁷ Idris escaped to Egypt from the Italian authorities between the two world wars. He moved back to Libya in 1944 after the British advanced.

⁸ Adrian Pelt, deputy secretary-general of the United Nations became the officially mandated administrator of the organization in the Libyan case.

⁹ Libya became a Federal Kingdom of three colonies. It's territory was 1 750 000 square kilometers. It's population was 1 150 000.

¹⁰ It's full name was Sajed Mohammed Idris el Mádi es Senussi.

¹¹ The US built up its military base in Wheelus Field, 8 kilometers from Tripoli. Britain held military bases in Benghazi and in El-Adem. Libya got an estimated \$20 million rent for the bases.

¹² MOL KÜM KIS ORSZÁGOK LÍBIA 1945-1964 TŰK XIX-J-1-j packet 3, March 16th, 1964. Ráth Károly's (ambassador in Baghdad) report on the situation of Libya to the State Department.

Doctrine; 4.) It asked for weapons and war materials from Nasser, whose politics Libya did not agree with.

The beginnings of Hungarian-Libyan negotiations and the admission of diplomatic connections

Hungarian-Libyan connections cannot be said to be active in the 1950s, they were only formal. The two countries sent telegrams to each other only at bigger national holidays.¹³ The most difficult problem for the foreign affairs offices was that they did not know which language to translate the telegrams¹⁴ and how to call the leader of the country.¹⁵ By the end of the 1950s, kind of political exploratory talks started between the two countries.

The first searchable writing certifies¹⁶ that Libya turned to the Washington ambassador of Hungary asking him to support the admission of Libya into the Executive Commission of the UNESCO. Our ambassador suggested the possibility of the admission of diplomatic connections verbally. The representative of Libya found it interesting and thought that it would be a bigger chance if they would strengthen their commercial connections as well. A month later a meeting was held in Washington.¹⁷ That time the Hungarian ambassador visited the Libyan partner, asking for support for a speech at an upcoming ILO conference. The meeting was held in good atmosphere and they talked not only about actual political questions but also about the political and economic situation of Hungary and Libya. Our ambassador raised the possibility of linking the commercial connections more tight. The Libyan ambassador replied in writing that his country is open to widen these connections with Hungary.

After 1958 our diplomatic position did not strengthen until 1964, but our economic position developed significantly.¹⁸ Hungary exported goods to Libya to the value of 2,9 million Cft in 1960, 6,8 million Cft in 1961, 11,6 million Cft in 1962, 17 million Cft in 1963, 21,9 million Cft in 1964. The import was 0 Cft.¹⁹ The Libyan export was thought to be important because the foreign partner paid in hard foreign currency (in dollar). Besides, Hungarian commercial companies represented themselves at Tripolis International Fair from 1963. The Fair has been organized since 1960.

¹³ We used to send and receive telegrams from the end of the 1950s. MOL KÜM KIS ORSZÁGOK LÍBIA 1945-1964 ADMIN XIX-J-1-k packet 2, Telegrams.

¹⁴ Telegrams are usually in English or French.

¹⁵ See footnote 10 above.

¹⁶ MOL KÜM KIS ORSZÁGOK LÍBIA 1945-1964 TÜK XIX-J-1-j packet 3, March 13-14, 1958. Washington - Libyan request towards Hungary.

¹⁷ MOL KÜM KIS ORSZÁGOK LÍBIA 1945-1964 TÜK XIX-J-1-j packet 3, April 28, 1958 Washington - meeting the Libyan ambassador.

¹⁸ MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, April 22, 1966. Commercial connections with Libya.

¹⁹ Cft means Currency Forint. This was a settling rate in our foreign trade.

The next admission of connections was made on December 21, 1964, when a report was sent into the Department of State from Sipka József.²⁰ He was the Hungarian ambassador in Moscow. In his report, he informed the Hungarian authorities that Salem Ben Lamin, the newly accredited Libyan ambassador in Moscow visited him on 19th in the given month. After reciting his countries international situation, economic possibilities, he outlined which countries had Libya already kept as its connections.²¹ He declared that the interest of Hungary in Libya would be welcomed. After evaluating the report, Rácz Pál, ambassador of Hungary in Cairo, who also covered the representation of Hungary in Sudan and Jemen, was informed via telegram. He was informed about the events happened in Moscow and was ordered to do the followings:²² *„Visit the Ambassador of Libya in Cairo and initiate forming the diplomatic connections between the two countries on an embassy level, verbally. According to the State Department it is time to organize formal connections with the Libyan Kingdom. Furthermore, it is essential in the case of widening commercial marketing. Please inform our Libyan partner that there is no possibility to found an own embassy. There is no formal decision made yet. We would make steps for the case if the Libyan government responded positively. Change of summary and publication will be possible after decision making.”*

Mr. Mahmoud El-Khoga saw Rácz on January 27, 1965. The ambassador reacted positively to what was said and promised to submit certain directed proposals to the government. He stated that Poland, Romania, India and Pakistan also accredited their Cairo ambassadors to Tripoli. After that, our ambassador introduced the Arabian and African connections of Hungary, and he reported our taking part at Tripoli International Fair.

After the visit, our ambassador sent a report into the State Department in which he evaluated the shaping of the situation positively.²³ Influenced by this, inboard political authorities also activated themselves. The Political Committee of The Central Committee of Hungarian Socialist Working Party (HSWP) discussed the previous steps and evaluated them. On February 15, 1965, the Committee agreed on the admission of the diplomatic connections of Hungary and Libya on an embassy level and on sending Rácz Pál to the Libyan Kingdom as an ambassador of Hungary. It has to be mentioned that Mátyás

²⁰ MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, 91-11 Forming diplomatic connections with Libya./It has to be noted here that all the documents of the negotiations about the admission of diplomatic connections could only be found at this document number until 1966. So this document number will be referred at quotations./ Moscow, December 21, 1964. Sipka József's (ambassador in Moscow) report to the State Department.

²¹ The Soviet Union, Czech-Slovakia and Yugoslavia from the socialist countries took part in the meetings. Romania and Poland represented themselves by Cairo, though Bulgaria represented itself by Tunis. The German Democratic Republic ran a commercial branch-office in Tripoli.

²² MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, 91-11 Forming diplomatic connections with Libya. January 21, 1965. An order to Rácz Pál from the State Department.

²³ MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, 91-11 Forming diplomatic connections with Libya. January 28, 1965 Rácz Pál's report on his visit to the Libyan embassy.

László's name Algir ambassador cropped up first during the meetings of the Political Committee. Finally, the Committee accepted Rácz Pál. Afterwards, proposes were made to start the negotiations.²⁴

The next months of 1965 spent without any important events for the two countries. The Libyan partner did not reply to the invitation form Cairo and did not get in touch with any embassies of Hungary. It has to be mentioned here that the Ministry of Foreign Trade tried to build up a commercial branch-office in Tripoli in 1965, but in no vain.²⁵ Libya thought that if the sender country opened a branch-office and did nothing more, it would degrade the interstate connections of the receiver.

The State Department sent our Cairo ambassador to Libya in March 1966 to inform about the cause of the slow procedure. Rácz stayed in Libya from 1st to 10th March 1966.²⁶ He turned up at many parts of the country and negotiated with several leader politicians. The 1963-64 reorganizing of administration has to be reviewed here. King Idris made a new capital for the country, namely Beida, about 1.200 kilometers from Tripoli.²⁷ The parliament headed there, as well as the government and the departments. All the embassies and commercial branch-offices could be found in Tripoli. The King's residence was in Tobruk. He spent most of his time there.

Fighting over the difficulties, in his 10-day trip our ambassador visited over a great number of embassies in Tripoli and traveled to Beida to meet Ahmed al Bisti, Secretary of State. Till Rácz arrived to the capital, Al Bisti had already left for Tripoli. Because of this, one of his deputies, Farag Ben Glaiel welcomed Rácz, who reviewed the aims of his trip and asked about the diplomatic intention of Libya. The deputy was ready to change summaries, even right that time, but our ambassador was not ready for that. Rácz promised the politician to hand in the certain files at the Libyan embassy in Cairo as soon as Libya strengthened its decision.

The ambassador drew up the followings is his travel report²⁸ sent to the State Department: *The Libyan partner seemed to be determined to admission the diplomatic connections, although because of the bad organizations, the case could last long; Founding a commercial branch-office is essential, even on enterprise level, Growing of export, because Libya pays with currency; We need to import even token*

²⁴ MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, 91-11 Forming diplomatic connections with Libya. February 15, 1965 A proposal to the Political Committee of the HSWP Central Committee.

²⁵ Here the events took two different strings. One with the aim of founding diplomatic connections. This was the intention of the State Department. The other one was the intention of the Ministry of Foreign Trade to strengthen the position of Hungarian companies in Libya. Both ministries wanted to reach their aims separately.

²⁶ MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, 91-11 Forming diplomatic connections with Libya. Between March 1 and 10, 1966. Rácz Pál travelled to Libya.

²⁷ Beida was the first historical center of The Sanussis at the foot of Mount Akhdar. Idris put an end to the federal system in 1963. Then he divided the country into 10 administrative districts.

²⁸ MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, 91-11 Forming diplomatic connections with Libya. March 21, 1966. Rácz Pál's travel report on his Libyan visit.

Péter Szilágyi - *The admission of Hungarian-Libyan diplomatic connections in reflection of sources from the National Archives of Hungary*

goods like leather or peanut; Taking part at Tripoli International Fair in 1967; Strengthening economic connections by big companies (port building, ship building, bridges); Most of the Libyan representatives of Hungarian big companies are Jewish, Libyan people take offence at this, we should employ more local Arabian people.

The Hungarian partner made on other official visit to Libya during March 1966.²⁹ Orosz István, employee of the Ministry of Foreign Trade traveled to Libya to inform about the difficulties that arose in founding the commercial branch-office. First of all, he made negotiations with the leaders of the branch-offices of friendly nations, and then he outlined the economic intention of Hungary and asked for founding the commercial branch-office at the Ministry of Economics. He mentioned that the admission of the political connections was in progress. The Libyan partner agreed on our efforts and informed Orosz he should turn to the State Department with a licensing petition. He failed to reach further development during the negotiations with the State Department. The visit of Rácz Pál was forgotten and Libya could not report on the moving of the diplomatic connections.³⁰

After the arrival of the reports, at the State Department, all the files in connection with Libya were examined to see everything clear. Afterwards, Balázs Nándor, officer at the Department put the following proposal to Secretary-general of the State Department Tóth Elek's desk: *On behalf of the admission of the diplomatic connections the first step has to be made by us; So a written decision has to be created in Hungary about the idea of admission diplomatic connections; In possession of the mentioned above, Comrade Rácz in Cairo has to make a written summary and handle it to the Libyan partner;*

Being influenced by this, the resolution approved by the Central Committee of the Political Committee of HSWP in February 1965 was dig out at the State Department. Then, Secretary of State, Péter János submitted it to the government of The People's Republic of Hungary. The resolution became accepted on May 18, 1966 in the resolution numbered 3156/1966.³¹

After accepting the government regulation Rácz Pál was informed by the State Department about the inboard happenings³² in June 4, 1966. He was ordered to handle a written summary to the Libyan partner that contained the

²⁹ MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, 91-11 Forming diplomatic connections with Libya. Between March 17 and 25, 1966. Orosz István, officer at the Foreign Trade Ministry visited Libya.

³⁰ MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, 91-11 Forming diplomatic connections with Libya. April 9. 1966. Orosz István's travel report.

³¹ May 18. 1966. In its regulation numbered 3156/1966 the Hungarian Revolutionary Workers' - Farmer Party: 1.) agreed on forming diplomatic connections between the People's Republic of Hungary and the United Kingdom of Libya (false name: Libyan Kingdom from 1963) on an embassy level. Besides leaving his mandate on Cairo, Jemen and Sudan free, they also agrees on the accrediting of Rácz Pál, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary as Hungarian ambassador in Libya. 2.) authorized the Secretary of State to put forward a proposal in both cases to the Presidential Committee of the People's Republic.

³² MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, 91-11 Forming diplomatic connections with Libya. June 4, 1966. report and order to Rácz Pál in Cairo from the State Department.

government regulation and told that Hungary, led by blooming connections, is ready to form diplomatic connections with The Libyan Kingdom. *„Inform them that you are wanted to be the ambassador of Hungary in Libya, but the forming of embassy is not being planned. According to the government regulation, ask for agrément from the Libyan leader.”*

Our ambassador visited Mr. Mahmoud El-Khoga on June 19, 1966. He handed in the English version of the summary. The Libyan ambassador notified that the formal and written form helped the proceedings, and then announced that he would arrive home soon and take the summary with him. *„I am sure that we will answer you till September.”*³³ – he said. But no answer arrived until the end of the year. Our Libyan partner did not sign his intention to strengthen the connections at any of our embassies.

At the end of 1966 something important happened.³⁴ In December 1966, Mr. Abdurazzag Misallati, Libyan ambassador accredited to Belgrade, notified the Hungarian State Department that he is intended to visit our country. The aim of his visit was to visit a compatriot of him who was spending his 1 year 2 months of jail sentence.³⁵ The State Department asked for information from the National Commander of Penal Authorities, and then ensured a date for the ambassador's visit. However, Mr. Misallati was asked to go to the State Department first, for being informed about the case. The ambassador signed in at 2pm, on December 19 at the Consular Department. He was informed about the state of the Libyan citizen, and was told to visit the prisoner next day. The officers of the Consular Department gave details about the connections of the two countries and outlined the all-time steps towards Libya. The ambassador did not know anything about that, but also promised to urge the case, if it is possible. Afterwards, he left the building of the State Department and resigned at Hotel Gellért. The afternoon after the meeting, a phone call was made to the State Department from the National Commander of Penal Authorities. The officer of the Consular Department was informed that the papers were mixed because of an administrative mistake. According to the new information the prisoner was said to handle a plea of mercy to the Presidential Committee. The plea was evaluated positively. The Libyan citizen is not in jail, but was staying at Budapest Sport Hotel with a penalty of home leaving. Afterwards, the leaders of the Consular Department hold a meeting and agreed on inviting the ambassador again and told him about the events, as they would have happened thanks to his arrival. The ambassador arrived in the evening. He was informed that *„the prisoner handed in a plea of mercy to the Presidential Committee. The plea was evaluated positively. The reason for that are the positive developing connections between the two countries and the interest of Libya in Hungary.*

³³ MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, 91-11 Forming diplomatic connections with Libya. June 24, 1966. report from Rác Pál, Cairo ambassador to the State Department.

³⁴ MOL KÜM LÍBIA 1966 TÜK XIX-J-1-j packet 80, 91-11 Forming diplomatic connections with Libya. December 20, 1966. report of the Consul Department to the Secretary of State.

³⁵ The Libyan citizen, driving drunken hit a bicyclist in Eger downtown, who died of his injuries.

Péter Szilágyi - *The admission of Hungarian-Libyan diplomatic connections in reflection of sources from the National Archives of Hungary*

Furthermore, the family situation of the prisoner helped the events. So the State Department could help the case in a good way. Hema Mohamed Abdalava will be informed about the decision of the Presidential Committee tomorrow.” Afterwards, the ambassador said that his government must appreciate this gesture.³⁶

There were no negotiations made between Hungary and Libya in the first months of 1967. The foreign affairs documents about the next few months are quite incomplete. It is for sure that Rácz Pál was planning to travel to Libya in April. There are no sources whether he traveled there or not. After that, the events started to accelerate. At the beginning of June 1967, the Libyan partner notified us in a summary that they are ready for the admission of diplomatic connections with the People's Republic of Hungary from the 1st of July 1967. Hungarian Secretary of State handed in the governmental regulation numbered 3156/1966 to the Presidential Committee of the People's Republic of Hungary June 27, 1967. The Presidential Committee ratified the regulation and numbered it 177/1967. Losonczy Pál, president of the Presidential Committee of the People's Republic of Hungary signed the document.³⁷

On August 4, our embassy informed the Libyan partner that the supreme decision about starting the official connections was born.³⁸ On September 18, 1967, Libya made Hungary to know through its Belgrade embassy that its government appreciated Rácz Pál's nomination and were ready to welcome him³⁹. In October 1967, Rácz was supplied with the letter of credence; signet and signals needed for the accreditation, and was ordered to make the introductory visit to Libya by the State Department.⁴⁰

Our new Libyan ambassador left from Cairo to Tripoli on November 10, 1967 for handing over his letter of credence.⁴¹ No appointments could be agreed in advance. The handling of the letters of credence was extremely intricate in Libya because of its geographical conditions, distance and transport. The copy of the letter of credence was first taken over by the Secretary of State in Beida or Tripoli, then the official document was given to King Idris I. who spent most of his time in Tobruk. The introductory visits took place in Tripoli where diplomatic missions were held.

Rácz traveled to Beida from Tripoli because he was informed that the

³⁶ After the case the Secretary of State wrote a letter to the Attorney General warning him to prevent an other case like that because it was extremely difficult to put everything to the interest of the service of foreign affairs.

³⁷ MOL KÜM LÍBIA 1967 TÜK XIX-J-1-j packet 64, 91-116 Number 177/1967 resolution of the Presidential Council of the Hungarian People's Republic. The information was published in Hungarian press (Népszabadság, Népszava) on July 2, 1967.

³⁸ MOL KÜM LÍBIA 1967 TÜK XIX-J-1-j packet 64, 91-116 September 19, 1967 ambassador Marjai József's report from Belgrad to the State Department.

³⁹ See footnote 38.

⁴⁰ A separate resolution was born about Rácz Pál and the surrender of the needed documents. Unfortunately no referring source material can be found.

⁴¹ MOL KÜM LÍBIA 1967 TÜK XIX-J-1-j packet 64, 91-116 December 21, 1967. Rácz Pál 's report to the State Department about the handing of his letter of credence.

Secretary of State, Ahmed Al Bisti could be found there. Foreign Affairs Under-Secretary Shaloof who said „*that the Secretary traveled to Tripoli the day before, and will stay there for a week, so you can find him there*” saw our ambassador.

Rácz traveled back to Tripoli where he met the Secretary of State and handed over the copy of the letter of credence to him. The Secretary invited Rácz to the new session of Parliament. This was a big event in Libya. Rácz moved back to Beida with some leaders of political missions and took part in the official opening of the special session of the Parliament. He holds several meetings, however his Libyan accreditation was still not successful.

During Rácz's stay in Beida, he made an appointment with the royal advisor about the handing of the letter of credence.⁴² The royal advisor chose November 30 for handing over the document. King Idris I, Muntasser royal advisor and Ahmed Al Basti Secretary of State (he helped in creating the translations for the official speeches) took part in the ceremony. Beyond the formal speeches Idris I emphasized the importance of the two countries economic connections. After handing over the letter of credence, Rácz Pál stayed one more week in Libya. The new Prime Minister, Abdul Hamid El-Bakush, the Minister of Informatics, viceroy of Tripolitania and the mayor of Tripoli saw him. The Czech-Slovakian ambassador, among the diplomats of friendly nations, gave a dinner in honor of Rácz Pál.⁴³ Afterwards, Rácz moved back to his official place in Cairo.

Events after 1967

After the admission of the diplomatic connections a quality development could be noticed in the relationship of the two countries. Besides the strengthening of political and economic connections scientific, technical and cultural cooperation started between Hungary and Libya. In result, Hungary made several agreements with the North-African country. The Libyan partner asked for the accreditation of its Prague ambassador to Hungary in 1968. The Presidential Committee appreciated it in its 106/1968 resolution. However Muftaf El Atrash did not appear in Hungary until 1968.⁴⁴

Rácz Pál represented Hungary in Libya until 1968. He made an official farewell visit to Tripoli in July.⁴⁵ Szarka Károly followed him. He handed the letter of credence to King Idris I at the beginning of February 1969.⁴⁶

⁴² The fact of handing over the letter of credence was published in the Hungarian press (Népszabadság, Népszava) on December 2, 1967.

⁴³ For lack of residence Rácz Pál welcomed the representatives of friendly nations in the exhibition hall of one of our foreign trade company.

⁴⁴ MOL KÜM LÍBIA 1968 TÜK XIX-J-1-j packet 63, 91-1 January 24, 1968. Libyan accreditation to the Hungarian People's Republic.

⁴⁵ MOL KÜM LÍBIA 1968 TÜK XIX-J-1-j packet 63, 91-1 Between July 8 and 19, 1968. Rácz Pál makes a farewell visit to Libya.

⁴⁶ MOL KÜM LÍBIA 1969 TÜK XIX-J-1-j packet 63, 91-1 March 14, 1969. Szarka Károly's Libyan travel report from Cairo to the State Department.

The power of the king was overthrown by a group of young soldiers⁴⁷ on September 1, 1969. The form of government became republic. The new leaders made radical political changes influencing the deepening of the connections between the two countries⁴⁸.

The numerous official affairs required buying a residence, and employing a constant staff in Tripoli. The People's Republic of Hungary got an opportunity for that in 1971.

Conclusion

To sum up, it can be said that through the ten years from the first official meetings to the ratification of connections to a formal level, our diplomats made quite a hard work, which made a strong base for the further creation of a deep connection. The good connection can be felt even these days, because the Republic of Hungary still represents itself on embassy level in Tripoli, Libya.

⁴⁷ Leader: Colonel Moamer el-Kadhafi.

⁴⁸ It can be measured by the found documents at MOL.